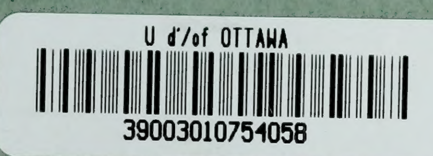

U d'/of OTTAWA
39003010754058

# LE
# RETOUR DE L'EMPEREUR

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

**Le Retour des Bourbons.** *D'Hartwell à Gand. — Le Règne des émigrés* (1814-1815). Un volume in-8°.......................... 7 fr. 50

Édition anglaise; traduction par Mrs Rodolph STAWELL. — William Heinemann, éditeur.

*POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :*

**Grandes Dames au XIX^e siècle; La Restauration.** — *La duchesse d'Angoulême; la duchesse de Berry; la duchesse d'Abrantès; la duchesse de Raguse; Mme de Rémusat; la duchesse de Duras; la marquise de Montcalm; la princesse de La Trémoïlle; la marquise de Castries; la comtesse de Sainte-Aulaire; la duchesse de Broglie; la princesse de Poix; Mme du Cayla; la duchesse de Dino.*

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE (6e). — 13429.

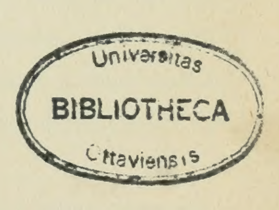
GILBERT STENGER

# LE RETOUR DE L'EMPEREUR

DU CAPITOLE A LA ROCHE TARPÉIENNE
L'IMMOLATION

1815




PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1910

# PRÉFACE

Après le *Retour des Bourbons* en 1814, volume qui fut publié, il y a deux ans, un autre volume devait être : le *Retour de l'Empereur* en 1815. L'échec des princes légitimes démontré, il fallait narrer le retour offensif de l'homme dont le nom suffit, sans une goutte de sang répandue, à leur enlever le royaume qu'ils s'étaient attribué, comme un bien patrimonial. Les Bourbons représentaient l'égoïsme, l'esprit exclusif, rétrograde, rancunier des émigrés ; leur adversaire, le patriotisme et l'esprit égalitaire de la nation, cette conséquence naturelle de la Révolution. Assurément, ceci devait tuer cela ; le souvenir de Napoléon chasser de nouveau les Bourbons.

Ceux qui ont écrit sur le même sujet n'ont point concentré leur étude uniquement sur l'homme de génie, qui, pendant cent jours, gouverna le pays, si miraculeusement rendu à lui-même. Et, pourtant, il n'y eut, alors, qu'une seule histoire, en toute l'Europe, celle de Napoléon. Dans les chancelleries, on ne pensait qu'à lui, on ne combinait de projets que contre lui. Je n'ai point eu d'autre objectif que cette grande figure, que ce cerveau bouillonnant faisant front à tout un continent

qui lui était hostile. Je n'ai point dispersé ma pensée en d'autres considérations. C'est lui, toujours lui, que l'on trouvera dans les chapitres de ce volume ; lui, dont l'action vigoureuse faisait vibrer, en ces jours tragiques, toutes les passions contenues dans l'âme de ses amis, aussi bien que dans celle de ses ennemis.

De son rocher de l'île d'Elbe, ses aigles, comme il l'écrivit, volèrent, en vingt jours, de clocher en clocher, jusqu'aux tours de Notre-Dame. Posées au faîte de ce nouveau Capitole, elles jetèrent haut leur cri de victoire. En trois mois, la trahison aidant, la coalition européenne les arracha violemment de ce faîte glorieux pour les précipiter sur la roche Tarpéienne ; et le triomphateur de la veille fut anéanti pour toujours.

Pas à pas, j'ai suivi cet immortel vaincu ; j'ai tâché de faire surgir, du milieu des événements les plus cruels, l'image d'une fermeté d'âme, — la sienne, — aussi héroïque que celle des plus grands hommes de l'antiquité ; j'ai voulu rendre vivante, émotionnante, la description des malheurs dont il fut accablé, sans répit, et passionnantes aussi les attaques, tantôt furibondes, tantôt hypocrites de ceux dont il avait reçu les plus basses adulations. Point de petits faits, en ces derniers jours d'écroulement, qui eussent affaibli l'attention du lecteur, mais la présentation à nu de cette âme violente qui sut résister aux acclamations du peuple, aux manifestations et aux vociférations des patriotes fédérés, et ne songea toujours qu'à la sauvegarde de la patrie et à son indépendance. N'est-ce pas ce que signifiaient ses adieux à la France, en apercevant ses rives, pour la dernière fois, du haut du *Northumberland*, qui le conduisait à Sainte-Hélène ? ... *Adieu,*

*terre des braves, adieu, chère France! Quelques traîtres de moins et tu serais encore la grande nation, la maîtresse du monde!*

Voilà plus qu'il n'en faut pour exciter l'intérêt du lecteur.

G. S.

# LE
# RETOUR DE L'EMPEREUR

## CHAPITRE PREMIER

### LE DRAME DE FONTAINEBLEAU

I. — Napoléon à la *Cour de France*, le 29 mars 1814. — Le général Belliart, sorti de Paris à la tête d'une division, pour préparer le cantonnement des troupes qui doivent évacuer la capitale, lui apprend les événements du jour, la capitulation signée par Marmont et l'entrée des alliés dans la ville, ainsi conquise, décidée pour le lendemain, 30 mars. — Désespoir de l'Empereur. — Il se dirige avec sa suite sur Fontainebleau, et envoie le duc de Vicence, Caulaincourt, à Bondy, le quartier général du czar, afin de négocier la paix. — Il ordonne, en même temps, aux troupes qu'il ramenait des champs de bataille de la Champagne, de se concentrer autour de Fontainebleau. — Il y reçoit Marmont, venu de son quartier d'Essonne, pour conférer avec lui, et l'Empereur confirme son lieutenant dans son commandement. Marmont dirigera l'avant-garde dans la prochaine campagne que prépare l'Empereur. — Intrigues des maréchaux qui désirent la paix. — Les bruits qui circulent à Fontainebleau, venus de Paris, les encouragent à la rébellion. — Ils se concertent entre eux pour exiger de l'Empereur son abdication, en faveur du Roi de Rome. — C'est, au surplus, les conditions de la paix rapportées de Bondy par Caulaincourt.

II. — Pendant ce temps, Talleyrand s'efforce de séparer Marmont de l'Empereur. — Marmont cède aux sollicitations actives de l'astucieux personnage et, abandonnant l'Empereur, envoie son corps d'armée à Versailles où sont cantonnés les Russes. — En ses *Mémoires*, Marmont tâche d'excuser cette action impie, qui ne fut qu'une trahison. — Napoléon ne désespère pas, néanmoins, de triompher de la mauvaise fortune. — Il se dispose à attaquer les alliés à Paris avec les troupes qui lui sont fidèles. — A cette nouvelle, les maréchaux s'insurgent. — Ils insistent plus que jamais pour une abdication. — Napoléon, obsédé et se voyant abandonné des grands chefs de son armée, rédige, enfin, son abdication.

III. — Les plénipotentiaires qu'il a nommés partent de Fontainebleau, pour remettre cette pièce dans les mains du czar. — L'abdication ne suffit plus aux alliés ; il faut que Napoléon signe sa déchéance et le renoncement au trône de France pour lui et les siens. — Résistance prolongée de Napoléon. — Cependant, désespéré, il s'empoisonne, dans la nuit du 12 au 13 avril. — Des remèdes énergiques lui rendent la vie et, dégoûté de tout, il consent à signer le traité, qui lui est présenté, par lequel lui est assurée la jouissance viagère de l'île d'Elbe. — Il accepte l'exil. — Sa vie à Fontainebleau, durant ces derniers jours d'attente. — Ses lettres à Marie-Louise, à Blois et à Orléans, et celles que Marie-Louise lui écrit. — Avant son départ, il fait ses adieux à sa garde, et quitte le palais de Fontainebleau le 20 avril 1814.

# I

Ce fut à Doulevent, le 29 mars 1814, que Napoléon, en marche sur Paris, reçut la dépêche de La Valette, l'invitant à revenir dans sa capitale s'il voulait la soustraire aux alliés et aux intrigues des royalistes. Il y avait dix jours que cette dépêche n'avait pu être remise aux mains de l'Empereur. Les courriers se succédaient, en vain, de Paris, le suivant sans le rejoindre. Inquiet, troublé, l'Empereur continua sa marche accélérée jusqu'à Villeneuve-sur-Vannes. Mais, là, son excitation lui est devenue insupportable. On est au 30 mars. La nuit est sombre, glaciale. Il se jette dans une mauvaise carriole avec Bertrand et Caulaincourt, et part à toute bride, le long des chemins de traverse, du côté de Paris. Les dix premières lieues sont franchies en deux heures. Il stimule les postillons, les contraint à fouailler les chevaux jusqu'au sang. Il veut arriver avant qu'un malheur irréparable ne soit consommé. Il va; il va. Les roues de la voiture brûlent les pavés. Napoléon ne cesse de répéter : « Cela sera trop tard ! » Il est resté à jeun pendant tout un jour, n'ayant pris à Sens qu'une tasse de café sans sucre. Qu'importe ! Il faut qu'il arrive. Dans tous les villages, à tous les relais, il interroge les agents des postes. A-t-on des nouvelles de Paris ? que se passe-t-il ? Personne ne sait rien. Enfin à dix heures du soir, il descend à la maison de poste de Fromenteau, la *Cour de France*, à cinq lieues de Paris, faciles à franchir en une heure. La fièvre le dévore. Il demande un verre d'eau qu'il boit d'un trait. Et il allait repartir, lorsque le bruit d'une marche de soldats l'attire au dehors. Il crie : « Halte ! » Les soldats s'arrêtent à cette voix qu'ils reconnaissent, et leur chef, le général Belliart, commandant une division de l'armée, descend à la hâte de son cheval et s'incline devant l'Empereur. Il était envoyé par le maréchal Mortier, préparer le cantonnement des troupes, qui devaient abandonner Paris, en vertu de la capitulation signée par Marmont.

Belliart apprend à Napoléon les événements récents; le départ

de Marie-Louise et du Roi de Rome pour Blois, des ministres et du conseil de régence; l'attaque de Paris par les alliés; la bataille livrée sous les murs de la capitale; la lutte héroïque des soldats, des élèves des écoles au pont de Charenton, de la garde nationale elle-même et des fédérés; enfin, l'armistice suivi d'une capitulation, et l'établissement d'un gouvernement provisoire. L'entrée des souverains coalisés aurait lieu le lendemain, 31 mars. Napoléon était atterré. Plusieurs fois, il passa sur son front, couvert de sueur, ses mains fébriles et il se dirigea vers les margelles des fontaines de Juvisy où il s'assit, suffoquant de douleur, ne proférant aucune parole. Puis, revenant à Belliart, il l'accabla de questions, insatiable de nouvelles, objectant que Paris aurait pu se défendre quelques heures encore; et à l'idée que l'ennemi y allait entrer, il se répandait en invectives contre ceux qu'il y avait laissés deux mois auparavant; contre son frère Joseph, « ce cochon de Joseph », qui se croyait capable de commander une armée; contre l'incapable Clarke, bon à rien, dès qu'il était hors de ses bureaux. Il allait et venait à grands pas sur la place montueuse du village, qui domine d'un côté la vallée de la Seine, et de l'autre les rives de l'Essonne. Et, de là, il projetait au loin ses regards vers l'horizon où brillaient des feux de bivouac. Que n'avait-il pu gagner quelques heures!... Maintenant, que décider, que faire?... Il fit partir immédiatement le duc de Vicence pour le château de Bondy, où l'empereur Alexandre, lui disait-on, s'était arrêté. Il l'envoyait, afin d'entamer des négociations pour la conclusion de la paix. Caulaincourt partit (1); et, en attendant son retour, Napoléon s'agitait, avançant sur la route, puis reve-

(1) En ses mémoires, écrits par Mme Oilleau-Désormeaux, le duc de Vicence a raconté son voyage au quartier général des alliés (t. I, p. 363). « La route que je parcourais, écrit-il, était encombrée de débris de régiments de toutes armes qui marchaient au hasard. Un chef d'escadron des gardes d'honneur, blessé à la tête, se soutenait à peine sur son cheval. Il s'approcha de moi et me demanda où était le quartier général. A l'instant, je fus entouré de tous ces malheureux fugitifs : « Où est l'Empereur? disaient-ils : nous voulons le rejoindre. Nous n'avons pas « d'ordre ; où faut-il aller? L'Empereur ne sait pas ce qui se passe à Paris. Nous « nous sommes bien battus, nous sommes prêts à nous battre encore ; et cependant, on nous fait céder le terrain à l'ennemi! » Sur tous ces visages se peignait une douleur farouche ; des malédictions contre les traîtres ; des menaces furieuses sortaient de toutes les bouches, car ces hommes se considéraient comme trahis et non vaincus... Je fus frappé du sens des paroles d'un cuirassier de la vieille garde exprimées avec cette indignation qui part de l'âme... « Nous les avons « toujours battus, battus partout, disait-il, en relevant fièrement la tête, et nous

nant à la maison de poste, formant de nouveaux projets de combat, les yeux fixés sur ses cartes, espérant, se désespérant, calculant les chances du succès, mais ne doutant point que son plénipotentiaire ne réussît à persuader l'empereur Alexandre de l'urgence de la paix, une paix définitive. A l'aube, il reçut de Bondy une estafette du duc de Vicence lui annonçant que la prise de Paris était irrévocable; que la garde nationale avait cédé les portes des barrières aux soldats de la coalition, qu'il n'y avait plus rien à faire. Il ordonna donc à ses voitures de se diriger sur Fontainebleau, à ses officiers de l'y suivre. Il y arriva le matin du 31 mars. Au lieu de faire ouvrir les grands appartements, il s'installa dans le petit logement militaire du premier étage, le long de la galerie de François Ier.

L'Empereur n'avait près de lui qu'un seul de ses ministres, Maret, duc de Bassano, son confident le plus intime, son ami dévoué, autant que le duc de Vicence. Il ne voulut point d'autre familier de son entourage, pour converser sur sa situation. Il n'avait perdu aucune de ses espérances, à savoir la paix, ou bien un retour de fortune, dans une lutte suprême contre l'ennemi. Les contingents de son armée de Champagne arrivaient de toutes parts et se massaient entre l'Essonne et Fontainebleau. Marmont établissait près de là son quartier général; Mortier à Mennecy. Avant quelques heures, il y aurait échelonnés autour de la demeure impériale, à quelques lieues de distance, soixante mille hommes formant une armée admirable, prête à répondre à l'appel de l'Empereur. Le soir, Marmont se présenta au palais et fut retenu à souper par Napoléon. Il narra ses combats, l'héroïsme de ses soldats, détailla toutes les péripéties de la bataille, qui avait été si meurtrière pour l'ennemi. Napoléon approuva les actions de son lieutenant, y joignit de chaleureux éloges, et lui annonça que le lendemain, 1er avril, il irait passer en revue ces troupes si braves et accorder les récompenses que méritait tant

« aurions encore gagné cette bataille. Nous n'avons pas quitté le champ de bataille. Nous n'avons pas capitulé. Donc, il y a trahison et non pas capitulation. Qu'on nous ramène sur Paris, et les étrangers n'y rentreront qu'en passant sur le cadavre des derniers soldats français... Où est notre Empereur? S'il est mort, tout est fini: qu'on nous le dise, ajouta-t-il, avec un accent déchirant et de grosses larmes tombaient de ses yeux flamboyants. »

de valeur. Et, lui voulant prouver qu'il lui continuait sa confiance, il le confirma au commandement de cette armée qui s'était si vaillamment battue, son avant-garde dans les prochaines attaques qu'il méditait. Le lendemain, 1er avril, en effet, la revue de cette armée d'avant-garde eut lieu aux bords de l'Essonne. Les récompenses demandées par le général en chef furent accordées par l'Empereur. A ce moment-là, Marmont était encore fidèle. La conduite de Napoléon à son égard relevait son âme blessée et déprimée par le souvenir de sa capitulation (1). Et s'il avait pu être ébranlé une heure par la visite de Talleyrand, par les supplications des hommes de la haute bourgeoisie trouvés aux salons de son hôtel, en rentrant chez lui, le soir de la bataille sous Paris, il reprenait, sous l'influence prestigieuse des paroles de l'Empereur, son ancienne énergie et tout l'élan de son dévouement pour son ami, son bienfaiteur.

Des régiments, des officiers, des maréchaux, arrivaient au quartier impérial et se groupaient autour de leur chef : Moncey, Lefebvre, Ney, Macdonald, Oudinot, Berthier. L'esprit mili-

(1) La Valette, *Mémoires* (t. II, p. 91) insiste sur cette capitulation. « Le duc de Raguse, écrit-il, n'avait pas de nouvelles de l'Empereur, et quoiqu'on lui représentât que malgré les menaces de l'ennemi, il n'y avait aucun inconvénient à attendre jusqu'au lendemain, qu'il serait possible que Napoléon arrivât dans la nuit, qu'Alexandre, très certainement, ne lancerait pas à corps perdu son armée dans une capitale si peuplée, dont la population était vivement exaltée, Marmont troublé et ne voulant peut-être pas céder à un autre la gloire de sauver Paris, se détermina à signer la capitulation, sans en avoir reçu l'ordre direct de son général et de son souverain. J'allai chez lui le 30 mars, au soir. Il était encore à table et à côté de lui était le comte Orloff et plusieurs autres officiers russes. Il vint à moi et me fit entrer dans un cabinet particulier et, là, il s'appliqua à me prouver qu'il ne pouvait agir autrement; qu'avec moins de vingt-huit mille hommes, l'effusion du sang serait en pure perte. J'en convins avec lui. Mais ne pouvait-il attendre au lendemain pour signer? Douze heures pouvaient être un immense bienfait pour l'Empereur. Il me paraissait impossible qu'il ne fût pas rencontré par un des nombreux courriers que je lui avais expédiés. J'étais convaincu que sa présence rétablirait les affaires. Le maréchal fut inflexible. Il s'était engagé trop en avant pour reculer... M. Pasquier était venu dans ma voiture. Je lui communiquai mes soupçons... « Que voulez-vous, me dit-il, tout paraît fini; il n'y « a plus de ressources. » — La Valette ajoute sur Pasquier... « Le lendemain, je retournai chez M. Pasquier. Il revenait du camp des alliés où il venait d'être mandé par Alexandre. « Vous avez pris votre parti, hier au soir, me dit-il; j'ai pris « le mien ce matin. Je viens de recevoir l'ordre de continuer mes fonctions. Le « règne de Napoléon est fini, et j'ai écrit à Fontainebleau pour qu'on ne compte « plus sur moi. Ma famille a toujours été attachée à la maison de Bourbon. J'ai « servi l'Empereur avec fidélité. Je ne suis pour rien dans les événements qui l'ont « précipité du trône, et je retourne à l'ancienne dynastie. » Quelle désinvolture! quelle pirouette!

taire, l'ardeur guerrière s'exaltaient, d'heure en heure, dans les rangs de ces troupes, où beaucoup de combattants se montraient à peine guéris de leurs dernières blessures. Comme toujours, il y avait eu parade, le 31 mars, à midi; parade, le 1er avril, dans les cours du château. Mais Napoléon se taisait sur ses projets futurs. Bassano était le seul à qui il ouvrît son âme tout entière, et il attendait le retour de Bondy du duc de Vicence, avant de faire connaître ses résolutions à ses soldats. Le duc de Vicence arriva dans la nuit du 2 au 3 avril. Que rapportait-il? Etait-ce la paix? était-ce une ouverture de négociations dont l'issue donnerait satisfaction, d'abord à l'homme de guerre qu'était Napoléon, ensuite au chef d'Etat qui gouvernait l'Empire? Rien de tout cela. Les alliés demandaient l'abdication de l'Empereur; et après l'abdication, la régence même de l'impératrice n'était pas certaine.

On pense bien que Caulaincourt n'avait pas négligé de signaler à son maître le flottement des réponses du czar qu'il avait compris n'être plus libre; qu'il n'avait pas manqué de lui dépeindre l'agitation, dans Paris, de tous les ambitieux; les intrigues de Talleyrand; les manifestations des royalistes; Paris, enfin, affolé, tergiversant, tumultueux, livré à tous les expédients des aventuriers. Eh! quoi, devait se dire Napoléon, c'était au milieu de cette anarchie que l'on exigeait son abdication; après la capitulation de Paris, la sienne, quand il avait soixante mille hommes sous la main!... Il écoutait, muet, le récit de Caulaincourt, sans manifester sa pensée. Elle était, en ce moment, très résolue. Il n'avait plus qu'à combattre, afin de ressaisir sa puissance, aujourd'hui contestée. Au matin, ce matin du 3 avril, il sortit de bonne heure, voulant inspecter divers cantonnements. Quand il rentra au palais, plusieurs régiments de la garde étaient en bataille dans les cours. Il avança au milieu d'eux, et à tous ces visages, bronzés par le hâle de tant de climats divers, il jeta ces paroles énergiques :

« Soldats, l'ennemi nous a dérobé trois marches et s'est rendu maître de Paris. Il faut l'en chasser. D'indignes Français, des émigrés, auxquels nous avons pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints aux ennemis. Les lâches! Ils recevront le prix de ce nouvel attentat. Jurons de vaincre ou de mourir. Jurons de faire respecter la cocarde tricolore, qui, depuis vingt ans, nous trouve sur le chemin de la gloire et de l'honneur. »

« Nous le jurons ! » répétèrent à hauts cris tous les assistants. « A Paris, à Paris ! »

L'enthousiasme des soldats, leurs exclamations retentissantes, leurs bras tendus vers lui, rendaient à Napoléon sa confiance en lui-même. A la tête de tant de braves, il se voyait maître encore des destinées de la France, souverain très fort de cette nation qu'il avait faite si grande et si glorieuse. Il rentra ébloui dans son palais. Mais la même ferveur n'existait pas dans l'âme de ses maréchaux. Ceux-là étaient fatigués, las de combattre, et ne désiraient plus que le repos. Déjà, durant la campagne de France, à Saint-Dizier, il y avait eu divergence d'opinions entre eux et l'Empereur. Il n'avait pu leur imposer son plan jusqu'au bout. Il aurait voulu laisser marcher l'ennemi sur Paris, et s'avancer, lui, du côté de l'Allemagne, soulever les provinces rhénanes, rallier les troupes françaises qui tenaient garnison dans les places fortes et menacer Berlin. Le général Bonaparte l'aurait fait : l'Empereur Napoléon, cédant aux observations de ses lieutenants, s'arrêta et revint sur ses pas. Et aujourd'hui qu'il révélait sa volonté d'attaquer les alliés et de les chasser de la capitale, il retrouvait, autour de lui, l'opposition qu'il avait rencontrée naguère à Saint-Dizier. Les maréchaux, devant lui, se taisaient. Seulement, à leur mine boudeuse, il était facile de discerner leur mécontentement et leur hostilité. Ils avaient à Paris leur famille, leur hôtel, qu'une bataille dans les rues pouvait anéantir. Quelques-uns, toujours en chevauchée à travers l'Europe, n'avaient pu jouir encore des biens conquis à la pointe de leur épée ; et autant jadis ils avaient désiré un commandement, à la veille d'une grande guerre, autant, à l'heure présente, ils reculaient devant une nouvelle campagne. En une rumeur sourde, ils s'efforçaient de secouer l'habitude de la confiance et de la déférence qu'ils avaient, en toute occasion, témoignées à leur chef. Ils se comprenaient entre eux d'un regard sournois. Quel avenir leur était promis ; qu'allait devenir cette puissance colossale, réunie en une même main ? Si elle s'effondrait, cette puissance, quel serait leur sort ? Et chacun s'excusait, en soi-même, de cette inquiétude qui affaiblissait son dévouement, en se disant que la patrie n'était pas toute en l'Empereur, et qu'elle pourrait exister sans lui ; qu'aujourd'hui, de nouveaux combats ne tendraient qu'à maintenir et consolider l'autorité

d'un homme qui n'était pas indispensable. L'égoïsme parlait plus fort en eux que la reconnaissance pour celui qui les avait élevés si haut. Qu'il tombât, ils resteraient ce qu'ils étaient, et ils se consoleraient de cette chute. L'envahissement du sol national ne leur causait aucune honte, puisqu'ils n'en étaient pas responsables. Ils rejetaient cette souillure sur leur chef, sur l'Empereur, dont l'ambition insatiable avait engendré tant de désastres. Ces dignitaires de l'Empire, comblés d'honneurs et de gloire, rassasiés de biens, se sentaient incapables d'un nouvel effort. Ils désiraient la paix qui ouvrirait l'ère de leurs jouissances. En ce palais de Fontainebleau, le respect n'était plus que machinal. La majesté de la puissance ne durait que par la force de l'habitude. Si, dans la foule des soldats, dans les rangs des petits officiers de fortune, il existait même idolâtrie qu'autrefois pour le capitaine de génie, au-dessus de cette foule, la désaffection avait commencé. Les plus grands, les plus haut placés, étaient envahis d'une sourde colère contre celui qui ne parlait que de gloire, comme si la vie n'était faite que pour la conquérir. Et ils en étaient saturés.

Des lettres de Paris surexcitaient leur imagination. Ils apprenaient, chaque jour, les progrès des royalistes, les manifestations publiques contre l'Empereur, la volte-face des journaux qui accablaient d'injures, de quolibets et de mensonges, leur chef naguère si respecté. Oudinot, un sabreur, le moins intelligent des maréchaux, avait reçu de l'un de ses anciens aides de camp, le général Lamotte, beau-frère de Roux-Laborie, une créature de Talleyrand, des avances ambiguës du gouvernement provisoire, et ne les avait point rejetées. Toutefois, en cette journée du 3 avril, aucune résolution n'était concertée entre ces guerriers amollis. Ils ne subissaient tous et inconsciemment que la même répulsion pour l'attaque désespérée qui leur était annoncée contre Paris. Il n'y avait pas encore de révolte.

Et puis, un mot, sorti du château, leur faisait espérer un arrêt dans les projets de l'Empereur. Le duc de Vicence, leur avait-on dit, avait rapporté de sa mission, une demande formelle d'abdication par les souverains coalisés, et cette nouvelle leur semblait une issue heureuse pour tout le monde. L'abdication de l'Empereur laissait intacte la dynastie; le règne de Napoléon cessait, celui de son fils commençait avec la régence de l'impératrice. Les

maréchaux seraient les soutiens du jeune prince, ses plus fidèles serviteurs, leur intérêt s'accordant avec le maintien de l'Empire rajeuni. La paix, dont la France avait tant besoin, serait alors facilement conclue. Leurs dignités, leurs dotations seraient conservées. L'abdication pouvait être le commencement d'années fécondes pour la nation, si éprouvée par les revers. Et s'attachant à ces promesses de bonheur, ils étaient d'accord pour conseiller à Napoléon de céder aux exigences des souverains campés à Paris. Cette solution qui leur était agréable, ils ne croyaient pas impossible de la faire accepter par l'Empereur.

Le lendemain, 4 avril, lorsqu'ils apprirent, par l'ordre du jour à l'armée, que le quartier général serait transféré à Ponthierry, que l'attaque contre Paris était prochaine et peut-être pour le jour suivant, ils résolurent tous, d'un consentement unanime, d'exiger de l'Empereur, par une pression commune, cette abdication, que ses projets manifestés repoussaient brutalement. Macdonald venait de recevoir une lettre du général Beurnonville, membre du gouvernement provisoire, lui annonçant que le Sénat avait proclamé, l'avant-veille, la déchéance de la dynastie régnante; et les souverains avaient déclaré qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille. C'était plus qu'ils ne voulaient à ce moment-là. Derrière cette résolution du Sénat, ils discernaient la restauration des Bourbons, et aucun n'y était consentant.

Après la parade, l'Empereur qui, vraisemblablement, n'ignorait rien de toutes ces intrigues, avait repris le chemin du palais. Il fut suivi par les maréchaux, jusque dans son cabinet. Macdonald, le plus réservé, le plus calme de ses compagnons d'armes, s'avança et remit à Napoléon la lettre de Beurnonville. Devant ce papier, Napoléon pressentit quelque démarche hostile. Il demanda, d'un ton brusque, ce qu'il contenait. « Voyez, Sire, lui répondit le maréchal. C'est une lettre. — Peut-elle être lue publiquement? — Assurément, lui fut-il répondu de nouveau par le maréchal. Un secrétaire du cabinet prit la lettre et la lut à haute voix. Alors, regardant fixement les maréchaux debout près de lui : — C'est bien! Demain, nous aurons raison de tout cela. Je compte sur vous, messieurs. »

Il était difficile, même aux hommes les plus fermes, de dire non, un non brutal, à l'homme qui les faisait toujours trembler en les regardant. Ce « non », aucun d'eux ne l'osa proférer, et ils trouvèrent plus expédient de discuter la résolution de l'Empereur, de la faire dévier, en lui en montrant les plus mauvais côtés. Ils invoquaient les raisons d'humanité, les périls qui menaçaient Paris, pillage, incendie, destruction des palais, et peut-être de la grande cité réduite au sort de Moscou. Ils s'efforçaient de manifester clairement leur résistance, afin d'impressionner l'Empereur et de l'arrêter dans cette terrible aventure. Mais l'enivrement d'orgueil, l'enthousiasme qui succédaient à toutes les parades, pendant lesquelles les soldats le couvraient d'acclamations, rendaient l'Empereur intraitable, et il répondit à ses maréchaux que, s'ils refusaient de le suivre, il serait suivi de toute l'armée, des jeunes officiers qui brûlaient d'une ardeur de vengeance inassouvie, sur les envahisseurs. « L'armée ne marchera pas, répliqua Ney vivement ; elle obéira à ses généraux. » C'était la première fois qu'un de ses lieutenants contestait son ascendant sur l'armée. Serait-il vrai que les soldats, n'écoutant plus sa voix, l'abandonneraient ? Il porta sur Ney un regard terrible, suivi d'un long silence, un silence accablant, un silence tragique pour tout le monde. Napoléon comprenait qu'il devait fléchir, ou faire arrêter le prince de la Moskowa. Mais, eût-il été plus redoutable, après cet acte de vigueur, et son attaque contre Paris mieux garantie d'un succès ? Les autres maréchaux imiteraient, sans doute, l'exemple de Ney ; ce serait tous les chefs de corps à changer !... Il y eut, en lui, une éclipse soudaine de volonté, qui le ravala au niveau de ses subordonnés. Et, refoulant ses illusions, son orgueil, ses espérances, il reprit, d'une voix très calme, comme s'il n'avait pas ressenti l'atteinte portée à son autorité : « Que voulez-vous donc, messieurs, que me conseillez-vous ? — Sire, répliquèrent d'une même voix Oudinot et Ney, les plus hardis d'entre eux, il faut abdiquer. Votre éloignement du trône peut seul assurer la paix à la France et satisfaire tout le monde. » Le maréchal Lefebvre, dont l'éducation avait été sommaire, ajouta comme l'eût fait un petit bourgeois donnant un conseil dans une situation désespérée : « Voilà ce que vous avez gagné à ne pas suivre les conseils de vos amis quand ils vous engageaient à faire la paix... »

Dernière insulte de cet ancien sergent qui souleva de dégoût l'âme de Napoléon (1). D'un saut le grand homme vaincu touchait le fond de l'abîme.

Prenant une plume, il écrivit :

*Les puissances alliées ayant déclaré que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'Impératrice et du maintien des lois de l'Empire. Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 avril* 1814. — Napoléon.

Il leur tendit cette feuille manuscrite.

« Je cède à vos désirs, leur dit-il ; vous devez maintenant aller à Paris soutenir les droits de mon fils, la régence de l'Impératrice, le maintien de nos lois. »

Il désigna comme plénipotentiaires le duc de Vicence, le prince de la Moskowa, le duc de Raguse. « Le maréchal Marmont est à son camp d'Essonne, ajouta-t-il, emmenez-le. J'ai confiance en votre dévouement, au sien. Partez ! »

Cependant l'émotion l'envahissait peu à peu ; et malgré sa résistance à cette faiblesse morale, il dut s'asseoir en proie à une

(1) Sur ce drame de Fontainebleau que de versions divergentes et nombreuses ! Mme de Rémusat a écrit ce qu'elle entendait dire alors à Paris. *Correspondance de Mme de Rémusat* (t. I, avril 1814) : « Dans la nuit d'avant-hier, il y a eu révolte dans l'armée. Les maréchaux et les généraux se sont emparés de l'Empereur et l'ont renfermé à Fontainebleau dans ce même château où il renfermait le pape depuis quatre ans. Là, ils lui ont signifié que son règne était passé et qu'il fallait qu'il abdiquât. L'Empereur a eu un grand effroi. Il a eu des attaques de nerfs, il a pleuré, disputé pendant quatre heures, repris et quitté sa plume quatre fois pour signer son abdication et, enfin, signé à condition qu'on laissât le trône à son fils. Ses maréchaux l'ont tenu enfermé et ont envoyé ici Ney et Macdonald pour apporter cette abdication. Le gouvernement provisoire a refusé la couronne au Roi de Rome ; les maréchaux étaient mécontents. La nouvelle de la désertion de huit mille soldats et celle de Marmont, ayant pris la cocarde blanche, les a ébranlés. Hier, Paris était plein de nos soldats français qui revenaient et demandaient du pain. C'étaient les soldats russes qui leur en donnaient. »

Thiers, de son côté (t. XVII, p. 704-705) : « On était arrivé ainsi jusqu'à la porte du cabinet de Napoléon, et on s'anima jusqu'à ne plus vouloir quitter l'antichambre, dans l'intention de veiller sur les maréchaux et de les défendre si, à la suite de la scène qui se préparait, l'Empereur voulait les faire arrêter. Il y eut même dans cette espèce d'émeute quelques officiers assez égarés pour s'écrier, qu'*au besoin, il fallait se débarrasser de la personne de Napoléon.* En un mot, c'était le spectacle d'une de ces révoltes de la soldatesque dont l'empire romain avait fourni autrefois de si odieux exemples... »

agitation très vive. Les regrets, une sorte de désespoir, survinrent tout à coup, quand il se vit dépouillé de son pouvoir. Il se leva, et se révoltant à son tour, contre cette abdication qu'il venait de signer, il dit à ses maréchaux : « Non, cela est impossible... Demain, avec ma garde, j'entrerai dans Paris. »

Ney et les autres maréchaux se récrièrent ; et cette fois reprenant sur son entourage sa domination tout à l'heure entamée : « Sortez, messieurs », leur dit-il d'une voix vibrante. Ils se retirèrent.

Le duc de Vicence resta près de Napoléon. Il ramena le calme en cet esprit démoralisé (1). Caulaincourt, en revenant de Bondy, était convaincu que l'abdication était la seule chance offerte à l'Empereur de sauver sa dynastie. Il lui avait conseillé d'accepter ce parti dès la première heure ; et, maintenant, n'était-il pas trop

(1) Constant, le valet de chambre de Napoléon, a laissé, en ses *Mémoires* (t. VI, p. 70) un tableau de la vie de son maître à Fontainebleau, à ce moment-là. « Il n'y avait pas longtemps que j'étais à Fontainebleau, écrit-il, lorsque l'Empereur y arriva. Il avait un air pâle et fatigué que je ne lui avais jamais vu, au même degré. On comprenait combien il était bourrelé de tous les évenements désastreux qui, depuis quelques jours, s'accumulaient les uns sur les autres, dans une affreuse progression. L'Empereur ne dit rien à personne et s'enferma dans son cabinet avec les ducs de Vicence et de Bassano et le prince de Neufchâtel. (Depuis l'abdication) Napoléon se couchait fort tard et paraissait toujours fort accablé. De temps en temps, j'entendais quelques soupirs étouffés qui sortaient de sa poitrine, et auxquels se joignait le nom de Marmont... J'aurais peine à peindre la tristesse morne et silencieuse qui régna à Fontainebleau pendant les jours qui suivirent. Abattu sous tant de coups qui l'avaient frappé, l'Empereur ne se rendait que très peu dans son cabinet où il passait ordinairement tant d'heures consacrées au travail. Il était tellement absorbé dans le conflit de ses pensées, que souvent il ne s'apercevait pas que les personnes qu'il avait fait appeler, étaient près de lui. Il les regardait, pour ainsi dire, sans les voir et restait quelquefois près d'une demi-heure sans leur adresser la parole. Alors, comme se réveillant à peine de cet état d'engourdissement, il leur adressait une question dont il n'avait pas l'air d'entendre la réponse. La présence même du duc de Vicence et du duc de Bassano, qu'il faisait le plus fréquemment demander, ne rompait pas toujours cet état de préoccupation pour ainsi dire léthargique. Les heures des repas étaient les mêmes, et l'on servait comme à l'ordinaire, mais tout se passait dans un silence que rompait seul le bruit inévitable du service. A la toilette de l'Empereur, même silence. Pas un mot ne sortait de sa bouche, et si, le matin, je lui proposais une de ses potions qu'il prenait habituellement, non seulement je n'en obtenais aucune réponse, mais rien sur sa figure que j'observais attentivement, ne pouvait me faire croire qu'il m'eût entendu. Son âme était en proie à une idée fixe, l'idée de reprendre l'offensive et de marcher sur Paris. Je l'ai vu, dans la même journée, plongé pendant plusieurs heures, dans la plus affreuse tristesse, puis un instant après, marcher à grands pas, dans sa chambre, en sifflant ou en fredonnant la *Monaco*, puis il retombait tout à coup dans une sorte de marasme, au point de ne rien voir de ce qui était près de lui. »

tard ? Les troupes alliées des envahisseurs affluaient, chaque jour, nombreuses, ardentes, passionnées. L'attaque la plus irrésistible pouvait tourner en un désastre affreux. L'Empereur parlait de descendre au delà de la Loire ! Mais lorsque les Bourbons arrivaient du Nord et du Midi, encourageant l'audace du parti royaliste, ne serait-ce pas allumer la guerre civile, des rives de la Méditerranée aux cimes des Vosges ? Ces sages paroles produisaient sur Napoléon une détente apaisante. De nouveau il manda près de lui Macdonald, dont il estimait la probité, l'intelligence, la parfaite éducation, la générosité d'âme, celui pourtant qu'il avait tenu à l'écart durant plusieurs années, ne supportant point la hauteur de son caractère. Et en le voyant : « Vous pensez donc, duc de Tarente, que l'abdication soit la seule chose possible ? — Oui, sire. — En ce cas, j'ai confiance en vous. Partez avec Ney et le duc de Vicence. Il vaut mieux que Marmont reste avec ses soldats. Voyez-le quand même à Essonne, en allant à Paris. Emmenez-le s'il tient à vous accompagner. Vous avez oublié, sans doute, ce qui nous a séparés. — Oui, sire, depuis 1809, je l'ai oublié. » Napoléon lui tendit la main, que Macdonald prit respectueusement : « J'ai confiance en vous, duc de Tarente, reprit encore Napoléon. Partez ! »

## II

Mais, pendant ces quatre jours, une autre tragédie se déroulait à Essonne, au camp de Marmont. Talleyrand poursuivait infatigablement ses intrigues. Connaissant le caractère du duc de Raguse, il allait agir sur cet homme dont la vanité demeurait insatiable, malgré les faveurs de Napoléon. Il tâcherait de le séparer de son chef et d'affaiblir ainsi l'armée prête à s'élancer contre les alliés. Ce serait, au surplus, démontrer au czar que les soldats même se détachaient de celui qui avait pu les entraîner jusqu'à Moscou. Le peuple et l'armée, pourrait-il dire, reviennent aux Bourbons. Et, en ce moment, Talleyrand était acquis à ces princes émigrés.

L'odieux personnage, en ces jours d'anarchie, trouvait des

complices bénévoles jusque dans la famille du maréchal, en un simple chambellan de l'Empereur, Alphonse Perregaux, le frère de la duchesse de Raguse, esprit frondeur et indépendant à cause de sa grande fortune, qui s'exprimait très haut, dit Marmont en ses *Mémoires*, sur « la nécessité de se débarrasser de Napoléon (1) ». En attaquant les derniers actes de la politique impériale, en ruinant ce qui restait de confiance et de respect pour le monarque dans l'âme du duc de Raguse, il servait Talleyrand. Perregaux ne vit point son beau-frère, en ces jours si troublés. Aucun mémoire ne l'affirme. Mais ses paroles et celles des bourgeois réunis chez Marmont, le soir de la capitulation, produisaient leur effet. On lui avait dit, à lui maréchal, qu'il avait mérité, par cette résolution généreuse, la reconnaissance de tous les hommes sensés et qu'il avait été le sauveur de Paris. Après cette assertion, la pente était glissante. S'il avait sauvé Paris, il pourrait le sauver encore, non plus d'un assaut des alliés, mais de la vengeance de Napoléon, qui préparait un retour offensif. C'eût été alors un combat sanglant dans les rues, une épouvantable et furieuse mêlée dont la grande cité ne fût point sortie indemne. Et forcément Marmont devait se dire qu'il fallait rompre avec l'Empereur; que, par sa défection il servait la patrie, en enlevant au grand capitaine une partie de son armée; en le privant de ses moyens d'attaque. La paix serait faite après cette rupture. La paix! la paix! la France la désirait, la voulait de toutes ses forces. Avec la paix, renaîtrait la liberté, depuis si longtemps étouffée par des règlements oppressifs. Et il serait, lui Marmont, l'auteur de tant de biens! En cette éblouissante apothéose qu'il se figurait, sa conscience obscurcie ne lui disait pas qu'il allait s'associer aux ennemis de sa patrie, et qu'il ouvrait la porte de la France aux princes qu'une révolution en avait chassés. Le vrai souverain était toujours Napoléon. Pourquoi l'abandonnait-il? Son orgueil surexcité atténuait, diminuait à ses yeux, jusqu'à l'effacer, la noirceur d'un revirement pareil, de cette trahison bien caractérisée. Il ne voyait plus que l'heure incomparable, inoubliable, pendant laquelle il serait l'égal des plus grands personnages, en décidant du sort de sa patrie (2).

(1) *Mémoires*, t. VI, p. 202.

(2) DE VITROLLES, en ses *Mémoires* (t. II, p. 33) trace ainsi le portrait de Marmont : « Son esprit était actif et cultivé, surtout dans les choses positives. Il avait

Cependant un vague remords, une sorte d'inquiétude le retenait toujours. Talleyrand insista, lui envoya le colonel Montessuis, un des anciens aides de camp du maréchal, lui porter des lettres de Beurnonville, du général Dessolles, de Pasquier, de bien d'autres, dans lesquelles lui était rappelé le grand rôle qu'il avait joué à la capitulation de Paris, dans lesquelles, enfin, il lui était conseillé de ne point s'en tenir là, mais par une résolution courageuse et digne de son patriotisme, de terminer la guerre qui désolait la France. Cette résolution courageuse n'était autre que la défection de son armée et l'abandon de l'Empereur à son destin. Les Bourbons remonteraient sur le trône!... Et pourquoi pas?... Cette insistance mina plus profondément encore sa fidélité à Napoléon; et ses heures s'emplissaient de méditations toujours plus défaillantes sur son devoir. Marmont vacillait, penchait peu à peu vers les intrigants, lorsqu'il reçut du prince Schwartzenberg, le généralissime des ennemis, une lettre toute gracieuse et caressante, où ce prince l'engageait à se ranger du côté « de la bonne cause française », afin de mettre un terme à l'effusion du sang de ses braves soldats. Il dut y répondre. Il hésita encore. D'ailleurs, il ne pouvait se déterminer sans le consentement de ses lieutenants, les généraux Souham, Bordesoulle, Compans, Digeon (de l'artillerie), Ledru des Essarts, et sans leur adhésion éloigner ses troupes de Fontainebleau. A la fin, il prit son parti; la tentation était trop forte, son aveuglement trop persistant, et par les sophismes qui avaient perverti sa conscience il s'efforça de pervertir celle de ses généraux. Un à un, séparément, il les gagna à ses projets. Alors il répondit à Schwartzenberg que, « déliés par le Sénat du serment de fidélité à l'Empereur, ses troupes et lui abandonneraient leur chef si on lui garantissait, par écrit, que les officiers et soldats de son armée pourraient se retirer librement en Normandie, avec

plus de hauteur que d'élévation, et pour être grand, il se faisait volontiers gigantesque. Ses prétentions s'étendaient à tout, confondant celles qui étaient le mieux justifiées, avec celles qui l'étaient le moins. Il recherchait indistinctement tous les genres de succès, d'autant plus ardemment qu'il pouvait moins y atteindre... « Tiens, mon pauvre maréchal, lui disait un jour le général Dessolles, tu auras « beau faire, hanter le château, gagner l'intimité des princes, faire la cour aux « duchesses, tu resteras un grand seigneur de l'Empire, mais tu ne deviendras « jamais un grand seigneur de l'ancien régime. » Sa parole était brève, sèche, et sa prononciation un peu embarrassée; sa tournure distinguée, plus militaire que noble, manquait d'aisance. Ses yeux très noirs, ses sourcils très prononcés, donnaient à son visage très brun, une grande, mais dure expression. »

armes et bagages et si on promettait à Napoléon Bonaparte la vie et la liberté dans un espace de terrain et dans un pays circonscrit au choix des puissances (1) ». Dans la nuit du 3 au 4 avril, cette lettre de Marmont fut portée à Petit-Bourg, au quartier du généralissime qui s'empressa d'en accepter les conditions et les termes.

Ainsi, pendant que Napoléon persévérait à se confier à son ami, en le maintenant à la tête de son avant-garde, en le comblant d'éloges, lui et son armée, en le désignant pour son plénipotentiaire, Marmont, le vaniteux, le courtisan non repu d'honneurs, envieux des autres maréchaux qui l'avaient surpassé en gloire, se détachait de son bienfaiteur, et d'un seul coup anéantissait la dynastie impériale et l'Empire. Il n'y a point d'excuse. Sa lettre est une trahison.

Lorsque les plénipotentiaires vinrent à son quartier général pour l'emmener à Paris, il dut leur révéler cet événement inattendu. Eux, de leur côté, lui annoncèrent l'abdication de l'Empereur qu'ils emportaient au czar. Marmont, déjà troublé par son alliance avec Schwartzenberg, reprit de l'assurance. L'abdication tranchait toutes les difficultés. La fin de tous les maux était arrivée. Il eut un premier bon mouvement : reprendre sa parole donnée à l'ennemi et joindre ses efforts à ceux des autres émissaires de Napoléon, pour obtenir la régence de l'Impératrice. « Je vous accompagnerai chez l'empereur Alexandre », leur dit-il. Il les accompagna, en effet ; mais s'étant ressaisi, confus, ne sachant que décider, il n'entra point avec eux dans le cabinet du czar. Il se rendit à l'hôtel du maréchal Ney.

Entraîné par le discours émouvant de Macdonald, qui prit la parole, le czar inclinait visiblement vers la régence de l'impératrice Marie-Louise, lorsqu'un aide de camp lui vint remettre une dépêche du généralissime, l'avertissant que l'armée tout entière de Marmont avait pris la route de Versailles, abandonnant ses can-

(1) Des émissaires du parti royaliste avaient répandu, dans tous les avant-postes de l'armée, des exemplaires de l'adresse du gouvernement provisoire aux soldats : « Soldats, y était-il dit, la France vient de briser le joug sous lequel elle gémit depuis tant d'années. Vous n'avez jamais combattu que pour la patrie ; vous ne pouvez plus combattre que contre elle sous les drapeaux de l'homme qui vous conduit. Vous n'êtes plus les soldats de Napoléon ; le Sénat et la France entière vous dégagent de vos serments. »

tonnements d'Essonne et traversait les rangs de l'armée russe. Le czar, alors, se retournant vers les envoyés de Napoléon, leur transmit cette nouvelle impressionnante, ajoutant que la situation était changée désormais, et que Napoléon, découvert à Fontainebleau, menacé de tous côtés par les alliés, ne pouvait faire accepter qu'une abdication absolue et sans conditions. Aucun mémoire, aucun écrit ne révèlent l'impression causée sur les plénipotentiaires par ce changement de front, mais on se la représente horrible, cette impression, douloureuse et cruelle. Que serait-ce à leur retour à Fontainebleau? Ne fallait-il pas tout craindre du désespoir de l'Empereur?

Pendant cette conférence qui avait duré de longues heures, dans la nuit du 4 au 5 avril entre le czar et les maréchaux, l'émoi fut considérable dans la foule des intrigants, qui se pressaient à l'hôtel de Talleyrand. La régence de l'impératrice Marie-Louise, leur disait-on, semblait certaine et l'emportait sur toute autre combinaison (1). Qu'allaient devenir ceux qui avaient combattu la dynastie impériale et s'étaient ralliés aux Bourbons? La plupart des traîtres, déjà triomphants, montraient un visage décomposé (2). Anglès, ministre de la police du gouvernement provisoire, avait fait charger sa voiture de voyage, afin de quitter Paris. Et pis que cela, au matin, on apprenait par un aide de camp du maréchal Marmont que ses régiments, conduits à Versailles, au milieu des Russes, s'étaient révoltés, et avaient repris le chemin d'Essonne. L'émoi se changea en épouvante. Napoléon, avant quelques heures, serait sous les murs de Paris. Le maréchal, venu chez Talleyrand, fut entouré, pressé, supplié de retourner vers

(1) De Vaulabelle raconte (t. I, p. 367), sur cette conférence : « Bien que la nuit fût assez avancée (lorsque les plénipotentiaires sortirent), la foule n'avait pas diminué dans les salons de M. de Talleyrand. L'anxiété était toujours aussi vive. A la vue des maréchaux, on s'empressa autour d'eux. Chacun voulut les interroger. Le général Beurnonville, entre autres, s'approcha de Macdonald : « Ne « me parlez pas, monsieur, s'écria ce dernier en reculant d'un pas ; je n'ai rien à « vous dire. Vous m'avez fait oublier une amitié de trente ans. » Puis, s'adressant au général Dupont, le capitulé de Baylen, que le gouvernement provisoire avait nommé commissaire au département de la guerre et qui s'était également avancé vers lui, le maréchal ajouta : « Quant à vous, monsieur, votre conduite envers « l'Empereur n'est pas généreuse. Peut-être vous a-t-il traité avec sévérité. Mais « depuis quand venge-t-on une injure personnelle aux dépens de son pays ? »

(2) Cf. *le Retour des Bourbons*, f° 142.

ses soldats, afin de les maintenir à Versailles, de leur démontrer que ce départ d'Essonne n'était point contraire à leur honneur, conséquence de la délibération du Sénat, qui avait proclamé la déchéance de l'Empereur. Cette révolte, cependant, était d'autant plus inquiétante pour Marmont qu'il avait fait promettre à ses généraux de rester dans l'expectative jusqu'à son retour et de garder leurs positions.

La nuit s'était donc poursuivie en transes accablantes. On avait craint ; on avait repris confiance. La régence avait été faite, puis défaite, et rien n'était certain, tant que Marmont n'avait point cause gagnée. Il part pour Versailles, atteint du même effarement que tous les personnages compromis. Il arrive au milieu de ses troupes ; il les rassemble ; il trouve, en son angoisse, l'éloquence qui frappe l'esprit simple des soldats. Il leur parle de ses campagnes faites avec eux, de ses blessures reçues à leur tête, de son dévouement à leurs intérêts, de l'affront que lui infligerait leur rébellion s'ils n'écoutaient point sa voix ; et peu à peu les visages qui l'entourent de menaçants deviennent sympathiques ; et, à la fin, ses régiments l'acclament et ils restent où ils sont : à Versailles.

Si ses lieutenants avaient transgressé ses ordres, c'est qu'ils avaient eu peur de la colère de Napoléon, qui, de Fontainebleau, leur avait envoyé Gourgaud porter un message verbal à leur chef. Ils avaient cru être dénoncés, et pour éviter d'être fusillés, ils s'étaient empressés de marcher vers les Russes, ainsi qu'il avait été convenu entre eux et Marmont (1). Ils avaient seulement devancé l'heure de ce mouvement. Le maréchal, pour leur excuse, ne connaissait-il pas l'effet terrible des colères de Napoléon, qui avait encore près de lui des gendarmes d'élite dont le zèle et le dévouement n'étaient point douteux. Et malgré tous les votes du Sénat, les généraux félons, arrêtés et jugés, n'auraient pas été à l'abri de la sévérité de l'Empereur. Lui-même, Marmont, n'avait-il pas suivi à Paris les plénipotentiaires, pour fuir une arrestation que sa conduite ambiguë méritait bien ? Ses lieutenants avaient agi,

(1) Souham, le plus ancien des généraux de division, qui avait entraîné l'armée à Versailles, avait reçu, l'avant-veille à Fontainebleau, deux mille écus de l'Empereur. Il les lui avait demandés sous un prétexte de pertes et de gêne.

comme il l'eût fait à leur place. A l'heure présente ils étaient tous d'accord.

Et pourtant si l'ambition, si l'orgueil, si l'outrecuidance, — car c'est le mot, — n'avaient pas été si ardents et si vivaces en cet esprit toujours inquiet et désorienté, c'était l'heure de racheter sa faute et de faire oublier à son bienfaiteur son égarement et ses faiblesses. Il avait promis d'accompagner, chez le czar, les mandataires de Napoléon : que ne l'avait-il fait, en se joignant à eux, en faveur de la régence de l'Impératrice? Mais il l'avait promis avec l'intention de s'abstenir. Il s'était placé en cette situation qu'il ne pouvait plus, sans honte, comparaître devant le czar, pas plus que devant Napoléon. Il ne fallait qu'un acte généreux, un bon mouvement de sa part pour changer complètement la face des choses ; et elle aurait été changée certes si, présent dans le cabinet du czar lorsque l'aide de camp du généralissime prince Schwartzenberg était entré porteur du billet qui annonçait le départ des troupes d'Essonne pour Versailles, il avait hautement blâmé ses généraux en affirmant qu'il allait faire rentrer ses régiments à son quartier général. Alexandre ne serait point revenu sur sa parole. En cette nuit tragique, sous l'œil et l'influence de Talleyrand, l'ondoyant maréchal ne pouvait qu'accentuer sa défection ; et il le fit en partant en toute hâte pour Versailles, afin de rompre le lien qui l'attachait encore à l'Empereur. Oh ! son retour était attendu avec anxiété dans le salon du célèbre intrigant ; et ce fut pour ce personnage et pour ceux qui étaient présents une joie immense lorsque, tout poudreux mais la tête haute et le visage rayonnant de son succès, Marmont fut introduit dans les salons. « Quinze ans sont passés, écrit Bourrienne (1), et il me semble assister encore à cette scène. Tout le monde avait fini de dîner. Il se mit seul à table devant un petit guéridon placé exprès au milieu de la salle et sur lequel on le servit. Chacun de nous allait causer avec lui et le complimenter. Il fut le héros de cette journée. »

Le maréchal, en ses *Mémoires* (t. VI, p. 255), a voulu se justifier, expliquer les raisons qui l'avaient poussé à se séparer de l'Empereur. Les voici :

Attaché à Napoléon depuis si longtemps, écrit-il, les malheurs qui l'accablaient réveillaient en moi cette vive et ancienne affection qui,

(1) Bourrienne, *Mémoires*, t. X, p. 109.

autrefois, dépassait tous mes autres sentiments ; et cependant, dévoué à mon pays et ne pouvant influer sur son état et sur sa destinée, je sentais le besoin de le sauver d'une ruine complète. Il est facile à un homme d'honneur de remplir son devoir quand il est tout tracé ; mais qu'il est cruel de vivre dans des temps où l'on peut, où l'on doit se demander où est le devoir? Et ces temps, je les ai vus ; ce sont ceux de mon époque. Trois fois, en ma vie, j'ai été mis en présence de ces difficultés. Heureux ceux qui vivent sous l'empire d'un gouvernement régulier, ou qui, placés dans une situation obscure, ont échappé à cette cruelle épreuve ! qu'ils s'abstiennent de blâme. Ils ne peuvent être juges d'un état de choses inconnu pour eux. Je voyais, d'un côté, la chute de Napoléon, d'un ami, d'un bienfaiteur, chute certaine, assurée, infaillible, quoi qu'il arrivât, car les moyens de défense avaient tous disparu ; et l'opinion de Paris et d'une grande partie de la France devenue hostile complétait la masse des maux qui nous accablaient. Cette chute, retardée de quelques jours, n'entraînait-elle pas la ruine du pays ; tandis que le pays, en se séparant de Napoléon, et prenant au mot la déclaration des souverains, les forçait à la respecter? La reprise d'hostilités impuissantes ne les dégageait-elle pas de toutes les promesses faites? Ce mouvement d'opinions si prononcé, ces actes du Sénat, du seul corps représentant l'autorité publique, n'étaient-ils pas la planche de salut pour sauver le pays d'un naufrage complet? Et le devoir d'un bon citoyen, quelle que fût sa position, n'était-il pas de s'y rallier, afin d'arriver immédiatement à un résultat définitif? Assurément, il était évident que la crainte et la force seules étaient capables de vaincre la résistance personnelle de Napoléon ; mais fallait-il se dévouer à lui, aux dépens mêmes de la France? Les débris de l'armée, en se réunissant au gouvernement provisoire, ne donnaient-ils pas à celui-ci une sorte de dignité, qui le ferait respecter des étrangers? Ce gouvernement provisoire ne devait-il pas y trouver les moyens de négocier, comme une puissance, tout à la fois avec ceux-ci et avec les Bourbons, et, enfin, un appui pour obtenir toutes les garanties dont nous avions besoin et que nous devions réclamer? Quelque profond que fût mon intérêt pour Napoléon, je ne pouvais me refuser à reconnaître ses torts envers la France. Lui seul avait creusé l'abîme qui nous engloutissait. Que d'efforts n'avions-nous pas prodigués, et moi plus que tout autre, pour l'empêcher d'y tomber? Le sentiment intime d'avoir dépassé l'accomplissement de mes devoirs, pendant cette campagne, était d'accord avec l'opinion. Plus qu'aucun de mes camarades, j'avais payé de ma personne dans ces cruelles circonstances et montré une constance et une persévérance soutenues. Ces efforts inouïs, renouvelés tant qu'ils pouvaient amener un résultat utile, ne m'avaient-ils pas acquitté envers Napoléon ; et n'avais-je pas rempli largement ma tâche et mes devoirs envers lui? Le pays ne devait-il pas avoir son tour ; et le moment n'était-il pas venu de s'occuper de lui? Dans la circonstance, la première chose à faire était de suspendre les hostilités, afin de donner à la politique le

moyen de régler nos destinées. Pour atteindre ce but, il fallait entrer en pourparlers avec les étrangers. Cette démarche était pénible, mais nécessaire. Les étrangers eux-mêmes n'avaient-ils pas changé de caractère et de physionomie, depuis qu'ils avaient été adoptés, pour ainsi dire, par la masse des habitants de la capitale, par le Sénat, par toute les autorités, et lorsque, sous leur appui, une opinion puissante et universelle se manifestait?... On voit donc ce qui se passait en moi. Si les sentiments se combattaient, tous les calculs se réunissaient pour faire pencher la balance en faveur de la révolution qui venait d'éclater à Paris (1)...

(1) Une brochure, publiée à cette époque, indique bien quelle était l'opinion publique dominante. On y lit page 9 : « ...Quoi ! vous pensez sérieusement que Bonaparte s'occupait de nous, qu'il a jamais songé à notre agrandissement, qu'il ne voulait qu'élever la France et humilier l'Angleterre ! Vous croyez donc les gazettes !... Vous avez donc des yeux pour ne pas voir ! Etait-ce pour nous, ou pour lui-même, qu'il a échangé le titre de Premier Consul, contre celui d'Empereur ; était-ce pour nous qu'il a fait tant de fois la guerre à l'Autriche, à la Prusse, à la Russie, ou pour donner des trônes à toute sa famille, pour renouveler les monarchies de l'Europe, pour donner à ses enfants, en s'alliant à une race auguste, un éclat qui lui manquait ? Etait-ce pour nous qu'il détrônait le roi de Naples, qu'il s'emparait de la famille régnante en Espagne, ou pour ôter à ses descendants tout objet d'ombrage, en cherchant à détruire jusqu'au dernier des Bourbons ! Eh ! qui sait si l'Angleterre n'était devenue l'objet de ses éternelles déclamations, que parce qu'elle était pour nos princes une terre hospitalière ? Mais, ses conquêtes n'eussent-elles eu d'autre objet que la France, étaient-elles nécessaires à notre bonheur ? N'étaient-elles point injustes ? Pourquoi serait-on désintéressé comme homme, et ne le serait-on pas comme citoyen, comme souverain ? Doit-on vouloir tout ce qu'on peut ? La force d'une nation consiste-t-elle dans le plus ou le moins d'étendue de son territoire, dans le nombre plus ou moins grand de ses habitants ? Bonaparte commandait à quatre-vingt millions d'âmes, et les Espagnols lui ont résisté, et ils ont fini par le chasser de leur pays ! Malgré son énorme puissance, une population de huit millions a conservé l'empire des mers et a reporté sur lui la guerre qu'il s'efforçait d'allumer contre elle !... Egoïste au delà de ce qu'on peut l'être, occupé seulement de l'affermissement et de l'augmentation de sa puissance, il pensait que l'intérêt était le seul mobile des actions humaines. Le désintéressement n'était à ses yeux qu'un déguisement, qu'une vaine affectation. Les richesses et les dignités lui paraissaient le seul moyen de s'attacher les hommes. C'était même celui qu'il employait de préférence, pour comprimer la voix de ceux qu'il ne pouvait tromper. Il les en accablait. Des croix, des rubans, des crachats, de l'or, disait-il ; il faut leur coudre la bouche. Malheureusement, il avait trop souvent réussi pour ne pas être presque toujours sûr du succès... Ayant su accaparer toutes les branches les plus fructueuses de notre commerce et de notre industrie, devenu possesseur de tous les trésors de l'Etat, il fallait que depuis la première classe de la société jusqu'à la dernière, tout dépendît de lui. Oui, ce luxe de sa cour qui éblouissait les regards, ou qui, plutôt, formait un contraste hideux avec les misères publiques, ces somptueuses constructions qu'on a la folie d'admirer et qui paraissent, au milieu de la France appauvrie comme des vêtements superbes dont on parerait un malade, et qui ne serviraient qu'à faire ressortir davantage sa pâleur et sa difformité ; je dis plus, ces travaux utiles qu'on le loue d'avoir entrepris, ou achevés, et qu'il nous fallait payer par tant d'excessives contributions, ces libéralités si vantées envers les artistes et les gens de lettres et qui les condamnaient tous à la flatterie, ou au silence, n'étaient qu'une suite de ce mépris pour les hommes, qui lui était suggéré

Ce plaidoyer fort long n'apprend rien que l'on ne sache. Tous ceux qui ont trahi leur patrie ou leur bienfaiteur se sont appuyés sur les mêmes raisons. C'était leur pays, en péril, qu'ils voulaient sauver, ont-ils dit. Talleyrand, en ses *Mémoires*, Fouché et tous les traîtres ont abusé du même sophisme. Est-ce que ce n'était pas la France que Napoléon voulait défendre contre l'étranger; est-ce que Marmont se pouvait croire meilleur juge que l'Empereur du danger que courait la patrie? Et à supposer même que l'invasion eût pour cause l'excès d'ambition du grand capitaine, tant que l'étranger foulait le sol de nos villes et de nos campagnes et en opprimait les habitants, il n'y avait point d'autre devoir pour un soldat que de s'unir à celui qui combattait l'envahisseur. Enfin Marmont était un lieutenant de l'Empereur. Il n'exerçait un commandement que par délégation. S'il trouvait si injuste et si néfaste la résistance énergique de son chef, il devait quitter le commandement de son armée et non corrompre ses soldats et non les subjuguer par sa parole et les enlever à la défense de la patrie. Il sentait bien l'énormité de sa faute lorsqu'il disait aux autres maréchaux, apprenant la marche de ses troupes : « Je donnerais un bras pour empêcher cette désertion. — Dites la tête, maréchal, reprit Macdonald. » Il est des actes qu'aucune raison ne justifie. La défection de Marmont fut une trahison très noire. Elle n'a jamais porté d'autre nom. Sous la Restauration, une félonie s'appelait une « ragusade », et la compagnie des gardes du corps qu'il commandait, la *compagnie de Judas*. Le maréchal, jusqu'à la fin de sa vie, ne put se dépouiller de cette robe de Nessus. Il est mort à Venise, accablé de sa honte.

Immédiatement après le départ des plénipotentiaires, Napoléon envoya un courrier à Blois où était l'Impératrice, pour lui faire connaître les événements survenus et les négociations entamées, en faveur d'une régence avec les souverains alliés. Il la priait de

par ses propres sentiments. Nous n'étions bientôt, tous, que ses commis, ses intendants ou ses fermiers. Et vous parlez de désintéressement en sa faveur! Et vous vouliez que les Français soutinssent, par abnégation d'eux-mêmes, un homme qui ne s'occupait que de lui et qui avait fondé son pouvoir, en alimentant par tous les moyens, la vile passion de l'intérêt! Quel édifice! sur quelle base était-il appuyé? Le moindre choc devait le renverser. Et le grand homme ne pouvait s'en douter!... même après l'événement, il n a pu le concevoir!... »

presser l'empereur d'Autriche d'intervenir en qualité de père et de peser de toute son autorité pour le succès des négociations. Il lui indiquait comme messager à faire partir tout de suite le duc de Cadore, naguère ambassadeur à Vienne, qui avait su conquérir les bonnes grâces du prince (1). Malheureusement l'empereur d'Autriche était encore à Dijon, retenu en cette ville par les mouvements de l'armée française. Cette intervention fut différée forcément et au moment où elle aurait pu se produire, la régence avait été définitivement écartée.

En cette nuit du 4 au 5 avril, pendant que les maréchaux de Napoléon discutaient ses intérêts dans le cabinet du czar, l'Empereur se préparait au combat; et c'est pourquoi Gourgaud était allé à Essonne, mander Marmont, puisque ce maréchal devait commander l'avant-garde. Gourgaud revint avec la nouvelle de la défection de ce lieutenant de l'Empereur. On ne pouvait en douter; ce chef d'armée était absent de son quartier général et

(1) Le duc DE CADORE, en ses *Souvenirs*, a fait le récit de son voyage. De Blois, Champagny, duc de Cadore (il était secrétaire du conseil de régence) fut chargé par Marie-Louise de porter à Dijon une lettre d'elle à son père. En route, il apprit que l'empereur François partait de Dijon pour se rendre à Paris et il arriva à Chanciaux, à deux heures de Dijon. Une partie de la garde du prince, presque toute sa maison y était rendue. On l'attendait sans retard. Plusieurs de ses ministres l'y avaient devancés, entre autres, M. de Stadion. M. de Metternich avait passé, se rendant directement à Paris. « J'aurais préféré, dit le duc de Cadore, le trouver plutôt que M. de Stadion, un des plus constants ennemis de la France et de son Empereur. J'en fus reçu à merveille, ainsi que des généraux autrichiens qui se trouvaient là, et de plusieurs de mes anciennes connaissances de Vienne. Mille prévenances me furent faites, et on me donna un logement vis-à-vis de celui de l'Empereur. J'eus, avec M. de Stadion, une longue conversation, qui, comme je l'avais prévu, ne me donna aucune espérance d'accommodement. L'Empereur arriva. Il me reçut sur-le-champ. Je lui présentai la lettre de l'Impératrice. Il la lut avec intérêt. Il parut en prendre beaucoup à sa situation, à celle de son mari. « Je n'ai, me dit-il, nullement à me plaindre de mon gendre. Je lui dois, au con- « traire, une profonde reconnaissance pour le bonheur dont il a fait jouir ma fille. « Je voudrais, au prix de mon sang, faire leur bien à l'un et à l'autre. Tels sont « mes sentiments paternels envers eux. Comme empereur, j'ai d'autres devoirs. « J'ai contracté une alliance avec d'autres souverains, et cette alliance m'impose « l'obligation d'accéder à leurs déterminations. Je ne sais ce qu'elles seront. J'ai « envoyé Metternich en avant pour en prendre connaissance. Quelles qu'elles « soient, je dois les adopter et concourir à leur exécution. Mais je serai désespéré « de tout le mal qui sera fait à mon gendre. » Tel fut le principal argument de l'Empereur. Il y revint souvent pendant une conversation de trois heures. Je trouvai quelque chose d'italien dans les protestations répétées de l'Empereur, de son amitié et de son dévouement pour sa fille et son gendre, pour lesquels il se montrait si inflexible. Il m'avait accueilli avec bonté; il me congédia de la même manière. Le lendemain, il me donna une lettre pour Marie-Louise. »

tous les régiments, en marche sur Versailles, traversaient les cantonnements des Russes. A la suite des faveurs dont il venait de le combler, Napoléon n'ajouta aucune créance à cette lâcheté. Gourgaud se trompait sans doute. Marmont, son ami, celui qu'il appelait *son fils*, avait pu capituler à Paris devant une armée écrasante; mais sans que rien ne l'y forçât, reconnaître un bienfait par une trahison, c'était impossible. Il y avait un malentendu qui s'expliquerait... Cependant, lorsqu'il reçut, par des officiers du corps de Marmont, copie du traité intervenu entre le maréchal et le prince Schwartzenberg, lorsqu'il ne put douter de cette action scélérate, ce fut en lui une secousse aussi profonde qu'aux fontaines de Juvisy en apprenant la capitulation de Paris. Ses yeux devinrent fixes, ses lèvres décolorées s'entr'ouvrirent, comme s'il eût voulu crier. Il demeura quelques instants atterré, sans voix, et sous ce coup désastreux, il exprima, enfin, tout ce que son âme contenait de désespoir et de douleur; on l'entendit murmurer : « L'ingrat! l'ingrat! il sera plus malheureux que moi! »

Pour se consoler, il ouvrit son âme à son armée, et plein d'amertume il écrivit l'ordre du jour suivant :

« *Fontainebleau*, 5 avril 1814. — L'Empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui témoigne, et principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui et non pas dans le peuple de la capitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général, son honneur est sa religion. Le duc de Raguse n'a point inspiré ce sentiment à ses compagnons d'armes : il a passé aux alliés. L'Empereur ne peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche. Il ne peut accepter la vie et la liberté de la merci d'un sujet. Le Sénat s'est permis de disposer du gouvernement français. Il a oublié qu'il doit à l'Empereur le pouvoir dont il abuse maintenant : que c'est l'Empereur qui a sauvé une partie de ses membres des orages de la Révolution, tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre la haine la nation. Le Sénat se fonde sur les articles de la Constitution pour la renverser; il ne rougit pas de faire des reproches à l'Empereur, sans remarquer que, comme premier corps de l'Etat, il a pris part à tous les événements. Il est allé si loin qu'il a osé accuser l'Empereur d'avoir changé les actes dans leur publication. Le monde entier sait qu'il n'avait pas besoin de tels artifices. Un signe était un ordre pour le Sénat qui toujours

faisait plus qu'on ne désirait de lui. L'Empereur a toujours été accessible aux remontrances de ses ministres, et il attendait d'eux, dans cette circonstance, la justification la plus indéfinie des mesures qu'il avait prises. Si l'enthousiasme s'est mêlé dans les adresses et les discours publics, alors l'Empereur a été trompé. Mais ceux qui ont tenu ce langage doivent s'attribuer à eux-mêmes les suites de leurs flatteries. Le Sénat ne rougit pas de parler de libelles publiés contre les gouvernements étrangers : il oublie qu'ils furent rédigés dans son sein. Si longtemps que la fortune s'est montrée fidèle à leur souverain, ces hommes sont restés fidèles, et nulle plainte n'a été entendue sur les abus du pouvoir. Si l'Empereur avait méprisé les hommes, comme on le lui a reproché, alors le monde reconnaîtrait aujourd'hui qu'il a eu des raisons qui motivaient son mépris. Il tenait sa dignité de Dieu et de la nation : eux seuls pouvaient l'en priver; il l'a toujours considérée comme un fardeau, et lorsqu'il l'accepta, ce fut dans la conviction que lui seul était à même de la porter dignement. Le bonheur de la France paraissait être dans la destinée de l'Empereur. Aujourd'hui que la fortune s'est décidée contre lui, la volonté de la nation, seule, pourrait le persuader de rester plus longtemps sur le trône. S'il se doit considérer comme le seul obstacle à la paix, il fait volontiers ce dernier sacrifice à la France. Il a en conséquence envoyé le prince de la Moskowa et les ducs de Vicence et de Tarente à Paris pour entamer les négociations. L'armée peut être certaine que l'honneur de l'Empereur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la France. »

Les plénipotentiaires ne rentrèrent point tout de suite à Fontainebleau. Ils se reposèrent à Paris à l'hôtel du maréchal Ney, et ne revinrent près de l'Empereur que dans la soirée du 5 avril. Ils appréhendaient cette nouvelle entrevue avec celui que le malheur terrassait. Comment accepterait-il la chute de sa dynastie?... Il ne l'accepta point tout d'abord; il repoussa les conditions qui lui étaient imposées. Il voulait remettre son destin au sort des armes, en appeler à ses soldats, au peuple. Lion blessé et enfermé, il se démenait, cherchait une issue pour échapper, pour tomber sur l'ennemi, l'écraser et reprendre la situation qu'on lui voulait enlever. Cependant, il s'y attendait. Après la défection de Mar-

mont, il pressentait, telle qu'elle lui fut apportée, la réponse des souverains, excités par les traîtres qui les entouraient. La brèche d'Essonne le mettait à la merci d'un coup d'audace. L'armée, revenue des plaines de la Champagne, était maintenant trop faible pour résister aux grandes armées qui lui faisaient face. Crise effroyable au milieu de laquelle il se débattit, sans se décourager, car, tout de suite, il avait conçu de nouveaux projets. Ses cartes étalées étaient surchargées d'épingles indiquant les étapes d'une retraite sur la Loire. Il avait dénombré les troupes prêtes à le suivre. La France, la dynastie, l'avenir enfin, pouvaient encore être sauvés. Il lui restait toute l'armée de Soult, cinquante mille hommes sous les murs de Toulouse; celle de Suchet, qui revenait de la Catalogne, quinze mille hommes; celle du prince Eugène, en Italie, trente mille hommes, celle d'Augereau, quinze mille hommes, que la perte de Lyon avait rejetés sur les Cévennes; et les nombreuses garnisons des places frontières; et le noyau incorruptible des soldats de Fontainebleau, qui, chaque jour l'acclamait de vivats sans fin. Ce fut le tableau qu'il présenta aux maréchaux revenant de Paris lui réclamer non seulement une abdication absolue, mais encore la ratification d'un traité par lequel lui était garantie la souveraineté de l'île d'Elbe.

Oh! non; pas cela, jamais! signer lui-même sa déchéance! avoir été le plus grand prince des temps modernes et réduit à n'être que le plus petit! Etre humilié avec une sorte d'insolence par ceux envers qui, jadis, il avait été si généreux! Non, non! ce dépouillement était une insulte à son passé et à sa gloire! Volontairement, il aurait pu, avec dignité, descendre du faîte où son génie l'avait élevé; il n'aurait rien perdu de sa grandeur. Tandis que subir, pour un lambeau de souveraineté, cette pression sur sa volonté, c'était ratifier lui-même son abaissement et s'attirer le mépris du monde entier. Il refusa avec véhémence. Il refusa parce qu'il croyait encore entraîner avec lui ses lieutenants.

Macdonald et Caulaincourt sentirent autant que lui-même l'étendue de son malheur : cette révolution survenue en coup de foudre après une lutte héroïque de deux mois et des victoires immortelles. Ils ne contestèrent qu'avec respect et ménagement les raisons que le héros vaincu leur opposait à une soumission aussi dégradante. Ney, brutal, malveillant, sans générosité de cœur,

pour celui dont les mains alors étaient vides, insistait pour remporter à Paris l'acceptation du traité imposé par les vainqueurs. Créature de Napoléon et lui devant tout, il avait néanmoins consenti à se rallier aux Bourbons dans une lettre écrite à Talleyrand, avant de rentrer à Fontainebleau. C'était donc pour ces princes et pour lui qu'il se montrait si brusque, si impérieux, rappelant à son ancien maître que la guerre prolongée ne convenait plus aux généraux parce qu'elle ne serait qu'une suite de désastres et que la paix n'était possible qu'après son abdication, sans réserves pour lui et pour sa dynastie. A cette insistance, ainsi que l'homme qui a perdu pied dans une eau profonde, le grand homme immolé jetait autour de lui des regards éperdus, cherchant un appui, implorant un secours. Et aucun signe ne répondait à sa détresse. La vision de sa fin se dressait devant lui dans toute son horreur. Et c'est pourquoi il voulut attendre. Qui sait si l'énumération de ses ressources disponibles ne produirait pas un revirement dans l'esprit de ses généraux? Il remit au lendemain sa réponse.

Au lendemain?... Et tous étaient pressés. Les heures, en s'écoulant, détachaient de Napoléon ses grands dignitaires. Ils avaient cru à une solution immédiate : elle était reculée. Le mécontentement envahissait ceux qui, jusque-là, n'avaient pas été atteints, les maréchaux qui, depuis cinq jours, suivaient les péripéties du drame commencé dans les salons du palais. Les indiscrétions des plénipotentiaires avaient révélé tous les détails de leur audience chez le czar, et la révolte d'orgueil du grand sacrifié! Au surplus, aucun n'ignorait que la révolution suivait une marche progressive, contraire aux espérances de l'Empereur. Le nouveau gouvernement s'organisait, soutenu par les souverains coalisés. Pourquoi ne pas s'y rallier? Et si les grands chefs de l'armée donnaient leur appui aux nouveaux maîtres que l'on attendait, que pourrait-on craindre du prince, qui devrait sa couronne à ceux qui ne s'étaient jamais battus que pour la patrie? Ces propos, tenus dans les conciliabules, s'imposaient aux esprits bouleversés par le tumulte des événements. Cette résolution ne ferait que le malheur d'un homme, disait-on. « Il faut que cela finisse. » Napoléon malheureux n'apparaissait plus que diminué. Beaucoup doutaient maintenant de son génie, ne croyaient plus à de nouvelles victoires : ils

appréhendaient plutôt de nouvelles défaites. Sa perspicacité, sa volonté, ils les prétendaient usées. Le soldat seul demeurait inébranlable dans sa foi. Il ne connaissait que l'Empereur ; lui, s'unissait aux jeunes officiers que les honneurs n'avaient pas corrompus, que l'amour de la patrie et de la gloire élevait au-dessus des lâchetés humaines.

Au matin, le 6 avril, Caulaincourt se présenta au cabinet de l'Empereur. Il le trouva, dit-il en ses *Mémoires*, assis dans l'embrasure d'une fenêtre ouverte sur les pelouses du jardin, le teint livide, les cheveux embroussaillés, les habits en désordre. Sa nuit, à n'en pas douter, avait été sans sommeil. A la vue de Caulaincourt, il repoussa brusquement le tabouret sur lequel il appuyait les jambes, et s'approchant du bureau où ses cartes étaient étalées : « Croient-ils donc, s'écria-t-il, d'une voix tonnante, croient-ils donc, ces arrogants vainqueurs, qu'ils soient maîtres de la France, parce que la trahison leur a ouvert les portes de Paris ? Si une poignée de vils conjurés a machiné ma perte, la nation n'a pas ratifié cette infamie. J'appellerai le peuple à moi. Les imprudents ! ils ne comprennent pas qu'un homme comme moi ne cesse d'être redoutable que lorsqu'il est couché dans la tombe. Demain, dans une heure, je puis secouer les entraves dont on m'embarrasse et me relever aussi fort et plus redoutable que jamais à la tête de cent trente mille hommes !... Je suis encore debout, dit-il en relevant fièrement la tête, appuyé sur cette même épée qui m'a ouvert toutes les capitales de l'Europe ; je suis encore le chef des plus vaillantes troupes du monde entier, de ces bataillons français qu'on n'a vaincus nulle part. J'appellerai à la défense du pays, de ses principes, de sa liberté tous les hommes de cœur. Je ferai inscrire au-dessus de mes aigles : *Indépendance et Patrie* et mes aigles redeviendront terribles. Si les chefs de l'armée qui doivent leur illustration à mes conquêtes, à mes admirables soldats, si ces chefs amollis veulent se reposer, qu'ils s'en aillent ; je trouverai, sous les épaulettes de laine, des généraux et des maréchaux. Ils ont oublié, ces habits chamarrés de broderies, leur simple capote de gros drap, et c'était là leur plus beau titre de gloire... »

Cette indignation, ce retour d'énergie n'étaient qu'une échappée de flammes qui tout de suite s'éteignait. Il parlait pour lui seul.

Ses grands dignitaires, encore présents, ne lui faisaient plus écho. Hélas! il apercevait sa solitude, son délaissement. Comme d'un arbre mort, dont les feuilles desséchées tombent une à une, ses espérances, une à une aussi, tombaient et ne lui laissaient que découragement. Alors une inertie accablante déprimait tout son être; et il ne discutait plus, il s'abandonnait, il subissait telle quelle, la rigueur de son sort. Cependant, aux maréchaux qui vinrent ce jour-là chercher la réponse promise, il fit de nouvelles avances; il les voulait persuader. Ils lui répondirent que malheureusement tout était inutile, qu'il était cerné à Fontainebleau, que plus un seul courrier ne pouvait passer. « Un courrier peut-être, répliquait-il, mais la route est ouverte à cinquante mille hommes. Eh bien! leur dit-il, ne nous reste-t-il pas l'Italie; ce pays nous recevrait à bras ouverts. Marchons vers les Alpes! Voulez-vous m'y suivre? » Aucune voix ne répondit. Le silence pesant, écrasant des incrédules continua. Alors, en paroles pleines d'amertume, avec une sorte de mépris pour son entourage : « Vous voulez du repos, dit-il; ayez-en donc. Vous ne savez pas combien de chagrins et de dangers vous attendent sur vos lits de duvet! Quelques années de cette paix, que vous allez payer si cher, moissonneront un plus grand nombre d'entre vous que n'aurait fait la guerre la plus désespérée. » Ensuite, il s'assit devant un petit guéridon, et vaincu, plutôt par les défections qui l'entouraient que par les ennemis de la France, il rédigea, lui-même, en ces termes, la seconde formule de l'abdication qu'on lui demandait :

*Les puissances alliées ayant déclaré que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur, fidèle à ses serments, déclare renoncer pour lui et ses enfants au trône de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France.*

## III

A peine écrite cette abdication, les plénipotentiaires reprirent la route de Paris, afin de la remettre aux mains du czar, avec qui se poursuivaient les négociations du gouvernement provisoire.

Mais Napoléon, après quelques instants de réflexion, comprenant l'immensité de son malheur et courbé tout à coup sous le souffle d'orage qui anéantissait tout son passé, qui le livrait, sans défense à la merci du vainqueur, n'ayant plus ni pouvoir, ni armée, plus rien de ce qui avait constitué sa grandeur et sa gloire, Napoléon eut le regret de son acte. Il dépêcha Gourgaud, il dépêcha courrier sur courrier, pour qu'on lui rendît cette abdication qui ratifiait sa déchéance. Gourgaud et les courriers revinrent les mains vides. L'abdication remise au czar devait servir de fondement à la paix et de plus garantir aux Bourbons la fin de leur exil et l'occupation du trône de leurs ancêtres. Le Sénat venait de proclamer Louis XVIII. Napoléon se rebiffait toujours; il ne cessait de réclamer l'écrit qu'il avait libellé, en un moment de désespoir. L'abdication devait être suivie d'un traité stipulant ses droits nouveaux et ceux de sa famille : il s'indignait. Ses droits! et quels droits?... Non, il ne signerait plus rien, ce serait signer sa honte. Et c'est à lui que l'on osait dicter de telles conditions! N'était-il plus l'empereur Napoléon! Puisqu'on ne voulait pas traiter avec lui, ajoutait-il, qu'avait-il besoin de stipuler les conditions de sa nouvelle existence? Il était vaincu! Il devait subir la loi du vainqueur. Un simple cartel suffisait. Il avait été soldat; qu'on lui donnât la retraite d'un soldat! Et pendant six jours, jusqu'au 12 avril, Napoléon refusa de ratifier le traité annexé à l'abdication.

Il se soumit à la fin, et c'est le témoignage d'une immense générosité de sa part, car il pouvait lutter encore. Il se sacrifia, afin de ne pas augmenter les maux de la patrie. S'il eût échoué dans sa résistance, si la victoire n'eût pas couronné ses efforts, ne devait-il pas craindre la fin de la France? Et il aurait été maudit! Hélas! ceux qui lui arrachèrent son pouvoir, qu'ont-ils obtenu? Ont-ils sauvé la patrie mieux qu'il ne l'eût fait en la défendant? « A ce moment-là tout était à vendre; tout était vendu, dit une brochure du temps. On enlevait les canons des hauteurs ainsi que les munitions; on ne trouvait plus que des boulets de 12 pour des pièces de 6; on ne livrait aux derniers défenseurs de la capitale qu'un petit nombre de cartouches et la plupart étaient remplies de charbon et de verre pilé. On avait fait retirer les troupes et cepen-

dant la prise de Montmartre et des Buttes-Chaumont coûta vingt mille hommes à l'ennemi. » Alors que Napoléon demandait à se battre pour la France jusqu'à la dernière goutte de son sang, d'autres l'ont livrée à l'étranger, d'autres l'ont vendue et ce sont ces derniers qui furent triomphants et trouvèrent des partisans et des soutiens à Paris dans la bourgeoisie et dans l'aristocratie (1).

A mesure que le temps s'écoulait, l'infortuné monarque voyait s'élargir la solitude autour de lui. L'abdication avait été un signal de départ pour les personnages indécis, pressés de retrouver ailleurs une situation perdue. La raison semblait légitime : leur famille à réconforter, de graves intérêts à surveiller, ou bien la nécessité de soustraire aux Bourbons des papiers compromettants. Et ils partaient pour ne plus revenir. Napoléon, comprenant, semblait approuver tant de sollicitude pour leur famille ou leurs intérêts ; et quelle que fût sa douleur à la suite d'un pareil abandon, nul ne s'en apercevait. Autrement chacune de ses journées n'eût été qu'une kyrielle d'imprécations. Cette douleur cependant était profonde. « A présent, que doivent penser les souverains de toutes ces illustrations de mon règne ? » dit-il un jour avec amertume. Lorsqu'il entendait le bruit d'un roulement de voiture dans les cours du palais, il s'informait, demandait si ce n'était pas Fontanes, Molé ou Cambacérès qui le venaient voir. Berthier, après avoir reçu le commandement de l'armée, partit pour Paris, promettant son retour dès qu'il aurait terminé quelques affaires urgentes. Ceux qui étaient encore présents à Fontainebleau le

(1) C'était à qui, en ce temps, ferait parade de sa trahison. Une brochure : *la Lanterne magique de la Restauration* par un officier de marine, écrivait, le rapportant d'après la *Gazette de Saint-Pétersbourg* écrite en français : « Déjà l'exemple du général Moreau a produit les meilleurs effets, et nous venons de voir arriver au quartier général russe, le général Jomini, Napolitain, attaché à l'état-major du prince de Wagram. Il quitte l'armée française avec une grande quantité de plans, cartes et renseignements sur la campagne, et nous espérons voir se multiplier les désertions... — Et ailleurs : Le maréchal Augereau égaré par de perfides conseils, dissémina ses troupes, les fit battre en détail, et livra à l'ennemi Lyon qu'il devait défendre... — Et Marmont qui ne devait sa fortune qu'aux bontés de Napoléon a lâchement trahi tous les intérêts de son chef, ainsi que ceux de la nation. Après avoir successivement livré plusieurs pièces d'artillerie, il couronne sa trahison, en vendant Paris aux alliés qui, sans lui, allaient trouver la mort sous les murs de cette ville, dans laquelle ils ne sont entrés qu'en tremblant, malgré leur innombrable multitude et l'assurance qu'ils avaient de n'y rencontrer aucune résistance... »

crurent. Napoléon n'en fut pas dupe. Lorsque la porte fut fermée derrière son courtisan : « Vous l'avez entendu, dit-il à son entourage; eh bien! je ne le reverrai plus. » Il ne se trompait pas; Berthier resta à Paris. Heure par heure la détresse de la noble victime s'aggravait. S'éloignant de lui parce qu'il était malheureux, ses courtisans lui démontraient la vanité des affections humaines. Alors on l'entendit philosopher sur le geste suprême des grands hommes de l'antiquité, vaincus par le destin. Plusieurs s'étaient tués. Etaient-ils excusables? Il semblait approuver leur résolution. C'était en ces jours de désarroi et de détresse la seule pensée qui l'absorbât. Toutes les tristesses accablaient son âme. L'impératrice Marie-Louise, obéissant aux suggestions de son père, l'abandonnait aussi et allait partir pour Vienne, emmenant avec elle le petit Roi de Rome dont il ne parlait qu'avec attendrissement. Et pour combler la mesure de tant d'infortune, la presse de Paris l'accablait d'outrages et les libelles, dans les librairies, de leurs mensonges odieux. Un jour il vint trouver quelques-uns de ses anciens amis, tenant à la main un numéro de la *Gazette de France* : « Voici, leur dit-il, qui l'eût cru? que l'on m'accuserait de lâcheté? » Un autre jour, lisant les perfidies d'un article signé de Lacretelle, il demanda lequel des deux Lacretelle en était l'auteur, car l'un avait été l'objet de ses faveurs... Et c'était celui-là!

Caulaincourt rapporta le 12 avril, à Fontainebleau, le traité daté de la veille à Paris, établissant les nouveaux droits de Napoléon. En vain le duc de Vicence le pria, le supplia d'y apposer sa signature. Prières et supplications restèrent vaines. Napoléon repoussait, avec hauteur et colère, ce traité où il ne voyait qu'un déshonneur pour lui. Mais il comprenait bien que son acceptation était fatale. Ou combattre ou signer. Ce dilemme était inéluctable. Et alors il résolut d'échapper à cette dernière honte. Le baron Fain raconte ce qui se passa au palais après cette journée d'obsessions (*Manuscrit* de 1814).

« Dans la nuit du 12 au 13 avril, le silence des longs corridors du palais est tout à coup troublé par des allées et venues fréquentes. Les garçons du château montent et descendent. Les bougies de l'appartement intérieur s'allument, les valets de

chambre sont debout. On vient frapper à la porte du docteur Yvan; on va réveiller le général Bertrand; on appelle le duc de Vicence; on court chercher le duc de Bassano. Tous arrivent et sont introduits dans la chambre à coucher. En vain la curiosité prête une oreille inquiète; elle ne peut entendre que des gémissements et des sanglots qui s'échappent de l'antichambre et se prolongent sous la galerie voisine. Tout à coup le docteur Yvan sort; il descend précipitamment dans la cour, y trouve un cheval attaché aux grilles, monte dessus et s'éloigne au galop. Voici ce qu'on raconte du mystère de cette nuit : « A l'époque de la retraite « de Moscou, Napoléon s'était procuré, en cas d'accident, le « moyen de ne pas tomber vivant entre les mains de l'ennemi. « Il s'était fait remettre par son chirurgien un sachet d'opium (1) « qu'il avait porté à son cou pendant tout le temps qu'avait duré

(1) Il est bon de connaître également le récit fait en ses *Souvenirs* par le duc de Vicence de cette nuit tragique (t. II, p. 85) : « J'étais couché depuis peu de temps, écrit-il, lorsque Pelard, ou Constant, je ne sais plus lequel, frappa vivement à ma porte, en me disant de me rendre en toute hâte chez l'Empereur qui me demandait. Un pressentiment sinistre me traversa l'esprit, et cinq minutes ne s'étaient pas écoulées que je me trouvais auprès du lit où Napoléon, en proie à d'atroces convulsions, semblait prêt à expirer. C'était horrible. Sa figure d'une pâleur livide, ses lèvres contractées, ses cheveux collés à son front par une sueur froide, ses yeux éteints et fixes. Oh ! la fixité de ce regard faisait frémir... Déchiré par un doute affreux, je voulais, mais je n'osais, mais je ne pouvais l'interroger... « Monsieur le duc, me dit le docteur Yvan à voix basse, il est perdu, s'il ne boit pas... « il a refusé tout; il faut cependant qu'il boive.... » J'arrachai la tasse des mains du docteur. C'était du thé, je crois. Je la présentai à l'Empereur qui la repoussa... « Je vais mourir, Caulaincourt. Je vous recommande ma femme et mon fils. « Défendez ma mémoire. Je ne pouvais plus supporter la vie... » J'étouffais; je ne pouvais parler. Je lui présentais toujours cette tasse, et lui la repoussait toujours. Cette lutte me rendait fou. « Laissez, laissez, » disait-il d'une voix mourante... « Sire, m'écriai-je, exaspéré par la douleur, au nom de votre gloire, au « nom de la France, renoncez à une mort indigne de vous. » Un profond soupir sortit de sa poitrine haletante. « Sire, Caulaincourt n'obtiendra-t-il pas cette « grâce ? » J'étais penché sur son lit. Mes larmes inondaient son visage. Il fixa ses yeux sur moi avec une expression indéfinissable. J'approchai la tasse : il but enfin. Un vomissement accompagné de spasmes violents, nous jeta tous dans de mortelles alarmes. Epuisé, il retomba presque sans vie sur son oreiller. Le docteur, l'air égaré, disait : « Mais il faut qu'il boive encore; il le faut, il est perdu; il est « perdu, s'il ne boit pas. » Et je recommençais mes supplications, et il résistait. Cependant, à force d'insistances, de prières, il but à diverses reprises, et des soulèvements réitérés amenèrent quelques vomissements. Ses crampes d'estomac s'affaiblirent; les membres reprirent de la souplesse, la contraction des traits cessa peu à peu. Il était sauvé. Pendant les deux mortelles heures que durèrent ces effroyables crises, pas une plainte ne s'échappa de sa bouche. Il étouffait les cris que lui arrachait la douleur, en broyant un mouchoir dans ses dents... Quelle force de caractère que celle de cet homme !... L'intérieur de cette chambre mortuaire, cette agonie, à la pâle lueur des bougies ne peuvent se décrire. Le silence n'était interrompu que par les sanglots des assistants. Il n'y avait pas un des

« le danger. » (Note du baron Fain) : « Ce n'était pas seulement de l'opium, c'était une préparation indiquée par Cabanis, la même dont Condorcet se servit pour se donner la mort. Depuis il avait conservé avec grand soin ce sachet, dans un secret de son nécessaire. Cette nuit, le moment lui avait paru arrivé de recourir à cette dernière ressource. Le valet de chambre, qui couchait derrière sa porte entr'ouverte, l'avait entendu se lever, l'avait vu délayer quelque chose dans un verre d'eau, boire et se recoucher. Bientôt les douleurs avaient arraché à Napoléon l'aveu de sa fin prochaine. C'était alors qu'il avait fait appeler ses serviteurs les plus intimes. Yvan avait été appelé aussi, mais apprenant ce qui venait de se passer et entendant Napoléon se plaindre de ce que l'action du poison n'était pas assez prompte, il avait perdu la tête et s'était précipitamment sauvé de Fontainebleau. On ajoute qu'un long assoupissement était survenu; qu'après une sueur

témoins de cette terrible scène qui n'eût donné sa vie pour celle de Napoléon. Un peu de calme succéda. Il s'assoupit pendant une demi-heure, et Constant me raconta que, couché dans un entresol pratiqué au-dessus, il avait cru entendre quelque bruit dans la chambre de l'Empereur. Il accourut et le trouva dans des convulsions violentes, la figure tournée sur l'oreiller pour étouffer ses cris. Il refusait tous les secours que le pauvre Constant ne cessait de lui donner. On fit avertir le docteur. En l'apercevant, l'Empereur lui dit : *La dose n'était pas assez forte*. Alors, on acquit la triste certitude qu'il s'était empoisonné. « Faites appeler « le duc de Vicence », ajouta-t-il d'une voix à peine intelligible. Une crise affreuse le saisit. J'étais arrivé, à ce moment. Inquiet des suites que l'action du poison pouvait avoir sur la santé de l'Empereur, je me retournai pour consulter le docteur Yvan que je croyais encore dans la chambre. Il avait disparu. Je le fis chercher. On ne le trouva nulle part. Cette disparition était inexplicable dans un pareil moment. J'ai appris depuis qu'effrayé de la responsabilité que les paroles de l'Empereur : *la dose n'était pas assez forte*, pouvait faire peser sur lui, il avait pris le premier cheval sellé qu'il trouva dans la cour du château et s'était dirigé vers Paris. Toujours est-il qu'il ne reparut plus. Agité de mouvements nerveux, l'Empereur reposait péniblement. »

LAMARTINE (t. I, p. 344). « Nul esprit attentif ne crut à cet empoisonnement. La parfaite possession de soi-même qu'atteste la diplomatie obstinée de ses actes, de ses paroles, de ses négociations, pendant ces longs jours, la liberté de son esprit, avant et après la scène nocturne, la légèreté de l'indisposition, l'insignifiance du traitement, l'inattention du médecin, la promptitude du rétablissement, tout indique ou un hasard de la santé, ou une scène tragique préméditée, pour excuse à sa ratification, et pour provocation à la pitié et à l'attendrissement du siècle. La nature même de Napoléon était antipathique au suicide. Son esprit était fort, son âme n'avait ni tendresse, ni défaillance. Il ne sentait que par l'intelligence. »

Les *Mémoires* de la comtesse de Fausse-Landry, rédigés par LAMOTTE-LANGON, disent encore que « Napoléon aurait voulu du charbon pour s'asphyxier dans son bain : qu'il avait préparé ses pistolets, mais que Roustan, le mameluck, s'en étant aperçu, avait enlevé l'amorce et fait disparaître la poudre. » Tous ces faits indiqués, il paraît certain que Napoléon, à ce moment-là, voulut mourir.

abondante les douleurs avaient cessé et que les symptômes effrayants avaient fini par s'effacer, soit que la dose se fût trouvée insuffisante, soit que le temps en eût amorti le venin. On dit enfin que Napoléon, étonné de vivre, avait réfléchi quelques instants : « Dieu ne le veut pas », s'était-il écrié. »

Lamartine et d'autres aussi n'ont pas accepté la version du baron Fain, le suicide de l'Empereur. Indisposition, ont-ils écrit; indigestion, d'autres causes peut-être, un trouble passager de la santé; moyen d'attirer sur lui la compassion, de faire excuser la signature qu'il allait donner, le lendemain, au traité repoussé avec tant d'indignation. Il ne mourut pas : voilà le grand crime du héros. Et pourquoi n'aurait-il pas voulu s'empoisonner? En cette extrémité où le malheur l'avait réduit, n'avait-il pas de fortes raisons de chercher, dans la mort, la fin de tant de souffrances morales?

Caulaincourt était revenu seul à Fontainebleau, cédant aux instances des souverains qui attendaient impatiemment la décision de Napoléon sur le traité dressé par leurs ministres (1). Macdonald s'y rendit, à son tour, le lendemain 13 avril. Ney ne voulut pas l'accompagner. Introduit près de l'Empereur dans la matinée, le duc de Tarente s'aperçut de la pâleur du visage, de la fatigue marquée en traits profonds autour des yeux de son ancien souverain. Il ne put dissimuler son émotion : « Mon Dieu ! Sire, qu'avez-vous? Etes-vous malade? — C'est vrai! j'ai passé une mauvaise nuit », lui répondit Napoléon. Cependant Macdonald dut porter la conversation sur le traité réclamé par les alliés. Avec une sorte d'indifférence, Napoléon en demanda le double au duc de Vicence et sans plus différer, jetant à peine les yeux sur ce papier maudit, il y apposa d'une main fébrile sa signature et le remit au maréchal. « Dieu ne l'a pas voulu ! » s'était-il écrié en revenant à la vie.

(1) L'article 3 de ce traité était ainsi conçu : « L'île d'Elbe, adoptée par Sa Majesté l'empereur Napoléon pour le lieu de son séjour, formera, sa vie durant une principauté séparée qui sera possédée par lui, en toute souveraineté et propriété.

« Il sera donné, en outre, en toute propriété à l'empereur Napoléon un revenu annuel de deux millions de francs, en rente sur le grand livre de France, dont un million reversible à l'Impératrice. »

L'Empereur ne toucha jamais rien de ces deux millions ; le gouvernement royal refusa de les lui payer.

Tel était son destin ; il fallait qu'il s'accomplît. Et il s'était résigné à l'acceptation du traité, comme il se serait résigné à la mort si elle fût survenue. Soumission de fataliste (1).

Jadis, on l'a vu plus haut, il avait tenu à l'écart Macdonald. Il tâcha de lui faire oublier cette rancune et lui témoigna, en paroles affectueuses, les sentiments nouveaux qui l'animaient. Il s'excusa de ne pouvoir être généreux envers lui, puisqu'il ne possédait plus rien, mais il voulut lui laisser un souvenir qui lui rappellerait ces tristes événements. Il se fit apporter le sabre magnifique que lui avait donné Mourad-Bey en Egypte, sabre dont il était ceint à la bataille du Mont-Thabor : « C'est le seul présent que je vous puisse faire en ce moment, lui dit-il. Acceptez-le, mon noble ami, comme un témoignage de la grande estime que j'ai de votre caractère. » Cette scène les avait émus l'un et l'autre. Ils s'embrassèrent, les yeux pleins de larmes.

Napoléon, avant la guerre, possédait un trésor de deux cent cinquante millions, déposé dans les caves des Tuileries : trésor personnel, produit de ses économies sur sa liste civile. Il y avait puisé pour les premiers besoins de son armée. Marie-Louise avait emporté, à Blois, quarante millions ; et tout ce que put obtenir Napoléon, avant son départ pour l'île d'Elbe, fut trois millions et demi que son trésorier se fit livrer à Orléans et non sans peine. Le reste, laissé dans les caves, fut enlevé par les Bourbons et distribué à leurs amis. Quelle gratification pouvait-il donc faire ?

La signature donnée, il dut différer son départ jusqu'à la ratification par toutes les puissances alliées de ces conventions, dont pas une clause ne devait être exécutée, si ce n'est celle de son exil à l'île d'Elbe. Envoyée en Angleterre, cette pièce diplomatique ne revint à Paris, avec l'approbation de la cour de Londres, que

(1) Lorsque Napoléon signa son abdication à Fontainebleau, il fit deux ou trois ratures et une tache avec le bout de sa plume et avec le dos de son canif, sur la petite table ronde de couleur jaune à pieds de griffon sur laquelle il la signa. Après avoir abdiqué l'Empire, il passa son temps, soit à causer dans son appartement, soit dans un petit jardin anglais attenant au palais et qu'il avait fait construire lui-même. Au milieu se trouve une fontaine circulaire de marbre, avec une statue de Diane s'élevant au centre du bassin sur un bout de pierre, tout vis-à-vis, et en face d'une allée au bout de laquelle est une statue de Mercure, sur un piédestal. Dans un de ces jours d'infortune, Napoléon resta seul, assis pendant plusieurs heures, et s'amusa pendant ce temps, à faire, avec son talon, un trou d'un pied de profondeur dans le gravier qui était sous ses pieds. (HOBHOUSE, *Lettres sur les Cent-Jours*, p. 181.)

le 17 avril et elle ne fut signifiée à Fontainebleau que le 19. Le départ pouvait donc avoir lieu le lendemain 20 avril.

Durant ces huit jours d'attente il se renferma dans le petit appartement qu'il occupait au palais, passant ses journées en lecture dans la bibliothèque, plongé dans les ouvrages de statistique sur l'île d'Elbe et ses ressources. Il causait ensuite avec le duc de Bassano, son intime, son plus fidèle ami, comme l'eût fait, en villégiature, un grand seigneur oisif. Il écartait les sujets irritants, tâchant de repousser de son esprit l'image des mauvais jours écoulés, s'occupant surtout de Marie-Louise, lui écrivant, lui envoyant des émissaires de confiance, même un bataillon de sa garde, commandé par Cambronne, afin de la ramener à Fontainebleau. Il parlait peu de lui, peu du passé, mais de l'avenir et de sujets très divers; de Louis XVIII, dont il annonçait déjà la chute. « Six mois de ferveur de la part des Français, disait-il, suivis de six mois de tiédeur et après cela de la répulsion, de la haine chez ceux mêmes qui l'auront le mieux accueilli. Ainsi sont les Français. » Un jour il parla du pape Pie VII qu'il avait tenu prisonnier à Savone : « C'est vrai, avouait-il avec franchise, le pape a été maltraité. Ce n'est pas ainsi que j'avais voulu qu'on se conduisît à son égard. Pouvais-je tout savoir, tout voir, tout réparer? » Une autre fois, avec Sébastiani, il parla de l'Allemagne qui s'était détachée de lui : « Ce ne sont point les Russes qui m'ont séparé d'elle, mais l'oppression des idées libérales.Voilà ce qui m'a aliéné le cœur des Allemands. » Rarement il se promenait dans les allées du parc; rarement il se montrait en public; et ce n'était alors que pour la revue de ses vieux soldats, dont l'enthousiasme, à sa vue, débordait en vivats prolongés. Plus qu'autrefois, enfin, on lui remettait des pétitions et il les gardait en sa lévite, au lieu de les remettre aux mains d'un officier de service, se réservant de les lire dès qu'il serait rentré en son cabinet. Il n'y avait plus à Fontainebleau que les personnes destinées à l'accompagner à l'île d'Elbe et quelques-uns des officiers qui ne le voulaient point abandonner. Mortier, Mac-Donald, Moncey furent les seuls maréchaux qu'il reçut dans les derniers jours; d'autres, enfin, qui désiraient une recommandation de sa main. M. de Caraman, un de ses officiers d'ordonnance, obtint de lui ce billet : « J'autorise M. de Caraman à me quitter. Je ne doute pas que son nouveau souverain

n'ait d'utiles services à tirer de lui et à se louer de son zèle, de son dévouement et de ses talents. » C'est le certificat que l'on donne à son domestique. Mais pourquoi l'officier l'avait-il demandé (1) ?

La veille de son départ, deux serviteurs, sur lesquels il devait le plus compter, s'enfuirent du palais et ne revinrent plus. Roustan, le Mameluk qu'il avait ramené d'Egypte, qu'il avait comblé de faveurs et d'argent, qu'il venait de gratifier de quarante mille francs, partit avec Constant, son valet de chambre, habitué à ses manies et à ses exigences. A celui-là il avait donné récemment cent cinquante mille francs ; et il était parti quand même. D'autres valets, de moins qualifiés, étaient rentrés à Paris également ; Talleyrand les avait appelés chez lui et avait provoqué des confidences ou plutôt les leur avait dictées, mensongères et calomnieuses, contre Napoléon, afin de s'en servir près de Marie-Louise, de détacher la jeune femme de son mari en excitant sa jalousie, pour qu'elle partît sans regrets. Et sans le dévouement de deux jeunes gens, Hubert et Pelard, qui voulurent suivre l'Empereur en son exil, jusqu'à ce qu'ils eussent mis au courant du service Marchand l'honnête serviteur, Napoléon aurait été privé de soins auxquels il tenait. Satisfaction égoïste ! Peut-être ! Est-ce que chacun de nous n'y est point attaché ?

Les commissaires qui le devaient suivre à l'île d'Elbe ou plutôt qui devaient surveiller ses actes et renseigner leur gouvernement, sortes d'espions enfin, étaient pour l'Angleterre sir Neil Campbell ; pour l'Autriche le feld-maréchal Koller ; pour la Prusse le général Waldbourg-Truchess ; pour la Russie le général Schouwaloff. Tous

(1) Paul GRUYER, en son récent ouvrage, *Napoléon à l'île d'Elbe*, parle d'une visite que fit la comtesse Waleska à Fontainebleau : « Pendant une des nuits qui avaient suivi l'abdication, elle s'était présentée pour être reçue. Il était environ dix heures. Elle était arrivée jusqu'à la porte de la chambre impériale et avait trouvé Constant qui veillait. Il entra prévenir son maître. Mais l'Empereur, plongé dans un marasme insensible, n'avait pas paru l'entendre. Elle avait attendu. Au bout de quelque temps, Constant était rentré, sans obtenir encore de réponse. A travers la cloison, on entendait l'Empereur se lever et marcher. Dans le morne silence du palais endormi, les pas résonnaient sourdement. Puis, il s'arrêtait, sifflotait un air et se parlait à lui-même. Elle demeura, espérant toujours qu'il allait la demander, envahie peu à peu par le froid de la nuit, immobile et grelottante dans son manteau, jusqu'à ce que l'aube blafarde du jour naissant eût commencé à blanchir les fenêtres, traversée par le chant strident des coqs. Bientôt le palais allait se réveiller et les événements reprendre leur marche foudroyante. Il n'y avait plus, là, place pour elle, et elle partit sans avoir revu celui qui s'en allait. »

se firent présenter le soir même de leur arrivée, le 19 avril. Koller, sortant du palais, le décrivit à ses collègues, « ayant tous les signes de l'esprit le plus troublé, se frottant le front avec les mains, puis se mettant les doigts dans la bouche et s'en mordant les extrémités de l'air le plus agité ». Sir Neil Campbell écrivait : « Je vis devant moi un petit homme à l'air actif, qui arpentait rapidement son appartement, semblable à un animal sauvage dans sa cage. Il portait un vieil uniforme à épaulettes d'or, des pantalons bleus, des bottes à revers rouges. Il n'avait ni la barbe faite ni les cheveux peignés. Le tabac à priser souillait sa lèvre supérieure et son gilet. Averti de ma présence, il se tourna vivement vers moi, avec un sourire courtois, cherchant évidemment à cacher, sous une affectation de placidité, son inquiétude et son agitation. » Et ces deux étrangers, qui le voient pour la première fois, ces étrangers qu'il sait être ses surveillants, presque ses geôliers, s'étonnent qu'ils ne soient pas reçus avec le calme solennel d'une audience de cour. Que Napoléon ait été agité, inquiet, est-ce étonnant ? est-ce une preuve d'esprit démoralisé ? le lendemain il doit quitter Fontainebleau et la France, pour toujours peut-être. Aucune douleur ne l'avait épargné. Et ils l'auraient voulu compassé, froid, placide comme aux plus beaux jours de sa puissance ! Ce jugement est extraordinaire (1).

Le 20 avril au matin les voitures destinées au voyage de l'Empereur et de sa suite se rangèrent au pied du grand escalier, dans la *Cour du Cheval-Blanc*. La garde impériale attendait, alignée sur deux files, semblant écrasée en un silence douloureux au moment de cette séparation. Les commissaires étrangers arrivèrent à onze heures et demie et furent introduits dans le salon qui précédait

(1) Des *Mémoires* de GUIZOT (t. I) : « Depuis que j'ai pris quelque part au gouvernement des hommes, j'ai appris à être juste envers l'empereur Napoléon : génie incomparablement actif et puissant, admirable par son horreur du désordre, par ses profonds instincts de gouvernement, et par son énergique et efficace rapidité, dans la reconstruction de la charpente sociale. Mais génie, sans mesure et sans frein, qui n'acceptait ni de Dieu, ni des hommes aucune limite à ses désirs, ni à ses volontés, et qui, par là, demeurait révolutionnaire, en combattant la révolution ; supérieur dans l'intelligence des conditions générales de la société, mais ne comprenant qu'imparfaitement, dirai-je grossièrement, les besoins moraux de la nature humaine, et tantôt leur donnant satisfaction avec un bon sens sublime, tantôt les méconnaissant et les offensant avec un orgueil impie. Entre les grands hommes, ses pareils, Napoléon a été le plus nécessaire à son temps. »

le cabinet de l'Empereur. Un instant après, le maréchal Bertrand s'avança sur le perron de l'escalier et annonça à haute voix : *l'Empereur!* Les tambours battirent aux champs, et leur son retentit lugubrement dans tous les cœurs. Une foule énorme, toute la ville et la population des villages voisins, accourue, se pressait aux grilles du château, anxieuse, impassible, n'osant élever la voix, de peur de troubler la gravité de cette heure émouvante.

L'Empereur parut : d'un geste, il fit cesser la batterie des tambours et, descendant les marches de l'escalier, il s'avança au milieu de ses vieux soldats qu'il voulait haranguer une dernière fois. Les commissaires étrangers marchaient derrière lui, et l'on remarquait le colonel Campbell, blessé à la tête qu'un linge artistement enroulé enveloppait, l'œil sec, l'oreille tendue, un sourire factice sur les lèvres; puis tous les officiers encore présents à Fontainebleau : le général Belliard le colonel Gourgaud, le colonel de Bussi, le colonel Anatole de Montesquiou, le comte de Turenne, le général Fouler, le baron de Mesgrigny, le baron Fain (l'auteur du *Manuscrit*), le lieutenant-colonel Athalin, le baron de Laplace, le baron Le Lorgne d'Ideville, le chevalier Jouanne, le général Kodakowski et son compatriote, le colonel Vousowitch.

L'Empereur parla ainsi :

« Officiers, sous-officiers et soldats de ma vieille garde, je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans je vous ai constamment trouvés sur le chemin de l'honneur et de la gloire. Dans ces derniers temps, comme dans ceux de notre prospérité, vous n'avez cessé d'être des modèles de fidélité et de bravoure. Avec des hommes tels que vous notre cause n'était pas perdue! Mais la guerre était interminable : c'eût été la guerre civile et la France en fût devenue plus malheureuse. J'ai donc sacrifié nos intérêts à ceux de la patrie. Je pars! Vous, mes amis, continuez de servir la France. Son bonheur était mon unique pensée; il sera toujours l'objet de mes vœux. Ne plaignez pas mon sort. Si j'ai consenti à me survivre, c'est pour survivre encore à votre gloire. Je veux écrire les grandes choses que nous avons faites ensemble!... Adieu, mes enfants; je voudrais vous presser tous sur mon cœur! que j'embrasse au moins votre général, votre drapeau (1)! »

(1) MARET, duc de Bassano, *Mémoires*. Quelques écrivains, malveillants ou mal informés, ont prétendu qu'aux adieux de Fontainebleau l'Empereur pouvait

Le général Petit obéit à l'appel. L'Empereur le serra dans ses bras. Ensuite il prit une aigle et la pressa vivement sur sa poitrine.

« Chère aigle, dit-il, que ce dernier baiser retentisse dans le cœur de tous mes soldats ! Adieu, encore une fois, mes vieux compagnons ! Adieu ! »

Cette scène touchante empoigna tous les assistants ; sur les longues moustaches des soldats des larmes tombaient goutte à à goutte. Les commissaires étrangers, eux-mêmes, attendris, levèrent leur chapeau en l'air, saisis d'enthousiasme. Ils n'étaient point habitués à ce langage éloquent autant qu'héroïque. Lui, ému, les yeux humides, s'étant retiré, se jeta résolument dans la berline où se trouvait déjà le général Bertrand ; et les chevaux, attelés en poste, partirent à une vive allure sur la grande route où s'engagèrent aussitôt les voitures contenant la suite de l'exilé.

La garde sortit avec tristesse de la cour du château ; plusieurs officiers avaient brisé leur épée ; et la foule, la tête basse et sans paroles, s'écoula lentement.

à peine parler et se soutenir. Maret proteste énergiquement contre cette légende mensongère... « Napoléon, dit-il, puisait de nouvelles forces dans la grandeur du sacrifice qu'il venait d'accomplir, et ayant embrassé ses amis (car l'adversité ne les lui avait pas tous ravis) il descendit les degrés de son palier dans une attitude aussi assurée que lorsqu'il avait monté les marches du trône. Il porta, sur ses vieux soldats, un regard attendri mais calme, et leur parla d'une voix ferme comme son âme. »

# CHAPITRE II

## MARIE-LOUISE RÉGENTE

I. — Hésitations de Marie-Louise, régente. — Restera-t-elle à Paris; ira-t-elle à Blois? — Elle se décide au départ. — Les personnages qui composent sa suite. — Résistance du Roi de Rome, qui ne veut pas quitter les Tuileries. — Défilé des voitures pendant tout un jour. — Ce spectacle n'émeut point la population parisienne. — Arrivée à Rambouillet, le premier jour du voyage. — Enlizement des équipages, près de Vendôme.

II. — Arrivée à Blois, dans la matinée du 2 avril. — La régente y est accueillie avec indifférence. — Installation de la cour et du gouvernement en cette ville. — Les sentiments de Marie-Louise; aimait-elle l'Empereur? — Transes des personnages composant le gouvernement d'être surpris à Blois par les troupes ennemies. — Proclamation du conseil de régence. — Tentative d'enlèvement de Marie-Louise par les princes Joseph et Jérôme. — Arrivée à Blois du général russe Schouvaloff, qui dissout ce semblant de gouvernement. — Empressement de tous les personnages officiels à quitter Blois. — Ils exigent qu'on leur paie largement leurs honoraires. — Enfin, munis de passeports nécessaires, ils font leurs adieux à Marie-Louise.

III. — Le 9 avril, Marie-Louise part pour Orléans. — Le gouvernement provisoire, installé à Paris, envoie un sieur Dudon réclamer le contenu du fourgon impérial, espèces sonnantes et objets précieux appartenant à Napoléon. — Marie-Louise reçoit à Orléans une lettre de l'Empereur, dans laquelle il lui soumet ses projets sur l'île d'Elbe. — A ce moment-là, Marie-Louise était résolue à aller rejoindre l'Empereur. — Arrivée à Orléans du prince autrichien Esterhazy, qui doit la conduire à Rambouillet où viendra la voir l'empereur François-Joseph, son père.

IV. — Arrivée de Marie-Louise à Rambouillet. — Elle y attend son père jusqu'au 16 avril. — Entrevue émouvante entre le père et la fille, à la suite de laquelle Marie-Louise consent à abandonner l'empereur Napoléon et à retourner à Vienne, sous la conduite d'une escorte autrichienne. — Tandis que l'empereur François-Joseph est encore près de sa fille, il la force à recevoir la visite du czar et même celle du roi de Prusse. — Marie-Louise ne quitte Rambouillet que le 23 avril. — De quelles personnes elle compose sa maison à Vienne.

### I

Les alliés menaçaient Paris. Marie-Louise régente abandonnerait-elle la capitale de l'Empire pour se mettre en sûreté, elle et son fils, le petit Roi de Rome? Ses conseillers, vieillards timorés

comme Cambacérès, ou traîtres comme Talleyrand (1), inclinaient pour un départ prochain, avec les ministres, avec les grands dignitaires de l'Etat, avec tous les personnages composant la cour et la haute administration. C'était plus qu'un départ, c'était un changement de capitale.

Cette résolution pouvait être efficace si la guerre se fût continuée au delà de la Loire. Le gouvernement impérial se serait maintenu après la prise de Paris. Mais les hommes énergiques, plus patriotes que les hommes de cour, tel Boulay de la Meurthe, disaient, au contraire, à la régente, en lui rappelant la conduite de sa grand'-mère, Marie-Thérèse, au milieu des Hongrois :

— Madame, allez vous établir à l'Hôtel de Ville; parcourez les rues avec votre fils dans vos bras. Tout Paris vous précédera aux avant-postes. Faites connaître aux souverains alliés que vous resterez dans la capitale, au milieu de vos fidèles sujets; que vous partagerez leur danger et qu'il faudra vous arracher du trône où vous êtes montée aux applaudissements des peuples et des rois qui vous assiègent.

Et la dynastie impériale aurait pu être sauvée, comme le fait remarquer de Beausset en ses *Mémoires*. Tous les grands corps de l'Etat se seraient ralliés autour de l'Impératrice; tous auraient affirmé leur dévouement; même le Sénat, même le conseil municipal, qui n'auraient point osé, en face de l'ennemi tenu en échec, appeler les Bourbons, lorsque les alliés, dans leur proclamation, annonçaient leur volonté de s'unir aux vœux nettement exprimés de la France.

La régente était incapable de se déterminer avec cette énergie. Sa nature indolente et passive, son caractère indécis ne l'élevaient point à cette hauteur. Elle se défiait d'elle-même, refusant d'agir de sa propre autorité, demandant des conseils à son entourage, surtout à ceux qu'elle pensait refléter les idées de l'Empereur. Elle ne possédait que les vertus domestiques de la femme, qui aime son foyer, les douces habitudes d'une vie tranquille; bonne musicienne, artiste de goût, parlant plusieurs langues, désirant la

(1) Si Talleyrand, néanmoins, resta à Paris et n'accompagna pas Marie-Louise à Blois, c'est que ses combinaisons de trahison furent modifiées par les événements. A ce moment-là, espérant jouer un grand rôle politique avec la régente, il était partisan de la régence et demandait la mise en sûreté de l'Impératrice.

jouissance égoïste de ses plaisirs, la durée du bonheur qu'elle s'était créé à la cour impériale, en petites gourmandises, en promenades à cheval, en longues confidences avec ses dames d'honneur. Si elle était devenue Française d'adoption, son cœur et ses souvenirs étaient restés à Vienne, au milieu de sa famille allemande qu'elle regrettait toujours (1). Pour la France, elle devenait insouciante. Enfin, le roi Joseph, aussi craintif, aussi épouvanté que Cambacérès, venait de lire, au dernier conseil de régence, la lettre que son frère, l'empereur Napoléon, lui avait laissée, disant que sa femme et son fils, si leur liberté était en péril, devaient être immédiatement emmenés loin de Paris.

Marie-Louise se laissa donc persuader. Ses conseillers décidèrent que l'on transporterait à Blois la capitale de l'Empire; elle y consentit, mais sans enthousiasme, triste de quitter sa demeure, de fuir les heures charmantes qu'elle passait aux Tuileries, pressentant qu'elle n'y reviendrait peut-être jamais, et que ce serait une rupture avec toute sa vie de magnificences et d'honneurs dont elle avait été entourée par l'Empereur.

Le départ fixé au 29 mars, ce fut au palais et chez les personnages attachés à la cour une hâte fiévreuse de préparatifs. Les hôtels de tous les grands dignitaires furent fermés. Les malles, les coffres s'emplirent de ce que chacun possédait de plus précieux :

(1) En ses *Mémoires*, la duchesse d'Abrantès (t. IX) écrit : « Marie-Louise, pourvu qu'on lui laissât ses courses à cheval et ses quatre ou six repas par jour, était toujours de bonne humeur et de l'avis de tout le monde. Que faisait Marie-Louise, enfin ? De la tapisserie. Elle jouait du piano, s'en allait voir son fils à une heure fixe et se le faisait apporter de même. Elle n'était aimée d'aucune de nous, et cela était fort naturel ; constamment retirée dans son intérieur le plus intime, elle ne voyait en familiarité que la duchesse de Montebello. Sans doute, le choix était bon. Mais, cependant, elle aurait pu avoir plus de laisser-aller dans ces petites soirées que l'Empereur lui avait organisées, en y admettant seulement quarante ou cinquante femmes, qui, se relayant — c'était le mot, — faisaient que chaque jour elles étaient douze ou quinze. Elle galopait, pour galoper. »

Dans les *Mémoires* de Caulaincourt (t. Ier, p. 156), on lit sur Marie-Louise : « L'Empereur s'abusait sur le caractère de l'impératrice Marie-Louise. Elle n'était pas douée de l'énergie qui enfante les grandes résolutions. Douce et soumise, elle pouvait, dans la casanière vie privée, donner à son mari un bonheur relatif et c'était tout. Sous cette enveloppe de glace, on aurait vainement cherché un cœur, et, comme toutes les personnes faibles, elle était fausse, non par calcul, mais par apathie, par crainte. Toute tiède, toute méthodique, elle n'était pas susceptible de ressentir cette exaltation, cette chaleur d'âme, qui, dans une circonstance donnée, produisent d'héroïques actions, inspirent de nobles dévouements. La nature l'avait ainsi faite, cette femme! »

cachemires, bijoux, argenterie. On voulait ne rien abandonner au pillage des étrangers qui, sûrement, entreraient à Paris. Plus on était riche, plus on avait peur. En un seul jour, 1 300 passeports furent délivrés à ceux qui, quelques jours auparavant, se pavanaient dans leurs salons ; et l'on vit les routes de la Normandie et de la Bretagne sillonnées de berlines emmenant les familles qui fuyaient, comme allait le faire la régente.

Les stations de poste furent assiégées de personnages réclamant anxieusement des chevaux pour leur voiture en détresse.

« C'était à qui courrait le plus vite, dit une brochure de l'époque (1) ; jamais les guides et les postillons ne furent plus gracieusement traités ni plus généreusement payés. Presque tous étaient des joueurs, qui, sous la main de Napoléon, avaient fait fortune, et qui, dans une crise aussi difficile, s'empressaient de distribuer quelques pièces d'argent aux subalternes, dont ils attendaient l'aide, pour mettre en lieu de sûreté leurs coffres-forts regorgeant d'or et de diamants. Un des plus impatients était le comte Regnault de Saint-Jean-d'Angély, puis Bigot de Préameneu, puis de Pommereuil. »

Durant deux jours, même la nuit, les Tuileries retentirent de la course des valets et des caméristes allant, de corridor en corridor, de chambre en chambre, chercher les vêtements précieux et les coffrets garnis de parures, que les dames de la cour voulaient emporter avec elles. Quinze fourgons furent chargés de ces richesses, et ce qui ne put y être placé chacun le garda sur soi. Cachemires et dentelles recouvrirent les épaules de toutes celles qui devaient accompagner la régente.

Blois était la résidence des officiers suédois et anglais prisonniers de guerre. Leur présence donnait de l'animation aux rues et aux cafés de la petite cité. En prévision de l'arrivée de la cour, on les fit partir, ainsi que les détenus enfermés au château. Enfin, on se servit de bateaux sur la Loire pour transporter plus loin les blessés gisant dans les hôpitaux, et avec si peu de soin que la moitié périt. On vidait tous les établissements publics afin d'y recevoir les Parisiens. Cependant, on ignorait toujours, dans la ville même, les événements les plus récents, la situation de l'Em-

(1) LEHODEY, *la Régence de Marie-Louise.*

pereur, ses revers et ses victoires. Le 29 mars, on apprit seulement qu'il était parti de Saint-Dizier. Le lendemain, de nombreux fugitifs, venant du Nord, apportèrent des nouvelles troublantes, l'émoi de la capitale, l'approche des alliés, et, le 30 mars, au passage de la comtesse Chaptal, en voiture de poste, allant à son château de Chanteloup, Blois fut informée que Marie-Louise et la cour avaient quitté les Tuileries depuis la veille et arriveraient par Châteaudun et Vendôme.

Le matin du 29 mars, dès huit heures, toutes les voitures de voyage stationnaient au Carrousel; dix grandes berlines, aux couleurs impériales, derrière lesquelles étaient alignés un nombre considérable de fourgons chargés de bagages, du trésor et des diamants de la couronne, confiés à M. de la Bouillerie. Ce n'étaient, d'ailleurs, que les voitures destinées aux personnes de la cour, dames et officiers de service, savoir : la duchesse de Montebello, dame d'honneur; la comtesse de Luçay, dame d'atours; Mmes de Castiglione, de Brignole, de Montalivet, dames du palais; le comte Claude de Beauharnais, chevalier d'honneur; MM. de Gontaut et d'Haussonville, chambellans; le prince Aldobrandini, premier écuyer; MM. d'Haricy et de Lambertye, écuyers; MM. de Cussy et de Beausset, préfets du palais; de Seyssel, maître des cérémonies; de Guerchy, maréchal des logis du palais; MM. Corvisart, Bourdier, Le Courner et Royer, composant le service de santé; puis la maison du Roi de Rome, accompagné de la comtesse de Montesquiou, sa gouvernante; de Mmes de Boubers et de Mesgrigny, sous-gouvernantes; de M. de Canisy, écuyer, et de M. Auvity, médecin. Dignitaires, fonctionnaires, magistrats devaient faire le voyage dans leur propre voiture.

Bien avant l'heure du départ, l'Impératrice était prête, en amazone de drap brun, le chapeau sur la tête, attendant impatiemment le roi Joseph qui avait dû aller jusqu'aux avant-postes juger lui-même du péril menaçant. Dans le salon où se tenait l'Impératrice, la foule était grande. Il y avait ceux qui devaient partir avec elle et ceux qui étaient venus la saluer une dernière fois. La pièce, faiblement éclairée en cette matinée sombre de mars, engendrait la tristesse, et les assistants, d'un regard navré, se montraient l'auguste souveraine, les yeux battus par l'insomnie, accablée, tâchant d'esquiver les questions répétées de son fils, que ce

tumulte et ce changement d'habitudes étonnaient et surexcitaient. Quoique, la veille, le ministre de la guerre, Clarke, eût déclaré qu'il fallait hâter le départ, qu'il n'avait plus à sa disposition aucun soldat ni aucune arme à distribuer, on espérait encore voir surgir un événement qui éloignerait cette heure, si douloureuse pour tout le monde, de l'exil loin de Paris. Quelle raison retardait le roi Joseph? Un bruit de porte ouverte, de pas dans les grands escaliers immobilisaient toutes les lèvres et les regards se tournaient du même côté. A un certain moment, un silence profond s'établit, en cette foule d'habits dorés et chamarrés. Des officiers de la garde nationale, de service au palais, se faisaient présenter à la régente, et, parlant en leur nom et au nom de leurs camarades, ils suppliaient l'Impératrice de ne point quitter les Tuileries, jurant de se sacrifier à la défense de la ville et de la dynastie. La veille, peut-être, leur prière aurait été exaucée. Marie-Louise, à cette démarche, aurait oublié son indécision. A l'heure présente, elle était trop engagée; elle obéissait, croyait-elle, aux ordres de l'Empereur. Elle s'excusa avec chargrin, et les officiers se retirèrent, désespérés.

Le temps fuyait, sans qu'il survînt aucun avertissement. L'Impératrice, troublée par l'inquiétude manifeste de la société, par la divergence des opinions, les uns voulant le départ immédiat qui garantirait leur sûreté, les autres une attente certainement périlleuse, l'Impératrice, n'osant prendre un parti avant le retour du roi Joseph, rentra dans sa chambre pour cacher l'agitation nerveuse que provoquaient en elle tant de dissentiments. Elle détacha les brides de son chapeau qu'elle jeta violemment sur son lit, et se laissa tomber, tout en larmes, sur un sofa.

— Mon Dieu! dit-elle, que l'on se décide, et que cette agonie finisse!

Tout à l'heure, un aide de camp de Clarke viendra la prévenir que des coureurs ennemis ont été vus autour de Paris, et qu'il faut partir sans délais. Il était près de midi, on irait coucher à Rambouillet; et, Joseph toujours absent, l'Impératrice, sur cet avis, donna le signal du départ. Alors, chacun prit son rang suivant l'étiquette en usage, observée à ce moment-là avec d'autant plus de rigueur qu'on la sentait éphémère et qu'on voulait en jouir encore. Les hommes, les femmes, en habits de cour, suivis de leurs

valets, derrière la régente, se dirigèrent vers les voitures. Mais lorsque M. de Canisy, écuyer du Roi de Rome, voulut prendre le jeune prince dans ses bras pour le porter près de Mme de Montesquiou, l'enfant regimba, se débattit, s'accrocha aux portes, à la rampe de l'escalier, appelant sa mère, criant qu'il ne voulait pas quitter sa maison, — il disait : *sa maison*, — pour aller à Rambouillet, un vilain château, qu'il n'aimait pas. Puisque son papa était absent, c'est lui qui était le maître, et il refusa de partir. La scène dura quelques minutes, impressionnante sur les témoins. Ils y voyaient un présage funeste pour l'édifice colossal de l'Empire, que le bras de l'Empereur ne soutenait plus.

Les voitures contenant les voyageurs commencèrent leur défilé. Elles sortirent par le guichet du pont Royal, longèrent les quais et montèrent vers les Champs-Elysées. L'Impératrice avait les yeux noyés de larmes. Arrivée au haut de l'avenue, elle jeta sur la grande ville un regard prolongé, comme si elle eût voulu fixer en son souvenir une dernière vision de sa puissance qui allait s'évanouir. Des curieux, massés sur le passage de toutes ces voitures, ne poussèrent aucun cri, aucun vivat, laissant partir la souveraine comme une étrangère qui n'avait pas su toucher les cœurs. Elle et sa suite ne produisaient qu'un effet théâtral de pompe impériale, prête à disparaître. Ailleurs était le pouvoir; ailleurs la gloire : dans l'Empereur que l'on attendait. Lui seul était nécessaire. L'autre pouvait partir! Et il y avait tant de voitures et tant de fourgons que le défilé dura jusqu'au lendemain (1).

Le palais des Tuileries, à la fin, se vida. La place était faite pour les Bourbons qui s'y installèrent quinze jours après.

Toute la cour arriva le soir à Rambouillet et y passa la nuit.

(1) En même temps que Marie-Louise, l'impératrice Joséphine s'éloignait aussi de Paris et quittait la Malmaison pour sa terre de Navarre, dans l'Eure. A deux heures et demie de l'après-midi, après avoir attendu, pendant près d'une heure, l'argent qui lui était nécessaire pour défrayer son voyage, et qu'elle avait envoyé prendre à Paris, elle partit. Il y avait trois voitures. Les six premières lieues furent faites avec ses chevaux et les quatorze autres avec ceux de la poste. Constantin, le conservateur de ses tableaux, était à la Malmaison lorsqu'elle partit. Elle le chargea d'une lettre pour le ministre de la police. A Navarre, elle fut rejointe par sa fille, la reine Hortense. En public, elle conservait son calme accoutumé et la grâce habituelle de ses manières, mais elle passait la nuit à sa croisée ou sur une terrasse du jardin, en attendant l'arrivée du courrier qui devait lui faire connaître les événements de Paris et le sort qui lui était réservé

Le 30 mars, la régente était à Chartres; le 31, à Châteaudun; le 1er avril, à Vendôme. La marche avait été lente. Jusqu'à Rambouillet, l'Impératrice avait espéré qu'un événement imprévu la rappellerait à Paris; peut-être l'apparition soudaine de l'Empereur derrière les alliés, afin de couper leurs communications avec les pays envahis. A Rambouillet, on ne vit arriver que le roi Joseph, au galop, apportant de fâcheuses nouvelles : l'impossibilité à Paris de résister plus longtemps et la chute fatale de la capitale. Les grands dignitaires, fuyant la bataille, se montrèrent bientôt à la suite du prince Joseph. Cambacérès voyageait avec ses amis, ayant eu soin de mettre sous ses pieds une lourde caissette de bois d'acajou, qu'il n'abandonna jamais, en quelque lieu qu'il fût, la surveillant de près, lorsque, pour la transporter, il fallait se servir des poignées de cuivre qui y étaient vissées.

Non loin de Vendôme, les embarras commencèrent. La route inachevée était semée, çà et là, de fondrières emplies de fange, où les berlines de la cour s'enlizèrent. Il y fallut le renfort de plusieurs chevaux pour les dégager, et quelques-unes, trop enfoncées, y restèrent. A Vendôme, Marie-Louise écrivit une première lettre à l'Empereur. Les voyageurs des diligences sur leur chemin avaient raconté les faits accomplis à leur départ. On connaissait déjà l'issue désastreuse de la bataille du 30 mars, l'armistice demandé par Marmont et la capitulation signée par lui; on sut ensuite les manifestations des royalistes en faveur des Bourbons, mais aussi que l'Empereur réorganisait son armée autour de Fontainebleau, et on reprit confiance. Une lettre de l'Impératrice arrivant à l'infortuné monarque, avec des paroles de tendresse et la promesse d'un prochain retour vers lui, ne pouvait être, en ce moment, pour l'homme si durement frappé, qu'une douce consolation. Napoléon lui répondit à Blois, on le sait, l'engageant à faire intervenir son père, l'empereur d'Autriche, dans les négociations ouvertes avec le czar Alexandre.

## II

Dans la matinée du 2 avril, les fourgons contenant le trésor arrivèrent à Blois, escortés d'un détachement de cavalerie. Toute

la ville était en rumeur. A la préfecture, on achevait l'installation de l'appartement destiné à la régente. Le préfet, baron Christiani, se préparait à l'aller recevoir et avait fait mettre sous les armes la garde urbaine et la garnison. Sur les cinq heures du soir, Marie-Louise fit son entrée dans la ville, au milieu de la population qui se pressait le long des murailles de chaque maison. Il n'y eut aucun cri de bienvenue. Un silence lourd pesait sur cette foule que le prestige de la puissance n'éblouissait plus. Les mauvaises nouvelles avaient abattu l'enthousiasme. Si elle n'était pas hostile, cette foule, elle n'était plus affectueuse. Elle considérait avec étonnement la longue file des voitures, salies de boue, et le visage de tous ces gens de cour, empreint des stigmates de la peur. Elle laissa la régente entrer à la préfecture, sans venir, comme elle l'eût fait au temps de la prospérité, l'acclamer sous les fenêtres. Les voitures furent réunies ensuite, en groupes, sur les places et dans les rues, les maisons étant dépourvues de cours et de portes cochères par où elles auraient pu être mises à l'abri. Pour les princes Joseph, Louis, Jérôme, aussi présents, le préfet avait réquisitionné des logements près de son hôtel. Quant aux ministres, aux dignitaires, aux fonctionnaires, ils furent envoyés, comme de simples capitaines, chez les habitants, et la troupe, qui avait servi d'escorte, campa dans les auberges, dans les granges, partout où il y avait un toit pour la garantir des intempéries.

L'Impératrice ne reçut personne après son arrivée. Elle resta confinée dans sa chambre. Le lendemain, jour des Rameaux, l'abbé Gallois, curé de l'église Saint-Louis, vint dire la messe à la préfecture, aucun ecclésiastique de la cour n'ayant suivi la régente. Après la messe, il y eut conseil des ministres où chacun d'eux arriva, en costume de voyage, afin d'être prêt à la fuite, en cas d'alerte. Le ministre de la guerre annonça qu'il attendait quatre cents commis pour procéder au travail du recrutement d'une nouvelle armée, et l'on fit évacuer le lycée où seraient installés les élèves des écoles spéciales. Puis, à cinq heures, ce même jour, il y eut présentation des principaux chefs de service du département ainsi que du clergé. La régente n'avait point voulu de discours; cependant, elle ne congédia personne sans adresser à chacun un mot aimable, malgré la grande tristesse qui la dominait.

On peut se figurer quelles devaient être les journées de cette jeune femme, au milieu de gens qu'elle n'avait pas l'habitude de voir à Paris, qu'elle sentait détachés de l'Empereur et qu'une réserve glaciale changeait à son égard en étrangers. Elle n'avait qu'une seule amie, presque une sœur, disait-elle, la duchesse de Montebello, sa dame d'honneur, celle-là même qui, toujours affectueuse et quoique dévouée, envisageait déjà, tourmentée et inquiète, la destinée qui lui serait réservée si l'Empire s'écroulait. Que deviendrait-elle? Son attachement à la souveraine n'était pas si solide, qu'elle ne songeât à s'en séparer dès qu'elle le pourrait, ne voulant, en aucune manière, lier son sort irrévocablement à celle qui la considérait pourtant comme une amie sincère. Dès qu'on eut annoncé la déchéance de l'Empereur et son exil à l'île d'Elbe, elle s'efforça d'éloigner l'Impératrice du monarque malheureux, traçant le tableau des années écoulées, lui rappelant sa vie presque toujours solitaire, les absences continuelles de l'Empereur, son caractère morose, grondeur, souvent emporté, s'en prenant à tout le monde, lorsque les événements ne se pliaient pas à ses projets et à ses espérances. Elle semblait plaindre la jeune femme, si éprouvée par ces tribulations issues de l'ambition de ce mari jamais satisfait. Au fond, c'était pour elle-même que la duchesse parlait; pour elle-même, qui avait sa fortune, sa famille, ses affections les plus chères placées à Paris, et ne voulait pas les sacrifier à celle que le malheur allait atteindre. Lorsque Marie-Louise parlait d'aller rejoindre l'Empereur à Fontainebleau, elle y trouvait mille obstacles, car, à ce moment-là, Marie-Louise le désirait ardemment.

Et, pourtant, elle ne l'aimait pas comme une jeune femme peut aimer un jeune mari. La disproportion des âges mettait entre les deux époux un empêchement à un amour profond. Elle le respectait; elle lui était reconnaissante des honneurs que la gloire du grand capitaine lui attirait, et, comme elle était de nature complaisante et soumise, elle le revoyait toujours avec plaisir et le lui témoignait par des caresses charmantes. Et lui, Napoléon, agissait envers elle comme un père très tendre. Il usait, pour lui plaire, de manières protectrices et câlines. Il la comblait de cadeaux; il devançait chacun de ses caprices. En ces premiers jours passés à Blois, tels ils étaient encore l'un pour l'autre; les hypocrites condoléances de la duchesse s'émoussaient sur ce cœur, toujours im-

muable. Marie-Louise n'y découvrit aucune malice, mais plutôt une généreuse commisération dont elle lui savait gré. Il est si doux d'être plaint !

La jeune femme recevait, presque chaque jour, des lettres de l'Empereur, et elle lui répondait chaque fois. Elle s'inquiétait surtout des besoins d'argent qu'il pouvait avoir et, par ses officiers de service, elle lui envoyait à Fontainebleau les sommes qu'il lui faisait demander, quelques centaines de mille francs, ce qui était minime pour les troupes qu'il appelait autour de lui, pour les grands personnages et les généraux, dont il fallait réchauffer le zèle et le dévouement. Ces relations étaient tenues secrètes. Les amies seules de Marie-Louise en étaient informées. Au surplus, les personnages du gouvernement se préoccupaient bien davantage des événements de Paris, et faisaient surveiller les voyageurs et les rouliers, messagers trop véridiques. Ils s'efforçaient de tenir cachées les délibérations du Sénat, les intrigues des royalistes, dont la révélation eût diminué leur autorité et leur pouvoir. Les ministres, chaque jour après déjeuner, se réunissaient à la préfecture en conseil, parlant beaucoup, exposant les projets les plus énergiques : levée en masse, transport du gouvernement au delà de la Loire ; mais, de toutes ces paroles, il ne sortait aucune résolution. Cependant, les princes Joseph et Jérôme, le 4 avril, firent un voyage à Orléans, avec l'intention de constituer en cette ville un gouvernement rival de celui de Paris. Leurs démarches restèrent sans effet. Ils revinrent à Blois, déçus et découragés. Puis on vit arriver les élèves des Ecoles polytechnique, de Saint-Cyr, d'Alfort, — on disait alors de Charenton, — et même celle des pages. La petite ville prit l'aspect d'une grande caserne. Il n'y eut pas une maison où toutes les chambres ne fussent occupées par des émigrés parisiens, fonctionnaires ou officiers, jusqu'aux lits mêmes des habitants qui se résignèrent à coucher par terre. On se remuait, on se réunissait, on délibérait, sans aucun résultat. Napoléon, au surplus, semblait ignorer ce gouvernement sans prestige et sans autorité. A Fontainebleau, il ne s'occupait que de l'impératrice Marie-Louise, n'envoyait à Blois aucun avis, aucun ordre. Sa pensée était bien au delà, fixée à la réorganisation de l'armée à la tête de laquelle il marcherait sur Paris ; à l'influence de Marie-

Louise sur son père, l'empereur d'Autriche, dont l'intervention pouvait sauver le trône du Roi de Rome. Elle, de même. Elle se refusait à croire que son père ne lui serait point secourable; et après M. de Champagny, elle fit partir, demandant son assistance, M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély, ensuite M. de Beausset, un de ses préfets du palais. Voyages inutiles. Ils se heurtèrent, les uns et les autres, à un parti pris du monarque de ne point contrecarrer la détermination de ses alliés: les souverains coalisés.

L'unique pensée de ce gouvernement de vieillards était de se protéger contre les incursions de l'ennemi. On apprit à Blois le 6 avril que, la veille, les Russes avaient occupé Pithiviers et l'avaient soumise au pillage, en représailles de la mort d'un parlementaire tué par un employé des droits réunis. Aussitôt on dépêcha en secret un ingénieur chargé de miner les ponts de la Loire; on délibéra de nouveau sur une retraite du gouvernement à Tours ou à Reims, et enfin on élabora une proclamation destinée à raviver dans les âmes la fidélité jurée à la dynastie napoléonienne.

« L'Empereur se porte bien, y disait-on, et veille pour le salut de tous. L'Impératrice et le Roi de Rome sont en sûreté. Les rois, frères de l'Empereur, les grands dignitaires, les ministres, le Sénat et le Conseil d'Etat se sont portés sur les rives de la Loire, où le centre du gouvernement s'établit provisoirement. Ainsi, l'action du gouvernement ne sera point paralysée. Les bons citoyens, les vrais Français, peuvent être affligés de l'occupation de la capitale, mais ils n'en doivent pas concevoir de trop vives alarmes. Qu'ils se reposent sur l'activité de l'Empereur et sur son génie du soin de notre délivrance. Mais qu'ils sentent bien que c'est dans ces grandes circonstances que l'honneur national et nos intérêts bien entendus nous commandent, plus que jamais, de nous rallier autour de notre souverain. Secondons ses efforts, et ne regrettons aucun sacrifice pour terminer enfin cette lutte contre des ennemis qui, non contents de combattre nos armées, viennent encore frapper chaque citoyen dans ce qu'il a de plus cher, et ravager ce beau pays dont la gloire et la prospérité furent, dans tous les temps, l'objet de leur haine jalouse. Malgré les succès que l'armée coalisée vient d'obtenir, et dont elle ne s'enorgueillira pas longtemps, le théâtre de la guerre est encore bien loin de vous.

Mais si quelques coureurs attirés par l'espoir du pillage osaient se répandre dans vos campagnes, ils vous trouveront armés pour défendre vos femmes, vos enfants, vos propriétés. »

Cette proclamation fut affichée et lue avec empressement, parce qu'on croyait y trouver la relation de faits importants. Ce n'étaient que mensonges et phrases creuses, depuis si longtemps rassassés, qu'ils s'éteignirent sans échos. Les grands dignitaires résidant à Blois ne s'abusaient plus. Ministres et fonctionnaires prévoyaient la fin prochaine de leur pouvoir. Formaient-ils même encore un gouvernement; que représentaient-ils? S'ils l'avaient osé, ils auraient quitté l'Impératrice régente pour rentrer à Paris où s'organisait un gouvernement nouveau. Alors les deux frères de l'Empereur, Joseph et Jérôme, — car Louis vivait tranquille, en dehors de toutes les intrigues (1), — tentèrent de s'emparer de Marie-Louise, soit pour la garder en otage, soit pour la conduire plus tard à Napoléon, soit pour rallier autour d'elle les hommes énergiques, partisans de l'Empereur, avec lesquels ils auraient dressé le drapeau tricolore contre le drapeau blanc déployé à Paris.

Le matin du 8 avril, ils arrivèrent avec deux berlines attelées en poste à la préfecture et montèrent chez la régente, lui déclarant qu'ils la venaient chercher avec le Roi de Rome. Ils refusèrent de lui révéler le lieu de sa destination. Etonnée de cette audace, Marie-Louise se redressa fièrement et leur demanda s'ils avaient l'assentiment de l'Empereur, et, à leur réponse négative, elle se récria, appela, pour être protégée, ses officiers de service. Le général Caffarelli, M. d'Haussonville, M. de Beausset accoururent. Le général s'éleva indigné contre la violence des princes qui tenaient l'Impératrice par le bras et la voulaient entraîner hors de son appartement. A ce moment, M. de Beausset, qui était allé avertir la troupe, revint, affirmant que les officiers et les soldats de l'escorte n'obéiraient qu'à l'Impératrice, non aux princes. Et Joseph et Jérôme se retirèrent, confus de leur tentative avortée.

Ce jour-là, ce gouvernement si triste, si mou, si oiseux, presque

(1) Louis était étranger à toutes ces combinaisons. Pendant son séjour à Blois, dit *le Journal d'un détenu*, il assistait le dimanche aux offices religieux d'un air résigné et avec tous les signes d'une piété sincère.

ridicule, s'évanouit, dès que fut arrivé à Blois le général russe Schouvaloff, qui descendit à l'*Hôtel de la Galère*. Il venait pour dissoudre cette régence éphémère, au nom du czar Alexandre, dont la protection, disait-il, était assurée à l'impératrice Marie-Louise et à son fils, le Roi de Rome. En ce moment, protection voulait dire détrônement, le czar étant engagé avec le gouvernement provisoire contre Napoléon. Schouvaloff signifia la volonté de son maître; personne ne protesta. Ce fut même avec une certaine joie que tous les courtisans, ministres et fonctionnaires, la veille très empressés vers la régente et lui donnant les marques du plus grand respect, se virent affranchis de leur sujétion et se disposèrent à retourner à Paris. Le cabinet du maire fut envahi aussitôt par la foule de ces Parisiens très pressés de rentrer chez eux et de s'inféoder à un nouveau maître. Quatre cents demandaient un passeport. Les scribes de la mairie ne savaient plus à qui entendre. Et ce n'était pas tout. Il fallait ensuite, pour traverser les cantonnements des troupes alliées, un laissez-passer du général russe. En revenant de la préfecture, Schouvaloff fut assiégé en son hôtel jusqu'à minuit. Mais il prit son temps, se montra fort dur pour tous ces personnages, d'abord arrogants, qui bientôt se firent très humbles. Les employés aux écritures exigèrent même que les plus grands dignitaires, comme Cambacérès, vinssent à leur bureau faire preuve d'identité; et, malgré la mauvaise humeur de l'archichancelier, il dut se soumettre à cette formalité. Quand le duc de Rovigo se présenta, le général russe fit biffer le titre de noblesse de l'ancien préfet de police, et on libella le laissez-passer au nom de Savary. Et tous acceptèrent ces exigences, et le président du Sénat, M. de La Place, et le président de la Cour des comptes, devenus tout à coup fort petits impétrants. Les journaux de Paris, distribués en ville après l'arrivée du Russe Schouvaloff, jusque-là interdits, affolaient cette tourbe chamarrée et prétentieuse. L'Empire n'existait plus; Napoléon, renié par ses maréchaux, tenu en échec à Fontainebleau par les armées envahissantes, avait dû renoncer au trône pour lui et sa dynastie. Le grand homme était renversé de son piédestal. Alors, du plus grand aux plus humbles, tous ces attachés à cette cour en détresse se hâtèrent de se dégager. Les valets, une fois payés, n'obéirent plus aux ordres donnés, abandonnèrent l'ouvrage et s'enfuirent à Paris. Les ministres,

calculant ce qui leur revenait jusqu'à la dernière minute de présence, se firent grassement rétribuer. Le trésor n'était-il pas là, dans les fourgons? Les princes Joseph et Jérôme exigèrent un million; Mme Lætitia demanda quatre cent mille francs; six cent mille francs furent réservés pour l'impératrice Joséphine : elle n'en toucha jamais un écu. Quant à la troupe, elle reçut une solde de trois mois arriérés. Louis Bonaparte fut le seul peut-être qui ne demanda et n'exigea rien. Il partit de Blois directement pour Lausanne.

La scène de violence exercée sur elle par les frères de l'Empereur avait changé les idées de Marie-Louise à l'égard de Napoléon. Lui attribuait-elle l'ordre de cet enlèvement, qui l'avait si fort effrayée, quoique les princes lui eussent dit qu'ils agissaient de leur propre mouvement? Elle ne résista pas au général russe et ne demanda point à être conduite à Fontainebleau. C'était, au surplus, pour empêcher ce rapprochement entre les deux époux que la Russie, d'accord avec l'Autriche, enlevait à la régente sa souveraineté, la réduisait à l'état de simple princesse, ensuite lui envoyait un surveillant qui la devait ramener, sans qu'elle s'en doutât, à l'Empereur, son père. Et elle, désorientée, craintive, ne sachant plus à qui se fier, voyant sa cour s'effondrer sous ses yeux, et se disperser, comme une volée de pigeons effrayés, ceux qui représentaient autour d'elle les grands corps de l'Etat, seule, sans appui, sans défenseur, entendant ses familiers lui reprocher sa qualité d'Autrichienne, lui rappeler que toujours l'Autriche avait été néfaste à la France, elle subit en silence son nouveau destin. Le général russe allait l'emmener à Orléans, où la viendrait chercher un haut personnage de la cour de Vienne. Oh! voir quelqu'un de la cour de Vienne, n'était-ce pas déjà une douce espérance, une promesse de réconfort en ces heures tragiques? Tous les malheurs frappant sur elle depuis quelques semaines lui rendaient chers ses souvenirs d'enfance, sa vie d'autrefois, lorsqu'elle était jeune fille. Comme il lui semblerait bon d'entendre parler sa langue maternelle, de sentir près d'elle quelqu'un qui l'aurait connue plus jeune! Hélas! pourquoi avait-elle été mariée?

## III

Ce fut le soir du samedi saint, 9 avril, que Marie-Louise partit pour Orléans avec quelques voitures où s'étaient placés ses dames, ses chambellans, ses écuyers et le Roi de Rome, sous la garde de Mme de Montesquiou; parmi les dames, deux de ses plus intimes, la duchesse de Montebello et Mme de Brignole, l'une et l'autre fort mal disposées pour Napoléon. Petit à petit, la duchesse retournait l'âme naïve et crédule de Marie-Louise. Elle s'attaquait maintenant à l'orgueil de la femme, lui disant que Napoléon ne l'avait désirée que par politique et non par amour; que, depuis son mariage, il n'avait pas respecté la foi conjugale; qu'il ne changerait point, car c'était sa nature, exigeante et sensuelle; enfin, le bruit courait qu'il voulait se tuer. La seconde surenchérissait sur la première, et conseillait un divorce amplement justifié, disait-elle, par un changement d'état, qui n'était plus digne d'une archiduchesse d'Autriche. Ce fut en cette compagnie que Marie-Louise voyagea jusqu'à Orléans (1).

Malgré la protection affichée de l'empereur de Russie, les dernières voitures de la suite de l'Impératrice furent pillées par les cosaques, maraudeurs, voleurs courant les routes autour de Paris; et rien ne lui fut restitué de ces rapines. A Orléans, elle descendit à l'évêché, où elle entendit la messe, le lendemain, jour de Pâques.

De cette résidence, elle écrivit deux lettres, une à son père, une autre à Napoléon, qu'elle fit porter à Fontainebleau par M. de Beausset. Ce fut le 12 avril au matin que cette lettre fut remise à l'Empereur, le jour où il signait son abdication définitive, suivie du traité qui consommait sa déchéance et lui garantissait, en toute propriété et souveraineté, l'île d'Elbe.

(1) Générale DURAND (t. II, p. 18) : « Mme de Brignole, écrit-elle en ses *Mémoires*, employa tous les moyens de persuasion pendant plusieurs mois. Etant tombée malade, quelque temps après son arrivée à Vienne, elle fit à sa dernière heure, à l'Impératrice, l'aveu des torts qu'elle avait eus; elle lui en demanda pardon, et de même à Mme de Montesquiou, à qui elle avait rendu toutes sortes de mauvais services. »

M. de Beausset fut admis immédiatement près de l'Empereur qui l'accabla de questions sur la vie de l'Impératrice. Il lut avidement les pages manuscrites de sa femme, et, après cette lecture qui l'avait touché profondément :

— Bonne Louise ! dit-il.

M. de Beausset lui demanda s'il n'emporterait pas une réponse à Orléans :

— Restez ici aujourd'hui, répondit l'Empereur. Ce soir, je vous donnerai ma lettre (1).

Lorsque Napoléon écrivit à sa femme, il n'était plus l'Empereur redouté, puissant, grand, au-dessus des autres monarques de l'Europe, mais roitelet réduit à une principauté dérisoire qu'il n'eût pas offerte à l'un de ses maréchaux, au temps de sa gloire. Ensuite, il devait avoir l'âme remplie d'amertume, au spectacle des ingratitudes qui s'étalaient cyniquement devant lui. Et, cependant, comme s'il avait tout oublié, et sa grandeur d'autrefois, sa petitesse d'aujourd'hui, il énumérait à Marie-Louise, et complaisamment, les ressources de sa principauté, le climat tempéré

(1) Beausset, *Mémoires* (t. II, p. 242) : « Le 11 avril 1814, écrit-il, je partis pour Fontainebleau a deux heures du matin, et je ne fus point obligé d'exhiber mon passeport, car personne ne demanda à le voir. Je vis sur la route une infinité de personnes qui se rendaient en grande hâte à Paris. Celle que je rencontrai la dernière fut le général Hullin. Il était neuf heures quand j'arrivai au palais. Je fus introduit sans délai auprès de l'Empereur, auquel je présentai les lettres de l'Impératrice. *Bonne Louise!* dit-il, après l'avoir lue. Il me fit ensuite beaucoup de questions sur sa santé et sur celle de son fils. Je le priai de m'honorer d'une réponse, en lui exprimant le désir que j'avais d'emporter avec moi cette consolation dont le cœur de l'Impératrice avait besoin. « Restez ici aujourd'hui ; ce « soir, je vous donnerai ma lettre. » Je trouvai Napoléon calme, tranquille et décidé. Son âme était trempée fortement. Jamais peut-être il ne me parut plus grand. Je lui parlai de l'île d'Elbe. Il savait que cette petite souveraineté lui serait donnée. Il me fit même remarquer sur sa table un livre de géographie et de statistique, qui renfermait sur cette résidence toutes les connaissances et tous les détails qu'il voulait acquérir. « L'air est sain, me dit-il, et les habitants sont « excellents ; je n'y serai pas trop mal, et j'espère que Marie-Louise ne s'y trou« vera pas mal non plus. » Il ne devait jamais plus la revoir. Vers deux heures après-midi, l'Empereur me fit demander. Il se promenait seul sur la terrasse adossée à la galerie de François Ier. Il me fit de nouvelles questions sur les événements dont j'avais pu être témoin. Il était loin d'approuver le parti que l'on avait pris de faire quitter Paris à l'Impératrice. Je lui parlai de la lettre qu'il avait écrite à son frère Joseph... « Les circonstances n'étaient plus les mêmes, me dit-il. Il « fallait se décider conformément aux nouvelles circonstances. La seule présence « de Louise à Paris aurait suffi pour prévenir et empêcher la trahison et la défec« tion de quelques-unes de mes troupes. Je suis encore à la tête d'une armée « redoutable, avec laquelle j'aurais forcé les ennemis à quitter Paris et à signer « une paix honorable. »

de son île, la nature des champs, des bois, des montagnes. Il lui parlait du nombre de dames, de chambellans, d'écuyers qu'elle aurait à cette nouvelle cour, et des millions qu'il faudrait apporter pour s'établir largement et magnifiquement. Son imagination le dominait toujours, et il cherchait à communiquer ses illusions à sa jeune femme. L'homme politique se révélait ensuite, à la fin de sa lettre, lorsqu'il envisageait les territoires nécessaires à la principauté de Parme, l'apanage promis à Marie-Louise et qu'elle devrait réclamer : Lucques, Piombino, Carrare; et la maison à constituer au petit Roi de Rome avec les fils de la haute noblesse. Il semblait, à l'approche de la mort qu'il méditait, — car ce fut la nuit suivante qu'il tenta de s'empoisonner, — il semblait être plus aimant, plus prévoyant, vouloir laisser de lui un souvenir très tendre. Il écartait de sa correspondance les noirs soucis; il n'y laissait transpercer que de douces clartés de bonheur.

Cette lettre et d'autres envoyées à Orléans, et toujours affectueuses, impressionnèrent profondément la jeune femme, car elle eut, à ce moment, la résolution très ferme d'aller rejoindre son mari, oubliant qu'elle ne pouvait échapper à Schouvaloff. Dans l'excès de sa tristesse, prenant le duc de Rovigo pour confident, elle lui disait :

— Je suis vraiment à plaindre. Les uns me conseillent de partir, les autres de rester. J'écris à l'Empereur, il ne répond pas à ce que je lui demande. Il me dit d'écrire à mon père. Ah! mon père, que me dira-t-il, après l'affront qu'il permet qu'on me fasse? Je suis abandonnée et m'en remets à la Providence. Elle m'avait sagement inspirée en me conseillant de me faire chanoinesse. J'aurais bien mieux fait que de venir dans ce pays. Aller près de l'Empereur, je ne puis partir sans mon fils, dont je suis la sûreté. D'un autre côté, si l'Empereur craint que l'on attente à sa vie, comme cela est probable, et qu'il soit obligé de fuir, les embarras que je lui causerai peuvent le faire tomber dans les mains de ses ennemis qui veulent sa perte, n'en doutons pas. Je ne sais que résoudre; je ne vis que de larmes.

« Elle en était littéralement inondée, ajoute Rovigo, en achevant de prononcer ces paroles. »

Un matin, troublée plus que jamais et désespérée, elle sortit précipitamment et demi-vêtue de son cabinet de toilette, qui

séparait son appartement de celui de son fils, et elle s'alla jeter dans les bras de Mme de Montesquiou, dont elle appréciait la sagesse et le caractère. Cette grande dame, d'une rigidité inflexible de principes, la confirma dans ses projets de départ pour Fontainebleau. « C'était son devoir, lui disait-elle, le seul moyen de retrouver le bonheur. » Et, dès ce jour, ainsi que l'affirme Menneval, la jeune femme prit ses dispositions pour ce voyage. Elle partirait dès qu'elle aurait reçu la correspondance de son père. Mais la duchesse, qu'elle appelait son amie sincère, veillait; et ce que raconte Menneval de la question pressante de cette dame à M. Anatole de Montesquiou, apportant une lettre de l'Empereur, indique bien qu'elle devait être la tournure des confidences de cette amie.

— Eh bien! dit-elle à M. de Montesquiou, en recevant le message pour sa maîtresse, est-ce fini? Est-il mort?

— Qui, madame? De quelle mort parlez-vous?

— Mais, répliqua la dame d'honneur, de celle de l'Empereur; on a dit ici qu'il s'était tué.

— Non, madame, il se porte bien.

Cette mort, comme on sent bien, à cette interrogation brutale, qu'elle eût comblé ses désirs! Les événements tournèrent d'une autre façon. Au lieu des lettres attendues de l'empereur d'Autriche, à la suite desquelles Marie-Louise devait partir, ce fut le prince autrichien Esterhazy, un grand seigneur de la cour de Vienne, qui arriva, afin de conduire l'infortunée princesse à Rambouillet, où l'empereur François désirait voir sa fille. Le destin séparait encore les deux époux, qui avaient alors, autant l'un que l'autre, la volonté de reprendre leur vie commune. Car le général Cambronne se dirigeait sur Orléans avec deux bataillons et quatre canons, envoyé par l'Empereur pour ramener sa femme et son fils. Cambronne ne put remplir sa mission. Sous la garde de soldats russes, Marie-Louise était partie pour Rambouillet.

Orléans avait été pour elle un lieu néfaste. Chaque jour, chaque heure lui avaient causé de nouvelles alarmes, de nouveaux chagrins. Napoléon lui avait recommandé, dans l'une de ses lettres, de se séparer des personnages qui composaient sa cour. Ceux qui avaient quitté Blois étaient les indifférents dont elle n'avait cure; les autres, qui l'avaient accompagnée en cette dernière étape de son calvaire, lui étaient familiers et dévoués. Les adieux furent

touchants; tous pleuraient. Elle leur souhaita des jours heureux, une vie plus calme et moins traversée d'événements douloureux que celle des jours présents. Elle leur distribua, en souvenirs, les bijoux qui lui restaient, et ils partirent, la laissant entourée d'un très petit nombre de personnes.

Et, déjà, elle avait eu à subir les outrageantes démarches d'un commissaire du gouvernement provisoire, à qui avait été donné l'ordre de confisquer le trésor impérial scellé dans les fourgons. Ce commissaire, nommé Dudon, était choisi avec intention. Disgraci, jadis par l'Empereur pour avoir abandonné son poste en Espagne, il arrivait avec la rancune de l'homme charmé d'exercer sa vengeance. Il se fit montrer les registres de M. de La Bouillerie, trésorier général de la couronne, et au nom du gouvernement qu'il représentait, malgré les protestations du général Caffarelli, et en présence du général russe Schouvaloff, muet et inerte en cette circonstance (1), il fit saisir les fourgons chargés d'or, ceux mêmes où était enfermée l'argenterie affectée au service journalier de l'Impératrice, et les bijoux que les souverains distribuent en présents, et les ornements impériaux enrichis de broderies d'or, jusqu'au trousseau de l'Empereur, jusqu'à ses mouchoirs marqués de l'N couronnée (2).

Ce fut après cet acte de brigandage que Peyrusse, administrateur de la liste civile, parti de Fontainebleau pour rapporter d'Orléans l'argent nécessaire à l'Empereur détrôné, se présenta à l'Impératrice. L'Empereur, dont la pensée était alors envahie de soucis cuisants, avait oublié son dénûment. Peyrusse lui soumit l'état de sa caisse, manifestant la crainte qu'il n'arrivât trop tard pour obtenir quelques subsides importants.

— Bah! mon cher Peyrusse, lui répondit Napoléon, quand on perd l'Empire, on peut tout perdre!

Cependant, le lendemain, il le fit appeler et lui enjoignit de se rendre près de sa femme, en toute hâte, pour avoir de l'argent. Les craintes de Peyrusse se vérifièrent. L'Impératrice ne possédait

(1) Rovigo, en ses *Mémoires* (t. VII, p. 178), fait observer à ce sujet combien avait été différents la conduite et les procédés de Napoléon à l'égard des princes qu'il avait vaincus, lorsqu'il avait été l'arbitre du sort de tant de princes et notamment des parents du czar Alexandre.

(2) Cf. *le Retour des Bourbons*, f[os] 151 et 152.

plus que six millions, réservés pour ses besoins personnels. Elle n'hésita pas, néanmoins, à vouloir s'en dépouiller au profit de l'Empereur. Peyrusse accepta deux millions et demi. Pour les emporter, il avait besoin des coffres où les dames de Marie-Louise avaient enfermé leurs chiffons. Elles ne voulurent pas en livrer les clés, estimant leurs chiffons aussi précieux que les rouleaux d'or. A la fin, elles cédèrent, et Peyrusse revint à Fontainebleau avec son mince butin. Toutefois, de Rambouillet, Marie-Louise put encore envoyer neuf cent mille francs. Ce fut tout ce qui échut à l'Empereur de son trésor, déposé dans les caves des Tuileries; ce fut ce que Napoléon, accompagné de quelques serviteurs fidèles et de six cents braves de son armée, emporta à l'île d'Elbe.

— La pensée de se ménager un bien-être personnel, en cas de revers, fait observer Menneval, ne s'était jamais présentée à son esprit.

## IV

Le départ de Marie-Louise pour Rambouillet, où elle devait revoir son père, causa une nouvelle dislocation dans la petite cour dont elle était encore entourée au palais épiscopal d'Orléans. Mme Lætitia se dirigea vers Lyon avec son frère, le cardinal Fesch, abandonnée de sa dame d'honneur, Mme de Fontanges. Le prince Jérôme se retira au château de La Motte-Beuvron; le prince Joseph quitta la ville peu de temps après, et les officiers, les soldats de la garde, qui faisaient le service d'honneur près de l'impératrice Marie-Louise, se retirèrent devant les cosaques de Schouvaloff. Six voitures, pas davantage, formèrent le cortège de celle qui était partie de Paris dans la pompe magnifique de la plus puissante souveraine de l'Europe, en un train si imposant qu'il fallait deux cents chevaux à chaque relais. Que la chute était grande!

Elle sortit d'Orléans à huit heures du soir, le mardi 12 avril, préférant le voyage de nuit afin de cacher son immense chagrin dans les ténèbres, et plus encore que le chagrin, des crises nerveuses, des éclats de sanglots qui l'agitaient violemment. Ainsi,

de jour en jour, elle descendait les degrés de son malheur; et c'était chaque fois une secousse qui diminuait le reste de ses forces morales. Quoi de plus triste que chacune de ses journées? Elle pouvait se croire déjà hors de France. Les villes qu'elle traversait, les routes qu'elle parcourait étaient envahies par les Russes. Elle n'apercevait que des uniformes étrangers, des soldats dont elle était la prisonnière, sans le paraître. Lorsque, exténuée et les yeux noyés de larmes, elle arriva au château de Rambouillet, elle dut traverser une ligne de gardes russes postés devant les grilles. Malgré tout, elle n'avait pas banni de sa pensée l'espoir de rejoindre bientôt l'empereur Napoléon, avec lequel sa correspondance ne cessait point. MM. de Flahaut, de Montesquiou, de Beausset servaient de messagers aux deux époux. Napoléon appelait sa femme près de lui; Marie-Louise lui donnait confiance dans l'avenir. Elle irait le retrouver.

Durant deux jours, à Rambouillet, elle attendit son père qui n'y arriva que le 16 avril. Et, pendant ce temps, on la vit toujours désolée, toujours anxieuse, redoutant une dernière perfidie des ennemis de la France. Son père fut reçu à l'entrée du château par une vieille dame, avec des phrases de bienvenue et de respect qui irritèrent le prince. Qu'avait-il besoin de ces cérémonies?

— Que diable me voulez-vous, et que me dites-vous? répondit-il en allemand. Laissez-moi voir ma fille!

Il passa outre, se faisant montrer le chemin de la chambre où Marie-Louise était retirée. A son approche, elle vint à sa rencontre avec le petit Roi de Rome dans les bras, et elle le jeta au cou de son grand-père. Le vieux prince combla de caresses le bel enfant dont il admirait le joli visage et la physionomie intelligente. Puis, l'ayant rendu à sa gouvernante, il embrassa très tendrement sa fille qu'il serrait près de sa poitrine. Il pleurait, elle aussi. Ils s'enfermèrent dans la chambre de l'Impératrice et y restèrent, en tête-à-tête, durant deux heures. Ce qui se passa entre eux, on le devine au message que donna le vieux monarque à l'un de ses aides de camp, à l'issue de cette émouvante entrevue :

— Allez vers le général Koller, dit-il. Qu'il se rende à Fontainebleau près de l'empereur Napoléon. Il lui annoncera que sa demande ne peut être accueillie; qu'il recevra un nouveau

courrier si les décisions prises maintenant sont changées (1).

Ne peut-on se représenter la scène qui avait eu lieu entre le père et la fille? Marie-Louise, toujours dévouée à son mari, avait dû insister pour être conduite vers l'empereur Napoléon. Son devoir et la morale l'exigeaient. Seulement, à l'égard des princes, le devoir et la morale cèdent aux combinaisons de la politique. Et de même que le vieux monarque autrichien avait obtenu de sa fille qu'elle épousât le vainqueur, maintes fois maître, à Vienne, du destin de la monarchie, de même, à cette heure où ce vainqueur était vaincu, il importait que tous les liens existants fussent rompus avec lui, qu'il fût relégué seul, comme un monstre dangereux, dans une île dont il ne pourrait sortir; il importait que l'Europe, qu'il avait traversée et ravagée dans toute sa largeur, l'épée à la main, n'eût plus rien de commun avec lui, et qu'elle-même, princesse de sang impérial, partageât la haine de tous les princes coalisés, en l'abandonnant à son inévitable sort. C'était ce que voulaient les alliés. Les princes, entre eux, devaient être solidaires. Elle devait se ranger du côté des princes contre celui qui ne l'avait épousée que par politique et ne l'aimait pas. Qu'adviendrait-il d'elle, si elle se résignait à reprendre la vie commune avec ce condottiere, qui n'avait que la passion de la guerre? Dans la situation infime où il allait se trouver, ne seraient-ce pas, chaque jour, des récriminations, des emportements contre elle, qui n'avait pas su défendre le trône dont il avait usurpé la jouissance? Oh! quelle vie serait la sienne! Enfin, que lui importait la France, l'ennemie séculaire de l'Autriche? Est-ce que la patrie allemande ne devait pas lui sourire davantage? Revenue aux lieux de son enfance, dans une paix heureuse, elle vivrait tranquille au milieu de sa famille.

Toutes ces paroles furent dites, à n'en pas douter, et convertirent la jeune femme, puisque, à partir de ce moment et après cette entrevue, Marie-Louise se montra décidée à retourner à Vienne, sous la conduite de dignitaires autrichiens. Déchue de sa souveraineté impériale, elle consentit à redevenir archiduchesse, soumise à la tutelle allemande. L'empereur, son père, avait enfin reconquis sa fille, livrée jadis au Minotaure; et ce que

(1) Pichot, *Napoléon à l'île d'Elbe.*

la politique avait fait, la politique allait le défaire. Jamais plus elle ne reverrait son mari. Pour en chasser le souvenir et l'image de son cœur, l'infâme politique, dont elle avait été la victime, allait lui présenter un tentateur, un chevalier d'honneur, un conseiller, dont elle deviendrait un jour la femme, après en avoir été la maîtresse.

Ce fut le général Neipperg.

Son père l'avait détachée de Napoléon et de la France, mais la France pouvait lui rester fidèle; et c'était encore un obstacle aux machiavéliques combinaisons des souverains. Il fallait rendre cette jeune femme odieuse à ses anciens sujets, en la montrant prête à pactiser avec les ennemis de la nation, recevant avec déférence les princes dont les soldats ravageaient le sol de la patrie (1), excusant leurs projets détestables. L'empereur d'Autriche lui annonça la visite du czar. A ce nom, la jeune impératrice tressaillit de colère et opposa énergiquement son refus aux désirs de son père! Eh! quoi, elle recevrait cet homme fourbe qui venait de la détrôner et d'enlever au Roi de Rome un héritage glorieux; cet homme, dont l'aide de camp avait laissé des cosaques piller ses voitures et le représentant d'un gouvernement de factieux lui enlever la fortune personnelle de son mari et son argenterie; cet homme, enfin, le jouet des pires ennemis de l'Empereur, tels que Talleyrand et ses amis? Mais, alors, la France la maudirait pour cette condescendance, qui ne serait qu'une insulte au patriotisme des Français. Sa dignité, sa fierté de princesse se révoltaient à cette pensée. Elle refusa; elle refusait toujours, malgré les supplications de son père.

Lui répondait qu'il avait consenti à cette visite parce que le czar était son allié, et qu'il n'avait pu résister aux désirs d'un souverain tout-puissant.

— Non, répliquait la malheureuse princesse, non, je ne le recevrai pas; je m'enfermerai dans ma chambre; je refuserai d'agréer ses hommages hypocrites, et nous verrons bien si devant vous, mon père, il osera franchir le seuil de ma porte...

Au loin se percevait déjà le roulement de la voiture du czar dans l'avenue du château. Et Marie-Louise ne cédait pas. Elle

(1) Rovigo, *Mémoires*, t. VII, p. 242.

résistait toujours. Ce fut comme une surprise. Le czar descendu de sa voiture, l'empereur d'Autriche était allé le recevoir et l'introduisait dans le salon où Marie-Louise demeurait pétrifiée devant cet outrage dont elle discernait la signification. Puisqu'elle devait quitter la France, elle ne voulait point emporter les malédictions du peuple qui l'avait bien reçue et l'avait acclamée dans les jours prospères. Ne pouvant esquiver l'injure, elle y répondit par une froideur glaciale. Marie-Louise, ce jour-là, se montrait digne de Napoléon. Le petit Roi de Rome ajouta ses sarcasmes à la colère de sa mère :

— Je viens de voir, disait-il à sa gouvernante, l'empereur d'Autriche ; il n'est pas beau !

Le vieux monarque, cause de cet émoi, coucha à Rambouillet et ne partit que le lendemain, laissant sa fille préparer à loisir son départ pour Vienne. Elle resta en cette dernière résidence jusqu'au 23 avril ; elle y reçut même le roi de Prusse, comme elle y avait reçu le czar, avec la même froideur, et on peut ajouter la même hauteur. Le petit prince, en ses réflexions naïves, lui rappelait, d'ailleurs, et à tout instant, l'affreuse situation dont elle ne pouvait sortir. Autant que sa mère, le malheureux enfant souffrait de toutes ces alarmes. Ce changement si brusque de sa vie troublait son imagination. Il ne comprenait rien à ces voyages en alerte, et de ville en ville, où les honneurs rendus diminuaient d'éclat chaque fois.

— Je vois bien que je ne suis plus Roi, disait-il fort tristement ; je n'ai plus de pages.

Ensuite, privé de ses jouets, il se désolait, accusant le gros roi Louis XVIII de les lui avoir enlevés :

— Il a pris la place de mon papa, ajoutait-il ; il faudra bien qu'il la lui rende !

Le nom de Blücher lui revenait souvent à l'esprit, et il disait alors que le général prussien était son plus grand ennemi.

Après l'entrevue de Rambouillet, l'échange des lettres entre Marie-Louise et Napoléon s'espaça de plus en plus. L'Empereur quitta, le 20 avril, Fontainebleau pour l'île d'Elbe ; et la distance entre eux devenue plus grande, ainsi que l'absence, refroidirent leur cœur. Combien différente, au surplus, devait être, pour chacun d'eux, la vision de l'avenir ! Marie-Louise allait se rapprocher

de sa patrie allemande qu'elle n'avait pas cessé d'aimer; lui, au contraire, s'en allait vers sa petite principauté, une dérision aux vingt ans de gloire dont il avait auréolé son nom. Marie-Louise, sur son passage, allait retrouver, elle n'en doutait pas, les hommages que la France, jadis, lui avait prodigués; Napoléon, sur le chemin de son exil, ne serait-il pas accablé d'outrages? Est-ce que le malheur fut toujours et partout respecté?

Elle ressentit cependant une désillusion et même un nouveau chagrin peu de jours après son arrivée à Vienne. La duchesse de Montebello, qui avait suivi à l'étranger son impériale amie, la quitta, dix jours après, pour revenir à Paris; Corvisart également. Installée à Schœnbrunn avec ceux qui restèrent, elle eut Menneval comme secrétaire, de Beausset comme grand-maître de sa maison, avec la surveillance générale; Mmes Hureau de Sorbec et Rabusson, lectrices, avec la surveillance des atours et de l'intérieur de l'appartement; Mme Soufflot, sous les ordres de Mme de Montesquiou, fut attachée au service du jeune prince, ainsi que Mme Marchand, mère du premier valet de chambre de Napoléon; M. Amelin, excellent comptable, employé depuis longtemps au secrétariat des dépenses de l'Impératrice, devint contrôleur et caissier de tous les services; le docteur Héreau resta médecin et chirurgien de la maison; les femmes de chambre, les huissiers de l'appartement, les maîtres d'hôtel, les employés de la bouche, des écuries, tous Français venus de Rambouillet, continuèrent leur service en Allemagne; et là, ajoute M. de Beausset, Marie-Louise mena une vie de château « du plus grand et du meilleur genre ».

# CHAPITRE III

## LE VOYAGE A L'ÎLE D'ELBE

I. — A Fontainebleau, Napoléon songeait déjà à s'exiler en Angleterre. — Bertrand et Drouot. — Cortège qui forme la suite de l'Empereur en son voyage à l'île d'Elbe. — Le premier jour, l'Empereur couche à Briare. — Le 21 avril, il arrive à Nevers. — Sa halte à Roanne. — En route, sa conversation sur le suicide. — Son arrivée à Lyon. — Rencontre du maréchal Augereau. — La conversation de l'Empereur; sa politesse; la grossièreté d'Augereau. — Premières manifestations d'hostilités envers Napoléon sur les routes de Provence.

II. — A Orange, la populace crie : *A bas Nicolas.* — Passage précipité de Napoléon à Avignon. — La population d'Orgon, village de Provence, attend le passage des voitures pour assassiner l'Empereur. — Afin d'échapper au guet-apens, Napoléon revêt le costume d'un courrier, et sous ce travestissement continue sa route. — Très fatigué à Saint-Canat, il s'arrête à l'auberge de *La Calade.* — Sa conversation avec la maîtresse de l'auberge. — Conscients du danger que court l'Empereur, les commissaires étrangers, qui le suivent, font prévenir le maire d'Aix où ils doivent passer qu'à la moindre violence sur la personne de Napoléon, les armées ennemies exerceront des représailles contre la ville. — A Saint-Maximin, le sous-préfet d'Aix vient présenter des excuses à l'Empereur, pour les injures dont les Provençaux l'abreuvèrent en cours de route. — Napoléon s'arrête au château de Bouillidou où sa sœur Pauline s'était réfugiée, chez M. Charles, membre du Corps législatif. — De ce château, Napoléon part pour Fréjus, ensuite pour Saint-Raphaël, petit port où une frégate anglaise le recevra, afin de le conduire à l'île d'Elbe. — Pendant la traversée, ses conversations avec sir Neil Campbell, commissaire anglais, qui l'accompagne. — Le 3 mai, la frégate anglaise jette l'ancre devant Porto-Ferrajo, capitale de l'île d'Elbe.

### I

Quelques instants avant de faire ses adieux à sa garde, Napoléon, à Fontainebleau, avait fait mander le commissaire anglais, le colonel sir Neil Campbell. A ce moment-là, déjà, il pensait à se retirer en Angleterre, et il voulait savoir comment il y serait accueilli. Curieuse révélation, faite par Pichot, en ses notes sur le voyage de l'Empereur à l'île d'Elbe. Le colonel Campbell dut

être un peu surpris de la question. Il répondit, en avisé diplomate, que la nation anglaise et le gouvernement tiendraient loyalement leurs engagements. Paroles fort énigmatiques, dont l'Empereur se contenta. Après Waterloo, il mit à exécution ce projet. Qui est-ce qui pouvait le lui avoir inspiré ?

Il serait téméraire, sans doute, d'accuser le général Bertrand. Et pourtant ?... Napoléon avait, alors, une grande sympathie pour ce compagnon d'infortune, mari d'une Anglaise, ne s'entourant que d'insulaires, partageant leurs préjugés, adoptant leurs coutumes, méthodique, froid, correct, cherchant la paix, fuyant les soucis et les embarras, servant son maître par discipline, par habitude machinale, plutôt que par conviction. Ainsi le juge Pons de l'Hérault, qui se demandait, plus tard, ce que le général était venu faire à l'île d'Elbe. Bertrand, — on le peut donc supposer, — devait présenter à l'Empereur le peuple anglais comme généreux et loyal, auquel on ne risquait rien de s'abandonner. Vivant dans cet entourage britannique, le caractère du général avait pris la tournure de l'esprit anglais. Il avait perdu l'aménité charmante de notre race, sa gaieté, sa frivolité. Il était ponctuel, mais dur pour ses subalternes, et cette tenue rigide était peut-être la raison de la faveur qu'il trouvait près de l'Empereur. C'était lui que Napoléon avait appelé dans sa voiture. Ils voyagèrent, de compagnie, sur la route d'exil (1).

Drouot, qui n'avait pas voulu se séparer du proscrit, était un homme d'une autre nature. Droit, franc, enthousiaste de son héros, il le servait avec une affection toujours plus grande, malgré quelques rebuffades ; donnant son avis sans ambages ; et, si l'avis ne plaisait pas, refoulant ses convictions et obéissant quand même (2). D'un esprit religieux, exact en tous ses devoirs, il vivait

(1) Voici une note de Fleury de Chaboulon, après son retour de l'île d'Elbe : « L'Empereur semblait donner la préférence au comte Bertrand. Cette différence tient, je crois, à l'espèce d'intimité que les fonctions de grand maréchal avaient établie entre l'Empereur et lui. Peut-être provient-elle aussi de la convenance des caractères. Bertrand, aimable, spirituel, insinuant, unissait, à un air distingué, les formes agréables et polies d'un courtisan. Faible, irrésolu, dans les actions ordinaires de la vie, il ne le cédait à personne en fermeté, en courage, dans les occasions difficiles et périlleuses. Etranger à l'intrigue, inaccessible à la séduction, il était dans les camps, comme dans le palais des rois, un homme d'honneur, un homme de bien... »

(2) Fleury de Chaboulon, *Mémoires sur* 1815, f° 277 : « Lorsque l'Empereur déposa la couronne, le comte Drouot n'hésita pas, un seul instant, à lui garder,

simplement, sobrement, et, comme l'écrit Pons de l'Hérault, toujours satisfait « dès qu'il avait un petit coin pour travailler ». Ceux qui ont parlé de lui l'ont posé comme un homme de Plutarque, dévoué jusqu'à l'abnégation absolue, méprisant la fortune et ne révérant que l'honneur.

A l'heure suprême de la séparation, on n'entendit point à Fontainebleau prononcer les grands noms des officiers qui s'étaient élevés au-dessus de la foule durant l'Empire. De tous les maréchaux, Moncey, que les pleurs aveuglaient, assistait seul au départ. Près de lui, le duc de Vicence, désespéré, et le duc de Bassano, rendu stupide par le chagrin. Ils semblaient, les uns et les autres, rivés à la terre, regardant fuir, au loin, la berline qui emportait l'Empereur, sans pouvoir proférer une parole.

Le cortège, qui composait la suite de Napoléon, était ainsi formé. En avant, douze cavaliers précédant la voiture où se tenaient Drouot et d'autres officiers supérieurs. Venait, après celle-ci, celle de l'Empereur, accompagné du général Bertrand, seul; puis un détachement de cavaliers de soixante hommes et les équipages des commissaires représentant les puissances coalisées; enfin, huit voitures pour les aides de camp de l'Empereur, les officiers de sa maison et les domestiques. En tout, quatorze, auxquelles il fallait, aux relais, soixante chevaux. Les cavaliers de l'escorte étaient remplacés par d'autres à de courtes distances. Le train était accéléré. Dans la première journée, on fit vingt-trois lieues, afin d'aller coucher à Briare. Napoléon, en route, s'en-

dans le malheur, la fidélité qu'il lui avait jurée dans la prospérité, et cette fidélité ne fut point à ses yeux un témoignage d'attachement, encore moins un sacrifice, elle ne lui parut que l'accomplissement naturel du devoir, qui lui était imposé par les bontés et les malheurs de Napoléon. Il abandonna pour le suivre, ce que les âmes bien nées ont de plus cher, sa famille et sa patrie, et sa carrière militaire, dans laquelle il avait acquis la plus glorieuse renommée. Transporté au milieu des mers, il tournait souvent ses regards vers le sol qui l'avait vu naître: jamais aucun regret, aucune plainte ne s'échappaient de son cœur, sa conscience étant satisfaite. Pouvait-il être malheureux ? Aussi désintéressé au service du souverain à l'île d'Elbe, qu'il l'avait été au service de l'Empereur des Français, il refusa constamment le traitement et les frais de bureau considérables du grade de major général de la Garde. Ses appointements de lieutenant général et d'aide de camp lui paraissaient suffisants pour le payer plus qu'il ne valait. Il ne voulut, quoi qu'on pense, recevoir de Napoléon aucun bienfait. Habillez-moi, nourrissez-moi, lui disait-il, je n'ai besoin de rien de plus. Les offres les plus séduisantes lui furent prodiguées, pour le rappeler près des Bourbons; il fut insensible et préféra, sans effort, à l'éclat de leur trône, le rocher de Napoléon. »

tretint, avec le général Bertrand, de l'impératrice Marie-Louise, et de son fils, le petit Roi de Rome. De sa femme, il parlait sans émotion, comme d'une étrangère; de son fils, avec des paroles pleines d'émotion et de tendresse, ne se lassant jamais de rappeler ses jolies grâces et ses petites impatiences, et la résistance opposée à ceux qui le voulurent emporter hors des Tuileries, à l'heure du voyage de Blois. « Pauvre petit diable », ajoutait-il.

A l'hôtel de Briare, Napoléon se fit servir à souper séparément avec Bertrand, qu'il admit à sa table. Tous les autres voyageurs, étrangers et généraux, Drouot et Lefebvre-Desnouettes, mangèrent ensemble. Le lendemain matin, il invita sir Campbell à déjeuner. Sa conversation roula sur des sujets très divers, et les choses anglaises l'intéressant toujours, il demanda quel était l'amiral qui commandait l'escadre de la Méditerranée. « Sydney-Smith », lui répondit son commensal. Ce nom lui rappela sa campagne de Syrie et le siège de Saint-Jean-d'Acre, défendue par ce même Sydney-Smith dont il reçut alors un cartel. Ensuite, un jeune officier, Laplace, le fils d'un grand savant, admis à ce déjeuner, intervint respectueusement sur un sujet qui passionnait extrêmement Napoléon, sur l'abdication qui avait terminé la guerre. Le jeune Laplace soutenait que cette guerre avait cessé trop brusquement; qu'elle aurait pu être continuée longtemps encore, l'armée étant toute dévouée à l'Empereur, et les excès des alliés exaspérant les populations, au milieu desquelles ils campaient. Le Sénat, parmi les assistants, était fort maltraité. Laplace voulut en prendre la défense. Napoléon l'interrompit avec colère, rejetant sur le Sénat tous les malheurs de la patrie. « Corps indigne », ajouta-t-il, car sans lui, sans sa forfaiture, sans son obéissance empressée à Talleyrand, l'Empereur affirmait qu'il aurait pu sauver Paris.

Le 21 avril, le cortège arriva le soir à Nevers, où tout le monde coucha.

A son arrivée dans cette ville, le grand exilé avait été salué des acclamations du peuple et des vivats des paysans qui criaient aussi : *Vive la mort!* Peuple et paysans, que les royalistes appelèrent plus tard « la canaille de Nevers ». Rassuré par cet enthousiasme, Napoléon congédia son escorte, disant que l'amour des Français le garantirait bien de toute malveillance.

Dans les villes qu'il avait traversées, les fonctionnaires avaient sollicité l'honneur d'une présentation, et il leur avait parlé et les avait interrogés, en monarque exerçant toujours la puissance souveraine. Personne ne s'en étonnait. Aussi bien, il commençait à regretter l'acte qu'il s'était laissé arracher à Fontainebleau par ses maréchaux. Seulement il avait voyagé jusque-là dans les provinces patriotes, dévouées à la gloire de la patrie ; ses sentiments allaient changer bientôt, en s'avançant dans le Midi, en traversant la Provence où il faillit être écharpé.

Depuis Nevers les voitures suivirent la grande route jusqu'à Moulins, où son arrivée fut saluée avec la même passion qu'ailleurs. A Moulins, le cortège, au lieu de se diriger sur l'Auvergne, s'engagea sur la route de Roanne et de Tarare, pour aller à Lyon. A Roanne, Napoléon apprit que sa mère et le cardinal Fesch, venant d'Orléans, s'étaient réfugiés en un couvent voisin de Pradines. On fit halte à Roanne, dont l'industrie naissante retint l'attention de l'Empereur. Aux personnes qui l'abordèrent, toujours précis, et toujours prêt à connaître les besoins du pays, il demanda si les usines récemment construites étaient prospères. Aux militaires, il parla du mouvement des troupes maladroitement dirigées et du désordre constaté dernièrement dans la défense du Midi. On ne se lassait pas de l'entendre parler. A Tarare, pendant que les voitures impériales relayaient, M. et Mme Guizot, revenant du Gard, aperçurent l'illustre voyageur au milieu de groupes nombreux qui l'entouraient avec admiration, démontrant leur joie de le recevoir par des cris très nourris de : *Vive l'Empereur!* Rien ne lui échappait, ni les intérêts de l'agriculture et du commerce, ni les vestiges, encore subsistants, de la domination romaine ; ce qui lui fournissait matière à parler d'histoire. Plus loin, traversant un petit bourg près de Lyon, Salvagny, avant de remonter en voiture, d'où il était descendu pendant les relais, il se promenait seul sur la route, ayant laissé derrière lui les commissaires étrangers. Il y rencontra le curé de la paroisse, avec lequel il échangea quelques paroles. Levant ses regards vers le ciel et apercevant une étoile très brillante, — celle qu'il appelait la sienne peut-être et dont il parlait toujours, — il interrogea l'humble prêtre sur le nom de cette étoile. Ce nom, il l'avait su jadis, disait-il,

mais il l'avait oublié. Le bon curé était loin de le pouvoir satisfaire, il s'excusa... « Tant pis, monsieur le curé », répliqua Napoléon en s'éloignant avec un sourire.

Il est bon de rappeler ces conversations et ces remarques. Elles sont un témoignage de l'orgueil du conquérant qui, malgré sa chute, parle toujours en maître et de plus la démonstration de la force de cette âme qui étouffe en elle les regrets de la puissance perdue, pour ne s'occuper que de ce qui touche aux intérêts du peuple ou aux curiosités de l'antiquité. Entre temps, d'après les *Mémoires* de la générale Durand, il se serait expliqué sur le suicide avec ses compagnons de voyage, et il aurait dit : « On me fait le reproche de ne m'être pas donné la mort. Je ne vois rien de grand à finir sa vie comme quelqu'un qui s'est déshonoré ou qui a perdu toute sa fortune au jeu. Il y a bien plus de courage à survivre à un grand malheur non mérité. Je n'ai jamais craint la mort. Je l'ai prouvé dans plus d'un combat ; et encore dernièrement à Arcis-sur-Aube. Je n'ai aucun reproche à me faire. Je n'ai pas été un *usurpateur*, comme on s'acharne à me le dire partout. Je n'ai accepté la couronne que d'après le vœu unanime de la nation. Quant aux guerres que j'ai faites, c'est différent. J'ai cru devoir les faire parce que la France demandait à être agrandie. » Ces paroles, vraies sans doute, contrastaient singulièrement avec ses actions, si on se rappelle la nuit tragique de Fontainebleau ; ou bien s'appuyant sur l'ignorance de sa récente aventure, ne protestait-il pas contre le suicide afin de donner, plus tard, le change à l'opinion ?

Lyon le reçut avec honneur. Cette ville, depuis son retour d'Egypte, lui avait été inaltérablement dévouée et le lui démontrait par des manifestations de regrets et de vivats. Quand il en partit, des voix très fortement accentuées lui crièrent : *Adieu, gloire de la France!*

A Lyon, Campbell s'était séparé du cortège ; Napoléon l'avait envoyé en avant, afin de lui préparer sa traversée jusqu'à l'île d'Elbe sur un navire anglais. Un navire français lui était suspect. Il redoutait les observations malsonnantes de l'équipage. Près de Valence, Campbell avait rencontré le maréchal Augereau, qui venait de quitter sa petite armée, révoltée contre lui. Elle n'avait

pu tolérer plus longtemps les propos et les actes du maréchal, hostiles à l'Empereur. Augereau était coiffé d'une casquette et dépourvu de ses décorations, qu'il avait enlevées, disait-il à Campbell, par répulsion pour les distinctions honorifiques reçues de son ancien maître... « Quelle triste fin ! s'écriait-il. N'aurait-il pas dû marcher devant une batterie et se faire tuer ? Tout le monde s'y attendait. Mais il était trop lâche. Il n'a fait la guerre que par ambition et pour donner des trônes à sa famille. Si je me trouve sur son passage, je lui ferai connaître ce que je pense... » Le hasard les mit en présence l'un de l'autre sur la route de Valence. Napoléon, apprenant que le maréchal était en vue de ses équipages, descendit de voiture et s'avança au devant de son ancien lieutenant. Augereau, malgré ses rodomontades à Campbell, se montra tout décontenancé. Il tâcha, néanmoins, de faire preuve d'assurance et d'effronterie, saluant comme un militaire de la main à la casquette, tandis que Napoléon levait son chapeau comme on salue un personnage de marque. Leur conversation fut brève et sans effusion. Le maréchal répétait, devant son ancien chef, les récriminations des autres maréchaux à Fontainebleau. Et cet ancien chef conservait toute sa dignité par ses répliques très froides, à l'homme qui avait livré Lyon aux Autrichiens, comme Marmont avait livré Paris aux Russes. Traîtres à leur patrie, tous les deux ! Augereau n'était qu'un ambitieux, un vaniteux, comme Marmont ; et il n'avait jamais pardonné à Napoléon d'avoir été plus audacieux, plus habile et plus heureux en brumaire que lui en fructidor. Ils se séparèrent sèchement ; et assurément, le plus vilain rôle, en cette entrevue, avait été celui de cet hargneux adversaire. Arrivé à l'Isère, le train impérial passa la rivière sur un bac, le pont n'existant plus. Augereau l'avait fait miner et sauter, pour arrêter la poursuite de l'ennemi. Pendant que les voitures stationnaient près de l'eau arriva un bataillon qui rendit à l'Empereur les honneurs dus au souverain, et un soldat lui dit : « Sire, le maréchal Augereau a vendu votre armée. » Ce n'était donc pas seulement la pensée de Napoléon, c'était la croyance de tous les soldats.

A mesure que la route s'allongeait vers le midi de la France, les vivats devenaient beaucoup plus rares. Les populations regardaient passer ces voitures de voyage avec une sorte de dédain. En Provence, des cris malveillants partirent des groupes qui, aux

relais, considéraient le changement des chevaux. Bourrienne, en ses *Mémoires*, raconte que, près d'Avignon, un homme vêtu d'habits grossiers, mais que des bas de soie, des lunettes à branches d'or et des mains blanches trahissaient et désignaient comme une personne de la bourgeoisie ou de l'aristocratie, arriva, suivi d'un autre inconnu, à travers champs, jusqu'à la voiture de l'Empereur, et l'un et l'autre s'entr'aidant, ils se levaient pour mieux dévisager les voyageurs enfermés dans la berline. Pelard, le valet de chambre, leur intima l'ordre de cesser leur poursuite et de se retirer. Devant leur résistance un fourrier assis sur le siège, à côté de Pelard, dut les menacer de son pistolet pour leur faire prendre la fuite.

Ce n'était que le commencement.

## II

A Orange, les premières escarmouches éclatèrent. Les voiture furent assaillies de vivats pour Louis XVIII. On criait : *Vive le roi! A bas Nicolas!* Ce nom de « Nicolas » était une injure, inventée par les royalistes à l'adresse de celui qu'ils ne nommaient plus que Bonaparte. Et puis, en Provence, Nicolas est synonyme de Satan, empereur des Enfers. Des indiscrets, des audacieux s'avançaient vers les commissaires étrangers et leur disaient : « Nous ne ferons pas de mal au monstre. Nous lui voulons montrer comme nous l'aimons. » Et ils reprenaient en chœur : *A bas Nicolas!*

A Avignon, l'illustre voyageur échappa aux violences de la foule par surprise. Son passage était attendu la veille et même l'avant-veille du jour où il traversa la ville. On ne s'y arrêta pas. Il était cinq heures du matin. Les postillons accélérèrent l'allure des chevaux jusqu'à la station de poste la plus proche, à Saint-Andéol. A la montée d'une côte, Napoléon, fatigué de la voiture, était descendu avec le général Bertrand, afin de marcher pendant quelques instants. Ses valets, descendus aussi, les précédaient. La malle arrivait devant eux. Le courrier s'arrêta et abordant Pelard lui dit : « Ce sont les voitures de l'Empereur qui viennent

là-bas? — Pas du tout, répliqua Pelard, qui redoutait quelque embûche, ce sont les équipages des commissaires étrangers. — Non, non, reprit le courrier, ce sont les voitures de l'Empereur; je le sais. J'ai été soldat; j'ai servi sous le général en Egypte et je veux lui sauver la vie. Je viens de traverser le village d'Orgon, vers lequel vous allez. Si l'Empereur s'y arrête, il est mort. Toute la population est sur pied, poussant des cris sauvages autour d'un mannequin habillé en général français et couvert de sang, que l'on a pendu au haut d'un mât. Les misérables, les brigands! Ils ont fixé sur sa poitrine un écriteau où se lit : *Voilà comme tu seras un jour!* Avertissez votre maître. Je vous le répète; s'il s'arrête à Orgon, c'en est fait de lui... » Et remontant sur son siège, la malle qu'il conduisait repartit au galop.

Pelard s'adressa au général Bertrand, qui fit part de cette confidence à l'Empereur, devant les commissaires. Le danger paraissant certain, il fut décidé que Napoléon revêtirait un autre costume que le sien, monterait à cheval en courrier, suivi d'Amadieu, le piqueur, et traverserait ainsi le village d'Orgon sans s'y arrêter. Il se coiffa d'un chapeau rond, s'enveloppa d'une lévite bleue et partit à franc étrier. En traversant le village il put entendre les imprécations prononcées contre lui : *A bas le Corse! A bas le tyran!* Pendant les relais des voitures la foule furieuse les cribla de pierres. Elle voulut forcer Pelard à crier : *Vive le roi!* Pelard, énergiquement résista, et l'un de ces énergumènes le menaçait déjà de lui fendre le crâne d'un coup de sabre, lorsque, les chevaux étant attelés, les voitures partirent au galop (1). Auparavant, le maire du village l'avait apostrophé en ces termes : « Est-ce que vous servez ce coquin-là, monsieur? — Non, je suis attaché aux commissaires étrangers, répondit Pelard. — Ah! vous faites bien, reprit le maire. C'est un grand gueux, un scélérat. Je veux le pendre de ma main. Si vous saviez, monsieur, comme il nous a trompés, ce brigand-là. C'est moi qui l'ai reçu, quand il revint

(1) L'auteur d'une brochure ayant pour titre : *Relation du passage de l'Empereur à Orgon*, rapporte : « Bernard Vernet, courrier, chargé du service pendant le voyage, traversa le village vêtu des habits impériaux, l'Empereur ayant ceux du courrier et galopant en avant avec Amadieu. Un chenapan, qui menait tout ce tapage, était armé d'un fusil, et voulut tirer sur celui qu'il prenait pour l'empereur Napoléon. Il ne le fit pas, parce qu'il vit un Saint-Esprit, brodé sur la poitrine du courrier, travesti en empereur. »

d'Egypte. Nous voulions dételer ses chevaux, traîner sa voiture. Je veux me venger aujourd'hui des honneurs que je lui ai rendus en ce temps-là. » Devant cette échauffourée on jugea prudent de ne point déjeuner à Orgon. On se munit de provisions de bouche et l'on mangea en route. L'Empereur en avant continuait son chemin au galop. Mais, à Saint-Canat, harassé et tout meurtri, il dut s'arrêter avec Amadieu, dans une mauvaise auberge qui portait le nom de *La Calade.*

Il était midi lorsque les voitures arrivèrent. Les commissaires étrangers trouvèrent Napoléon affaissé sur une table, la tête en ses mains et absorbé dans ses réflexions. Elles étaient amères. La conversation, poursuivie quelques instants avec l'hôtesse, l'avait profondément troublé. Cette femme, le prenant pour un courrier, lui avait demandé s'il avait vu Napoléon. Elle l'attendait, disait-elle, et elle espérait bien que la foule le massacrerait. La colère, la haine de cette mégère s'exaltaient au son de ses paroles et elle continuait : « Il faut qu'on s'en débarrasse et on ne sera certain de ne plus le revoir que si on le jette au fond d'un puits avec des pierres par-dessus, sans quoi il faut tout craindre de sa part. Ainsi, monsieur le courrier, le Directoire, pour le perdre, lui avait donné un commandement en Egypte. Il en est revenu ; et si on se borne à l'envoyer dans son île, il en reviendra aussi. Il nous a fait tant de mal !... Il n'a pas laissé un seul jeune homme dans le pays (1)... » La conscription, en effet, était le grand grief des Provençaux contre Napoléon. Thibaudeau, le préfet de Marseille, fort sévère sur ce point, n'admettait aucune excuse, et il n'avait échappé à la colère des populations, ameutées contre lui, qu'en se cachant à Arles, dans une famille de royalistes. Devant l'auberge, la foule était grande. Des cris de vengeance s'élevaient en appels sinistres, jetant l'épouvante chez ceux qui venaient d'arriver et se tenaient respectueux devant l'Empereur assis et la tête couverte. Eux avaient leur coiffure à la main. L'hôtesse, apercevant ce contraste et comprenant que l'Empereur était celui-là même qu'elle venait de prendre à témoin de ses rancunes féroces, se confondit en excuses, et se montra d'autant plus douce

(1) *Journal de Gourgaud* (t. I, p. 391) : « A Orgon, disait l'Empereur, une jeune et jolie femme était si acharnée contre moi, qu'elle aurait, j'en suis sûr, bu mon ang. »

et plus aimable qu'elle avait été plus inconvenante et plus agressive. La foule, toujours plus surexcitée, menaçait de briser les voitures ; l'hôtesse les fit entrer dans la cour de l'auberge et les portes de la cour furent barricadées. Le tumulte persistait ; que serait-ce à Aix, une ville peuplée de vingt mille habitants ? Les commissaires résolurent d'expédier un courrier au maire, l'avertissant du passage de l'Empereur et demandant que sa personne fût respectée et protégée. Ils ajoutaient qu'ils rendraient la ville responsable de toute violence, laquelle serait vengée, en représailles, par les troupes autrichiennes. La réponse, on n'en doute pas, fut satisfaisante et le départ décidé.

Le repas, pris à l'auberge, avait été triste. Napoléon mangea peu et refusa le vin qu'on lui offrit, craignant qu'il n'y eût du poison. Ses idées assombries ne se déridaient point. Il rappelait que, dans ce pays, après la prise de Toulon, il avait eu la plus grande peine à protéger des royalistes, que les républicains poursuivaient ; et c'était le contraire aujourd'hui, les républicains étaient en butte à la haine des royalistes. « Aussi bien, ajoutait-il, je suis dégoûté de la politique ; je n'ai plus aucune ambition et je refuserais même le sceptre de l'Europe s'il m'était offert. » Après le repas, il s'était retiré dans une petite pièce voisine de la cuisine, où l'on avait mangé, et, accablé de fatigue, il s'était endormi sur l'épaule de son valet de chambre.

Afin de quitter l'auberge sans encombre, il consentit à prendre l'uniforme du général Koller, la pelisse et le bonnet de fourrures, puis il monta dans la voiture du commissaire autrichien, qui occupa la place de l'Empereur, à côté de Bertrand. Lorsque le cortège sortit de la cour de l'auberge, les curieux se précipitèrent sur les côtés, s'efforçant de reconnaître le profil napoléonien. Beaucoup de gens tenaient en mains un écu, comparant, avec l'effigie de la pièce, les figures qu'ils avaient sous les yeux. Mais sous son accoutrement autrichien, Napoléon était méconnaissable.

Le lendemain, on déjeuna à Saint-Maximin, où le sous-préfet d'Aix, de passage en ce petit bourg, sollicita l'honneur d'être reçu par l'Empereur. Napoléon agréa la demande de ce fonctionnaire et causa longuement avec lui. Il ne pardonnait point aux Provençaux les avanies dont il venait d'être victime, et leur hostilité et leur haine. Il ne manqua point d'attaquer, à son tour, ces populations

méridionales, dépensant, en gestes et en paroles, l'exubérance de leur turbulente nature. Il disait : « J'arrive, plein de confiance, au milieu de vous, et je ne trouve, ici, que des enragés qui menacent ma vie. Il paraît que c'est une méchante race que vos Provençaux. Ils ont commis toutes sortes d'horreurs et de crimes dans la Révolution et paraissent disposés à recommencer. Mais, quand il s'agit de se battre avec courage, alors ce sont de *foutus lâches*. Jamais la Provence ne m'a fourni un seul régiment sur lequel je pusse compter. Est-ce que vous ne pouvez contenir cette populace ? » — « Je suis tout confus, sire, » lui répondit le sous-préfet. Mais l'Empereur lui demandait une répression impossible.

Cependant les démonstrations criardes cessèrent peu à peu. Dans les villes et les villages la masse des curieux était maintenue sans effort, tranquille et silencieuse, par les gendarmes. L'arrivée à Brignoles fut très calme. Napoléon quitta cette petite ville pour aller au château de Bouillidou, mis à la disposition de la princesse Pauline par le propriétaire, M. Charles, membre du corps législatif. Il y fut reçu avec la plus affectueuse prévenance; et les tendresses de cette sœur aimée lui firent oublier les heures mauvaises que, depuis Lyon, il avait subies. De ce château il continua sa route sur Fréjus, où il retrouva le respectueux empressement des villes patriotes du centre de la France. Cette différence d'attitude dans la population ramena un peu de gaieté en son esprit. Il se montra bienveillant, affable pour son entourage, visita la maison paternelle de Sieyès, et rappela qu'en ce lieu était né Tacite. Toutefois, recevant à sa table les commissaires étrangers, il ne put comprimer l'amertume qui débordait de son cœur au souvenir des procédés inqualifiables, à son égard, du gouvernement provisoire. On ne lui avait laissé qu'un service de table très mesquin, en argent, qu'une petite quantité de ses chemises, et tout le reste de son trousseau lui avait été enlevé, ainsi qu'une foule d'objets acquis avec l'argent de sa cassette personnelle. Et cette vilenie, de la part de gens qu'il avait comblés de richesses et d'honneurs !

De Fréjus, il se dirigea vers Saint-Raphaël, petit port de pêcheurs, où il avait abordé en 1798, à son retour d'Egypte, et là, il s'embarqua sur la frégate anglaise, l'*Undaunted*, qui le devait conduire à Porto-Ferrajo, la capitale de l'île d'Elbe.

Le jeudi 28 avril, au soir, l'Empereur fut reçu avec la solennité, usitée pour les souverains, à bord du navire anglais. L'équipage était sous les armes, et le capitaine fit à Napoléon les honneurs de son bâtiment, après avoir fait tirer une salve de vingt et un coups de canon. La frégate ne mit à la voile que le lendemain. Pendant la traversée, Napoléon se promena souvent sur le pont du navire; et lorsque, avec sa longue vue, il voulait inspecter l'horizon, ses officiers lui offraient leur épaule pour l'y maintenir immobile. Sous la douceur du calme, succédant aux journées agitées et tumultueuses de la fin de son voyage, son âme retrouvait son énergique nature, son caractère, sa bienveillance envers les subalternes. Il se montrait prévenant, poli pour tout le monde, et, en son regard fascinateur, réapparaissait le grand homme que la chute n'avait point diminué. C'était toujours l'Empereur que l'on voyait, en sa personne, le César triomphant, dont les idées laissaient percer l'élevation de l'esprit, l'étendue de l'ambition.

Il aimait à s'entretenir avec Campbell, le commissaire anglais, et, avec lui, discourir sur sa politique et sur celle de l'Angleterre, dont il annonçait l'accroissement de puissance et de domination... Quelle nation, quels hommes lui pourraient-ils faire obstacle? disait-il; les Bourbons n'étaient que de *pauvres diables*, politiques étroits et de médiocre envergure, qui seraient heureux de vivre en France, comme de grands seigneurs et laisseraient l'Angleterre continuer sa marche en avant. Ces princes Bourbons signeraient, avec elle, tous les traités de commerce qu'elle voudrait. D'autres fois, il parlait de la guerre qu'il avait soutenue en Espagne, mais il omettait d'expliquer les raisons de cette aventure, qui avait si mal tourné. Puis surgissait, tout à coup, l'homme d'Etat, aux conceptions grandioses, quand il exposait les projets que sa chute avait arrêtés. « Anvers, disait-il, j'y tenais. C'était une base d'appui contre l'Angleterre. En une guerre, qui aurait eu pour théâtre la mer du Nord, Brest, Toulon, tous mes autres ports eussent pu être bloqués; avec Anvers j'aurais trouvé le moyen de combattre encore. Recevant les bois de Pologne, il m'aurait été facile d'équiper, en ce port, une nouvelle flotte, prête à l'attaque. Sans Anvers, la France n'est qu'une puissance maritime peu redoutable. Non, je n'aurais jamais cédé Anvers. Et, d'ailleurs, j'avais juré, à mon sacre, de ne rien sacrifier des forces

de la France. Je savais, par mes espions, tout ce qui se passait dans les Iles britanniques. Mon service de surveillance était merveilleusement établi. Tous les contrebandiers me servaient avec dévouement. Ils m'apportaient, à Gravelines, leurs renseignements et les marchandises anglaises, prohibées sur le continent, contre des guinées que je leur faisais remettre. Cette organisation parfaite me coûtait cinq millions par an, et rien ne m'échappait. Enfin, n'avais-je pas à ma disposition l'Elbe, aussi profond que l'Escaut ? Mes ingénieurs avaient sondé ce fleuve, et j'allais, près de Hambourg, édifier un vaste établissement, un port de mer plus important et plus sûr encore que celui d'Anvers. Plus près de la Pologne pour en recevoir les bois, j'aurais eu des navires à meilleur compte. »

Un autre jour, l'Empereur s'expliquait sur Cherbourg, où il voulait améliorer la rade, faire creuser un bassin dans le roc, avec des docks pour vingt-cinq vaisseaux de guerre ; « et si jamais, ajoutait-il, une flotte anglaise y eût pénétré, j'en aurais fait sauter l'entrée à la mine, et la flotte ennemie y eût été enfermée, sans issue ». Avec un crayon, devant son auditoire attentif et muet d'admiration, il traçait un plan de Cherbourg, une ligne de fortifications, destinées à protéger tous ces travaux contre une attaque par mer. Puis, sa pensée, toujours effervescente, sautait d'un bond aux côtes méridionales de la France, à Bouc, choisi comme lieu de constructions navales où les matériaux seraient arrivés par le Rhône. « Toulon, disait-il, n'aurait plus été qu'un port de refuge pour une flotte. »

Peyrusse, qui suivait Napoléon à l'île d'Elbe, rapporte, avec conscience, ces conversations prestigieuses de l'Empereur, éblouissantes pour son entourage. Devant tous, se dressait, avec son ascendant d'autrefois, l'homme qui avait tenu vingt ans en échec la puissance de l'Angleterre, le terrible adversaire de ce peuple qui ne peut être atteint et écrasé que sur mer. Sa politique, éclairée de ces commentaires, devenait excusable. Ce ne fut pas sa faute s'il échoua, mais celle de ses amiraux, hommes trop ordinaires.

Sur le navire, ses repas étaient pris avec le capitaine, le grand maréchal Bertrand et le général Drouot. Ses autres officiers mangeaient avec l'état-major du bâtiment. A la table de Napoléon, les mets étaient délicats, de cuisine française et de cuisine anglaise,

élégamment présentés avec des vins exquis. Là, il se faisait bonhomme, presque familier, montrant la tabatière, qu'il portait en sa poche, sur le couvercle de laquelle était encastré le portrait de Marie-Louise, puis une autre où était peinte la miniature du Roi de Rome. Et quand il considérait le joli visage de son fils, ses yeux s'y arrêtaient avec complaisance, avec attendrissement; on voyait combien grande était son affection pour l'enfant!

Enfin, le 3 mai, l'*Undaunted* jeta l'ancre à quelques encablures de Porto-Ferrajo, la capitale de l'île.

# CHAPITRE IV

## L'EXIL

I. — Le gouverneur de l'île d'Elbe, le général Dalesme, ignorant les événements passés sur le continent, veut s'opposer au débarquement de l'Empereur. — Sur une lettre écrite par Napoléon, que lui porte le général Drouot, le général Dalesme vient, à bord de la frégate anglaise, présenter ses hommages au nouveau souverain de l'île. — Débarquement de l'Empereur à Porto-Ferrajo. — Il y est reçu avec enthousiasme par les Elbois, et conduit en grande pompe à la petite église de la ville. — Un *Te Deum* y est chanté. — Première réception des autorités elboises à l'hôtel de ville. — Après ces audiences, Napoléon se fait amener un cheval, afin de visiter la campagne qui entoure Porto-Ferrajo. — Etonnement des Elbois. — L'Empereur, ensuite, annonce à Pons de l'Hérault, administrateur des mines, qu'il ira déjeuner aux mines le lendemain matin. — Effarement de Pons de l'Hérault à cette nouvelle. — Ne trouvant point de maison à sa convenance à Porto-Ferrajo, Napoléon prend le parti de se faire construire une habitation à la place de moulins à vent, situés au sommet de la ville; et à cause de cela, cette habitation (les Elbois disaient palais) prend le nom de *Mulini*. — L'Empereur se constitue une sorte de cour et nomme des fonctionnaires, chambellans, aides de camp, magistrats, choisis parmi les notables du pays. — Dénombrement des serviteurs attachés à sa maison : dénombrement et noms de ses chevaux.

II. — Les revenus que lui assurent les ressources de l'île. — Première fête offerte aux Elbois, à l'hôtel de ville. — Arrivée de la Garde, le 26 mai. — Comment elle a traversé la France, sous le commandement de Cambronne. — La flottille de Napoléon; quel officier la commande.

III. — Les travaux entrepris par l'Empereur dans l'île. — Ses recherches de terrains propres à la culture des céréales. — Il prend possession de la petite île de *Pianosa*, voisine de l'île d'Elbe. — Impatient d'être chez lui, il presse les travaux des *Mulini*. — Il s'y installe avant l'achèvement des travaux, avant le séchage des peintures. — Comment il meuble son palais. — La première fête donnée aux *Mulini*.

IV. — Afin de posséder une maison de plaisance, hors de sa petite capitale, il achète une petite propriété, un vignoble plutôt, à San Martino, à quelques kilomètres de Porto-Ferrajo. — Les grognards donnent à cette maison le nom de Saint-Cloud. — De ce côté-là, ils dirigent leurs promenades pour manger les raisins des vignes. « Si elles sont à l'Empereur, disent-ils, elles sont à eux aussi. » — San Martino bientôt ne lui suffit plus : l'air n'y est point assez léger, assez frais. — Il trouve ce qui lui convient à *Monte-Gioce*, au hameau de *Marciana*, dans un ermitage, dont il expulse l'ermite. — Il va y séjourner après le 15 août, après la célébration de sa fête. — Il y fait venir sa mère, arrivée à l'île d'Elbe depuis quelques semaines.

V. — Son séjour à Marciana se prolonge. — Il y attend la visite de la grande dame polonaise, Waleska, devenue sa maîtresse, pendant son passage en Pologne. — Waleska passe quelques jours à Marciana, près de Napoléon, et elle le quitte un jour de tempête, afin d'échapper à la curiosité des Elbois. — Satis-

faction de Napoléon, lors de cette visite. — Il vivait trop seul; ce qui lui faisait désirer la venue de Marie-Louise près de lui. — Affluence des étrangers à Porto-Ferrajo. — Dans le nombre beaucoup d'intrigants, d'intrigantes et d'aventuriers.

VI. — Espions contre Napoléon, installés à l'île d'Elbe ou en Italie. — Sir Neil Campbell, pour l'Angleterre. — A Livourne, Mariotti, pour la France. — Bruits répandus en France sur l'Empereur; les royalistes affirment qu'il devient fou.

VII. — Tristesses de l'Empereur. — L'argent lui manque. — Ses ressources ne sont point équivalentes à ses besoins. — Sa résolution de quitter l'île d'Elbe. — Précautions prises pour dépister ses surveillants et masquer ses projets. — Travaux qu'il ordonne; fêtes qu'il annonce. — Sa sœur Pauline, arrivée depuis quelques mois, organise aux *Mulini* des bals et des représentations théâtrales.

VIII. — Arrivée à Porto-Ferrajo de Fleury de Chaboulon, envoyé par le duc de Bassano. — Entrevue de l'Empereur avec ce jeune émissaire. — Révélations de Fleury de Chaboulon. — Il apprend à l'Empereur la désaffection de la France pour les Bourbons et l'attente du peuple et de l'armée qui espèrent toujours en lui.

IX. — Cette entrevue fit précipiter le départ de l'Empereur de l'île d'Elbe. — Il révèle ses projets à son entourage; à Bertrand qui les accueille avec joie; à Drouot qui ne dit mot, considérant cette entreprise comme néfaste. — Aveux de Napoléon à sa mère et à sa sœur Pauline. — Sa mère ne s'oppose point à sa résolution; sa sœur Pauline fond en larmes. — Chagrin des Elbois à cette nouvelle. — L'Empereur nomme une *junte*, qui administrera l'île en son nom. — Joie des vieux grognards. — Embarquement de la Garde, sous la conduite de Drouot. — De quels navires se compose la flottille, qui va porter la fortune de César. — Adieux de Napoléon aux Elbois.

## I

Devant cette île de vingt-neuf kilomètres de long sur dix kilomètres de large, la frégate anglaise (1) stationnait, avertie par le général Dalesme, le gouverneur, que les canons des forts seraient pointés sur le navire s'il avançait plus près. Le général Dalesme, ignorant ce qui se passait sur le continent, sommé, quelques jours auparavant, par un commissaire anglais de livrer l'île à l'Angleterre parce que l'empereur Napoléon avait abdiqué sous la pression des grandes puissances européennes coalisées contre lui, puis, une autre fois, invité par un commissaire français, au nom du gouvernement provisoire, de remplacer le drapeau tricolore par le drapeau blanc des Bourbons, le général Dalesme était devenu méfiant, et, avant de laisser pénétrer dans la rade un navire de guerre anglais, il exigeait des renseignements précis. L'aviso

(1) *L'Undaunted* qui portait Napoléon.

envoyé par lui en reconnaissance ramena le général Drouot, le colonel Jermanowski, sir Neil Campbell et le colonel Klaus, aide de camp du général Koller, avec une lettre, confiée au général Drouot, de l'empereur Napoléon, annonçant lui-même son abdication, et, depuis le traité de Fontainebleau, créé souverain de l'île, vers laquelle, disait-il, l'avaient attiré les mœurs douces des habitants et la bonté du climat.

Si déconcertante que fût cette nouvelle, il fallut bien y ajouter foi. Le général Dalesme résolut alors de se faire accompagner près de l'Empereur par les plus hauts fonctionnaires de Porto-Ferrajo, le sous-préfet, le commandant de la garde nationale, et Pons de l'Hérault (1), administrateur des mines, afin de lui exprimer la joie qu'éprouvaient les habitants de l'île de le recevoir au milieu d'eux. Cette députation fut présentée d'abord au grand maréchal Bertrand; puis apparut l'Empereur. « Nous fîmes un mouvement, écrit Pons, pour aller à lui. Il vint à nous. Ce n'était pas Thémistocle, banni d'Athènes; ce n'était pas Marius. L'Empereur ne ressemblait à personne, sa physionomie ne pouvait appartenir qu'à lui. Il portait l'habit vert des chasseurs de la garde, avec les épaulettes de colonel. L'étoile de la Légion d'honneur, attachée à sa boutonnière, était celle de simple chevalier. Son air était calme; ses yeux avaient de l'éclat; son regard était empreint de bienveillance. Il était tête nue et les bras croisés derrière le dos. Comme il se tournait à demi, nous vîmes qu'il tenait dans sa main droite un chapeau de marin et cela nous étonna. Nous esseyâmes de bégayer quelques mots, l'Empereur comprit notre trouble. Il nous répondit avec bonté, comme s'il avait entendu tout ce que nous ne savions lui dire. Puis il parla des derniers malheurs, de ceux de la France et des siens et revint sur son intention de se consacrer au bonheur des Elbois. »

(1) Pons de l'Hérault était né à Cette, en 1772, d'un aubergiste espagnol et d'une Française. Il avait commencé sa carrière dans la marine marchande, et il était devenu officier de marine, puis capitaine d'artillerie. Ce fut dans cette situation qu'il fut mis en relation avec Napoléon au siège de Toulon. En 1809, par la protection de Lacépède, il fut nommé directeur-administrateur des mines de fer de l'île d'Elbe. C'était un républicain ardent, un admirateur de Robespierre, ne rêvant que de liberté et d'égalité, un pur jacobin, enfin, qui néanmoins, comme tous ses pareils, s'inclina très bas sous la domination impériale, parce qu'au fond ses principes politiques se résumaient en cette formule : céder toujours à la force. C'est pourquoi, à l'île d'Elbe, il céda à Napoléon.

Au retour dans l'île de cette députation, le drapeau blanc, déployé sur les forts, fut descendu et remplacé, le lendemain, par celui que venait d'adopter Napoléon, fond blanc, traversé d'une large bande rouge, semée de trois abeilles d'or. Dès qu'il fut hissé bien en vue, la frégate le salua de vingt et un coups de canon, et cette salve d'honneur éveilla, tout de suite, un sentiment d'orgueil dans l'âme des Elbois, désormais indépendants, petit peuple sans doute, mais ne dépendant plus d'aucun autre, fier de sa liberté, sous l'égide de celui qui avait gouverné le monde. Le débarquement de l'Empereur avait été remis au lendemain. Toute la soirée, toute la nuit, les habitants de Porto-Ferrajo se livrèrent à un enthousiasme exubérant, et sans rien comprendre à cette extraordinaire aventure, ils préparèrent une réception magnifique à leur nouveau souverain.

Dans la matinée du lendemain, beaucoup des habitants de l'île, montés sur des barques, se dirigèrent vers la frégate, ancrée déjà dans la rade, espérant être reçus par l'Empereur, ou bien l'apercevoir se promenant sur le pont. La plupart étaient accompagnés de chanteurs, ou de joueurs de mandoline, venant donner une aubade à celui qui les devait gouverner. Et pourtant, dans l'île, comme sur le continent, il avait été maudit, et, dans une bourgade, pendu en effigie comme à Orgon. Avec leur mobilité méridionale, ceux-là, maintenant, s'étaient changés en admirateurs. Sur la place de la petite ville où le cortège devait se former, les maisons étaient pavoisées d'étoffes multicolores. Les femmes avaient sorti de leurs armoires, pour les accrocher aux fenêtres, leurs soies qui chatoyaient au soleil. A midi sonnant, un coup de canon partit de l'un des forts de la ville, et fut suivi des salves de toutes les batteries. Alors, la population, massée sur le port, put voir Napoléon descendre de la frégate dans le canot amiral recouvert de tapis. Les marins, sur les vergues, poussèrent trois hurrahs prolongés et, entouré de l'état-major du navire, le souverain de l'île d'Elbe, avec ses officiers composant sa nouvelle cour, fut amené à bord du quai, vers la porte de mer de Porto-Ferrajo. Là, se trouvaient réunis les fonctionnaires et les notables, en tête desquels paradaient le sous-préfet et le maire, tenant en mains les clefs de la ville, symbole accoutumé de soumission. Un peu en arrière, le vicaire général, Arrighi, se disant cousin de Napoléon,

avec le dais de la paroisse, orné de guirlandes et de banderolles de papier doré, de tout le clinquant que le prêtre avait supposé donner au dais plus grand air, pour conduire le souverain au *Te Deum*. Le maire voulut prononcer des paroles de bienvenue et de respect. Son émotion était si grande, que les paroles lui restèrent dans la gorge. Napoléon mit tout le monde à l'aise par un sourire aimable; et tandis que l'unique cloche de la paroisse envoyait, du haut du clocher, dans un branle formidable, ses carillons d'allégresse, il s'avança sous le dais, et le cortège de sa cour et des fonctionnaires le suivit en rangs pressés, mais peu imposants, jusqu'à l'église. La foule était si compacte que chacun piétinait sur place. C'était, de toutes parts, un remous terrible, à grand'peine contenu par l'infortuné vicaire général. Le grand maréchal Bertrand, le général Drouot, le général Dalesme étaient au premier rang, après l'Empereur; ensuite venaient le trésorier Peyrusse et le colonel Jermanowski; puis les commissaires étrangers restés avec Napoléon, sir Neil Campbell et le général Koller; et les fourriers du palais, et le médecin, le pharmacien; enfin l'état-major anglais et la foule des fonctionnaires de l'île et celle des curieux, enthousiastes de l'homme dont ils n'avaient jamais connu que la renommée terrifiante.

Napoléon marchait impassible et songeur, sous le dais oscillant dans les mains des porteurs bousculés. Certes, songeur, il y avait de quoi. La réalité s'imposait cruelle à celui qui avait traversé, en triomphateur, toutes les capitales de l'Europe. Au milieu de cette population bruyante, lançant des pétards jusque dans ses jambes, pour manifester sa joie, il ne retrouvait plus les démonstrations correctes des grandes villes conquises; il y avait trop de différence entre les autres solennités et celles-ci, pour ne point soulever de dégoût son âme orgueilleuse. Son abdication, les adieux à sa Garde, son départ de Fontainebleau, tous ces actes avaient été dignes de son nom et de sa gloire. Mais, à l'heure présente, n'était-ce pas une parodie, une mascarade, au milieu de laquelle le destin narquois lui faisait jouer le premier rôle? Le long de la route, à travers la France, même quand on le poursuivait de cris de mort, il n'y avait point une antithèse aussi frappante du passé au présent. Il portait, alors, le poids de la haine soulevée par ses conquêtes sanglantes; il était odieux, mais non ridicule. Il passait pour

l'écraseur des peuples, qui avait fait couler des torrents de sang, dans ses batailles longues d'une semaine; pour le tyran effrayant qui avait comprimé, sous le talon de ses bottes de conquérant, les libertés les plus essentielles au bonheur de l'humanité. Il était un monstre, lui avait-on crié, mais il était toujours l'homme redouté, au-dessus de tous les autres hommes. Et il y avait encore de la grandeur dans ces insultes et cette aversion menaçante. Maintenant, sous ce dais misérablement paré d'oripeaux de papier, n'était-il pas si avili, si diminué, qu'il en paraissait grotesque; géant en une petite cage? Les Elbois ne comprenaient point cette déchéance. Ils s'enorgueillissaient de recevoir le plus grand général de l'Europe : pour leur pays illustration certaine qu'ils célébraient par des chants et des cris sans fin.

Le vicaire général, plein de son importance, réussit, non sans effort, à mener dans son église cette foule en délire. Un prie-Dieu, orné de la même manière que le dais, était installé au milieu du chœur. Napoléon s'y plaça, s'y agenouilla même, et parut prier, pendant que les chantres au lutrin et tout le peuple, sous les voûtes du monument, entonnaient le *Te Deum*. Lorsque les chants eurent cessé, le cortège se reforma, et avec le même cérémonial, le nouveau souverain fut conduit à l'Hôtel de Ville, qui se trouvait en face de l'église. Dans le salon d'honneur, l'autorité municipale avait fait élever un semblant de trône où Napoléon s'assit pour donner audience à ceux qui devaient lui être présentés; aux membres du tribunal, aux officiers de la garnison, aux maires des communes assistant à son arrivée. Il était en uniforme de colonel des chasseurs de la Garde, avec les décorations de la Légion d'honneur et de la Couronne de fer d'Italie, coiffé du petit chapeau légendaire, sans lequel on ne reconnaissait plus le grand Empereur toujours victorieux. Aux maires venus le saluer ce jour-là, il parut un être surnaturel, instruit autant qu'eux, et mieux qu'eux, des besoins de leur commune. C'était miracle que cette science infuse. Où avait-il appris tout ce qu'il disait, tout ce qu'eux-mêmes savaient être la vérité, d'après leurs souvenirs. Ah! quel bienfait du ciel un homme pareil pour s'occuper d'eux! Elbe serait avant longtemps une île fortunée dont les étrangers seraient jaloux.

Cet étalage, qui les éblouissait, avait une cause fort simple.

A Fontainebleau, durant ses journées les plus malheureuses, il avait cherché à dissiper l'ennui de ses heures, en étudiant, en des livres spéciaux, la topographie de l'île et les produits de son agriculture, les plantes et les arbres qui lui manquaient, et le chiffre de ses échanges commerciaux, et les industries que l'on pouvait implanter dans le pays. Les notes officielles demandées à la sous-préfecture, le matin même de son arrivée en rade, avaient complété ses renseignements de statistique, et avec sa grande habileté de gouvernement, il en avait tiré tout un programme d'administration et un plan d'améliorations.

Après les audiences, les assistants pensaient que cette journée officielle était achevée, et que Napoléon allait se retirer dans l'appartement, installé pour lui à l'Hôtel de Ville. Quelle ne fut pas la stupéfaction des Elbois, de l'entendre demander un cheval et annoncer une excursion aux communes voisines et vers les forteresses. L'activité, le déplacement étaient une nécessité pour lui. Il ne savait être tranquille. Et, d'ailleurs, la petite ville, — sa capitale, — avec ses rues étroites, en pente d'escalier, infestées de l'exhalaison des immondices, en tas dans les coins, lui inspirait le désir d'aller au dehors, en pleine campagne, chercher des impressions plus réjouissantes. A peine arrivé, il pensait à s'éloigner. Le soir même, tandis que fumaient, au bord des fenêtres, en guise d'illuminations joyeuses, les lampions pleins d'huile éclairant les danses du peuple dans les carrefours, lorsque tout le monde se disposait au sommeil, il mandait le sieur Pons de l'Hérault, auquel il annonçait que, le lendemain matin, il irait visiter les mines et déjeuner chez lui. L'administrateur n'eut que la nuit pour préparer cette réception inattendue; et ce ne fut pas une mince affaire. Chambres de la maison, salle à manger, salon, jardin, chemins, bâtiments d'exploitation, il fallut nettoyer, ratisser, embellir tous ces lieux où, dans quelques heures, l'Empereur arriverait. Ces mines composaient le principal revenu de l'île, et il importait au nouveau souverain d'en inspecter l'exploitation et de contrôler l'administration de l'homme qui en avait été chargé. Cette visite, sans doute, satisfit à ses exigences, car le sieur Pons fut maintenu en son poste. C'était, au surplus, un honnête homme, naïf peut-être, mais exact en tous ses devoirs, pointilleux et ri-

gide, tenant ferme aux règlements et d'une probité incontestable. Les dissentiments, qui s'élevèrent entre l'Empereur et lui, eurent pour cause justement le refus, opposé par Pons, de livrer à l'Empereur le revenu des mines, antérieur au traité de Fontainebleau. Pons disait qu'un décret impérial l'avait attribué à la Légion d'honneur, et que, sans un décret contraire annulant le premier, il n'avait pas le droit d'en disposer autrement. L'Empereur eut raison, pourtant, de cette obstination, et la résistance de Pons ne fit qu'augmenter sa confiance dans le caractère et l'honnêteté de son subordonné. Le décret sous les yeux, il disait : « Où avais-je la tête, à ce moment-là? Combien de sottes mesures pareilles durant mon règne? »

Après quelques semaines, il avait parcouru à cheval la plus grande partie de l'étendue de son domaine (1). Il partait, suivi de ses officiers et il arrivait au galop, au milieu des bourgades où les réceptions se ressemblaient toujours : discours du maire, groupes de jeunes filles répandant des fleurs sous ses pas et lui souhaitant la bienvenue, chant de jeunes garçons, étalage de verdures. Rien n'était changé d'une commune à l'autre. Mais, en ses promenades, comme sous les fenêtres de l'Hôtel de Ville, il ne pouvait se débarrasser des chanteurs et des musiciens ambulants, qui le voulaient charmer par des concerts; des artistes italiens qui lui voulaient vendre les statues et les bustes qu'ils colportaient sur la tête, son buste à lui, ceux de Marie-Louise et du Roi de Rome; des moines errants, et des religieuses minables, qui tendaient la main, sans vergogne, et se roulaient dans la poussière, sous les pieds de son cheval, lorsqu'il passait outre, comme s'il ne les avait pas aperçus. A l'Hôtel de Ville où, par force, il logeait, l'accès de sa personne était trop facile, et il attendait avec impatience l'achèvement de la maison qu'il devait habiter,

(1) Pichot écrit : « On croirait que Napoléon veut réaliser le mouvement perpétuel, et il prend plaisir à fatiguer tous ceux qui l'accompagnent dans ses excursions : ce que j'ai éprouvé plus d'une fois par moi-même. Je ne pense pas qu'il lui soit possible de s'asseoir pour écrire, ou se livrer à une de ses occupations de sa retraite qu'il avait annoncées dans les adieux de Fontainebleau, tant que sa santé lui permettra les exercices du corps. Hier (on etait au mois de mai) après une promenade à pied par un soleil ardent, depuis cinq heures du matin jusqu'à trois heures après midi, après avoir visité les frégates et les transports, il est monté à cheval pendant trois heures encore, pour se défatiguer, m'a-t-il dit ensuite. »

au sommet des sa petite capitale, à la place de moulins à vent, les *Mulini* qu'il fit abattre.

Il en voulut être l'architecte (1). Tout y fut prévu par lui, jusqu'au nombre de clous à enfoncer dans les poutrelles, l'épaisseur des murs, la qualité des matériaux. Lorsqu'il en distribua l'intérieur, il dit publiquement : « Là, seront mes chambres ; ici, celles de ma femme et celles de mon fils. » Ces mots furent répétés aussitôt, et les Elbois en furent ravis. Posséder à la fois le grand empereur Napoléon et une archiduchesse d'Autriche, l'honneur en serait extrême. Et l'on surveilla, aussi fiévreusement que lui, la fin de ces constructions que le peuple de Porto-Ferrajo admirait. Il y aurait dans l'île le palais des *Mulini*, comme il y avait à Paris le palais des Tuileries.

Il pourvut ensuite aux emplois de sa nouvelle cour. Puisqu'il était souverain, il devait en avoir au moins les apparences ; ne pas vivre en petit bourgeois et se garantir de la promiscuité des gens que l'audace pousse en avant. Les compétiteurs des places ne manquèrent point. Il n'eut que l'embarras du choix parmi les notables de l'île, qui désiraient être chambellans, et, parmi les jeunes gens riches, officiers d'ordonnance; Bertrand et Drouot restèrent les grands dignitaires de sa maison : Bertrand, comme

(1) « Pendant qu'il faisait construire sa maison des *Mulini*, nous dit Pons de l'Hérault, au milieu des décombres il heurta une pièce de bois et la tabatière qu'il tenait à la main lui échappa. C'était la tabatière sur laquelle il y avait le portrait du Roi de Rome. L'Empereur n'était pas svelte ; son embonpoint était déjà marqué et l'action de ses mouvements n'était pas rapide. Cependant il se plia comme un tout jeune homme pour ramasser ce bijou, et lorsqu'il se fut assuré que la peinture n'avait pas souffert, il en témoigna un plaisir indicible. Il répéta plusieurs fois, qu'il aurait éprouvé beaucoup de chagrin si les traits de son *pauvre petit chou* avaient été victime de sa maladresse. »

Peyrusse écrit également : « Le palais de Sa Majesté était situé sur un rocher, entre le fort Falcone et le fort de l'Etoile dans le bastion des Moulins. A notre arrivée, ce palais consistait en deux pavillons principaux qui servaient de logements aux officiers supérieurs du génie et de l'artillerie. L'Empereur fit décorer l'intérieur des deux pavillons et élever le corps du logis qui les réunissait. Une superbe salle tenait tout le milieu de l'édifice. Elle était au premier étage et faisait partie de l'appartement destiné à la princesse Pauline. Sa Majesté occupait le rez-de-chaussée. De vieilles masures entouraient le palais : elles furent démolies. Les moulins disparurent. Napoléon fit construire, en outre, en contre-bas, une double rangée de petits logements pour ses officiers, véritables casemates dont le toit servait de pavé à la cour. On ne pouvait monter aux *Mulini* que par un escalier dans le genre de la rampe de l'*Ara cœli* à Rome. Napoléon, pour arriver chez lui en voiture, fit établir une rue très raide, mais praticable, aboutissant à l'ouest de la ville, à la Tromba, porte de terre ou porte neuve, véritable tunnel de près de cent mètres de long, à travers les murailles et le roc vif. »

grand maréchal et directeur des affaires civiles, c'est-à-dire ministre de l'intérieur, avec vingt mille francs d'appointements ; Drouot, comme gouverneur militaire de l'île, avec douze mille francs de traitement, remplissant les fonctions de ministre de la guerre de qui dépendaient l'approvisionnement des forts et la police des casernes. Au-dessous d'eux, Peyrusse, le trésorier de la couronne à Paris, qui devint contrôleur général des finances, ministre si l'on veut, sous la surveillance de l'Empereur à qui était réservé le règlement des budgets de la guerre et de l'intérieur. Ses appointements, comme ceux de Drouot, s'élevaient à douze mille francs. Méridional, ainsi que Pons de l'Hérault, jovial et n'aimant rien tant que la chaleur du Midi, celle de Carcassonne où il était né, cultivant les bons mots et les belles filles, ayant si bien organisé sa vie qu'il s'était donné, comme maîtresse, une belle Grecque du nom de Théologos, savourant les plaisirs du présent, sans s'inquiéter de l'avenir, fluet et frisé, les yeux vifs, Peyrusse était attaché à Napoléon parce qu'il avait trouvé, près de lui, ses moyens d'existence, plus attaché encore à sa caisse, qu'il avait sauvée, disait-il, des griffes de Dudon à Orléans (1). Quant à sa marine, Napoléon en donna le commandement à Taillade, lieutenant de vaisseau, marié à une jeune Elboise de bonne famille. Depuis plusieurs années, cet officier habitait l'île. Il était là. Napoléon l'y maintint, afin de satisfaire surtout la vanité de l'aristocratie de Porto-Ferrajo, à laquelle, par mariage, l'officier s'était allié. Mais outrecuidant, hâbleur et incapable, il était détesté de tous les Français. Le culte catholique fut remis aux soins du vicaire général Arrighi, très enclin aux douceurs de la table, au moins autant qu'aux pratiques de la religion, parlant beaucoup, parlant trop comme une commère, dont on se lasse et que l'on évite.

(1) Voici ce que Peyrusse écrivait, à la date du 15 août, dans son journal. Peyrusse voyait tout en beau. « Les journées de l'Empereur s'écoulent dans les plus douces occupations. Aucun de nous ne pouvait assigner le moment où il sortirait de l'île. Tout le monde s'y plaisait. Nos rapports avec la France, avec nos familles, n'avaient jamais été interrompus. L'autorité du souverain se faisait à peine sentir. Les contributions foncières qui s'élevaient à vingt-quatre mille francs rentraient lentement. Napoléon m'avait fait connaître son intention de n'user de contrainte avec aucun contribuable. Tous les autres revenus publics étaient à jour. Notre petite souveraineté était paternellement administrée. Nous vivions sous un climat doux et tempéré, heureux, satisfaits de lier notre existence à celle de Napoléon. »

Après ceux-ci, il faut noter les quatre chambellans choisis parmi les notables de l'île : le Dr Lapi, commandant de la garde nationale elboise, directeur des domaines et des forêts, « l'ami des coteries », ajoute Pons de l'Hérault ; puis le signor Traditi, maire de Porto-Ferrajo, appartenant, nous dit encore l'administrateur des mines, au parti aristocratique ; le signor Vantini, de famille ancienne et illustre, courtois, bien élevé et plein d'esprit dont ses amis redoutaient la piqûre ; enfin, le maire de Rio-Montagne, Gualandi, de réputation douteuse, courtisan très plat, et de conviction versatile, « moins que rien », assurait Pons de l'Hérault. Le sous-préfet, Balbiani, préoccupé surtout de l'éclat de son nouveau costume, devint intendant de l'île, bon homme, dit Pons, originaire de la Toscane, chargé d'une nombreuse famille, ce qui lui faisait chérir sa place. Les fourriers du palais à Paris, Deschamps et Baillon, se transformèrent à Porto-Ferrajo en préfets du palais. Deschamps avait « la tournure d'un vieux gendarme, et même la grossièreté ». C'est encore Pons qui parle. Baillon plus policé se tenait convenablement dans un salon. « Sa parole inspirait confiance ; on aimait à l'écouter. » Pons donne également son appréciation sur les officiers d'ordonnance, sur Zénon Vantini, qui calquait « les mauvaises tendances de son père », sur Pérez (de Longone) « Napolitain de naissance, malotru de la pire espèce », sur Binelli (de Rio) « sans instruction », sur Bernotti (de Marciana) « jeune homme fort ordinaire ». Ainsi les juge Pons, en ses *Mémoires*. Et s'il n'apporte, en son jugement, aucune animosité et point de rancune suscitées par quelque blessure d'amour-propre, c'étaient de tristes personnages que Napoléon chargeait de faire exécuter ses ordres. Paoli, le lieutenant de gendarmerie, monta au grade de capitaine, et « quoique d'une coutisanerie éhontée », il s'empressa d'arborer la cocarde blanche, après Waterloo. Foureau de Beauregard, qui était, à Paris, médecin des écuries impériales, fut promu à l'île d'Elbe au rang de médecin en chef de Napoléon, avec quinze mille francs de traitement. Le pharmacien Gatti n'émargea au budget que pour la moitié de cette somme, ce qui était plus que suffisant au témoignage de ceux qui le connaissaient. Les magistrats furent divisés en deux sections. L'une et l'autre rendaient la justice en première instance, et réunies elles jugeaient en appel. A l'une et à l'autre également étaient déférées

les affaires correctionnelles, et, réunies, les affaires criminelles. Puis, le tribunal de commerce fut reconstitué. Parmi les magistrats, Pons cite le président, Baccini, un Génois, de mœurs très relâchées, mais, comme magistrat, homme intègre; le juge Poggi, habile à faire parler ses interlocuteurs et sachant garder un silence prudent sur lui-même. Enfin, comme en une grande monarchie, Napoléon établit un semblant de Conseil d'Etat, composé de douze notables de l'île; il fonda aussi une école de cadets, pour le recrutement futur des officiers de son armée.

Paul Gruyer, dans son intéressant volume sur *Napoléon à l'île d'Elbe*, écrit : « La domesticité se composa, pour la bouche, d'un maître d'hôtel, d'un écuyer tranchant, d'un chef de cuisine, d'un rôtisseur, d'un aide de cuisine, d'un garçon de fourneau, d'un garçon de cuisine, d'un aide d'office, d'un garçon d'office, d'un sommelier, d'un argentier, d'un garçon d'argenterie et d'un boulanger. Pour le service impérial, proprement dit, deux valets de chambre (1), trois chasseurs dont le Mameluck Ali, de son vrai nom Saint-Denis, natif de Versailles, qui avait remplacé Roustan, et qui fut porté « arquebusier », ou gardien des armes de l'Empereur; un garçon de garde-robe, deux huissiers, huit valets de pied, un tapissier, deux frotteurs, trois hommes de peine, un allume-lampiste et un portier. Ce personnel fut pris soit dans le pays, soit parmi d'anciens domestiques, venus avec l'Empereur, ou qui avaient séparément rallié l'île d'Elbe. Les deux préfets du palais en avaient la direction. Une Elboise, la signora Squarci, fut préposée à la lingerie avec une aide lingère, et une Française,

(1) Le premier valet de chambre était Marchand. Voici les notes qu'a laissée sur lui GOURGAUD, dans son *Journal*. « Marchand était né en 1792, à Paris, d'une famille honorable. Sa mère était à Vienne auprès du Roi de Rome. Marchand entra, en 1811, dans la maison de l'Empereur, qui lui acheta, en 1812, un remplaçant pour cinq cents francs. Il devint à Fontainebleau, après le départ de Constant, premier valet de chambre. Napoléon a dit, de lui, dans son testament : « Les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami. Je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille Garde. » Marchand obéit à ce vœu, en épousant la fille du lieutenant général comte Brayer. PONS DE L'HÉRAULT, dans ses *Souvenirs de l'île d'Elbe* (p. 192), disait de lui : « Il avait reçu une bonne éducation; il en avait bien profité, et beaucoup de fanfarons de naissance auraient pu lui demander des leçons d'urbanité. L'Empereur savait bien ce qu'il faisait, lorsqu'il lui accorda une grande confiance. » Marchand prit part à l'expédition de la *Belle-Poule* en 1840, mais il ne retrouva pas, à Sainte-Hélène, un fils qu'il avait eu d'Esther, fille d'un vieux soldat, que Mme de Montholon avait prise à son service. Ce garçon avait très mal tourné et avait été envoyé au Cap. »

Mme Pétronille, au blanchissage. Un directeur des jardins, le sieur Holard, eut un jardinier sous ses ordres, et un directeur de la musique disposa d'un pianiste et de deux chanteurs. Les traitements variaient entre six cents francs et quatre mille francs. Les quatre mille francs étaient pour le maître d'hôtel; le chef cuisinier en avait trois mille; l'allumeur quinze cents; les frotteurs, huit cent soixante; le portier, huit cents, et les six cents francs étaient pour le directeur de la musique, le pianiste et les deux chanteurs : les soins de la table, du luminaire, du plancher et de la porte étant du nécessaire, et la musique, du superflu. »

C'était, en tout, un personnel de trente-cinq domestiques, se croyant diminués et déchus, eux aussi, parce qu'ils étaient tombés des Tuileries dans la petite maison de Porto-Ferrajo, et ils pensaient rehausser leur prestige par une morgue sans égale. Il en était de même du personnel des écuries, très orgueilleux de son éclatante livrée.

Avec la Garde devaient arriver les chevaux et les voitures de Napoléon. Les écuries n'étaient pas encore achevées. On y travaillait activement, dans les magasins de la pêcherie du thon où elles devaient être installées. Le nombre des chevaux dépassait la centaine; celui des voitures s'élevait à vingt-sept. Il y avait, en premier lieu, les chevaux de campagne de l'Empereur, ceux qu'il montait aux grandes batailles livrées en Europe. Le *Wagram*, un arabe gris pommelé, l'un des préférés de Napoléon, qui le comblait de sucre quand il l'allait visiter : ainsi nommé, parce qu'il portait le grand capitaine à la bataille de ce nom. Le *Montevideo*, de race sud-américaine, de robe bai-brun, avec lequel Napoléon avait fait toutes les campagnes d'Espagne. *L'Emir*, de race turque, alezan à la crinière noire, marqué le long de l'échine comme un mulet, d'une raie noire qui le rendait superbe. Ce fut sur *l'Emir* que Napoléon entra à Madrid. Le *Gonzalve*, de couleur bai-doré, qui avait assisté, avec son maître, aux batailles d'Espagne, à celles de Russie, et en dernier lieu à celle de Brienne. Le *Roitelet*, cheval croisé d'un étalon anglais et d'une jument limousine, que Napoléon montait aux revues; ardent et impressionnable, qui, à Schœnbrunn, en 1809, emporta l'Empereur, en une course folle, dans les rangs de la vieille Garde, et faillit causer la

mort de plusieurs soldats. Avec lui, Napoléon avait traversé les steppes glacées de la Russie; avec lui assisté à la bataille de Lutzen où un boulet frisa de si près les jarrets de l'animal, qu'à l'endroit où la peau fut enlevée, le poil ne repoussa jamais; avec lui encore à Arcis-sur-Aube où un obus éclatant à ses côtés fit tressauter l'animal qui se cabra et renversa Napoléon. Les deux chevaux les plus admirés par le vulgaire étaient deux bêtes de robe blanche, d'une grande beauté. Le premier, *Tauris*, de race persane, donné à Erfurth à Napoléon par le czar Alexandre, de robe gris-blanc argenté, dont les membres se dessinaient avec une finesse élégante, bête magnifique sur laquelle Napoléon fit son entrée à Moscou et en ressortit avec son armée en retraite; sur laquelle il passa le pont de la Bérézina; sur laquelle, enfin, il était monté à Dresde et à Leipsick. Le second, de race normande, blanc aussi, plus lourd, plus étoffé, de nature plus calme, mais d'une apparence royale, produisait un grand effet aux revues et dans les marches triomphales. Pour ces motifs, on l'avait nommé l'*Intendant;* les vieux grognards avaient changé ce nom en *Coco*. Il y en avait deux autres, l'*Euphrate*, de race du Nord, et l'*Héliopolis*, de race arabe, que Napoléon donna, l'un à Bertrand, l'autre à Drouot. Le *Cordoue*, enfin, de race espagnole, de caractère pacifique, était réservé à Marie-Louise. A ces nobles bêtes, Napoléon avait ajouté deux petits chevaux du pays : l'un, de race corse, l'autre, de race elboise, habitués aux courses dans les montagnes, dans les chemins rocailleux, dans les maquis. Pour leur pied sûr, pour leur jambe solide, il n'y avait point d'obstacles. Et tous possédaient un harnachement luxueux, une selle recouverte de velours rouge cramoisi, dont les étriers et les arçons étaient plaqués de lames et d'ornements d'argent. Il y eut, ensuite, les chevaux destinés à l'attelage des voitures, au nombre de quarante-huit; cinq mulets avec leurs bâts, plus vingt-quatre chevaux réservés aux fourgons et aux voitures de roulage, dont se servit l'Empereur pour le transport de ses matériaux de construction.

Le nombre des voitures se décomposait ainsi. D'abord six berlines et la berline « dormeuse », dans laquelle Napoléon, accompagné de Bertrand, avait voyagé de Fontainebleau à Fréjus; puis deux calèches s'attelant à la Daumont; puis encore une calèche de chasse et une autre appelée « calèche de bouche »; deux

chariots de poste, et un landau ; enfin, un cabriolet à fond jaune. Le rouge et le jaune dominaient dans la peinture vernie de toutes ces voitures.

Les écuries, édifiées dans les magasins de la pêcherie du thon, furent distribuées avec luxe et commodité pour les bêtes. Dans chaque boxe une mangeoire, un râtelier à droite et à gauche, et de larges fenêtres répandant partout une lumière abondante. Devant cet appareil de confort, devant ces chevaux de race, de tenue irréprochable, de formes pures et gracieuses, à l'œil ardent, aux naseaux large ouverts, qui avaient respiré l'odeur de la poudre sur les champs de bataille, qui avaient, comme leur maître, leur histoire et leurs états de service, les Elbois comprenaient, mieux qu'ailleurs, la gloire de l'homme qui était devenu leur souverain. Sa renommée leur semblait plus imposante. Ils voyaient de près, maintenant, les restes de cette grandeur perdue et le respect entrait profondément en leur esprit.

Pour soigner ces chevaux, ces voitures, il fallait aussi un personnel nombreux. Il y eut un maître sellier, aidé de deux autres selliers, d'un bourrelier et d'un maréchal-ferrant ; puis un vétérinaire. Pour les sorties de Napoléon, un premier piqueur, un second piqueur et un autre piqueur en sous-ordre ; un cocher, huit postillons et dix palefreniers. Pour veiller à l'entretien des voitures, deux charrons-serruriers et un charron-menuisier. Pour la livrée, un maître tailleur. Elle comportait un chapeau à galon d'or, un frac de drap vert avec des boutons d'or, une veste de drap rouge avec collets superposés. Et l'ordre de service prescrivait que deux calèches seraient continuellement attelées, prêtes à partir, avec la calèche de bouche, garnie d'oranges, de citrons, de vins fins et d'eau-de-vie.

## II

Eu égard à cette façon de vivre, à ces domestiques, ces chevaux, ces voitures; aux frais d'administration de l'île, magistrature, clergé, ponts et chaussées, réparation des édifices, amélioration des routes, les ressources de son budget étaient fort exiguës.

Les contributions foncières ne dépassaient pas vingt-quatre mille francs ; la ferme des Salines, vingt mille ; celle des pêcheries du thon, trente mille. Le plus important de ses revenus provenait des mines de fer qui rapportaient environ trois cent mille francs. Il faut ajouter, au total, les deux millions de rente, qui lui avaient été garantis par le traité de Fontainebleau et qui ne lui furent jamais payés. Enfin, comme trésor particulier, ménagé en cas d'événements imprévus, il possédait les quatre millions rapportés d'Orléans par Peyrusse, prélevés sur la cassette de Marie-Louise. Outre ces dépenses obligatoires indiquées plus haut, il ne faut pas oublier sa petite armée qu'il devait entretenir et solder, environ seize cents hommes, tant officiers que soldats, tant infanterie que cavalerie, dont la Garde formait le tiers ; petite armée sans doute, impuissante à l'attaque, mais, sous son commandement, propre à faire respecter sa souveraineté, son autorité et surtout sa liberté. Sa liberté ! il la devait défendre contre l'incursion des pirates barbaresques, et qui sait ? contre une nouvelle coalition de l'Europe qu'il effrayait toujours. Dans cette crainte, en quittant la frégate anglaise, il avait demandé au capitaine du navire un détachement de marins, qui veillerait à sa sécurité jusqu'à l'arrivée de sa Garde. Un sous-officier couchait tout habillé, le sabre à portée de main, sur un matelas, en travers de la porte de sa chambre, et, lorsqu'il sortait en promenade, un capitaine de gendarmerie, suivi de quelques gendarmes, l'escortait. Ce ne fut que temporaire.

Afin de se concilier les sympathies de sa capitale, il offrit, presque tout de suite, une fête à ses nouveaux sujets, ne la voulant point différer jusqu'à l'achèvement de sa maison, — le palais des *Mulini*, disaient, avec emphase, les Elbois. Dix jours après sa descente dans l'île, le 16 mai, il tint ce qu'on appelait, à Paris, un cercle de cour, réunion de cinquante ou soixante femmes, choisies parmi les plus riches, les plus jolies, les mieux élevées, allant de l'une à l'autre, leur adressant quelques compliments sur leur toilette, les interrogeant sur leur nom, leur situation, leur famille, le nombre de leurs enfants, toutes choses qu'il avait coutume de faire aux Tuileries, ou à Saint-Cloud. Cinquante ou soixante Elboises, c'était beaucoup dans une petite ville de quelques milliers d'habitants, et Campbell y retrouva de jeunes ou-

vrières brodeuses, auxquelles il avait fait porter la veille son habit chamarré pour une réparation. N'importe ! les femmes furent ravies d'être traitées comme les duchesses et les comtesses de la cour impériale. Elles trouvèrent Napoléon charmant ; il conquit, de cette façon, l'admiration de toutes ces petites bourgeoises. Il annonçait, d'ailleurs, ses travaux projetés, plantations d'arbres au bord des routes, reboisement des collines dénudées, meilleur aménagement des eaux, construction d'écuries, de remises, de casernes, de hangars, pour le séchage des filets de pêche, et d'autres améliorations encore, qui apporteraient l'aisance au foyer de chaque famille.

Enfin, le 26 mai, la Garde arriva. Elle était partie de Fontainebleau le 14 avril, sous le commandement de Cambronne, emmenant avec elle les fourgons, les voitures, les chevaux de l'Empereur et des canons. Elle avait traversé la France, le drapeau tricolore déployé contre le drapeau blanc des Bourbons, soulevant l'enthousiasme des populations qui l'accueillaient à l'entrée des villes aux cris de : *Vive l'Empereur!* Partout on lui faisait fête. A Lyon, les Autrichiens qui occupaient la ville, sentant autour d'eux bouillonner l'effervescence populaire, se tinrent prêts à combattre, fusils chargés, mèches de canons allumées ; et malgré les autorités prohibant aux immortels grognards l'entrée des rues et les cantonnant dans les faubourgs, plus de vingt mille personnes se rendirent à leur rencontre et les reçurent par de joyeux vivats. Sur leur passage, dans les bourgades, les étrangers occupant les pièces vacantes chez l'habitant devaient déguerpir. A Vermenton, les Autrichiens s'y refusèrent. Cambronne fit mander le major et lui dit : « Mets tes soldats en bataille devant les miens, nous verrons à qui restera le logement. » Sous cette menace, les Autrichiens cédèrent. Reboul, à Bourgoin, eut le spectacle de l'arrivée de cette invincible phalange dont tous les hommes portaient, sur le visage, les traces glorieuses de leur bravoure, les profondes cicatrices des blessures qu'ils avaient reçues. Il put converser avec un officier qui lui dit : « Nous ne savons pas où nous allons, mais nous savons que nous suivons la fortune de Napoléon ; et cela nous suffit. Que l'on sème des embûches sous nos pas, que la mer s'entr'ouvre sous le vaisseau qui

doit nous porter sur une terre inconnue, nous mourrons contents, pourvu que nous mourions pour lui ! » Le 18 mai, plus d'un mois après son départ de Fontainebleau, ayant traversé Chambéry, Saint-Jean-de-Maurienne, Lanslebourg, le col du Mont-Cenis, la Garde arriva près de Gênes, à Savone. Cinq transports anglais reçurent ces vieux soldats, avec autant de respect que la frégate anglaise pour l'Empereur et, dans la nuit du 25 au 26 mai, ils abordèrent aux quais de Porto-Ferrajo, et les débarquèrent. Formés en colonnes, drapeau flottant sous la bise marine, tambours battants, ils entrèrent à huit heures du matin, dans la capitale de leur Empereur, par la porte de mer, s'arrêtèrent sur la grande place où ils formèrent le carré et acclamèrent longuement leur idole. Enfin, ils étaient là, près de lui ; ils revoyaient l'homme sur qui reposaient leur espérance, leur foi en de nouvelles et plus heureuses destinées. Lui, le visage illuminé d'une joie intense, réconforté par ces hourras qu'il avait entendus les soirs de victoire, ses yeux dans leurs yeux, les contemplant tous, avec une sorte d'amour, il les harangua, les enivra de ses paroles enflammées que lui dictait son âme éprise de gloire ; et s'adressant à Cambronne : « J'ai passé de bien mauvais moments en vous attendant ; mais, enfin, nous sommes réunis et tout est oublié. » Le général, n'eût-il reçu que ces compliments, se trouvait suffisamment payé de ses fatigues (1). Mais il reçut, en outre, le commandement de Porto-Ferrajo dont il fut nommé gouverneur.

Cambronne était né à Nantes en 1770. Il avait, par conséquent, l'âge de l'Empereur. Comme volontaire, à Jemmapes, en 1792, il avait assisté à sa première bataille. Il fit, ensuite, parmi les bleus, avec Hoche, la guerre de Vendée, et cependant il faillit être guillotiné, en 1794, pour avoir dormi dans une chambre tapissée d'emblèmes royalistes. Il était capitaine sous Masséna, dans l'ar-

(1) Une lettre venant de Verdun à l'île d'Elbe, écrite par la mère d'un grenadier de la Garde, indique bien quel prestige avait toujours en France et devait avoir pour les Elbois cette Garde invincible. La mère écrivait à son fils : « Je t'aimons ben plus depuis que je te savons auprès de not' fidèle Empereur. C'est comme ça que les honnêtes gens font. Je te croyons ben qu'on vient des quatre coins du monde pour le voir, car ici, l'on est venu des quatre coins de la ville pour lire ta lettre, et qu'un chacun disait que t'es un homme d'honneur. Les Bourbons ne sont pas au bout et nous n'aimons pas ces Messieurs. Le Marmont a été tué en duel par un des nôtres et la France l'a divorcé. Je n'avons rien à t'apprendre, sinon que je prions Dieu et que je faisons prier ta sœur pour l'Empereur et Roi. »

mée d'Helvétie; colonel après la bataille d'Iéna où sa bravoure avait été signalée à l'Empereur; baron de l'Empire, en 1813 et général de brigade. Dans la campagne de France, à Craonne, à Paris, il reçut six blessures graves, et cependant il ne voulut pas abandonner l'Empereur, et il se leva de son lit à Fontainebleau, pour revendiquer sa place parmi les soldats fidèles qui partageaient le sort du grand proscrit. A Waterloo, l'année suivante, on le releva parmi les morts, couvert d'innombrables blessures, et presque mourant il fut transporté en Angleterre. Car il était aveugle devant le danger, irrésistible dans l'attaque, se jetant, tête baissée, au milieu des mêlées les plus ardentes; et n'y eût-il pas la légende qui lui attribua les paroles dites à l'ennemi, demandant la reddition des derniers survivants de la Garde, son courage héroïque aurait suffi à immortaliser son nom.

Tous ces vieux soldats, aux longues moustaches ébouriffées et menaçantes, ne jouirent point, tout de suite, de casernes spacieuses et commodes. Ils durent se contenter de logements dans les forts qu'abandonnèrent les soldats de la garnison, qui retournaient en France. Telle fut avec les bataillons, corse et elbois, détaillés en note, la petite armée de Napoléon (1).

Sa flotte fut moins importante que cette armée. Il n'avait pu obtenir du gouvernement français la cession d'une corvette. Il ne posséda que le brick l'*Inconstant*, amené à Porto-Ferrajo par le capitaine Moncabrié. Il l'avait refusé à Fréjus et avait préféré faire la traversée sur un navire anglais. Au brick furent adjoints

(1) Paul Gruyer donne les renseignements suivants sur l'armée elboise de Napoléon : « Cette armée se décomposa ainsi : bataillon corse, 400 hommes; bataillon elbois, 400 hommes; grenadiers et chasseurs de la Garde, 472; marins de la Garde, 20; chevau-légers polonais, 84; officiers et sous-officiers de la Garde, 122; Polonais, 24; Mamelucks, 8; musiciens de la Garde, 20; tambours, 14; total, 1 592 hommes, non compris le grand état-major, Bertrand, Drouot, Cambronne, Jermanowski, et le lieutenant de vaisseau Taillade. Plus, 50 gendarmes, italiens et corses pour la plupart. (*Campbell*, édition anglaise, p. 283).

« Des 108 Polonais, officiers et simples cavaliers, 54 détachés à Savone, vers Parme, pour le service éventuel de Marie-Louise, ne vinrent à l'île d'Elbe que le 4 octobre. (*Registre de l'île d'Elbe*, p. 91). Le bataillon corse et le bataillon elbois ne furent jamais complets.

« L'Empereur savait que les enrôlements de la Garde avaient atteint un chiffre de six cents, et c'est celui qu'il porta le 27 avril à Fréjus, sur la note remise par Bertrand à Campbell (*Campbell*, p. 41), en demandant que des bâtiments anglais voulussent bien se charger du transport de ces troupes, de Savone à l'île d'Elbe. Il avait pu d'abord faire à Briare, en voyage, un décompte de la colonne. Mais jusqu'au dernier moment, un *veto* quelconque à l'embarquement était à craindre. »

l'espéronade la *Caroline* portant un canon; deux felouques qui servaient au transport du minerai de fer et qui prirent le nom de l'*Abeille* et la *Mouche;* enfin le chébec l'*Etoile*, navire de quatre-vingt-trois tonneaux, venant de Livourne, acheté par Napoléon, huit mille huit cent vingt-deux francs. Au total, cinq petits navires, sous le commandement de Taillade. Le brick reçut soixante marins d'équipage; la *Caroline*, seize; les deux feloupes, chacune huit et l'*Etoile*, quinze. Les hommes furent recrutés à Gênes, ou dans l'île de Capraia et encadrés par quelques marins de la Garde qui avaient suivi Napoléon. Pour ses promenades en mer, il eut deux canots, le *Hochard* et le *Usher*, du nom du capitaine de l'*Undaunted* qui lui en avait fait présent.

## III

C'était une distraction dont il avait besoin, ces parades, ces harangues, l'installation de sa Garde et la surveillance des travaux exécutés sous la direction de l'architecte Bargelli, à sa maison des *Mulini*. Dès que ses grognards eurent pris quelques jours de repos, il s'empressa de les occuper au pavage des rues de Porto-Ferrajo, à la démolition des masures qui masquaient la façade de son « palais ». Les « vieilles moustaches » protestaient contre cet emploi de leur temps, peu satisfaits d'achever la besogne des terrassiers et des maçons. Napoléon n'en avait cure. Les travaux marchaient avec une célérité croissante, et les améliorations, ainsi faites dans l'île, lui attiraient la reconnaissance des Elbois. Les *Mulini* eurent ainsi une vacherie, une basse-cour, des jardins. Il envoya son jardinier Holard à Gênes, lui acheter des arbres, des graines de plantes potagères, des animaux et des volatiles de basse-cour; et pendant ce temps, ses chevaux chariaient des terres pour les plantations futures et les fourgons emportaient au loin les matériaux des démolitions.

On le vit, ensuite, chercher de tous côtés, dans ses excursions, des terrains propices à la culture des céréales. Ils étaient rares. Les Elbois étaient forcés d'acheter leur blé et leur farine à l'Italie;

et en cas de blocus, comme en ces derniers mois, avant son arrivée, la population courait le risque d'une famine. On lui signala un îlot, dont les terrains, plus bas que ceux de l'île d'Elbe, pourraient, après un défrichement, donner de belles récoltes de froment et du fourrage en abondance pour les bêtes de trait et sa cavalerie. C'était la *Pianosa*, dont la distance la plus rapprochée était de treize kilomètres. Déserte, parce que les colons, jadis établis, avaient été rançonnés ou massacrés par les pirates, et que ceux, venus à la suite, avaient été chassés par les Anglais. Elle n'appartenait à personne; le souverain de l'île d'Elbe s'en empara. Des paysans elbois y conduisaient sur des barques leurs chevaux fourbus et les y abandonnaient jusqu'à ce qu'ils eussent repris de l'embonpoint et des forces; mais ce que l'on y voyait surtout, c'étaient des chèvres sauvages. Napoléon s'y transporta sur son brick, emmenant avec lui de vieux soldats, commandés par deux lieutenants, Gottmann et Larabit, avec l'intention de les y laisser comme colons, les employant d'abord à la construction des fortins, qui les protégeraient contre de nouvelles incursions des pillards. Ils se bâtiraient ensuite des maisons, des écuries, des hangars, formeraient un village avec une église, et se livreraient au défrichement des terres, à la culture des céréales. Au début de leur séjour, les colons devraient se contenter de l'abri des cavernes, qui avaient jadis servi de nécropoles. Mais cette nouvelle occupation de *Pianosa* fut décourageante. Le mauvais temps interrompit les communications avec l'île d'Elbe et priva les habitants de toute nourriture. Ils chassèrent, alors, les chèvres sauvages et pêchèrent des poissons. Pour comble d'infortune, les deux officiers, peu d'accord sur les premiers travaux à exécuter, faillirent croiser l'épée, et Napoléon dut intervenir pour rétablir la paix et encourager cette colonie naissante.

Déplacements, constructions, plantations, projets nouveaux, il berçait ainsi son imagination insatiable, il épuisait son activité débordante; mais il lui manquait toujours une société intime, un cœur aimant près du sien qui romprait cette solitude morale dont il souffrait en silence (1). Campbell, qui a le mieux observé

(1) « L'Empereur, écrit Pons, avait besoin d'affection. Il ne s'habituait pas à son isolement. Il ne se résignait pas à l'absence de son fils, peut-être à celle de sa femme. Des amis éprouvés l'entouraient, mais ils ne pouvaient pas lui dis-

ce grand homme foudroyé, en pleine vigueur d'esprit et de corps, écrit en ses *Souvenirs* que Napoléon lui semblait étouffer dans cette île et que cette terre entourée d'eau était trop petite pour celui dont l'action naguère se faisait sentir jusqu'aux confins de l'Europe. Il prévoyait déjà la résolution du grand capitaine, de s'évader de cette prison monotone, car il jugeait ce qui devait se passer au fond de cette âme figée au milieu de petits bourgeois, sans culture intellectuelle, n'ayant d'autre ambition que d'obtenir une place d'employé. A sa femme et à son fils, Napoléon pensait toujours : il se plaignait du silence de Marie-Louise qui lui avait promis des lettres fréquentes, et qui le laissait dans l'ignorance de sa vie. Corvisart l'envoyait aux eaux d'Aix. De là, se dirigerait-elle vers Parme, et la verrait-il à l'île d'Elbe? La princesse Pauline, du Bouillidou le devait rejoindre dès qu'elle serait remise de son indisposition. Dans sa hâte d'avoir près de lui une personne amie, il l'envoya chercher par une frégate anglaise. Quand elle arriva, il n'y avait point d'appartement convenable pour la recevoir. Napoléon lui abandonna sa chambre aux *Mulini*. Le bruit des ouvriers tapant, sciant, chantant, la força de repartir, s'en allant à Naples, chez Murat, d'où elle reviendrait, lorsqu'elle serait certaine de trouver, à Porto-Ferrajo, une maison où elle pourrait vivre en paix.

Alors, il s'emportait contre son architecte, demandant l'impossible, la livraison des *Mulini*, qui lui procurerait le bien-être et la tranquillité, depuis si longtemps désirés. Il était si pressé d'en jouir qu'il n'attendit point le séchage des peintures, le collage des papiers sur les murs, la solidité des ciments, et l'on voit encore, sur le trottoir qui borde la maison le long des jardins, l'empreinte

penser les consolations qu'il aurait puisées dans l'amour maternel, dans la tendresse filiale... Les rapprochements de la journée étaient fugitifs, lorsqu'ils n'étaient pas purement des rapprochements de travail. Ses soirées avaient, seules, la prérogative de dispenser les douceurs de l'intimité. Mais l'heure du couvre-feu en abrégeait la durée. Tous les autres moments étaient durs, même lorsqu'ils étaient pleins d'activité. Ses soirées étaient d'une simplicité toute bourgeoise. Elles se passaient en causeries pour l'Empereur. Il y avait une table à jeu pour les invités. On y jouait très petit jeu. Seulement l'Empereur blessait souvent les personnes par des mots cruels, et sans se douter du mal qu'il faisait. Il se retirait ordinairement à neuf heures. Alors, il s'approchait du piano et avec l'index il battait sur les touches les notes suivantes *ut, ut, sol, sol, la, la, sol, fa, fa, mi, mi, re, re, ut*, ensuite allait vers les personnes qu'il avait froissées et se réconciliait avec elles. »

du sabot de son cheval, qui le foula avant que la matière ne fût durcie. Cette possession fut un bonheur pour lui. Il s'occupa de meubler ses pièces, ses salons, ses chambres, et il y trouva de nouvelles distractions. Seulement les meubles lui faisaient défaut. Il résolut d'envoyer un navire à Piombino, sur la côte italienne, en face de son île, chercher les meubles que sa sœur, la princesse Elisa, y avait laissés. La principauté, le palais et les meubles étaient aux mains des Autrichiens : le gouverneur protesta contre ce rapt. L'envoyé de Napoléon ne s'en inquiéta pas. Il s'empara du mobilier, fit même décrocher les persiennes des fenêtres et déclouer les parquets, et il enleva le tout, laissant à l'Autrichien un inventaire fort détaillé de son butin, en guise de paiement. En ce temps-là, une tempête se déchaîna fort à propos, poussant sur les rivages de son île un navire ligurien, chargé du mobilier du prince Borghèse, le mari de sa sœur Pauline, qui venait d'être chassé de Turin. Napoléon s'empara de cette cargaison imprévue, la fit estimer en disant : « Après tout, cela ne sort point de la famille. » Le prince Borghèse eût été fort mal venu de n'être pas satisfait. Le propriétaire des *Mulini* put donc garnir de meubles toute sa demeure, en réserver même pour sa mère et sa sœur, quand elles se seraient fixées près de lui, et en donner à ses officiers pauvres. Les *Mulini* prirent alors un aspect agréable, non pas d'un palais, comme les qualifiaient les Elbois orgueilleux, mais d'une spacieuse maison de bourgeois riche qui aimerait ses aises. Le rez-de-chaussée s'unissait de plain-pied avec les jardins, arides et desséchés, il est vrai, dès que les grandes chaleurs commençaient ; mais du côté du Nord, sur la mer, la vue incomparable qui s'étendait jusqu'à la côte italienne, au delà de l'île de Capraia, rendait ce séjour fort séduisant. Pour un poète, pour un rêveur, pour un dégoûté de la vie qui cherche une consolation au spectacle de la grande nature, c'eût été un asile charmant ; pour ce moderne Jupiter, qui avait régné durant quinze ans aux Tuileries, comme dans un olympe majestueux, ce ne pouvait être bientôt qu'une bicoque insupportable.

Il lui fallait autre chose, habits et linge que le commissaire du gouvernement provisoire, le sieur Dudon, avait confisqués à Orléans. La vente d'une prise anglaise, marchandises d'un navire saisi avant la conclusion de la paix, lui fournit le drap, la toile,

la percale, la mousseline dont il avait besoin pour son linge de corps, les rideaux de ses croisées, la livrée de ses domestiques, les pantalons et les gilets d'été de sa Garde. Il retint, au prix de l'estimation légale, les marchandises offertes à la vente. Ce qu'il devait trouver dans les fourgons chargés à Fontainebleau, effets d'habillement, linge de service, livres de bibliothèque, n'en était point encore retiré, dans les premiers jours d'emménagement. Ce fut donc une excellente aubaine que cette vente publique, dont il profita.

Lorsque son installation fut à peu près achevée, il en voulut faire honneur à la société de sa petite capitale, et ce fut la fête de la *crémaillère*, où tous ceux qui portaient un habit de fonctionnaire, un uniforme d'officier, toutes les femmes déjà reçues à sa première fête, furent invités. Comme il n'y avait point encore de théâtre, indiqué néanmoins à la place d'une église, près des *Mulini*, la fête se passa en danses, en conversations coupées de rafraîchissements. L'assistance n'en fut pas moins satisfaite.

## IV

Que va-t-il faire maintenant pour tromper l'ennui de ses longues journées? La chaleur de l'été lui est insupportable. Il se lève à quatre heures du matin; il lit, médite, se promène dans son jardin potager, revient à sa chambre, se recouche, se relève une heure après et monte à cheval pour sa promenade quotidienne. Ce n'est pas suffisant. Ses pensées toujours bourdonnantes l'assaillent de regrets incessants. Il lui semble que la solitude le calmerait, l'assagirait. Il voudrait fuir le contact de sa petite ville qui l'énerve, et respirer l'air librement, en pleine campagne. Ses désirs sont connus. Les propriétaires des environs de Porto-Ferrajo lui offrent leurs maisonnettes, leurs vignobles, leurs petits champs couverts de maigres récoltes. Il se décide, à la fin, pour un site, placé à quatre kilomètres de la ville, au milieu de vignobles qui montaient jusqu'au faîte de la colline. A mi-côte s'élèvent le logis du fermier et les celliers pour la vendange. C'est ce qu'on appella *San Mar-*

*tino*, ce que les grognards baptisèrent « Saint-Cloud » et Pons, « un joujou rural ». A la place des masures, il fit construire une maison où il voulut avoir la « salle des Pyramides », vaste pièce de huit mètres carrés; un salon, orné au plafond de deux colombes symboliques, toutes les deux se fuyant et resserrant, dans leur fuite, les liens qui les attachaient : Marie-Louise et lui. A la droite du salon, sa chambre. Vu la disposition des lieux, le premier étage de la maison formait le rez-de-chaussée, du côté de la montée de la colline. L'étage au-dessous, regardant la pente, était affecté aux cuisines, au logement des domestiques, à la salle de bains où l'on voit toujours, écrit Paul Gruyer, la baignoire de pierre et la fresque d'une naïade tenant un miroir. Le lieu est pittoresque. La vue y domine la largeur de la rade de Porto-Ferrajo et s'étend jusqu'aux lointains vaporeux de la côte italienne. San Martino appartenait à M. Manganaro qui le fit payer fort cher. Après l'acquisition, le nouveau propriétaire y envoya, tout de suite, vingt maçons et une nombreuse escouade de grognards, chargés de réaliser ses projets. Les uns bâtissaient la maison de plaisance, les autres élargissaient la route étroite, rocailleuse et presque impraticable, qui, de Porto-Ferrajo, menait jusqu'à San Martino. Cette fantaisie coûta cent quatre-vingt mille francs à l'Empereur. Mais, il espérait, en cette retraite, pouvoir échapper à l'étouffement des chaleurs de l'été; en cet écart, éviter les audiences quotidiennes que sollicitaient les étrangers, les voyageurs curieux et ses sujets quêtant des places, ou des secours. Presque tous les jours, quelque temps qu'il fît, d'après les mémoires du temps, Napoléon s'y rendait à cheval. Cependant, il en fut bientôt las. L'air n'y était point aussi léger, ni la chaleur aussi douce qu'il l'avait espéré. Il cherchait l'ombre de hautes futaies; il n'y en existait point, et il se résignait à s'asseoir près d'une source pierreuse où, pour se rafraîchir, il buvait à longs traits dans une tasse de cuir. Quant aux vignes embellies de vendange, elles servaient à désaltérer ses grognards qui dirigeaient leur promenade du côté de San Martino. Au milieu des pampres jaunissants et mûris, ils demandaient aux paysans à qui cette belle récolte appartenait. « A l'Empereur, leur disait-on. Ah bien! c'est à nous, puisque c'est à l'Empereur! » Et ils se gorgeaient de raisins.

Il fallait trouver mieux, aller plus loin, sur une montagne plus

élevée. Il jeta les yeux sur le *Monte-Giove*, portant le village de Marciana (1). Ce n'était qu'une agglomération de maisonnettes, inhabitables pour lui. En attendant qu'il eût fait approprier à sa convenance celle de l'ermite, qui desservait la chapelle du village, il fit dresser sa tente de campagne, joignant l'ermitage, celles de ses officiers et de ses domestiques près de la sienne, et ne pouvant faire autrement, les officiers se firent la barbe dans la chapelle. Quant à l'ermite, il coucha dans son étable. Il n'y avait pour y arriver, dit Marcellin Pellet (*Napoléon à l'île d'Elbe*, p. 28), qu'un chemin escarpé où les petits chevaux de l'île, aux jambes de chèvre, parvenaient à se cramponner comme par miracle. Tout en haut, s'élevaient des châtaigniers séculaires, et trois fontaines d'eau glacée.

Après la célébration de sa fête au 15 août, pendant laquelle il y eut course de chevaux sur la route de San Martino, banquets et festins offerts à sa Garde, il était monté vers ce nid d'aigle, sur cette montagne, qui lui rappelait celles de Corse et leurs senteurs balsamiques et les grandes brises soufflant de la mer. Il y retrouvait toute sa jeunesse. Avec ses habitudes de mouvement perpétuel, de déplacements quotidiens, il croyait n'y rester que quelques jours ; il y resta plus de deux semaines. Dès le 23 août, il écrivait au grand maréchal Bertrand, la lettre suivante (*Corresp. impériale* 21615) : « Monsieur le comte Bertrand, il me manque deux volets pour les fenêtres de ma chambre. La troisième fenêtre en a. Tâchez de me les envoyer demain. Envoyez-moi deux lanternes, pour accrocher à la porte de ma tente et un fanal. J'ai apporté mes trois lits de fer. J'ordonne qu'on en descende un à Marciana pour Madame mère. Elle sera bien dans la maison de l'adjoint et pourra venir jeudi. Elle aura une chambre pour elle et trois pour son personnel. Il y a, dans cette maison, les gros meubles nécessaires. Je ferai ajouter une commode. Je crois qu'il y a assez d'objets de cuisine, de bougies et de lumières. Envoyez trois rideaux pour sa chambre. Les tringles y sont. Envoyez-nous des

(1) « Par-dessus tout, écrit Pons, c'était au faîte d'une haute montagne, sur les débris d'un ancien temple de Jupiter, que l'Empereur désirait avoir une habitation. C'était d'une beauté à la fois sauvage et admirable. De là, l'œil embrassait un horizon immense, la côte depuis le mont Argental, jusqu'au golfe de la Spezzia et les îles qui peuplent la mer Tyrrhénienne. Napoléon était en extase devant ce grand spectacle de la nature. Son regard de feu le dévorait. Il ne cessait point de dire : c'est merveilleux. »

feux, des pelles et des pincettes. Je crois que c'est avec raison qu'on dit, qu'il faut faire du feu, le soir. »

En cette lettre, Napoléon prévoyait que sa mère serait heureuse de venir, comme lui, goûter les charmes de cette solitude. Depuis le 2 août, elle avait débarqué à Porto-Ferrajo où Napoléon avait loué, pour elle, la maison de son chambellan, le signor Vantini, à raison de deux cents francs par mois. Fuyant Orléans, elle s'était réfugiée avec son frère, le cardinal Fesch, au couvent de Pradines, puis elle était allée jusqu'à Naples, pour remonter à Rome, où elle attendit les événements. Toute sa famille était dispersée. Elle ne voyait donc pas de place, plus digne d'elle, que près de son fils, aujourd'hui le plus malheureux des hommes, après avoir été le plus grand et le plus illustre de ses enfants. L'île d'Elbe était voisine de la Corse, cette patrie qui lui avait été si chère, et là, sous la protection de Napoléon, elle serait certainement plus respectée et plus libre qu'en aucun autre pays. Elle écrivit à l'Empereur sa résolution, et, dès la fin de juillet, elle décida qu'elle irait s'embarquer à Livourne sur le brick anglais, le *Grosshaper* (la sauterelle), capitaine Battersby, mis à sa disposition par Campbell. Elle voyagea de Rome à Livourne, en deux voitures attelées de six chevaux, avec son chambellan Colonna et quelques serviteurs ; et dès son arrivée à Porto-Ferrajo, elle monta sa maison, comme elle l'eût fait en Corse, ne voulant près d'elle que des Corses, qui, seuls, avaient son agrément (1). En mer, elle s'était étendue sur un canapé, les yeux vagues sur les flots, mélancoliquement rêveuse. Elle ne se réveilla de ses songeries qu'au moment où elle fut avertie que l'on approchait de terre, et qu'avec une longue-vue, elle apercevrait la maison de l'Empereur, les *Mulini*, juchée au faîte du monticule, dominant la rade. Elle se leva soudainement, d'un pied léger se hissa sur l'affût d'un canon et dirigea ses yeux vers le point indiqué. L'ayant considéré longuement, elle revint à son siège et retomba dans son silence.

(1) « Sa demoiselle d'honneur, écrit Pons, sa demoiselle lectrice, sa domesticité, tout le monde, chez elle, est corse ou italien ; sa cuisine est italienne et elle n'invitait jamais personne. Le dimanche elle dînait avec l'Empereur. Presque tous les soirs, on organisait, pour elle, une table de whist. Elle voulait gagner : l'Empereur aussi, et il trichait. Lorsqu'elle recevait, elle paraissait si majestueuse qu'elle intimidait ses visiteurs. »

## V

Si Napoléon ne descendit point de Marciana, s'il vécut retiré sous sa tente, c'est qu'il y devait recevoir la seule maîtresse qu'il eût aimée, la belle Polonaise, qui s'était donnée pour toujours, après avoir eu de lui un fils. Il ne lui avait point ouvert la porte de sa chambre à Fontainebleau et l'avait laissée se morfondre dans un salon d'antichambre. Elle en était partie, tout en larmes, suffoquée de douleur, et, sans doute, il voulait lui faire oublier ce déni d'amour. Des lettres l'avaient averti, et le 1er septembre, il écrivit au grand maréchal Bertrand, d'aller, sur le port, attendre, la nuit, des voyageurs, avec une voiture attelée de quatre chevaux que suivraient des chevaux de selle et des mulets avec des bâts pour les bagages. Ce soir-là, à dix heures, Bertrand vit débarquer d'un navire qui avait traversé la rade, sans observer les prescriptions de police imposées aux autres navires, deux dames, un grand monsieur à lunettes d'or et un jeune enfant. Il s'approcha du groupe avec respect, installa les voyageurs dans la calèche de voyage, et, les précédant, il les entraîna sur la route carrossable de San Martino, jusqu'à la rencontre de Napoléon, qui arrivait sur un cheval blanc. Dès qu'il fallut s'engager sur le chemin de chèvres et monter à Marciana, les voyageurs quittèrent leurs calèches, et, avec Napoléon, sur les petits chevaux de selle, ils grimpèrent jusqu'au haut de la montagne. Le bruit s'était répandu aussitôt que cette dame était l'impératrice Marie-Louise échappée secrètement de la cour de Vienne, et le maire de Marciana avait fait illuminer son village. De tout ce bruit, de toute cette joie populaire, Napoléon fut grandement contrarié. Ce n'était pas Marie-Louise qui le venait voir, Marie-Louise que les Elbois attendaient depuis quatre mois, Marie-Louise, qui avait aux *Mulini* ses chambres préparées, dans les écuries son cheval réservé, Marie-Louise dont l'Empereur parlait sans cesse; c'était la comtesse Waleska. Durant trois jours, il la garda sous sa tente, ne la montrant à personne, tout à son amour, à ses regrets,

à ses projets d'avenir, se livrant tout entier à celle qu'il savait bien ne devoir jamais trahir ses confidences, l'interrogeant avidement sur l'état de l'Europe, sur l'opinion du peuple de Paris à son égard, sur la durée possible des Bourbons ; retrouvant, en elle, enfin, une âme ardente qui le comprenait, qui ne vivait que pour lui. Et il s'emplissait les yeux de ce visage toujours adoré, les oreilles de ces paroles toujours caressantes, l'esprit de ces conseils toujours prudents ; il s'enivrait amoureusement de la présence de cette femme, qui, dans le silence de la haute montagne, lui versait le dictame apaisant sa douleur d'exilé. Ce furent trois jours heureux. Il les aurait prolongés, s'il n'eût écouté que sa passion réveillée ; mais il devait compter avec l'opinion de ses sujets, avertis de la mystérieuse visite ; avec la résistance opposée par la cour de Vienne au voyage de l'impératrice Marie-Louise, résistance qu'il ne pourrait plus vaincre si cette visite romanesque était connue. Il fit partir la jeune femme, la nuit, la priant de s'embarquer ailleurs qu'à Porto-Ferrajo. Cependant la tempête commençait à se déchaîner, et la volonté de Napoléon était impérieuse. Malgré la fureur du vent, la voyageuse obéit. Les deux amants se séparèrent. Puis, la tempête s'élevant plus terrible, Napoléon redouta un malheur pour celle qui lui était si soumise. Il envoya un de ses officiers, derrière elle, lui commander de retarder le départ. Waleska avait triomphé de tous les obstacles ; elle avait quitté l'île, et l'Empereur apprit bientôt qu'elle était arrivée saine et sauve, malgré l'ouragan (1).

Il n'avait jamais cessé de la voir ; durant les guerres d'Allemagne, elle avait partagé ses repas ; à Paris, elle était introduite, nuitamment, par une petite porte aux Tuileries, et vivait ignorée dans un hôtel modeste. Le mariage avec l'Autrichienne n'avait pas interrompu leurs relations. Elle adorait cet homme, pour toute autre qu'elle incompréhensible, dont elle avait discerné la tendresse de cœur, sous l'emportement de la volonté. Et lui l'aimait aussi. Il aimait cette nature un peu sauvage et fabuleuse ; comme les héroïnes d'Ossian, éprise de nobles actions et de gloire ; il aimait cette douceur attentive qui ne contrariait jamais ses projets, qui cédait à tous ses désirs ; généreuse et dévouée, ne

(1) Au moment de son départ, Peyrusse, trésorier de l'île, eut à solder un bon au porteur de soixante et un mille francs.

demandant rien que le bonheur de le savoir à elle. Elle portait au doigt une bague contenant, avec des cheveux de son amant, cette légende : « Quand tu ne m'aimeras plus, je t'aimerai encore. » Marie-Louise n'était que la femme d'apparat qui soutenait Sa Majesté impériale et l'unissait aux grandes familles souveraines; Marie-Louise était la consécration de son ambition; l'autre, la douce Polonaise, la consécration d'un amour plein de poésie. Oh ! sans doute, il fut sensuel, avec un besoin de femmes nouvelles. Mais ces natures violentes, qui cèdent aux sens avec la fougue de leur tempérament, ont aussi des élans mystiques que les passions les plus grossières ne peuvent étouffer. Waleska était, pour Napoléon, la petite fleur très humble qui croît dans la fissure des roches les plus dures.

Ce passage de la femme aimée fut un rafraîchissement, en même temps qu'un réconfort pour sa pensée obsédée de ses insondables projets. Il n'avait jamais eu l'intention de se fixer pour toujours sur cette langue de terre si étroite. Déchéance trop cruelle, lorsqu'il se sentait capable encore de grandes choses et ne subissait cet exil que comme un repos, une halte très courte. Les constructions, les améliorations entreprises, les travaux poursuivis, les plantations d'arbres, les défrichements de terrains, libéralités illusoires jetées aux Elbois, ou bien occupation nécessaire à son activité infatigable. Il se préparait pour une nouvelle existence glorieuse, pour une lutte suprême, qui établirait sa supériorité définitive sur tous ces princes envieux, jaloux de l'asservir et le maintenir éloigné de l'Europe. Il surveillait l'occasion; il s'emparerait de l'heure propice pour réapparaître devant ses anciens sujets, devant sa puissante armée qu'il ferait surgir de terre, comme un magicien, à l'appel de sa voix éloquente. Qui sait si, en partant, Waleska n'avait pas entendu ces mots chuchotés avec conviction : « Au revoir, à Paris (1) ! »

Alors, pourquoi réclamait-il, avec tant de force, la venue de Marie-Louise? Pourquoi ces lettres à elle adressées? Pourquoi envoyait-il un des officiers de sa Garde, à Vienne, Hurault de

(1) « La beauté de la dame polonaise, écrit Pons, était allée droit au cœur du colonel Campbell. L'envoyé anglais soupirait et faisait assidument porter ses soupirs (en Italie où s'était réfugiée la belle personne). Ce fait n'est pas aussi futile qu'on pourrait d'abord le penser. Il eut beaucoup d'influence sur le relâchement de la surveillance britannique. »

Sorbec, dont la femme était attachée au service de l'Impératrice, afin de lui faire porter l'expression de ses désirs de la voir près de lui? Pourquoi interrogeait-il si longuement Campbell, revenant d'Italie, sur les intentions de la cour de Vienne (1)? Pourquoi, enfin, écrivait-il au duc de Toscane, l'oncle de sa femme, pour se plaindre de l'espacement toujours plus grand des lettres de Marie-Louise? N'était-ce pas, cet étalage d'affection et d'impatience, une démonstration propre à masquer le défi qu'il lancerait prochainement au destin?

Et puis encore, tant que l'Autriche lui refuserait sa femme et son fils, il avait tout à craindre pour sa liberté; seul, on l'enlèverait, on le transporterait au milieu des mers, d'où il ne pourrait jamais revenir. Seul, il se trouvait à la merci de ses ennemis, à la merci de leur audace et de leur force. Marie-Louise aurait été une sauvegarde, et il l'appelait à lui. Il y avait bien encore, dans cette multiplication de lettres et d'appels, quelque sourde colère contre celle qui l'abandonnait aussi vite, et voyageait, en Suisse, en compagnie d'un général autrichien, que l'on disait déjà son amant. Waleska ne pouvait lui avoir caché les caquets, colportés dans les cours de l'Europe, et sans lui révéler brutalement cette

(1) « Il me demanda, écrit le colonel (cela au mois de septembre 1814), si j'avais appris en Italie, ce que prétendaient faire les Autrichiens de sa femme et de son fils. Etait-il bien vrai qu'on avait interdit à l'un et à l'autre de venir le rejoindre? Cette interdiction avait excité l'indignation générale même à Vienne. On ne pourrait citer, dans les temps modernes, un second exemple d'une pareille barbarie, d'une pareille injustice, sans aucune raison d'Etat. L'Impératrice lui avait écrit, et il savait ce qu'elle désirait. Elle était absolument prisonnière, car il y avait un général autrichien qui l'accompagnait pour l'empêcher de s'échapper et de venir à l'île d'Elbe. Avant qu'elle quittât Orléans, on lui avait promis qu'elle recevrait des passeports, pour qu'elle pût le rejoindre. L'empereur d'Autriche est mené par Metternich, mais Metternich est mené lui-même, car quoiqu'il ait du talent, il est d'un esprit léger. Au retour de Suisse de Marie-Louise, il disait encore à Campbell: « L'Impératrice avait promis de m'écrire tous les jours, à son retour « de Suisse à Vienne, et je n'ai reçu qu'une lettre d'elle. Mon fils m'est enlevé, « comme étaient autrefois enlevés les enfants des vaincus, pour orner le triomphe « des vainqueurs. L'empereur d'Autriche doit se souvenir que j'en avais agi bien « différemment avec lui, lorsqu'il était complètement à ma merci, et qu'aucun « lien de mariage n'existait entre nous. Je suis entré deux fois à Vienne en vain- « queur, et je n'ai jamais manqué de générosité envers lui. Ce n'est pas moi qui ai « sollicité cette union avec sa fille. C'est Metternich qui la proposa à Narbonne. « J'ai été très heureux avec ma femme, mais ce mariage a été très funeste à ma « politique. J'aurais mieux fait d'épouser une princesse russe... L'empereur « d'Autriche, je le répète, est ingrat et faible. Il est venu, une fois, en suppliant, « dans mon camp. Il est si faible qu'il disait dernièrement à Marie-Louise, que « Metternich était un ami pour moi, et défendait mes intérêts... »

descente dans le libertinage d'une femme, qui portait le plus grand nom du monde, en ce moment, elle avait dû, par ses insinuations et ses réticences, lui faire comprendre qu'il était inutile de regretter la mère de son fils, qui déshonorait son nom. En scrutant les motifs de la conduite de Napoléon envers Marie-Louise, n'est-ce pas ce que l'on découvre (1)?

Les Elbois s'étaient laissés prendre à tous les travaux commandés par leur souverain. Ils avaient confiance en lui. C'étaient, de mois en mois, de nouvelles maisons de campagne qu'il improvisait à Porto-Longone, à Rio; c'étaient des plantations de mûriers, en grand nombre, le long des routes rectifiées et rechargées; c'était un théâtre municipal que l'on édifiait, et l'arrivée de sa sœur Pauline, qui s'établissait aux *Mulini*, dans les pièces destinées à Marie-Louise; c'étaient des fêtes données et annoncées qui semblaient écarter toute idée de départ. D'ailleurs, la prospérité de l'île croissait chaque jour; la population augmentait par l'immigration de négociants et d'entrepreneurs de travaux, par l'incorporation permanente de vieux soldats, venus de France, aux bataillons de la Garde. Les étrangers affluaient, désireux de présenter leurs hommages à l'Empereur, de grands seigneurs anglais qui mettaient leur honneur à venir encenser la gloire du grand capitaine, malgré les calomnies et les outrages dont la presse sti-

(1) Avant la visite de Waleska, avant qu'il n'eût appris son escapade avec Neipperg en Suisse, Pons rapporte une anecdote qu'il faut connaître, pour démontrer toute l'affection qu'il avait gardée à sa femme, et surtout à son fils. Pons écrit : « Le père de Bertrand apporta de Rome des gravures. L'Empereur les examina avec curiosité. Tout à coup, il s'arrêta, devint rouge et avec un frisson marqué, il s'écria : *Voilà Marie-Louise*. Ce cri d'émotion extrême nous avait tous jetés dans une espèce de stupeur. Nous portions sur l'Empereur un regard d'anxiété. Il s'en aperçut et chercha à se remettre. Alors, il décomposa la figure de l'Impératrice, et il en apprécia chaque trait. Il prit la gravure suivante. C'était celle du Roi de Rome. Ici, tout me manque, pour faire comprendre l'expression paternelle que l'Empereur mit à ces mots : *Mon fils !* Ce tableau déchirant est toujours présent à ma pensée. La tendresse, l'amertume, le bonheur, la misère, l'espérance, le découragement, le passé, le présent, l'avenir, tout s'était caractérisé dans l'accent presque surnaturel avec lequel l'Empereur avait dit : *Mon fils !* Ce n'était pas un cri. Non, l'Empereur ne cria pas. Nous l'entendîmes à peine. J'ignore ce que c'était. Je n'ai jamais pu me l'expliquer. L'Empereur se couvrit le visage avec la gravure, répéta : *Mon fils !* et un long silence succéda à cette répétition. On n'osait pas même respirer. L'Empereur s'enferma dans son cabinet; il y resta une demi-heure, et il était tout défait lorsqu'il en sortit. Il monta en voiture sans rien dire à personne. On avait eu tort de surprendre sa sensibilité. Il resta plusieurs jours sous l'influence de cette surprise. »

pendiée l'abreuvait (1). Cependant, combien d'aventuriers aussi tombaient dans l'île avec l'espérance d'être embauchés pour un coup de force, pour une entreprise audacieuse (2); et parmi ces aventuriers, combien d'assassins, excités tacitement par le gouverneur de Corse, Bruslard, à faire disparaître l'homme qui, sans armée et sans marine, faisait toujours trembler l'Europe? Napoléon, qui avait sa police fort bien renseignée, fit avertir Bruslard qu'à la moindre tentative contre lui, il enverrait ses grenadiers s'emparer du chouan régnant en Corse, au nom des Bourbons, et le ferait fusiller. Bruslard se le tint pour dit. L'île n'était plus reconnaissable. Chaque ville sur le rivage semblait maintenant un caravansérail où se coudoyaient des individus de toutes les nations, des oseurs, des risque-tout dont les mouvements désordonnés imprimaient à cette petite terre une apparence étrange.

Napoléon était satisfait de ce mouvement de population dans sa petite capitale, de l'intérêt que lui portaient les étrangers, et il disait, un jour, avec un peu d'emphase à son fidèle Bertrand, que l'île d'Elbe et Porto-Ferrajo, en particulier, offraient un spectacle fort curieux; que, dans les rues, défilaient des individus de toutes les nations, débarqués exprès pour lui. Sans se déranger,

(1) Henri Houssaye (*1815*, 1er vol., p. 154) cite les officiers de l'escadre anglaise de la Méditerranée, des gentilshommes italiens comme le comte Setta, des pairs d'Angleterre, comme lord Douglas, lord Ebrington, lord Bentinck, des touristes de tous les pays, comme le Norvégien Kundtzen, et le conseiller d'Etat prussien Klamproth.

(2) Walter Scott, *Vie de Napoléon*, t. VIII, p. 332. « Dans le fait, Porto-Ferrajo méritait le nom de cosmopolite. C'était comme la cour d'une grande caserne, remplie de militaires, de gendarmes, d'officiers de police de toute espèce, de réfugiés de toutes les nations, de gens qui dépendaient du chef seul et qui en attendaient tout, de domestiques et d'aventuriers, ayant tous quelque point de contact avec Bonaparte et ayant reçu ou espérant recevoir de lui quelques bienfaits. Dans cette foule mélangée, des bruits de toute espèce avaient cours, aussi nombreux que les atomes qu'on voit dans un rayon de soleil. Des individus suspects y paraissaient et disparaissaient sans laisser aucune trace de leur voyage, ni des motifs qui y avaient donné lieu. Le port était rempli de navires venant de toutes les parties de l'Italie. C'était un effet de la nécessité d'approvisionner l'île dont la population avait pris tout à coup un accroissement extraordinaire. Mais des navires de toutes les nations s'arrêtaient aussi à Porto-Ferrajo, soit par curiosité, soit par spéculation, soit par suite de vents contraires. Les quatre vaisseaux armés de Napoléon, et dix-sept bâtiments employés au service des mines, étaient constamment occupés à des voyages dans toutes les parties de l'Italie et en ramenaient ou en reconduisaient des Italiens, des Siciliens, des Français, des Grecs, qui tous paraissaient fort affairés, mais ne donnaient aucune raison de leurs allées et venues. Domenico Ettori, moine défroqué, et un Grec nommé Theologos étaient regardés comme des agents de quelque importance dans l'entourage de Napoléon. »

il voyait, ajoutait-il, de grands personnages que, sur le continent, il n'aurait jamais connus. Souveraineté d'un genre nouveau. Le monde civilisé comparaissait devant lui. Les hôtels de la ville étaient pleins; tous les habitants louaient leurs chambres disponibles et elles ne suffisaient plus. Les restaurateurs se faisaient payer leurs repas le prix qu'ils voulaient. Les navires amenaient, à la fois, des centaines de voyageurs qui ne repartaient qu'après avoir vu l'homme extraordinaire que l'Europe coalisée avait seule pu vaincre. De vieilles dames épuisaient jusqu'au fond de leur bourse leurs modestes épargnes en un voyage à l'île d'Elbe. D'autres arrivaient accompagnées de leurs filles, jeunes beautés à l'œil agaçant, toutes prêtes pour une aventure amoureuse. Quelques-unes empruntaient un nom aristocratique, afin d'être admises à la « Cour impériale ». L'Empereur n'en était pas dupe. Leur intempérance de langage mettait à nu leur supercherie (1). Chez un grand nombre de ces passantes, ce n'était qu'un moyen de découvrir quelque nouvelle importante, qu'elles communiqueraient, moyennant finances, aux ambassades ou aux consulats dont l'attention se portait, plus que jamais, sur tous les faits passés à l'île d'Elbe.

## VI

Deux hommes surtout s'y attachaient.

Le premier était le colonel sir Neil Campbell que l'Angleterre avait maintenu à Porto-Ferrajo, seul des commissaires compagnons de route de Napoléon depuis Fontainebleau. Campbell, d'origine écossaise, un peu hautain, se montrait envers Napoléon

(1) Les mémoires de l'époque racontent, par le menu, les aventures de la pseudo-comtesse de Polignac, une intrigante de la pire espèce, venue à l'île d'Elbe pour spéculer sur les renseignements qu'elle pourrait recueillir afin de les revendre au plus offrant, et celles de la belle Mme Théologos, la maîtresse du trésorier Peyrusse, une Grecque de Paris, tombée du ciel avec son mari, ancien agent de Napoléon dans le Levant, qui touchait deux cent trente francs par mois, pour rédiger un dictionnaire grec-italien-français, et celles de Mme Colombani, femme d'un commandant corse et dame d'honneur de la princesse Pauline, et celles de la maîtresse du commandant d'armes, chez qui se réunissaient les officiers supérieurs, jolie personne dont la discrétion était le moindre défaut.

d'une dignité polie, d'une correction rigide, affectant une bonne volonté, un empressement bienveillant à rendre, au souverain de l'île, les services qu'il pouvait désirer. Soldat, mais homme du monde et de manières affables, il avait combattu en Espagne et en Portugal, sous Wellington, contre les armées françaises ; en Champagne, contre les derniers bataillons de Napoléon, et à Fère-Champenoise, il avait été blessé d'un coup de lance par un Cosaque ignorant qu'on peut parler français, et être Anglais, allié des Russes. Il n'était plus jeune, et en divers voyages à travers l'Europe, il avait compris la haine que les chancelleries nourrissaient contre l'homme terrible qui les avait si malmenés au temps de sa grande puissance. En cette vie agitée, comme celle de beaucoup de ses compatriotes, il avait acquis l'expérience d'un diplomate. Observateur, et très fin, il savait ce que le ministère anglais exigeait de sa perspicacité ; et son esprit se tendait uniquement sur la découverte des projets de Napoléon. Afin de justifier sa présence à l'île d'Elbe, l'Angleterre en avait fait un intermédiaire entre le souverain et la flotte stationnaire dans la Méditerranée, protégeant l'île contre les pirates barbaresques. Au vrai, Campbell n'était qu'un espion de gouvernement, un œil ouvert sur les actes de Napoléon. Il ne se dissimulait pas tout l'odieux de ce rôle. Mais, pour sa patrie, il l'avait accepté, et il le remplissait avec zèle.

Il n'avait pas tardé à deviner sous l'agitation fébrile du propriétaire de l'île, démolisseur et constructeur à la fois, prodigue un jour, avare un autre, une résolution persévérante d'abandonner sa principauté. Il supposait que l'Italie devait attirer ce « foudre de guerre » plus que tout autre pays, parce qu'il y trouverait les armées de Murat et les peuples mécontents d'être retombés sous le joug de l'Autriche. C'étaient donc ces rivages voisins qu'il recommandait à la flotte anglaise d'observer. Et de Livourne à Naples, il allait et venait, contrôlant les rapports de ses agents, se défiant des officiers napolitains qui abordaient à Porto-Ferrajo, les désignant, tout de suite, à ses affidés. Mais Napoléon, de son côté, n'avait pas été long à se rendre compte de la mission d'espionnage que cachait la présence toujours aimable et complaisante du colonel anglais. Ce protecteur déclaré n'était qu'un surveillant masqué qui allait suivre, d'un œil jaloux, les visites faites aux

*Mulini;* qui allait mettre aux trousses des nouveaux arrivants de louches personnages afin de connaître le but de leur voyage. Et l'un et l'autre, néanmoins, se présentaient beau visage, échangeant de courtoises politesses, quoiqu'ils sussent bien que chacune de leurs paroles dissimulait un mensonge. Campbell ne s'affranchissait jamais de son urbanité caressante. Napoléon, non plus. Toutefois il éloignait l'Anglais de son entourage, ne l'invitant plus que rarement à ses soirées et à ses fêtes. Il le tenait à distance. Campbell n'en était point surpris. Il comprenait sa disgrâce, en connaissant la cause, ce qui ne l'empêchait point d'affirmer son heureux contentement de vivre à l'île d'Elbe, près de l'homme que les Anglais les plus honorés et les plus recommandables venaient, chaque jour, saluer. L'île était couverte de ses correspondants qui le renseignaient sur les moindres gestes de l'Empereur. Ce n'était pas encore assez. Il cherchait à circonvenir les plus intimes amis de Napoléon, même Bertrand, même Drouot, qui voulurent bien ne rien comprendre à ses avances et à ses allusions. Dans le personnel des écuries, il trouva plus de complaisance; dans les femmes de service de la princesse Pauline également; en Taillade, enfin, le chef de la marine elboise que sa vanité et son manque de fortune prédisposaient à la trahison (1). Et Taillade eut livré très facilement l'homme qu'il conduisait souvent sur son brick à la *Pianosa*. Seulement Campbell, actif et entreprenant, cédait quelquefois à ses tendresses de cœur. Ses absences de l'île d'Elbe, ses voyages sur la côte italienne n'avaient pas que des raisons politiques. L'amour y tenait grande place. Les jolies femmes l'attiraient sur le continent, et, plus d'une fois, la princesse Pauline le provoquant par ses sourires, l'avait entraîné jusqu'à Livourne, lui faisant espérer un bonheur qui lui échappait sans cesse. Se prêtait-elle à ce petit manège pour donner à Napoléon le temps de fuir?... Peut-être!...

Et cependant, et quelles que fussent les préventions de Napoléon contre Campbell, c'est lui qu'il choisissait de préférence pour interlocuteur, lorsque les souvenirs du passé envahissaient son esprit, lorsque débordaient son chagrin et son amertume sur sa vie présente. Campbell rapporte, en ses *Souvenirs*, une de ses

(1) Napoléon n'ignorait rien. Taillade fut remplacé par le capitaine Chautard. un ancien pilote, en temps opportun.

confidences, plutôt un des monologues de Napoléon... « Après avoir, écrit-il, prodigué les épithètes et les substantifs les plus outrageants à M. de Talleyrand, à propos de l'exécution du duc d'Enghien, il déclara qu'il demandait aux Bourbons d'agir avec lui, comme il avait agi avec eux... Je ne souffrais pas, disait-il, qu'on en parlât ni en bien, ni en mal, interdisant l'éloge, mais interdisant aussi l'invective. On est moins discret à mon égard, depuis que j'ai abdiqué le trône. Ne va-t-on pas jusqu'à me traiter de lâche ! Ai-je besoin de prouver que je n'ai pas manqué de courage comme soldat ? Même n'ai-je pas donné l'exemple d'un autre courage, en venant vivre dans cette bicoque, isolé du monde, sans occupation qui puisse m'intéresser, n'ayant pour causer aucun savant, sans société, excepté rarement la vôtre, colonel, et sans argent. Oui, sans argent ! Car, en quittant Fontainebleau, je fus obligé d'avoir recours à la caisse de l'Impératrice pour faire la route jusqu'ici. Eh bien ! on a trouvé moyen de m'insulter même dans l'exposé du budget où l'on n'a pas tenu compte des quatre cents millions du domaine privé, dont s'est emparée la famille royale !... Je voulais répondre à cet exposé, mais j'ai réfléchi qu'il valait mieux me taire... ai-je besoin de rappeler tout ce que j'ai fait pour la France et les millions que j'ai consacrés à des travaux d'utilité publique ? Mais non ; c'est aux gouvernements qui ont précédé le mien qu'on attribue ces travaux, et les monuments qui n'existaient pas avant moi. Et les égouts de Paris, les quais ?... Il s'agit, paraît-il, de restituer les biens des émigrés... acte de justice, plutôt que de bonne politique auquel j'avais pensé, mais que je n'ai pas osé faire ; les rênes tremblaient dans mes mains toutes les fois que j'y pensais. La postérité sera moins partiale. Elle ne me traitera pas de Néron, ni de Brutus, comme on me traite à Paris, dans maintes publications, au risque de susciter un assassin. Je suis préparé à tout, même à être assassiné. Puis-je douter des intentions de ceux qui, pour gouverner la Corse, ont fait choix d'un homme tel que ce Bruslard, employé par les Bourbons, pendant qu'il était en Angleterre à y comploter et conspirer avec Georges et autres émigrés ou chouans. Bruslard, afin de se rapprocher de l'île d'Elbe, vient de changer sa résidence d'Ajaccio pour celle de Bastia, et, depuis ce changement, il ne sort plus qu'escorté de quatre soldats... »

Le second des surveillants attitrés de Napoléon était le consul établi à Livourne par le gouvernement français; ancien émigré, ancien officier, du nom de Mariotti, que Talleyrand y avait envoyé dès le mois d'août. Après un voyage de Hyde de Neuville sur le littoral, ce royaliste combatif avait cru découvrir une conspiration bonapartiste contre l'ordre établi, une entente de Murat avec le souverain de l'île d'Elbe, pour révolutionner l'Italie et déchaîner de nouveau la guerre contre les vieilles monarchies. Il signalait à Talleyrand le passage continuel d'officiers, d'Italie à Porto-Ferrajo, même celui de la comtesse Bertrand et de Mme Lœtitia, d'émissaires porteurs de dépêches, d'intrigants et d'aventuriers fauteurs de révolutions d'où ils retireraient force avantages. Talleyrand, le plus timoré des ministres français, redoutant pardessus tout le retour offensif de Napoléon, s'empressa d'établir, le plus près possible de l'île, à Livourne, un poste d'observateur contre ce terrible adversaire. Mariotti avait eu à se plaindre de l'Empereur. Sa carrière de soldat avait été si peu glorieuse, qu'à la première Restauration, il n'était que colonel. A Livourne, il apportait donc une ardeur haineuse contre son ancien souverain.

Plus d'archives, plus d'indications de personnages propres à ce métier d'informateurs, à qui on pouvait s'adresser en toute sûreté. Mariotti en racola partout, des bons et des mauvais, marchands, colporteurs, fonctionnaires et militaires déchus, qui lui envoyèrent de l'île tous les caquets flottants dans les rues de Porto-Ferrajo, tous ceux qui s'échappaient des antichambres de la cour, toutes les nouvelles que, sur les apparences, ils jugeaient certaines, mais d'une nature si singulière qu'il fallait une dose extrême de naïveté pour y ajouter foi. Les royalistes s'en contentaient. Sans doute, il était certain, écrivaient-ils, que des relations fréquentes se poursuivaient entre Naples et Porto-Ferrajo; elles n'étaient point dangereuses. Napoléon n'était plus le guerrier redoutable des dernières années, son intelligence déclinait, ses habitudes s'embourgeoisaient. On l'avait vu, à San Martino, courir après des poules picorant le raisin de ses vignes; s'adonner avec les petites dames de sa capitale à des jeux d'enfant : à colin-maillard, à d'autres distractions puériles. Il épaississait, montant moins à cheval qu'autrefois, aimait à se prélasser en voiture et à s'abandonner à un *far niente* déprimant. L'un même racontait sérieusement que

l'Empereur, habillé en colonel de garde nationale, s'était assis, un jour de chaleur, et tout habillé, en un fossé rempli d'eau, y était resté quelques instants, puis était monté à cheval, attendant pour changer de vêtement qu'il eût froid aux pieds. D'autres ajoutaient que, parmi les soldats de sa garde, sa popularité déclinait. parce qu'il affectait, à leur égard, une parcimonie sordide, les payant peu et les forçant à un travail de manœuvre, ce qui les avait désenchantés; les forçant même à se nourrir de farines avariées qui les avaient rendus malades. Les farines vendues, la rancune durait toujours et les désertions commençaient. Que ferait-il, quand il n'aurait plus d'armée?

On annonçait, comme une échéance prochaine, l'explosion de la folie. Et n'était-ce point de la folie déjà, que cette création successive de quatre maisons de campagne, qu'il nommait « palais », vieilles murailles recrépies, dont il changeait, de semaine en semaine, la destination? Que dire, en outre, de cette cour ridicule de Porto-Ferrajo, où l'on rencontrait des chambellans borgnes dont les mains n'avaient jamais porté de gants? C'était un homme usé, autant par les jouissances sensuelles, par les maladies secrètes qui le rongeaient, que par le surmenage de la guerre et de la politique. Déjà, dans tous les journaux de Paris, ses adversaires, on écrivait que Napoléon devenait fou. Les royalistes aimaient à se bercer de cette croyance qui caressait leur haine contre leur ancien oppresseur. Louis XVIII et Talleyrand étaient moins crédules et pensaient que leur sécurité ne serait certaine qu'après le transport de Napoléon hors d'Europe, dans une île, son tombeau. Eh quoi! disait Talleyrand, de la folie, de la décrépitude! ce n'est que comédie. Il connaissait Napoléon, les ressources de cet esprit subtil, les dissimulations de cet observateur avisé qui n'agissait qu'à bon escient. Tout ce que l'on racontait de lui, de sa cour, de ses plaisirs, de ses constructions édifiées à la hâte et de tous côtés, était un calcul profond pour dérouter l'attention et la prudence. Il fallait le mettre hors d'état de nuire; et ce fut lui, Talleyrand, qui fit la proposition, au Congrès de Vienne, d'enlever Bonaparte de l'île d'Elbe, et de le tenir captif, en un autre hémisphère.

Ceux qui traitaient de folie l'organisation de ce gouvernement minuscule, modelée sur celle des grands Etats, oubliaient que les Bourbons avaient été encore plus ridicules dans leur petite cour

de Vérone, de Mittau, et d'Hartwell. Est-ce que Louis XVIII n'avait pas imité le grand roi de Versailles? N'avait-il pas eu ses gardes, comme Louis XIV; des ministres et même des ambassadeurs, dans les grandes capitales de l'Europe; et il ne possédait ni royaume, ni sujets? La France l'ignorait; la France le repoussait; et dans sa folie de grandeur, — folie c'était la vérité, alors, — dans son désir de détruire la France, plutôt que de renoncer à être roi, il ne cessait de fomenter, contre le gouvernement établi, des complots, et, dans les provinces, des séditions, des guerres fratricides, arrosées de sang et semées de carnage. Les rapports des agents de Mariotti eussent-ils été vrais, qu'il n'en résultait aucune preuve de décrépitude morale, d'affaissement de caractère, ou de folie de l'Empereur. Avait-on reproché à Bonaparte, consul, de jouer aux « Barres », dans les jardins de la Malmaison? Puisqu'on avait réduit ce grand homme au rôle de roi d'Yvetot, il était naturel qu'il s'amusât, comme ce roi légendaire? Si élevé que soit l'esprit, si profonde que soit la pensée, n'est-il jamais, dans la vie, une heure de détente où l'on descend au niveau des autres hommes? Et rire est le propre de l'humanité.

## VII

De rire, pourtant, Napoléon n'avait point envie. L'argent lui manquait. Les ressources, tirées de son île, revenus des mines, impôts fonciers, fermage des pêcheries et des salines, étaient insuffisantes pour les dépenses de sa maison; et il avait, de plus, à sa charge, une petite armée. Il put croire, dans les premiers mois de son séjour, que les deux millions de rente, garantis par le traité de Fontainebleau, lui seraient payés. Ne recevant rien, il avait fait une réclamation à laquelle le gouvernement des Bourbons n'avait pas daigné répondre. Dans un an, dans quelques mois peut-être, il ne lui resterait plus rien de la somme prélevée à Orléans, par Peyrusse, sur la cassette de Marie-Louise. Allait-il repousser jusqu'aux derniers jours, la résolution que lui commandait cet état précaire! Sur son budget de 1815, il avait opéré des

suppressions qui lui aliénèrent certainement de loyaux serviteurs; il avait diminué le nombre de ses chevaux d'attelage, vendu plusieurs de ses voitures, réduit ses dépenses de chauffage, d'éclairage, de blanchissage, et forcé ses officiers subalternes à se loger aux casernes. Désormais, ses payements se décomposèrent, moitié en espèces sonnantes, moitié en bons sur la rente inscrite à son nom au grand livre du gouvernement français. Il déplorait cette nécessité, humiliation qu'il ne supportait qu'avec peine, car ses créanciers pouvaient lui dire : « Ne vivez point en souverain, mais en bourgeois. Les produits de l'île d'Elbe vous suffiront. » Cette situation pénible était connue à Paris et les royalistes s'en réjouissaient. Sans argent, disaient-ils, que pourrait entreprendre l'homme sinistre dont le nom seul était leur épouvantail, et dont ils se moquaient, le sachant pauvre. Peyrusse, le trésorier, s'alarmait de ces embarras d'argent; il comprenait qu'il y fallait une fin. Entre eux, ses familiers disaient : « Cela ne peut durer. » D'ailleurs, la monotonie de ce séjour les accablait. Les beaux sourires de la princesse Pauline les déridait pendant quelques heures, lorsqu'ils la voyaient près d'eux, lorsque par la séduction de ses grâces et de ses toilettes, elle leur donnait l'illusion d'être en un salon de Paris. Ensuite, ils retombaient dans l'ennui des heures lourdes de leur service qu'aggravaient les plaintes des grognards, pris de la nostalgie de leurs grandes courses à travers l'Europe (1).

Napoléon ressentait les mêmes chagrins et n'en faisait rien paraître; et si jamais il n'avait eu le projet de quitter l'île d'Elbe, la pénurie de ses finances l'y aurait forcé. Et puis, est-ce que l'on abandonne, sans espoir, un trône que l'on a possédé pendant dix ans, un pays que l'on a tiré de l'anarchie, une nation que l'on a rendue la première du monde? est-ce que, même déchu, on ne garde point encore des partisans; est-ce que, parmi les hommes, il ne se trouve pas de nobles cœurs toujours reconnaissants à celui qui les a comblés de bienfaits? Ces pensées, ces souvenirs, irritants malgré tout, devaient inciter l'Empereur à brusquer son départ.

(1) « J'ignore ce que l'avenir nous réserve, disait Bertrand, mais quel que soit notre sort, il ne peut être pire que celui que nous traversons maintenant. Si l'espérance de jours meilleurs ne nous soutenait, je ne sais ce que nous deviendrions. Pour moi, je ne regrette pas d'avoir suivi l'Empereur; mon devoir me le prescrivait. Mais je regrette la France, comme un enfant qui a perdu sa mère, comme un amant qui a perdu sa maîtresse. » (*Fleury de Chaboulon*, p. 117.)

Dès lors, à part soi, il y songea. Cette idée ne l'abandonna plus. Vers la fin de l'année 1814, il prépara sa fuite. On en a la preuve, par l'ordre donné au maître sellier d'emballer deux de ses berlines, qu'il voulait, disait-il, expédier en Italie. Et puis encore, il connaissait par ouï-dire, par la conversation de ses visiteurs, l'état de l'opinion en France. Les lettres qu'il recevait, étant ouvertes, ses amis, en lui écrivant, se taisaient sur les résultats de la politique faite à Paris. Il n'en était pas moins instruit de l'impopularité croissante des Bourbons. Le peuple revenait à lui, vantait les bienfaits de son gouvernement, le bien-être dont il jouissait dans son règne. Il était regretté, il le savait. Quant à l'armée, elle n'avait jamais cessé de lui être dévouée, et s'il reparaissait en France, elle se rangerait sous son commandement avec enthousiasme, il n'en doutait pas. Les journaux de France, qu'il lisait avec passion, journaux satiriques, humoristiques, gazettes libérales, constituaient ses plus précieux éclaireurs. Dans leurs réticences, ou bien dans le récit de certains faits, il comprenait le dégoût que les exagérations des émigrés devaient inspirer aux patriotes. Il fallait savoir en profiter. Il y eut, au surplus, une raison bien plus forte qui le détermina à cette aventure audacieuse. Le congrès de Vienne discutait publiquement sa déportation ailleurs qu'en Europe. Ce n'avait été d'abord qu'un bruit sans consistance, le vœu de quelques royalistes ardents qui tremblaient devant son ombre. Après Talleyrand, Wellington avait entretenu le congrès du danger permanent que créait la présence si rapprochée de Napoléon, de la péninsule italienne. Les troubles survenus dans les provinces autrichiennes de l'Italie n'étaient que la conséquence de cette proximité. Un officier étranger qui avait servi sous nos drapeaux, raconte Rovigo, en ses *Mémoires*, et admirateur passionné de l'Empereur, mis au courant de cette aversion féroce, risqua tous les dangers pour arriver jusqu'à l'île d'Elbe, afin de prévenir l'infortunée victime de tant de haine (1).

(1) On lit en note (VAULABELLE, *Histoire de la Restauration*, t. II, p. 207): « Au dire d'autres écrivains, Napoléon aurait connu le projet de l'enlever de l'île d'Elbe, par le prince Eugène, à qui l'empereur Alexandre en aurait fait la confidence, pendant un court séjour que fit Eugène à Vienne. Il est possible que l'ancien vice-roi ait averti son beau-père. La nouvelle, dans tous les cas, serait venue à ce dernier, de plusieurs côtés à la fois. La déportation de Napoléon était une question que l'on agitait ouvertement. Les plénipotentiaires anglais et français n'y mettaient aucun mystère. Il y eut même, assure-t-on, une proposition

Dès lors, irrévocablement décidé, on le vit, au commencement de 1815, afin de dépister les soupçons, s'associer à sa sœur Pauline, installée aux *Mulini* depuis le mois de novembre, pour mettre de l'entrain et de la gaieté aux soirées de son palais. On y faisait de la musique ; on y jouait ; on y dansait. La jeune princesse avait fait oublier l'impératrice Marie-Louise, dont on ne parlait plus. Et qu'importe ! Celle-ci remplaçait l'autre avantageusement, n'étant jamais lasse de divertissements. Dans la grande salle de réception, avec ses dames de compagnie et quelques officiers délurés, elle entreprit de jouer des pièces de comédie. Les répétitions occupaient les loisirs des grandes journées d'hiver ; les représentations enivraient tous les esprits. Le théâtre municipal, enfin achevé, causa une joie immense dans la petite capitale. On y avait appelé une troupe d'acteurs, dont les exigences modestes avaient paru acceptables, et avec la musique de la garde formant orchestre, on parlait d'y jouer des opéras. Ce fut un événement qui agita toutes les Elboises.

Pendant ce temps, l'Empereur, en prévison du printemps, ordonnait la reprise des travaux de culture, transports de terre, plantation d'arbres, création de jardins au-devant des casernes. Qui donc n'aurait pas cru, à le voir si occupé de l'embellissement de son domaine, que jamais il n'abandonnerait sa petite principauté, où il paraissait heureux, au milieu de ses sujets. Il fit même annoncer, dès le commencement de la nouvelle année, qu'il passerait les mois d'été à l'ermitage de Marciana, et qu'il y aurait six bals à la cour. Seulement, il ordonnait que chaque bal ne coûtât pas plus de mille francs. Les rafraîchissements seraient peu abondants, sans glace, et offerts à la fin de la soirée. Aux *Mulini*, sous

formelle, qu'Alexandre repoussa, en disant qu'il avait garanti à Napoléon la possession de l'île d'Elbe et qu'il entendait tenir sa parole. Enfin, ce n'était pas seulement au sein du public officiel de Vienne, que le projet de déporter Napoléon de l'île d'Elbe était discuté. On s'en entretenait tout haut à la cour de Louis XVIII et chez ses ministres. » *La Quotidienne*, journal du royalisme le plus ardent, en annonçant à ses lecteurs, le 8 mars 1815, la présence de Napoléon sur le territoire français, ajoutait ces lignes décisives : « Le débarquement de Bonaparte n'est qu'un acte de désespoir. Il paraît certain que le Congrès avait pris la résolution de fixer une autre résidence à Napoléon, dont, suivant toute apparence, les intrigues contribuaient à l'agitation de l'Italie. C'est pour prévenir les effets de cette détermination, qu'il s'est décidé à faire une entreprise de flibustier, contre quelques petites villes de Provence, dépourvues de troupes et d'artillerie. Il serait beaucoup trop flatteur d'attribuer le nom de témérité à une semblable tentative. »

l'excitation de la princesse Pauline, il n'y avait point de trêve aux plaisirs (1). Campbell, un peu intrigué de cette recrudescence de fêtes, commençait néanmoins à se rassurer, et ses absences et ses séjours en Italie devenaient plus longs. Le 16 février, il partit pour Livourne.

Aussitôt l'Empereur précipite ses ordres. A Peyrusse, son trésorier, il commande de transporter sa caisse, au fort Stella, d'où il sera facile de descendre en mer sans passer à travers la ville ; à Pons de l'Hérault, il prescrit d'envoyer de Rio à Porto-Ferrajo, deux chalands du plus fort tonnage, l'un chargé de bois, l'autre de munitions de guerre ; à Drouot, il ordonne de faire hâter les réparations de son brick l'*Inconstant*, qui, échoué dernièrement, un jour de tempête, avait éprouvé de graves avaries, ensuite de faire rentrer à l'île d'Elbe de la Pianosa, les chevaux de la cavalerie polonaise qu'il avait fait conduire par économie. Le 22 février, le jour où il va recevoir le jeune Fleury de Chaboulon, que lui envoie le duc de Bassano (2), il est allé chez Peyrusse, sans se faire annoncer, et sans préambule il lui demande quelle somme il lui reste en caisse, combien pèse un million en or, quelle place il faut pour le contenir, et après la réponse de Peyrusse, de plus en plus abasourdi de ces questions, il lui enjoint de déposer tous les rouleaux d'or, au fond de quelques malles, en les recouvrant des livres de sa bibliothèque, de les ficeler solidement ; enfin d'éxcuter ce travail, seul, et sans témoin. « Je crois inutile, ajoute l'Empereur,

(1) Pons écrit : « A côté du cercle de l'Empereur, il y avait eu quelquefois le cercle de la princesse Pauline, et ce n'était pas le moins agréable. Chez elle, la princesse Pauline avait ses franches coudées, et elle en profitait pour multiplier les plaisirs. C'était son empire, et l'Empereur trouvait toujours quelque prétexte pour aller la visiter. Ces visites faisaient le bonheur de la princesse Pauline, plus remarquable que ses sœurs par le cœur. Les autres n'auraient pas donné un centime pour sauver l'Empereur. Pauline aurait sacrifié sa vie pour lui éviter des chagrins. Sa monomanie était de paraître malade, et elle se promenait en ville en chaise à porteur. Ce qui ne l'empêchait point de danser beaucoup avec le capitaine Louber, son danseur officiel. »

(2) Henri Houssaye (*1815*, t. I, p. 179) a discuté cette date. « On a cru jusqu'ici, dit-il, que Fleury n'avait débarqué que le 22 février. Nous ignorons absolument sur quel témoignage s'est formée cette opinion. Napoléon (*l'Ile d'Elbe* et les *Cent-Jours*, Correspondance XXXI) dit que la visite de Fleury eut lieu en février, mais il ne précise pas le jour. Fleury n'indique pas non plus la date de son arrivée et dit seulement qu'il entra au port dans la soirée. Mais le rapport de l'espion italien, qui confirme sur tous les points le récit de Fleury, le complète sur ce point particulier. Ces mots, datés du 18 février ... *a débarqué il y a quelques jours*... marquent bien que Fleury a débarqué le 12 ou le 13, c'est-à-dire cinq ou six jours auparavant. »

la recommandation de garder secrets ces ordres. » Pour Pons, pour Peyrusse, pour Drouot, le secret n'existait plus, quoique l'Empereur, envers eux, ne se fût point ouvert sur ses intentions, sinon, quelle signification donner à ces préparatifs?

## VIII

Fleury de Chaboulon, en qui le duc de Bassano avait confiance, était envoyé à l'île d'Elbe, près de l'Empereur (1), afin de lui faire connaître, par un rapport fidèle, l'état de la France et les chances qui s'offraient, en ce moment, de reconquérir son trône, s'il se décidait à rentrer dans sa patrie. Fleury a raconté, en ses *Mémoires*, ses visites aux *Mulini*. Analyser son récit serait en détruire l'intérêt. En voici les parties importantes.

... Le général Bertrand me fit avertir de me rendre à la porte du jardin de l'Empereur, ajoutant que l'Empereur viendrait, et que, sans avoir l'air de me connaître, il me ferait appeler. Je m'y rendis. L'Empereur, accompagné de ses officiers, se promenait, suivant sa coutume, les mains derrière le dos. Il passa plusieurs fois devant moi, sans lever les yeux. A la fin, il me fixa et s'arrêtant, il me demanda, en italien, de quel pays j'étais. Je lui répondis en français que j'étais Parisien. « Eh bien! monsieur, parlez-moi de Paris et de la France. » En achevant ces mots, il se remit à marcher. Je l'accompagnai, et après plusieurs questions insignifiantes, faites à haute voix, il me fit entrer dans ses appartements, fit signe aux généraux Bertrand et Drouot de se retirer et me força de m'asseoir près de lui. « Le grand maréchal, me dit-il, d'un air froid et distrait, m'a annoncé que vous arriviez de France. — Oui, Sire. — Que venez-vous faire ici?... Il paraît que vous connaissez X... (le duc de Bassano). — Oui, Sire. — Vous a-t-il remis une lettre pour moi? — Non, Sire. » — L'Empereur m'interrompit. « Je vois bien qu'il m'a oublié, comme tous les autres. Depuis que je suis ici, je n'ai entendu parler ni

(1) Fleury de Chaboulon était né en 1779. Il vécut jusqu'en 1835. Après Vendémiaire, il embrassa la carrière administrative et devint fonctionnaire dans les finances. Napoléon le plaça au Conseil d'Etat, comme auditeur. Puis il devint sous-préfet de Château-Salins, puis de Reims où il encouragea la résistance contre les alliés : ce qui le fit appeler par Ney *l'intrépide sous-préfet*. Reims, prise par la Russie, Fleury de Chaboulon fut forcé de se cacher. Il fit le voyage de l'île d'Elbe sous les encouragements du duc de Bassano. A Lyon, Napoléon l'accepte comme secrétaire intime. L'Empereur disait de lui qu'il était plein de feu et de mérite. Après Waterloo, il s'expatria.

de lui, ni de personne. — Sire, dis-je, en l'interrompant à mon tour, il n'a point cessé d'avoir pour Votre Majesté l'attachement et le dévouement que lui ont conservés tous les Français... » L'Empereur, avec dédain : « Quoi ! on pense donc encore à moi, en France? — On ne vous y oubliera jamais. — Jamais ! c'est beaucoup. Les Français ont un autre souverain ; leur devoir et leur tranquillité leur commandent de ne plus songer qu'à lui. »

Cette réponse me déplut. L'Empereur, me dis-je, est mécontent de ce que je ne lui ai point apporté de lettres ; il se défie de moi. Ce n'était point la peine de venir de si loin, pour être si mal reçu. « Que pense-t-on de moi en France? me dit-il ensuite. — On y plaint, on y regrette Votre Majesté. — L'on y fait aussi sur moi beaucoup de fables et de mensonges... Comment s'y trouve-t-on des Bourbons? — Sire, ils n'ont point réalisé l'attente des Français, et, chaque jour, le nombre des mécontents augmente. — Tant pis, tant pis. — (Vivement) Comment, X... ne vous a point donné de lettres pour moi? — Non, Sire ; il a craint qu'elles ne me fussent enlevées, et comme il a pensé que Votre Majesté, obligée de se tenir sur ses gardes et de se défier de tout le monde, se défierait aussi de moi, il m'a révélé plusieurs circonstances qui, n'étant connues que de Votre Majesté, peuvent vous prouver que je suis digne de votre confiance. — Voyons ces circonstances... »

Je lui en détaillai quelques-unes ; il ne me laissa pas achever. « Cela suffit, me dit-il ; pourquoi n'avoir pas commencé par me dire tout cela? Voilà une demi-heure que vous me faites perdre... »

Cette bourrasque me déconcerta : il s'en aperçut et me dit, avec douceur : « Allons ! mettez-vous à votre aise, et racontez-moi, dans le plus grand détail, tout ce qui s'est dit et passé entre X... et vous. Je lui rapportai, mot à mot, l'entretien que j'avais eu avec M. X... ; je lui fis une énumération complète des fautes et des excès du gouvernement royal, et j'allais en déduire les conséquences que nous en avions tirées, M. X... et moi, lorsque l'Empereur, incapable, lorsqu'il est ému, d'écouter un récit sans l'interrompre et le commenter à chaque instant, m'ôta la parole et me dit : « Je croyais aussi, lorsque j'abdiquai, que les Bourbons, instruits et corrigés par le malheur, ne retomberaient pas dans les fautes qui les avaient perdus en 1789. J'espérais que le roi vous gouvernerait en bon homme. C'était le seul moyen de se faire pardonner, de vous avoir été donné par les étrangers. Mais depuis que les Bourbons ont mis le pied en France, leurs ministres n'ont fait que des sottises. Leur traité du 23 avril, continua-t-il, en élevant la voix, m'a profondément indigné ; d'un trait de plume, ils ont dépouillé la France de la Belgique et des possessions qu'elle avait acquises depuis la Révolution ; ils lui ont fait perdre les flottes, les arsenaux, les chantiers, l'artillerie et le matériel immense que j'avais entassé dans les forteresses et dans les ports, qu'ils leur ont livrés. C'est Talleyrand qui leur a fait faire cette infamie ; on lui aura donné de l'argent. La paix est facile à de

telles conditions. Si j'avais voulu, comme eux, signer la ruine de la France, ils ne seraient point sur mon trône. (Avec force.) J'aurais mieux aimé me trancher la main ! J'ai préféré renoncer au trône, plutôt que de le conserver aux dépens de ma gloire et de l'honneur français... Une couronne déshonorée est un terrible fardeau... Mes ennemis ont publié partout que je m'étais refusé opiniâtrément à faire la paix ; ils m'ont représenté comme un misérable fou, avide de sang et de carnage... Si j'avais été possédé de la rage de la guerre, j'aurais pu me retirer avec mon armée au delà de la Loire et savourer à mon aise la guerre de montagnes. Je ne l'ai pas voulu... Mon nom et les braves qui m'étaient restés fidèles, faisaient encore trembler les alliés, même dans ma capitale. Ils m'ont offert l'Italie pour prix de mon abdication ; je l'ai refusée. Quand on a régné sur la France, on ne doit pas régner ailleurs. J'ai choisi l'île d'Elbe. Cette position me convenait. Je pouvais veiller sur la France et sur les Bourbons. Tout ce que j'ai fait a toujours été pour la France, C'est pour elle, et non pour moi, que j'aurais voulu la rendre la première nation du monde. Ma gloire est faite, à moi ; mon nom vivra autant que celui de Dieu. Si je n'avais songé qu'à ma personne, j'aurais voulu, en descendant du trône, rentrer dans la classe ordinaire de la vie ; mais j'ai dû garder le trône pour ma famille et pour mon fils. »

L'Empereur, pendant ce discours, avait marché à grands pas et paraissait vivement agité. Il se tut quelques instants et reprit : « Mes généraux sont-ils à la cour ? — Oui, Sire. — Ils doivent y faire une triste figure ! — Ils sont outrés de se voir préférer des émigrés, qui n'ont jamais entendu le bruit du canon. — Les émigrés seront toujours les mêmes. J'ai fait une grande faute en rappelant en France cette race antinationale ; sans moi, ils seraient tous morts de faim à l'étranger. Mais, alors, j'avais de grands motifs ; je voulais réconcilier l'Europe avec nous et clore la Révolution... Que disent de moi les soldats ? — Les soldats, Sire, s'entretiennent sans cesse de vos immortelles victoires. Ils ne prononcent jamais votre nom qu'avec admiration, respect et douleur. Lorsque les princes leur donnent de l'argent, ils le boivent à votre santé. — (En souriant.) Ils m'aiment donc toujours ? — Oui, Sire et j'oserai même dire plus que jamais. — Que disent-ils de nos malheurs ? — Ils les regardent comme l'effet de la trahison et répètent sans cesse qu'ils n'auraient jamais été vaincus si la France n'eût point été vendue aux ennemis ; ils ont horreur surtout de la capitulation de Paris. — Ils ont raison. Sans la défection du duc de Raguse, les alliés étaient perdus. J'étais maître de leurs derrières et de toutes leurs ressources de guerre. Il ne s'en serait pas échappé un seul. Ils auraient eu aussi leur 29e bulletin (le bulletin de la retraite de Russie). Marmont a perdu son pays et livré son prince... Je suis bien aise d'apprendre que l'armée a conservé le sentiment de sa supériorité et qu'elle rejette sur leurs véritables auteurs nos grandes infortunes. Je vois, avec satisfaction, d'après

ce que vous venez de m'apprendre, que l'opinion que je m'étais formée de la situation de la France est exacte. Le gouvernement actuel est bon pour les prêtres, les nobles, les vieilles comtesses d'autrefois; il ne vaut rien pour la génération actuelle. Le peuple a été habitué par la Révolution à compter dans l'Etat; il ne consentira jamais à retomber dans son ancienne nullité et à redevenir le patient de la noblesse et du clergé... L'armée me sera toujours dévouée. Nos victoires et nos malheurs ont établi, entre elle et moi, un lien indestructible; avec moi seul elle peut retrouver la vengeance, la puissance et la gloire; avec le gouvernement actuel, elle ne peut gagner que des injures et des coups. »

L'Empereur, en prononçant ces mots, gesticulait et marchait avec précipitation; il avait plutôt l'air de se parler que de parler à quelqu'un. Tout à coup, il s'arrête, et me jetant un regard de côté, il me dit : « X... croit-il que ces gens-là tiendront longtemps? — Son oipinion sur ce point est entièrement conforme à l'opinion générale, c'est-à-dire qu'on pense, en France, et qu'on est convaincu que le gouvernement royal marche à sa perte. — Mais comment tout cela finira-t-il? Croit-on qu'il y aura une nouvelle révolution? — Sire, les esprits sont tellement mécontents et exaspérés, que le moindre mouvement partiel entraînerait nécessairement une insurrection générale, et que personne ne serait surpris qu'elle éclatât au premier jour. — Mais, que feriez-vous, si vous chassiez les Bourbons? Etabliriez-vous la république? — La république, Sire, on n'y songe point. Peut-être établirait-on une régence! — Une régence! s'écria-t-il surpris, et avec une grande véhémence : et pourquoi faire? Suis-je mort? — Mais, Sire, votre absence... — Mon absence n'y fait rien. En deux jours je serais en France, si la France me rappelait... Croyez-vous que je ferais bien de revenir? » ajouta l'Empereur, en détournant les yeux. Mais il me fut facile de remarquer qu'il attachait à cette question plus d'importance qu'il ne voulait le faire paraître, et qu'il attendait une réponse avec anxiété. « Sire, lui dis-je, je n'ose résoudre personnellement une semblable question, mais... — Ce n'est point cela que je vous demande, me dit-il, en m'interrompant brusquement; répondez-moi oui, ou non. — Eh bien! oui, Sire. — Vous le pensez? — Oui, Sire; je suis convaincu, ainsi que M. X..., que le peuple et l'armée vous reverraient en libérateur et embrasseraient votre cause avec enthousiasme. — X... est donc d'avis que je revienne, dit l'Empereur, avec un accent ému et inquiet. — Nous avons prévu que Votre Majesté m'interrogerait sur ce point, et voici textuellement sa réponse : « Vous direz à l'Empereur que je n'ose prendre sur moi une question aussi importante, mais qu'il peut regarder comme un fait positif et incontestable que le gouvernement actuel s'est perdu dans l'esprit du peuple et de l'armée; que le mécontentement est au comble, et qu'on ne croit pas qu'il puisse lutter longtemps contre l'animadversion générale. Vous ajouterez que l'Empereur est devenu l'objet des regrets et

des vœux de l'armée et de la nation. L'Empereur décidera ensuite, dans sa sagesse, ce qui lui reste à faire. »

Napoléon devint pensif, se tut, et après une longue méditation, me dit : « J'y réfléchirai. Venez demain à onze heures. »

Le lendemain, à onze heures, je me présentai chez l'Empereur. On me fit attendre dans son salon, au rez-de-chaussée. La tenture, en soie bariolée, était à moitié usée et décolorée ; le tapis de pied montrait la corde et était rapiécé en plusieurs endroits ; quelques fauteuils mal couverts complétaient l'ameublement. Je me rappelai le luxe des palais impériaux, et la comparaison m'arracha un profond soupir. L'Empereur arriva. Son maintien attestait un calme que démentaient ses yeux. Il était aisé de s'apercevoir qu'il avait éprouvé une violente agitation. « J'avais prévu l'état de crise où la France va se trouver, me dit-il ; mais je ne croyais pas que les chosse fussent aussi avancées. Mon intention était de ne plus me mêler des affaires politiques ; ce que vous m'avez dit a changé mes résolutions ; c'est moi qui suis cause des malheurs de la France ; c'est moi qui dois les réparer. Mais, avant de prendre un parti, j'ai besoin de connaître à fond la situation de nos affaires. Asseyez-vous et répétez-moi tout ce que vous m'avez dit hier ; j'aime à vous entendre. »

Rassuré par ces paroles et par un regard plein de douceur et de bonté, je m'abandonnai, sans réserve et sans crainte, à toutes les inspirations de mon esprit et de mon âme... « Brave jeune homme, me dit l'Empereur, après m'avoir attentivement écouté, vous avez l'âme française, mais votre imagination ne vous égare-t-elle pas? — Non, Sire, le récit que j'ai fait à Votre Majesté est fidèle ; tout est exact ; tout est vrai. — Vous croyez donc que la France attend de moi sa délivrance et qu'elle me recevra comme un libérateur. Puissiez-vous ne pas vous tromper! D'ailleurs, j'arriverai si vite à Paris qu'ils n'auront pas le temps de savoir où donner de la tête. J'y serai aussitôt que la nouvelle de mon débarquement. Oui, ajouta Napoléon après avoir fait quelques pas, j'y suis résolu. C'est moi qui ai donné les Bourbons à la France, c'est moi qui dois l'en délivrer. Je partirai... L'entreprise est grande, difficile. périlleuse, mais elle n'est pas au-dessus de moi. La fortune ne m'a jamais abondonné dans les grandes occasions... Je partirai, non point seul ; je ne veux point me laisser mettre la main sur le collet par des gendarmes. Je partirai avec mon épée, mes Polonais, mes grenadiers... La France est tout pour moi ; je lui appartiens ; je lui sacrifierai avec joie mon repos, mon sang, ma vie. »

L'Empereur, après avoir prononcé ces mots, s'arrêta. Ses yeux étincelaient d'espoir et de génie ; son attitude respirait la confiance et la force ; elle annonçait la victoire ; il était grand! Il reprit la parole et me dit : « Croyez-vous que les Bourbons oseront m'attendre à Paris? — Non, Sire. — Je ne le crois pas non plus. Quand ils entendront tonner mon nom, ils trembleront ; ils sentiront qu'une prompte fuite est le seul

moyen de m'échapper. Mais que fera la garde nationale? Croyez-vous qu'elle se battra pour eux? — Je pense, Sire, qu'elle gardera la neutralité. — C'est déjà beaucoup. Et les maréchaux, que feront-ils? — Les maréchaux, comblés de titres, d'honneurs et de richesses n'ont plus rien à désirer que le repos. Ils craindront, en embrassant un parti douteux, de compromettre leur existence, et peut-être resteront-ils spectateurs de la crise. Peut-être même la crainte que Votre Majesté ne les punisse de l'avoir abandonnée ou trahie, en 1814, les portera-t-elle à embrasser le parti du roi. — Je ne punirai personne, entendez-vous, s'écria l'Empereur. Dites-le bien à X... Je veux tout oublier ; nous avons, tous, des reproches à nous faire... Quelle est la force de l'armée? — Je l'ignore, Sire ; je sais seulement qu'elle a été considérablement affaiblie par les désertions, par les congés et que la plupart des régiments ont à peine trois cents hommes. — Tant mieux : les mauvais soldats sont partis, les bons seront restés. Connaissez-vous le nom des officiers qui commandent sur les côtes et dans la huitième division? — Non, Sire. — Comment X..., dit-il avec humeur, ne m'a-t-il pas fait savoir tout cela? — M. X..., Sire, était, ainsi que moi, loin de prévoir que Votre Majesté prendrait sur-le-champ la généreuse résolution de reparaître en France. Il pouvait croire, d'ailleurs, d'après les bruits publics, que vos agents ne vous laissaient rien ignorer de tout ce qui pouvait vous intéresser. — J'ai su effectivement que les journaux prétendaient que j'avais des *agents*. C'est une histoire. J'ai envoyé en France, il est vrai, quelques hommes à moi pour savoir ce qui s'y passait ; ils m'ont volé mon argent et ne m'ont entretenu que de propos de cabarets ou de cafés... Vous êtes la première personne qui m'ait fait connaître, sous les grands rapports, la situation de la France et des Bourbons. J'ai bien reçu, sans trop savoir de quelle part, le signalement d'assassins soudoyés contre moi et une ou deux lettres anonymes de la même main, où l'on me disait d'être tranquille, que les broderies reprenaient faveur, et autres bêtises semblables, mais voilà tout. Ce n'est point sur de pareilles données qu'on tente un bouleversement. Mais comment pensez-vous que les étrangers prendront mon retour? Voilà le grand point, ajouta l'Empereur, d'un air préoccupé. Cependant, je regarde comme certain que les rois qui m'ont fait la guerre n'ont plus la même union, les mêmes vues, les mêmes intérêts (1). Tout considéré, les nations étrangères, ont de

(1) L'Empereur disait encore à Fleury de Chaboulon : « Les Anglais, les Italiens, les Allemands sont trop éclairés aujourd'hui pour se laisser endoctriner par de vieilles idées, par de vieilles traditions. Le souverain du choix de toute une nation sera toujours, aux yeux du peuple, le souverain légitime. Les souverains qui, après m'avoir envoyé des ambassades solennelles, qui, après avoir mis dans mon lit une fille de leur race, qui, après m'avoir appelé leur frère, m'ont ensuite appelé *usurpateur*, se sont crachés à la figure, en voulant cracher sur moi. Ils ont avili la majesté des rois, ils l'ont couverte de boue. Qu'est-ce, au surplus, que le nom d'Empereur ? Un mot comme un autre. Si je n'avais d'autre titre que celui-là pour me présenter devant la postérité, elle me rirait au nez. Mes institutions,

grands motifs pour me faire la guerre, comme elles en ont pour me laisser en paix. Je ne suis pas encore fixé sur le jour de mon départ. En le différant, j'aurais l'avantage de laisser le congrès se dissoudre, mais, aussi, je courrais le risque, si les étrangers venaient à se brouiller, comme tout l'annonce, que les Bourbons et l'Angleterre ne me fissent garder à vue par leurs vaisseaux. Au reste, ne nous inquiétons pas de tout cela; il faut laisser quelque chose à la fortune. Nous avons approfondi, je crois, tous les points sur lesquels il m'importait de me fixer et de nous entendre. La France redemande son ancien souverain; l'armée et le peuple seront pour nous; les étrangers se tairont; s'ils parlent, nous serons bons pour leur répondre. Voilà, en résumé, notre présent et notre avenir. Partez! Vous direz à X... que vous m'avez vu et que je suis décidé à tout braver pour répondre aux vœux de la France, que je partirai d'ici au 1er avril, avec ma Garde, ou peut-être plus tôt; que j'oublierai tout, que je donnerai à la France et à l'Europe les garanties qu'elles peuvent attendre et exiger de moi; que j'ai renoncé à tout projet d'agrandissement et que je veux réparer par une paix stable le mal que nous a fait la guerre. Vous direz aussi à X... et à vos amis d'entretenir et de fortifier, par tous les moyens possibles, le bon esprit du peuple et de l'armée. Si les excès des Bourbons accéléraient leur chute, et que la France les chassât avant mon débarquement, vous déclarerez à X... que je ne veux point de régence, ni rien qui lui ressemble. Allez, monsieur, vos instants sont précieux; je ne veux plus vous retenir. J'ai fait tout préparer pour votre départ. Ce soir, à neuf heures, vous trouverez un guide et des chevaux, au sortir de la porte de la ville. On vous conduira à Porto-Longone. Le commandant a reçu l'ordre de vous faire délivrer les papiers de sûreté nécessaires. Il ignore tout; ne lui dites rien. A minuit, il partira une felouque qui vous conduira à Naples. Adieu, monsieur, embrassez-moi et partez. Mes pensées et mes vœux vous suivront. »

Deux heures après, j'étais en mer.

## IX

Ces deux entrevues hâtèrent peut-être le départ de l'Empereur, mais la résolution de partir était, en lui, persévérante, immuable. Le 20 février, Peyrusse entre dans le cabinet de Napoléon et voit

mes bienfaits, mes victoires, voilà mes véritables titres de gloire. Qu'on m'appelle *Corse*, *caporal*, *usurpateur*, que m'importe! Mon nom, tout neuf qu'il est, vivra d'âge en âge, tandis que celui de tous ces rois, de père en fils, sera oublié avant que les vers aient eu le temps de digérer leurs cadavres. »

un volume de Racine ouvert à la page où Mithridate s'écrie :

... Ou lassés ou soumis,
Ma funeste amitié pèse à tous mes amis!

Et un coup d'ongle marquait ces deux vers. Bertrand raconte également que, dans le courant de ce mois de février, se trouvant avec lui à San-Martino et se promenant dans ses vignes, Napoléon rentra subitement dans le salon de sa maison, s'assit devant une table et, durant une heure, écrivit au crayon des notes, qu'il pria Bertrand de mettre au net. Il en avait besoin, disait-il, pour la nuit suivante. Le texte était divisé en dix arguments ou têtes de chapitres, que le grand maréchal mit trois heures à déchiffrer et à recopier. Le 22 février, à Porto-Ferrajo, dans la nuit, il fut réveillé par un officier d'ordonnance et prié de se rendre auprès de l'Empereur qui le mandait. En arrivant aux *Mulini*, Bertrand le trouva en robe de chambre, coiffé d'un madras, errant sur la terrasse qui faisait face aux rivages de l'Italie. Ensemble, ils vinrent dans son cabinet, et jusqu'à dix heures du matin, Napoléon dicta le développement de son premier travail (1). Lorsqu'il partit le 26, cette dictée n'était pas entièrement au net. Absorbé par son départ, il n'y pensa plus, et le manuscrit est resté dans les mains de Bertrand. « Je crois, ajoute le grand maréchal, que son intention était de le faire imprimer et de le répandre comme un commentaire de ses proclamations, à son entrée en France (2). »

(1) Bertrand était fourbu, à la fin. Il ajoute en note qu'il avait remarqué que l'Empereur dictait vingt pages in-octavo par heure.

(2) Voici, d'après le manuscrit de Bertrand, le texte des arguments de ces dix chapitres. — « *Chapitre Ier*. Dans le seizième siècle, le Pape, l'Espagne et les Seize veulent en vain élever sur le trône de France une quatrième dynastie. Henri IV succède à Henri III, sans aucun interrègne. Il est vainqueur de la Ligue. Cependant, il ne peut régner qu'en se ralliant, de bonne foi, au parti de la majorité de la nation. — *Chapitre II*. Les droits de la troisième dynastie étaient éteints en 1800. La République a été consacrée par la volonté du peuple, par la religion, par la victoire et par toutes les puissances de l'Europe. Elle est un gouvernement légitime. — *Chapitre III*. La Révolution a fait de la France une nouvelle nation. Elle a affranchi les Gaulois de la conquête des Francs. Elle a créé de nombreux intérêts et un nouvel ordre de choses conforme au bien du peuple, à ses droits, à la justice, aux lumières du siècle. — *Chapitre IV*. Le peuple français élève le trône impérial pour consolider tous les nouveaux intérêts. Cette quatrième dynastie ne succède pas immédiatement à la troisième, mais à la République. Napoléon, trois fois proclamé par le peuple, a été sacré par le pape et reconnu par les puissances de l'Europe. Il a créé des rois. Il a vu marcher sous ses ordres les armées de toutes les puissances du continent. — *Chapitre V*. Le sang de la maison impériale est mêlé avec celui de toutes les maisons souveraines de l'Europe, celle de

Il résolut, enfin, de révéler ses intentions devenues irrévocables à Bertrand et à Drouot et il ne leur apprit rien qu'ils ne sussent. Bertrand, suivant sa coutume, se disposa, sans observation, à obéir ; Drouot, au contraire, s'efforça de dissuader son maître de cette résolution téméraire. Ce fut, d'alleurs, peine perdue. Bertrand acceptait avec plus de joie que de chagrin cette évasion, ce changement de destinée. L'île d'Elbe pesait, de toute sa lassante monotonie, sur sa femme et sur lui. Drouot, incapable de résister à son chef, se rembrunit. Il considérait l'entreprise comme une calamité, et pour en éviter les périls, il eût accepté cette existence aussi rétrécie et aussi médiocre, dans la petite ville de Porto-Ferrajo, que celle d'un vieux capitaine retraité. Mme Lætitia et la princesse Pauline devaient être également averties, distraites, l'une et l'autre, par leurs occupations, de ces mouvements inusités autour d'elles : l'une entourée de ses laines, toute à sa tapisserie et aux regrets de son passé, l'autre enivrée de plaisirs, ne songeant qu'aux distractions du carnaval. Mme Lætitia apprit, sans trouble, la détermination de son fils. Elle avait subi les fluctuations des grandeurs et des malheurs de sa famille, d'une âme toujours égale. Cependant, elle voulut réfléchir avant de donner son avis ; il fut conforme aux désirs de l'Empereur : « Allez, mon fils, lui dit-elle ;

Russie, de Prusse, d'Angleterre, d'Autriche. — *Chapitre VI.* La ligue de 1813 était, dans son objet, étrangère aux intérêts des Bourbons. Les alliés ne mirent en avant Louis-Xavier que sur le refus de Napoléon de signer le démembrement et le déshonneur de l'Empire. Ils triomphèrent par la trahison des maréchaux Marmont et Augereau et du prince de Bénévent. Ils humilient, affaiblissent et déconsidèrent la France. — *Chapitre VII.* Les puissances alliées n'ont eu, n'ont aucun droit sur la France. Louis est illégitime. Il pouvait se légitimer, en tenant sa couronne de la nation et en signant avec elle un pacte conventionnel. Placé alors à la tête du nouvel ordre de choses qu'a créé la Révolution, il serait devenu chef légitime de la cinquième dynastie. — *Chapitre VIII.* Louis prétend avoir régné depuis 1794. Il méconnaît donc le traité de Fontainebleau. La République et la quatrième dynastie sont donc des gouvernements illégitimes. Conséquence de ce principe, par rapport aux émigrés, au clergé ancien, aux anciens privilégiés. — *Chapitre IX.* Conséquence de ce principe, par rapport à la législation civile et criminelle, au nouveau clergé, à la nouvelle noblesse, aux acquéreurs de biens nationaux, aux employés des diverses administrations civiles et judiciaires, à l'armée, au peuple entier. — *Chapitre X.* Louis veut monter sur le trône de la troisième dynastie. Il s'asseoit sur un amas de cendres. Il est isolé, étranger à la nation, sans droits et sans force. La momie d'un descendant de Sésostris était placée depuis plusieurs siècles dans la salle intérieure de la grande pyramide. Elle était revêtue de tous les attributs de la souveraineté et posée sur le trône où s'étaient assis ses ancêtres. Lorsque les prêtres de Memphis voulurent la présenter aux hommages des Egyptiens, elle tomba en poussière. Elle n'était plus en rapport avec la chaleur de l'atmosphère et la lumière du soleil. »

je dois oublier que je suis votre mère; suivez votre destin. Il vaut mieux périr l'épée à la main que dans cette île, sous le fer d'un assassin. » La princesse Pauline fondit en larmes. Mais la tendre affection qui l'unissait à son frère lui fit accepter cette résolution, avec l'espérance d'un triomphe. Elle voyait tout en beau, quand il s'agissait de Napoléon.

La veille de son départ, une frégate anglaise, *la Perdrix*, vint mouiller dans la rade de Porto-Ferrajo. Pendant quelques heures, Napoléon craignit que ses combinaisons n'échouassent. Il fut rassuré bientôt. Le capitaine de la frégate, sir Adye, voulait tout simplement présenter à l'Empereur quelques-uns de ses compatriotes qui désiraient être reçus aux *Mulini*. La frégate partie, l'embargo fut imposé à l'île entière. Personne ne put en sortir, ni habitants, ni touristes, ni marchands, ni pêcheurs sur leurs barques. Les agents de Mariotti, ceux de Cambpell, qui avaient discerné les projets de Napoléon, furent retenus malgré les plus ingénieux prétextes d'affaires urgentes, et leur désolation prenait un tour comique dont riaient les autorités narquoises. Le 25 février, l'Empereur se confina aux *Mulini*, autant pour échapper à la vue inquiète des Elbois que pour composer les proclamations destinées à l'armée et au peuple, en abordant la France (1). Le lendemain de son départ, on trouva dans sa chambre un monceau de petits papiers déchirés, couverts de son écriture illisible, brouillons de ses manuscrits. Le 26 était un dimanche. Il y eut, comme à l'ordinaire, une messe à laquelle il assista, puis réception au « palais ». Tous les fonctionnaires étaient présents. Les rumeurs de la ville mettaient en quête de savoir les esprits les moins curieux. Personne ne doutait plus du départ de l'Empereur; mais où allait-il? Il fut accueillant, aimable pour tout le monde et il avoua, enfin, qu'il partait. Il désigna une junte, nomma un gouverneur, le signor Lapi, intendant des domaines (2). Pour le reste, il garda bouche close.

La nouvelle de son départ était prévue. Elle ne causa point

(1) Il eut le temps d'en faire imprimer à Porto-Ferrajo un certain nombre d'exemplaires qu'il emporta.

(2) Cette junte provisoire, qui avait été constituée par l'Empereur, se composait du vicaire général Arrighi, de l'intendant de l'île, Balbiani, du maire Traditi, du chambellan Vantini, du signor Senno, le fermier de la pêche du thon, et du signor Bigeschi père, sous la présidence de l'intendant des domaines, Lapi.

d'étonnement. Elle provoqua une sorte de dépit, de désenchantement, de crainte. Quel serait le sort de l'île privée de son souverain ? Les Elbois ne retrouveraient jamais la prospérité dont ils avaient joui sous l'administration de cet homme extraordinaire (1). Et après la douleur de perdre, sans doute, leur indépendance et la source de leur richesse, depuis un an si accrue, il y eut dans la population une tristesse déprimante. L'île décapitée deviendrait pareille à un navire qui n'a plus de commandant et vogue au hasard des flots. Quant aux grognards, quant aux soldats qui composaient l'armée de Napoléon, ils avaient compris, eux aussi, qu'ils allaient quitter l'île et ce changement d'existence leur agréait ; heureux, ils chantaient. De jeunes Elboises, au contraire, leurs fiancées, versaient des larmes, et les marchands qui avaient ouvert un crédit à ces vieux guerriers se désolaient. Quand seraient-ils payés ?

A quatre heures, Drouot fit manger la soupe dans les casernes ; à cinq heures, les officiers conduisirent leurs hommes vers le port où ils seraient embarqués. La place aurait manqué pour tout le monde, si un coup de vent, depuis quelques jours, n'eût forcé un navire du port de Marseille, le *Saint-Esprit*, à venir mouiller en rade de Porto-Ferrajo. C'était le jour où la frégate anglaise, la *Perdrix*, avait également fait relâche à l'île d'Elbe. Dès que la frégate fut partie, Napoléon ordonna au colonel Jermanowski de se rendre à bord du navire marchand, de s'en emparer, de jeter à la mer la cargaison et d'y loger ses Polonais. Peyrusse eut ordre ensuite de payer, sans diminution, au capitaine Cardini toutes les

(1) Pons de l'Hérault résume de la manière suivante tous les travaux achevés ou commencés à l'île d'Elbe par Napoléon : « Une demeure impériale, écrit-il, sur chacun des points cardinaux, à Porto-Ferrajo, à Longone, à Rio-Mario, à Marciana. Un château rural au centre, San-Martino. Amélioration complète des bâtiments ; remaniement général de la propriété. Réforme et perfectionnement des casernes, des hôpitaux, des magasins et reprise des fortifications à Porto-Ferrajo. De nouvelles dispositions pour le casernement de Longone. Réparation importante à la grande citerne publique. Travaux d'essai pour parvenir à trouver une source d'eau douce. La dernière main mise au fort de Montebello. Les grains d'approvisionnement et de réserve mieux appropriés à leur destination. Premières opérations pour un lazaret. Bâtiments d'habitation pour les personnes en quarantaine. Changement de constructions pour de vastes écuries. Ouverture, redressement et études de chemins. Tentative d'une haute importance en agriculture (éducation des vers à soie). Exploitation de carrières de marbre. Ouverture d'ateliers de sculpture. Restauration de la forêt de Giove. Etudes pour un port à la petite ville de Rio-Mario. Erection d'un théâtre public. »

marchandises détruites. Ce fut vingt-cinq mille francs. Les hommes seuls et leurs selles purent se caser sur ce polaque marseillais. Les chevaux furent laissés aux écuries, ne pouvant être installés à côté de leurs cavaliers.

La flottille de l'Empereur se composait donc du brick l'*Inconstant*, commandé par les officiers de marine Chautard et Taillade. Ses grenadiers, au nombre de quatre ou cinq cents, les officiers qui avaient suivi l'Empereur depuis Fontainebleau et leurs chevaux, plus un cheval de Napoléon et quatre pièces d'artillerie furent embarqués sur ce petit vaisseau-amiral. Les autres, l'*Espéronade*, la *Caroline*, les deux felouques de Rio, l'*Abeille* et la *Mouche*, le *Chebec*, l'*Etoile* et un autre transport, le *Saint-Joseph*, appartenant à un négociant elbois, le signor Tonietti, portaient, réparti entre eux, le reste de l'armée napoléonienne, en tout six cent soixante-treize hommes. A sept heures, tout le monde est à bord, les femmes, les enfants des soldats, venus à l'île d'Elbe, depuis l'année dernière. Il n'y a plus de place nulle part ; on attend l'Empereur pour déployer les voiles (1).

A ce moment-là, Napoléon sort des *Mulini*, après avoir embrassé tendrement sa mère et sa sœur, qui se tamponne les yeux de son mouchoir de dentelles. Il monte dans la petite voiture de la princesse Pauline, attelée de deux poneys, accompagné du grand maréchal. Ses autres officiers, les fils des meilleurs familles de l'île, qui ont sollicité l'honneur de le suivre, toute la maison impériale venue avec lui de France, marchent à pied, derrière la voiture qui s'avance au pas des chevaux. Les rues sont pleines des habitants sortis de leurs maisons, jaloux de voir une dernière fois l'Empereur ; les fenêtres sont garnies de dames elboises ; le peuple chante *la Marseillaise*. Arrivé au port d'embarquement, Napoléon descend de voiture, fait ses adieux aux principaux fonctionnaires de l'île, au maire Traditi qui verse des larmes, à tous ceux qui ont voulu manifester leurs regrets à son départ (2), et, faisant

(1) Trois autres felouques, écrit Paul Gruyer, dans son *Histoire de Napoléon à l'île d'Elbe*, devaient mettre à la voile pour la Corse, dans deux ou trois jours, portant chacune quinze ou seize Corses, gens influents en leur pays, munis de proclamations et chargés de soulever l'île en faveur de l'Empereur dont ils annonceraient l'évasion, d'arrêter et de juger Bruslart et de ménager un refuge à la flottille expéditionnaire, au cas où, contrainte de rétrograder, soit devant une bourrasque, soit devant les croisières ennemies, elle viendrait s'y jeter à la côte.

(2) « Une voix, écrit Pons, prononça le mot *adieu* et toutes les voix répétèrent

avancer l'*Espéronade*, la *Caroline*, il va s'embarquer sur le brick l'*Inconstant* où le reçoivent ses grenadiers aux cris de : *Vive l'Empereur!* Des quais de la rade, les assistants contemplent avec émotion tous les détails de l'embarquement. Les lumières de la ville, scintillant de feux, projettent une sereine clarté sur les eaux immobiles de la mer. La lune, dans un ciel d'un bleu intense semé d'étoiles, éclaire de reflets argentés ce paysage méditerranéen. L'air est calme. Pas la moindre brise qui puisse enfler les voiles et la flottille demeure en place, comme attachée à ses ancres. Napoléon, en sa tenue de campagne, petit chapeau et redingote grise, se promène fiévreusement sur le pont de son brick. A tout instant, il peut voir entrer en rade la corvette anglaise, ramenant de Livourne sir Neil Campbell. Ce serait un désastre certain, la perte de sa flottille, sous la mitraille du navire ennemi (1).

Le soir même, la princesse Pauline se réunit à sa mère et quitta le palais impérial. Les *Mulini* restèrent vides. Lorsque quelques Anglais les visitèrent le lendemain, ils n'y trouvèrent plus que la vieille femme corse constituée gardienne; dans la salle de bain la baignoire remplie d'eau et, près du lit, dans la chambre à coucher, sur la table de nuit, un volume ouvert de la vie de Charles-Quint, à la page où Napoléon avait abandonné la lecture.

*adieu.* Une mère pleura, toutes les mères pleurèrent, le charme qui avait enchaîné la parole fut rompu et tout le monde parla à Napoléon... Sire, mon fils vous accompagne... Sire, les Elbois sont vos enfants... ne nous oubliez pas... Ici, tout le monde vous aime... Sire, nous serons toujours prêts à verser notre sang pour vous... Sire, que le ciel vous protège... Alors l'Empereur était peuple; il comprenait le peuple et son langage faisait vibrer son cœur. Personne n'était plus touché que lui... Napoléon répondait : « Bons Elbois, adieu, je vous confie ma mère et ma sœur. « Adieu, mes amis; vous êtes les braves de la Toscane. Et, faisant un effort sur lui-même, il se jette presque machinalement dans le canot. Toutes les embarcations du pays suivirent jusqu'au brick. »

(1) « Napoléon, en mettant le pied sur son navire, écrit Fleury de Chaboulon, s'était écrié comme César : *le sort en est jeté !* Sa figure était calme, son front serein. Il paraissait moins occupé du succès de son entreprise que des moyens d'arriver promptement au but. Les yeux du comte Bertrand étincelaient d'espérance et de joie. Le général Drouot était pensif et sérieux. Cambronne paraissait peu se soucier de l'avenir et ne s'occuper que de bien faire son devoir. Les vieux grenadiers avaient repris leur air martial et menaçant. L'Empereur causait et plaisantait sans cesse avec eux ; il leur tirait les oreilles, les moustaches, leur rappelait leurs dangers, leur gloire et faisait descendre dans leur âme la confiance dont la sienne était animée. » (*Souvenirs*, t. I, p. 159.)

# CHAPITRE V

## LE RETOUR A PARIS

Les vents contraires forcent Napoléon à stationner immobile, ainsi que toute sa flottille, dans la rade de Porto-Ferrajo. — Impatience et craintes de l'Empereur. — Si Campbell, absent de l'île, à ce moment-là, fût revenu inopinément, il se serait opposé, même par la force, à ce départ. — Campbell, averti en Italie de ce qui se passait dans l'île, y revient en toute hâte. — A première vue, il constate le départ de Napoléon. — Il tâche d'intimider la comtesse Bertrand, mais sans succès ; de même la mère de l'Empereur et la princesse Pauline. — Il reprend la route de l'Italie afin d'envoyer des vaisseaux anglais à la poursuite de la flottille elboise. — L'Empereur a pu fuir avec les vents favorables ; il échappe aux Anglais. — Nul incident pendant la traversée, si ce n'est la rencontre d'un petit navire qui interroge le capitaine de l'embarcation elboise sur laquelle se trouve l'Empereur. — Il a fait coucher ses grenadiers sur le pont, afin de les soustraire à la vue du capitaine rencontré. — Napoléon n'ayant plus de raison de dissimuler ses projets, les révèle à son équipage. — Joie profonde sur tous les petits navires. — L'Empereur fait copier par ses soldats qui ont la plus belle écriture ses proclamations préparées et destinées à être répandues en France. — Le 1er mars il se trouve devant Antibes et se dispose à débarquer avec sa Garde.

Napoléon sur son brick, immobile dans la rade de Porto-Ferrajo, redoutait le retour subit de sir Neil Campbell. Le colonel, certainement, se fût opposé au départ de l'Empereur, même par la force. Il eût fait mitrailler la petite flottille elboise. Mais l'absence de vent, qui empêchait Napoléon de s'éloigner de Porto-Ferrajo, empêchait également le commissaire anglais de revenir en toute hâte à l'île d'Elbe. Des lettres, reçues à Florence, où il s'abandonnait aux bras d'une belle maîtresse, avaient brusquement interrompu son rêve amoureux. Il était rentré incontinent à Livourne, y avait trouvé la frégate *la Perdrix*, commandée par le capitaine anglais Adye, qui repartit aussitôt avec lui pour Porto-Ferrajo. Adye certifiait que Napoléon ne songeait point à abandonner son domaine, que les fêtes se succédaient aux *Mulini*, et que les grenadiers, à son départ, étaient occupés à creuser des trous devant

leur caserne, destinés, disait-on, à la plantation de jeunes arbres. Campbell ne pouvait se rassurer. Ses pressentiments, depuis les lettres reçues, persistaient, et il maugreait contre le temps qui le forçait à louvoyer devant les côtes italiennes, au lieu de filer droit sur l'île. Durant deux jours, la frégate anglaise fut impuissante à franchir l'étroit bras de mer qui sépare l'île du continent. Le 28 février, se trouvant, enfin, à quelques milles de Porto-Ferrajo, Campbell, impatient et surexcité par les lenteurs de son retour, se jeta dans un canot que des rameurs menèrent jusqu'à la petite capitale elboise.

Dans la rade, le colonel constata, tout de suite, qu'aucun des bâtiments de la flottille de Napoléon n'y stationnait; de plus, que les postes de garde étaient occupés par la milice, et non par les grenadiers, aux lourds bonnets à poil. Il ne douta plus : Napoléon était parti. Il se présenta chez la comtesse Bertrand, et imagina de l'effrayer. Il lui affirma que l'Empereur était prisonnier avec toute sa suite, espérant que la comtesse intercéderait pour son mari et lui ferait connaître la vérité. Aussi flegmatique que Campbell, car elle était Anglaise, la comtesse Bertrand ne se laissa point démonter et resta impénétrable; elle n'était pas, disait-elle, la confidente de l'Empereur. Déçu, le colonel Campbell fit visite à Madame mère et à la comtesse Pauline. Aucune d'elles ne voulut parler. Il menaça la princesse qui le narguait. Celle-ci se redressa impérieuse et lui fit observer qu'il parlait à une femme; et, piteusement, le visiteur inquiet se retira

Sera-t-il plus heureux vers le gouverneur Lapi? Il le somme de lui révéler ce qu'il sait de la direction prise par l'*Inconstant*. Lapi, parlant au nom de l'Empereur, se montra courageux et inflexible, et, au colonel qui, ne sachant plus que faire, exigeait que l'île fût remise aux autorités anglaises, il répondit énergiquement qu'il tenait ses pouvoirs de l'Empereur et ne les rendrait qu'à lui-même. Ne réussissant à rien, Campbell se rembarqua sur *la Perdrix* et se fit conduire à Livourne, afin de mettre au courant des graves nouvelles qu'il apportait le chef de l'escadre anglaise, en station dans la Méditerranée. Plusieurs navires sillonnèrent, en vain, la mer, le long des côtes italiennes; lui-même visita, mais inutilement, les anses de l'île Capraia. Dépité de sa déconvenue, il cingla vers les rivages de France. Cette chasse devait rester in-

fructueuse. C'était trop tard. Le 1er mars, Napoléon entrait, le matin, dans le golfe Jouan, et tandis qu'on le cherchait, il débarquait tranquillement près d'Antibes, avec sa petite troupe et le matériel dont il s'était fait suivre.

Une légère brise s'était élevée, en effet, à Porto-Ferrajo, peu de temps après son embarquement, et avait rendu facile l'éloignement de la flottille, groupée autour de l *Inconstant*. Le vent du sud souffla, et poussa les bâtiments chargés de soldats vers le golfe de Gênes. Malheureusement, le vent mollit et, de nouveau, la flottille elboise ne put avancer que lentement, si lentement que, le lendemain, à l'aube, elle naviguait encore entre l'île d'Elbe et l'île Capraia, en danger d'une surprise par la croisière française. Chautard, peu rassuré, demandait à l'Empereur de rétrograder vers l'île d'Elbe. Toujours confiant en sa fortune, l'Empereur s'y refusa. Et qui sait, disait-il, pour donner confiance à ceux qui l'avaient suivi, qui sait si les navires français n'arboreraient point le drapeau tricolore, lorsque leur équipage apprendrait qu'il était, lui, à bord de l'*Inconstant?* Et plutôt que de se rendre, il combattrait jusqu'à la mort. A midi, le vent de nouveau s'éleva et poussa la flottille napoléonienne à la hauteur de Livourne.

Cependant, si l'on était hors d'atteinte de la croisière française, on apercevait au loin deux bâtiments, qui pouvaient être deux ennemis, et un autre arrivant sur l'*Inconstant*. Les premiers disparurent ; le dernier était le *Zéphir*, brick commandé par le capitaine Andrieux, un camarade du lieutenant Taillade. Par précaution, Napoléon avait ordonné à ses grenadiers de se coucher sur le pont et de quitter leur bonnet à poil ; et lorsque les deux navires se trouvèrent à portée de voix, Taillade, s'adressant au capitaine Andrieux, lui demanda où il allait, et répondant à pareille question, il dit qu'il suivait son chemin sur Gênes. « Comment va le grand homme ? ajouta Andrieux. — Il se porte à merveille », répondit-on de l'*Inconstant*. C'était Napoléon, en personne, d'après la légende, qui, dans le porte-voix, avait donné de ses nouvelles. Ces politesses échangées, les deux bricks s'éloignèrent ; le vent, toujours favorable, poussait rapidement le navire napoléonien vers les côtes de France. On craignit, un instant, l'attention d'un vaisseau de 74, qui se dirigeait vers la Corse. Le navire

continua sa course, sans remarquer le brick, qui filait à toute vitesse vers Antibes ; et le 1er mars, l'*Inconstant* entra dans le golfe Jouan.

Pendant la traversée, l'Empereur s'était montré plein d'espérance. Il interpellait ses grenadiers sur leur vie passée, sur les batailles auxquelles ils avaient pris part ; et lorsque, enfin, il jugea être assez rapproché de France, ne voulant plus les laisser dans l'ignorance de ses desseins, il leur avoua que son expédition n'avait d'autre but que Paris, et le renversement de la dynastie bourbonienne, établie aux Tuileries, sous la protection des baïonnettes étrangères. A ces mots, une clameur d'enthousiasme partit de la poitrine de tous les grognards et se répercuta jusqu'aux petits navires suivant le sillage de l'*Inconstant*. La joie fut unanime et immense ; tout le monde s'apprêta à combattre, afin de replacer sur le pavois le glorieux Empereur.

Napoléon, n'ayant plus rien à dissimuler, fit dicter aux meilleurs écrivains de sa troupe les proclamations destinées à l'armée et au peuple. Celle à l'armée, il la voulut signée par quelques officiers et sous-officiers de sa garde. Elle différait un peu du texte imprimé à Porto-Ferrajo, qu'il apportait avec lui. Ses proclamations manuscrites devaient être distribuées sur son passage ; les proclamations imprimées, affichées dans les villages où le nombre des paysans lettrés était peu considérable. Elles étaient, au surplus, d'une extrême violence. Elles contenaient des phrases, au-dessous desquelles Cambronne ni Drouot surtout, n'auraient point apposé leur signature (1). « Camarades, foulez aux pieds la cocarde blanche ; elle est le signe de la honte. » Et ailleurs : « Soldats de la grande armée, soldats du grand Napoléon, continuerez-vous à l'être d'un prince qui, vingt ans, fut l'ennemi de la France ? » L'entrain de ses scribes, dans leur copie, la joie des soldats à la pensée de revoir bientôt Paris, mettaient Napoléon en belle humeur. Il exprimait, très haut, sa confiance en son destin. Il n'aurait à repousser, affirmait-il, aucun adversaire. A la vue du drapeau tricolore, au son de sa voix, les bataillons viendraient à lui, comme s'il n'avait jamais quitté la France. Les portes des villes lui se-

(1) Houssaye (*1815*, t. I, p. 204.)

raient ouvertes ; les fonctionnaires abandonneraient leur roi, et il entrerait dans sa capitale sans tirer un coup de fusil. La stupeur que provoquerait son audace, affolerait le gouvernement des Bourbons. Princes et émigrés décamperaient au plus vite, ahuris, épouvantés au bruit que ferait sa marche triomphale.

Tous les historiens n'ont pas donné le même texte de cette proclamation. Voici celle qu'a insérée dans son histoire le consciencieux Vaulabelle :

Soldats ! nous n'avons pas été vaincus ! Deux hommes sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur prince, leur bienfaiteur. Ceux que nous avons vus, pendant vingt-cinq ans, parcourir l'Europe pour nous susciter des ennemis, qui ont passé leur vie à combattre contre nous dans les rangs des armées étrangères, en maudissant notre belle France, prétendraient-ils commander et enchaîner nos aigles, eux qui n'ont jamais pu en soutenir les regards? Souffrirons-nous qu'ils héritent du fruit de nos glorieux travaux? Qu'ils s'emparent de nos honneurs, de nos biens, qu'ils calomnient notre gloire? Si leur règne durait, tout serait perdu, même le souvenir de ces immortelles journées ! Avec quel acharnement ils les dénaturent ! Ils cherchent à empoisonner ce que le monde admire, et s'il reste encore des défenseurs de notre gloire, c'est parmi ces mêmes ennemis que nous avons combattus sur le champ de bataille. Soldats ! dans mon exil, j'ai entendu votre voix ; je suis arrivé à travers tous les obstacles et tous les périls. Votre général, appelé au trône par le vœu du peuple, et élevé sur vos pavois, vous est rendu ; venez le rejoindre. Arrachez ces couleurs que la nation a proscrites et qui, pendant vingt-cinq ans, servirent de ralliement à tous les ennemis de la France. Arborez cette cocarde tricolore que vous portiez dans nos grandes journées. Nous devons oublier que nous avons été les maîtres des nations, mais nous ne devons pas souffrir qu'aucune se mêle de nos affaires. Qui prétendrait être maître chez nous? Qui en aurait le pouvoir? Reprenez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Tudela, à Eckmulh, à Essling, à Wagram, à Smolensk, à La Moskowa, à Lutzen, à Bautzen, à Wurtchen, à Montmirail ! Pensez-vous que cette poignée de Français, aujourd'hui si arrogants, puissent en soutenir la vue? Ils retourneront d'où ils viennent ; et, là s'ils le veulent, ils régneront comme ils prétendent l'avoir fait depuis dix-neuf ans. (Allusion à la date que Louis XVIII donnait à son règne.) Vos rangs, vos biens, votre gloire, les biens, les rangs et la gloire de vos enfants n'ont pas de plus grands ennemis que ces princes que les étrangers vous ont imposés ; ils sont les ennemis de notre gloire, puisque le récit de tant d'actions héroïques, qui ont illustré le peuple français en combattant contre eux pour se soustraire à leur joug, est leur condamnation. Les vétérans des armées

de Sambre-et-Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Egypte, de l'Ouest, de la Grande Armée sont humiliés ; leurs honorables cicatrices sont flétries ; leurs succès seraient des crimes ; ces braves seraient des rebelles, si, comme le prétendent les ennemis du peuple, les souverains légitimes étaient au milieu de l'ennemi. Les honneurs, les récompenses, leur affection sont pour ceux qui les ont servis contre la patrie et contre nous. Soldats ! venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Son existence ne se compose que de la vôtre ; ses droits ne sont que ceux du peuple et le vôtre ; son intérêt, son honneur et sa gloire ne sont autres que votre intérêt, votre honneur et votre gloire. La victoire marchera au pas de charge ; l'aigle, avec les couleurs nationales, volera, de clocher en clocher, jusqu'aux tours de Notre-Dame ! Alors vous pourrez vous vanter de ce que vous aurez fait ; vous serez les libérateurs de la patrie. Dans votre vieillesse, entourés et considérés de vos concitoyens, ils vous entendront, avec respect, raconter vos hauts faits. Vous pourrez dire avec orgueil :« Et moi aussi je faisais partie de cette Grande Armée qui est entrée, deux fois, dans les murs de Vienne, dans ceux de Berlin, de Madrid, de Moscou, qui a délivré Paris de la souillure que la trahison et la présence de l'ennemi y ont empreinte. » Honneur à ces braves soldats et honte éternelle aux Français criminels, dans quelque rang que la fortune les ait fait naître, qui combattirent vingt-cinq ans avec l'étranger pour déchirer le sein de la patrie !

NAPOLÉON.

Aux plus incrédules, à quelques sceptiques de ses familiers, tels que Pons de l'Hérault, il mentait, affirmant qu'une révolution en sa faveur avait éclaté à Paris. Aussi bien, la nuit du 28 février au 1er mars se passa-t-elle en projets enivrants. Les officiers, Chautard et Taillade, avaient été décorés la veille, ainsi que tous les soldats qui ne portaient point la croix. Et tout le monde était heureux.

# CHAPITRE VI

## LA MONTÉE DU CAPITOLE

I. — Débarquement près d'Antibes de la petite troupe de Napoléon. — La soupe mangée, les armes fourbies, elle se met en marche avec l'Empereur. — On ne s'arrête ni à Cannes, ni à Grasse ; tout le monde campe en dehors de cette dernière ville. — Les paysans et le peuple, maintes fois trompés sur le retour de Napoléon de l'île d'Elbe, prennent pour des pirates débarqués, dans l'intention d'un pillage, la petite colonne des grenadiers. — De Grasse, l'Empereur se dirige vers Digne, par des chemins montagneux. — Difficultés du passage. — Cependant, le 3 mars, Napoléon et ses soldats entrent dans Castellane où il trouve à sa disposition les rations commandées par Cambronne, chef de son avant-garde. — Le 5 mars, il est à Sisteron : le 6 mars, la colonne impériale se trouve à Corps, à quelques lieues de Grenoble. — A partir de Corps, les paysans rassurés, descendus de leurs montagnes, lui font escorte le long du chemin. — Aux lacs de Laffrey, près d'un défilé, Napoléon s'arrête, prévenu par Drouot qu'un bataillon du 5e de ligne, parti de Grenoble, se trouve posté, sous le commandement d'officiers hostiles, afin d'arrêter sa marche en avant. — Devant le bataillon, Napoléon descend de cheval et offre sa poitrine découverte aux balles des soldats. — Ceux-ci, impressionnés, bouleversés par tant de courage, crient : *Vive l'Empereur !* et viennent fraterniser avec les grenadiers de l'Empereur. Ils demandent même, comme un honneur, de former l'avant-garde de la petite armée, qui se met en marche sur Grenoble.

II. — Sourde agitation à Grenoble produite par la nouvelle de son débarquement. — Le général Marchand, qui commande à Grenoble, le préfet mathématicien Fourrier, tentent vainement d'animer la garnison en faveur du roi. — Les soldats, ainsi que la population, sont disposés à bien accueillir l'Empereur. — Les canonniers, sur les remparts, répondent à l'enthousiasme du peuple. — Les portes de la ville sont fermées : les clefs ont été remises au général Marchand qui les a emportées. — Les portes sont enfoncées à coups de madriers énormes par des ouvriers. — L'Empereur entre en ville au milieu d'une foule en délire. — Le général et le préfet ont abandonné leur poste. — Napoléon s'installe à l'hôtel des *Trois Dauphins*, tenu par un de ses anciens guides. — Fatigué, ainsi que ses soldats, de sa course précipitée depuis sept jours (on était au 7 mars), il ajourne son départ pour Lyon. — Le lendemain de son arrivée, il passe la revue des troupes de la garnison. — Le comte d'Artois, le duc d'Orléans, qui étaient accourus à Lyon pour organiser la résistance contre Napoléon, apprenant son entrée à Grenoble s'empressent de fuir sur la route de Moulins. — Les Lyonnais s'opposent à la destruction des ponts, résolue par les royalistes. — L'Empereur arrive à Lyon, le soir et, comme à Grenoble, il y est reçu par la foule enthousiaste de son retour. — Il s'installe à l'archevêché. — Il fait halte à Lyon, comme à Grenoble, et y publie des décrets pour abolir la monarchie, pour anéantir tout ce qui a été fait par les Bourbons et reconstituer l'Empire.

III. — Mensonges du gouvernement de Paris contre Napoléon. — Diffusion des

proclamations apportées de l'île d'Elbe dans toutes les villes de France. — Sentiments du peuple, sentiments de la bourgeoisie à l'égard de l'Empereur. — Visite de Villemain à Fontanes, l'ancier grand maître de l'Université. — Paris et la province. — Ce qu'il faudrait à l'Empereur pour assurer son triomphe définitif. — Au milieu de la joie universelle, il constate combien il est isolé dans la nation, dont les idées sont bien modifiées depuis un an. — Le 13 mars, il fait ses adieux aux Lyonnais.

IV. — L'Empereur quitte Lyon après son déjeuner, traverse Villefranche où l'attendent soixante mille paysans. — A son arrivée à Mâcon, les habitants se pressent en foule à sa rencontre. — Mot de l'Empereur sur le comte Germain, préfet de Châlons. — Les ministres du Roi, constatant la dévorante rapidité de la marche de Napoléon, se résignent à avertir la population de Paris du danger qui la menace. — En même temps, ils font propager par les journaux royalistes les bruits les plus extraordinaires sur le peu de succès de l'entreprise de l'*aventurier*. — Le gouvernement, ensuite, croyant à la connivence du maréchal Soult, dans la débandade des régiments, envoyés dans le midi de la France, et enrôlés sous la bannière de l'Empereur, force le Roi à enlever à Soult le portefeuille de la Guerre. — D'André, le préfet de police est destitué, remplacé par Bourrienne. — Liste des suspects à arrêter, au nombre desquels se trouve Fouché, qui échappa aux agents venus chez lui. — Le duc de Bourbon part pour la Vendée; le duc d'Angoulême pour le Midi; le duc de Berry visite les casernes. — Réponses des ouvriers aux beaux messieurs, entrés dans les guinguettes, pour les convertir, ainsi que les soldats qui fraternisent avec les ouvriers. — Chanson des cantinières; chansons des rues. — Un article du *Nain Jaune*. — Napoléon avance, dans sa marche vers Fontainebleau; le 17 mars, il déjeune à Vermenton et va coucher à Auxerre.

V. — La conversion du maréchal Ney. — Les causes de sa volte-face. — Entrevue de Napoléon et de Ney à Auxerre. — Le 19 mars, Napoléon part d'Auxerre. — Le 20 mars, de bonne heure, il arrive à Fontainebleau. — Ses impressions ressenties en entrant dans le palais. — Généraux et personnages venus à sa rencontre. — Montholon.

VI. — Aspect des Tuileries, le matin du 20 mars. — Officiers à demi-solde et partisans de l'Empereur réunis au Carrousel, dans l'attente de l'Empereur. — Les principaux personnages de l'Empire se retrouvent le soir dans les grands salons des Tuileries; grands dignitaires et valets sont à leur poste. — Arrivée de l'Empereur. — Ecrasement, bousculade de ses partisans, autour de ses voitures. — Il est porté à bras jusque dans ses appartements. — Paroles et gestes de La Valette. — Premiers actes de l'Empereur après son installation dans son cabinet.

## I

A midi, près d'Antibes, le débarquement de la petite troupe de Napoléon avait commencé. Les navires s'étaient approchés le plus près possible du rivage. Les canots avaient été mis à la mer ; le va-et-vient de chaque embarcation accéléré ; et, néanmoins, beaucoup de grognards, ne pouvant attendre leur tour, entrèrent résolument dans l'eau et rejoignirent leurs camarades qui s'occu-

paient activement d'établir leur bivouac. A cinq heures, le débarquement était terminé : les quatre chevaux de l'expédition, la petite voiture offerte à son frère par la princesse Pauline, les objets à l'usage de l'Empereur, enfin le trésor contenu dans les caisses de Peyrusse, tout avait été descendu à terre. Napoléon suivit, le dernier. Sa tente fut dressée aussitôt, dans une prairie entourée d'oliviers. Près du feu allumé, il s'assit en son fauteuil de campagne, et à l'heure de son souper, mangea, en attendant que l'on eût fixé toutes les dispositions de la marche en avant. Ne voulant point que la nouvelle de son débarquement se répandît trop tôt, il envoya Cambronne à Cannes, avec une escorte de quarante chasseurs, afin d'arrêter les courriers.

A onze heures du soir, la troupe ayant mangé la soupe et fourbi ses armes, le trésor chargé sur une « grosse roulante » (1) réquisitionnée, comme l'écrit Peyrusse, la petite armée prit la route de Cannes qu'éclairait une lune étincelante. Vingt-cinq grenadiers, un lieutenant et un tambour, détachés sur Antibes, dans l'espoir de gagner à la cause impériale la garnison de cette petite place forte, y furent retenus prisonniers par un subterfuge du commandant. Le détachement entré dans la ville, le pont fut levé et les hommes prisonniers furent désarmés. Combattre pour les délivrer, retarder sa marche, l'Empereur y renonça. Il voulait par-dessus tout, frapper les esprits par la rapidité de ses déplacements. Et, même, défiant, il ne stationna point dans Cannes surexcitée par des bruits ridicules, la descente de pirates prêts au pillage et à l'incendie. Cependant, les habitants se rassurèrent, et ils vinrent en nombre autour de la garde, qui se reposait à cinq cents mètres au delà de la ville. Une heure après, Napoléon partait pour Grasse. L'étape était de cinq lieues. Comme à Cannes, la population était troublée par la crainte d'une attaque de pirates.

(1) « Pour transporter le trésor, écrit Pichot, après le débarquement, Peyrusse, Jermanowski et quelques cavaliers arrêtèrent une diligence, une *grosse roulante.* » « Notre petite troupe barra la route, dit Peyrusse. Je me tenais un peu en arrière, cachant sous une redingote la broderie de mon habit. Le cocher stupéfait cherchait à se débattre. Les voyageurs surpris de ce bruit (neuf heures du matin), mirent la tête aux portières, et voyant devant eux des Polonais et des grenadiers d'assez bonne mine, avec la cocarde tricolore, ils furent *médusés.* Un inspecteur aux revues allait à Antibes : il descendit avec sa femme. La voiture fut conduite au lieu de débarquement et reçut les malles du trésorier, moins ce qu'on avait à payer au capitaine des bateaux nolisés et la solde de la troupe, quinze jours d'avance. Grâce à cet argent, on put arriver jusqu'à Lyon. »

Dans la nuit, le maire, le marquis de Gourdon, un aristocrate, réunit le conseil municipal, manda le général Gazan, officier en demi-solde, retiré dans sa ville natale, et proposa de se défendre à outrance contre les agresseurs. On apprit bientôt que Napoléon et ses soldats, débarqués le jour même de l'île d'Elbe, s'avançaient à marches forcées. A cette nouvelle, Gazan conseilla de rester tranquille.

Napoléon n'entra point dans Grasse. L'heure était matinale. Cambronne, en avant-garde, pour réquisitionner des vivres, tardant à revenir, l'Empereur était inquiet. Au loin, des cloches tintaient lugubrement. Etait-ce un signal contre lui? Des rouliers dissipèrent ses craintes. Les cloches sonnaient un enterrement. Néanmoins, on fit halte, hors des maisons, sur le plateau de Roccavignon, et bientôt, comme à Cannes, les habitants rassurés entourèrent la garde, apportant du vin aux soldats et des fleurs à l'Empereur (1). Pour la première fois, le peuple cria : *Vive l'Empereur!*

Durant cette première nuit de marche, Napoléon avait étonné la population des villages traversés. Les femmes s'étaient montrées aux fenêtres ; les hommes avaient regardé, silencieux, passer les grognards ; et lorsque ceux-ci annonçaient que l'Empereur était au milieu d'eux, les paysans restaient incrédules. Ce n'était pas la première fois que son arrivée était prédite, et elle ne s'était pas réalisée. Pourquoi serait-elle vraie aujourd'hui? Et la fable des pirates s'accréditait facilement.

A Grasse, l'Empereur prit la route de Digne, Déjà une partie de ses cavaliers avaient une monture. Sur son passage, il avait fait acheter autant de chevaux qu'il avait pu ; et il résolut de s'engager dans les chemins ardus de la montagne et non sur la grande route, qui l'aurait ramené aux lieux où, l'année précédente, il avait été poursuivi de cris de mort par les royalistes. Les montagnards étaient patriotes. Il savait qu'au milieu d'eux, il n'avait rien à craindre. Seulement, ces chemins montagneux n'étaient que des routes pour mulets, couvertes de glace, non fondue encore, où les hommes seraient contraints de défiler un à un. L'étape serait

(1) Henry Houssaye, *1815*, t. I.

pénible pour les cavaliers démontés, portant sur leurs épaules une bride et une selle, et peu alertes dans leur culotte basanée et leurs bottes à éperons; non moins pénibles pour les cavaliers montés, forcés de conduire à la main leur monture. Quant aux canons, amenés de Porto-Ferrajo, et à la « grosse roulante » de Peyrusse, il les abandonna à la municipalité de Grasse. S'il devait combattre, ce n'était point avec quelques boulets qu'il s'ouvrirait un chemin en avant. Il lui importait davantage de faire surveiller les mulets nouvellement achetés, porteurs des caisses de son trésor. Entraves pour lui qui cherchait la réussite de son aventure dans la célérité de sa marche. Napoléon, comme ses soldats, allait à pied, un bâton à la main. Plusieurs fois, il faillit, en tombant, dégringoler sur les pentes de la montagne. Une glissade fit culbuter l'un des mulets de Peyrusse, chargé de trois cent mille francs en or; la bête roulant dans le précipice se tua, et l'or sortit des caisses brisées, s'éparpilla sur la neige, ou rebondit dans les eaux s'écoulant en cascades. Peyrusse ne retrouva qu'une partie de la grosse somme. Trente-trois mille francs furent perdus.

Le 3 mars, malgré tant d'obstacles, toute la colonne rivalisant de zèle et de courage entra dans Castellane, où le sous-préfet et le maire avaient préparé les rations demandées par Cambronne. Le sous-préfet, M. Francout, reçut l'Empereur à déjeuner, et les soldats s'étant reposés, ils reprirent leur route sur Barrême où ls arrivèrent dans la soirée. L'Empereur y coucha chez le juge de paix. A ce moment-là, sa présence dans le midi de la France était connue. Les autorités des départements voisins étaient averties. Masséna, qui commandait à Marseille, savait que Napoléon se dirigeait sur Grenoble, et afin d'arrêter sa marche il résolut de faire occuper la forteresse de Sisteron, qui commande le pont traversant la Durance. Mais Napoléon avait hâte aussi d'occuper cette forteresse. Cambronne et son escouade de grognards ne stationnèrent donc pas à Digne où Napoléon était arrivé le 4 mars. Cambronne doubla ses étapes et le 5 mars, avant le jour, il entrait dans la forteresse, prêt à la défendre contre la troupe de Masséna, si elle s'y présentait.

Pendant le repos de l'Empereur et de ses soldats au chef-lieu des Basses-Alpes, Drouot fit réimprimer les proclamations adressées « à l'armée et au peuple », dont les exemplaires, avec pro-

fusion distribués, commençaient à s'épuiser (1). A Barrême que l'on venait de quitter, les vivats avaient été nourris et encourageants. La population de Digne se montra plus froide. Le préfet Duval et le général Loverdo, suivis de la garnison et des fonc-

(1) Sa proclamation au peuple français était ainsi conçue : « Français ! la défection du duc de Castiglione livra Lyon sans défense à nos ennemis ; l'armée dont je lui avais confié le commandement était, par le nombre de ses bataillons, la bravoure et le patriotisme des troupes qui la composaient, à même de battre le corps d'armée autrichien qui lui était opposé et d'arriver sur les derrières du flanc gauche de l'armée ennemie qui menaçait Paris. Les victoires de Champaubert, de Montmirail, de Château-Thierry, de Vauxchamps, de Mormans, de Montereau, de Craonne, de Reims, d'Arcis-sur-Aube et de Saint-Dizier, l'insurrection des braves paysans de la Lorraine, de la Champagne, de l'Alsace, de la Franche-Comté et de la Bourgogne, et la position que j'avais prise sur les derrières de l'armée ennemie, en la séparant de ses magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois et de tous ses équipages, l'avaient placée dans une position désespérée. Les Français ne furent jamais sur le point d'être plus puissants, et l'élite de l'armée ennemie était perdue sans ressources. Elle eût trouvé son tombeau dans ces vastes contrées qu'elle avait si impitoyablement saccagées, lorsque la trahison du duc de Raguse livra la capitale et désorganisa l'armée. La conduite inattendue de ces deux généraux, qui trahirent à la fois leur patrie, leur prince et leur bienfaiteur, changea le destin de la guerre. La situation désastreuse de l'ennemi était telle, qu'à la fin de l'affaire qui eut lieu devant Paris, il était sans munitions, par la séparation de ses parcs de réserve. Dans ces nouvelles et grandes circonstances, mon cœur fut déchiré, mais mon âme resta inébranlable. Je ne consultai que l'intérêt de la patrie ; je m'exilai sur un rocher au milieu des mers. Ma vie vous était et devait encore vous être utile, je ne permis pas que le grand nombre de citoyens, qui voulaient m'accompagner, partageassent mon sort ; je crus leur présence utile à la France, et je n'emmenai avec moi qu'une poignée de mes braves, nécessaires à ma garde. Elevé au trône par votre choix, tout ce qui a été fait sans vous est illégitime. Depuis vingt-cinq ans, la France a de nouveaux intérêts, de nouvelles institutions, une nouvelle gloire qui ne peuvent être garantis que par un gouvernement national et par une dynastie née dans ces nouvelles circonstances. Un prince, qui régnerait sur vous, qui serait assis sur mon trône par la force des mêmes armées, qui ont ravagé notre territoire, chercherait, en vain, à l'étayer des principes du droit féodal ; il ne pourrait assurer l'honneur et les droits que d'un petit nombre d'individus, ennemis du peuple, qui, depuis vingt-cinq ans, les a condamnés dans toutes nos assemblées nationales. Votre tranquillité intérieure et votre considération extérieure seraient perdues à jamais. Français, dans mon exil, j'ai entendu vos plaintes et vos vœux ; vous réclamiez ce gouvernement de votre choix qui, seul, est légitime. Vous accusiez mon long sommeil ; vous me reprochiez de sacrifier à mon repos les grands intérêts de la patrie. J'ai traversé les mers, au milieu de périls de toute espèce ; j'arrive, parmi vous, reprendre mes droits qui sont les vôtres. Tout ce que des individus ont fait, écrit ou dit, depuis la prise de Paris, je l'ignorerai toujours ; cela n'influencera en rien sur le souvenir que je conserve des services importants qu'ils ont rendus, car il est des événements d'une telle nature qu'ils sont au-dessus d'une organisation humaine. Français, il n'est aucune nation, quelque petite qu'elle soit, qui n'ait eu le droit et qui ne se soit soustraite au déshonneur d'obéir à un prince, imposé par un ennemi momentanément victorieux. Lorsque Charles VII rentra à Paris, il reconnut tenir son trône de la vaillance de ses braves, et non d'un prince régent d'Angleterre (allusion au discours adressé par Louis XVIII au prince régent, lors de son passage à Londres en 1804). C'est aussi à vous seuls et aux braves de l'armée que je fais et que je ferai toujours gloire de tout devoir. » Napoléon.

tionnaires emportant l'argent des caisses publiques, s'étaient retirés dans une bourgade voisine. L'Empereur allant à l'hôtel du « Petit Paris » s'aperçut, tout de suite, de cette indifférence. Mais, il y a toujours une foule qui veut voir et s'empresse vers les lieux où se trouve un grand personnage. Ce fut cette foule que, de l'hôtel, Napoléon harangua, et ses chaudes paroles frappant ces têtes méridionales, le peuple manifesta aussitôt sa joie de le revoir. Il l'acclama. L'Empereur, plus dispos, prit alors le chemin déjà parcouru par son avant-garde, et au milieu du jour, le 5 mars, il entra dans Sisteron, où le maire et le sous-préfet vinrent au-devant de lui, et l'accompagnèrent à l'hôtel du « Bras d'Or ». Il ne s'y arrêta pas longtemps. Il voulait coucher à Gap. Bien reçu par les deux principales autorités de la ville, il s'éloigna aux cris répétés de : *Vive l'Empereur!* Le lendemain, 6 mars, toute la colonne impériale se trouvait à Corps, à quelques lieues de Grenoble.

Jusque-là, Napoléon, accueilli partout avec bienveillance, n'avait conquis aucune garnison. Sa petite armée restait telle qu'il l'avait embarquée à Porto-Ferrajo ; ses grognards, certes, consentaient toujours à aller de l'avant, sans se décourager, car ils n'avaient traversé que des villages et des petites villes, lesquels n'osent ouvertement révéler leurs sympathies, ils le savaient, dans la crainte de représailles. Combien ils auraient été plus ardents et mieux entraînés, pourtant, s'ils eussent senti, derrière eux, la foule les pressant sur les routes, les régiments des garnisons abandonnant leurs officiers, pour obéir aux leurs, la France, enfin, prête à les recevoir, comme autrefois, avec des cris d'enthousiasme, et se redonner à leur glorieux chef ! Napoléon comprenait le malaise un peu triste de ces vieux guerriers aux longues moustaches, qui passaient admirés, mais sans recrues. Quelle confiance ne devait-il pas inspirer à ces marcheurs infatigables, qui couraient, d'étapes en étapes, après un triomphe à venir et que rien n'annonçait ? On les a comparés aux compagnons de Christophe Colomb, murmurant de ne rien découvrir au lointain des mers où le navigateur intrépide refusait de s'arrêter. La similitude est certaine. Cependant l'heure allait être décisive aux approches de Grenoble, la grande cité contenant plusieurs régiments. Si Grenoble cédait, le peuple et l'armée seraient emportés vers eux

d'un élan irrésistible : récompense de leur fidélité ! Mais qu'allait-il advenir ?

Avant de quitter Gap, l Empereur fit afficher une proclamation aux habitants des Hautes et Basses-Alpes. Et il employa, avec intention, le mot de « citoyen ». Il disait :

« Citoyens, j'ai été vivement touché de tous les sentiments que vous m'avez montrés ; vos vœux seront exaucés. La cause de la nation triomphera encore ! Vous avez raison de m'appeler votre père ; je ne vis que pour l'honneur et le bonheur de la France. Mon retour dissipe toutes vos inquiétudes ; il garantit la conservation de toutes les propriétés, l'égalité entre toutes les classes et les droits dont vous jouissez depuis vingt-cinq ans, droits après lesquels nos pères ont tous soupiré et qui forment aujourd'hui une partie de votre existence. Dans toutes les circonstances où je pourrai me trouver, je me rappellerai toujours, avec un vif intérêt, tout ce que j'ai vu, en traversant votre pays. — NAPOLÉON. »

La population l'avait escorté, répandue en foule sur la route. A mesure qu'il avançait maintenant, il rencontrait des groupes de plus en plus nombreux de paysans, descendus de leur montagne, pour le voir passer et le saluer d'acclamations. En beaucoup de villages, ils voulaient sonner le tocsin, avertir ainsi les habitants des hameaux et des fermes, afin de le défendre contre toute agression. « Non, leur répondit-il ; vos sentiments me répondent de ceux des pays que je vais parcourir. Je ne risque rien. Tous les soldats qui me seront opposés se réuniront aux miens, restez tranquilles ». A La Mure, néanmoins, il s'arrêta. Cambronne, toujours en avant-garde, avait appris qu'un bataillon, venu de Grenoble, se trouvait posté vers les lacs de Laffrey, dans un défilé où il serait forcément arrêté. Un adjudant, envoyé en parlementaire, avait été repoussé par l'officier qui commandait. Cambronne inquiet en référa à l'Empereur.

Le bataillon, placé en observation, appartenait au 5e de ligne ; il avait pour chef le commandant Delessart, qui s'était promis de faire son devoir. Il le répétait sans cesse à ceux qui le voulaient gagner à la cause impériale, et le général Marchand l'avait chargé

de barrer la route à Napoléon. Marchand, sous Louis XVI, était avocat au parlement de Grenoble. A la révolution, il laissa la défroque de l'avocat, s'enrôla parmi les volontaires de l'Isère, qui en firent un capitaine. Les chances de la guerre, sous l'Empire, l'avaient poussé jusqu'au grade de général, et Napoléon l'avait créé comte de l'Empire, avec quatre-vingt mille francs de rente. Son ambition était ainsi comblée, surtout depuis que les Bourbons, satisfaits de son adhésion empressée à la monarchie, lui avaient confirmé la jouissance de son grade et de ses honneurs, et l'avaient maintenu à Grenoble. Il ne désirait plus rien et l'équipée de Napoléon, en troublant sa nouvelle existence, l'animait de sentiments très hostiles. Dès qu'il eut été averti de la marche en avant de son ancien souverain, il avait appelé au chef-lieu de son commandement, en toute hâte, les troupes que le ministre de la guerre y devait réunir, en corps d'observation, contre le roi de Naples, Murat, accusé de vouloir révolutionner l'Italie. Six mille hommes se trouvaient alors sous ses ordres, venus de Chambéry et de Vienne : régiments de ligne, de hussards, d'artillerie, avec lesquels il aurait pu arrêter l'audacieux exilé, s'ils eussent été acquis aux Bourbons. Mais, bien au contraire, ces troupes, comme toutes celles de l'armée, n'avaient au fond du cœur que le regret d'avoir perdu leur chef glorieux et une rancune indéracinable contre les princes qui ne leur envoyaient que des officiers aristocrates, portant haut leur titre de noblesse, et qui, par leurs gestes et leurs discours, affectaient de ravaler la gloire des grandes actions de l'Empereur. Silencieusement, ils lui demeuraient fidèles, n'oubliant rien de lui. Cette fidélité, on en aurait trouvé la preuve au fond de leur sac, dans la cocarde tricolore, fripée par l'usage, qu'ils conservaient précieusement comme un fétiche. Les officiers qui commandaient le bataillon du 5e de ligne, envoyé aux défilés de Laffrey, n'avaient jamais discerné, sous ce silence obstiné, la foi napoléonienne persistante. Ils comptaient bien pousser leurs soldats jusqu'à cette résolution impie de leur faire attaquer, à coups de feu, les soldats de l'île d'Elbe et même tirer contre l'homme que tous les royalistes traitaient « d'aventurier ».

Malgré les avis de Cambronne, Napoléon s'avançait toujours. Le peloton des cavaliers polonais marchait en avant. Arrivé près du bataillon de Grenoble, il se replia et revint vers l'Empereur

qui suivait dans sa calèche. Le moment était grave. Il fallait en venir aux mains, ou se rendre sans combattre; verser le sang français ou périr. Les paysans des villages voisins, qui accompagnaient la petite armée impériale s'étaient massés à droite et à gauche des adversaires. Ils considéraient, haletants d'émoi, cette scène qui allait être tragique peut-être, ou grandiose, suivant la tournure de l'événement. Ils virent l'Empereur quitter sa voiture, se faire amener son cheval tenu en main, le monter et ordonner à ses cavaliers polonais de marcher devant lui. Les chasseurs de la garde marquaient le pas, derrière, l'arme basse, au bras gauche. A une portée de pistolet, les cavaliers ouvrirent les rangs; l'Empereur descendit de cheval et s'avança près du bataillon qui barrait la route. Les hommes du premier rang étaient livides, tremblant de tous leurs membres dans l'épouvante de l'assassinat qu'on leur allait commander. S'y résigneraient-ils? L'habitude de l'obéissance, le sentiment du devoir annihilaient leur volonté et toute résistance au commandement. Personne n'aurait pu dire ce qui allait se passer. Après avoir salué le front du bataillon, l'Empereur dit d'une voix haute : *Soldats du 5e de ligne, reconnaissez-moi! s'il en est un, parmi vous, qui veuille tuer son général, son Empereur, il le peut; me voilà!* Et entr'ouvrant sa redingote grise, son immortel uniforme, il montra sa poitrine et attendit. *Feu!* cria, derrière les soldats, un aide de camp du général Marchand, le capitaine Randon, son neveu, officier de dix-neuf ans, envoyé en mission au commandant Delessart et resté avec lui. Le silence étouffant qui étreignait les âmes, tout à coup, cessa. Un immense cri de *Vive l'Empereur !* répondit à ce commandement cruel; les rangs furent rompus et les soldats se précipitèrent au-devant de Napoléon, baisèrent ses habits, s'agenouillèrent devant lui, exprimant par gestes enthousiastes leur joie, leur délire, leur adoration. Les soldats de la garde fraternisèrent aussitôt avec ceux de Grenoble, et les paysans, enlevés par cette scène émouvante, partagèrent toute cette allégresse. Il n'y eut plus qu'une foule délirante, impressionnée du grand spectacle dont elle venait d'être témoin, exhalant, dans des cris furieux d'amour, son admiration débordante. Le capitaine Randon, redoutant la colère des soldats, avait disparu, fuyant au galop vers Grenoble, pour avertir son général. Alors, le commandant Delessart aborda

l'Empereur, et, les yeux pleins de larmes, lui remit son épée. L'Empereur la lui rendit et l'embrassa pour le consoler, se montrant toujours généreux. Napoléon s'approcha ensuite d'un soldat dont les longues moustaches et les chevrons sur les manches indiquaient un de ses anciens compagnons de guerre et lui prenant la pointe de cette barbe : « Alors, tu voulais tuer ton Empereur, lui dit-il. — Tiens, regarde, répondit le grognard, en faisant sonner, avec la baguette, le canon de son fusil. Il n'est pas chargé. Chez tous les camarades, c'est pareil. »

Cependant l'ordre se rétablit au milieu de cette confusion. Les soldats reprirent leurs rangs; les paysans s'écartèrent, firent cercle autour d'eux et l'Empereur parla : « Je viens avec une poignée de braves, disait-il, parce que je compte sur le peuple et sur vous. Le trône des Bourbons est illégitime, parce qu'il n'a pas été élevé par la Nation; il est contraire à la volonté nationale, puisqu'il est contraire aux intérêts de notre pays et qu'il n'existe que dans l'intérêt d'un petit nombre de familles. Demandez à vos pères; interrogez ces braves paysans; vous apprendrez de leur bouche la véritable situation des choses. Ils sont menacés du retour des dîmes, des privilèges, des droits féodaux et de tous les abus dont vos succès les avaient délivrés. N'est-il pas vrai, mes amis, ajoutait Napoléon, en s'adressant aux montagnards? — Oh! oui, Sire, répondaient ceux-ci. On voulait nous attacher à la terre. Vous venez comme l'ange du Seigneur, pour nous sauver. »

On repartit. Le bataillon du 5e de ligne avait demandé la faveur de former l'avant-garde. L'Empereur y consentit, avec d'autant plus d'empressement, que c'était un exemple donné aux autres troupes qu'il pourrait rencontrer. On allait à Vizille où la réception fut aussi chaleureuse, aussi bruyante qu'elle l'avait été à Gap. C'était de là qu'étaient parties les premières démonstrations, en faveur de la liberté; et la population unanime à acclamer Napoléon, toute hostile aux Bourbons, lui disait : « C'est de là, encore, que partira le retour à la gloire, à l'honneur de la France. C'est en ces lieux encore que renaît la liberté, opprimée par les royalistes. » En un village, pendant une halte, on avait apporté aux soldats du vin dans des seaux. Ils avaient bu dans le même verre. Quand ils eurent fini, Napoléon demanda le verre et but à son

tour. C'est ainsi qu'il s'emparait de l'âme de ses troupes.

Désormais la partie est gagnée. Tous marchent avec confiance; ils sont certains du succès. Napoléon partage la joie de son entourage. A Grenoble, il montera le premier degré de son capitole.

## II

Là, régnait une sourde agitation provoquée par les nouvelles venues du dehors. Le peuple avait appris le débarquement de l'Empereur à Antibes et sa marche accélérée qui, en quelques jours, l'avait conduit presque aux portes de la ville. Eymery, le chirurgien de la vieille garde, un Grenoblois, avec un passeport que Napoléon lui avait fait donner par le sous-préfet de Castellane, avait réussi à pénétrer jusqu'à ses compatriotes, quoiqu'il eût été signalé au général Marchand, pour être arrêté et emprisonné. Il s'était caché dans la maison de l'un de ses amis, le gantier Dumoulin, et les proclamations de l'Empereur, apportées avec lui, circulèrent aussitôt dans les faubourgs et au milieu des ouvriers. La ville était animée de l'esprit le plus libéral. Elle était toute dévouée à Napoléon, en opposition aux Bourbons, protégés du clergé et amis des aristocrates du pays dont elle redoutait les convictions rétrogrades. La garnison faisait cause commune avec la population. Les troupes arrivées de Chambéry avec le colonel de Labédoyère, les hussards partis de Vienne, ne pensaient pas autrement qu'elle. Les casernes retentissaient, tout le jour, des cris incesssants de *Vive l'Empereur !* et les cantinières entonnaient les chansons à la louange de celui que tous les soldats regrettaient. Le général Marchand, par son empressement à se rallier à la monarchie, avait perdu, sur eux, son influence, et leur était devenu suspect; plus encore le préfet, le mathématicien Fourrier, illustre par sa science, mais d'une platitude offensante contre son ancien ami, le général Bonaparte, qui l'avait emmené en Egypte, et l'avait associé à sa gloire. Il n'avait pas craint, dans une affiche placardée aux carrefours, de le traiter « d'aventurier », comme les royalistes et d'appeler *brigands* les héroïques grognards.

Aux premiers jours du débarquement, les partisans des Bourbons, à Grenoble, plaisantant sur cette nouvelle, avaient affecté une grande confiance dans le triomphe définitif de leurs princes. Les ordres de Paris, pour la concentration d'une grande armée sous le commandement du comte d'Artois qui viendrait à Lyon établir son quartier général avec ses deux fils comme lieutenants, l'un chef de l'aile droite, l'autre de l'aile gauche, de concert avec le maréchal Macdonald et le duc d'Orléans, ces ordres les avaient rassurés. La marche foudroyante de Napoléon les surprit et les ébranla. Ils déchantèrent. Ils reprirent courage, ensuite, apprenant que Masséna, de Marseille, envoyait, derrière la petite armée de l'île d'Elbe, un général et des troupes qui la poursuivaient, et ils répandirent le bruit aussitôt que les villes, récemment acquises, étaient revenues aux Bourbons, après le passage de « l'aventurier ». Ce n'était, cet événement, qu'une échauffourée très éphémère. Entreprise d'un fou, disaient les plus timorés; elle achève de le faire connaître. Les plus résolus ajoutaient : « Ce bougre de Corse sera fusillé, ce soir. » Quelques-uns, pourtant, avaient enlevé de leur habit la croix de Saint-Louis et la décoration du lys. On ne savait pas ce qui pouvait arriver.

Le général Marchand subissait les mêmes inquiétudes; quoiqu'il se montrât, à toute heure, aux régiments de la garnison, il ne réussissait point à faire jaillir des poitrines le moindre cri royaliste. En sa présence, les soldats demeuraient muets, au fond d'eux-mêmes résolus à se rallier à la petite armée qui arrivait de Vizille. Marchand avait fait placer, en batterie, tous les canons sur les remparts et garnir de cartouches les gibernes; enfin, il avait reçu, en son hôtel, les officiers supérieurs qui avaient renouvelé leur serment de fidélité à la monarchie. Mais, lorsqu'il leur fit connaître qu'il voulait passer en revue les soldats et leur demander un serment de loyalisme, en faveur du Roi, les officiers l'en dissuadèrent. La popularité de leur général était trop compromise, trop chancelante, et son ascendant sur les soldats plus que douteux. Aussi bien, dans le but de soustraire, à la propagande bonapartiste, la garnison entière de Grenoble, il ordonna au colonel Roussille, du 11e de ligne; au colonel de Labédoyère, du 7e de ligne, d'emmener hors de la ville, chacun, son régiment. Le colonel Roussille parvint à entraîner ses hommes sur la route de Cham-

béry; le colonel de Labédoyère, jeune, ardent, animé du plus pur patriotisme, se rappelant les hontes de l'année précédente et les efforts héroïques de Napoléon accablé sous le nombre, au lieu d'obéir à son général, appela ses officiers à seconder son propre mouvement, en faveur de l'exilé de l'île d'Elbe. Leur montrant l'aigle du drapeau, qu'il avait gardée comme une relique précieuse, comme le signe du relèvement de la patrie, joignant le geste aux paroles, il prit la route de Vizille qui le menait au-devant de l'Empereur. Sur ces entrefaites, revenait à Grenoble le capitaine Randon, couvert de boue et de l'écume de son cheval, dénonçant à son chef les événements accomplis aux défilés de Laffrey, et le prévenant que Napoléon approchait, entouré d'une foule de paysans passionnés, de soldats chantant la *Marseillaise*. Marchand débordé, désespéré, la tête perdue, fit fermer les portes de la ville dont les clefs restèrent en sa possession.

La nuit arriva. L'obscurité régnait sur les murailles où veillaient les canonniers à côté de leurs pièces. Sur les neuf heures, un bruit de foule, la cadence des pas martelés des bataillons en marche, du galop des chevaux, se firent entendre au loin. Le général, du haut de ses fenêtres dominant la plaine, put apercevoir une masse noire et mouvante piquée du feu des torches, aux mains des paysans, qui, dans les ténèbres, semblaient ramper sur le sol et menacer les murailles. Il expédia un de ses aides de camp pour qu'on tirât à la mitraille sur les agresseurs. Les canonniers ne bougèrent pas. Impatient du résultat, il vint lui-même, harangua, supplia les servants des canons et les jeunes officiers de faire leur devoir. Aucun ne répondit à ses objurgations, si ce n'est qu'ils se feraient hacher par les soldats sur leurs pièces, s'ils obéissaient. Comprenant l'inutilité de ses discours, il rentra chez lui et prépara sa fuite. Fourrier, le préfet, l'imita. Les soldats, sur les remparts, répondaient aux cris des assaillants par des vivats nourris en l'honneur de Napoléon. Faute des clefs, les portes restaient fermées. De grosses poutres bardées de fer les rendaient aussi solides que les murailles. Napoléon s'impatientait. Des charrons du voisinage avec leur hache, d'autres armés d'énormes madriers attaquèrent alors les chambranles de cette imposante barrière. Ces madriers soulevés par vingt hommes vigoureux et lancés contre la porte

principale, les chambranles vacillèrent ; les éclats volèrent de toutes parts ; la brèche était ouverte et l'Empereur put entrer en ville.

Ce fut alors un spectacle inoubliable (1). Napoléon pressé par la foule exultante ne pouvait avancer. On l'acclamait, on le voulait voir, toucher son cheval, ses étriers, ses bottes. Il était le vainqueur, l'idole désirée, attendue, et tous se seraient voués à la mort en son honneur, à sa gloire. Le maire se présenta et lui fit hommage. Il voulait le conduire à la préfecture. Napoléon refusa : « Je désire aller à l'hôtel des *Trois Dauphins*, répondit-il, tenu par un de mes anciens guides, nommé Labarre, que je n'ai pas revu depuis qu'il a quitté le régiment. Près de lui, je serai fort à mon aise. » Sur son désir, la foule l'accompagna jusqu'à cet hôtel. A peine y était-il installé que l'on vit arriver les charrons portant, sur leurs épaules, les débris de la porte enfoncée et massacrée. Napoléon se montra et les ouvriers lui dirent : « On n'a pas voulu te donner les clefs de cette porte, nous t'en apportons les morceaux, la porte elle-même. »

Ce soir-là, le 7 mars, il avait parcouru, avec ses grenadiers, quatre-vingts lieues depuis Antibes. Il avait besoin de repos, ainsi que ses soldats. Il ajourna sa marche sur Lyon. Qu'avait-il à

(1) « Jamais ville assiégée, écrit Fleury de Chaboulon, n'offrit un semblable spectacle. Les assiégeants, l'arme renversée et marchant dans le désordre de la joie, approchaient, en chantant, des murailles de la place. Le bruit des armes, les cris de guerre des soldats ne venaient point épouvanter les airs. On n'entendait d'autre bruit que les acclamations renaissantes : *Vive Grenoble ! Vive la France ! Vive Napoléon !* d'autres cris que ceux de la plus franche gaieté et du plus pur enthousiasme. La garnison, la garde nationale, la population répandue sur les remparts, regardèrent d'abord avec surprise, avec émotion, ces transports d'allégresse et de dévouement. Bientôt, ils les partagèrent, et les assiégeants et les assiégés, réunis par une même pensée, les mêmes sentiments, firent éclater, à la fois, le cri de ralliement, le cri de : *Vive l'Empereur !* Le peuple et les soldats se présentèrent aux portes. En un instant, elles furent enfoncées et Napoléon, pressé par une foule idolâtre, fit son entrée triomphante à Grenoble... Il ne restait à la royauté d'autres défenseurs que des femmes et leurs mouchoirs, des prêtres sans influence, des nobles sans courage, des gardes du corps sans jeunesse et sans espérance. Un seul et dernier espoir restait au gouvernement, c'était que Napoléon serait assassiné. Les mêmes hommes qui avaient prêché la guerre civile et déclaré qu'il serait honteux de ne pas l'avoir, souillèrent les murs de Paris de provocations au meurtre et de louanges fanatiques données d'avance au meurtrier. Des émissaires, répandus dans les groupes, cherchaient à mettre le poignard à la main à de nouveaux Jacques Clément. Un acte public avait proscrit Napoléon. Un prix fut offert publiquement à celui qui apporterait sa tête. Cet appel au crime, que, pour la première fois, les assassins de Coligny firent entendre à la France indignée, fut répété par des hommes qui, comme eux, avaient sans cesse à la bouche les mots sacrés de morale, d'humanité, de religion et qui, comme eux, n'étaient altérés que de vengeance et de sang. »

craindre à l'heure présente? Ne possédait-il pas une armée à sa disposition, une place de guerre, comme appui, des armes, des munitions, s'il devait combattre? Tout le monde était à ses pieds. Ainsi qu'il le dit plus tard à Sainte-Hélène : « Jusqu'à Grenoble, on me traita d'aventurier; à Grenoble, je fus prince. » En effet, le lendemain, les corps constitués, armée, clergé, magistrature, et université, vinrent défiler devant lui et renouvelèrent le serment qu'ils avaient prêté naguère à d'autres princes, et qu'ils prêteraient encore avant longtemps.

Le lendemain, Napoléon passa la revue des troupes réunies à Grenoble, ensuite, il les fit partir à marches forcées pour Lyon Lui, en sa calèche, voyageait au milieu d'une foule bruyante, dont l'exaltation ne faiblit pas un seul instant. Les hommes, les enfants, chantaient allégrement des paroles empreintes d'un souffle généreux, et en les entendant, il disait : « Je retrouve, ici, les sentiments qui, il y a vingt ans, me firent saluer la France du nom de grande nation. Oui, ajoutait-il, vous êtes encore la grande nation, vous le serez toujours. » Les paysans d'un village l'accompagnaient jusqu'au village prochain et ne le quittaient qu'après l'avoir confié, sur la limite de leur commune, aux autres paysans, qui l'attendaient. Les plus enivrés criaient : « *A bas les Bourbons ! A bas les nobles !* et même : *Vive Robespierre !* exprimant, par ces exclamations, leur désir d'être affranchis, de nouveau, de la sujétion et de la morgue des seigneurs de village. Le sentiment qui dominait, en ces foules exaspérées des prétentions des aristocrates, était le soulagement éprouvé de se sentir libres. Chacun des plus humbles travailleurs redevenait homme, enfin, l'égal de tous les autres, maître de son épargne, sous la protection de l'Empereur. Le 9 mars, Napoléon couchait à Bourgoin; le lendemain, il allait entrer à Lyon à la tête des régiments qui avaient arboré la cocarde tricolore (1).

(1) *Journal de Gourgaud*, t. I, p. 376. En parlant du retour de l'île d'Elbe, Napoléon disait : « J'avais laissé à Grasse mes deux pièces de canon et ma voiture, en intimant au maire l'ordre de les envoyer à l'arsenal d'Antibes. J'avais aussi déposé quinze cents fusils que j'avais apportés et qui m'étaient inutiles; partout on nous voyait passer avec surprise. A Gap, je fus environné par une grande multitude, lorsque j'étais au bivouac. Je parlai à tout le monde, comme au grand cercle des Tuileries. Les paysans étaient dans la joie et disaient en parlant des nobles : *Ils voulaient nous atteler à nos charrues.* Les soldats retirés venaient à la tête des habitants de leur village et assuraient à leurs concitoyens

Le comte d'Artois, depuis son arrivée à Lyon, prenait beaucoup de peine pour s'y créer des partisans résolus et dévoués. Il inspectait les casernes, parlait aux soldats, leur distribuait de l'argent. Les soldats n'étaient pas dupes de ce zèle et de cette attention exagérée pour eux. Les officiers, sollicités aussi, se souvenaient de tous les passe-droits dont ils avaient été les victimes, en faveur des émigrés. Au passage du prince, dans les rangs, ils gardaient, comme leurs hommes, un silence dédaigneux. Dans une revue, le comte d'Artois, un peu vexé (1), avisa un vieux dragon, chevronné et balafré, qui restait silencieux et insensible en sa présence. Il s'approcha et l'interpellant : « *Allons, mon brave, crie : Vive le Roi !* — Non, monsieur, répondit le dragon, si je proférais un cri, ce serait *: Vive l'Empereur!* » Décontenancé par cette réplique, il s'éloigna tristement. Dans les rues, d'ailleurs, il ne retrouvait plus la foule bourdonnante, que, l'année d'avant, il avait coudoyée, et il attendait anxieusement le maréchal Macdonald,

que j'étais bien Bonaparte. Des paysans tiraient de leurs poches des pièces de cinq francs à mon effigie et criaient : *C'est bien lui !* Tout nous assurait que le peuple et les troupes étaient pour nous et que les Bourbons étaient détachés... De Cannes à Grenoble, j'étais un aventurier. Dans cette dernière ville, je redevins un souverain. Je reçus un aide de camp de Brayer, Saint-Yon, qui m'apprit les dispositions de Lyon et le séjour des princes dans cette ville sur laquelle je me dirigeai. Les habitants des campagnes accouraient de partout au-devant de moi. Ils m'offraient de faire passer le Rhône à toutes mes troupes, là où je voudrais. J'allais manœuvrer pour couper la retraite aux princes, lorsque j'appris qu'ils avaient quitté la ville et que toutes les troupes s'étaient déclarées pour moi. Si j'avais pris les princes, j'en aurais été fort embarrassé, car peu d'instants auparavant, ils étaient encore obéis. Il eût été préférable qu'un gouvernement populaire les eût fait périr... Lorsque Louis XVIII avait appris mon débarquement, Soult s'était rendu aux Tuileries et lui avait déclaré que ce ne serait qu'une question de gendarmerie, mais le roi lui avait répliqué : *Tout dépend des premiers régiments; c'est une bien mauvaise affaire.* Le duc de Dalmatie me l'a raconté depuis en m'avouant franchement que ma tentative n'était rien. Ce maréchal n'a pas trahi le roi, mais tant de faits déposent contre lui que si je n'étais pas au courant de ce qui s'est passé, comme je le suis, je n'hésiterais pas à le déclarer traître. »

(1) *Une Année de la vie de l'Empereur*, p. 151 : « Le 10 mars, au matin, le comte d'Artois fit encore une tentative sur l'esprit des troupes. Il se montra dans tous les rangs, mais il les trouva glacés. Vainement, en parlant aux moindres soldats, et leur présentant même la main, chercha-t-il à se montrer plus que populaire. Les soldats, surtout les dragons du 13ᵉ, retiraient leurs mains et dans un même silence ne répondaient que par un froid sourire aux cris de *Vive le roi !* que faisaient retentir l'escorte du prince et la garde nationale à cheval qui l'accompagnait. L'Empereur riait de ces ridicules préparatifs contre lui. Il ne pouvait avoir de doute sur les dispositions des Lyonnais, encore moins sur celles des soldats. Cependant, il avait donné ordre au général Bertrand de réunir des bateaux à Mirbel, dans l'intention de passer pendant la nuit et d'intercepter les routes de Moulins et de Mâcon au prince qui voulait lui interdire le passage du Rhône. »

en route pour aller, à Nîmes, seconder le duc d'Angoulême. Il prendrait alors un parti. Macdonald arriva, le 9 mars au soir, inspecta aussitôt les issues des ponts, d'abord condamnés à être coupés, mais restés intacts, parce que le peuple avait menacé de sa colère ceux qui l'oseraient. Toutefois, les barricades qui les obstruaient furent doublées, les postes de défense renforcés. A l'esprit qui régnait dans la ville, à cette atmosphère de révolte dont on restait imprégné, le maréchal jugea que la défense de Lyon était bien compromise. Il persista quand même à vouloir se défendre, et se méfiant des soldats qui jamais ne consentiraient à tourner leurs armes contre l'Empereur, il demanda, au maire de Lyon, vingt hommes de bonne volonté, lesquels, habillés en gardes nationaux, engageraient le feu les premiers. Au premier coup de fusil tiré, on riposterait des deux côtés, il n'en doutait pas; seul moyen d'arrêter l'Empereur. Le maire refusa de s'associer à ce subterfuge indigne. Tenace en ses projets, le maréchal espérait encore, dans la revue du lendemain, réveiller, au cœur des soldats, l'esprit de sacrifice, l'obéissance au devoir, c'est-à-dire au commandement, en leur parlant le langage de leurs anciens jours de gloire, ce langage enfiévré et passionné que l'Empereur les avait habitués à entendre. A cette revue, en effet, tant qu'il ne parla que pour lui, les bataillons crièrent : *Vive le maréchal!* Aux premiers mots, en faveur des Bourbons, ils se turent et ne répondirent plus aux exhortations de leur chef. Confus, et redoutant pour le prince quelque danger, s'il s'attardait à Lyon plus longtemps, il lui conseilla de prendre sur-le-champ la route de Moulins. Le duc d'Orléans l'avait précédé sur la même route, deux heures auparavant, non par couardise, mais parce qu'il avait compris tout de suite qu'aucune résistance n'était possible. Quant au maréchal il se tint prêt à combattre. Il s'établit au pont de la Guillotière, par où devait arriver l'Empereur. Le peuple y stationnait en foule, poussant des hourras frénétiques au moindre signe indiquant que les soldats de Napoléon allaient paraître. A la vue des hussards formant l'avant-garde, les barricades furent fébrilement démolies et jetées dans les eaux du fleuve. Macdonald n'eut que le temps de sauter en selle et de fuir devant les hussards, qui le poursuivirent longtemps, jaloux de l'amener prisonnier à l'Empereur. Il échappa grâce à la vitesse de sa fuite.

Il faisait grande nuit, lorsque Napoléon se montra derrière le pont de la Guillotière, à cheval, précédé du peloton de ses Polonais, ayant à ses côtés le grand maréchal Bertrand et les officiers de son état-major qui ne le quittaient plus. Aussitôt, les ouvriers massés près du pont franchirent la distance jusqu'à lui, reprenant, accroissant leurs acclamations toujours plus élevées. Ce fut une cohue où l'on n'apercevait que des bras agités en l'air, des chapeaux au bout des cannes levées haut : bourgeois et ouvriers, bras dessus, bras dessous, fraternisant dans le même délire, se démenant afin d'arriver jusqu'au prince qu'ils avaient toujours aimé. Les torches nombreuses de cette foule illuminaient les façades des maisons où apparaissaient des visages joyeux unissant leurs cris à ceux de la rue. Napoléon se dirigea vers l'archevêché. Il y occupa les chambres et les salons quittés le matin par le comte d'Artois, puis il confia le poste d'honneur devant son palais à l'infanterie de la garde nationale. Les beaux messieurs qui composaient l'escadron à cheval de cette garde sollicitèrent le même honneur. L'Empereur n'y voulut point consentir. Il leur répondit : « Vous vous êtes si mal conduits envers le comte d'Artois, abandonné par vous sans escorte, que je refuse vos services. »

Durant toute la soirée, durant toute la nuit, ce fut un mouvement de fête dans les rues et sur les places, éclairées de lampions. On se félicitait du retour du grand exilé, du rétablissement de l'Empire qui avait donné à la seconde ville de France des années de prospérité, dues au luxe de la Cour. On se remémorait l'année où Bonaparte, premier consul, était venu visiter la ville gisant dans les décombres produites par les violences odieuses de la Révolution ; et les grandes fêtes données en l'honneur de la Consulte italienne, et toutes les autres circonstances où il avait manifesté ses préférences pour sa bonne ville de Lyon. Cette foule, presque fougueuse, ne s'apaisa que de fatigue, la voix éteinte à force de vivats et de cris de plus en plus vibrants. Pendant ce temps, Napoléon s'abandonnait au sommeil, dont il avait grand besoin.

Le lendemain, il se leva, entouré d'autant d'honneurs, de respect, de servilité même qu'aux heures de sa plus grande puissance. Les fonctionnaires de tout ordre se présentèrent à l'archevêché et lui jurèrent, comme ceux de Grenoble, une fidélité désormais

inébranlable. Il fit semblant d'y ajouter foi. Il connaissait la nature humaine. Ensuite, sur la place Bellecour, il passa en revue les régiments présents à Lyon (1). Il était redevenu déjà l'Empereur, le grand empereur Napoléon. Lyon ne reconnaissait plus d'autre souverain, et avant peu de jours, il en serait de même dans toute la France. Enfermé dans son appartement, il y passa la plus grande partie de la journée du 11 mars, préparant les décrets par lesquels il allait rétablir, dans toute son intégrité, le pouvoir que son abdication de Fontainebleau lui avait enlevé. Ces décrets étaient au nombre de neuf. En voici la substance.

Napoléon replaçait dans leurs fonctions toutes les personnes qui en avaient été exclues par la monarchie; il chassait de l'ar-

(1) « Je revois cette place avec plaisir, dit-il aux chefs de la garde nationale qui l'entouraient. Je me rappelle que je la relevai de ses ruines et que j'en posai la première pierre, il y a quinze ans. » Il passa, précédé seulement de quelques hussards. Une foule d'hommes, de vieillards, de femmes et d'enfants inondait les ponts, les quais, les rues. On se précipitait sous les pieds des chevaux, pour l'entendre, le voir, le regarder de plus près, ou toucher ses vêtements. C'était un véritable délire. A peine avait-il fait quelques pas que la foule, qui l'avait déjà vu, se portait en courant sur un autre point pour le revoir encore. C'était un feu roulant de : *Vive la Nation ! Vive l'Empereur ! A bas les prêtres ! A bas les royalistes !* (FLEURY DE CHABOULON, *Souvenirs.*)

Le soir, il y eut représentation de gala aux deux théâtres de la ville, et le lendemain, des députations des villes voisines affluèrent à Lyon, pour présenter leurs hommages à l'Empereur. Pendant ce temps, les journaux de Paris écrivaient « que quelques maisons de la place Bellecour n'avaient illuminé que parce qu'une soldatesque effrénée cassait les vitres à coups de fusil; encore les habitants préféraient-ils voir casser les vitres de leurs fenêtres. Toute la classe des négociants, disaient les mêmes gazettes, était dans la consternation. Bonaparte qui avait voulu emprunter quelques millions venait d'essuyer un refus. Sans argent, il payait tout avec des bons impériaux dont personne ne voulait. Les villageois n'apportaient plus de provisions dans les marchés, ne se souciant pas de les fournir à la troupe, hors d'état de les solder autrement qu'en papier. (C'étaient encore les journaux royalistes qui écrivaient cela.) De plus, il était avéré que Napoléon faisait replier ses avant-postes sur Lyon, instruit de la marche du maréchal Ney. Ce général s'avançait à sa rencontre à la tête de dix mille hommes, animés de cette énergie et de ce courage qu'il ne pouvait manquer de leur communiquer. La plus grande partie du 13[e] dragons, entraînée un moment par les séductions de l'ennemi, avait enfin senti toute l'horreur de sa position. Officiers, soldats s'étaient rangés du côté du maréchal Ney, qui les avait reçus comme des enfants égarés. Ce dernier événement (disaient toujours les mêmes gazettes) avait fait la plus vive impression sur les troupes de Napoléon. D'un autre côté, les troupes parties de Valence, le corps du général Miollis, composé de volontaires dévoués, brûlait d'atteindre les coupables et formait un corps considérable sur les derrières de Napoléon. Marseille et toute la Provence, Bordeaux et tout le Midi s'armaient pour sauver les Bourbons... Le roi lui-même se confiait à la foi des soldats de la Garde impériale et le maréchal Oudinot conduisait à Paris, autour du roi, cette vieille Garde qui s'est réservé la gloire d'être le modèle et l'exemple de toutes les armées. » Voilà ce qui s'écrivait

mée les individus qui y avaient été introduits depuis le 1er avril 1814 et leur enjoignait l'ordre de se retirer dans leur ancien domicile; il proscrivait la cocarde blanche et toutes les autres décorations royales, ne laissant subsister que l'ordre de la Légion d'honneur; il rétablissait la garde impériale avec ses privilèges et ses exclusions; il ordonnait le séquestre de tous les biens de la maison de Bourbon; il abolissait la noblesse restaurée par Louis XVIII telle qu'elle avait existé avant 1789, ne laissant debout que la noblesse instituée sous l'Empire; il exilait, de nouveau, les émigrés qui s'étaient maintenus hors de la Patrie jusqu'en 1814; il annulait toutes les promotions faites par les Bourbons dans l'ordre de la Légion d'honneur; enfin, il déclarait dissoutes, la Chambre des députés et la Chambre des pairs qui avaient prêté serment au Roi, convoquant à Paris, au mois de mai suivant, sous le titre « d'Assemblée extraordinaire du Champ de Mai », les députés élus par les collèges électoraux de l'Empire, afin, disait le décret « de prendre des mesures convenables pour corriger et modifier nos constitutions selon l'intérêt et la volonté de la nation, et en même temps, pour assister au couronnement de l'Impératrice, notre très chère et bien-aimée épouse et à celui de notre cher et bien-aimé fils. »

Jusque-là, — à Digne, à Gap, à Grenoble, — il s'était exprimé en patriote. Maintenant, il parlait en souverain, en chef d'Empire, n'employant plus le mot de « citoyens », mais en s'adressant aux Lyonnais, leur disant : « Habitants de la ville de Lyon. » Tous ces décrets étaient brefs, décisifs, sans ambages. Point de circonlocutions; des phrases courtes et très nettes. On y retrouvait la ferme volonté de celui qui avait si glorieusement gouverné la France pendant quinze ans. Et ces décrets étaient contresignés par le comte Bertrand, grand maréchal du palais.

S'il annonçait le couronnement de l'impératrice Marie-Louise et de son fils, c'est qu'il y pensait toujours. Il savait bien que, séparé de sa femme, il aurait à redouter l'hostilité des puissances coalisées et il écrivit de Lyon, à celle que l'Autriche surveillait jalousement, une lettre très affectueuse, lui annonçant qu'il était remonté sur son trône, indiquant aussi qu'il l'attendait à Paris. Il ne s'en tint pas là. Il avertit le roi Joseph, son frère, retiré en Suisse, à Prangins, de ses intentions toutes pacifiques, de sa résolution de respecter le traité de Paris, voulant consacrer son éner-

gie et ses efforts à rendre la France heureuse, dans la paix avec la liberté. Il le priait, en outre, de se mettre en relation avec les représentants de toutes les puissances et de leur faire part de ses projets rassurants.

## III

Pendant ce temps, à Paris, le gouvernement faisait publier, dans les journaux dévoués à sa cause, les plus avérées invraisemblances. « La ville de Digne, y lisait-on, avait refusé le passage à Bonaparte, et ne trouvant dans les campagnes, pas plus que dans les villes, l'empressement sur lequel il avait eu la simplicité de compter, il s'était réfugié sur la crête des montagnes. » Le 9 mars, le *Journal des Débats* écrivait d'après une dépêche datée du 4 : « La nouvelle du débarquement de Bonaparte a excité la plus vive indignation parmi les habitants de Grenoble et des campagnes voisines. Les chefs de la force armée viennent de se réunir à l'hôtel de la préfecture. Ils y ont combiné tous les moyens de défense, dans le cas très impossible où le petit corps des *brigands* de Bonaparte songerait à se diriger sur cette ville. Une partie de la garnison vient de se mettre en route pour marcher contre lui. » Ailleurs, on accusait l'Empereur d'avoir volé les chevaux de l'un de ses anciens chambellans, le prince de Monaco, rencontré entre Cannes et Antibes. Sans doute, il l'avait rencontré, mais à la station de poste où l'ancien chambellan réclamait des chevaux pour sa voiture, et l'Empereur lui avait offert de le reprendre et de l'emmener avec lui, à Paris. Un autre jour, les mêmes gazettes annonçaient que le duc d'Orléans avait repoussé jusqu'à Bourgoin *l'aventurier* qui menaçait Lyon. Elles vantaient le loyalisme de cette grande ville, accueillant avec des transports de joie le frère du Roi ; et ce jour-là, le duc d'Orléans rentrait à Paris, ainsi que le comte d'Artois fuyant la révolte des Lyonnais.

Les proclamations de l'Empereur étaient arrivées à Paris, soustraites à la police, comme enveloppes de comestibles, dans les diligences de Grenoble. Répandues par les partisans de Napo-

léon, dans les faubourgs, la bourgeoisie, les salons, elles y provoquèrent, ici, de la joie et là une sorte de stupeur qui paralysait les autres sentiments. Le peuple, sans changer rien de sa vie quotidienne, attendait avec confiance et même avec allégresse le retour du prince qu'il appelait « le grand entrepreneur », se souvenant que, sous son règne, le travail n'était jamais ralenti, et que s'il y avait eu des chômages, il en fallait accuser la politique agressive des puissances étrangères. L'aristocratie voulut paraître aussi résolue que le gouvernement et se moqua de ces proclamations. Les fêtes annoncées eurent lieu au jour dit ; pas une femme ne diminua l'éclat de ses toilettes, pas une ne supprima un sourire à ses adorateurs. On agissait dans les salons, comme si rien d'anormal ne se passât en France. Les réceptions continuaient chez le Roi ; elles continuaient également dans le faubourg Saint-Germain. On se fiait aux rodomontades de M. de Blacas, le favori. Nobles et bourgeois vivaient les yeux bandés. Et puis, elle était si extraordinaire cette attaque d'un homme seul contre toute une nation !...

Il restait les penseurs, les expérimentés, les clairvoyants. Ceux-là ne doutaient pas que Napoléon, foulant le sol de la France à la tête de plusieurs régiments, ne parvînt à renverser le trône des Bourbons. Villemain nous a laissé, en ses *Souvenirs*, un témoignage éloquent de l'impression produite à cette nouvelle, dans un salon de la haute bourgeoisie. C'était chez Mme de Courvoisier, naguère veuve du fameux comte de Rumford. Il s'y trouvait des hommes d'Etat, des savants, des poètes, des hommes politiques, divergents de caractère, natures flegmatiques ou enthousiastes, qui s'exprimaient librement sur l'aventure, encore indécise, de Napoléon. Triompherait-il ? La Fayette était sorti de sa terre de Lagrange, venu à Paris, en ces jours troublés, afin d'asseoir son jugement sur des faits précis, et il ne montrait que dédain pour l'audacieuse rupture d'exil de Napoléon ; Benjamin Constant, léger, mais passionné, annonçait une riposte de sa plume à cette tentative folle du despote ; Lemercier, le poète, l'auteur dramatique, indifférent à l'aventure, mais connaissant Bonaparte, qu'il avait fréquenté jadis à la Malmaison, expliquait que cet homme, tout de calcul et de passion, organisé pour la guerre, pour le choc des hommes en de grandes batailles meurtrières,

irrésistible en sa volonté, resterait vainqueur de tous obstacles. Il y attachait peu d'importance, au surplus, lui qui avait pu vivre libre sous l'Empire, et pour ne rien sacrifier à ses convictions, avait préféré perdre un patrimoine considérable que lui aurait conservé sa déférence au pouvoir tyrannique de Napoléon. Cuvier, homme d'études, méditait, silencieux ; de Jaucourt, optimiste par situation puisqu'il était ministre, prédisait la prochaine débâcle de cette malencontreuse équipée ; Sismondi, en phrases pleurnicheuses, menait le deuil de la liberté, avec Maine de Biran, avec Garnier, le traducteur d'Adam Smith, avec Mathieu Dumas et le judicieux Gallois, ex-tribun, qui, tous, devaient céder à Napoléon vainqueur, durant les Cent-Jours. Les dames curieuses prenaient une vive part aux paroles de ces hommes distingués, hasardant quelques questions, qui dévoilaient leurs alarmes (1).

Ce n'était, en ce salon, il faut le redire, qu'une sélection d'hommes avertis.

Villemain, tout jeune alors, curieux de s'éclairer sur les fluctuations de la politique, voulut connaître l'opinion d'un homme, célèbre sous l'Empire, qui avait occupé le plus haut rang dans l'Université. Il fit visite à Fontanes, qu'il trouva, un matin, déambulant dans la chambre de son appartement, Chaussée-d'Antin, pendant que brûlait, dans l'âtre de la cheminée, une liasse de papiers, sans doute compromettants. L'illustre homme d'Etat déchu se préparait à fuir en Normandie, chez son ami Chênedollé, un poète, avec lequel il oublierait les malheurs de la patrie, en lisant des vers. « Car il ne voulait pas, disait-il au jeune Villemain, se joindre aux officiers à demi-solde qui se préparaient à balayer, de leurs manches, la poussière de la calèche de voyage de leur Empereur. » Il avait reconnu la déchéance de Napoléon, donné sa foi à la Restauration. Cette foi, il ne la reprendrait pas. Même personne peut-être, ajoutait-il, Napoléon n'est plus le même homme, celui qu'il avait servi, qu'il avait désiré. Il échouera parce que la France n'est plus celle du Consulat, enthousiaste de la paix et dégoûtée de l'anarchie. En un an, tout le pays a été changé. Les aspirations des générations grandies sous son règne et comprimées sous sa main puissante, ont pris leur essor. Il sera

(1) Cf. *le Retour des Bourbons*, f° 327.

impuissant à les étouffer. « Il revient maintenant par le chaos, et il retombera avant d'avoir mis aux fers le jacobinisme qu'il déchaîne, pour remonter. » Et prévoyant l'avenir, mais d'une autre façon que ses amis, Fontanes ajoutait : « Parmi tous les instincts de conservation, toutes les insultes à venger, toutes les blessures, toutes les cicatrices au front qui crient à l'étranger de ne pas perdre un moment, d'envahir pour se défendre, de détruire pour se sauver, n'oublions pas la présence de M. de Talleyrand à Vienne, sa connaissance profonde de la Révolution et de l'Empire, le souffle de haine et d'effroi qu'il répand, à l'égal de Pozzo, et avec l'autorité d'une ancienne confidence et d'une rupture implacable. Je sais qu'il demandait depuis deux mois l'envoi de Napoléon loin de l'île d'Elbe, une résidence transatlantique et mieux gardée. Jugez quel crédit lui donne, en ce moment, sa prévoyance inutile. Quant à sa volonté, c'est une main de fer sous un gant de velours. »

Telle se montrait à Paris, masse flottante, divergente, point unanime en ses désirs, la bourgeoisie revenant aux Bourbons, dans la crainte de la guerre et du despotisme, après avoir été frondeuse contre des ministres rétrogrades et des princes trop soumis à leurs confesseurs ; tels, les nobles toujours arrogants et toujours fiers, aveuglés par l'affectation de la Cour à masquer ses craintes ; tel le peuple silencieux, mais ennemi du régime nouveau qui s'attaquait, chaque jour, aux conquêtes de la Révolution. La police espionne entendait dans les cabarets et les guinguettes, des paroles violentes, des menaces et des imprécations qu'elle n'osait rendre publiques. On n'arrêtait personne dans la peur d'un soulèvement

En province, les opinions étaient plus tranchées. Suivant les contrées, elles étaient royalistes en grande majorité, dans la Vendée, dans le Midi au sud de Bordeaux et dans une partie de la Provence ; dévouées à Napoléon dans la Bretagne et jusqu'aux confins des Vosges.

Napoléon n'ignorait pas cette transformation de la France et cet antagonisme entre les provinces. Quand Fleury de Chaboulon, à l'île d'Elbe, lui affirmait qu'il était vivement désiré, vivement attendu, c'était vrai ; mais il y avait autre chose. Cela, il le sentait, à mesure que son voyage se prolongeait. Certes, dans quelques

jours, il entrerait à Paris, il reprendrait sa place aux Tuileries; les Bourbons auraient fui, affolés par la rapidité de sa marche. Le lendemain, rien ne serait fini. La France entière serait encore à conquérir. Il n'y avait plus, comme au début du Consulat, courant de sympathie et d'amour entre la nation et lui. Il avait vieilli; d'autres générations s'étaient élevées, lasses de combats, désabusées de la gloire, rêvant de liberté, de luttes oratoires, de littérature et d'art, toutes choses qu'il reléguait après la science de la guerre. Les paysans, heureux d'être affranchis de la sujétion de leurs anciens seigneurs, les ouvriers satisfaits du bien-être que les travaux de l'industrie leur avaient procuré, ceux-là seuls lui étaient dévoués. Cependant, il ne pouvait gouverner la France avec leur seul appui. Les classes éclairées de la noblesse et de la bourgeoisie lui manquaient aujourd'hui et lui manqueraient toujours, s'il ne leur pouvait persuader qu'il ne recommencerait plus la guerre. Y parviendrait-il?

Oh! sans doute, les fonctionnaires accourraient, leur casaque changée et la main sur le cœur, protestant de leur fidélité et de leur dévouement. Peu lui importait! Il aurait toujours assez de ces serviteurs payés avec l'argent du budget, maniaques par habitudes prolongées et dépourvus d'initiative. Au lieu d'eux, il lui faudrait, à l'heure présente, une pléiade d'hommes jeunes, pensant comme lui, se sacrifiant au bien du pays, aimant la France pour elle-même, non pour eux; enthousiastes d'institutions épurées, régénérées, conformes aux mœurs nouvelles, un groupe de collaborateurs, enfin, tels qu'il en trouva, en prenant le pouvoir jadis, pour former son Conseil d'Etat, remplir les cadres de la magistrature et de l'épiscopat. Alors, la nation aurait confiance en lui; il durerait et il serait fort. Ses anciens collaborateurs pouvaient convenir aux Bourbons, race vieillie, imbue de routine, paresseuse et incapable; de lui, on exigerait une administration rajeunie, énergique, imprégnée des idées nouvelles. Où la trouver! Cette question se répétait, sans cesse, en son esprit. Demain sur qui s'appuierait-il?

Devait-il déchaîner la révolution, afin de faire surgir, de la masse vibrante du peuple, des hommes jeunes qui infuseraient une vie plus intense à toutes les branches de l'administration et par là contenteraient la nation? Il n'en avait ni la volonté, ni le

courage. L'exercice de la puissance souveraine, pendant quinze ans, lui avait inculqué le sentiment de l'ordre en toutes choses, et il le maintiendrait. Aussi bien, il ne voyait d'appuis que dans l'armée, dans ses vieux soldats et les jeunes officiers, ambitieux de fortune et de gloire. Il allait retrouver la foule de ceux que les Bourbons avaient réduits à la demi-solde, qui, sortis de leurs mansardes, ou du hameau de leur famille, se dévoueraient corps et âme à ce qu'il exigerait d'eux. Ses familiers mêmes, ceux qui avaient joui à la cour impériale des enivrements de son luxe et de sa renommée, ne le serviraient plus du même cœur qu'autrefois. Ils avaient pu être froissés du dédain de la vieille noblesse royaliste; par leur platitude, ils s'y étaient fait une place et des amitiés qu'ils perdraient et regretteraient. Oui, plus que jamais pour gouverner il se voyait seul; et quoiqu'il désirât la paix, une paix durable pendant laquelle il appliquerait son vaste esprit à l'accroissement des richesses de la France, à l'embellissement des villes, au développement de l'industrie, à la prospérité de l'agriculture et du commerce, il prévoyait que la guerre était inévitable et qu'il faudrait combattre pour régner. Et la guerre, ce serait sa chute, cette fois irrémédiable. Les puissances coalisées ne lui laisseraient ni repos, ni trêve. On épuiserait sa force reconquise, on lui aliénerait la moitié de la nation, en l'acculant à se défendre les armes à la main.

Afin de rassurer l'opinion publique, il contredisait les bruits répandus par les royalistes qui appelaient de nouveau les étrangers, en haine de sa personne. Il faisait annoncer que l'Autriche était d'accord avec lui, et lui allait renvoyer l'impératrice Marie-Louise et son fils. Il affirmait partout ses intentions conciliantes et pacifiques. Mais, de lui, était-ce croyable? Ce n'était pas tout, d'ailleurs; il avait d'autres adversaires. Il savait qu'un nouveau parti politique s'était formé, sous l'instigation de Fouché, le parti des orléanistes, où Fouché, avec son habileté diabolique, avait introduit plusieurs généraux, qui pensaient agir pour l'Empereur, ainsi Exelmans et Lefebvre-Desnouettes, liés à un complot militaire contre le gouvernement de Louis XVIII. Homme néfaste, Fouché était comme Talleyrand, qu'il n'avait pas su abattre tout à fait et dont les intrigues redoutables allaient miner sourdement son pouvoir jusqu'à son renversement.

C'est pourquoi au milieu même des transports populaires, pendant les acclamations de la foule, ses compagnons de route, ses amis, qui avaient appris à le bien connaître en vivant près de lui, discernaient un sourire amer qui empêchait les traits de son visage de s'épanouir librement. Un immense soupir soulevait sa poitrine, un soupir de souffrance ou de lassitude, tandis qu'il aurait dû communier de joie et d'espérance avec le peuple en délire. Il poursuivait pourtant sa route, sans différer d'une heure; il annonçait le succès, il l'obtiendrait, il n'en doutait plus, ni personne autour de lui. Ce n'était que le lendemain du triomphe qui était menaçant. Son aigle volait toujours de clocher en clocher, comme il l'avait prévu en débarquant à Antibes ; et lui la suivait, cette aigle glorieuse, au pas de course, avec sa petite armée grossie chaque jour de nouveaux bataillons, jusqu'au terme final, jusqu'aux tours de Notre-Dame. Certes, il pouvait mépriser les phrases injurieuses pour lui et la jactance de Louis XVIII s'adressant aux députés et aux pairs réunis, sourire des grossièretés ridicules de ses anciens généraux inquiets; Soult le traitant « d'aventurier »; Jourdan, « d'ennemi public »; Pacthod, « de criminel et d'insensé ». Comme le vent emporterait loin ces gros mots, et comme ils les regretteraient, ces insulteurs, le jour qu'ils reviendraient aux Tuileries tout petits et honteux!

Le 13 mars, il fit ses adieux aux Lyonnais en ces termes : « Au moment de quitter votre ville, leur disait-il, j'éprouve le besoin de vous faire connaître les sentiments que vous m'avez inspirés. Vous avez toujours été au premier rang dans mes affections, sur le trône ou dans l'exil; vous m'avez toujours montré les mêmes sentiments. Le caractère élevé qui vous distingue vous a mérité toute mon estime. Dans des moments plus tranquilles, je reviendrai pour m'occuper de vos manufactures et de votre ville. Lyonnais, je vous aime (1). »

(1) « On a prétendu, écrit Fleury de Chaboulon, que le peuple, à Lyon, avait pillé et dévasté un grand nombre de boutiques et de magasins. Le fait est faux. Il n'y eut d'autres désordres que sur la place Bellecour, où le peuple brisa les vitres et les tables du café Bourbon, connu pour être le lieu de réunion des ultra-royalistes. Ce désordre fut apaisé et réprimé sur-le-champ. »

## IV

La plus grande partie de la garnison était partie pour Paris, sous le commandement du général Brayer. L'Empereur quitta Lyon, le même jour, après son déjeuner, traversa Villefranche petite ville de quatre mille habitants, où l'attendaient soixante mille paysans, et arriva le soir à Mâcon. Il descendit à l'auberge, du *Sauvage*. Les journaux de Paris, à cette heure, y étaient distribués (1), et l'on y pouvait lire que Louis XVIII ne quitterait point les Tuileries. « S'il veut m'y attendre, répondit l'Empereur à ceux qui lui rapportaient ce fait-divers, j'y consens. Mais j'en doute fort. Il se laisse endormir par les fanfaronnades des émigrés, et quand je serai à vingt lieues de Paris, ils l'abandonneront, comme les nobles de Lyon ont abandonné le comte d'Artois. Que pourrait-il faire, d'ailleurs, avec les *vieilles poupées* qui l'entourent ? Un seul de mes grenadiers, avec la crosse de son fusil en culbuterait une centaine. » A son arrivée à Mâcon, les habitants se pressaient en foule à sa rencontre, conduits par leur adjoint, en l'absence du maire, qui avait disparu, conscient de sa lâcheté contre les Autrichiens, auxquels, l'année précédente, il avait ouvert les portes de la ville. Napoléon ne manqua point de reprocher aux Mâconnais leur pusillanimité, leur faiblesse, leur donnant, en exemple, la résistance des autres villes voisines, celle de Saint-Jean-de-Losne et de Chalon qui n'avaient succombé qu'après quarante jours d'une vaillante défense contre l'ennemi. « Ce n'est pas notre faute, Sire, répondit un des assistants ; nous étions mal dirigés. Vous nous aviez donné un mauvais maire. — Cela est vrai, répondit l'Empereur. Nous avons tous fait des sottises, il faut les oublier. Le bonheur et le salut de la France, voilà désormais le seul objet dont nous devons nous occuper. »

(1) « A dix lieues à la ronde, écrit l'éminent historien Henri Houssaye, tous les villages étaient déserts. » L'écrivain royaliste Fabry conte que deux paysans achetèrent à l'aubergiste, pour les garder comme reliques, les os du poulet mangé par l'Empereur à son repas.

Le préfet, écrit Fleury de Chaboulon (1), avait battu en retraite. L'Empereur demanda son nom. Il s'appelait Germain. Il l'avait fait comte et chambellan, sans trop savoir pourquoi. « Comment, dit-il, ce petit Germain s'est cru obligé de me fuir? Il nous reviendra. » Le lendemain, 14 mars, il était à Tournus, puis à Chalon où il s'installa, *Hôtel du Parc.* Il y reçut une députation de la ville de Dijon qui venait de chasser son préfet et son maire et demandait à l'Empereur de nouveaux fonctionnaires (2). Provisoirement il y envoya le général Devaux commander la ville et le département. Il n'oublia pas, en cette circonstance, de louer, comme il convenait, le courage des Chalonnais, en des paroles où l'on sentait toujours passer le souffle du plus énergique patriotisme. Le lendemain, 15 mars, à dix heures du matin, il descendait *Hôtel de la Poste,* à Autun; et, le 16 mars, il partait pour Avallon, où il trouva le général Girard qui lui amenait deux régiments, le 14e de ligne et le 6e lanciers.

Par cette rapide course vers Paris, Napoléon se rapprochant de plus en plus de la capitale et menaçant l'existence même du gouvernement, les ministres du roi durent avouer, dans leurs gazettes, que le danger était imminent. De grandes villes s'étant livrées, ils adoptèrent contre *l'aventurier* une nouvelle tactique de justifications et de réprobations. Son triomphe n'était dû, affirmaient les ministres, qu'aux tumultueuses et menaçantes provocations de *la lie du peuple,* soulevé contre la population honnête. Ce despote, ce *flibustier,* ne trouvait de partisans que parmi les plus viles personnes; les autres le fuyaient. Il annonçait, ajoutaient-ils, qu'il venait rendre à la nation ses droits politiques

(1) Fleury de Chaboulon avait rejoint l'Empereur à Lyon, et il l'accompagna depuis cette ville jusqu'à Paris, où il partagea, avec le baron Fain, les travaux du secrétariat particulier de Napoléon.

(2) « Partout, on se portait à sa rencontre, écrit de Vaulabelle; on le saluait comme le vengeur de l'honneur national, comme le protecteur des intérêts et des droits conquis par la Révolution. On se plaignait à lui de l'insolence de quelques-uns des fonctionnaires du nouveau gouvernement. Les habitants d'un petit village de l'arrondissement de Semur, entre autres, vinrent sur la route, lui dénoncer la persécution d'un jeune royaliste, leur sous-préfet (un *freluquet,* dit *le Moniteur* du 25 mars), qui ne leur pardonnait pas d'avoir osé résister aux alliés et d'en avoir tué sur les chemins et dans les bois, en assez bon nombre. Napoléon ordonna à un brigadier de gendarmerie d'aller enlever se fougueux fonctionnaire et de le déposer dans la maison d'arrêt d'Avallon.

méconnus. Quels droits le roi bien-aimé avait-il lésés ? Napoléon n'était qu'un factieux sanguinaire ; par le mensonge, la terreur il voulait imposer à la France son joug détestable (1). Ils accusaient ce coureur de grandes routes d'avoir à ses gages des émissaires qui préparaient, avant son arrivée, le soulèvement de tous les gredins, heureux d'avoir une occasion de brigandage et de pillage. Quant aux régiments, leur défection est si peu importante, disaient-ils encore, qu'il a fait appel aux montagnards, aux paysans ignorants assemblés autour de lui, en troupe vociférante et débridée, comme une garde indéfectible, dont il serait protégé.

Cependant, il avançait toujours, et les villes, les unes après les autres, lui ouvraient leurs portes, et les municipalités venaient lui faire hommage et l'accueillaient avec des transports de joie. Dans leur fureur, les royalistes firent appel aux assassins. Le commerce de Marseille réuni offrit trois millions à l'audacieux qui le frapperait à mort. Ils voulurent lui opposer la vieille Garde qui tenait garnison à Metz, et on la fit mettre en marche sur Paris. Pour l'amadouer, de grosses sommes furent envoyées aux bataillons qui rejetèrent, avec mépris, cet or sacrilège, gage d'une félonie contre leur héros.

Le gouvernement ne sachant qui frapper en cette désaffection générale, accusa le maréchal Soult d'avoir choisi les régiments les plus bonapartistes pour faire front dans le Midi à cet *ennemi public*. Soult fut destitué (2) ; d'André, le préfet de police égale-

(1) *Une Année de la vie de Napoléon.*

(2) On lit dans le mémoire que publia ce maréchal après les Cent-Jours pour se justifier de cette accusation de trahison : « Je suis accusé d'avoir provoqué, par diverses mesures injustes, intempestives, le mécontentement des officiers de l'armée. Et d'abord, en favorisant à leur préjudice les officiers chouans, vendéens et les émigrés, la Cour sait bien que les places et les faveurs, accordées aux uns et aux autres, l'ont été par son ordre... Nul ne sait mieux que moi qu'une grande partie des officiers français n'a pas reçu les pensions et les places qu'ils avaient si bien méritées... J'ai travaillé constamment avec M. le comte de Bruges ; je profitais de ses lumières ; il n'était étranger ni à mes travaux, ni à mes pensées. Cette association et la réputation du comte de Bruges n'eussent-elles pas dû suffire pour écarter loin de moi le reproche de trahison (p. 9 et 10). » De Vaulabelle, qui rapporte cette note, ajoute : « La Cour, on sait qui la composait. Le comte de Bruges, cet associé, dont les lumières guidaient le maréchal, était un des émigrés rentrés avec le comte d'Artois, après vingt-cinq ans de luttes ou d'intrigues contre la France. De tels aveux sont de nature à dissiper tous les doutes sur la fidélité du duc de Dalmatie, comme ministre de la guerre de la première Restauration. On ne suspectera pas leur sincérité. Jamais homme politique, parlant de lui-même, n'a produit contre lui une plus accablante accusation. On raconte, au reste, que lorsqu'il sortit de l'audience où le roi lui avait demandé son porte-

ment, et remplacé par Bourienne, connu pour être animé d'une grande haine envers son ancien camarade de Brienne dont il avait été le secrétaire intime, au temps du Consulat. Vingt-quatre personnes devaient être arrêtées, emprisonnées, et notamment Fouché qui sut échapper aux policiers (1). Et puis, si l'on ne pouvait sauver la France tout entière des griffes de Napoléon, on lui en arracherait au moins des morceaux considérables. Le duc de Bourbon descendit en Vendée, afin de soulever cette province en faveur du roi. Le prince, dès son arrivée, s'empressa de fuir, effrayé de son isolement et de la zizanie partageant les Chouans les plus illustres.

Chacun des princes voulut remplir un rôle de patriote. Le duc d'Angoulême, dans le Midi, organisait une armée royaliste contre l'Empereur; la duchesse, sa femme, à Bordeaux, par ses actes et ses discours, s'efforçait de conserver cette grande ville à la royauté; le comte d'Artois passait en revue la garde nationale de Paris; le duc de Berry visitait les casernes, goûtait aux soupes des troupiers et affectait envers eux un langage de corps de garde, qu'il pensait devoir plaire. Et il ne lisait sur les murailles que des inscriptions offensantes pour le roi : *Vive l'Empereur et m... pour Louis XVIII!* Il s'en plaignit aux colonels, qui, tous, lui répétaient qu'après un lessivage destructeur, les mêmes mots orduriers réapparaissaient aussitôt.

Les beaux messieurs, parmi les royalistes, se mêlaient de cette propagande ardente mais trop tardive, en faveur des Bourbons. Ils allaient, dans les guinguettes, trinquer avec les ouvriers et y amenaient des soldats.

— De quoi vous plaignez-vous, leur disaient-ils. Le roi ne vous paye-t-il pas bien? N'êtes-vous pas heureux? Vous ne vous battez plus; vous ne risquez plus de mourir mutilés sur un champ de bataille.

feuille, le maréchal, se tournant vers la foule des courtisans qui encombraient les salles qu'il avait à traverser, leur dit : « Messieurs, je cesse d'être ministre de la « guerre, mais je n'en suis pas moins au roi à la vie, à la mort! » Et agitant son chapeau au-dessus de sa tête, il jeta au milieu des spectateurs étonnés des cris nombreux et retentissants de : *Vive le roi !* »

(1) Ces vingt-quatre personnes étaient : Fouché, Davout, Lecomte (il avait les fonds de Fouché), Gaillard, conseiller à la Cour royale, Hinguerlot, Lemaire, Girard, Méjan, Legrand, Etienne, Rovigo, Réal, Arnault, Norvins, Bouvier-Dumolard, Muret, Duviquet, Patris, La Valette, Siéyès, Pierre-Pierre, Flahaut, Exelmans, Thurot; Fouché et Davout étaient marqués d'un astérique. On y tenait.

— C'est vrai.

— Au lieu qu'avec votre Bonaparte, toujours au bivouac, toujours en marche, il vous sacrifiait par milliers et il ne vous payait pas. S'il revient, il vous paiera encore moins.

— Et si nous voulons lui faire crédit, nous, saperjeu, répondaient-ils, excédés des paroles malsonnantes de ces discoureurs aux mains blanches.

Telle était la passion soulevant ces âmes royalistes dans les salons de bonne compagnie, que l'on y entendait de toutes jeunes filles de quinze ans, interrogeant les mousquetaires lorsqu'ils entraient. « Est-il tué ? » disaient-elles.

Pas une de ces démonstrations si caractéristiques ne changeait l'esprit du peuple, n'entamait le cœur des soldats. S'ils s'attablaient entre eux dans les cabarets voisins des casernes, ils ne se quittaient pas sans avoir bu à la santé du père *la Violette,* le nom amical qu'ils donnaient à l'Empereur ; le plus souvent, à leur dîner, un couvert demeurait inoccupé à leur table, c'était le couvert du président de leurs agapes fraternelles, celui de l'Empereur absent. A ce retour de printemps, chez ces braves gens, l'Empereur était désigné par ce joli nom de fleur, qu'on lui avait choisi, au lieu de celui de *Jean de l'Epée,* lorsqu'il vivait à l'île d'Elbe. Pendant les marches des bataillons, les cantinières chantaient :

Roule ta bosse
Roi Cotillon
Rends la couronne à Napoléon !

Sur leur passage, le peuple criait : *A bas la calotte!* et les paysannes disaient aux grognards : « Quand vous passerez dans le village devant vous, n'oubliez pas d'enrôler le curé ! »

Le *Nain Jaune,* cette petite feuille satirique, si blessante contre les Bourbons, nuança, avec infiniment d'esprit, les nouvelles répandues sur la marche de l'Empereur, dès que l'on eut appris son débarquement. « L'*exterminateur* a signé, écrivait-il le 25 février, un traité d'alliance offensive et défensive, on ne sait plus avec qui. Le 26, le Corse est parti de l'île d'Elbe. Le 30, Bonaparte a débarqué à Cannes, avec six cents hommes. Le 4 mars, le général Bonaparte s'est emparé de Grenoble. Le 11 mars, Napoléon a fait son entrée à Lyon. Puis, hier, l'Empereur a été reçu à Fontaine-

bleau, au milieu des acclamations, et Sa Majesté impériale est attendue aux Tuileries, demain 20 mars, jour anniversaire de la naissance de Sa Majesté le Roi de Rome. » Par gradation, il était devenu d'*exterminateur* une majesté impériale.

Napoléon, en effet, avançait irrésistiblement (1) vers Fontainebleau. Arrivé à Avallon, le 16 mars, la garde nationale, comme aux beaux jours de l'Empire, voulut monter sa faction, du matin au soir, et sans trêve. Des jeunes femmes de la bonne société, en toilettes élégantes, insistaient de leurs plus agaçants sourires pour lui être présentées ; et on les vit stationner imperturbablement dans les escaliers et les corridors de l'hôtel, afin de l'apercevoir à son passage. Trois d'entre elles passèrent la nuit dans la pièce précédant sa chambre, voulant, disaient-elles, veiller à sa sécurité. Les officiers de l'Empereur étaient campés dans cette pièce, et pour eux on avait étendu par terre des matelas, sur lesquels ils devaient se reposer. Voyant les jeunes femmes résolues à demeurer

(1) Par contre, dès son arrivée à Paris, les royalistes faisaient chanter cette chanson : *Le Retour du brave* ; air : *Il était une fille.*

Au beau milieu d'une île,
Un ogre résidait,
Que tout le monde redoutait.
Echappé de sa ville,
Il reparaît céans,
Pour manger nos enfants !

Il se croit Charlemagne,
Car il le dit souvent ;
Autant en emporte le vent !
Il sut prendre en Espagne,
En Egypte, à Moscou
Ses jambes à son cou.

Son aigle est son image,
De clocher en clocher,
Son grand talent est de voler.
Mais, après le pillage,
La peur d'être vaincu
Lui fait tourner le cul.

Triomphante rentrée
Pourrait faire du bruit,
Sa bravoure choisit la nuit.
Char à grande livrée
Escorté par les gens ;
Mais il n'est pas dedans.

Pour le bien de la France,
J'arrive dans Paris,
Bourgeois, dit-il, toujours amis !
En pleine confiance,
Je me jette en vos bras ;
Mais ne m'approchez pas

Pourtant, aux Tuileries,
L'œil d'un peuple hébété
Le cherche avec avidité.
Lui, dans ses singeries,
Veut bien comme un hibou,
Se montrer par un trou.

Au palais de ses maîtres,
Il ne voit, dans la nuit,
Qu'un spectre armé qui le poursuit,
Son cortège de traîtres
Nous dit qu'elle sera
La fin de l'opéra !

là, en permanence, ils leur cédèrent une de leurs couchettes. « Rien n'était plus plaisant, écrit Fleury de Chaboulon, que de les voir groupées timidement, sur un grabat, au milieu de notre sale bivouac. Nous cherchions à leur tenir compagnie; mais nos yeux se fermèrent malgré nos efforts. Dormez, nous dirent-elles, nous veillerons sur l'Empereur (1). » Le 17 mars, il déjeuna à Vermenton et vint coucher à Auxerre, à l'*Hôtel de la Préfecture* où il séjourna. D'Auxerre à Fossard, non loin de Montereau, la route côtoie l'Yonne sur une longueur de près de cent kilomètres. La marche accélérée de sa petite troupe elboise avait produit sur plusieurs de ses hommes une fatigue manifeste. Il résolut de les embarquer sur l'Yonne. Ce trajet en chalands leur procurerait un repos salutaire (2). Il resterait sans escorte, lui disait-on... En avait-il besoin lorsque chaque régiment envoyé contre lui était un nouveau renfort, une force de plus contre la monarchie des Bourbons? Et justement, à Montereau, un escadron de lanciers placé en observation, avec un escadron de gardes du corps pour surveiller les ponts, se retourna tout à coup contre ces cavaliers de parade, leurs compagnons d'armes, les chargea et les mit en fuite au cri de : *Vive l'Empereur!* Qu'avait-il donc à craindre (3)?

## V

Avant de quitter Auxerre, il avait réussi à rallier le maréchal Ney au drapeau tricolore. Le maréchal, cependant, prenant congé de Louis XVIII, peu de jours auparavant, avait juré qu'il lui ra-

(1) LUBIS, en son *Histoire de la Restauration*, parle du maire d'Avallon qui refusa de reconnaître de nouveau la restauration de l'Empire. Au général qui le sommait de proclamer l'Empereur, il répondit : « Je n'ai prêté que deux serments, l'un à Bonaparte qui m'en a délié par son abdication, l'autre au roi dont je ne sais qui pourra me délier. » Appelé en présence de Napoléon, il lui dit : « Je vois bien, monsieur, que vous êtes à la tête d'un rassemblement d'hommes armés, et que vous avez le droit de la force, mais je ne reconnaîtrai jamais d'autre souverain que Louis XVIII. »

(2) Il fit venir le chef de la marine, il se fit rendre compte du nombre de ses bateaux, des moyens de prévenir les accidents, etc. Il entra avec lui dans de tels détails que cet homme avait peine à revenir de sa surprise et à comprendre comment un Empereur en savait autant qu'un batelier (FLEURY DE CHABOULON, *Souvenirs*).

(3) HOBHOUSE, *Lettres sur les Cent-Jours*, p. 130. « Les cinq mille jeunes nobles

mènerait Napoléon prisonnier dans une cage de fer, et il avait suffi de quelques mots de l'Empereur pour lui faire oublier ce serment inconsidéré et presque ridicule. Ney, dans les villes où il s'était arrêté, en partant de Paris, avait proféré contre son ancien souverain les imprécations les plus véhémentes. Ceux qui les avaient entendues ne doutaient pas que si ces deux hommes se trouvaient en présence, il n'y eût collision sanglante. Le maréchal avait appelé à le seconder deux officiers très royalistes, l'un ancien Vendéen, le comte de Bourmont, dont la haine ne s'était jamais apaisée, même après sa soumission volontaire, la guerre de Vendée finie; l'autre, Lecourbe, lieutenant de Moreau, jadis rayé des cadres de l'armée, après le procès de son ami, et durant tout l'Empire, privé des faveurs de celui qui les prodiguait aux autres généraux. Louis XVIII ne lui avait fait que du bien, disait Lecourbe à Ney, et il ne demandait qu'à servir le roi. Ces trois hommes s'encourageaient entre eux à la résistance, à une sorte de fureur que maintenait au même diapason le caractère emporté et de prime-saut du maréchal. De Besançon, il avait transporté son quartier général à Lons-le-Saunier; mais, à mesure qu'il se rapprochait de l'Empereur, la ferveur de ses troupes diminuait et leur subordination était ébranlée. L'air ambiant était funeste à leur zèle bourbonnien. Les nouvelles favorables à l'Empereur pénétraient malgré tout dans les casernes. De loin, leur arrivait l'écho de l'entrée triomphale du grand capitaine dans Grenoble, de la fuite à Lyon du comte d'Artois, abandonné même de sa garde d'honneur. Ney, lui-même, sentait monter en lui le vertige de son ancienne adoration. Il se jurait, néanmoins, de résister à toutes les séductions; il s'enivrait de son rêve qui était de sauver la monarchie en péril et d'être proclamé le libérateur de la patrie contre le despote sorti de son île. S'il fût resté fidèle à son serment au roi, si ses résolutions premières eussent duré, le brave des braves aurait été pour Napoléon le plus redoutable adversaire. Napoléon avait eu à lutter contre ses violences à Fontainebleau, lors de son abdication. Ne retrouverait-il pas devant lui le même homme?

de la garde royale qui avaient pris congé le matin pour voler à leur poste et couvrir leur roi et la capitale se trouvèrent le soir, dans les salons, où ils dirent que se voyant chacun à leur poste sans avoir personne à commander, ils avaient jugé à propos de venir eux-mêmes annoncer leur retraite et leur soumission au nouvel ordre de choses.

Il lui fallait donc agir avec ruse, avec prudence, contre ce dogue déchaîné. Aussi bien, par des émissaires habilement choisis, qui ne devaient paraître à Ney que des voyageurs de passage, il lui fit remettre les proclamations écrites à l'île d'Elbe et partout répandues. Ney ne les lirait point sans subir l'influence de ce langage précurseur de victoires ; ce qui arriva, car dès ce moment il devint songeur. Il se répétait muettement ces phrases sonnantes comme un bruit de tambour : *La victoire marchera au pas de charge; l'aigle volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame.* Un frisson de plaisir, une sorte d'attendrissement l'envahissaient, lui qui avait tant aimé la mêlée furieuse des combats. Eh ! n'était-ce pas l'homme qu'il fallait à des Français, et non ce prince impotent que l'on roulait, en son fauteuil, devant le front de la vieille Garde ! Puis, oubliant cet émoi, il reprenait son élan vers son devoir : la poursuite de Napoléon.

Malheureusement, en cette envolée d'ardeur royaliste, il apprend, coup sur coup, la désaffection des régiments envoyés contre cet extraordinaire général, ce prestigieux chef d'armée. Les départements traversés tombent, un à un, sous la domination de l'Empereur, devenu irrésistible. Et voici que Capelle, le préfet de l'Ain, arrive de Bourg, au quartier général, affolé par les menaces de la population et les vivats des soldats. Ney comprend, alors, que le courant bonapartiste va tout emporter, et qu'il ne servirait à rien de vouloir le combattre. A quoi bon, semble-t-il se dire à lui-même ! Il faut vouloir ce que veut la France. Qu'attendait-il au surplus, à Lons-le-Saunier, pour marcher contre Napoléon ! on ne le saurait dire. Des ordres de Paris, des nouvelles des princes, des renforts de soldats ?... Ce qu'il attendait ?... Rien. Il était indécis, doutant maintenant du succès avec des régiments peu sûrs et très mous, avec des lieutenants dévoués, sans doute, mais troublés, autant que lui : il le discernait. Et c'est en cet état d'esprit qu'il reçut, à son hôtel, une lettre du comte Bertrand, écrite assurément sous l'inspiration, ou sous la dictée de l'Empereur. Bertrand rapportait la fabuleuse traversée de la France par le bataillon de l'île d'Elbe, la certitude qu'avait l'Empereur d'arriver sans encombre à Paris. Il lui annonçait le renversement fatal de la monarchie des Bourbons, le rétablissement de la dynastie impériale, faits supposés ou faits certains, qui devaient con-

vertir Ney et lui rendre sa foi en Napoléon. Et d'ailleurs, à cette lettre était joint un billet de la main même de son ancien chef, quelques lignes brèves, tout à la fois impératives et amicales, détruisant généreusement jusqu'à l'ombre même des rancunes passées, un de ces billets laconiques, si éloquents dans leur concision. « Je ne doute pas, lui écrivait-il, qu'en apprenant mon arrivée à Lyon, vous n'ayez fait reprendre à vos troupes le drapeau tricolore. Exécutez les ordres de Bertrand et venez me rejoindre à Chalon. Je vous recevrai comme au lendemain de la bataille de la Moskowa. » Et Ney fut vaincu par ce langage tout militaire, qu'il n'avait jamais entendu dans l'entourage des Bourbons. Ceux-là ne savaient dire que de fades paroles, rappeler leurs souvenirs surannés sur Henri IV, considérer les plus vaillants hommes de guerre comme de petits enfants devant un grand-père. Son âme longtemps flottante fut gagnée subitement et devint ferme en sa résolution. Il irait à Napoléon ; il entraînerait avec lui ses troupes qui ne demandaient qu'à se retourner contre ceux qu'elles avaient mission de défendre. Durant son procès, Ney répétait, qu'à ce moment-là, il avait perdu la tête; et puis enfin qu'il n'aurait pu arrêter les eaux de la mer avec les mains. Comparaison très juste. Dans l'Est, le peuple et l'armée étaient tout dévoués à l'Empereur. Le maréchal, ainsi retourné, convoqua chez lui ses deux lieutenants, et dans une conférence, un peu embarrassée à vrai dire, il parvint à les gagner, eux aussi. Alors, le lendemain, devant ses bataillons assemblés, levant haut son épée, il leur fit entendre que la cause des Bourbons était à tout jamais perdue et sa voix fut couverte aussitôt par un formidable cri de : *Vive l'Empereur* (1).

Le jour suivant, 15 mars, d'après les ordres de Bertrand, il met en marche ses régiments sur Dôle et Dijon.

Son entrevue avec l'Empereur eut lieu à Auxerre, chez le préfet, son beau-frère Gamot. L'Empereur, en entrant à la préfecture,

(1) La proclamation de Ney à ses soldats fut affichée sur les murs de Lons-le-Saulnier. Le maréchal s'exprimait ainsi : « Officiers et soldats, la cause des Bourbons est à jamais perdue. La dynastie légitime que la nation française a adoptée va remonter sur le trône. C'est à l'empereur Napoléon, notre souverain, qu'il appartient de régner sur notre beau pays. » Et plus loin : « Soldats, je vous ai souvent menés à la victoire; maintenant, je vais vous conduire à cette phalange immortelle que l'empereur Napoléon conduit à Paris et qui y sera sous peu de jours; et là, notre espérance et notre bonheur seront à jamais réalisés. *Vive l'Empereur!* — Le maréchal d'Empire, prince DE LA MOSKOWA. »

avait trouvé, dans le premier salon, un grand portrait de l'impératrice Marie-Louise, et celui de son fils, le Roi de Rome, et dans le salon d'honneur, le sien en pied, revêtu des insignes impériaux, comme au temps où il régnait aux Tuileries. « Oh! disait Napoléon reporté par cette vision à quelques années antérieures, la cour de Louis XVIII a l'air de celle du roi Dagobert. On n'y voit que des antiquailles. Les femmes y sont laides et vieilles à faire peur. Il n'y avait de jolies femmes que les miennes; mais on les traitait si mal qu'elles ont été forcées de la déserter. Tous ces gens-là n'ont que de la morgue et de la fierté. » Et Ney, faisant écho à ces paroles, ajoutait : « Oui, Sire, ils cherchaient sans cesse à nous humilier. Je suis encore indigné, quand je pense qu'un maréchal de France, un vieux guerrier comme moi, fut obligé de se mettre à genoux devant le duc de Berry pour recevoir la croix de Saint-Louis. Cela ne pouvait durer. Si vous n'étiez venu les chasser, nous allions les chasser nous-mêmes. »

En cette demeure, devenue tout impérialiste, près de son beau-frère qui s'inclinait respectueusement de nouveau devant l'Empereur, Ney se montrait plein de repentir. A son premier abord, Napoléon le mit à l'aise tout de suite. Il lui ouvrit les bras et l'embrassa. Ney avait voulu se justifier avec des protestations de dévouement, il invoquait son amour de la patrie. La patrie était son idole. Eh! qu'importe! l'Empereur n'ignorait pas ce qu'il y avait au-dessous de ces belles phrases. Il avait reconquis le brave des braves; il ne lui en fallait pas davantage (1).

(1) *Journal de Gourgaud*, t. I, p. 491. Sur la conversion de Ney, de Labédoyère et de Suchet, de Masséna. Napoléon à Sainte-Hélène : « Mais le fait est que Ney vit que les troupes et le peuple se déclaraient en ma faveur et il voulut avoir l'air de se mettre de mon bord pour en profiter... L'ambition!.... Il aurait dû s'en retourner à Paris, ce qui eût été bien plus noble. Sa proclamation qu'il m'envoya m'indigna. Il appartient bien à Ney de disposer des couronnes! Je dissimulai et fis à son officier d'ordonnance toutes les flagorneries possibles sur son maréchal, que je ne manquai pas de désigner le brave des braves. Son beau-frère Gamot (préfet de l'Yonne) se conduisit aussi comme un plat. Je n'aurais pas dû employer Ney. Beaucoup de gens, même, disent que je n'aurais pas dû l'appeler à la Chambre des pairs. Bien différente est la conduite de Labédoyère. Pour celui-ci tout était danger, et il a agi d'une manière chevaleresque. tandis que Ney ne pouvait rien changer aux affaires. Chez Ney, c'était par intérêt; chez Labédoyère, ce fut fanatisme. Ney me conseilla d'écrire à Lecourbe qu'il ne serait pas recherché. J'écrivis aussitôt.

« Suchet m'envoya un exprès ainsi que Girard, à Lyon. Cet homme avait pour instructions de se conduire suivant les circonstances. Aussi, voyant l'enthousiasme qui éclatait à Lyon, l'agent m'assura que je pouvais compter sur le duc

Le 19 mars, avant le jour, Napoléon se mit en marche vers Paris, dans la calèche du préfet Gamot, accompagné de sa petite escorte (1). Le valet de chambre, Saint-Denis, était assis sur le siège de derrière; le premier valet de chambre, Marchand, suivait dans une autre calèche avec les bagages et le portefeuille. A Joigny et à Sens, les autorités vinrent complimenter l'Empereur dont les voitures relayaient hors de chaque ville, pour échapper à la curiosité de la foule et abréger ainsi le changement des chevaux. Ce jour-là, il coucha à Pont-sur-Yonne où s'étaient garés plusieurs chalands qui transportaient le bataillon elbois. Il parut s'en étonner. Les mariniers lui objectèrent les dangers d'un voyage de nuit. Sur l'insistance des grognards, la navigation fut reprise; mais l'un des bateaux, heurtant la pile d'un pont dans l'obscurité du soir, trente des soldats furent noyés.

De très bonne heure, le 20 mars, Napoléon entra dans Fontainebleau. Il se fit conduire au palais, où son appartement, par les soins de ses amis, avait été disposé pour le recevoir. Fleury de Chaboulon, son secrétaire depuis Lyon, s'était imaginé qu'en revoyant ces lieux d'où il était parti pour l'exil, il éprouverait une émotion qui se traduirait par le trouble de ses traits ou la pâleur de son visage. C'était ne pas connaître cet homme à qui toute la France venait de céder au milieu de transports de joie inoubliables. Il s'installa dans le palais, comme s'il n'en était

d'Albuféra; mais Suchet n'a pas lancé de proclamation comme Ney et n'a pas comme celui-ci joué le principal rôle, en cherchant à faire accroire que tout était convenu entre moi et les maréchaux.

« J'envoyai Pons de l'Hérault à Masséna. J'ai su depuis que ce dernier avait pleuré de joie en apprenant mon retour, mais qu'il avait déclaré à mon émissaire que l'esprit de Marseille était tellement mauvais qu'il ne pouvait se prononcer encore et que, même, pour le sauver des fureurs populaires, il allait le faire arrêter. »

(1) Dans tous les lieux où il passait maintenant, il trouvait des traces de ravages des ennemis pendant l'année précédente. Tout le monde se plaignait d'avoir été traité sans pitié sous le gouvernement qui finissait. Les propriétaires des fermes incendiées, les fermiers dont tous les bestiaux avaient été enlevés, tous les chevaux pris, n'avaient pu se faire dégrever d'aucune charge et les contributions étaient exigées avec la dernière rigueur. A Auxerre, il avait passé la revue du 14e de ligne, qui s'était si bien montré en Espagne. Il questionna de vieux soldats sur leurs années de services. Plusieurs se plaignirent : « Vous nous devez des croix, disaient-ils. Nous avons été oubliés parce que nous n'étions pas sous vos yeux. Cependant, nous avons fait notre devoir. » Un porte-aigle était décoré de trois chevrons : « Et toi, combien d'années de services, lui dit Napoléon? — Vingt-trois ans, Sire. — Nous étions donc ensemble à l'affaire de Rivoli où nous prîmes sept pièces de canon. — Oui, Sire. — Je vois que tu es un bon soldat. J'aurai soin de toi. » *(Une Année de la vie de l'Empereur.)*

sorti que depuis quelques jours, heureux de jouir de la beauté et de l'élégance des pièces qu'il parcourait, de la douce chaleur qui y régnait, de la possession qu'il reprenait. Il était chez lui ; et Fleury de Chaboulon entendit cette exclamation jaillie sans préméditation : « On sera bien, ici ! — Oui, Sire, répondit le jeune secrétaire ; on est toujours bien chez soi. » Il mit même quelque hâte à parcourir les appartements du château, à descendre dans les jardins dont la flore printanière commençait à s'éveiller, à faire acte de propriétaire, comme un bourgeois qui rentre en son foyer, après quelques jours d'absence. Habitué aux grandeurs, il dépouillait, au milieu de ce luxe impérial, le souvenir de la misérable bicoque de Porto-Ferrajo. Il était, enfin, l'Empereur !

Napoléon, par les courriers que lui avait envoyés La Valette sur son chemin, par les papiers dont ils étaient porteurs, était instruit de tous les événements de Paris. Il connut, le matin même, le départ des Bourbons, la fuite des royalistes derrière la maison du roi et la joie des impérialistes, surtout des officiers à demi-solde. On l'attendait fiévreusement. Qu'il se hâtât donc d'arriver. Quelques-uns de ses anciens familiers, tel le comte Lemarrois, avait dirigé sur Fontainebleau des voitures de gala pour son entrée dans Paris. Il n'en voulut aucune. Il repartit dans celle qui l'avait amené d'Auxerre, mauvaise calèche du préfet, que l'on attelait de six chevaux et que précédait un courrier à quelques centaines de mètres en avant. Il allait grand train, toujours entouré de ses Polonais et des colonels qui, depuis Auxerre, chevauchaient aux côtés de sa voiture. Le long de la route, dans la forêt, en prévision d'un guet-apens et sachant que les royalistes n'avaient point abandonné l'espoir d'un assassinat (1), ses amis

(1) Henri HOUSSAYE *1815* (*Les Cent-Jours*, p. 319) : « Les correspondances des royalistes décachetées à l'état-major impérial révélaient des complots contre la vie de l'Empereur. Dans plusieurs lettres, il était question de Vendéens et de gardes du corps qui s'étaient mis en route pour l'assassiner, déguisés en femmes et en soldats de la Garde. Il est certain, en effet, que des souscriptions furent ouvertes publiquement au profit de l'homme qui tuerait Napoléon, et que plusieurs individus s'offrirent à remplir cette mission. Il y eut aussi les forçats du bagne de Cherbourg, qui adressèrent une supplique au duc de Berry pour être employés contre l'*usurpateur*. La Fayette prétend même qu'un ministre lui dit : « Si Bona- « parte était passé où nous l'attendions, c'en était fait de lui » et que le principal agent du guet-apens fut emprisonné pendant les Cent-Jours. »

MONTHOLON (*Mémoires*, t. II, p. 327) : « Lorsque Napoléon arriva à Fontainebleau, ce palais était occupé par ses troupes. Des grand'gardes de cavalerie étaient à tous les débouchés de la forêt, sur les chemins de Paris, de Melun, d'Or-

avaient fait établir quelques postes de cavalerie, chargés d'en surveiller les abords. Non loin des villes ou des villages traversés, des masses de paysans stationnaient pour l'acclamer. Près de Paris, la foule de ces curieux enthousiastes était si considérable qu'elle gênait le passage; et lorsqu'on demandait à ceux qui revenaient de ce côté-là à quelle heure l'Empereur serait aux Tuileries, ils ne le pouvaient préciser, disaient-ils, tant la route était obstruée de ses admirateurs et de ses partisans.

Le général Montholon raconte, en ses *Souvenirs*, que lui aussi était venu au-devant de son glorieux souverain, et que Napoléon, averti de sa présence, descendit de sa voiture pour l'embrasser, puis le questionna longuement sur les événements de la capitale et l'effet qu'avait produit la nouvelle de son débarquement. Il voulait repartir aussitôt. Montholon lui fit observer qu'il était prudent d'attendre les régiments de cavalerie mobilisés pour lui servir d'escorte; que, la veille, les soldats de l'armée du duc de Berry, dont le quartier général était à Villejuif, avaient crié très fort : *Vive le roi*, en mettant un genou en terre, et que, s'ils avaient crié ensuite : *Vive l'Empereur*, ils pouvaient, par un revirement subit, sous les excitations de royalistes ardents, se retourner contre lui et barrer la route de Paris. Mais, peu d'instants après, le colonel Galbois amenait le 6e de lanciers, le marquis de Verne, le 4e de chasseurs, le marquis de Talhouet, le 1er de chasseurs, le prince de Carignan le 6e de la même arme. L'Empereur donna le commandement de ces quatre régiments au général de Montholon, réveilla l'énergie et le dévouement des plus vieux officiers auxquels il adressa quelques mots tout vibrants de patriotisme, et remonta ensuite dans sa calèche, dont il ne sortit plus qu'aux Tuileries. Sur les voitures venues de Paris, avec leurs panneaux fraîchement peints, de mauvais plaisants, pendant qu'elles stationnaient au-devant des postes de relais, cherchaient à effacer les armes visibles, pour faire ressortir par-dessous les armes impériales. Une troupe d'enfants et d'adolescents de quinze ans emboîtaient le pas aux régiments de passage, demandant à servir l'Empereur, être fifres

léans, et la forêt avait été fouillée dans tous les sens. Ces précautions d'usage étaient doublement à propos, car l'armée du duc de Berry était alors supposée campée sur les hauteurs d'Essonne. Napoléon s'arrêta quatre ou cinq heures de la nuit à Moret, afin de recevoir le rapport des grand'gardes envoyées à tous les débouchés de la forêt. »

ou tambours jusqu'à l'âge d'être combattants. Partout où se montrait l'Empereur, il subjuguait toutes les âmes.

Pendant le séjour à l'île d'Elbe de son beau-père, la duchesse de Saint-Leu (la reine Hortense) observa la plus grande réserve. Ses salons, en son hôtel, étaient ouverts à la haute société ; de jeunes royalistes se faisaient un devoir de lui venir présenter leurs hommages ; et les réunions y étaient très mêlées, car les amis de l'Empereur ne manquaient point d'y assister. Mais les échos mondains étaient les seuls que l'on y entendaît. La duchesse ne permettait point que l'on parlât devant elle des Bourbons et surtout de l'Empereur, afin de ne donner prise à aucune critique. La politique était bannie de son entourage. Elle avait bien compris que sa présence à Paris ne serait tolérée qu'à cette condition, et elle s'en faisait une loi stricte. Lorsqu'elle apprit le débarquement de l'Empereur, elle ferma ses salons, ne voulant plus recevoir personne. Elle se savait surveillée. Les Bourbons s'imaginaient que, chez elle, se tramaient tous les complots surpris contre leur gouvernement. Que ne s'imagineraient-ils pas, si elle continuait à recevoir les amis de l'Empereur ? Toutefois, après la fuite des royalistes, le jour où Napoléon était attendu à Paris (1), la duchesse, redevenue la reine Hortense, reprit son assurance, laissa éclater sa joie, et, avec les dames de l'ancienne Cour impériale, elle se prépara, heureuse et enivrée d'espérance, à se trouver aux Tuileries, lorsque le mari de sa mère, le tout-puissant vainqueur de l'Europe, descendrait de voiture.

(1) On lit dans les *Révélations* publiées en 1830, par M. MORIN, ancien chef de la première division de la police générale sous la Restauration : « Une vaste et puissante conjuration que j'appellerai *civile*, absolument étrangère à Bonaparte et qui avait même pour objet de lui fermer l'entrée de la France, se tramait contre la famille royale. Cette conspiration était conduite par Fouché. Les détails me furent dévoilés, ainsi que les mouvements des corps militaires marchant sur Paris. On me fit connaître les noms des personnes qui devaient s'emparer temporairement de l'autorité. Le succès de cette révolution audacieuse paraissait si sûr, qu'on ne m'imposa pas même l'obligation d'en faire un mystère. Je pensai donc pouvoir en conférer avec M. d'André, directeur général de la police. Il reçut de moi cet avis avec un grand air d'insouciance et le négligea entièrement. Depuis M. d'André, à qui j'ai cru devoir reprocher son inertie, sa faiblesse, s'en est excusé en m'expliquant que, seulement directeur de cette partie, il n'avait pas l'entrée du conseil, et que ses derniers rapports adressés au roi sous le couvert de M. de Blacas, avaient été retrouvés tous, sans même avoir été décachetés. » (Pages 78 et 79.)

## VI

Ce matin du 20 mars, le château était morne, empreint de la tristesse des maisons abandonnées. Constant, l'ancien valet de chambre de Napoléon, l'ingrat qui, au départ de Fontainebleau pour l'île d'Elbe, avait fui avec le mameluck Roustan, voulut, poussé par le désir d'une âme cupide, tâcher de reprendre sa place près de celui dont il tenait sa fortune. Il se trouvait donc, avant midi, près des grilles fermées du Carrousel, et il raconte qu'à ce moment-là, on n'apercevait que des valets à la livrée du roi, déposant hors du palais quelques objets à l'usage des princes fuyards, petits meubles, portraits de famille, malles, qu'ils chargeaient à la hâte sur des fourgons. Le temps pressait. Le peuple des faubourgs arrivait par bandes, se heurtant aux grilles, et demandant qu'elles fussent ouvertes, afin de prendre possession des Tuileries au nom de l'Empereur. Les hommes du poste, miliciens de la garde nationale, qui, la nuit, avaient assisté au départ du roi, refusaient énergiquement ; et cette résistance provoquait des injures, des menaces lancées avec colère contre la garde urbaine. Les plus enragés, les plus violents s'efforçaient de desceller les barreaux, afin de pénétrer dans le palais. Heureusement, le général Exelmans arriva, précédant un détachement des soldats de Villejuif, qu'il avait débauchés, le matin, à Saint-Denis. Il parlementa quelques instants avec l'adjudant. Les grilles lui furent ouvertes, et, au nom de l'Empereur, il prit le commandement des Tuileries. Les gardes nationaux, néanmoins, gardèrent leurs postes, et l'on vit durant cette journée, aux différentes issues du château, des factionnaires, les uns avec la cocarde tricolore, les autres avec la cocarde blanche. Après cette prise de possession, le pavillon de l'horloge fut pavoisé du drapeau tricolore et le drapeau blanc descendu de sa hampe. Et la foule, désormais calmée, salua de ses hourras frénétiques, les trois couleurs restaurées sur l'antique demeure des rois de France.

Les officiers à demi-solde, appelés à Saint-Denis par le ministre

de la guerre, en prévision d'une bataille, s'étaient joints aux soldats d'Exelmans. D'autres, résidant à Paris, arrivèrent bientôt, fiers du succès inouï de leur Empereur; heureux de son retour qui leur promettait la résurrection des privilèges dont l'armée avait joui sous son règne. Une rumeur confuse s'éleva bientôt de cette cohue d'uniformes usés par le service, mais propres sous le brossage quotidien. Les longues moustaches frémirent sur les lèvres agitées par un débordement de joie, et les gestes de tous ces hommes, jeunes en majorité, se firent plus larges, plus impératifs dans la fièvre de leur ardeur bonapartiste. On pouvait les voir regardant l'heure anxieusement, manifestant leur impatience, en poussant à chaque instant le cri de *Vive l'Empereur*. Jamais cohorte prétorienne d'empereur romain n'avait été si démonstrative pour son prince.

Au jour tombant, des calèches arrivèrent aux Tuileries, celles des grands fonctionnaires de l'Empire, y déposant le duc de Bassano, le duc de Plaisance, le duc de Gaëte, le duc de Rovigo, La Valette, Thibaudeau, Decrès Daru, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, le maréchal Lefebvre, les généraux Dejean, Durosnel, d'autres encore. Les dames de l'ancienne cour, cachant sous un ample manteau leur belle toilette de cérémonie et leurs épaules nues recouvertes de diamants, montèrent également, une à une, les escaliers du château, jusque dans les grands salons de réception. Les anciens huissiers avaient repris leur service aux grandes portes, les anciens valets dans les corridors; les uns et les autres revêtus de leur livrée, sous les ordres des préfets du palais. Toute la maison impériale, des cuisines jusqu'aux grands salons, s'était reconstituée, comme par un enchantement de fée. Les chambellans, les maîtres de cérémonies, chacun se trouvait là, pour le service de l'Empereur, comme s'il ne se fût jamais absenté. La reine Hortense et la reine Julie, les premières installées, recevaient avec grâce, avec effusion, les compliments des dames qui entraient. Toutes se congratulaient, sur ce recommencement de vie fastueuse, que la chute de l'Empereur avait si brusquement interrompue. Assises, levées, elles allaient et venaient, lorsque l'une d'elles remarqua que les fleurs de lis des tapis étaient à peine attachées sur les abeilles impériales. Et aussitôt, malgré leurs falbalas, et courbées, on les vit, ces dames, découdre à l'envi ces lis et les

pousser dehors, afin qu'il ne restât plus rien des insignes royalistes. Et la salle des Maréchaux et les autres salons s'offrirent dans leur majesté glorieuse.

A la nuit, les fenêtres des Tuileries brillèrent au dehors des lumières allumées comme aux grands jours de fête. Dans les rues voisines, des lampions tracèrent à la façade des maisons de longues lignes de feu. L'émoi dans ce quartier était intense. Les officiers, au nombre de six cents, écrivent les mémoires de l'époque, attendaient plus anxieusement que les autres curieux, plus fébrilement que la foule répandue dans le Carrousel. Les heures, qui se suivaient, tintaient à leurs oreilles trop lentement. Au moindre bruit d'un galop de cheval, tous les yeux étaient tournés vers le guichet d'arrivée. Etait-ce lui ?

Il n'était pas neuf heures, lorsque retentirent au loin une cavalcade précipitée, des cris, des acclamations qui se rapprochaient, par bonds éclatants. Il y eut, alors, une poussée formidable de la foule trépidante, nerveuse, affolée, des officiers se portant au Pavillon de Flore. Ce fut comme une débandade, un bousculement, dont les remous, pareils à ceux des flots, vinrent battre les vieilles murailles du palais ; plus qu'un bousculement, un écrasement, afin de s'avancer jusqu'aux voitures dont le roulement devenait à chaque minute plus sonore. Napoléon arrivait. Il avait suivi les boulevards neufs jusqu'aux Invalides, traversé le pont de la Concorde, et, longeant les quais, sa voiture et celles de sa suite étaient conduites aux Tuileries de toute la vitesse des chevaux. Les Polonais, au galop en avant, s'engouffrèrent comme un tourbillon sous la voûte du Pavillon de Flore, le sabre nu, criant, hurlant : *Vive l'Empereur;* les chevaux couverts d'écume, les hommes perdant haleine, ivres de joie aussi, comme tous ceux qui les attendaient. La voiture de l'Empereur s'arrêta contre les marches du péristyle, et aussitôt de la foule surgit un cri retentissant, un cri vibrant comme un coup de tonnerre et se répercutant en fracas dans tout le Carrousel, un cri de *Vive l'Empereur!* qui semblait ne devoir point finir. Tous les bras se tendirent vers la portière. Elle fut brusquement ouverte : mais, barrée par la foule, l'Empereür ne pouvait ni se lever, ni sortir. Les officiers les plus près de lui parvinrent, non sans peine, à le soulever de son siège, et l'entourant, l'englobant de leurs caresses jalouses, le hissant sur

leurs épaules, ils le portèrent au milieu du vestibule et s'efforcèrent ensuite de gagner l'escalier avec leur précieux fardeau. Le vestibule, l'escalier, ne formaient qu'une agglomération de corps soudés les uns aux autres, s'agitant comme une fourmilière. Chacun voulait voir et adorer son idole. En vain ses amis, Caulaincourt, La Valette, qui ne l'avaient pas quitté depuis l'arrivée, criaient de faire place dans cette multitude compacte; personne ne bougeait. Lui, se laissait faire, fermant les yeux, savourant, ravi, cette explosion d'enthousiasme, ce délire d'amour. Le flot qui le pousse en avant sur les marches est contrarié par le flot qui descend du haut. La Valette, à la fin, se place devant lui, monte à reculons, s'efforçant du dos à produire un espace vide, et, tout à son bonheur présent, il ne cesse de répéter, en montant : « Oh! c'est vous, c'est vous, c'est vous (1)!... »

Cependant on arrive au palier de l'étage et ceux qui le portent le déposent dans son cabinet. Les portes en sont immédiatement fermées. L'Empereur, enfin, s'appartenait (2).

La foule, petit à petit s'écoule, impressionnée du spectacle auquel elle vient d'assister. A cette clameur de vociférations succède une trépidation de pas nombreux dans les corridors, d'appels au dehors parmi les cavaliers qui attachent leurs chevaux à la grille de la cour. Beaucoup, trop fatigués, s'enveloppent de

(1) De Broglie, en ses *Souvenirs*, fait une réflexion qui ne manque point de piquant : « En voyant, dit-il, ce petit homme, si grand de cent victoires, à la tête d'une poignée de vieilles moustaches, renverser d'une chiquenaude un château de cartes, démantibuler d'un coup de pied une décoration d'opéra, je me rappelais involontairement cette scène du roman de Cervantes où le héros de la Manche entrant dans une loge de marionnettes et voyant une poupée vêtue en princesse enchaînée à un géant de carton, tire sa grande épée et pourfend le donjon et les prisonniers, le bateleur et sa boutique. »

(2) Convenez au moins, disait-on à une jolie royaliste, qu'il est admirable voir l'Empereur traverser toute la France et remonter sur son trône sans brûler une amorce. — Le beau miracle, répondit-elle, il avait tout le monde pour lui. »

Montholon, t. II, p. 328 : « Napoléon est entré à Paris comme à Grenoble, comme à Lyon, à la fin d'une longue journée de marche, à la tête des troupes mêmes qui avaient été réunies pour s'opposer à son entrée. Effectivement, ce n'est pas avec les grenadiers de l'île d'Elbe et de Lyon, c'est à la tête des troupes qui avaient campé à Villejuif pour le combattre qu'il entra dans Paris. Il n'eût pas retardé d'une heure son entrée aux Tuileries, pour laisser le temps de faire des préparatifs et y entrer avec plus de pompe. Si ce n'est, d'ailleurs, la première fois qu'il s'y rendit du palais du Luxembourg, comme Premier Consul, et depuis, lors de son mariage, lorsqu'il y entra avec Marie-Louise, il est toujours entré sans cérémonie dans Paris. C'est ainsi qu'il fit après Marengo, après Austerlitz, après Tilsitt, après Madrid, après Vienne, en voiture de poste sans être annoncé et dans la nuit. »

leur manteau et se couchent sur le pavé pour dormir (1). Des assistants qui ont voulu rester, des officiers qui ont tenu l'Empereur dans leurs bras, le nombre est grand encore, et ils se disposent à prendre part au souper que les cuisines ont eu le soin de préparer. Constant écrit qu'il y eut, ce soir-là, trois cents couverts servis. L'Empereur, pendant ce temps, soupait seul dans son cabinet, en tête-à-tête avec le grand maréchal Bertrand, d'un poulet rôti et d'un plat de lentilles. Tout à l'heure, il va recevoir ses partisans, ceux à qui des ministères sont destinés. Jusqu'au milieu de la nuit, il va travailler (2).

(1) De tous ces officiers à demi-solde, de tous les soldats licenciés de l'armée de Napoléon, dont médirent les royalistes, voici ce qu'en écrit sur eux la comtesse DE BOIGNE (*Mémoires de la comtesse de Boigne*, t. II, p. 89) : « Je ne pense pas qu'il y ait quelque chose de plus beau dans l'histoire que la conduite générale de l'armée et l'attitude personnelle des soldats à cette époque. La France a droit de s'en enorgueillir. Je n'attendis pas le jour de la justice pour en être enthousiasmée, et, dès lors, je les considérai avec respect et vénération. Il est bien remarquable, en effet, que dans un moment où plus de cent cinquante mille hommes furent renvoyés de leurs drapeaux et rejetés, sans état, dans le pays, il n'y eut pas un excès, pas un crime commis dans toute la France, qui pût leur être imputé. Les routes restèrent également sûres, les châteaux conservèrent leur tranquillité, les villes, les bourgs et les villages acquirent des citoyens utiles, des ouvriers intelligents, des chroniqueurs intéressants. Rien ne fait plus l'éloge de la conscription que cette noble conduite des soldats qu'elle a produits. Je la crois unique dans les siècles. »

(2) « Deux soldats, écrit Constant en ses *Mémoires*, qui avaient accompagné l'Empereur, arrivèrent à pied, dans la nuit, à deux heures du matin. Ils tombèrent anéantis sur leur sac et ne se réveillèrent même pas, pendant qu'on leur pansait les pieds. »

# CHAPITRE VII

## LES CENT-JOURS

I. — Refus de Montholon de poursuivre Louis XVIII en fuite. — Constitution du ministère, dans lequel sont compris Carnot, Fouché et Caulaincourt. — *Le Moniteur*, sous la direction de Maret, duc de Bassano. — Publication, à Paris, des décrets de Lyon. — Le 21 mars, revue de la garnison de Paris. — Arrivée de Cambronne et des grenadiers de l'île d'Elbe. — Allocution de l'Empereur. — Observations de Villemain. — Magnanimité de Napoléon à l'égard du duc d'Angoulême, prisonnier de Grouchy, dans le Midi. — Le prince est embarqué pour l'Espagne. — Attitude et sentiments de la France, au retour de l'île d'Elbe.

II. — Mémoire de Guizot, en mai 1815. — Son jugement sur le retour de l'île d'Elbe. — Causes du succès de l'Empereur. — Lettre de Napoléon aux souverains coalisés. — Cette lettre n'arrive point à destination, les courriers qui la portent, empêchés de poursuivre leur chemin, hors de France. — Sentiments loyaux de Napoléon, touchant ses promesses à sa rentrée en France. — Agissements hypocrites de Fouché ; son rapport sur l'état de l'opinion.

III. — Attitude de la population de Paris envers l'Empereur. — Il rétablit sa Cour avec le même luxe qu'autrefois. — Le 26 mars, audience solennelle de tous les grands corps de l'Etat, aux Tuileries. — Harangue de l'Empereur. — Différence des paroles de Napoléon et de celles des princes *légitimes*. — Les absents que Napoléon regrette. — Refus de certains personnages d'accepter des fonctions dans le nouveau gouvernement.

IV. — Marie-Louise à Schœnbrunn. — Depuis qu'elle réside en Allemagne, elle est devenue hostile à Napoléon. — Tentative d'enlèvement de cette princesse par les bonapartistes. — Envoi de Montrond à Vienne, pour tâcher de convaincre Marie-Louise qu'elle doit revenir à Paris. — Entrevue de Montrond et de Talleyrand ; paroles de Talleyrand. — Menneval à Paris ; ses visites à Napoléon ; ses confidences sur Marie-Louise et le Roi de Rome.

V. — Nécessité dans laquelle se trouve l'Empereur de se préparer à la guerre. — Déclaration, faite par les puissances le 13 mars, connue à Paris. — Etat de l'armée à cette époque. — Paris, ville militaire. — Le peuple des faubourgs. — Les fédérés. — Revue des fédérés au Carrousel. — Leur adresse à l'Empereur, à laquelle il répond. — Avant celle des Fédérés, il y avait eu revue de la garde nationale, malgré l'opposition des familiers de Napoléon, qui redoutaient un assassinat.

VI. — Petits événements en ces mois des Cent-Jours. — Les journaux transformés. — Les travaux repris dans Paris. — Visite de Napoléon au Jardin des Plantes, au Louvre, à l'atelier de David, à l'Ecole polytechnique, aux Invalides. — Rétablissement de la maison d'Ecouen. — Visite à la maison de Saint-Denis ; joie des petites pensionnaires. — Les représentations aux théâtres. — Banquet offert par la Garde impériale aux troupes de Lyon et de Grenoble, venues à la suite de l'Empereur. — Banquet offert à la Garde impériale par les légions de la garde nationale. — Banquet offert par Labédoyère aux officiers

du bataillon de l'île d'Elbe. — Soirées chez la reine Hortense. — Evasion du marquis de Maubreuil, incarcéré sous les Bourbons.

VII. — L'armée et le peuple accaparent bientôt toutes les pensées de l'Empereur. — Néanmoins, il s'occupe des réformes libérales promises. — Elaboration d'une nouvelle constitution. — Commission préparatoire dans laquelle on appelle Benjamin Constant, l'ancien tribun, opposant. — Entrevue de Benjamin Constant et de l'Empereur. — Les paroles ou plutôt le monologue de l'Empereur. — Rédaction faite par Benjamin Constant de la nouvelle constitution, appelée *Acte additionnel*. — Discussion des articles. — Napoléon, impressionné de la revendication de ses partisans, demande que l'on y retrouve le vieux *bras de l'Empereur*. — Vote de la nation; acceptation ou refus. — Critiques passionnées sur cet acte additionnel.

VIII. — Les partisans de Napoléon auraient voulu qu'à son retour de l'île d'Elbe il s'emparât de la dictature. — Ne se sentant point fortement soutenus, les fonctionnaires administrent mollement. — Constatant cet affaissement général, l'Empereur ne cherchait son réconfort que dans les acclamations du peuple. — Jouissances qu'il éprouve devant le luxe impérial renaissant.

IX. — Il était trahi par Fouché, qui s'était abouché avec Metternich, le ministre autrichien. — Napoléon est mis au courant de cette trahison par Perregaux, le fils du banquier. — La police s'empare de l'émissaire recommandé à Fouché, — L'émissaire, menacé de mort, révèle tous les secrets des intrigues. — Fleury de Chaboulon est envoyé par Napoléon en Suisse, à la place de celui que Metternich attendait de Fouché. — Celui-ci, averti que tous ses actes sont connus, prévient les questions de l'Empereur, et, pour se disculper, s'appuie sur un mensonge.

X. — Illusion de Napoléon, qui pense que l'Europe coalisée accepterait une régence pour gouverner la France. — Cette idée de régence est lancée pour arriver à séparer Napoléon de son armée. — Violences du langage des hommes politiques de l'Allemagne. — Extraits de journaux allemands.

XI. — Le *Champ de Mai*. — Constructions faites par Fontaine, l'architecte, pour la cérémonie. — Elle a lieu le 1er juin. — Description du cortège impérial. — Harangue de Dubois d'Angers, au nom de la délégation des collèges électoraux. Réponse de l'Empereur. — Critiques que soulève cette réponse. — Désapprobation générale concernant le costume adopté par l'Empereur, les princes et les ministres. — Allocution de l'Empereur à la garde nationale et à la garde impériale. — Remise des aigles à quelques régiments seulement, la journée finissant.

XII. — Le 4 juin, dans les galeries du Louvre, l'Empereur remet les aigles aux officiers des régiments qui ne les avaient pas reçues. — Grande fête populaire aux Champs-Elysées. — Liste des principaux pairs nommés par Napoléon. — Convocation des Chambres; les nouveaux députés, parmi lesquels se trouve La Fayette. — Ce qu'était le vieux général, eu égard à Napoléon. — Discussions à la Chambre, au sujet du serment. — Tristesse de l'Empereur à ce sujet. — Lanjuinais élu président de la Chambre des députés. — Entrevue de Napoléon et de Lanjuinais.

XIII. — Seance d'ouverture des Chambres. — Opinion de La Fayette sur le discours d'ouverture. — Discussion de l'adresse. — Réception aux Tuileries du bureau des Chambres. — Paroles mélancoliques de l'Empereur. — Napoléon part pour l'armée dans la nuit du 11 juin.

## I

Napoléon, à son entrée dans son cabinet, et sans plus attendre, fit appeler le général Montholon, qui depuis Fontainebleau l'avait

suivi avec ses quatre régiments de cavalerie. Il lui dit : « Faites donner l'avoine, et dans une heure galopez avec vos cavaliers; et, dussiez-vous perdre la moitié de vos chevaux, ramenez-moi le roi et le duc de Berry, partis ce matin pour Lille, avec une escorte de gardes du corps. — Je ne le puis, répondit le général; mes souvenirs me défendent, au nom de l'honneur, de jamais mettre la main sur un Bourbon. — Vous avez raison, reprit l'Empereur; envoyez-moi Exelmans. » Ce ne fut pas Exelmans qui poursuivit le roi sur la route de Lille, mais le général Lion, affirme Pasquier, en ses *Mémoires*. Lion ne put atteindre personne. Sans coup férir, la plus grande partie de la maison du roi s'était dispersée.

Lorsque La Valette, après son souper, revint, ce soir-là, aux Tuileries, il trouva l'Empereur en petite tenue, dans son cabinet, assis au milieu de ses amis, gai, souriant, et sous l'impression persistante de la manifestation grandiose qui l'avait accueilli à son arrivée. Napoléon écoutait, avec attention, les renseignements qui lui étaient donnés sur la situation et l'opinion de la France; et s'il n'y avait pas eu, dans la pièce, des objets indiquant le passage et le séjour des Bourbons, des bustes de leur famille, épars çà et là, on eût pu se croire à dix années antérieures, dans l'épanouissement de sa plus grande puissance. Il annonça, au surplus, qu'il voulait constituer, le soir même, son ministère. Paris, le lendemain, le connaîtrait par le *Moniteur*. Paris apprendrait que son activité était toujours débordante.

Cambacérès était présent. Il avait été l'un des premiers à venir saluer son ancien maître, si facilement renié à Blois. Dans l'appréhension d'un reproche, son visage, pâle d'ordinaire, semblait presque blême. Il fut réconforté tout de suite. La conversation de l'Empereur était calme, empreinte d'une grande aménité. Ses observations, on le remarqua, étaient aussi justes, aussi perspicaces qu'autrefois. Son intelligence n'avait pas diminué. Il appela autour de lui pour administrer de nouveau la France les hommes supérieurs qui lui avaient donné leur concours jadis : Cambacérès, au ministère de la justice; le duc de Gaëte (Gaudin), au ministère des finances; le comte Mollien, au ministère du trésor; le prince d'Eckmühl (Davout), au ministère de la guerre; le duc Decrès, au ministère de la marine; le duc d'Otrante (Fouché), au minis-

tère de la police. Il désirait le comte Molé, au ministère de l'intérieur. Molé refusa. Attaché aux grandes familles parlementaires par sa naissance et ses alliances, bourgeois d'esprit et de cœur, il partageait les passions de cette classe jalouse de la haute aristocratie ; il préférait, comme elle, à la gloire militaire, qui ne s'obtient pas sans péril, l'illustration que conférait la science acquise ou l'éloquence au prétoire ; il était riche, et le repos, dans les jouissances d'une richesse fastueuse, suffisait à ses désirs. Et puis, il doutait de l'avenir, de la solidité de ce régime impérial qui recommençait. Il se ménageait pour plus tard, pour les Bourbons qu'il espérait revoir à Paris. Il s'excusa de ne pouvoir accepter le ministère de l'intérieur, prêt, toutefois, à reprendre la place obtenue en 1813, celle de directeur des ponts et chaussées. L'Empereur céda. Le ministère de l'intérieur, sur les conseils de Maret, duc de Bassano, fut alors offert à Carnot, qui accepta. Cette nomination fut pour les patriotes, les bonapartistes, les républicains toujours existants, une satisfaction, la garantie d'un gouvernement établi sur des idées généreuses et libérales. Le nom de Carnot avait grandi dans l'estime publique, par son éloignement de la Cour impériale, sa vie cachée et modeste, en dernier lieu, par son admirable et prodigieuse défense d'Anvers contre les alliés. Le décret qui le nomma ministre était fort élogieux pour sa personne, et, en même temps, lui décernait le titre de comte de l'Empire. Il avait accepté le ministère, il ne refusa pas le titre de noblesse, mais il ne signa jamais le « comte Carnot ». Les royalistes furent indignés de cette nomination. Mlle de Chastenay, en ses *Mémoires*, l'accable de deux épithètes insultantes : « plus mesquin que modeste », dit-elle ; Pasquier l'appelle « un fanatique badaud ». Les royalistes lui reprochaient son *Mémoire au Roi*, que Carnot se défendait d'avoir rendu public. Il ne fut connu, répondait-il, que par l'indiscrétion d'un familier du cabinet de Louis XVIII. En termes très mesurés et presque respectueux, ce mémoire contenait une critique mordante de la politique personnelle du roi, lui objectait ses promesses éludées, la charte violée, et enfin prenait la défense des régicides, en attribuant, par une habileté de dialectique, la mort de Louis XVI aux actes coupables des émigrés. Durant les Cent-Jours, cette diatribe fut jugée si nuisible à la cause monarchique qu'elle était vendue, à travers les rues

de Paris, à un prix dérisoire. Une petite voiture, attelée d'un petit cheval, la promenait dans tous les quartiers. Carnot se défendit encore d'être l'auteur de cette propagande et l'attribuait à Fouché (1).

La nomination de Fouché au ministère de la police fut moins bien acceptée que celle de Carnot au ministère de l'intérieur. Tous les partis répudiaient ce personnage retors et fourbe, en gestation perpétuelle d'une trahison. On le savait habile, mais il était craint. Le gouvernement du roi avait voulu le faire arrêter et emprisonner, l'accusant de complicité avec les généraux, qui, après avoir soulevé les garnisons des grandes villes du Nord, devaient marcher sur Paris et détrôner le prince régnant. Fouché, trop habile pour se laisser prendre, échappa, et il s'en prévalut près de l'Empereur, lui racontant qu'il avait voulu rendre facile a restauration impériale, et forcer Louis XVIII à quitter Paris, par crainte de tomber aux mains des conjurés. Il avait de garde de préciser la vérité, en disant que ce complot, qui avait échoué, était destiné, en sa pensée, à remplacer Louis XVIII sur le trône par le duc d'Orléans, à qui on aurait imposé des conditions. Et son adresse avait été si grande, si astucieuses ses confidences, si basses et si véhémentes ses protestations de dévouement, que Napoléon s'était laissé enjôler par le traître. La police, à cette reprise de pouvoir, lui était fort nécessaire pour agir sur l'opinion publique. Fouché était passé maître en l'art des insinuations, des mensonges et des sophismes. Il savait flatter les préjugés de tous les partis, sans se lier à aucun. Il était, parfois, éloquent dans ses circulaires ; il connaissait le siècle et les hommes. Il aurait été d'un grand secours, un appui solide, s'il eût été loyal. Malheureusement, il ne l'avait jamais été et il ne pouvait l'être. C'était contraire à sa nature. Le grand capitaine n'estima que les qualités du fourbe : il oublia ses défauts. Réal, le lieutenant de Fouché, devint préfet de police, et Maret, duc de Bassano, comme aux premiers jours du Consulat, fut investi du secrétariat du gouvernement. La nomination de Decrès, à la marine, souleva bien aussi quelque réprobation. Il froissait les gens de bonne compagnie, par son effronterie et ses manières débraillées

(1) Cf. *le Retour des Bourbons*, f 298.

et grossières. Néanmoins, l'ensemble du ministère donnait satisfaction à l'opinion publique.

Restait le ministère des affaires étrangères. Napoléon y eût voulu Talleyrand. S'il avait été en France, ce sinistre personnage, comme Fouché, aurait sans doute retrouvé les faveurs de son ancien maître. Talleyrand, à ce moment même, au Congrès de Vienne, ameutait contre Napoléon restauré toute l'Europe. L'Empereur appela Caulaincourt, duc de Vicence, qui lui avait été si dévoué lors de son abdication à Fontainebleau. Celui-ci, depuis quelques mois, avait épousé la belle Mme de Canisy, qu'il aimait depuis longtemps, et il vivait heureux dans ses terres, loin des agitations du monde et de la politique, tout entier à ses affections intimes. A quitter sa retraite et retomber dans cette mêlée furieuse des intérêts dynastiques, il répugnait de toute la force de sa volonté. Il discernait, au delà du moment présent, des difficultés insurmontables à l'infortuné monarque, de retour de son île. Il connaissait les intrigues nouées à Vienne par l'astucieux Louis XVIII, l'ambition insatiable des souverains coalisés, dont le triomphe avait assuré l'agrandissement des territoires de leur couronne. L'Autriche ne céderait pas ; l'Angleterre, effrayée pour son commerce, soufflerait encore à tous les combattants, ses alliés, la rage de la guerre. Il se récusait donc, sentant son impuissance à éloigner le danger menaçant la France. Mais Napoléon tenait à son ancien serviteur, naguère son grand écuyer, jadis son ambassadeur à Saint-Pétersbourg ; il tenait à cet ami, son compagnon jusqu'à Paris dans sa retraite au milieu des plaines glacées de l'Europe, après l'incendie de Moscou ; il tenait à ce grand seigneur, qui l'avait bien voulu servir, dont il appréciait la dignité correcte, les manières élégantes, le noble langage ; dont la raideur d'attitude, inspirée par un sentiment de supériorité, était toujours assouplie par une politesse aimable. Il finit par vaincre la résistance du grand seigneur, et Caulaincourt prit le ministère des affaires étrangères.

Le *Moniteur* conserva le titre de journal officiel, sous la direction du duc de Bassano, et dès le lendemain, 21 mars, il reproduisait les proclamations impériales, les allocutions adressées aux soldats, et, de plus, tous les décrets parus à Lyon, le 13 mars, dirigés contre le gouvernement du roi et les émigrés, contre les

faveurs accordées à l'aristocratie, contre les promotions inconsidérées faites depuis un an dans la Légion d'honneur. Le séquestre ordonné sur les biens de la famille royale fut maintenu. A l'égard des Bourbons, qui avaient excité les royalistes à lui *courir sus*, comme sur une bête fauve ; qui avaient laissé leurs partisans encourager des assassins à le poignarder, pouvait-il se montrer généreux ? Avec les émigrés il fut moins rigide ; il adoucit les rigueurs édictées à Lyon. En cette ville, il voulait faire sentir la vigueur de ses coups et inspirer la terreur à ses ennemis. A Paris, son triomphe décisif calma ses premiers ressentiments. Dès lors, il fut admis que si les biens, rendus aux émigrés (1), avaient été vendus depuis la possession, la vente exonérée du séquestre resterait valable ; que si, au contraire, les émigrés au lieu d'être vendeurs, étaient devenus acquéreurs et n'avaient point soldé totalement le prix des biens achetés au moment des décrets, ces biens, comme les premiers, seraient affranchis de toute restriction. En ces deux cas, au surplus, ne fallait-il pas respecter l'intérêt de ceux qui avaient traité avec les revenants d'Hartwell ? De même, pour la Légion d'honneur ; la déchéance des nouveaux décorés serait soumise à la revision d'une commission de contrôle, et les promotions dues à la fraude, à l'intrigue, à la vénalité seraient seules annulées (2). Mais il n'admit point de rémission sur le décret qui chassait de France les hommes dont il se rappelait l'hostilité perverse au moment de son abdication, ceux qui s'étaient emparés du gouvernement et avaient trahi la France. Leurs biens étaient confisqués, et leurs personnes exceptées de l'amnistie générale (3). C'étaient Talleyrand, Marmont, Dalberg,

(1) Par *émigrés*, à ce moment-là, on entendait ceux qui n'étaient rentrés en France, qu'à la suite des Bourbons, en 1814.

(2) Il confirma également les décorations accordées à la garde nationale, et en distribua de nouvelles aux braves élèves de l'Ecole polytechnique, dont la belle conduite avait excité, à un si haut degré, lors des événements de 1814, l'admiration de Paris et des étrangers.

(3) Le grand maréchal Bertrand ne voulut jamais contresigner ces décrets, datés de Lyon. Ils ne furent publiés qu'avec la signature de Maret, duc de Bassano, et pour copie conforme à Paris. L'Empereur resta seul responsable.

Villemain rapporte que le jour où ce dernier décret fut promulgué à Paris, au moment où passait l'Empereur, dans son propre palais, une voix disait assez haut pour être entendue : « Si le régime des proscriptions et des séquestres recommence, tout cela n'ira pas loin. » Et cette voix était celle du jeune colonel de Labédoyère, promu général et aide de camp, récompense de sa défection, qu'il n'avait acceptée qu avec pudeur, il est vrai.

Montesquiou, le général Beurnonville, Bellart, le comte de Jaucourt, Lynch, de Vitrolles, Alexis de Noailles, Bourrienne, La Rochejaquelein, Sosthène de La Rochefoucauld.

Et l'on comprendra facilement la raison de ces adoucissements. A Lyon, Napoléon se dressait contre le gouvernement des Bourbons, en dictateur plébéien. Ses allocutions visaient le peuple qu'il venait venger, disait-il, du dédain des aristocrates et soustraire aux droits féodaux. Mais, à Paris, il affecta d'être moins révolutionnaire, moins exclusif. Sa conversation avec ses amis, ce qu'il avait vu et entendu, dans le cours de son voyage, avaient modifié ses résolutions intransigeantes. Par ces atténuations aux décrets de Lyon, il voulait tendre un appât aux classes éclairées, à la bourgeoisie, aux hommes de robe et de science, aux écrivains, aux artistes, qu'il n'avait vus nulle part, dans les foules enthousiastes qui l'acclamaient à l'entrée des grandes villes. Entre lui et ceux-là, il discernait une répulsion d'instinct, qu'il ne put vaincre, quoi qu'il fît, durant les cent jours de sa restauration (1).

Le lendemain, 21 mars, il s'était levé à six heures, n'ayant dormi que fort peu de temps. Il avait mis en ordre ses papiers, étalé ses cartes près de lui, et, jetant les yeux sur celle de notre pays, on l'avait entendu murmurer ces mots, avec tristesse : « Pauvre France ! » Il s'était fait remettre, ensuite, les journaux qui venaient de paraître, et lisant un article écrit avec verve, il avait demandé qui en était l'auteur. Puis il avait ordonné que les décrets à venir ne fussent précédés que de la seule mention : *Napoléon, empereur des Français,* sans autre titre ; enfin, que dans les lettres écrites aux dignitaires de sa Cour, on supprimât la formule des monarchies de l'ancien régime : *Dieu vous ait en sa*

(1) Ses amis lui demandaient la destitution de plusieurs fonctionnaires, il leur répondait, d'après La Valette qui reproduit ses paroles, en ses *Mémoires* (t. II, p. 176) : « Il me faut une victoire. Je ne puis rien faire avant. Je suis peut-être le seul homme de cet Empire qui conserve son sang-froid, et cependant je ne puis ni inspirer, ni diriger tous les mouvements. » Il ne pouvait pas même repousser ses ennemis à l'intérieur, ajoute La Valette, tant sa position était changée. Quelques jours après son arrivée, le général de Bourmont se présenta à son lever. Il était en grand uniforme, et quoiqu'il se fût placé en première ligne, l'Empereur passa devant lui sans s'arrêter ni le regarder. Bourmont ne se rebuta pas. Il revint trois jours de suite. J'appris ensuite qu'il venait de recevoir une division dans la Grande Armée. Labédoyère s'était porté garant pour lui. Après sa trahison, Labédoyère répondit : « Que voulez-vous ? on avait arrêté son père dans la Vendée !... — La belle excuse, reprend La Valette ; ne pouvait-il demander sa liberté à l'Empereur ? »

*sainte garde.* « Il faut laisser cela, rejeter ces vieilles antiquailles. Elles ne sont bonnes que pour les rois par la grâce de Dieu. »

Son ministère constitué, ses décrets publiés, sa première pensée fut pour ses soldats. Il fit assembler au Carrousel les troupes ralliées à son passage et celles que le duc de Berry avait commandées à Villejuif, et la garnison de Paris, qui, depuis un an, était endormie par les phrases assoupissantes du gros roi Louis XVIII. Ce jour-là, ce fut bien un chef d'armée qui passait devant eux, un général à la voix vibrante, au regard fascinateur; et leur admiration s'éleva d'autant plus haut, que le prestige inhérent à l'Empereur était accru par le récit de la marche triomphale accomplie à travers la France, sans qu'il fût tiré un coup de fusil. Et lui, au milieu d'eux, retrouvait la joie de contempler cette armée de braves, qu'une seule de ses paroles transfigurait en héros. Il leur parla en ces termes :

« Soldats, dit-il, couvert, aux premiers mots, d'une immense acclamation, je suis venu avec six cents braves en France parce que je comptais sur l'amour du peuple et sur le souvenir des vieux soldats. Je n'ai pas été trompé dans mon attente. Soldats, je vous en remercie. La gloire de ce que nous venons de faire est toute au peuple et à vous. La mienne se réduit à vous avoir connus et appréciés... Soldats, nous allons marcher pour chasser de notre territoire les princes auxiliaires de l'étranger. La nation, non seulement nous secondera, mais même suivra votre impulsion. Le peuple français et moi, nous comptons sur vous. Nous ne voulons pas nous mêler des affaires des autres; mais malheur à ceux qui se mêleraient des nôtres. »

A ce moment, apparut Cambronne, à la tête des grognards de l'île d'Elbe, arrivés enfin à Paris. A leur vue, Napoléon s'arrêta; ensuite, il reprit :

« Voici les officiers du bataillon qui m'a accompagné dans mon malheur. Ils sont tous mes amis. Toutes les fois que je les voyais, ils me représentaient les différents régiments de l'armée; car dans ces six cents braves, il y a des hommes de tous les régiments. Tous me rappelaient ces grandes journées dont le souvenir m'est si cher, car tous sont illustrés par les cicatrices des blessures reçues à nos batailles mémorables. En les aimant, c'est vous tous, soldats de l'armée française, que j'aimais. Ils vous rapportent

les aigles. Qu'elles vous servent de ralliement. En les donnant à la Garde, je les donne à toute l'armée. La trahison et des circonstances malheureuses les avaient couvertes d'un voile funèbre; mais grâce au peuple français et à vous, elles reparaissent resplendissantes dans toute leur gloire. Jurez qu'elles se trouveront toujours partout où la patrie les appellera. Que les traîtres et ceux qui voudraient envahir notre territoire n'en puissent jamais soutenir les regards. »

Villemain, parlant de cette revue, en ses *Souvenirs*, signale la frénésie des vivats qui accueillirent les paroles de l'Empereur; ensuite il dépeint la sombre gravité du grand capitaine, son teint, pâli par la fatigue, mais son énergie éclatante dans ses gestes et dans l'expression de sa physionomie. Scène émouvante, au lendemain de son retour inattendu, frappant jusqu'au cœur les soldats, ainsi que la foule des Parisiens venus là, et tressaillant, comme eux, d'une ardeur guerrière, à l'audition de ces paroles enflammées. Les grognards de l'île d'Elbe se tenaient immobiles dans une attitude modeste, se sachant regardés, leurs habits fripés, les armes brillantes, conscients du rôle qu'ils venaient de jouer en ce drame épique. Ils ne demandaient rien que de voir encore leur Empereur adulé, grandi par de nouvelles victoires auxquelles ils sacrifieraient leur vie. La plus grande faveur enviée était une place aux champs de bataille futurs, écrit Villemain (1).

(1) Mlle Cochelet, en ses *Souvenirs*, a laissé une peinture très vivante de ces premiers jours de la restauration impériale (t. III, p. 4)... « Le lendemain, la foule encombrait non seulement le jardin, mais aussi la cour des Tuileries. Toutes les rues adjacentes étaient pleines de monde. Les fenêtres de toutes les maisons donnant sur le Carrousel étaient garnies de femmes elégantes qui se disputaient la nouveauté d'un pareil spectacle. Pour bien comprendre le découragement du parti des Bourbons et l'enthousiasme qu'inspirait alors l'Empereur à la foule, il faut se rappeler toute la témérité et le merveilleux de son entreprise, et l'on avouera qu'il y avait bien de quoi surprendre et exalter... (p. 20). Le temps était si beau pour la saison, à la fin du mois de mars, que tous les jours ressemblaient à un jour de fête. On était en l'air; on se rencontrait; on riait. Toutes les femmes et une grande partie des hommes portaient un bouquet de violettes, et ce bouquet devenait, sans qu'on y songeât, un signe de ralliement... Dans le faubourg Saint-Germain, au contraire, toute gaieté avait disparu. Les femmes de cette société étaient vêtues d'une robe de soie fanée, avec un mauvais schall et un vilain chapeau. Dans une autre partie de la société, parmi les femmes qui témoignaient avec énergie leur enthousiasme pour la restauration impériale, on citait la belle Mme Dulonlay, femme du lieutenant général commandant l'artillerie de la Garde impériale. Elle avait pour sobriquet le *grenadier tricolore*, puis la duchesse de

Il lui fallait une victoire, disait Napoléon à La Valette, pour être libre de ses mouvements, pour remettre sa main autoritaire sur la France. Eh! sait-on ce qu'il eût fait avec l'esprit frondeur qui animait les générations nouvelles? Il est certain qu'il n'aurait point gouverné comme autrefois. Qu'importe! A l'heure présente, il veut paraître simple, bon homme. Il prétend se montrer autre qu'on le connut. On le disait vindicatif, entêté, perfide, ne rêvant que combats. Il donnera des preuves du changement de son caractère, de l'évolution de sa pensée. Comme aux temps de son consulat, il se transformera suivant les circonstances, afin de se concilier ses adversaires. A la première heure de son entrée aux Tuileries, il a commandé que l'on poursuivît le roi et qu'on le lui ramenât prisonnier. Un mois après, lorsqu'il tient à sa merci le duc d'Angoulême, il lui rend la liberté et se borne à l'exiler. Il n'est plus inflexible comme jadis. Il comprend qu'il doit gagner tous les cœurs. Il ordonne au général Grouchy, qui ne voulait pas ratifier les clauses de la capitulation du prince, signée avec le général Gilly, de ne point retenir son royal prisonnier, et de le faire embarquer à Cette, refusant, disait-il, de traiter un membre de cette famille de nouveau proscrite, comme les Bourbons auraient voulu qu'il fût traité lui-même. Et, pourtant, ce fils de France avait déchaîné la guerre civile dans le Midi, appelé les Espagnols à lui venir en aide contre les Français, et, d'après Masséna, était prêt à livrer Toulon aux Anglais. Et, pourtant, ce duc était l'époux de cette duchesse, qui n'avait quitté Bordeaux qu'après avoir tenté vainement de mettre aux prises les Français entre eux. L'Empereur les avait vaincus, chassés, l'un et l'autre, du territoire de la nation qu'ils ensanglantaient, et il pardonnait, et il affectait une magnanimité inconnue à ses adversaires (1). Que cette générosité d'âme dérivât d'une raison

Bassano, et Mme de Marmier, jolie, petite, vive, puis la duchesse de Raguse, qui soutenait son mari dans l'exil. »

(1) Le 11 avril 1815, il écrivait à Grouchy : « Constant dans les dispositions qui m'avaient porté à ordonner que les membres de la famille des Bourbons pussent sortir librement de France, mon intention est que vous donniez des ordres, pour que le duc d'Angoulême soit conduit à Cette où il sera embarqué et que vous veilliez à sa sûreté, et à écarter de lui tout mauvais traitement. Vous aurez soin seulement de retirer les fonds qui ont été enlevés aux caisses publiques et de demander au duc d'Angoulême qu'il s'oblige à la restitution des diamants de la couronne qui sont une propriété de la nation.

politique, c'est possible. Elle indique, néanmoins, qu'il veut gouverner en prince débonnaire et appuyer son autorité sur la mansuétude, plutôt que sur la crainte (1).

Ce qu'il avait fait étant consul, il le refait encore. Il envoie dans les provinces des commissaires chargés de lui faire connaître l'opinion du pays, de le revivifier, de l'exalter, d'exciter son patriotisme, en ranimant les souvenirs de l'épopée impériale. Aucun de ces commissaires ne réussit. Il avait choisi la plupart d'entre eux parmi ses aides de camp, jeunes officiers point assez souples, ni assez experts pour cette mission délicate. Ils firent plus de mal que de bien, disent les mémoires du temps. Et tous n'envoyaient que des rapports pessimistes. Les préfets, dont ils écoutaient les doléances, ou les confidences, imbus de l'esprit d'autorité qui les éloignait du peuple et les rapprochait des classes bourgeoises et aristocratiques, ne traduisaient pour eux que l'esprit de cette société pusillanime et frondeuse. Le retour de l'Empereur, précurseur de la guerre, détruisait, pour ces gens bien nantis, la sécurité du lendemain, le repos sur un doux oreiller, dans une paix profonde. Les mécontents étaient donc nombreux. Enfin, ce n'était pas seulement la guerre qu'ils redoutaient, mais le réveil des idées de la révolution et la renaissance de la Terreur, que semblaient annoncer les chants des patriotes. Et ils maudissaient le prince, dont la présence engendrait tant de soucis ; et ils regrettaient le roi, gros mangeur, dont les ministres, presque tous des vieillards, donnaient leurs soins constants aux intérêts matériels. Ces intérêts étaient les leurs. C'est pourquoi, à cette surface mondaine, les sympathies pour le nouveau régime étaient rares. On y entendait un mot hargneux,

(1) A titre de comparaison entre les sentiments de Napoléon et ceux des Bourbons, qu'on lise l'extrait suivant : HOBHOUSE, *Lettres sur les Cent-Jours*, p. 239 : « On publia les papiers trouvés dans le coffre de M. de Blacas. Ils faisaient voir combien il était nécessaire que toute la France présentât une frontière d'airain contre ces princes assez mal conseillés, pour qu'au moment de leur restauration, et avant leur retour, ils en voulussent à l'indépendance de leurs sujets. On conseillait aux Bourbons de mettre en jeu tous les mauvais sentiments et toutes les passions du peuple, son amour et ses craintes. La peur qu'ils avaient d'un membre de leur famille (le duc d'Orléans), la confiance qu'ils avaient en eux-mêmes, pour frustrer les Français du gouvernement constitutionnel qu'ils espéraient voir émaner de leur propre volonté, mais que la dynastie restaurée devait tâcher de ne pas laisser promulguer, à moins, dans le cas d'absolue nécessité, que ce ne fût par concession ou par condescendance de l'autorité légitime, tout cela ressortait clairement de la lecture de ces papiers. »

un souhait cruel, une injure contre l'Empereur, que les commissaires, de passage dans les provinces, envoyaient à Paris.

Mais était-ce là le fond de l'opinion générale? A lire tous ces rapports, sans se les expliquer, on le pourrait croire. Eh! quoi, quelques critiques amères, des plaintes retentissantes en des maisons bourgeoises, et même des révoltes locales, en ces premiers jours, après un changement si brusque, et sans prodromes d'avertissement, d'un régime pour un autre, comme un décor de théâtre que meuvent des machinistes invisibles, toute cette opposition n'était-elle pas probable? Généraux, préfets, commissaires délégués, faisaient connaître à Paris les manifestations hostiles, aujourd'hui dans une ville, puis dans une autre, grande ville ou village, au Nord, au Sud, à l'Ouest : on devait s'y attendre. Une guerre en Vendée se préparait. Quoi d'étonnant?... Tout un organisme administratif, comme celui d'une monarchie, ne s'affaisse pas dans le néant, sans quelques convulsions finales. Mais les souvenirs qu'a laissés partout l'Empereur ont encore tant de prestige, que, six semaines après son installation aux Tuileries, le drapeau tricolore flottait au faîte des clochers de toutes les communes.

Si l'Empire eût duré, il n'y aurait eu bientôt que peu de dissidents. « Je les aurai bien, disait Napoléon, en parlant de la guerre prochaine, si je suis le plus fort ! » Et c'était vrai. Il ne faut point se fier aux rapports administratifs pour apprécier exactement l'état d'un pays. La vérité nous est mieux transmise par les mémoires du temps, ou bien par les écrits de ceux qui ont traversé cette époque. A cet égard, l'exposé de Lacretelle doit être mis en lumière. Il parle de la France, et voici son jugement :

« La France (t. I, p. 125) peut être partagée en quatre zones :

« 1° Paris, affectionné au roi; heureux de la légitimité; jouissant de la charte avec un zèle ombrageux, travaillé par des dépits, des rivalités, qui n'étaient point encore des inimitiés envenimées. Les provinces du centre, à peu près dans les mêmes dispositions que Paris; villes soumises, campagnes alarmées.

« 2° Les départements du Nord et Lille à leur tête, animés d'un esprit de paix, d'industrie, de soumission affectueuse.

« 3° Les provinces de l'Est, toutes frémissantes encore des ravages de la guerre, inquiètes, courroucées contre l'étranger.

« 4º Celles de l'Ouest, divisées en deux peuples depuis longtemps ennemis : le peuple des villes et celui des campagnes. Lyon incertain et secrètement agité. Dans le Languedoc, surtout à Nîmes, haines renaissantes entre les catholiques et les protestants, présages et préludes de scènes cruelles ; les catholiques, les plus fougueux, enclins vers l'autorité absolue, les protestants inquiets paraissant regretter le règne de Bonaparte, dont pourtant le despotisme leur avait paru longtemps intolérable (1).

C'était bien cette France, décrite par Lacretelle, que Napoléon avait retrouvée, en son grand parcours du golfe Juan à Paris. Quelques semaines après, le fond était le même et ne pouvait être que le même, avec plus d'ardeur, plus de fièvre suivant les régions, dans les masses profondes des paysans et du peuple. Les ouvriers, associés en légions de défense sous le nom ne « fédérés », se laissaient aller à leur turbulence naturelle. Et ce n'était pas sans

(1) Quant à Marseille, je donne ci-dessous quelques extraits d'un mémoire à l'Empereur par Ch. Durand, avocat, publié en 1815. Brune y avait remplacé Masséna. Brune avait invité l'avocat à l'aller voir tous les jours, et Ch. Durand écrit : « Sa taille était haute et sa tournure imposante. Des cheveux gris ornaient les deux côtés de sa tête chauve. Sa figure était belle et son air annonçait la plus grande franchise. Doué de qualités plus solides que brillantes, il possédait une grande érudition, et vous le surpreniez plusieurs fois dans ses moments de loisir un Tacite ou un Horace à la main... Pas un seul citoyen ne fut privé de la liberté par ses ordres. Les prisons restèrent vides pendant son gouvernement, et pourtant, on l'insultait chaque jour, et ses proclamations déchirées n'offraient plus que son nom seul, que l'on couvrait de fange et d'ordures. Pourquoi ? Quelqu'un avait dit : quelques personnes ont cru reconnaître dans l'homme qui portait la tête de la princesse de Lamballe au bout d'une pique, le général Brune déguisé... Et lui répondait : on égare le peuple ; on le trompe sur mon compte et les agitations se multiplient chaque jour. Comment faire ? Je sais qu'en faisant tomber la tête de quelques-uns d'entre eux, je rétablirais tout à coup la tranquillité publique. Mais j'aime mieux employer la douceur. J'ai pour principe qu'il vaut mieux ramener les têtes que de les couper, et qu'il vaut mieux surtout passer pour un homme faible que pour un buveur de sang... Deux fois, aux Cent-Jours, la tranquillité fut troublée à Marseille. Les officiers de la garnison se réunissaient dans un café de la place Necker, et ils y chantaient des chansons analogues aux circonstances. La foule cassa les vitres. Les officiers sortent, appellent aux armes pour résister aux troubles. Le commandant de place parvient cependant à rétablir le calme. Le jour du Champ de Mai, ordre fut donné d'illuminer et d'arborer le drapeau tricolore. Certaines maisons résistèrent. Les officiers irrités se portèrent alors à des excès coupables. Les vitres de ces maisons furent brisées ; de là, de la rancune et de la haine contre l'armée... On les a punis plus tard, en les égorgeant, sous la deuxième Restauration. Croirait-on que j'ai entendu une jeune fille de quinze ans raconter qu'elle avait été forcée de soigner les blessures d'un de ces infortunés, et ajouter, après son récit, ces mots : *Heureusement, il mourut !* Et c'étaient ces mêmes Marseillais qui recevaient avec empressement, des Anglais, les fusils en grand nombre que ces *alliés*, nos *amis*, avaient débarqués sur les côtes de Provence pour y entretenir la guerre civile. »

appréhension que Napoléon entendait passer dans les rues ces foules à peine disciplinées, qui lui rappelaient les scènes affreuses de la Révolution. Certes, avec elles, il aurait pu entreprendre une guerre terrible en appelant les peuples de l'Europe à la conquête de la liberté, au renversement des vieilles monarchies qui les opprimaient. Seulement, Napoléon avait quarante-cinq ans; il avait exercé comme Empereur une autorité exclusive, qu'il avait gardée jalousement contre les grands Corps de l'Etat, et il lui répugnait d'user de cette force révolutionnaire qui se fût soulevée à sa voix, écrasant de sa masse dans sa colère vengeresse les sectateurs des privilèges de castes et les séides des monarchies. « Je n'ai qu'à faire un geste, ou à fermer les yeux sur leurs actes, disait-il quelquefois à son entourage, et c'en est fait des nobles récalcitrants et de ces libérâtres que me font une guerre de mots et de plume. » En même temps, il constatait combien il lui était plus difficile de gouverner qu'autrefois. « Les Bourbons, disait-il, m'ont gâté la France. Elle n'est plus ce que je l'ai laissée. L'esprit y est autre. Les prêtres me sont plus hostiles, les bourgeois plus pointilleux; les nobles plus arrogants (1). »

(1) Une brochure publiée à cette époque, sous ce titre : *La Canaille dans les gens comme il faut*, p. M. D... donne précisément une idée de ce qu'on pouvait demander aux ouvriers, au peuple, qu'alors on appelait la *Canaille*. « Quand Louis XVIII, lit-on dans cette brochure, après son règne de vingt ans, apprend que le Corse est rentré en France, comptant fort peu sur les *gens comme il faut*, parce qu'il sait et qu'ils savent très bien, tous, qu'un sang noble est trop précieux pour le répandre, il s'adresse à la Canaille, il la prie, il la conjure de le défendre, ainsi que tous ses braves amis. La Canaille est sourde. Il lui prodigue l'argent et les caresses; la Canaille reste immuable. Cependant l'ogre avance; la Canaille l'accueille partout, le suit et l'accompagne avec transport. Tous nos *gens comme il faut*, tous ces militaires d'un jour, qui voltigeaient autour du carrosse de leur bon Roi, avec tant d'ardeur et de grâce, tous ces beaux panaches blancs, ces larges épaulettes d'or, tous les chevaliers de Saint-Louis et de Saint-Lazare s'effacent et s'éclipsent... Cette même Canaille, qui s'obstine à ne pas vouloir se battre pour les *gens comme il faut*, frémissait, il y a un an, à l'approche des ennemis; elle demandait à grands cris des armes et des munitions pour les repousser et les combattre, et les *gens comme il faut* volaient au-devant d'eux (c'est-à-dire au-devant de nos ennemis), les appelant par leurs noms et veillaient, avec un soin extrême, à ce que la Canaille ne pût leur nuire, ou les arrêter. Ce n'est pas seulement à Paris, que les *gens comme il faut* et la Canaille ont tenu une conduite diamétralement opposée. Si la moitié de la France a été envahie, si nos plus belles provinces ont été sacrifiées, grâce en soit rendue aux *gens comme il faut*; si la France entière n'a pas été mise à feu et à sang, le tort et la faute en sont à la Canaille. »

Et de même des généraux, fait observer VAULABELLE (t. II, p. 289): « Le plus grand nombre, en 1815, ne désiraient nullement le retour de l'Empereur; que pouvaient-ils y gagner? La Restauration ne leur donnait-elle pas ce qu'ils dési-

## II

Guizot, en mai 1815, publia un mémoire sur l'état de la France à cette époque. Cet état n'apparaît pas différent, sous sa plume, de celui qu'a dépeint Lacretelle. Cette lecture, néanmoins, incite à conclure que Napoléon, pour vaincre l'Europe et dominer de nouveau la France, aurait dû ne s'appuyer que sur les révolutionnaires et les patriotes dont l'héroïsme avait chassé devant eux les plus redoutables armées des monarchies. Ceux-là seulement étaient ses partisans sans réserve. Car Guizot s'explique. Aux premières semaines de son retour, il y eut dans Paris et dans toute la France, dit-il, une sorte de stupeur et d'affolement. Les libéraux, les orateurs de salons, les aristocrates craignant les coups d'une autorité énergique, comme l'avait été naguère celle de l'Empereur, s'étaient tus et attendaient. Et quand ils constatèrent que Napoléon était de bonne foi en ses desseins d'être libéral, qu'il laissait tout dire et tout écrire, ils reprirent confiance

raient le plus, des dignités, des honneurs, de gros traitements et le repos? Tous avaient assez de vingt-cinq ans de guerre. Ce n'étaient pas les tendances monarchiques de la Cour bourbonnienne qui pouvaient les irriter. Elevés à l'école du despotisme impérial, et gens d'obéissance passive, les principes de liberté, posés dans la charte, la publicité des séances de la Chambre des députés, le droit de pétition, leur semblaient, au contraire, des institutions anarchiques, destructives de tout gouvernement régulier. Aussi le retour de l'île d'Elbe éveilla-t-il, à la fois, chez le plus grand nombre, un sentiment de profonde stupeur et un mécontentement marqué. « Les généraux, sur toute ma route, a dit Napoléon, se mon« trèrent incertains et de mauvaise grâce, si même ils ne se montrèrent hostiles. « Ils ne firent que céder à l'impulsion de leurs soldats. (*Mémorial* de Las-Cases). » Quelques-uns, comme le maréchal Macdonald, à Lyon, le général Maison, dans le Nord, essayèrent de combattre cet entraînement. On sait ce qu'il faillit en résulter pour eux. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr, à Orléans, voulut aussi maintenir ses troupes dans l'obéissance au roi; sa vie fut également en danger. Les événements de Grenoble étaient déjà connus, lorsque les maréchaux Oudinot, Masséna et Jourdan protestèrent, dans des adresses à Louis XVIII, de leur dévouement et de leur fidélité. Le général Decaen les imitait, le 12 mars; le 15, les généraux Rapp, Miollis et Belliard, offraient leurs services à la Cour; le 19, au moment même où le roi se disposait à quitter les Tuileries, il recevait une adresse semblable du général Letort, tué le 15 juin suivant, en avant de Fleurus. Le même jour, un des maréchaux écrivait à Louis XVIII : « Sire, je suis un vieux « soldat invalide; mais que Votre Majesté me confie un mousquet, et j'aurai « encore assez de force pour marcher contre l'ennemi de mon pays. »

en l'avenir, et se mirent à battre en brèche, chaque jour, son gouvernement et sa personne. Au dehors, au delà des frontières, ils apercevaient les armées nombreuses des souverains coalisés qui faisaient volte-face contre la France. A leurs yeux, c'étaient des amis qui, bientôt, les viendraient dégager de l'étreinte de l'homme dont ils avaient si grande peur. Et ils commencèrent une guerre inlassable de mensonges, de calomnies, sans cesse renouvelés, répandus à profusion par des affiches et des brochures. Les pamphlets pullulèrent comme une vermine. Les bouchers, les épiciers, les fruitiers, les recevaient de leur clientèle riche et les distribuaient de tous côtés avec les marchandises qu'ils enveloppaient. Les toucheurs de bœufs les emportaient dans les foires pour les paysans. Les murailles, durant la nuit, se couvraient d'écrits diffamatoires. Leur hostilité se démontrait chaque jour plus agissante. Malgré tant d'efforts, les ouvriers et les paysans restèrent inébranlables. Pas un discours de bourgeois ou de noble ne parvint à les séparer de celui qu'ils considéraient comme leur seul protecteur. On leur disait pourtant que la restauration impériale n'était qu'un accident éphémère, que les promesses de l'*usurpateur* étaient illusoires, qu'il n'était qu'un homme d'épée, un *condottiere,* et resterait tel. Pour durer, que ne le resta-t-il? Guizot ne le dit point, en termes précis; il le laisse entendre.

A ce retour de l'île d'Elbe, il était possible à Napoléon de rompre avec les hautes classes de la société, sans trouver, en elles, la plus petite opposition. Elles s'attendaient à la dictature, elles s'y fussent soumises; et, pendant cette dictature, elles ne l'auraient point combattu sournoisement, perfidement, efficacement. Elles auraient observé le repos et le silence. Elles avaient eu trop de peur, et la peur leur aurait clos les lèvres. Napoléon pouvait, à ce moment, tout ce qu'il aurait voulu. Pour dompter la France, il ne lui fallait que quelques semaines. Il se serait retourné ensuite contre l'Europe, sans laisser, derrière lui, des ennemis irréconciliables, qui n'avaient plus peur. Ses amis inquiets, ses ministres et serviteurs, ébranlés dans leur dévouement, ne sentaient plus l'énergique résolution d'un homme, retrempé dans l'exil. Et ceux-là l'auraient soutenu sans nonchalance, à franc collier, avec la croyance en sa durée, ce qui leur aurait enlevé le désir de se

ménager une retraite sûre après sa chute. C'est ce que Guizot dit, cette fois, en termes fort clairs.

Ce fut l'erreur du grand capitaine, au commencement des Cent-Jours, de s'imaginer qu'il convaincrait les classes éclairées et les salons de Paris, du dépouillement de son vieil homme. On l'avait vu, pendant vingt ans, traverser à cheval l'Europe fumante des feux de ses grandes batailles; on avait lu ses décrets menaçants, ses jugements sommaires contre ses ennemis; on avait répété ses mots redoutables; tout avait plié devant lui, souverains, généraux, ministres. C'est pourquoi nul ne voulait croire à ses avances séduisantes. Ce n'était, disait-on, qu'hypocrisie de sa part; et l'on usa de sa longanimité pour le renverser.

Convaincu, malgré tout, qu'il modifierait l'opinion à son égard, il annonce qu'il ne veut pas la guerre, qu'il sera un monarque pacifique et qu'il exécutera loyalement le traité de Paris. Il le prouve incontinent. Il écrit aux souverains une lettre dictée en ce noble langage :

« Monsieur mon frère, écrivait-il, à la date du 4 avril 1815, à chacun des souverains réunis à Vienne, vous avez appris, dans le courant du mois dernier, mon retour sur les côtes de France, mon entrée à Paris et la retraite des Bourbons. La véritable nature de ces événements doit être connue maintenant de Votre Majesté. Ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puissance, l'ouvrage de la volonté unanime d'une grande nation, qui connaît ses devoirs et ses droits. La dynastie que la force avait rendue au peuple français n'était plus faite pour lui : les Bourbons n'ont voulu s'associer ni à ses sentiments, ni à ses mœurs ; la France a dû se séparer d'eux. Sa voix appelait un libérateur; l'attente, qui m'avait décidé au plus grand des sacrifices, avait été trompée. Je suis venu; et, du point où j'ai touché le rivage, l'amour de mes peuples m'a porté jusqu'au sein de ma capitale. Le premier besoin de mon cœur est de payer tant d'affection par le maintien d'une honorable tranquillité. Le rétablissement du trône impérial était nécessaire au bonheur des Français. Ma plus douce pensée est de le rendre, en même temps, utile à l'affermissement du repos de l'Europe. Assez de gloire a illustré, tour à tour, les drapeaux des diverses nations; les vicissitudes du sort ont assez fait succéder de grands revers à de grands succès. Une

plus belle arène est aujourd'hui ouverte aux souverains, et je suis le premier à y descendre. Après avoir présenté au monde le spectacle de grands combats, il sera plus doux de ne reconnaître, désormais, d'autre rivalité que celle des avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de la félicité des peuples. La France se plaît à proclamer, avec franchise, ce noble but de tous ses vœux. Jalouse de son indépendance, le principe invariable de sa politique sera le respect le plus absolu pour l'indépendance des autres nations. Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse confiance, les sentiments personnels de Votre Majesté, le calme général est assuré pour longtemps, et la justice, assise aux confins des divers Etats, suffira seule pour en garder les frontières.

« NAPOLÉON »

Est-il besoin de l'écrire? Cette lettre, où la franchise éclatait souverainement, où les accents les plus éloquents, en faveur de la paix et de la fraternité des peuples, partaient des intentions les plus pures et les plus droites, cette lettre, portée par des courriers à toutes les chancelleries de l'Europe, ne put arriver nulle part. Les courriers furent arrêtés en chemin, avant d'avoir atteint leur but. Aucun des souverains destinataires ne connut cet envoi. Eussent-ils même pris connaissance de cet appel retentissant de Napoléon à la réconciliation des monarques avec lui, qu'ils auraient eu de garde d'y répondre. Ils considéraient Napoléon en ennemi public. La France, à cause de lui, était mise en interdit comme une pestiférée. Dix jours après cette lettre, Caulaincourt, dans un rapport inséré au *Moniteur*, annonçait cet échec, en révélant en termes expressifs l'armement général des puissances, coalisées contre la France. « En Angleterre, disait le rapport, des ordres sont donnés pour augmenter les forces britanniques, tant sur terre que sur mer. Ainsi, la nation française doit être, de tous côtés, sur ses gardes : elle peut craindre une agression continentale, et, en même temps, elle doit surveiller toute l'étendue de ses côtes, contre la possibilité d'un débarquement. En Autriche, en Russie, en Prusse, dans toutes les parties de l'Allemagne et de l'Italie, partout enfin, on voit un armement général. Dans les Pays-Bas, un convoi de cent vingt hommes et de douze officiers prisonniers français revenant de Russie, a été arrêté du côté de

Tirlemont. Sur tous les points de l'Europe, à la fois, on se dispose, on s'arme, on marche, ou bien on est prêt à marcher. »

Napoléon ne voulait point la guerre. Il fallut qu'il s'y préparât (1).

Change-t-il sa manière d'être; oublie-t-il ses promesses de liberté, de gouvernement tolérant et soumis à l'opinion publique? Nullement. Ses deux ministres politiques et les plus influents parmi les autres, Fouché à la police, Carnot à l'intérieur, agissent presque sans contrôle, et toujours dans le sens de la liberté. Fouché dirige la police à sa guise. Il reçoit les journalistes à son ministère, et leur expose les idées dont il s'inspirera. La police, dit-il, doit reposer sur la morale. Il n'y aura plus d'arbitraire, de déni de justice, d'inquisition redoutable au for des consciences. Les actes seuls seront poursuivis et punis; la pensée restera libre. Ce fut vrai, à l'égard de Napoléon. Ses ennemis, les Vendéens, les chouans, tous les royalistes, purent, en secret, organiser des complots et fomenter des soulèvements. Fouché eut connaissance de ces menées ténébreuses, et s'abstint de les prévenir et de les réprimer, en l'absence de manifestations saisissables. Les plus notoires partisans des Bourbons se rendaient, presque ostensiblement, à Gand, et n'étaient point arrêtés. Guizot fit le voyage de Belgique et en revint sans encombre. Il passa la frontière avec autant de facilité qu'un ami de l'Empereur. Royer-Collard et

(1) Note tirée de VAULABELLE (t. II, p. 349) : « La reine Hortense reçut d'Alexandre cette réponse laconique : « Point de paix, point de trêve avec Napo-« léon ; tout, excepté lui. » Le czar, dans les premiers jours de 1815, avait repoussé la proposition de déporter Napoléon de l'île d'Elbe, et de le transférer, soit à Malte, soit à Sainte-Hélène. C'est à ce refus, que ses alliés lui reprochaient comme la cause du retour de l'Empereur, qu'il faut surtout attribuer, assure-t-on, l'inflexible résistance d'Alexandre à toutes les ouvertures pacifiques de Napoléon. Alexandre se considérait comme responsable, envers les autres souverains, du trouble et de l'épouvante que jetait, en Europe, la présence de Napoléon à Paris, maître encore une fois de toutes les forces françaises. » Dans une autre note (p. 351) : « Il existait des chances de paix positives. La révélation du traité secret du 3 janvier (traité qui unissait l'Angleterre, la France et l'Autriche, contre la Russie), arrivée à temps à Alexandre, pouvait le séparer de ses alliés. En second lieu, des négociations furent entamées avec l'Autriche. Malheureusement, dans les premiers jours d'avril, au moment où le cabinet de Vienne semblait disposé à traiter, Murat, ce fatal produit du vertige dynastique de Napoléon, attaqua l'Autriche. Cette puissance, convaincue que la folle agression du roi de Naples était concertée avec l'Empereur, rompit immédiatement toute négociation en disant : « Comment pouvons-nous traiter avec Napoléon, quand il nous fait attaquer par Murat? (*Campagne de 1815 du général Gourgaud*, écrite à Sainte-Hélène). »

Becquey reprirent leur correspondance, que portaient à Louis XVIII de jeunes étudiants (1). Jamais aucun policier ne s'avisa de saisir et dévoiler ces preuves de conspiration. C'eût été découvrir l'indifférence coupable de Fouché et peut-être sa complicité. La police ne fut libérale qu'au profit du ministre, à qui en était attribué tout le mérite. S'il se commettait, par hasard, quelque illégalité, Fouché avait pris de telles précautions, que la faute ne lui en était pas imputée, mais à l'Empereur. Les bonnes intentions partaient du trône, et par un retour machiavélique, elles ne faisaient honneur qu'au ministre.

Un témoignage flagrant de cette duplicité se remarque surtout dans son rapport à l'Empereur, sur les efforts des royalistes pour un soulèvement général. Fouché encourageait secrètement les grands chefs vendéens ; il laissait à Paris, dans des retraites à lui connues, les royalistes que l'Empereur voulait éloigner de la capitale ; en des conversations particulières avec les hommes influents du parti des Bourbons, il démontrait que le grand capitaine était fatalement perdu et tomberait, avant longtemps, sous les coups de ses ennemis ; bref, il poursuivait, sans relâche, la ruine du régime restauré. Et lorsque le péril sembla imminent, il poussa un cri d'alarme, montrant les royalistes, de tous côtés surgis, prêts à attaquer le gouvernement de Napoléon. « Nos ennemis ont de l'audace, écrivait-il, avec un accent douloureux, dans ce rapport (2) ; ils n'attendent que le moment de réaliser le

(1) De Pasquier, *Mémoires* (t. III, p. 217) : « Parmi les personnes que je voyais le plus se trouvaient MM. Royer-Collard et Becquey. Le premier me confia que, reprenant ses anciennes habitudes, il avait retrouvé le moyen d'entretenir une correspondance avec Gand, qu'il y faisait passer tous les avis qu'il croyait utiles. Il s'efforçait de faire une peinture véridique de la situation des choses, en France, et de la disposition des esprits, dans la capitale surtout. Comme il eût été de la plus extrême imprudence d'écrire par la poste, ses lettres, ou plutôt ses notes, étaient portées, chaque semaine, par un émissaire sûr ; et pour éviter les soupçons, cet émissaire ne devait rentrer, que longtemps après, et en faisant un long détour. Il en fallait, chaque semaine, un nouveau, et M. Royer-Collard, qui était, à cause de son ancien professorat dans l'Université, fort connu des étudiants, en trouvait toujours qui se dévouaient, avec un grand empressement, à cette périlleuse mission. On ne saurait dire combien il y avait, dans cette jeunesse, de zèle pour la cause royale, qui s'alliait alors, dans leur esprit, à celle de la liberté. »

(2) Ce rapport, demandé à Fouché sur la situation générale de l'Empire ainsi qu'à tous les autres ministres sur leur département respectif, ne fut rendu public que par la lecture qu'en fit, à la Chambre des députés, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, après le départ de l'Empereur pour l'armée. Il en fut de même des rapports de Carnot en ce qui concernait l'intérieur et de Caulaincourt en ce qui

plan conçu depuis vingt ans, d'unir le camp de Jalès à la Vendée, et d'entraîner la multitude dans cette confédération qui s'étend de la Manche à la Méditerranée. » Et il indiquait les régions disposées au soulèvement et à la résistance aux lois de l'Empire. « Enfin, ajoutait-il en terminant, tous les écrits qui peuvent décourager les hommes faibles, enhardir les factieux, ébranler la confiance, déconsidérer le gouvernement, tous les pamphlets qui sortent des presses de la Belgique ou des imprimeries clandestines de France, tout ce que les étrangers publient contre nous, tout ce que les écrivains des partis composent, se distribue, se colporte, se répand impunément, par défaut de lois répressives et l'abus de la liberté de la presse. » C'était par l'aveuglement volontaire de la police, et presque sous son égide, que ces faits dénoncés s'étaient produits ; et le bon apôtre, qui avait reçu, sans aucun doute, les compliments des royalistes pour sa longanimité, venait se plaindre à l'Empereur de l'impuissance des lois ! Au fond, d'ailleurs, il y avait exagération. Avec art, les faits répréhensibles étaient groupés, afin d'inspirer aux impérialistes, après la divulgation de ces sourdes attaques, un découragement que l'activité et les paroles réconfortantes de Napoléon, dans les occasions solennelles, avaient dissipé (1).

concernait l'extérieur. Cette lecture donna lieu à la Chambre à des incidents mentionnés au chapitre suivant.

(1) Dans ce rapport, Fouché, pour ramener à lui ceux qui n'avaient point oublié les excès de son proconsulat de Lyon, expliquait à sa manière la fatalité qui avait dominé les actes des Conventionnels. « La Révolution française, écrivait-il, n'a point son origine dans l'excès de la tyrannie ; le gouvernement, qui l'a provoquée, n'a point su en tirer avantage ; il n'avait que de l'orgueil et de la faiblesse. Elle n'est point le résultat du fanatisme de quelques sectes religieuses, de l'ambition de quelques grands seigneurs, ou des complots de quelques conspirateurs obscurs ; elle fut le fruit lent et préparé des lumières ; elle fut entreprise dans des vues de justice et d'ordre, jusqu'à l'instant où les fureurs d'une opposition insensée obligèrent ses fondateurs à mettre leur ouvrage sous la garde de la multitude. Alors, le but fut manqué ; la Révolution dévia de ses principes. Aucune force humaine n'était capable d'arrêter le torrent. Il fut de la sagesse d'en suivre et d'en modérer la marche ; et, quelque sévère que soit le jugement que les contemporains ont porté sur cette époque de notre histoire, la postérité pensera peut-être que les hommes qui contribuèrent alors à soutenir l'honneur français, à défendre l'indépendance nationale, à sauver la liberté publique de l'abîme où la fureur des partis ou la tyrannie des factions allaient l'entraîner, la postérité, dis-je, pensera que ces hommes ne manquaient ni de courage, ni des vertus qu'exige l'amour de la patrie. »— C'était pour lui-même qu'il écrivait ce dithyrambe, en faveur de la Révolution. Il se plaçait au rang de ceux qui auraient lutté pour sauvegarder la liberté et l'indépendance nationales. Nouveau relief pour son nom.

Carnot, comme Fouché, dirigeait son ministère avec la plus entière indépendance. La majorité des préfets fut par lui destituée ; il les remplaça par des conventionnels, ou de jeunes membres du Conseil d'Etat, qui avaient donné des preuves de leur intelligence, ou de la noblesse de leurs idées. La recommandation des plus hautes personnes n'eut point d'influence sur son choix ; et la reine Hortense, elle-même, ne put obtenir une place pour plusieurs de ses protégés. Dans l'organisation des gardes nationales, ce furent encore les principes républicains qui l'emportèrent sur la faveur. Les chefs furent soumis à l'élection. Napoléon ne se réserva que la nomination aux grades supérieurs. Il en fut de même des municipalités et des maires, qu'un décret du 30 mars déférait à l'élection du peuple.

Ce respect de l'Empereur pour les opinions de Carnot touchait profondément ce ministre ; de là, ses sympathies pour l'ancien autocrate dont il devint le plus ferme soutien et l'admirateur le plus convaincu. Napoléon céda même à ses ministres à l'égard de Vitrolles, arrêté à Toulouse, où ce royaliste ardent s'était taillé une principauté, qu'il administrait au nom du Roi, exigeant que les fonctionnaires, maintenus à leur poste exécutassent ses ordres, et lui ouvrissent les caisses publiques afin de solder les troupes au service du duc d'Angoulême. Napoléon voulait traduire ce fougueux partisan des Bourbons devant une commission militaire. L'issue en eût été fatale pour l'inculpé. Il aurait été fusillé. Fouché et Carnot résistèrent, protégeant de leur influence le royaliste en péril, qui devint un simple prisonnier politique, enfermé à l'Abbaye. Fouché, après Waterloo, le délivra. L'Empereur cédait toujours ; il s'y résignait, afin de démontrer que ses promesses n'étaient point de vaines paroles. Ainsi du *Censeur*, dont un article très violent du rédacteur avait provoqué la saisie par Fouché. Lorsque Napoléon l'apprit, il voulut que l'on rendît aux propriétaires du journal les cinq mille numéros confisqués et qu'on en permît la distribution.

## III

Tel se présentait Napoléon, devant la France inquiète ; lui, s'efforçant de rassurer les classes éclairées ; elles, s'éloignant, parce que leur confiance était éteinte.

Après les premières heures d'effusion et de joie, dans le peuple des faubourgs et chez les petites gens, il y eut des jours lugubres, nous dit, en ses *Souvenirs,* Victor de Broglie. A peine s'entr'ouvraient quelques magasins, ainsi que les lieux les plus fréquentés par les oisifs. Dans les rues, les passants marchaient tête basse et s'évitaient. Le pavé appartenait aux officiers triomphants, aux soldats en goguette, aux ouvriers chantant, à pleine gorge, la *Marseillaise.* Quelquefois, à un bourgeois, bien vêtu, rasant les murailles et se hâtant vers sa demeure, un officier, par taquinerie, ou bien pour intimider ce « pékin », lui offrait, à la pointe de son sabre, une cocarde tricolore et, riant de cette farce, s'en allait au café Montansier où vociféraient, autour du buste de Napoléon, dressé au fond de la salle, des militaires de tout grade, étourdis par l'aventure miraculeuse de leur Empereur (1).

Ce ne fut, toutefois, qu'un arrêt éphémère. La vie reprit bientôt, plus intense que jamais, dans les rues de la grande ville. La foule se portait endimanchée aux Tuileries, et, par ses acclamations prolongées, forçait le grand capitaine à se montrer à sa fenêtre, ou au balcon du château, afin de le saluer de ses bravos; les étrangers, encore nombreux à Paris, impatients eux aussi de voir l'homme extraordinaire qui venait de reconquérir un royaume par le seul ascendant de sa parole sur ses généraux et ses soldats, se mêlaient à cette foule bouillonnante et payaient de quelques écus les plus ardents à crier, jusqu'à l'apparition de Napoléon. Lassé, à la fin, de cette répétition quotidienne, et discernant la vanité de ces adulations, il se retira au palais de l'Elysée où il put s'absorber tout entier dans son travail, qui devenait, chaque jour, plus accablant. Quinze heures de contention d'esprit, d'applica-

(1) Aux Tuileries, fait remarquer Hobhouse (*Lettres sur les Cent-Jours*), pour la première fois, depuis l'enfance de la République, les troupes passèrent la revue, pendant qu'on jouait le *Ça ira.* Toutes les machines sont mises en jeu Le théâtre Montansier est transformé en un café; on a mis des tables et des chaises dans le parterre, tandis que les loges sont toutes réunies en une seule. Cet endroit est rempli, tous les soirs, et au delà de toute expression, et cependant, il n'y a pas d'autres divertissements, que des chants patriotiques. Et voici le contraste. « Dans les salons de l'aristocratie, dit Victor de Broglie, M. de Lally nous donnait chaque soir la comédie; il commençait ses interminables harangues en répandant des torrents de larmes sur les infortunes de la maison de Bourbon, et il les terminait en répandant des torrents d'injures sur chacun des membres de la famille royale. »

tion à la reconstitution de l'armée, à la réorganisation de l'administration, ne lui suffisaient pas.

Il avait rétabli sa Cour, telle qu'elle existait à son abdication, avec les mêmes personnages, chambellans, écuyers, maîtres des cérémonies, tous grands seigneurs, qui cédèrent à ce nouveau mirage de luxe et d'honneurs, malgré leur serment au roi (1). Défaut de la nature méridionale de Napoléon, de vouloir éblouir en ses actes, comme en ses paroles, ceux qui l'approchaient ; de vouloir les étonner par des faits imprévus, par un langage grandiloquent. Que l'on se rappelle sa manière d'agir avec les généraux, ses adversaires, avec les souverains qu'il combattait, avec les peuples qu'il avait conquis ! A sa Cour, comme à l'armée, partout, il voulait frapper l'imagination par quelque chose de majestueux, de surhumain. Monarque, il avait choisi des hommes de la plus illustre noblesse de France pour lui remettre une lettre, ou annoncer sa présence (2). Sorti de la foule, tout juste gentilhomme, il s'imaginait que sa gloire seule ne suffisait pas à le signaler. Et, cependant, il était simple en sa personne ; il n'aimait ni la bonne chère, ni les habits fastueux. Sa redingote grise composait son seul ornement. Mais il lui fallait un entourage de grands personnages, des têtes aussi hautes que celles qui formaient un cortège aux empereurs d'Autriche ou de Russie. Ainsi encadré, il se croyait un vrai souverain. Il reconstitua également la maison de l'Impératrice, autant pour se persuader à lui-même qu'il la reverrait aux Tuileries, que pour en imposer au peuple, à qui on avait dit qu'elle reviendrait. La duchesse de Montebello, seule, fut exceptée des dames de la Cour. Il savait les intrigues de la duchesse près de l'Impératrice, dont elle avait trahi les secrets, pendant le séjour de cette princesse à Blois, et son passage à Orléans.

Le 26 mars, il y eut une audience solennelle. Les ministres, le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, la Cour des comptes, la Cour

(1) Les secrétaires de son cabinet lui montrèrent, sur des adresses à lui envoyées depuis son retour, les plus basses flatteries, pareilles à celles que, quelques jours auparavant, le *Moniteur*, avec les mêmes noms, avait insérées, destinées au roi. Napoléon haussa les épaules, se bornant à cette seule réponse : « Et voilà les hommes ! »

(2) Au rebours, il fit mettre impitoyablement à la porte des Tuileries les laquais qui avaient servi Louis XVIII et les princes. De tout temps, les petits ont payé pour les grands, observe Fleury de Chaboulon.

impériale, le préfet, le conseil municipal de Paris furent admis dans la salle du Trône, devant Napoléon. Ces audiences, fixées pour la matinée, à neuf heures et à midi, n'avaient pas laissé le temps à l'Empereur de préparer ses réponses. Elles furent dictées à la hate à ses secrétaires qui les recopièrent sans désemparer. Cette foule de fonctionnaires, en grand uniforme, produisit, ce jour-là, un effet imposant, comme si c'eût été pour la première fois qu'on les vît. Jamais, en de telles circonstances, jadis, aucun d'eux n'avait senti si profondément ce qui séparait l'empire de la monarchie; l'esprit égalitaire du nouveau régime de l'esprit exclusif et suranné du régime aboli par ce retour de l'Empereur. Et combien les physionomies des visages étaient différentes de celles que l'on voyait aux audiences royales, où se pressaient les vieux émigrés, figures rébarbatives et chafouines, ridées par l'âge et les privations, et raidies par une morgue manifestée jusque dans le frisement des yeux. Ce matin-là, au contraire, se décelaient sur les visages l'épanouissement du triomphe, la virilité et l'énergie des hommes d'action qui calquaient leur chef. Aucun ne pensait encore aux revers menaçants. L'espérance, la croyance en l'avenir, donnaient à tous un sursaut de vie. Et puis, c'était un autre langage que l'on y entendait. Defermon, l'un des présidents de section, au nom du Conseil d'Etat, définissait le sens légal de la légitimité, sous une démocratie, dans un empire créé par le peuple, avec un souverain choisi par le peuple. Et il énumérait les promesses faites par l'Empereur, en faveur de la liberté de la conscience dans l'expression de la pensée.

L'Empereur répondit :

« Les princes sont les premiers citoyens de l'Etat; leur autorité est plus ou moins étendue selon l'intérêt des nations qu'ils gouvernent. La souveraineté, elle-même, n'est héréditaire que parce que l'intérêt du peuple l'exige. Hors de ces principes, je ne connais pas de légitimité. J'ai renoncé aux idées du grand empire dont, depuis quinze ans, je n'avais encore que posé les bases; désormais le bonheur et la consolidation de l'empire français seront l'objet de toutes mes pensées. »

Langage qui semblait nouveau à ces hommes, habitués pourtant à sa voix et à ses discours. Mais il y avait plus d'un an que l'on n'avait entendu dans cette grande salle si magnifiquement

décorée, proclamer si haut de si nobles idées ; et tous étaient émus. Les mots de cette harangue étaient répétés, embellis même en ces premiers instants d'enthousiasme. On eût dit que la patrie renaissait de ses cendres, qu'elle était plus jeune et plus belle qu'aux temps de la grande puissance militaire de son chef (1). Ces mots de souveraineté et d'intérêt du peuple, les vieux princes Bourbons ne les savaient point dire, encore moins parler de gloire nationale, puisqu'ils n'avaient ramené avec eux que la sujétion à l'étranger et l'abaissement de la patrie. Et, alors, ainsi que l'écrit Fleury de Chaboulon, qui raconte les détails de cette audience, l'Empereur pouvait s'écrier avec une juste fierté : *la Nation, c'est moi* (2). La comtesse de Genlis, subissant l'influence de cette recrudescence d'admiration, envoya à Napoléon de fort jolis vers, inspirés par le retour des violettes. Mme de Staël, elle-même, touchée par quelques mots aimables à son adresse, dits à Benjamin Constant, se crut obligée d'écrire à l'Empereur une lettre où elle exaltait le génie et l'ascendant de son ancien ennemi, témoignage de reconnaissance qu'elle devait si vite oublier.

Il y avait des absents, toutefois, dans ce flot de courtisans venus présenter leurs hommages. L'Empereur ne retrouvait plus devant lui Berthier qui, pendant vingt ans, ne l'avait jamais quitté. On put constater bientôt le vide que cette absence avait laissé dans son cœur. « Pourquoi ne revient-il pas ? disait-il. Il sera bien accueilli. Toute ma vengeance sera de le placer à ma table, en son costume de garde du corps. » Il chercha vainement aussi

(1) Et cependant, ainsi que le fait remarquer La Valette, en ses *Mémoires*, presque tous les magistrats avaient été et étaient encore les ennemis de l'Empereur. Ils s'accommodaient mieux de Louis XVIII. Leur prétention de succéder aux parlementaires, dont ils portaient les habits, flattait leur vanité et les maintenait dans leur morgue dédaigneuse.

(2) La Valette, *Mémoires* (t. II, p. 167) : « La royauté des Bourbons n'est plus qu'un rêve. Il semblait qu'il n'y avait jamais eu de royalistes, de nobles, d'émigrés. Ce n'était pas l'effet d'une conspiration, c'était un grand mouvement national comme en 89, pour la liberté, comme au 9 thermidor contre la tyrannie, comme au 18 brumaire contre l'impéritie. A quelle époque vit-on des défections si brusques, si éclatantes, et pour ainsi dire de si bonne foi ? Et trois mois après, cet autre rêve était dissipé. » Plus loin, La Valette parle de l'administration des Postes qu'il avait reprise... « Ils (les employés) étaient tous ou jacobins, ou gens de qualité. J'appris, pour la première fois, que dans une administration que j'avais conduite pendant treize ans, il y avait des prêtres, des régicides, des chevaliers de Saint-Louis et des émigrés. Ces derniers surtout, si souples, si nuls, avaient poursuivi avec un acharnement incroyable leurs supérieurs, pour avoir leurs places. »

Fontanes, l'ancien grand maître de l'Université. Fontanes, transformé en marquis, depuis la restauration des Bourbons, affectait les sentiments d'un vieil émigré, et vivait comme un noble de l'ancien régime, en sa villa de Courbevoie. Il subit ensuite des refus parmi les hommes choisis comme préfets : tels M. d'Houdetot et M. de Tournon; il y eut, enfin, au nombre des conseillers d'Etat, trois membres qui ne voulurent pas signer l'adresse à l'Empereur, MM. Molé, d'Hauterive et de Gérando, masquant leur défaillance sous une vaine parade de loyalisme, parce que, disaient-ils, en déclarant le peuple souverain, c'est nier les droits du trône et affirmer la légitimité de la république (1). Quant aux maréchaux, ils restaient froids et n'avaient plus avec lui le même abandon. Lacépède, chancelier de la Légion d'honneur sous l'Empire, fit preuve de plus de reconnaissance, de plus de déférence. Il vivait retiré en province, dans un domaine du Lot-et-Garonne qui lui appartenait, occupé de ses travaux littéraires et scientifiques. Comme il n'était pas courtisan, il attendait l'appel de l'Empereur avant de rentrer à Paris. Dès qu'il connut le désir de son ancien souverain, il n'hésita pas à venir reprendre sa place et ses fonctions, si indignement remplies sous les Bourbons par l'intrigant de Pradt (2).

Ses frères, sauf Louis, ne tardèrent point à le rejoindre, Joseph le premier; après lui, Lucien. Ce dernier n'avait gardé, en son

(1) Benjamin Constant, dans ses *Mémoires sur les Cent-Jours*, faisant allusion, sans le nommer, au refus de Molé, ajoute : « Il écrivit à l'Empereur et motiva son refus sur sa haine pour la souveraineté du peuple et son dévouement à l'Empereur; et trois mois après, le même homme se glorifiait de ce refus près des Bourbons, le motivant sur sa haine pour l'usurpation et son dévouement à la légitimité. » — M. de La Fayette écrit à son tour : « La déclaration fut signée par tous les conseillers d'Etat, à l'exception de M. Molé qui imagina de faire appel aux véritables sentiments de l'Empereur, en prétendant que sa conscience ne lui permettait pas de reconnaître la souveraineté du peuple, scrupule dont il a fait usage depuis en faveur de la légitimité du roi ». (T. V, p. 403.)

(2) « Jamais place ne fut si bien remplie, écrit en ses *Mémoires* la générale Durand, que celle de chancelier de la Légion d'honneur, tant que M. de Lacépède en fut investi. Il avait l'art de renvoyer contents même ceux qu'il ne pouvait satisfaire. L'Empereur l'avait nommé à la sénatorerie de Paris, ce qui, avec la grande chancellerie, lui donnait droit à deux traitements différents. Pendant plusieurs années, il n'en voulut recevoir qu'un seul, donnant ainsi aux courtisans un grand exemple de désintéressement. Qu'en avait-il besoin? Il avait des goûts simples, vivait sans faste, et consacrait à l'étude tous les moments qu'il pouvait dérober aux affaires publiques. Ses courtisans firent envisager cette abnégation sous un faux jour. Il reçut ordre de toucher les deux traitements. Il n'en profita que pour se livrer davantage à son penchant pour la bienfaisance. »

esprit, aucun vestige de ses anciennes rancunes. Le frère malheureux lui avait paru plus digne de sympathie que le frère tout-puissant. Il accourait lui offrir l'appui de son influence sur les républicains, qui avaient oublié, eux aussi, leur répulsion pour l'autocrate naguère détesté. Ces rapprochements affectueux avaient pour Napoléon une grande douceur qui atténuait les soucis de la terrible énigme de l'avenir, invariablement persistante. C'est pourquoi il songeait toujours à Marie-Louise, et il tentait par tous les moyens de la ramener à Paris.

## IV

Marie-Louise ne pensait plus à Paris et même ne voulait plus y revenir. Dans les premiers mois de sa séparation avec l'Empereur, avant son voyage à Aix (1) et la rencontre du général Neipperg (2), sur son chemin de Savoie, peut-être se fût-elle laissé

(1) Corsivart, son médecin, qui l'avait suivie à Vienne, mais n'y était resté que dix jours, ainsi que la duchesse de Montebello, lui avait recommandé les eaux d'Aix, en Savoie, une station de quelques semaines, très efficace, disait-il, pour la guérison des crises nerveuses provoquées par ses dernières tribulations en France.

(2) Menneval, en ses *Mémoires*, écrit sur ce général (t. II, p. 256) : « En allant à Aix, elle (Marie-Louise) fut reçue à Carouge par le général Neipperg qui vint au-devant d'elle à cheval, la salua à la portière et l'accompagna jusqu'à Aix. C'était la deuxième fois qu'elle le voyait. Sa vue lui causa une impression désagréable qu'elle ne dissumula pas. Etait-ce l'instinct d'un cœur honnête, mais peu sûr de lui-même, qui lui présentait cet homme sous les traits d'un mauvais génie, et qui l'avertissait secrètement du danger de se livrer à ses conseils ? Le comte de Neipperg n'était pas, au reste, doué d'avantages extérieurs remarquables. Un bandeau noir cachait la cicatrice profonde d'une blessure qui l'avait privé d'un œil ; mais cet inconvénient disparaissait quand on le considérait avec quelque attention. Cette blessure allait même assez bien avec l'ensemble de sa figure, qui avait un caractère martial. Il avait des cheveux d'un blond clair, peu fournis et crêpus. Son regard était vif et pénétrant. Ses traits n'étaient ni vulgaires, ni distingués. Leur ensemble annonçait un homme délié et subtil. Son teint, dont le ton général était coloré, manquait de fraîcheur. L'altération causée par les fatigues de la guerre et de nombreuses blessures s'y faisait sentir. Il était d'une taille moyenne, mais bien prise, et l'élégance de sa tournure était relevée par la coupe dégagée de l'uniforme hongrois. Le général Neipperg avait alors quarante-deux ans environ. L'abord était d'un homme circonspect ; son air habituel était bienveillant, mêlé d'empressement et de gravité. Ses manières étaient polies, insinuantes et flatteuses. Il possédait des talents agréables. Il était bon musicien, actif, ardent, peu scrupuleux. Il savait cacher sa finesse

persuader. Ses idées, depuis lors, avaient changé, et le retour de Napoléon à Paris ne suscita en elle que de l'appréhension et point de joie. La vie qu'elle menait dans le palais de Schœnbrunn convenait à sa nature. Indolente et égoïste, elle y vivait en souveraine respectée et sans contrainte, rapportant tout à soi, ne paraissant dans aucune cérémonie publique parce que cette représentation l'ennuyait, ne cherchant que son plaisir personnel, la satisfaction de ses désirs ou de ses caprices. Sa vie à Paris eût-elle été plus agréable ?

Son voyage depuis Rambouillet jusqu'à Vienne, avec les vingt-quatre voitures de sa suite, avait été un parcours triomphal. Passé les frontières françaises, le gouvernement autrichien avait pris à sa charge toutes les fastueuses démonstrations d'hommages et d'enthousiasme. Les petites villes allemandes s'étaient éveillées de leur torpeur pour la recevoir. Les petites cours qui se croyaient les obligées du grand empire autrichien, celles de Bade, de Wurtemberg, de Bavière, lui avaient envoyé des députations. A Inspruck, le soir, deux cents Tyroliens s'étaient réunis sous ses fenêtres pour entonner, en chœur, leurs airs nationaux. Arrivée enfin à Schœnbrunn, elle était descendue de voiture au milieu de toute sa famille, assemblée au pied de l'escalier du château ; ses oncles, ses sœurs, tous lui avaient fait fête, comme si, malade à en mourir, elle avait recouvré la vie. L'Empereur, son père, lui laissa toute liberté d'organiser sa maison à sa guise, de vivre comme elle l'entendrait. Elle eut son maître de cérémonies, M. de Beausset, à qui elle confia la surveillance générale de sa maison ; elle garda son secrétaire, Menneval ; ses lectrices, conservatrices de ses atours, Mmes Hureau de Sorbec et Rabusson ; la gouvernante et la sous-gouvernante du Roi de Rome, Mme de Montesquiou et Mme Soufflot, avec des femmes de service françaises, des huissiers et un maître d'hôtel français. Elle déjeuna et dîna à ses

sous les dehors de la simplicité. Il s'exprimait avec grâce et écrivait de même. Il joignait, à beaucoup de tact, l'esprit d'observation. Il avait le talent d'écouter. Il prêtait une attention réfléchie aux paroles de son interlocuteur. Tantôt sa physionomie prenait une expression caressante ; tantôt son regard cherchait à surprendre la pensée. Autant il était habile à pénétrer les dessiens des autres, autant il était prudent dans la conduite des siens. Joignant les apparences de la modestie à un grand fonds de vanité et d'ambition, il ne parlait jamais de lui. Il était brave à la guerre. Ses nombreuses blessures prouvaient qu'il ne s'y était pas épargné. »

heures, invitant ses parents à s'asseoir à sa table, quand il lui plaisait de les y admettre (1). Elle montait à cheval, jouait du piano, dessinait, prenait des leçons de langue italienne et de langue anglaise, et s'occupait de son fils quand toutes ses distractions lui en laissaient le temps. Est-ce qu'à Paris, encore une fois, elle mènerait une vie si conforme à ses goûts, si tranquille, si pleine de ces petits plaisirs bourgeois qui comblaient son âme de douces jouissances? Napoléon lui avait écrit souvent de l'île d'Elbe. Toutes ces lettres ne lui avaient pas été remises. Elle pouvait croire qu'elle était oubliée; et son entourage allemand très malveillant, son père même, entretenaient ses préventions contre son impérial époux et sa jalousie, en lui remémorant les aventures amoureuses de l'exilé.

Alors elle s'était complu à penser qu'elle serait heureuse loin de Napoléon, dans le petit Etat de Parme que le Congrès des souverains lui avait attribué, comme une compensation de sa déchéance. Elle avait déjà combiné ses plans, s'en aller seule en Italie, seule, maîtresse d'elle-même, livrée à ses fantaisies, à ses passions de jeune femme éveillée, laissant son fils à Vienne, sous l'autorité de l'Empereur, grand-père de l'enfant, afin, disait-elle, d'économiser des sommes importantes qui rendraient, plus tard, son fils indépendant. Esprit étroit, cœur sec! Elle oubliait que le Roi de Rome portait le nom le plus illustre de l'Europe, et qu'il n'avait nul besoin d'être fort riche pour être honoré; qu'elle avait un époux malheureux de son absence; que sa présence à Paris rendrait à Napoléon une force puissante, en attachant passionnément la France à cette dynastie napoléonienne restaurée; qu'elle séparerait peut-être l'Autriche de la coalition de nouveau menaçante, soulevée d'effroi et de haine contre celui que l'on appelait l'*usurpateur*, *l'ennemi du genre humain*. Oh! non, certes, ces pensées-là ne troublaient point son âme. Elle ne voyait qu'elle, ne pensait qu'à elle; et il lui semblait étrange d'entendre sa grand'mère, la reine des Deux-Siciles, lui dire : « Si j'étais à votre place, j'attacherais à ma fenêtre les draps de mon lit et je fuirais pour rejoindre mon époux. Quand on est mariée, on se doit à

(1) C'était à ces dîners que le petit Roi de Rome attendait, avec impatience, le bon plat, c'est-à-dire une des cent espèces de gâteaux de farinage qui figurent en Autriche sur toutes les tables.

l'homme dont on a partagé la couche. » Elle était portée de préférence vers la coalition, partageant l'irritation de tous ces potentats, troublés dans leurs combinaisons, dont les rêves d'agrandissement et de fortune seraient anéantis si Napoléon était encore victorieux. Elle n'était pas éloignée de s'unir aux malédictions, jetées avec colère, avec rage, contre cet audacieux qui avait chassé, en quelques jours, du palais des rois, la dynastie des Bourbons, lignée de princes si peu inquiétants. Car maintenant que son cœur n'était plus à ses devoirs, elle désirait Parme et non Paris, Parme avec un conseiller qui avait réussi à se faire agréer par elle, le général Neipperg, son mauvais génie (1).

Lubis raconte, en son « histoire », qu'à l'époque du 20 mars, l'enlèvement de Marie-Louise faillit réussir. Par qui avait-il été préparé ? Etait-ce par Napoléon, ou par ses amis ? Lubis n'en dit rien. Il affirme seulement que, dans deux villages voisins de Schœnbrunn, des émissaires français s'étaient installés, cherchant à nouer une intrigue avec les gens du château impérial. L'intrigue était fort bien menée. Des relais au nom de Wellington avaient été commandés sur la route de Vienne à Paris. Les gens du château, la domesticité française, sans aucun doute, avaient cédé aux arguments d'espèces sonnantes, autant qu'au patriotisme. Tout était prêt ; le Roi de Rome dans les bras d'une femme de chambre, disposée à fuir, lorsque l'éveil donné par une femme de service allemande, surprise des allées et venues, insolites à ce moment-là, et des cachotteries observées envers elle, empêcha le succès du complot. L'empereur François averti fit garder toutes les issues des jardins et du palais ; l'enfant impérial fut transporté de Schœnbrunn à Vienne (2), et une surveillance, minutieuse

(1) Henry Houssaye (*1815*, p. 164) : « C'est d'Aix que Marie-Louise envoya ses dernières lettres à Napoléon. Pendant son voyage à travers la Suisse et le Tyrol, elle n'eut point l'occasion de lui écrire ; grâce à Neipperg, elle n'en eut peut-être pas le désir, et quand elle fut de retour à Schœnbrunn, Metternich lui arracha la promesse de cesser personnellement toute correspondance avec l'île d'Elbe et même de remettre sans les lire, à son père, l'empereur d'Autriche, les lettres qu'elle pourrait recevoir de Napoléon. Marie-Louise s'était transformée sous l'influence de l'homme à qui l'avait livrée la politique autrichiennne. Bientôt, elle allait consentir à vendre son fils pour un duché. Elle allait avoir l'imprudence de dire à Metternich, afin qu'il le répétât au Congrès, qu'elle n'accepterait pas la souveraineté de Lucques, parce qu'à Lucques elle serait trop près de Napoléon. »

(2) Le jeune prince, disent les gazettes du temps, est d'une intelligence et d'un caractère très précoces ; on l'avait instruit de bonne heure du débarquement de

et jalouse, régna dans la demeure de Marie-Louise vers qui n'arrivèrent plus aucune correspondance française, ni un journal français. Ce fut un silence lourd qui pesa dorénavant sur elle comme en une cellule de prisonnier.

Napoléon ne pouvait s'habituer à cette idée d'un veuvage si prématuré, à l'oubli de celle pour qui jadis sa politique avait fléchi. Car son intérêt lui commandait alors de s'allier à la maison impériale de Russie, non à celle d'Autriche, cette rivale séculaire de la France. Que devait-il attendre de celle qu'il avait fait impératrice; quelle adhésion à ses projets et à ses désirs? Il résolut d'envoyer à Vienne Montrond qui s'aboucherait avec Talleyrand, l'habile artisan de la coalition. Montrond était l'ami, plutôt la créature du ministre français; assez fin pour discerner les intentions secrètes des chancelleries, assez audacieux pour tenter les aventures les plus difficiles et s'en tirer avec honneur. Détacher Talleyrand de la cohorte des diplomates, le détacher même des Bourbons et le ramener à Napoléon, c'eût été aussi ramener Marie-Louise à Paris, et le succès aurait été inouï. Napoléon y mettait le prix, puisque avec Talleyrand le meilleur argument était l'argent (1). Mais la rupture avait été si solennelle, et l'injure si grande, de Napoléon à Talleyrand, que le diplomate ne le pouvait oublier. Il répondit : « Mon cher Montrond, prenez garde à vous tromper de porte, comme Bonaparte s'est trompé d'heure. Il n'y a, ici, qu'une indomptable et facile volonté d'attendre un dénouement infaillible, qui ne tardera pas trois mois. » C'était péremptoire. Montrond se le tint pour dit. Avec Marie-Louise, ne pourrait-il pas être plus heureux? Il réussit à s'introduire dans le palais de Schœnbrunn, à titre de naturaliste, visitant l'Europe,

l'Empereur. Il en garda le secret pendant quinze jours, et lorsque son grand-père lui apprit cette nouvelle, il ne parut pas la savoir. Il montrait une grande impatience de revenir en France et il interrogeait chaque jour : *Partirons-nous bientôt?*

(1) VILLEMAIN, *Souvenirs*, t. II, p. 228 : « Parmi tous les personnages avec qui Napoléon avait eu des rapports suivis (*Mémoires d'un ministre du Trésor public*, t. IV, p. 200), M. de Talleyrand était celui dont il aurait le plus desiré la présence pendant les Cent-Jours, celui dont le nom revenait le plus souvent dans ses entretiens, je dirai même dans ses regrets. Je le crois bien, reprend Villemain, la présence de M. de Talleyrand à Paris, dans les Cent-Jours, eût été ce que Napoléon avait un moment rêvé, le désespoir, ou l'impuissance de la coalition. Napoléon disait encore de Talleyrand : *l'homme qui, après tout, connaît le mieux ce siècle et le monde, les cabinets et les peuples.* »

pour compléter ses connaissances scientifiques. Il s'exprimait bien, simulait, avec art, le grand savant, et Marie-Louise l'admit à une visite dans les belles serres du palais où Montrond put l'observer à loisir. S'il trouvait le moment propice de lui parler de la France et de l'Empereur, il n'y manquerait pas. Il vit une jeune femme tout occupée de ses tulipes, redressant les tiges affaissées, admirant la couleur des pétales, distribuant l'arrosage à doses menues, faisant enfin du jardinage en petite bourgeoise dont elle avait le caractère, peu intéressée par ce qu'il lui disait des grandes affaires qui préoccupaient toute l'Europe ; et il sortit avec la conviction que jamais cette femme, de pensée si calme, de désirs fort mesquins, ne se prêterait d'elle-même à un retour en France. « Arroser des tulipes à pareille heure, sous mes yeux, disait Montrond, c'était un symptôme bien plus décisif que les laitues de Dioclétien à Salone. » (Villemain, *Souvenirs.*) A moins que Napoléon n'entrât à Vienne une troisième fois, en vainqueur, et ne réclamât sa femme, l'épée à la main, jamais il ne verrait la princesse autrichienne à Paris. Tristement, Montrond reprit le chemin de France où il fit ses confidences au duc d'Otrante, non à Napoléon, qui ne connut point ses impressions pessimistes.

Menneval, le secrétaire de Marie-Louise, se trouvait à Paris, au commencement des Cent-Jours, alors que l'esprit de Napoléon ne s'était point encore détaché de l'espérance de revoir sa femme. Et cette espérance était si profonde, le souvenir conservé d'elle si intense, qu'une visite de Menneval à l'Empereur ne suffit point à épuiser la curiosité du mari. Napoléon lui demanda de revenir, et, chaque fois, au moment de la séparation, l'Empereur cherchait en sa pensée et y trouvait toujours une nouvelle question à poser. Menneval, qui avait vécu un an près de Marie-Louise, n'avait point de peine à tracer un tableau émouvant de la jeune femme, de ses habitudes, de ses conversations, surtout de celles du petit prince. Napoléon l'écoutait, ravi. Lorsqu'il parlait du Roi de Rome, sa voix changeait, son visage se revêtait d'une expression de bonheur et de joie qui était frappante. Et il était impossible à ceux qui le voyaient de ne point comprendre l'immense tristesse dont il était envahi, privé des caresses de son fils, qu'il adorait. De Beausset, en un voyage en Italie, avait pu, de Livourne, lui envoyer à l'île d'Elbe un petit buste de l'enfant, un des plus

ressemblants qui existassent. Ce buste ne le quitta plus. Il l'avait à Sainte-Hélène dans sa chambre, et ce fut sur cette image si chère, qu'à sa dernière heure, ses yeux mourants attachèrent leur dernier regard.

## V

Il fallut à la fin qu'il se l'avouât. La guerre était devenue certaine; les armées ennemies se concentraient, prêtes à envahir de nouveau le sol de la patrie. Et puisque tel était le destin, puisque les monarques coalisés ne voulaient laisser à la France ni repos, ni trêve, puisque la guerre devait, encore une fois, régler le sort des peuples, Napoléon s'y prépara avec toute l'énergie du désespoir. Durant quelques jours, durant quelques semaines même, le gouvernement put cacher à la France ces menaces odieuses, sorties du Congrès de Vienne. La déclaration du 13 mars, le traité entre les puissances du 25 mars (1), l'engagement précis des sou-

(1) Voici la déclaration du 13 mars : « Les puissances qui ont signé le traité de Paris, réunies au Congrès de Vienne, informées de l'évasion de Napoléon Bonaparte et de son entrée à main armée en France, doivent à leur propre dignité et à l'intérêt de l'ordre social, une déclaration solennelle des sentiments que cet événement leur a fait éprouver. En rompant ainsi la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Bonaparte a détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée. En reparaissant en France avec des projets de troubles et de bouleversements, il s'est privé lui-même de la protection des lois et a manifesté, à la face de l'univers, qu'il ne saurait y avoir ni paix ni trêve avec lui. Les puissances déclarent, en conséquence, que Napoléon Bonaparte s'est placé *hors des relations civiles et sociales*, et que, comme ennemi et perturbateur de la paix du monde, il s'est livré à la *vindicte publique*. Elles déclarent, en même temps, qu'elles emploieront tous les moyens et réuniront tous leurs efforts, pour garantir l'Europe de tout attentat qui menacerait de replonger les peuples dans les désordres et les malheurs des révolutions. Et quoique intimement persuadés que la France entière, se ralliant autour de son souverain légitime, fera incessamment tomber dans le néant cette dernière tentative d'un délire criminel et impuissant, tous les souverains d'Europe, animés des mêmes sentiments et guidés par les mêmes principes, déclarent que si, contre tout calcul, il pouvait résulter, de cet événement, un danger réel quelconque, ils seront prêts à donner au roi de France et à la nation française, ou à tout autre gouvernement attaqué, dès que la demande en serait formée, les secours nécessaires pour rétablir la tranquillité publique, et à faire cause commune contre tous ceux qui entreprendraient de la compromettre. »

Cette déclaration fut suivie, le 25 mars, d'un traité portant que les puissances s'obligent à tenir constamment en campagne, chacune cent cinquante mille hommes au complet, y compris pour le moins un dixième de cavalerie et une juste proportion d'artillerie; à ne déposer les armes que d'un commun accord. Enfin, le 31 mars, ce traité était suivi d'une convention militaire, arrêtant la

verains coalisés de fournir un contingent énorme de soldats, distribués en trois armées envahissantes, ces résolutions presque sauvages furent présentées d'abord comme une invention machiavélique des princes exilés, un moyen de détacher la nation du souverain idolâtré qui avait pris leur place. Ces mensonges ne pouvaient persister longtemps. Les correspondances de l'étranger, les journaux anglais et allemands, entrés en France, déchirèrent petit à petit tous les voiles. La nation apprit alors par *le Moniteur* même, que la guerre, sans être déclarée, était une menace inéluctable, et dès ce moment ce fut l'objet de toutes les conversations.

Napoléon et Carnot travaillaient avec acharnement à réorganiser l'armée, à garnir les forts de munitions, à renforcer la cavalerie et l'artillerie. Ils voulaient, l'un et l'autre, une armée de cinq cent mille hommes d'abord, portée ensuite à neuf cent mille ; et s'ils ne décrétèrent point la levée en masse, ce fut presque la même chose qui se passa dans les communes. Le préfet demandait aux maires la liste des hommes au-dessous de quarante ans et célibataires. Cette liste était immédiatement envoyée à la Préfecture, qui exigeait le départ, sans délais, de tous les hommes valides, destinés à doubler le nombre des bataillons (1). Sur tous

formation de trois armées, la première de trois cent quarante mille hommes, sous le commandement du prince Schwartzemberg, la seconde de deux cent cinquante mille hommes, commandée par le duc de Wellington et par le feld-maréchal Blücher; la troisième de deux cent mille hommes, fournie par la Russie et commandée par le czar Alexandre; en tout sept cent quatre-vingt-quatorze mille soldats dirigés encore sur Paris.

(1) Fleury de Chaboulon (*Mémoires sur 1815*, p. 379 et sqq.) : « Le gouvernement royal, par crainte et par économie, avait désorganisé l'armée, réduit à moitié les régiments, changé leur dénomination et disséminé les soldats dans de nouveaux bataillons. Napoléon rétablit les régiments sur l'ancien pied; il leur rendit ces glorieux surnoms d'*invincible*, d'*incomparable*, de *terrible*, d'*un contre dix*, qu'ils avaient acquis et mérités sur les champs de bataille. Il rappela sous les drapeaux les braves qui en avaient été exilés, et l'armée, forte à peine de trente mille hommes, compta bientôt, dans ses cadres, près de deux cent mille combattants. Les marins et les gardes-côtes, dont le courage s'était signalé si brillamment dans les plaines de Lutzen et de Bautzen, furent réunis sous le commandement de leurs officiers, et formèrent une masse de quinze à dix-huit mille hommes, destinés à protéger nos établissements maritimes, et à renforcer, en cas de besoin, l'armée active. La cavalerie de la Garde impériale et les vieux grenadiers ouvrirent leurs rangs à dix mille soldats d'élite; l'artillerie légère fut réorganisée, et la jeune Garde augmentée de plusieurs régiments. Puis on s'occupa de parer à son dénuement. Les fantassins ne possédaient ni armes, ni habillements; les cavaliers ni selles, ni chevaux. On fit un achat et une levée de chevaux dans tous les départements. La gendarmerie céda dix mille

les chemins, on vit aussitôt circuler des charrettes, chargées de ces hommes solides, joints aux conscrits régulièrement appelés. De tout jeunes gens suivaient ces voitures, en chantant, avec l'espoir d'être enrôlés dans les troupes de l'Empereur; s'il y eut des récalcitrants et des déserteurs qui refusèrent de marcher dans les rangs des patriotes, le nombre en fut peu considérable. Quelques historiens font étalage des rapports des préfets et des maires annonçant au gouvernement ces défaillances. Sur le papier, cette nomenclature de communes boudeuses ou de soldats fuyards paraît effrayante; au total, causées par les excitations des royalistes, ou sur les frontières par l'appât du gain que les Bourbons offraient, en prime, aux lâches, ces défections ne troublèrent point le recrutement de l'armée. Si la nation, comme ces historiens l'écrivent, eût été si hostile à la guerre, si les paysans et les ouvriers eussent été si découragés et si rebelles à la voix de Napo-

chevaux qu'elle possédait, et la grosse cavalerie eut ainsi des chevaux tout dressés... De vastes ateliers d'habillement, de fabriques d'armes, de construction, s'ouvrirent, à la fois, de toutes parts. L'Empereur, chaque matin, se faisait rendre compte du nombre d'ouvriers et du produit de leur travail. Il savait combien de temps il fallait à un tailleur pour confectionner un habillement: à un charron pour construire un affût; à un armurier pour monter un fusil. Il connaissait la quantité des armes, en bon ou mauvais état, que renfermaient les arsenaux. « Vous trouverez, écrivait-il au ministre de la guerre, dans tel « arsenal, de vieux fusils et tant de démolitions. Mettez-y cent ouvriers, et dans « huit jours armez-moi cinq cents hommes... » Des commissions extraordinaires furent chargées en même temps de faire réparer et fortifier les places frontières. Elles s'occupèrent nuit et jour de cette importante opération. Mais le plus léger retard paraissait à l'Empereur un siècle d'attente, et fréquemment il mettait lui-même la main à l'ouvrage. Il connaissait parfaitement la nature des fortifications de chaque place, le nombre d'hommes qu'elles devaient contenir, les approches qu'il fallait défendre et, en quelques heures, il déterminait ce que l'ingénieur le plus expérimenté aurait eu peine à concevoir et à régler en plusieurs jours... Effets miraculeux! Ses officiers généraux envoyés dans les départements frontières pour accélérer la levée et le départ de la milice nationale n'eurent besoin que de paraître pour accomplir leur mission. Chaque citoyen aspirait d'avance à l'honneur d'en faire partie, et dans les provinces de l'Est, du Nord et du Centre, l'on fut obligé de former des compagnies surnommées *Mères*. On ne peut s'empêcher de faire ici un rapprochement. Le comte d'Artois, le 15 mars, veut former une légion d'élite de la garde nationale de Paris. Il passe en revue les douze légions, les harangue, leur annonce qu'il marchera à la tête des gardes nationaux volontaires. Cent cinquante se présentent. Napoléon, du fond de son cabinet, appelle la garde nationale à la défense de la cause impériale, et cent cinquante mille hommes prennent les armes et volent au combat. Le père aurait repoussé son fils, l'épouse son mari, la jeune fille son prétendu, s'ils eussent méconnu la voix de l'honneur et de la patrie. Les mères elles-mêmes, qui, dans d'autres temps, déploraient si amèrement le départ de leurs enfants, les excitaient, à l'exemple des Lacédémoniennes, à marcher à l'ennemi et à mourir, s'il le fallait, pour la sainte cause de la patrie. »

léon, l'armée ne se serait point réorganisée presque à vue d'œil, et les royalistes triomphants et les princes exilés auraient pu rentrer à Paris avec la même facilité que Napoléon à la tête de ses cavaliers polonais. Il aurait fallu que peuple et villageois oubliassent la morgue des nobles, les menaces des prêtres et ce qu'un bref récent du pape Pie VII leur annonçait : la reconstitution et l'admission en France de l'ordre des Jésuites, dont le nom seul était leur épouvantail. La présence de l'Empereur les rassurait, et ils venaient à lui (1).

Paris devint alors une ville toute militaire, un camp où passaient et repassaient des soldats dirigés sur leur régiment ; des régiments dirigés sur les frontières ; des fourgons chargés de munitions, d'affûts et de canons ; des chevaux conduits aux casernes. Les ateliers, les usines de Vincennes, Courbevoie, Saint-Denis furent transformées en manufactures de guerre, d'où sortaient chaque jour de nouvelles armes, ou bien des armes réparées. Dans les faubourgs, dans les guinguettes de la banlieue, de vieux soldats chevronnés portant sur leur face bronzée de profondes cicatrices, et, sur la poitrine, la croix d'honneur, narraient à leur entourage leurs marches, leurs exploits, leurs entrées triomphales dans les capitales de l'Europe, et la crainte que leur seul regard inspirait aux peuples vaincus. Aux applaudissements des auditeurs, ils juraient de se venger héroïquement de leurs dernières défaites, dues à la trahison des généraux. L'Empereur était toujours le prince vénéré, fêté, dans ces quartiers de travailleurs ; l'Empereur, à leurs yeux, représentait le peuple, et par Carnot, son ministre, c'était le peuple qui rayonnait maintenant à la tête du gouvernement et le peuple, disaient-ils, devait le soutenir.

(1) Lacretelle, en son *Histoire de la Restauration*, donne le texte de ce bref. « Ce bref, dit-il, se terminait par des expressions foudroyantes, dont Rome pa- « raissait depuis longtemps avoir abjuré l'orgueil. Voici cette fin : « Nous ordon- « nons que les présentes lettres soient universellement observées, suivant leur « forme et teneur dans tous les temps à venir ; qu'elles obtiennent leur plein « et entier effet ; qu'elles ne soient jamais soumises au jugement et à la revision « d'aucun juge, quelle que soit l'autorité dont il se trouve investi. Si quelqu'un, « ou essayait d'enfreindre quelque partie de cette ordonnance, ou de s'y oppo- « ser par une audacieuse témérité, qu'il sache que, par là, il encourt l'indigna- « tion du Dieu tout-puissant et des saints apôtres saint Pierre et saint Paul. » Sans doute, ce bref, ajoute Lacretelle, ne pouvait établir immédiatement le règne des jésuites en France, mais on savait et on pouvait lire, dans cette même bulle, que nombre de prélats appelaient déjà, de tous leurs vœux, ces dangereux auxiliaires et ces turbulents protecteurs de l'Eglise. »

Aussi bien, tous les soldats congédiés, tous les prisonniers libérés, revenus des pontons anglais, ou des geôles allemandes et des déserts de la Russie, allaient remplir les vides des régiments de ligne. Les élèves de l'Ecole polytechnique, des écoles de droit et de médecine, des lycées, des écoles vétérinaires et d'Arts et Métiers, s'organisaient en compagnies de volontaires pour le service de l'artillerie dans les forteresses de l'intérieur, et les adolescents des écoles libres s'offraient, à cause de leur âge, à mettre le feu aux pièces. Le nombre de ces canonniers volontaires, écrivait Carnot, s'éleva bientôt à vingt-cinq mille (1).

(1) Dans le peuple, dans la petite bourgeoisie, parmi les déclassés aussi, les partisans de l'Empire voyaient croître leur nombre à mesure que les semaines se suivaient. Voici ce qu'a écrit REGNAULT-WARIN en ses *Cinq mois d'histoire*. « Qui recruta cette insurgente armée contre les Bourbons, en 1815 ? Des fonctionnaires qui, depuis vingt années, s'étant endormis dans leurs places, se réveillèrent avec humeur pour les avoir perdues ; des soldats qui fumaient leur ennui dans les casernes ; des officiers qui exhalaient le leur au café des Comédiens ; des prêtres auxquels le public imputait d'être comédiens ; des femmes dont trois divorces n'avaient pu fixer l'inconstance et qui cherchaient, dans un quatrième, le sacrement d'un nouvel adultère ; des idéologues qui, depuis trente ans, épient les révolutions pour essayer sur la France les constitutions de Genève ou des Ligues Achéennes ; des écoliers que la même année vit couronner sur les bancs du lycée et au tapis vert de l'Académie ; des marchands sans commerce, des avocats sans cause, des ouvriers sans travail, des orateurs sans éloquence, des vieillards dont les souvenirs amers appelaient un avenir tumultueux ; des jeunes hommes caducs à trente ans et qui cherchent dans la secousse politique des sensations nouvelles ; des prêteurs auxquels une révolution élargit les ressources de l'usure, des débiteurs auxquels elle ouvre celle de la mauvaise foi ; des joueurs ruinés ; des escrocs de bon ton, des scélérats de bonne compagnie... Des épisodes variés concouraient à l'intérêt du drame et alimentaient la curiosité. Bientôt, la réconciliation de l'Empereur avec quelques ennemis privés, qu'on avait cru implacables, ouvrait le champ aux conjectures ; tantôt l'arrivée de ses frères, dont l'un surtout, renommé par son républicanisme, ses talents et sa courageuse opposition, faisait soutenir de nombreux paris. On s'occupait du mémoire qu'un ancien conventionnel (Carnot) avait adressé au roi, et l'on s'étonnait de sa pénétrante hardiesse ; on courait au matin consulter le thermomètre de la Bourse, et, au soir, celui de l'opinion, dans un fameux café (Montansier). Les revues continuaient aux Tuileries ; les promenades civiques dans la rue ; les groupes, dans les promenades. La guerre de plume bigarrait toujours les correspondances et égayait les salons ; mais aux pamphlets clandestins d'un parti les adversaires répondaient par une polémique sérieuse et quelquefois par des libelles caractérisés. Le portefeuille d'un amateur se gonflait de caricatures plaisamment mordantes ; ceux des artistes recueillaient les hommages qu'un burin précoce adressait à l'Empereur ; son nom était raillé dans les salons et maudit dans les cabinets ; il était vanté dans les chaires évangéliques, proclamé dans les camps, chanté par le laboureur et dans les ateliers... Ce fut aussi vers cette époque que s'organisa le système des « Fédérations ». On nommait ainsi des réunions de citoyens, d'abord non armés, armés ensuite, n'importe de quelles armes, lesquels formaient une sorte de corporation, distincte de la population et de la garde nationale, régie par des règlements particuliers, assujettie à un service extraordinaire, et dont le double objet était de prêcher la liberté, et de

Et puis il y eut les fédérés, tels que les décrit Regnault-Varin, en ses *Cinq mois d'histoire* (1). Loin d'affaiblir leur enthousiasme, le temps contribuait à l'accroître. Les promenades, accompagnées de chants révolutionnaires, se succédaient dans le faubourg Saint-Antoine et Saint-Marceau, et Napoléon était averti que ces promenades bruyantes, ces chants exaltés, quoique inspirés par l'amour de la patrie, épouvantaient la haute bourgeoisie, banquiers et négociants, classe exclusive et égoïste, de laquelle un gouvernement ne peut pas plus se passer que du travailleur des usines et des paysans. Afin de les mieux juger, ces patriotes ardents, et de s'emparer de leur esprit, l'Empereur faisait dans les faubourgs, des visites matinales, accompagné de deux officiers, et il laissait venir à lui et l'aborder jusqu'à le toucher en l'entourant, ces hommes aux mains noires et au bourgeron crasseux qui lui ouvraient leur âme, et lui narraient leurs regrets de n'avoir pu défendre Paris, l'année précédente. Il écoutait patiemment ces confidences débitées sans fard, dont il était avide, et ces colères rageuses, issues des plus nobles sentiments, qui le réconfortaient lui-même, en lui faisant espérer des victoires prochaines. Avec de tels hommes que ne pouvait-il pas entreprendre? Il résolut de passer en revue ces fédérés; il y voyait un moyen de les discipliner, d'atténuer cette ardeur vengeresse qui jetait l'alarme dans les salons de la société élégante, et le 14 mai, il les reçut au Carrousel assemblés en groupes de quartier. Ils lui remirent une adresse ainsi conçue :

« Nous vous avons accueilli avec enthousiasme, parce que vous

la défendre. C'étaient des guerriers missionnaires, ou des apôtres armés... A Paris on adjoignit les fédérés aux bataillons réguliers de la garde nationale... Paris offrait, dans sa face toujours animée, une physionomie mobile et piquante. A côté d'une légion, marquant le pas au bruit du tambour, on voyait de longues processions d'ouvriers réunis sous une bannière commune, pour l'achèvement des travaux. Cent ateliers retentissaient du chant des ouvriers, mariés aux mugissements de la forge, au grincement des scies et de la lime, aux tintements des marteaux retombant en cadence. Un peloton de fédérés se déployait dans les rues sinueuses, et se recrutait d'un groupe de publicistes de carrefour. Ces carrefours, ces promenades, ces boulevards, ces rues, reproduisent en 1815 les harangues, les motions, et jusqu'aux chansons de 89. De toutes plumes sortent des journaux éphémères, de fugitives brochures, que dévorait la curiosité inquiète, stimulée encore par des caricatures grotesques, et par ces modes passagères, mais expressives, qui sont, en quelque sorte, l'enseigne de l'opinion. Telle, à peu près, était la situation des choses. »

(1) Voir la note p. 232.

êtes l'homme de la nation, le défenseur de la patrie et que nous attendons de vous une glorieuse indépendance et une sage liberté... Ah ! Sire, que n'avions-nous des armes au moment où les rois étrangers, enhardis par la trahison, s'avancèrent jusque sous les murs de Paris (30 mars 1814) ; avec quelle ardeur nous aurions imité cette brave garde nationale, réduite à *prendre conseil d'elle-même*, et à courir, sans *direction*, au-devant du péril. Notre commune résistance vous aurait donné le temps d'arriver pour délivrer la capitale et détruire l'ennemi. Nous *sentions cette vérité;* nous vous appelions de tous nos vœux, nous versions des larmes de rage, en voyant nos bras inutiles à la défense commune... La plupart d'entre nous ont fait, sous vos ordres, la guerre de la *liberté* et celle de la *gloire;* nous sommes, presque tous, d'anciens défenseurs de la patrie ; la patrie doit remettre avec confiance des armes à ceux qui ont versé leur sang pour elle. Donnez-nous des armes, Sire, en son nom ; nous jurons entre vos mains de ne combattre que pour sa cause et la vôtre. Nous ne sommes les instruments d'aucun parti, les agents d'aucune faction... Vive la nation, vive la liberté, vive l'Empereur ! »

Emu de ces témoignages de dévouement et d'énergique résolution de défendre Paris, il leur répondit, sans ambages, se faisant l'écho de leurs propres pensées, trouvant en son âme plébéienne des accents qui frappèrent au cœur tous ces patriotes. Il leur dit :

« Soldats fédérés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau ! Je suis revenu seul, parce que je comptais sur le peuple des villes et sur les habitants des campagnes et les soldats de l'armée dont je connaissais l'attachement à l'honneur national. Vous avez justifié ma confiance ; j'accepte votre offre ; je vous donnerai des armes... Vos bras robustes et faits aux plus pénibles travaux sont plus propres que les autres aux mouvements des armes. Quant au courage, vous êtes Français... Soldats fédérés ! s'il est des hommes nés dans les hautes classes de la société qui aient déshonoré le nom français, l'amour de la patrie et le sentiment de l'honneur national se sont conservés tout entiers dans le peuple des villes, les habitants des campagnes et les soldats de l'armée. Je suis bien aise de vous voir. J'ai confiance en vous. Vive la nation !... »

Un mois auparavant, le dimanche 16 avril, il avait passé en revue, aux Tuileries, la garde nationale de Paris. Ses familiers, ses

officiers, avaient tâché de le détourner de cette démonstration de courage qu'ils jugeaient inopportune, parce qu'on avait répandu le bruit partout, que, s'il l'osait, il serait tué. On connaissait les sentiments peu sympathiques pour lui de la bourgeoisie de Paris, qui composait la majorité des légions de la milice urbaine. Qu'un exalté, un fou, se trouvât dans les rangs, au moment de son passage, au front des légions, et il était perdu. Napoléon, durant son Consulat, avait été si souvent menacé et averti du même danger, qu'il s'était habitué à ces tristes chances du hasard. Etait-ce le moment d'hésiter? Il résista aux obsessions de ses conseillers craintifs, et la revue eut lieu. Comme il se mettait en mouvement, il s'aperçut qu'il était suivi de quelques-uns de ses grenadiers en armes, afin de veiller à sa sûreté. Il se retourna, écrit Fleury de Chaboulon, et prenant le premier grenadier devant lui, par son bonnet à poil, il lui cria très fort : « Va-t'en ! » Les gardes nationaux l'entendirent ; ils furent touchés de cette confiance, si énergiquement démontrée, et ceux qu'ils côtoyaient l'entourèrent et lui jurèrent fidélité. Le mot fut répété dans les rangs, et la revue se changea en triomphe pour l'Empereur. Au défilé, il se plaça, isolé de son état-major, n'ayant à sa droite que l'un de ses aides de camp, et à sa gauche, un grenadier sans armes pour recueillir les pétitions qui lui seraient remises. A ce moment-là, il eût été très facile de le poignarder. Mais encore, l'assassin aurait dû faire d'avance le sacrifice de sa vie, car il aurait été massacré sur place (1).

## VI

Il faut revenir sur les premiers temps de cette restauration impériale, relater quelques menus faits qui accentueront la couleur du tableau de cette époque. Durant la journée qui suivit le

(1) L'Anglais Hobhouse, témoin de la scène, écrit à ce sujet : « Il aurait été bien facile de faire feu sur Napoléon et même de le poignarder. J'admirais sa sérénité. Son visage est très pâle, ses mâchoires pendantes, mais pas autant que je l'avais entendu dire. Il n'est pas bien gros, mais son ventre est si saillant, que l'on voit son linge passer au-dessous de son gilet. Il tenait ses mains jointes par devant ou par derrière, mais quelquefois il les séparait pour se frotter le nez, prendre plusieurs prises de tabac et regarder à sa montre. Il poussait souvent des

départ de Louis XVIII, les armes de France, à Paris, restèrent intactes sur tous les édifices nationaux, et l'ordre dans les rues ne fut point troublé. Le soir, seulement, il y eut tumulte et cris injurieux contre les Bourbons, aux galeries de bois du Palais-Royal. Au Palais de Justice, les jugements furent rendus au nom du roi ; et dans une audience solennelle, un pair de France, M. Herwin de Névèlé, fit enregistrer des lettres patentes, par lesquelles lui était conféré le titre de comte. Un jeune licencié en droit prêta, comme avocat, le serment de ne rien écrire, de ne rien plaider contre la majesté royale... Que d'ironie en toutes ces choses ! Sur le soir, les boulevards qui touchent aux faubourgs habités par les ouvriers se remplirent d'oisifs en habits de travail, agités, parlant haut, quêtant des nouvelles.

Quelques jours après, les journaux offrirent, aux lecteurs, un aspect nouveau. *Les Débats* se parèrent de leur ancien titre : *Journal de l'Empire*, avec M. Etienne pour censeur, que l'Empereur décora, lui attribuant une action de vingt mille francs sur le journal qu'il censurait. A la *Gazette de France*, M. Tissot ne fit qu'une apparition éphémère et céda la place à M. Jouy, lequel, « franc parleur sous le roi, n'eut pas la gloire de l'être sous le tyran (1) ». Il devint *ermite de la Guyane* et commissaire impérial du théâtre de l'Opéra-Comique, chassant ainsi M. Campenon, destitué, disait-on, parce qu'il avait eu la malchance de mériter l'*Ordre de l'Eteignoir*, si malicieusement créé par le *Nain Jaune.* M. Jay quitta le *Journal de Paris* et fonda l'*Indépendant;* et après son départ, le *Journal de Paris*, suivant les expressions de Mrs Héléna Williams, « devint l'égout des plus plates invectives contre la famille royale ». Bientôt, dans les rues, on ne rencontra pas un ouvrier, pas un soldat, qui n'eût, à sa boutonnière d'habit, quelques brins de violette. Au rebours, les dames de la bonne société adoptèrent la couleur bleue, couleur royale et symbole de la constance, tandis que la valetaille et les petits détaillants, fournisseurs des hôtels aristocratiques, chantaient des refrains

soupirs, avalant sa salive, et paraissant souffrir quelque douleur dans la poitrine. Il regardait tout ce qui se passait autour de lui, en fronçant les sourcils et en les rapprochant l'un de l'autre, comme pour voir plus distinctement. Le défilé dura deux heures. Il passa par toute cette ennuyeuse cérémonie avec une patience paisible. »

(1) Mrs Héléna Williams, *Récit des événements.*

gouailleurs contre l'Empereur et louangeurs pour le roi, de préférence : *Il reviendra.* Aux vitrines des marchands d'estampes, en des vases, étaient groupées des touffes de violettes, de telle façon qu'entre les tiges, on aperçût le profil de l'Empereur, celui de l'impératrice Marie-Louise, celui du Roi de Rome ; ou bien c'était une branche de laurier, qui s'élevait entre des lis desséchés et flétris, derrière lesquels apparaissait le portrait de l'Empereur. Au Théâtre-Français, Mlle Mars se montrait toute parée, toute couverte des fleurs printanières qu'avaient adoptées les partisans de l'Empire ; de même Mme Gavaudan, à l'Opéra-Comique, dans son rôle de Joconde.

L'Empereur fit, dans Paris, sa première promenade le 31 mars ; au bois de Boulogne, le lendemain, 1er avril. Les curieux, les passants lui présentèrent des pétitions, qu'un de ses aides de camp, à côté de lui, recueillait, avec recommandation de les classer, pour qu'il en prît connaissance dans son cabinet et les annotât. A l'Arc de Triomphe du Carrousel, des ouvriers reconstituèrent les inscriptions qu'y avaient effacées les alliés, pendant leur séjour à Paris, et, au coin des rues, rétablirent les noms inscrits durant l'Empire, qu'avaient proscrits les Bourbons ; les édifices publics s'ornèrent, à leur fronton, de leurs inscriptions impériales ; les théâtres reprirent leur ancienne administration, leurs anciennes coutumes, et, de nouveau, les portes de l'ancien Conservatoire furent ouvertes aux chanteurs et aux acteurs des deux sexes. Les usines de Paris rappelèrent leurs ouvriers, notamment les filatures de coton, qui se remirent en marche avec une activité nouvelle. On acheva la grande allée d'arbres qui reliait le palais du Luxembourg à l'Observatoire, tandis que l'on procédait à l'embellissement et à la réparation des jardins du Palais-Royal. Terrassiers, maçons, menuisiers, peintres, vinrent, en escouade, poursuivre les travaux de Paris, interrompus à la fontaine de l'Eléphant (1), au terre-plein du Pont-Neuf, au Louvre, au Nouveau-Marché Saint-Germain, à l'hôtel des affaires étrangères (2).

(1) Le choix d'un éléphant pour une fontaine parut bizarre, écrivaient les gazettes du temps. Ce choix cependant est justifié par l'exemple de l'antiquité. A Catane, on voit un éléphant antique qui servait autrefois de fontaine : également au quinzième siècle, à Rome, l'éléphant a été employé à titre de décoration.

(2) La capitale, dit Fleury de Chaboulon, redevint comme autrefois un vaste atelier et les Parisiens, auxquels les étrangers avaient appris à connaître

Et, les semaines s'écoulant, le nombre de ces travailleurs fut doublé.

Les monuments consacrés aux sciences, les musées, les artistes ne furent point oubliés. Un matin d'avril, l'Empereur se dirigea vers le Jardin des Plantes où il fut reçu par Cuvier, Thouin et le

les beautés de leurs monuments, virent avec un sentiment mêlé de reconnaissance et d'orgueil que de nouvelles merveilles allaient embellir encore leur majestueuse cité. Dans ses visites au faubourg Saint-Antoine, l'Empereur se fit ouvrir les portes de tous les ateliers et les examina dans le plus grand détail. Les nombreux ouvriers de la manufacture de M. Lenoir, qui avaient conservé la mémoire de ce que l'Empereur avait fait pour leur maître et pour eux, le comblèrent de témoignages de dévouement! Le commissaire de police présent cria : *Vive le roi!* Grande rumeur. L'Empereur, se tournant vers cet homme, lui dit, d'un ton railleur: *Monsieur le commissaire, vous ne voulez donc point vous défaire de vos mauvaises habitudes?* — Voici d'autres petits faits saillants qui marquèrent ces premiers temps des Cent-Jours : On écrivait de Besançon que les vignerons de la Franche-Comté montaient travailler à leurs vignes avec une cocarde tricolore à leur chapeau. — On remeublait aux Tuileries l'appartement de l'impératrice Marie-Louise. — On avait affiché, aux vitrines des libraires, une gravure avec ce titre : *Marchés conclus, ou capitulation du 30 mars 1814.* On y voyait, autour d'une table, des officiers russes, autrichiens, anglais, occupés à compter des sacs remplis d'or, tandis qu'un personnage, *moitié homme et moitié renard*, rédige l'acte de la capitulation. Ce qui paraissait assez plaisant, c'est que le renard n'avait qu'une patte et un pied *bot*. — Le 12 avril, l'Empereur, accompagné seulement de deux ou trois personnes de sa Cour, alla déjeuner à la Malmaison où il fut reçu par la reine Hortense. La vue de ces lieux, écrit la *Gazette de France*, témoin des premières années de sa gloire, a fait sur son cœur une impression douce et vive à la fois. L'Empereur a tout vu, tout examiné en détail; il a parcouru les divers endroits qu'il avait habités autrefois. Chaque objet semblait lui rappeler d'intéressants souvenirs. Il en repartit à une heure, pour venir présider le Conseil des ministres. — Le général Grouchy fut nommé maréchal de France. — A Versailles, on réparait le grand canal, et on procédait au rétablissement du Musée des tableaux de l'Ecole française. — A Paris, le nombre des enrôlements pour l'armée devenait chaque jour plus considérable. Mille jeunes gens, en quelques jours, s'étaient présentés à la préfecture de la Seine. — Au rebours, on colportait clandestinement à Paris un écrit intitulé *le Lys*, que l'on glissait la nuit sous les portes cochères.

Plus tard, en mai et en juin, d'autres faits à signaler eurent lieu. Mgr Lecoz, archevêque de Besançon, mourut le 3 mai, à l'âge de soixante-seize ans. — La *Pie voleuse* et *Mademoiselle Jenny* faisaient salle comble au théâtre de la Porte-Saint-Martin. — Les caricatures et les dessins de circonstances devinrent de plus en plus nombreux. Au 14 mai, dans la semaine, on en avait compté cinquante-trois nouveaux. — A l'Institut, il y eut réception de Saint-Aignan, élu à la place de Bernardin de Saint-Pierre; puis, on annonça la rentrée à Paris de Cherubini venant d'Angleterre. — Les allées Boutin perdaient chaque jour de leur splendeur. On n'y rencontrait plus que de malheureuses grisettes. — Les porteurs de charbon de la ville de Paris demandèrent à travailler aux fortifications. — Le 9 juin, les généraux Ornano et Bonnet se battirent en duel au pistolet. Le général Bonnet reçut une balle dans la cuisse; le général Ornano dans les reins. — La garde nationale, en ce courant de juin, remplaça aux portes de Paris les régiments de ligne et de la Garde impériale partis pour la frontière. — Versailles, Saint-Germain, Pontoise, Mantes furent mis en état de défense. — On s'occupa, enfin, de former un camp retranché dans la plaine de Montrouge. Ce camp retranché devait s'étendre depuis Vaugirard jusqu'à Bicêtre.

savant minéralogiste Haüy. Les galeries et les serres lui furent montrées, les serres qu'il voyait pour la première fois et qu'il trouva fort au-dessous de ce qu'elles auraient dû être. Du Jardin des Plantes, il prit le chemin de la Sorbonne, vers l'atelier de David, prévenu par un page de la visite impériale. Il y resta près d'une heure, admirant l'œuvre toujours magnifique du peintre, qui avait achevé son tableau des *Thermopyles*, un des plus émouvants et des plus beaux, émanés de son pinceau. Quelques jours après, entouré de ses officiers et d'un grand nombre d'artistes, il vint, au Louvre, considérer avec attention la *Bataille de Marengo*, de Vernet, le seul tableau moderne qui y fût exposé. « Il n'y a point de confusion, dans cette toile, disait l'Empereur; l'œil s'y promène aisément parmi tous les détails du dessin. » Et se tournant du côté de Vernet, il lui témoigna hautement la satisfaction de cette visite (1). De là, il descendit à la salle des Antiques et il entra ensuite dans les salles de la sculpture moderne nouvellement ouvertes au public. Ces sorties plaisaient à la foule, qui stationnait près des voitures impériales, manifestant, par ses acclamations, la joie qu'elle éprouvait de revoir celui qu'elle n'avait cessé d'aimer.

Les sorties de Napoléon avaient presque toujours un but utile, un encouragement à l'industrie ou une manifestation bienveillante pour l'armée et les vieux soldats. Le jour qu'il se rendit à l'Ecole polytechnique, un grand nombre d'élèves étaient en sortie. Ceux qui étaient restés manœuvrèrent sous le commandement de l'Empereur. Quelques jours après, il fit reconduire à l'Ecole les canons que les élèves avaient défendus contre les Russes à la barrière de Charenton, canons que les Bourbons leur avaient enlevés. Aux Invalides, il entra dans les cuisines, goûta à l'ordinaire des soldats, visita le réfectoire des officiers, passa en revue les vieux grognards, presque tous affreusement mutilés, et leur annonça que la dotation de six millions, supprimée par le gouvernement royal, leur serait rendue. Il s'occupait, pendant ce temps-là, de reconstituer, autant qu'il était possible, le domaine extraordinaire, d'une valeur de quatre cents millions au moment de

(1) A David, il donna la croix de commandeur de la Légion d'honneur; à Carle Vernet, six mille francs. Et personne ne trouva à redire à cet hommage fait à ces deux éminents artistes.

son départ de Fontainebleau pour l'île d'Elbe. Ce domaine se composait d'actions de la Banque de France et d'effets divers; mais les actions de la Banque avaient été négociées par le gouvernement des Bourbons au mois d'août précédent, et la cour des Tuileries s'était emparée du produit, qui était cependant la chose de l'armée, sa propriété sur laquelle étaient hypothéquées les dotations. Des débris qui restaient, Napoléon put, toutefois, aider à la misère de beaucoup de veuves de militaires qui avaient des pensions sur la dotation de leur mari; améliorer la situation d'un certain nombre de soldats et celle de beaucoup d'officiers qui trouvèrent, dans ces revenus, un supplément à leur pension de retraite et une aisance honorable, si bien méritée.

Une autre fois, c'était dans la banlieue de Paris, où étaient commencés des travaux de défense, qu'il allait en promenade à cheval, suivi du grand maréchal Bertrand et du général Drouot.

Et toujours, en rentrant aux Tuileries et à l'Elysée, la foule l'entourait, et si près, qu'il était forcé de mettre son cheval au petit pas. Et il répondait à ceux qui lui avaient adressé la parole, car, de loin, par ses gestes et les mouvements de sa tête, il était visible qu'il leur parlait.

Un décret impérial rétablit la maison d'Ecouen, sous la direction de Mme Campan, qui en fut nommée surintendante; et comme la maison de Saint-Denis avait été fort négligée des princes, réfugiés à Gand, Napoléon lui consacra une visite. Dès qu'il fut entré dans les salles où se tenaient ces intéressantes orphelines, elles accoururent à lui, se précipitèrent à ses genoux, lui embrassèrent les mains, suivant ses pas, le considérant avec un attendrissement de sympathie et d'affection qui touchait jusqu'aux larmes l'impérial visiteur. Pour goûter aux plats de leur repas, il s'était servi d'une cuillère que toutes désiraient posséder et garder; mais elles convinrent, et aucune d'elles, alors, ne fut jalouse, que la cuillère serait brisée et partagée entre toutes. La plus audacieuse lui offrit une bague en crin, tressée de ses doigts habiles, avec une devise incrustée sur la tresse. Il l'accepta, et toutes voulurent lui faire le même présent et lui apportèrent une bague tressée aussi en son intention. Et quand il eut assemblé toutes ces bagues en ses mains, elles lui recommandèrent de ne

jamais s'en séparer, de les conserver en souvenir d'elles. L'Empereur souriait, les écoutait avec complaisance, et il leur promit tout ce qu'elles exigeaient, ajoutant que ces menus objets lui étaient aussi chers que les bijoux de sa couronne.

Lorsque, sur l'affiche du Théâtre Français, les Parisiens virent, un jour, annoncer la tragédie d'*Hector*, il y eut empressement général à la location des loges et de toutes les places. *Hector!* L'Empereur aimait cette tragédie, et l'on était certain que, ce soir-là, il assisterait à la représentation. La salle était comble. « On se foulait au parterre », écrivent les gazettes du temps. Dès le commencement de la soirée, l'orchestre joua les airs nationaux réclamés par le public. Le chanteur Gavaudan, présent dans la salle, au balcon, dut entonner un couplet de la *Marseillaise*, que les voix des jeunes spectateurs suivirent en chœur, au refrain. La foule houleuse attendait. A la troisième scène, l'Empereur entra dans sa loge; toute l'assistance tendit les mains vers lui, soulignant ce geste d'admiration par des vivats intenses qui ne s'arrêtèrent qu'au moment où l'Empereur s'assit, après avoir salué à droite et à gauche. Et ces applaudissements, ces vivats, ces tressaillements de joie et d'admiration recommençaient au moindre vers où se pouvait saisir une allusion. Ainsi, lorsque l'acteur disait :

... C'était Achille!
Il reparut enfin!

Napoléon ne perdait rien des scènes qui se déroulaient sous ses yeux. Il se tenait immobile sur son siège, sans se retourner du côté des officiers qui l'avaient escorté, immobiles, eux aussi, derrière lui. Avant la fin du drame, il sortit, évitant ainsi les démonstrations de la foule, qui le fatiguaient.

Il en fut de même à la pièce d'Arnault, *Marius à Minturnes*. Napoléon, ce soir-là, n'était pas au théâtre. Mais aucune des allusions que le public trouvait en un vers n'échappait à ses bruyantes acclamations. Et l'on couvrait de vivats ce distique :

Le seul nom du héros enfante des soldats;
Vous les verrez en foule accourir sur vos pas.

Puis encore :

Le peuple, de tout temps, fut l'appui du grand homme.

On ne parlait plus alors que des fastes glorieux de l'Empire ; on ne prêtait attention qu'aux actions héroïques qu'avaient signalées les guerres récentes. On se plaisait aux fêtes militaires. Dès le 2 avril, la Garde impériale offrit un banquet aux garnisons de Lyon et de Grenoble, venues à Paris à la suite de l'Empereur, et aux gardes nationaux qui, le 20 mars, étaient de faction aux Tuileries. Les tables furent dressées au Champ de Mars pour quinze mille hommes, et, sous les galeries de l'Ecole militaire, eut lieu le dîner des officiers, au nombre de mille quatre-vingts. Véry, le restaurateur, servit ce dîner, à raison de trente-cinq francs par tête. Au dessert, tous, se levant, tirèrent leurs épées, et, les croisant au-dessus des tables, jurèrent de défendre jusqu'à la mort la patrie et l'Empereur. Puis, quelques-uns d'entre eux s'emparèrent du buste de Napoléon, placé en évidence, et suivis d'une foule nombreuse se dirigèrent vers les fenêtres des Tuileries pour acclamer leur idole. De là, le buste fut porté à la colonne de la place Vendôme et hissé sur le faîte. Mais Napoléon le fit enlever pendant la nuit.

Deux jours après, ce banquet fut rendu à la Garde impériale par la milice urbaine, comme un pacte fraternel entre les soldats-citoyens et ceux qui, depuis leur entrée au régiment, n'avaient connu que la guerre. Ces agapes militaires furent joyeuses et brillantes. La fête eut lieu dans le vaste local du Conservatoire des Arts et Métiers. Six mille hommes de la Garde impériale, grenadiers, chasseurs à pied et à cheval, dragons et lanciers, y assistèrent, ainsi qu'un nombre égal de gardes nationaux de tous grades. A cinq heures et demie, tout le monde était réuni, et dans les salles du Conservatoire circulaient, pêle-mêle, maréchaux, ministres, généraux, préfet de la Seine et hauts fonctionnaires invités. A l'heure fixée, ces personnages éminents furent conduits, au son des fanfares, à la table qui leur était assignée. Douze tables avaient été dressées pour les douze légions, et chacun s'y plaça dans le plus grand ordre. La salle du banquet, ornée de riches tapis, de trophées militaires, de transparents, de guirlandes de laurier et du buste de l'Empereur, présentait un coup d'œil magnifique. Les chefs de légion avaient, à leur droite, un colonel de la Garde impériale, et à leur gauche un sous-officier de cette garde. En face, était assis le maire de l'arrondissement, ayant

aussi, à sa droite, un colonel, et, à sa gauche, un soldat de la Garde impériale. Chaque soldat national avait, assis à côté de lui, un militaire invité, et celui-ci, sur son ccuvert, une feuille de laurier. A la fin du banquet, le chanteur Gavaudan, grenadier de la deuxième légion, chanta une ronde militaire composée par Etienne, membre de l'Institut. Ce fut à cette époque également que le colonel Labédoyère offrit un banquet, chez Véry, à tous les officiers de son régiment et à ceux du bataillon de l'île d'Elbe.

« Dans tous les lieux où il avait passé, en venant de Grenoble à Paris, écrit, en ses *Souvenirs*, Mlle Cochelet, Labédoyère avait été accueilli, fêté, entouré. C'était le héros du jour. Quant à lui, toujours grave et sérieux, il repoussait les compliments. « J'ai « agi pour mon pays », disait-il, « et parce que je suis convaincu « que l'Empereur seul convient à la France, qu'il peut seul lui « conserver sa gloire et lui donner les constitutions qu'elle désire. « Je ne m'estimerais pas si j'étais passé à lui par entraînement « ou pour un intérêt quelconque. Bien au contraire, je perds la « fortune que les Bourbons rendaient à ma famille, je perds peut- « être l'affection de ma femme, qui est partie avec sa mère en « me reprochant de l'avoir oubliée, sacrifiée (1). Qu'importe! « Je crois avoir épargné à mon pays de grands malheurs, de grandes « réactions politiques, et si j'ai immolé mon bonheur à cette noble « cause, je ne m'en repentirai jamais. »

La reine Hortense ouvrait, chaque semaine, les salons de son hôtel à ses amis, et l'on y voyait tous les ministres, tous les amis de l'Empereur, et même Benjamin Constant, qui avait promis de lire aux assistants son roman *Adolphe*, qu'il venait d'achever. Carnot donna un concert; mais, écrit Mlle Cochelet en ses *Souvenirs*, cette réunion n'eut pas le caractère calme d'une soirée musicale. En dépit du décorum, les passions les plus animées s'y manifestèrent. L'expression des physionomies, les exclamations, lorsque la reine Hortense, invitée, entra, tout décelait, à ce moment-là, l'agitation des esprits. C'était à la fin de mai.

En ce temps-là, un événement, qui avait aux yeux des impé-

(1) Sa femme était une demoiselle de Chastellux, et il se trouvait ainsi le beau-frère du duc de Rauzan.

rialistes une signification importante, fut l'évasion du comte de Maubreuil, arrêté et emprisonné par le gouvernement des Bourbons. L'opinion publique accusait l'aristocrate, taré et noté d'infamie, d'avoir été enrôlé par Laborie et Talleyrand pour l'assassinat de l'Empereur, sur la route de l'île d'Elbe; la justice royale ne poursuivait qu'un vol de bijoux et d'argent à mains armées, commis sur la princesse Catherine de Wurtemberg, fuyant en Allemagne. Si Maubreuil eût été jugé durant la première restauration des Bourbons, le gouvernement se serait arrangé, sans doute, pour épargner les grands personnages mêlés à cette histoire fort scandaleuse. Durant les Cent-Jours, que ne pouvait-on pas craindre de cet inculpé, de cet oseur, et de son interrogatoire, s'il voulait se venger de cette incarcération? Maubreuil, par la connivence des royalistes, qu'il faut admettre, put s'évader, en sciant deux barreaux de sa cellule, et descendant de la hauteur d'un troisième étage, avec une échelle de corde.

## VII

L'armée et le peuple accaparèrent bientôt les pensées de Napoléon. Il y trouvait l'appui de son autorité, la raison de son nouveau règne. N'était-ce pas l'armée, n'était-ce pas le peuple qui l'avaient conduit de Cannes à Paris? N'étaient-ce pas ces deux forces irrésistibles qui avaient opéré la soudure de son pouvoir présent avec celui du passé? Il dut s'attacher ensuite aux réformes que ses proclamations dictées à Porto-Ferrajo et ses décrets de Lyon avaient fait espérer à la nation. Les hommes qui, depuis un an, étaient sortis de l'ombre, ceux qui voulaient jouir de l'influence que donne, en un Etat, le talent de la parole, ceux-là s'agitaient, écrivaient, et ne laissaient point oublier les premiers engagements de Napoléon. Les brochures se multipliaient, plutôt agressives que louangeuses, contenant le plus souvent l'essence de la Constitution que l'on attendait du nouveau régime impérial. Sur la Constitution à venir, chacun avait son projet. Dans les journaux, dans le *Censeur*, par exemple, les rédacteurs discu-

taient le principe même de l'autorité, affirmant que celle de Napoléon n'était que provisoire. La classe aisée demandait impérieusement des garanties de modération et des gages de liberté. Ayant été sincère, d'ailleurs, ayant promis l'établissement d'un pouvoir constitutionnel, il fallait bien qu'il mît en œuvre cette bonne volonté ; et tandis qu'il réorganisait son armée, avec son activité fébrile, il se décidait à l'édification des nouvelles assises de l'Etat.

Seulement, et ce fut une faute, il admit, pour le conseiller, ceux qui, jadis, avaient travaillé avec lui à l'établissement du Consulat et de l'Empire. Leurs idées ne correspondaient plus à celles de la génération présente. Les ministres, les hommes politiques, qu'il appela, dans la commission préparatoire, étaient usés, comme ses maréchaux à la guerre, dépourvus d'initiative, peu confiants dans ce changement subit des principes du gouvernement. Il faut ajouter, cependant, que le grand machinateur de ces réformes fut un de ceux qui, jadis, au Tribunat, s'étaient dressés contre Napoléon ; l'ami de Mme Staël, un idéologue convaincu, Benjamin Constant. Celui-là aimait à parler, et il parlait bien. Il avait préconisé autrefois un régime constitutionnel, calqué sur la monarchie anglaise. C'était donc l'homme nouveau à joindre aux vieux impérialistes ; et ce fut lui qui fut chargé de la rédaction du projet de cette nouvelle Constitution impériale.

Napoléon le fit inviter à une entrevue. Qui eût cru, naguère, à la collaboration de ces deux hommes ? Benjamin Constant, quelques jours avant l'arrivée de Napoléon aux Tuileries, avait signé, au *Journal des Débats*, l'article le plus violent de tous ceux qui furent publiés contre « l'usurpateur » (1). Mépris, injures, l'écrivain n'avait rien épargné. L'article produisit une sensation profonde et le signataire se rappelant les rigueurs de Napoléon contre ceux qui l'outrageaient, sous l'Empire, pensant qu'il serait châtié comme il le méritait, si l'Empereur le pouvait saisir à Paris, s'empressa de fuir, dès que la cause de la monarchie fut perdue. Il se cacha en province. Puis la longanimité du nouveau régime lui donna confiance. La liberté de la presse devint illimitée. Il fit une visite au prince Joseph, avec lequel il avait été en

(1) Cf. *le Retour des Bourbons*, f° 234.

relations amicales, pendant le Directoire. Ce prince le rassura, lui affirma même que son frère n'avait pas de rancune, disposé à tout pardonner, connaissant les hommes et les nécessités de la vie. Et lorsque l'ancien tribun reçut l'invitation de l'Empereur, l'auteur de l'article des *Débats*, l'inconstant que la persévérance en une conviction ne gênait guère, charmé autant que surpris de cet appel à son expérience politique, s'empressa d'accourir.

Cette entrevue est célèbre. Entre ces deux hommes d'une intelligence supérieure, le colloque ne pouvait être banal. Colloque, est-ce bien le mot? Avec Napoléon pour interlocuteur, c'était surtout un monologue, et Benjamin Constant, en son *Mémoire* sur les Cent-Jours, l'a résumé d'une façon impressionnante.

A son entrée dans le cabinet de l'Empereur, il le trouva, les mains pleines de brochures, de rapports, de mémoires sur la conduite qu'il devait tenir : plans de constitutions qui lui étaient soumis; les plus extraordinaires, les plus inacceptables, émanés pourtant d'hommes connus, mais presque tous anciens jacobins, admirateurs de la Convention, ne voyant de salut pour la France que dans la résurrection de ce régime fondé sur la terreur. Benjamin Constant analyse succinctement un de ces mémoires où se trouvait esquissé le concept d'une république, avec des inquisiteurs d'Etat, un Conseil des Dix, des censeurs pour exclure, de toutes fonctions, les candidats suspects, des assemblées soigneusement privées d'initiative et réduites au silence, des lois préventives, en un mot, un gouvernement de sectaires, où tous les avantages seraient acquis à l'application de leurs idées et la proscription aux autres. Point de liberté, si ce n'est celle de penser et d'agir à l'exemple de ceux qui détiendraient le pouvoir. Napoléon sourit en reprenant ce papier à son visiteur et il ajouta : « L'auteur, vous vous en doutez bien, est de ceux qui ont fait leur éducation constitutionnelle dans la Convention. »

L'audience se poursuivit longuement, et, dans ses confidences, Napoléon parut sincère à son auditeur. Hypocrite! disaient ceux qui ne pouvaient rien souffrir de cet homme extraordinaire; qui ne savaient que l'injurier en exaltant ses misérables adversaires, petits hommes gonflés d'outrecuidance, hardis et courageux, lorsqu'il fut vaincu. Hypocrite, lui! Ainsi que le fait observer Vaulabelle, quand on est un homme de cette qualité, on n'a

nul besoin de l'être. Au moment où il parlait, Napoléon pensait absolument ce que contenaient ses paroles; et il disait :

« La nation s'est reposée douze années de toute agitation politique, et, depuis un an, elle se repose de la guerre. Ce double repos lui a rendu un besoin d'activité. Elle veut et croit vouloir une tribune et des assemblées. Elle ne les a pas toujours voulues. Elle s'est jetée à mes pieds, quand je suis arrivé au gouvernement. Vous devez vous en souvenir, vous qui essayâtes de l'opposition. Où étaient votre appui, votre force? Nulle part. J'ai pris moins d'autorité qu'on ne m'invitait à en prendre... Aujourd'hui, tout est changé. Un gouvernement faible, contraire aux intérêts nationaux, a donné à ces intérêts l'habitude d'être en défense et de chicaner l'autorité. Le goût des constitutions, des débats, des harangues, paraît venu. Cependant, ce n'est que la minorité qui les veut, ne vous y trompez pas! Le peuple, ou si vous l'aimez mieux, la multitude, ne veut que moi. Vous ne l'avez pas vue, cette multitude, se pressant sur mes pas, se précipitant du haut des montagnes, m'appelant, me cherchant, me saluant. A ma rentrée, de Cannes ici, je n'ai pas conquis, j'ai administré. Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit, *l'Empereur des soldats*, je suis celui *des paysans, des plébéiens* de la France... Aussi, malgré tout le passé, vous voyez le peuple revenir à moi. Il y a sympathie entre nous. Ce n'est pas comme avec les privilégiés. La noblesse m'a servi. Elle s'est lancée, en foule, dans mes antichambres. Il n'y a pas de places qu'elle n'ait demandées, acceptées, sollicitées. J'ai eu des Montmorency, des Noailles, des Rohan, des Beauvau, des Mortemart. Mais il n'y a jamais eu analogie. Le cheval faisait des courbettes; il était bien dressé, mais je le sentais frémir. Avec le peuple, c'est autre chose. La fibre populaire répond à la mienne. Je suis sorti des rangs du peuple; ma voix agit sur lui. Voyez les conscrits, les fils de paysans. Je ne les flattais pas; je les traitais durement. Ils ne m'entouraient pas moins; ils n'en criaient pas moins : *Vive l'Empereur!* C'est qu'entre eux et moi, il y a même nature. Ils me regardent comme leur soutien, leur sauveur contre les nobles. Je n'ai qu'à faire un signe, ou plutôt à détourner les yeux, les nobles seront massacrés dans toutes les provinces. Ils ont si bien manœuvré depuis six mois! Mais, je ne veux pas être *le roi d'une jacquerie*. S'il y a des moyens

de gouverner par une Constitution, à la bonne heure! J'ai voulu l'empire du monde, et, pour me l'assurer, un pouvoir sans bornes m'était nécessaire. Pour gouverner la France seule, il se peut qu'une Constitution vaille mieux... J'ai voulu l'empire du monde! Qui ne l'aurait pas voulu à ma place? Le monde m'invitait à le régir. Souverains et sujets se précipitaient à l'envi sous mon sceptre. J'ai rarement trouvé de la résistance en France, mais j'en ai pourtant rencontré davantage dans quelques Français, obscurs et désarmés, que dans tous ces rois si fiers aujourd'hui de n'avoir plus un homme populaire pour égal... Voyez donc ce qui vous semble possible. Apportez-moi vos idées... Des discussions publiques, des élections libres, des ministres responsables, la liberté de la presse... Je veux tout cela... la liberté de la presse surtout. L'étouffer est absurde. Je suis convaincu sur cet article. Je suis l'homme du peuple. Si le peuple veut réellement la liberté, je la lui dois. J'ai reconnu sa souveraineté; il faut que je prête l'oreille à s s volontés, même à ses caprices. Je n'ai jamais voulu l'opprimer pour mon plaisir. J'avais de grands desseins. Le sort en a décidé. Je ne suis plus un conquérant; je ne puis plus l'être. Je sais ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Je n'ai plus q 'une mission, relever la France et lui donner un gouvernement qui lui convienne. Je ne hais point la liberté. Je l'ai écartée, lorsqu'elle obstruait ma route; mais je la comprends. J'ai été nourri dans ses pensées. Aussi bien, l'ouvrage de quinze années est détruit. Il ne peut se recommencer. Il faudrait vingt ans et deux millions d'hommes à sacrifier. D'ailleurs, je désire la paix et je ne l'obtiendrai qu'à force de victoires. Je ne veux pas vous donner de fausses espérances. *Je laisse dire qu'il y a des négociations; il n'y en a pas.* Je prévois une lutte difficile, une guerre longue. Pour la soutenir, il faut que la nation m'appuie; mais, en récompense, je le crois, elle exigera de la liberté. Elle en aura. La situation est neuve. Je ne demande pas mieux que d'être éclairé. Je vieillis. On n'est plus à quarante-cinq ans ce qu'on était à trente. Le repos d'un roi constitutionnel peut me convenir. Il conviendra bien plus sûrement encore à mon fils (1)... »

(1) Villemain, *Souvenirs*, p. 177. « Dans une soirée chez Suard, Benjamin Constant disait : « Le passé est la faute de tout le monde. Le Sénat, les minis-« tres, le Corps législatif, nous avons gâté l'Empereur. Nous le reconquérons

Lorsque Benjamin Constant eut achevé la rédaction de son œuvre provisoire, elle fut soumise à la délibération de la commission de Constitution, ministres et conseillers, dont les souvenirs se rattachaient aux constitutions des premiers temps révolutionnaires, ou bien, comme un progrès, à la Constitution de la monarchie anglaise. C'était ce dernier acte, d'ailleurs, que reproduisait, en majeure partie, le projet du rédacteur. Il instituait deux Chambres, celle des députés, celle des pairs, qui seraient héréditaires. La liberté religieuse y était nettement affirmée; la presse soumise au jury; le pouvoir judiciaire inviolable; les tribunaux militaires soigneusement écartés pour les fautes purement civiles; l'interprétation des lois enlevée au pouvoir exécutif; la levée des hommes, appelés au recrutement de l'armée, impossible sans le concours du pouvoir législatif; enfin, la responsabilité des fonctionnaires admise, après la révision de la Constitution consulaire de l'an VIII. Telle était, à grands traits, la Constitution qu'apportait Benjamin Constant. Aucun des commissaires ne souleva d'objections. Ils avaient le pli de l'obéissance; ils acceptaient ce projet que l'Empereur ne repoussait pas. Carnot, seul, se sépara de ses collègues; à la Chambre des députés, au Sénat, qui, dans son projet, tenait lieu de Chambre des pairs, il adjoignit un Tribunat, composé de cinq commissaires, pris dans la Chambre des députés, de cinq dans le Sénat, de cinq dans le

« chaque jour aux vrais principes. » Il disait cela sincèrement. Puis, habitué à se tirer par une plaisanterie d'un embarras de conscience et à se moquer parfois un peu de lui-même, pour prévenir les autres, il lui arrivait d'ajouter : « Après « tout, je ne garantis pas que ces excellents symptômes constitutionnels tiennent « contre une grande bataille gagnée. Mais, que voulez-vous ? Il faut se féliciter « de ce qui est acquis, et bien présumer du reste. La reconnaissance spéculative « des principes est toujours un grand point obtenu. Un jour, nous emportons « le jury; un autre jour, la responsabilité des ministres; un autre jour, la li- « berté définitive de la presse et la preuve légale contre les fonctionnaires. C'est « toujours beaucoup, en attendant la paix générale. » Et il se leva pour remonter dans sa voiture de conseiller d'Etat, et aller, au cercle des Etrangers, finir la soirée. »

On peut ajouter cette note empruntée encore à Regnault-Varin (*Cinq mois de l'histoire de France*, p. 307) : « Je le vis (Napoléon) dans une de ses promenades matinales, où, après avoir jeté, sur les fortifications, le coup d'œil de l'ingénieur, il portait, parmi les flots des ouvriers qui pressaient son cheval, un front populaire et le sourire de l'affection. Il venait de proposer, à la sanction cantonale, son trop fameux *Acte additionnel*. Regnault-Varin lui dit : « Rassemblez, modifiez nos constitutions. Qu'elles soient faites pour le peuple, au niveau du siècle, « et dignes du trône. » Il me sourit, fit un signe, et répondit, en montrant le ciel : « *Dieu et le Temps!* »

Conseil d'Etat, de cinq dans l'ordre judiciaire. C'était l'ancienne institution consulaire qu'il voulait faire revivre. Nul ne défendit les idées de Carnot. Il fallait aller vite. On passa outre. Mais sur deux points, l'Empereur opposa une résistance opiniâtre. Benjamin Constant avait fait table rase du Consulat et de l'Empire. Aucun article de son projet n'y faisait allusion. L'Empereur s'insurgea. « Et que devenaient alors, disait-il, les lois civiles et criminelles et l'organisation intérieure de l'administration, sa hiérarchie et la distribution des pouvoirs? Est-ce qu'on allait reconstituer l'Etat depuis la base? Etait-ce le moment; en avait-on le temps? Les institutions imposées à la France, de 1800 à 1812, devaient subsister. A l'heure présente, on n'y apportait qu'une modification; c'était *un acte additionnel.* » Ce fut le titre adopté. « Vous m'ôtez tout mon passé, ajoutait-il : je veux le conserver. Que faites-vous donc de mes onze ans de règne? J'y ai quelque droit, je pense. L'Europe le sait. Il faut que la nouvelle Constitution se rattache à l'ancienne. Elle aura la sanction de plusieurs années de gloire et de succès. » Premier point, qui fut admis suivant les désirs de l'Empereur. Sur le second point, la discussion fut plus véhémente. Benjamin Constant avait inséré dans son projet l'article de la Charte de 1814 qui repoussait toute confiscation.

« Alors, et c'est la seule fois, je dois le dire, ajoute le narrateur, la seule fois où j'ai vu Napoléon, impatient du frein que l'opinion lui imposait, s'efforcer de nous réduire au silence, et de ressaisir, malgré nous, la tyrannie. Alors, il se leva, promenant autour de lui des regards de mécontentement et d'irritation... « On me pousse,
« s'écria-t-il, dans une route qui n'est pas la mienne. On m'affai-
« blit, on m'entraîne. La France me cherche et ne me trouve plus.
« L'opinion était excellente; elle est exécrable. La France se
« demande ce qu'est devenu le *vieux bras de l'Empereur*, ce bras
« dont elle a besoin pour dompter l'Europe. Que me parle-t-on
« de bonté, de justice abstraite, de lois naturelles! La première
« loi, c'est la nécessité; la première justice, c'est le salut public.
« On veut que des hommes, que j'ai comblés de biens, s'en servent
« pour conspirer contre moi, dans l'étranger! Cela ne peut être;
« cela ne sera pas. Chaque Français, chaque soldat, chaque pa-
« triote aurait droit de me demander compte des richesses laissées

« à ses ennemis. Quand la paix sera faite, nous verrons; à chaque « jour, sa peine; à chaque circonstance, sa loi; à chacun, sa na- « ture. La mienne n'est pas d'être un ange, Messieurs, je le répète, « il faut qu'on retrouve, il faut qu'on revoie le *vieux bras de l'Em- « pereur* (1) !... »

Sur ces fermes paroles, sur cette colère intransigeante, l'article fut abrogé, les confiscations maintenues. Il y eut, enfin, un article ajouté à cet ensemble de rédaction. Il contenait interdiction absolue du rétablissement des Bourbons et *d'aucun autre prince de cette famille*, c'est-à-dire, dans la pensée de Napoléon, du duc d'Orléans, qui, à ce moment-là, l'inquiétait beaucoup plus que le roi déchu. Benjamin Constant, en ses *Mémoires*, écrit que cet article « fut introduit subitement dans la dernière lecture qui eut lieu avant la promulgation de l'ensemble, et qu'il l'avait toujours attribué à Napoléon lui-même. » Ce texte, ainsi arrêté, fut immédiatement envoyé au *Moniteur* et un décret, à la suite, portait que l'Acte additionnel serait soumis à la sanction du peuple et de l'armée, que des registres seraient ouverts dans les secrétariats de toutes les administrations et de toutes les municipalités, dans les greffes de tous les tribunaux, chez tous les notaires, pour recevoir le vote de tous les citoyens. Quoi qu'on ait dit, ce vote fut libre. M. de Kergorlay, au secrétariat de la préfecture de police, sur le registre qui s'y trouvait, y libella son vote, dans les termes suivants :

« Je crois devoir à mes concitoyens et certainement je me dois à moi-même, d'exposer les motifs qui m'engagent à voter contre l'acceptation de l'acte intitulé : *Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire*. Ces motifs sont que le soixante-septième article de cet acte viole la liberté des citoyens français, en ce qu'il pré-

(1) Ce fut pendant cette élaboration de l'*Acte additionnel* qu'eut lieu le duel entre Benjamin Constant et M. de Montlosier. Voici ce que M. DE BARANTE (t. II de ses *Mémoires*) écrit à ce sujet : « Benjamin Constant continuait tous les soirs à aller chez Mme Récamier. Dans une vive discussion avec M. de Montlosier, il y risqua, un jour, une plaisanterie trop épigrammatique. M. de Montlosier, sans chercher une repartie piquante, lui dit grossièrement : *Vous êtes un sot*. Un duel s'ensuivit. M. de Montlosier avait conscience de son tort. Il garda un complet sang-froid. M. Constant était nerveusement agité et piqua la main de son adversaire. Les témoins les séparèrent. »

Egalement on peut noter le duel entre le fils de Fontanes, M. de Saint-Marcellin et M. de Saint-Aulaire. M. de Saint-Marcellin succomba à la suite de son duel.

tend les empêcher d'exercer le droit qu'ils ont, de proposer le rétablissement de la dynastie des Bourbons sur le trône. Je suis forcé de protester contre cet article parce que je suis convaincu que le rétablissement de cette dynastie sur le trône sera le seul moyen de rendre le bonheur aux Français. — Paris, le 28 avril 1815, L. F. P. de Kergorlay. »

Ces motifs furent imprimés sur feuille volante et distribués partout, sans aucun empêchement de la police impériale.

Dès que cet acte fut connu par sa publication dans *le Moniteur,* les critiques les plus passionnées, et quelques-unes très injustes, l'assaillirent. Pas un parti politique n'épargna ce texte : ni les royalistes, ni les bonapartistes, ni les libéraux, ni les jacobins. Les royalistes absolus, ceux qui avaient blâmé le roi d'avoir octroyé à la nation des libertés parlementaires, oubliant leurs antécédents et leurs idées rétrogrades, vilipendaient l'Acte additionnel qu'ils accusaient de restrictions inadmissibles. L'article proscrivant le rétablissement de la dynastie bourbonienne les rendait aveugles sur toutes les autres concessions libérales. Eux qui, naguère, rejetaient la souveraineté du peuple, comme maxime jacobine, contraire aux droits primordiaux du prince légitime, la défendaient impétueusement, afin de garder une voie ouverte au retour de leur roi regretté. C'étaient ensuite les bonapartistes, inféodés aux habitudes autoritaires de l'Empereur, s'indignant que le pouvoir du souverain ne fût point entier et qu'il le partageât avec des Chambres électives. Renversement de toutes leurs idées, pour eux qui avaient vécu dans l'admiration du régime dont ils étaient les grands dignitaires exclusifs, et qui verraient maintenant surgir, du fond obscur des provinces, les beaux parleurs dont la parole serait une magicienne. Désormais, ils ne seraient plus les seuls oracles du gouvernement, et combien d'utopies et de billevesées se produiraient au grand jour! Parlotte dangereuse pour Napoléon, ce nouveau régime représentatif, où les mandataires de la nation réunis seraient aussi puissants que le souverain, plus puissants même. Quel choc à prévoir! Les libéraux, presque tous de la classe bourgeoise, étaient les plus mécontents. En chaque article, ils prétendaient discerner un piège dont saurait bien se servir l'esprit rusé de Napoléon pour reconquérir son omnipotence. Ils auraient voulu qu'on lui enlevât la nomi-

nation des pairs, des fonctionnaires dont il ferait ses créatures, la prorogation des Chambres et le droit de dissolution, l'approbation qu'il devrait donner à l'élu des députés, comme président de la Chambre, le droit de grâce, enfin. Tous ces privilèges d'une royauté constitutionnelle, que de bons esprits, cependant, regardaient comme l'apanage du monarque, leur semblaient une atteinte à la souveraineté nationale. Les supprimer, c'était revenir à la république, et beaucoup l'eussent acceptée. Quant aux jacobins, aux survivants de la grande époque révolutionnaire, ce n'était pas à l'autorité trop forte du souverain qu'ils s'attaquaient. mais au partage des droits inégal entre les riches et les pauvres. Le droit de vote était trop restreint, et, dans la nomination des pairs à vie, l'égalité républicaine était méconnue. N'était-ce pas, au surplus, une charte octroyée comme celle de Louis XVIII, cet Acte additionnel, qui devait être approuvé ou rejeté par *oui*, ou par *non*, et sans amendement? Dans ces grandes consultations populaires, le résultat n'est point douteux, on le sait, et c'est pure comédie. Que Napoléon ait proclamé sa dictature; qu'il l'ait gardée pendant le temps nécessaire à défendre l'intégrité du territoire, contre la coalition des souverains et à repousser l'étranger, les jacobins y eussent applaudi. Ils étaient imprégnés de cette tradition révolutionnaire. La défense du pays et de ses coutumes, de ses richesses, de ses monuments, de ce que les siècles antérieurs avaient légué à la patrie, ces grands devoirs avaient toujours soulevé leur âme de patriotes. En ce moment, les petites arguties d'un régime parlementaire leur semblaient inutiles. Qu'un grand peuple se donnât un grand chef, un homme de génie comme Napoléon, investi de tous les pouvoirs; que ce chef s'en servît pour la sauvegarde de l'honneur national, voilà ce qu'ils avaient rêvé, ce que les décrets de Lyon leur avaient fait espérer, et ce qu'ils ne retrouvaient plus dans ce projet, sorti de la plume de Benjamin Constant, qui leur était suspect!

## VIII

La dictature! c'était un moyen violent, sans doute, de restaurer la dynastie impériale; c'était le seul pourtant qui eût été

efficace. Avec la dynastie ne fallait-il pas aussi sauver la France? Dans ces cas extrêmes, la légalité est une arme trop faible. Les indécisions qu'enfantent les débats parlementaires, l'incohérence qui en résulte, autant d'affaiblissement nuisible à la cause que l'on veut triomphante. Les esprits les plus clairvoyants, Mme de Staël, elle-même, si résistante jadis à la tyrannie despotique de l'Empereur, s'attendaient, aux premières semaines du retour de l'île d'Elbe, à cette mainmise par Napoléon sur toute la France (1). Personne n'y eût contredit. Il n'y aurait eu qu'un cri parti de toutes les poitrines : sauver la patrie avant tout ; ensuite on verrait. En ses moments de révolte dans la commission de constitution, c'était cette conviction, c'était cette idée que Napoléon laissait échapper de ses paroles, quand il disait : « La première loi, c'est la nécessité ; la première justice, le salut public. » — « On m'attache, disait-il encore, depuis que je suis blessé. » (Villemain, *Souvenirs.*)

Mais il avait voulu démontrer qu'en revenant en France, ce n'était pas la guerre qu'il y amenait avec lui ; il avait voulu rassurer les poltrons et les lâches, en déposant ses armes de conquérant, et il avait souscrit aux revendications des théoriciens politiques, aux entêtements des libéraux, qui avaient émasculé son ancienne énergie, diminué son ascendant et affaibli son autorité (2). Aussi bien ses ordres n'étaient plus exécutés que molle-

(1) Fleury de Chaboulon (*Mémoires*, t. I, p. 368-370.) « Il (Napoléon) fit la faute d'arrêter les mouvements populaires. Dans l'état de crise où il se trouvait, et dans lequel il avait entraîné la France, il ne devait dédaigner aucun moyen de salut et le plus efficace était de lier le peuple à son sort. Le peuple aurait mieux senti, alors, que ce n'était plus seulement la cause personnelle de Napoléon qu'il avait à défendre et la crainte du châtiment lui aurait rendu cette ancienne exaltation si fatale à la première coalition. » Montholon, *Récits*, t. XI, p. 224. « Il fallait faire la terreur comme en 93. C'est la mort de Louis XVI qui a sauvé la Révolution, parce que les juges étaient trop compromis pour ne pas dire : *vaincre* ou *mourir*. » Hobhouse, *Lettres*, t. XI, p. 29. « Les actes de son dernier règne prouvent qu'il avait horreur de répandre le sang. Mais il n'y avait que ce moyen pour réussir. Quand il fut trop tard, il avoua son erreur, mais je ne crois pas qu'il ait regretté de ne l'avoir pas fait. »

(2) Henry Houssaye, dans son premier volume *1815*, cite l'extrait d'un mémoire de Ginguené, daté du 1er juin 1815, trouvé aux archives des affaires étrangères. C'est bien la note de l'opinion courante dans le parti libéral de l'époque. « On ne trouve rien de pareil, écrit Ginguené, au retour de l'île d'Elbe. L'Empereur a été reçu comme un libérateur par la France avilie, opprimée, humiliée par les Bourbons. Napoléon n'a pas changé. Mais il a trop de jugement pour que les circonstances ne s'imposent pas à lui. Il lui faut des années pour se préparer à la guerre, et il sait que la France ne veut pas la guerre. La seule chose qui pour-

ment. Les préfets administraient sans dévouement; tous les fonctionnaires demeuraient dans l'expectative. Le *vieux bras de l'Empereur*, qu'il regrettait de voir paralysé, nul ne le sentait plus. Le gouvernement s'enlizait dans la langueur et l'inertie de la monarchie bourbonienne. A la veille du « champ de mai », on aurait pu croire que rien n'était changé en France dans la manière de gouverner. Et lui, Napoléon, attaqué de toutes parts, même par ses anciens familiers qui lui reprochaient les concessions faites à la bourgeoisie frondeuse, il n'était déjà plus l'homme du 20 mars, joyeux, ardent, ouvert à toutes les espérances. Peu à peu, ses illusions avaient fui avec les heures.

Ce qui le soutenait, en ses journées angoissantes, c'était la foi passionnée qu'avaient toujours en lui les ouvriers des villes et les paysans, c'était le dévouement indéfectible de son armée, l'enthousiasme des soldats, la vaillance débordante de ses jeunes officiers : cela seul affermissait sa confiance en l'avenir. Et puis l'entourage de sa cour, la beauté de son palais, la présence de ses frères (1), de ses grands dignitaires, des jolies femmes qui avaient été les suivantes de l'impératrice, tous ces décors, toutes ces magnificences lui rappelaient, au moins durant quelques instants, les jours heureux d'autrefois, et il se laissait aller à ces jouissances, hélas ! éphémères. Il avait livré à ses frères les plus beaux palais nationaux; à Joseph, le Luxembourg; à Lucien, le Palais-Royal, et il les engageait à faire étalage de leurs dignités, à monter fastueusement leurs écuries, à donner des fêtes, à ressusciter, enfin, le glorieux Empire napoléonien. Sa mère, Madame

rait le faire se livrer à sa manie de conquérant, serait que les alliés l'attaquassent. Les alliés iraient donc contre leur but, en lui déclarant la guerre. » Ginguené expose ensuite les détails de la nouvelle constitution, et il s'écrie : « Quel est le peuple qui jouit de pareilles institutions ? » Sa conclusion est : « Il n'est pas de l'intérêt de l'Europe d'attaquer la France. C'est injuste ; c'est dangereux ! Les alliés pourront emporter un premier succès, en raison de leurs masses, mais quand ils rentreront en France, ils auront contre eux la nation entière, à en juger du moins par l'exaltation qui règne. »

(1) Joseph était arrivé à Paris vers la fin du mois de mars. Napoléon était installé aux Tuileries. Joseph habita l'Elysée, puis le Palais Royal qu'il céda à son frère Lucien, pour aller au Luxembourg. Jérôme arriva de Gratz, en Styrie, le 27 mai ; Madame Lœtitia et le cardinal Fesch, le 1er juin. Lucien passa les monts, une première fois, de Rome à Paris, dans les premiers jours d'avril. Il en repartit, avec une mission pour le pape ; mais, le gouvernement suisse lui ayant interdit le passage sur le territoire helvétique, il revint à Paris et s'installa au Palais Royal.

Mère, était attendue; la reine Hortense recevait, en son hôtel, ceux des grands personnages qui n'avaient pas déserté Paris. Les soirées, chez elle, étaient brillantes et suivies par les amis de l'Empereur et les amies de sa mère. La princesse Pauline s'annonçait dès qu'elle serait relevée de la maladie dont elle était atteinte depuis son départ de l'île d'Elbe. Toute la surface mondaine, la surface officielle, était belle encore. Il y avait messe en musique tous les dimanches, soirée théâtrale chaque semaine, soit aux Tuileries, soit à l'Elysée, qu'habitait l'Empereur. Il se résignait à ces manifestations de luxe pour plaire à Paris, à la société élégante, afin de faire croire à sa durée et à sa force. Mais, lorsqu'il se trouvait seul, que le bruit des vivats s'était éteint, que la foule s'était retirée, voyant le vide se faire, chaque jour, autour de lui et la France frémissante lui échapper, il ne pouvait parfois se soustraire à sa désespérance, et plusieurs de ses ministres, survenus inopinément dans son cabinet, l'avaient surpris les yeux embués de larmes. Il était malheureux !

Enfin, il était trahi, et il le savait.

## X

Trahi par Fouché ! Trahi au profit de l'étranger ; trahi pour le renverser au besoin ; et cette certitude d'être miné en secret lui assombrissait l'esprit. Les intrigues de ce personnage avec les royalistes, les conciliabules de ses émissaires avec les chefs vendéens, ne suffisaient point à ce caractère inquiet, haineux et envieux. Fouché voulait encore sa part d'influence dans le gouvernement, dans celui qui remplacerait celui-là, c'est-à-dire celui de l'Empereur ; il voulait être l'homme prépondérant partout, l'homme nécessaire dont on solliciterait l'intervention, dans les difficultés pendantes de la politique de l'Europe, afin de lier les solliciteurs à sa personne. Avec Wellington, il avait continué ses relations épistolaires ; avec Metternich, un des principaux agents de la volonté des monarques coalisés, dans le Congrès de Vienne, il ne refusa point de répondre aux ouvertures que lui fit l'Autrichien. Ce que

l'on désirait connaître à Vienne, c'était la pensée intime de Napoléon, c'était l'opinion dominante à Paris et en France, c'était la force que «l'usurpateur» devait tirer de sa popularité. Et personne, mieux que Fouché, ne pouvait rendre ce service aux ennemis de l'Empereur, parce que, tout en le servant comme ministre, il désirait la chute de son ancien maître et déjà l'avait prédite.

Metternich envoya donc à Paris un de ses affidés, qui allait engager Fouché à faire partir pour Bâle un homme de confiance qui y « trouverait à qui parler ». Fouché accepta. Il aurait ainsi un jour ouvert sur les intentions secrètes des coalisés, sur les mouvements de leurs armées, et il pourrait se prévaloir, près de Napoléon, de cette intrigue nouvelle, en lui révélant beaucoup de faits ignorés. Auparavant, il en aurait fait son profit pour sa propre ambition; c'est-à-dire, si Napoléon était renversé, être le ministre du prince qui lui succéderait. Avant l'arrivée de l'île d'Elbe, n'avait-il pas été l'un des fauteurs les plus actifs du complot destiné à renverser les Bourbons et placer sur le trône le duc d'Orléans? Maintenant que le pouvoir de Napoléon vacillait, il s'affiliait à Metternich, afin de se préparer aux événements futurs.

Cet envoyé de Metternich fut dénoncé à l'Empereur, à l'insu de Fouché. Venu par la Suisse à Paris, il possédait une lettre de crédit sur la banque de M. Perregaux fils, lequel, après avoir abandonné Napoléon, au mois de mars 1814, était devenu l'un de ses plus dévoués partisans. Par lui, cette présence d'un personnage, inconnu et douteux, fut révélée au duc de Vicence, qui en avertit son maître. L'émissaire, obscur et incriminé, fut arrêté et conduit à l'Elysée, devant l'Empereur, dans le petit pavillon situé à l'extrémité du jardin. Il fut menacé d'être passé par les armes comme espion, s'il ne dévoilait le but de son voyage et n'était pas sincère. Terrorisé, sachant bien qu'en des circonstances pareilles, le monarque trahi donnerait suite à ses paroles, il avoua qu'il avait remis au duc d'Otrante une lettre du prince de Metternich, avec des signes de reconnaissance pour un émissaire français, qui se rencontrerait à Bâle, à l'hôtel des *Trois Rois*, avec l'émissaire autrichien, le baron Ottenfels, conseiller aulique, dissimulé sous le nom de Henri de Werner (1). Ces signes, il les

(1) La famille de M. de Werner avait été de tout temps attachée aux Metternich. Le baron de Werner, le père, élevé en Autriche à des places de haute

remit à Napoléon, et on lui fit grâce de la vie. La première pensée de l'Empereur fut d'appeler Fouché, de lui faire connaître qu'il était instruit de ses machinations, sans doute coupables et de le faire arrêter. Puis il trouva préférable d'envoyer à Bâle une personne munie de ces révélations, afin de savoir exactement quelle trame infâme ourdissait le ministre de la police. Ce fut Fleury de Chaboulon, dont il avait apprécié à Porto-Ferrajo le dévouement, le zèle et l'intelligence, et, depuis lors, investi de sa confiance, comme secrétaire.

Fleury partit.

A Bâle, M. de Werner, depuis trois jours, attendait l'envoyé de Fouché. Le jeune secrétaire de l'Empereur se fit passer pour tel ; et, s'il ignorait les antécédents de l'intrigue, il possédait les signes conventionnels donnés par M. de Metternich. M. de Werner, sur ces preuves, n'eut aucun doute qu'il ne conférât avec un personnage sérieux et sûr. Et, cependant, le premier abord entre les deux compères fut hésitant, plein de réticences. M. de Werner désirait pénétrer les secrets de son interlocuteur, et celui-ci, ceux de M. de Metternich. Pour quelle cause le diplomate autrichien correspondait-il avec un ministre de l'Empereur ? Fleury de Chaboulon, très habile, força son adversaire à se découvrir le premier. Il apprit, alors, que M. de Metternich, ou plutôt les souverains coalisés, désiraient séparer Napoléon de la France, de quelque manière que ce fût, par son renversement, ou sa disparition. L'Europe était lasse de la guerre. Avec Napoléon, point de paix sincère. Il fallait que le conquérant, le grand capitaine, le génie de la guerre, fût mis hors d'état de reprendre les armes. Cet aveu était grave et donnait lieu à des suppositions même inavouables. Fleury de Chaboulon voulut en posséder tout de suite l'expression vraie ; il répliqua brutalement : — « Alors, c'est un assassinat ? Et il fixa courageusement l'Autrichien. L'autre feignit l'indignation : — Non, point d'assassinat. Oh ! les Alliés n'allaient pas jusque-là. Mais le duc d'Otrante ne pouvait-il fomenter un complot, soulever la réprobation de la France contre « l'usurpateur »,

magistrature, avait été auparavant administrateur général de l'abbaye d'Oxenhausen, échue, à titre d'indemnité, au prince de Metternich par les arrangements de l'Allemagne. Les Werner étaient dans tous les secrets des affaires de cette maison. (*Mémoires de Napoléon.*)

ameuter contre lui le peuple, sacrifié à son ambition insatiable : moyens de provoquer son renversement, ou sa fuite ; enfin, débarrasser la France et l'Europe de cet homme néfaste ? Indigné de ces témoignages de haine toujours persistante, toujours profonde, contre le prince qu'il savait animé du désir de la paix, Fleury de Chaboulon répondit que le duc d'Otrante ne disposait point d'une telle puissance, et que, tout ministre de la police qu'il fût, l'aventure dont on voulait le charger était au-dessus de ses forces. D'ailleurs, la France avait accueilli avec des transports de joie l'exilé de l'île d'Elbe, et le duc d'Otrante, témoin de ces preuves d'affection de la part du peuple, s'était rallié à l'Empereur sans détour, avec bonne foi et le servait avec dévouement. Le baron Ottenfels, c'est-à-dire M. de Werner, fut surpris de ce langage. Il était venu avec la conviction que le ministre de la police était un ennemi de Napoléon et le détestait. Puisqu'il en était autrement, il n'avait rien à dire, et l'entrevue prit fin, chacun promettant de se revoir une deuxième fois, dans huit jours.

Mais, pendant ce voyage en Suisse, Fouché avait été prévenu par Réal de la découverte de l'Empereur. Réal, pourtant, haïssait Fouché, parce qu'il enviait la place de son chef. Il n'était que préfet de police et, par conséquent, subordonné au ministre ; il le jalousait et ne l'aimait pas. Ce qui n'empêcha pas Réal, lié à la même besogne que Fouché, besogne de police assez peu honnête, d'être utile à son chef au détriment de l'Empereur. Le ministre, averti, eut le temps d'échafauder des excuses, toute une histoire qui devait l'innocenter. Reçu par Napoléon pour des affaires de service, il simula l'homme contrarié de n'avoir pu raconter plus tôt qu'il avait reçu de M. de Metternich un billet écrit à l'encre sympathique, et que, ne possédant point la poudre nécessaire à la lecture du contenu, il avait fallu y employer des moyens chimiques ; de là, l'empêchement d'en parler. Au surplus, il tendait le billet et le montrait. Il ne contenait rien que l'on ne sût déjà. Le maître, irascible, s'emporta néanmoins contre son ministre ; il l'accabla. « Vous êtes un traître, lui cria-t-il d'une voix forte, et je devrais vous faire pendre. » L'autre, très calme : « Je ne suis pas de l'avis de Votre Majesté. » C'était presque toujours de cette façon que les plus violentes altercations se terminaient entre Napoléon et le duc d'Otrante. Celui-ci se retira, sans rancune

apparente, et Napoléon, toujours sans preuves, tâcha de se persuader que ces intrigues n'étaient que le résultat de la manie de Fouché de vouloir se mêler de ce qui ne le regardait pas. Cette manie, il l'avait observée si souvent qu'il en avait pris son parti. Mais, à l'heure présente, ces trames obscures lui étaient pénibles et il en souffrait.

Fleury de Chaboulon fut exact au deuxième rendez-vous, ainsi que l'émissaire autrichien. Cette fois, M. de Werner lui déclara que les puissances coalisées ne luttaient pas en faveur des Bourbons ; qu'elles ne s'opposeraient point à voir régner en France le jeune prince impérial, si l'Empereur se dépouillait de son pouvoir ; que les Alliés, dans leur générosité très humaine, lui accorderaient une retraite digne de lui, de son alliance, de son malheur, s'il consentait à une nouvelle abdication. Lorsqu'au récit de sa première entrevue, Fleury de Chaboulon avait parlé du but que poursuivaient les Alliés : une nouvelle déchéance, un deuxième détrônement, l'Empereur, regimbant, courroucé, avait dit : « Je leur épargnerai la peine de délibérer pour savoir où ils me mettront. S'ils l'osaient, ils me jetteraient dans une cage de fer et me feraient voir à leurs badauds, comme une bête féroce. Mais ils ne m'auront pas. Ils apprendront que le lion vit encore et qu'il ne se laissera pas enchaîner. » Au récit de la seconde entrevue, apprenant que ces monarques, unis pour la destruction de sa puissance, laisseraient peut-être régner son fils, il y eut en lui un réveil d'espérance. Et son imagination fougueuse travaillant, il se persuada que ses ennemis hésitaient avant de l'attaquer ; qu'ils redoutaient le choc terrible de ses armées ; que si son fils régnait, l'impératrice Marie-Louise exercerait la régence ; et ce furent les premières paroles qu'il dit à ses familiers, à son lever du lendemain : « Eh bien ! messieurs, on m'offre déjà la régence ; il ne tiendrait qu'à moi de l'accepter. » Mais Fleury de Chaboulon lui avait appris aussi, en revenant de Bâle, la deuxième fois, que MM. Bresson et de Montrond, envoyés en mission à Vienne, avaient vu Fouché, à leur retour, de la part de M. de Metternich. Il était donc certain, maintenant, que le ministre de la police persévérait dans ses intrigues coupables, avec un but défini, une entreprise assurément criminelle dirigée contre lui. Il mit en ob-

servation MM. Bresson et de Montrond, et même Fouché. Cette observation n'eut aucune suite. Les événements se précipitaient; les partis politiques s'agitaient fiévreusement et tâchaient de prendre pied sur le gouvernement. Les ennemis étrangers avançaient sur les frontières ; les ennemis intérieurs se levaient menaçants.

## X

Napoléon avait eu le tort de parler de la régence à son entou rage. Tous ceux que la guerre effrayait, qu'un nouveau changement de dynastie épouvantait, à la suite de leurs palinodies récentes, tous ces inconstants, tous ces affolés, ne lâchaient plus ce mot qui leur semblait le mot sauveur de leur situation. Avec la régence, la guerre imminente s'évanouirait, pensaient-ils ; les Alliés suspenderaient leur marche précipitée vers nos frontières ; les partis, à demi satisfaits, se calmeraient. La France pouvait être heureuse. Les hommes du gouvernement impérial continueraient à administrer le pays, avec la certitude de la durée et sous l'égide des lois libérales que l'*Acte additionnel* aurait fait éclore.

Les grands dignitaires, les maréchaux fourbus, la classe des commerçants, des boutiquiers, des rentiers, n'y discernaient que des avantages, et ce mot était répété aux oreilles de Napoléon, comme une sommation de céder aux avances de ses ennemis. L'égoïsme de tous ces gens, chargés d'honneurs et de richesses, se manifesta en de nouvelles intrigues auxquelles prit part sa famille elle-même. Le roi Joseph, espérant le premier rôle dans une régence, tâcha de savoir si La Fayette appuierait ce nouveau régime. Le prince Lucien nourrissait l'ambition, si l'Empereur abdiquait, de se faire décerner le pouvoir consulaire, en rétablissant la République. Suivant leurs intérêts particuliers, les personnages les plus marquants voyaient, dans le règne d'un prince mineur, un moyen de s'élever encore plus haut et de sauvegarder leur position. Ils étaient aveuglés, comme le sont tous les passionnés à la poursuite de leur chimère. Ils ne songeaient ni aux machinations obstinées des Bourbons, qui, eux aussi, voulaient rentrer en France

et récupérer un héritage qu'ils appelaient *légitime*, ni aux menaces des souverains alliés, ennemis du peuple autant que de Napoléon. Car c'était la France que tous détestaient et redoutaient, la France révolutionnaire, qui, déjà, avait porté dans leurs Etats le germe de la liberté, qui avait fait entendre à leurs sujets les mots redoutables de République, d'égalité, d'abolition des droits féodaux, sur quoi ils fondaient leur autorité absolue. Napoléon était leur terreur, parce qu'il s'appuyait sur ces doctrines nouvelles et le peuple les effrayait autant que lui, parce que, aventureux et braves, les Français, plus républicains que monarchistes, étaient un péril constant pour la solidité de leur trône et la facilité de leur gouvernement.

Cette proposition de régence n'était, au surplus, qu'une idée fort peu consistante, un piège tendu à Napoléon, pour qu'il se dépouillât de son autorité et se séparât de son armée; car les diplomates assemblés en Congrès, à Vienne, excités par la haine de Talleyrand, de Pozzo di Borgo, par celle des Anglais contre l'Empereur, y auraient difficilement consenti. Le vrai, c'est que toute l'Europe marchait pour la destruction de la France. Napoléon le savait mieux que personne, et il répondait à tous les prôneurs d'une nouvelle abdication :

« Quoi! vous accepteriez une Autrichienne pour régente! Vous voudriez réduire la France à cet état d'abaissement? Je n'y consentirai jamais, ni comme père, ni comme époux, ni comme citoyen! Ma femme serait le jouet de tous les partis, mon fils malheureux et la France humiliée sous le joug de l'étranger! »

Et si on lui rappelait que, l'année précédente, il s'y était soumis, il arrêtait les observations par cette phrase très sèche : « Il y a des raisons de famille que je ne peux pas dire. » Il ne pouvait pas dire, en effet, écrit Thibaudeau, que

« Cette fille des Césars, dont l'éducation morale avait été sévère à ce point, que, jusqu'au jour de son mariage, elle était restée sans connaître, pour ainsi dire, d'autres hommes que les membres les plus proches de sa famille, sans avoir aperçu un seul animal mâle, venait alors d'entrer dans cette vie de faiblesses dégradantes, qui, après une nombreuse succession de chutes toutes publiques, l'ont fait tomber, assure-t-on, des mains du comte de Neipperg, avec lequel elle vivait en 1815, aux bras d'un employé de ses écuries. »

Cependant les journaux français avaient reproduit les diatribes, insultantes pour la France, des patriotes allemands, lorsque les grandes puissances, unies au Congrès de Vienne, avaient sollicité l'adhésion des petits princes germaniques à leur croisade contre la nation française. Mais les ambitieux de l'entourage de Napoléon avaient oublié ces outrages, ou feignaient de croire à une simple parade de comédie. Le baron de Gagern, plénipotentiaire du duché de Nassau au Congrès, en affirmant l'accession de sa cour, avait ajouté :

« La France est entourée d'un triple rang de places fortes qu'elle n'a acquises ni conquises par des moyens légitimes, mais que ses intrigues lui ont données dans le cours du dernier siècle L'Alsace particulièrement se trouve dans cette catégorie. La paix de Paris, en 1814, a été rédigée en des termes préjudiciables à l'Allemagne. Si les armées françaises sont défaites une seconde fois, il ne peut plus être question d'une paix comme celle de Paris. »

Justus Grunner, gouverneur des provinces prussiennes du Rhin, était plus violent, plus venimeux encore (1). Ni de l'adresse de

(1) « Braves camarades, disait Justus Grunner, cette nation si longtemps fière de ses triomphes et dont nous avons courbé le front orgueilleux devant les aigles germaniques, menace de troubler encore le repos de l'Europe. Elle ose oublier que, maîtres de sa capitale et de ses provinces, nous devions nous *indemniser*, il y a un an, par un *partage*, que tous les sacrifices que nous avons faits pour affranchir l'Allemagne rendaient nécessaire et légitime. Elle a laissé pénétrer, sans résistance, jusqu'au trône de France, ce guerrier turbulent, que notre prudence avait relégué sur le rocher brûlant de l'île d'Elbe. Elle a accueill, cet homme. — Braves Teutons! un pays ainsi livré au désordre de l'anarchie menacerait l'Europe d'une honteuse dissolution, si tous les braves Teutons ne s'armaient contre lui. Ce n'est pas pour lui *rendre des princes* dont il ne veut pas ce n'est pas dans l'intention de chasser encore ce guerrier dangereux, qui s'est mis à leur place, que nous armons aujourd'hui, c'est pour *diviser* cette terre impie que la politique des princes ne peut laisser subsister, c'est pour nous *indemniser par un juste partage de ses provinces*, de tous les sacrifices que nous avons faits depuis vingt-cinq ans, pour résister à ses désordres. Guerriers! Cette fois, vous ne combattez pas à vos dépens. La France, dans sa fureur démagogique, a vendu à vil prix des biens immenses pour rattacher le peuple à sa cause. Ces biens qu'on ose appeler *nationaux* sont illégitimement acquis. Une sage administration en ressaisira la masse, et cette masse fournira, enfin, de nobles dotations à tous nos braves de tous les rangs et de tous les mérites. — Ainsi les princes et les sujets allemands trouveront, à la fois, dans le fruit de cette guerre contre la tyrannie : les princes, des *vassaux* que nos lois feront courber sous la discipline, et les seconds des biens fertiles, dans un pays que nos baïonnettes maintiendront dans une terreur nécessaire. — Ainsi, marchez, braves Teutons! Fiers vainqueurs des Romains, marchez! La voix des souverains, la voix de l'intérêt particulier, tout vous appelle contre un ennemi que vous avez déjà vaincu, et que vous vaincrez encore! — *Le Gouverneur général*, Justus GRUNNER. »

Grunner aux soldats teutons, ni des revendications insolentes du baron de Gagern, personne ne parlait. La régence semblait aux intéressés une panacée universelle. Que Napoléon se sacrifiât, qu'il s'exilât, que son ombre ne se dressât plus, comme un spectre terrifiant, aux yeux des monarques effrayés, et tous les maux prévus seraient conjurés. Les événements de l'année précédente ne leur avaient point laissé de souvenirs. Les monarques alliés, en passant les frontières, en 1814. n avaient-ils pas déclaré bien haut qu'ils ne guerroyaient point contre les habitants, mais contre leur souverain ; qu'ils respecteraient les personnes et les propriétés ? Et de quelle façon avaient été occupées les provinces envahies ! Que d'exactions, de pillage, de meurtres ! Ceux qui n'en avaient pas souffert n'en tenaient pas compte, et pas davantage ne se laissaient impressionner par le langage des journaux d'Outre-Rhin, qui réclamaient la division du territoire de la France, l'anéantissement de son unité, afin qu'elle disparût de la carte géographique, et fût réduite en petits Etats, jaloux les uns des autres comme au moyen âge. Le peuple et les paysans heureusement, on le sait, ne se séparaient point de l'Empereur. Ils étaient tous debout, prêts à défendre l'unité de la patrie, et son ancienne gloire et son honneur.

## XI

L'Empereur, en sa lucide perspicacité, et, d'ailleurs, éclairé par sa police, n'était point ignorant de ces fluctuations de l'opinion publique ; mais il patientait, s'en remettant, pour l'avenir, à sa première bataille, et, il l'espérait, à sa grande victoire. Il était, chaque jour, témoin de l'enthousiasme des régiments qu'il dirigeait sur les frontières, après une revue passée aux Tuileries. Vétérans ou conscrits, tous étaient ardents, confiants en son génie, jurant de venger, sur les armées ennemies, nos anciennes défaites.

Et puis, il comptait sur la grande manifestation du *Champ de Mai*, qui approchait. Il s'était fait remettre, par l'architecte Fontaine, le plan des constructions des tribunes et des charpentes des

gradins où viendraient se ranger les délégués des départements, de l'armée, les invités, les grands dignitaires, les fonctionnaires, et tous ceux qui devaient prendre part à cette imposante cérémonie. Elle avait été fixée d'abord au 26 mai, puis reportée au 1er juin, le recensement des votes n'étant point achevé dans toutes les communes, et la plupart des délégués venant d'un pays trop éloigné, pour arriver à la première date. Dans les derniers jours de mai, l'Empereur se rendit au Champ-de-Mars, accompagné de son frère Lucien, dans une voiture attelée de huit chevaux. La foule y était grande. Les Parisiens en avaient fait leur but de promenade, où se rencontraient les oisifs, où venaient crier leurs placards et les pamphlets les vendeurs de feuilles volantes. C'était alors, comme aujourd'hui : les marchands de boissons rafraîchissantes et de petits gâteaux se mêlaient aux groupes de curieux et leur débitaient leur marchandise. Le jour de la visite de l'Empereur, les tentures étaient déjà placées, ainsi que le velum qui devait couvrir l'enceinte; il n'y manquait que les tapis.

L'enceinte se composait d'un vaste hémicycle, dont les deux branches se dirigeaient vers la façade de l'Ecole militaire, enfermant, entre elles, un autel plus bas que les gradins. Faisant face à l'hémicycle et appuyée contre la muraille de l'Ecole, une plateforme sur laquelle se dressait, au milieu, le trône impérial, entouré à droite et à gauche de spacieuses tribunes, pour les assistants les plus qualifiés (1).

Cette journée du 1er juin s'annonçait d'une pureté radieuse. Le ciel était resplendissant d'une étincelante clarté, et la foule de Paris, toujours empressée à ces solennités, se hâtait, depuis le matin, vers le Champ-de-Mars. Dans la banlieue, tous les oisifs avaient pris le chemin de la capitale. Sur les routes de France, les diligences et les carrioles étaient emplies des électeurs délégués, des représentants élus, des officiers, assistants nécessaires à ce grand acte de civisme. Il semblait jusqu'au fond de la France que

(1) Les gazettes annonçaient dans le même temps que l'on s'occupait à Versailles de la réorganisation du corps des mamelucks; — que des ouvriers en nombre étaient réunis au château de Vincennes pour la fabrication de cartouches et de fusées à la congrève; — que quatre mille ouvriers étaient employés aux fortifications de Lyon; enfin, que, contrairement à ce qu'on aurait pu croire, les communications entre l'Angleterre et la France ne souffraient d'aucune interruption.

l'on fût revenu aux glorieuses journées de la Fédération de quatre-vingt-neuf.

Dès le matin, à neuf heures, les invités, les délégués électoraux, les officiers et sous-officiers, envoyés par les régiments, les porte-aigles de l'armée, les porte-aigles des gardes nationales de l'Empire, commencèrent à garnir les gradins ; le pourtour inférieur fut laissé aux porte-aigles, parce qu'ils devaient présenter à l'Empereur leurs étendards ; les autres invités s'étagèrent au-dessus jusqu'au faîte. Une heure après, arrivèrent les grands dignitaires, tous les représentants des corps constitués, le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, celle de cassation, la Cour d'appel et les tribunaux de première instance ; puis, les dignitaires de l'Université, recteurs, inspecteurs, proviseurs des lycées et professeurs ; et les autres fonctionnaires de grade supérieur, tous en costume de cérémonie. Les maréchaux, d'abord, et les autres dignitaires après eux montèrent aux tribunes près du trône impérial et les remplirent. Autour de l'autel vinrent se placer les cardinaux, archevêques et évêques : cardinaux Cambacérès et de Bayanne, archevêques de Tours et de Bourges, évêques de Nancy, de Meaux, de Versailles, et quelques autres qui ne boudaient point à l'Empereur. Sur le terre-plein du Champ-de-Mars, les bataillons de l'armée et les légions de la garde nationale de Paris, en grand uniforme, formant un total de quarante-cinq mille hommes, les armes reluisantes sous le haut soleil de juin, se tenaient alignés et immobiles, impressionnés par ce spectacle ; et les baïonnettes, se hérissant au-dessus des têtes, semblaient de loin un vaste champ d'arbrisseaux d'acier. Les contemporains, qui ont parlé de ce *Champ de Mai*, n'ont pu se soustraire à l'émotion que produisit en eux la vue de cette élite de la nation, vaillante par la pensée, ou vaillante par l'élan du courage, représentant ce que la France avait certainement de meilleur, et leur récit s'en ressent.

A midi, des salves de cent un coups de canon partirent des Invalides, de l'Ecole militaire, du pont d'Iéna, de Montmartre et du château de Vincennes, ébranlant les airs furieusement, et annonçant que l'Empereur sortait de son palais avec son cortège. En tête s'avançaient les lanciers rouges ; puis, les grenadiers à cheval de la Garde ; après eux venaient le comte Lobau, gouver-

neur de Paris, et son état-major; les hérauts d'armes à cheval, habillés d'une cotte violette, brodée d'aigles d'or. Un intervalle les séparait des voitures de la Cour, au nombre de dix-neuf, traînées par six chevaux; celle de l'Empereur, toute dorée, dont les panneaux étaient formés de glaces, surmontés de la couronne impériale, était menée par huit chevaux, pompeusement harnachés et tenus en mains. A droite et à gauche, se tenaient à cheval les maréchaux de France, Soult, Ney, Jourdan et Grouchy, nouvellement élevé à cette dignité. Les aides de camp et les officiers d'ordonnance formaient des groupes distincts, chevauchant par derrière, ainsi que la cohorte des jeunes pages costumés de rouge, de vert et d'or. L'escorte était fermée par un escadron de gendarmes d'élite que commandait le duc de Rovigo, inspecteur général de ce corps privilégié. La foule, massée sur le chemin parcouru, applaudissait sans relâche au passage de l'Empereur. L'enthousiasme débordait de toutes les poitrines. Il y eut, pourtant, une déception générale, lorsque l'on vit descendre de voiture l'Empereur, vêtu d'un justaucorps de velours incarnat sous un manteau à l'espagnol et coiffé d'une toque de velours noir, piquée d'une aigrette de plumes blanches. Les princes, ses frères, portaient un costume de même forme, en velours blanc. Au milieu des régiments de vétérans et des légions de la garde nationale, qui couvraient le sol du Champ-de-Mars, ces défroques de seigneurs du moyen âge, sous lesquelles se montraient Napoléon et ses frères, parurent une anomalie choquante. On eût voulu voir l'Empereur en tenue de colonel des chasseurs de la Garde, ainsi qu'il le faisait toujours dans les cérémonies, même les plus solennelles, affirmant ainsi sa personnalité de chef militaire, et non en toilette de Cour, comme un autre Bourbon, homme de salon, ce qui détonnait avec son passé et surtout avec les menaces d'une guerre longue et terrible. Peut-être avait-il choisi cet appareil débonnaire et fastueux, pour éloigner le souvenir de son passé conquérant, pour démontrer qu'il n'était plus le *condottiere* que l'on disait, l'amoureux des batailles toujours incriminé. Et de même du ministre Carnot, en habit de taffetas et en toque, comme celle de l'Empereur, démentant, par cet accoutrement, son caractère d'austère républicain, que l'on aimait à retrouver dans ses circulaires et son souci pour l'instruction du peuple. Mais Carnot, durant les Cent-Jours,

s'était rallié de bonne foi à Napoléon, et il cédait à tous ses désirs. Carnot, disait le Prussien Hardenberg, est tout entier dans les mains de l'Empereur. Ce fut, écrivent les contemporains, à la vue de ces costumes étranges, un désenchantement qui nuisit aux premiers vivats des soldats et aux acclamations de la foule se pressant sur les talus du Champ-de-Mars.

A ce moment, la cérémonie commença. L'archevêque de Tours monta à l'autel et célébra la messe. L'Empereur se tenait sérieux et recueilli. L'assistance, sur les gradins, n'observait point la même attitude. Si on ne riait pas, on conversait entre soi, presque à demi-voix. Beaucoup tournaient le dos à l'autel, comme une protestation contre l'acte religieux accompli, démonstration déplacée, disaient-ils, sous un gouvernement qui prenait le contrepied des pratiques cléricales de la monarchie tombée. La messe dite, la députation des collèges électoraux, au nombre de cinq cents, menée par Dubois d'Angers et présentée par le maître des cérémonies, s'avança devant le trône impérial, et son président lut une adresse à l'Empereur. Elle contenait des protestations de dévouement à la personne de Napoléon, des expressions énergiques de patriotisme, également de liberté :

Nous ne voulons point du chef que veulent pour nous nos ennemis, disait l'adresse à la fin, et nous voulons celui dont ils ne veulent pas. Ils osent vous procrire, Sire, vous qui, maître tant de fois de leurs capitales, les avez raffermis généreusement sur leur trône ébranlé !... Cette haine de nos ennemis ajoute à notre amour pour vous... Attendez de nous tout ce qu'un héros fondateur est en droit d'attendre d'une nation fidèle, énergique, généreuse, inébranlable dans ses principes, invariable dans le but de ses efforts : l'indépendance à l'extérieur, la liberté au dedans... Si l'on ne nous laisse que le choix entre la guerre et la honte, la France entière se lèvera pour la guerre. Nous nous serrerons autour du trône où siège le chef et le père du peuple et de l'armée. Tout Français est soldat. La victoire suivra vos aigles...

Pendant que se déroulait cette harangue enflammée, dans toutes les âmes se réveillait l'ancien enivrement que l'on avait eu pour l'Empereur et son gouvernement résolu, et bientôt les vivats éclatèrent de toutes les poitrines. Le chef des hérauts proclama ensuite le résultat des votes sur l'*Acte additionnel*. Il y avait eu 1 288 357 *oui* et 4 207 *non*. Cette disproportion, quoique l'on s'y attendît, fut saluée par de nouveaux cris de : *Vive l'Empe-*

*reur!* Les tambours battirent un ban, et alors, s'avançant au bord de l'estrade, l'Empereur, quittant son manteau (1), mais restant couvert, prononça l'allocution suivante d'une voix forte :

Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peuple, dit-il. Dans la prospérité, dans l'adversité, sur le champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans l'exil, la France a été l'objet unique et constant de mes pensées et de mes actions. Français, en traversant, au milieu de l'allégresse publique, les diverses provinces de l'Empire, j'ai dû compter sur une longue paix... Ma pensée se portait alors tout entière sur les moyens de fonder notre liberté par une Constitution conforme à la volonté et à l'intérêt du peuple. J'ai convoqué le *Champ de Mai*. Je n'ai pas tardé à apprendre que les princes qui ont méconnu tous les principes, froissé l'opinion et les plus chers intérêts de tant de peuples, veulent nous faire la guerre. Ils méditent d'accroître le royaume des Pays-Bas, de lui donner pour barrière toutes nos places frontières du Nord, et de concilier les différends qui les divisent encore en se partageant la Lorraine et l'Alsace. Il a fallu se préparer à la guerre. Cependant, devant courir personnellement les hasards des combats, ma première sollicitude a dû être de consulter, sans retard, la nation. Le peuple a accepté l'acte constitutionnel que je lui ai présenté. Français, vous allez retourner dans vos départements. Dites aux citoyens que les circonstances sont graves! qu'avec de l'union, de l'énergie, de la persévérance, nous sortirons victorieux de cette lutte d'un grand peuple contre ses oppresseurs; que les générations à venir scruteront sévèrement notre conduite; qu'une nation a tout perdu quand elle a perdu l'indépendance. Dites-leur que les rois étrangers que j'ai élevés sur le trône ou qui me doivent la conservation de leur couronne, qui, tous, au temps de ma prospérité, ont brigué mon alliance et la protection du peuple français, dirigent aujourd'hui leurs coups contre ma personne. Si je ne voyais que c'est à la patrie qu'ils en veulent, je mettrais à leur merci cette existence contre laquelle ils se montrent si acharnés. Mais dites aussi aux citoyens que tant que les Français me conserveront les sentiments d'amour dont ils me donnent tant de preuves, cette rage de nos ennemis sera impuissante. Français, ma volonté est celle du peuple, mes droits sont les siens; mon honneur, ma gloire, mon bonheur ne peuvent être autres que l'honneur, la gloire et le bonheur de la France!

Nouveau sujet de critiques, cette harangue de l'Empereur. Et, d'abord, clamaient très haut ses adversaires, n'est-ce pas un irres-

(1) Ce n'était pas, dit Héléna Williams, le manteau du sacre. Il voyageait à cette époque en Angleterre. Pillé sur la route de Blois à Orléans par les Cosaques, le convoi de Marie-Louise contenait tous les ornements impériaux. Ils avaient été vendus, sans doute, un bon prix par les pillards, et ils étaient rentrés, sans doute, également, dans les collections et les vitrines des grands seigneurs anglais.

pect envers la nation, d'avoir parlé la tête couverte, lorsque le chef des délégués avait eu la tête nue pendant la lecture de l'adresse. D'autres, comme Mrs Héléna Williams, toujours prêts à accepter les fables les plus ridicules, prétendaient que la toque de velours de l'Empereur était doublée d'acier, le protégeant contre une balle possible, et que, pour cette raison, il ne s'était pas découvert. Lubis, en son *Histoire*, rapporte d'autres critiques faites contre l'Empereur et son discours. Que de simagrées! disait-on. Le chambellan avait transmis au chef des hérauts d'armes l'ordre de proclamer l'acceptation de l'*Acte additionnel;* le maître des cérémonies avait fait apporter cet acte devant le trône, pour que l'Empereur en signât le libellé. La plume dont il s'était servi lui avait été offerte par le prince Joseph, assis à sa droite; et pour le serment, prêté sur les Evangiles, d'observer la nouvelle constitution, ratifiée par le peuple, c'était à genoux que l'archevêque de Bourges avait tenu, devant lui, les livres saints. On lui reprochait encore d'avoir parlé, à la fin de son allocution, en autocrate, en despote qu'il resterait toujours; d'avoir dit : *ma* volonté, *mes* droits, *mon* honneur, *ma* gloire, *mon* bonheur, ramenant à sa personne tous les événements humains, tout ce qui composait la vie de la nation. Il y a quelque vérité en ces observations. A l'heure où ses adversaires se montraient si chatouilleux sur l'octroi des libertés politiques, n'était-ce pas une sorte d'hérésie de s'identifier si complètement avec la nation, de confondre l'honneur, la gloire, le bonheur du peuple, avec sa propre gloire et son propre bonheur? Lier à son destin tant de millions d'hommes, c'était d'un égoïsme outré, et dans les périls qui s'annonçaient, n'était-ce pas forcer tout de suite les représentants élus à se séparer de lui? Ils n'y manquèrent pas. On le verra. Car certains d'entre eux, se rappelant ce mot de *régence*, qui avait été répété naguère dans les salons, croyaient de bonne foi que l'Empereur allait de nouveau abdiquer publiquement; d'autres s'imaginaient que César allait revenir au culte de la République et restaurer le Consulat.

Après son discours, l'heure était trop avancée pour la distribution des aigles. Il reçut des mains des trois ministres de l'intérieur, de la guerre, de la marine, les aigles destinées à la première légion de la garde nationale de la Seine, au 1er régiment de l'armée, au

1er régiment de la marine, et les tenant élevées, il vint se placer sur la première marche de l'estrade, et il dit :

Soldats de la garde nationale de l'Empire, soldats des troupes de terre et de mer ! Je vous confie l'aigle impériale aux couleurs nationales. Vous jurez de la défendre au prix de votre sang contre les ennemis de la patrie ! Vous jurez qu'elle sera toujours votre signe de ralliement ! Vous le jurez !

Sa voix vibrante et métallique fit encore tressaillir ceux qui portaient les armes. Ils répondirent à ses paroles par des cris retentissants de *Nous le jurons!* et au bruit de ces acclamations, de ces serments éclatants dans l'air comme un fracas de tonnerre, transporté et enivré d'orgueil, il laissa tomber ces paroles, dit-on : *Ah! je puis reconquérir le monde avec un tel peuple!*

A la suite de ces serments, Napoléon descendit dans le Champ-de-Mars. Derrière l'hémicycle, Fontaine avait élevé une plate-forme quadrangulaire, étagée en gradins, au faîte de laquelle se trouvait le trône impérial. L'Empereur vint s'y placer, et, sur les gradins, les maréchaux, les dignitaires de la Cour, chambellans, préfets du palais, aides de camp, officiers d'ordonnance, pages, en habits brodés et chamarrés de galons d'or, en chapeaux empanachés de plumes, si bien que, de loin, on eût dit une vaste pyramide d'uniformes brillants que le mouvement des têtes rendait vivante. Au sommet, Napoléon, de son regard, embrassait les rangs pressés de ses bataillons armés qui se rapprochèrent et formèrent de leur masse une ceinture infranchissable de fusils, d'où le soleil faisait jaillir d'innombrables reflets. Et la pyramide humaine, impressionnée, ne bougea plus. Les cuivres des musiques militaires éclatèrent aussitôt de sonorité vibrante ; le défilé commença. Tous ces hommes armés étaient encore émus des serments qu'ils venaient de proférer avec tant d'énergie. Au moindre mot de l'Empereur, tous devaient répondre par des vivats prolongés. Les députations départementales des gardes nationales furent les premières au défilé, et l'Empereur, à chacune d'elles, jetait à leur passage des phrases ou des souvenirs qui ne pouvaient qu'exalter leur enthousiasme. A la députation des Vosges, il dit : *Vous êtes mes anciens compagnons d'armes;* à celle du Rhin : *Vous avez été les premières et les plus courageuses et les plus malheureuses dans nos désastres;* à celle du Rhône : *J'ai été élevé au milieu de vous;*

à d'autres : *Vos phalanges étaient à Rivoli, à Arcole, à Marengo, à Tilsitt, à Austerlitz, aux Pyramides!* Lorsqu'enfin la Garde parut devant lui, il éleva la voix plus haut, et certain d'être compris de ces vieux guerriers, débris de tant de victoires célèbres, il leur redit encore : *Vous jurez de vous surpasser vous-mêmes, dans la campagne qui va s'ouvrir; vous jurez de périr tous, plutôt que de souffrir que l'étranger vienne dicter des lois à la patrie!* Et ces vieux grognards, dont les cicatrices étaient profondément incrustées dans le visage, répondaient à ces exhortations par de nouveaux serments, d'une voix concentrée, les yeux farouches, dans un paroxysme de fureur patriotique, tandis que non loin d'eux, même sur les gradins, de mauvais Français formaient des vœux pour de nouvelles défaites, pour l'humiliation répétée de la patrie et de ses défenseurs.

## XII

Le dimanche suivant, 4 juin, dans les galeries du Louvre, l'Empereur convoqua les officiers des régiments et ceux des gardes nationales, auxquels n'avaient pu être distribuées au Champ-de-Mars les aigles de leurs étendards. Il parcourut les rangs, aimable et bienveillant, cherchant à gagner les cœurs qui ne s'étaient point donnés entièrement. Il abordait ceux qu'il connaissait personnellement, les entretenait des dispositions prises contre l'ennemi déjà menaçant. Tous, sous le charme de cette parole, que Napoléon savait si bien assouplir suivant les circonstances, se retirèrent charmés. Pendant ce temps, il y avait, aux Champs-Elysées, fête bruyante, offerte *gratis* aux ouvriers de Paris. Tous les bas-côtés de la promenade étaient envahis de baraques de funambules, de chevaux de bois, de mâts de cocagne, de saltimbanques et d'escamoteurs. Seize fontaines, d'où le vin coulait à flots, s'élevaient, ici et là, au grand contentement des ivrognes qui venaient s'y abreuver largement, et cependant, observent les gazettes, qui ont narré les détails de cette fête, il ne se produisit aucune rixe. On riait, on dansait autour des orchestres établis en plein vent, pour l'ébaudissement de la foule « qui aurait certainement fait

honte à nos petits-maîtres des redoutes », disent les témoins de cette époque. Pas une figure n'était mélancolique. La gaieté illuminait tous les visages; et, pourtant, combien de ces jeunes femmes et de ces jeunes filles portées éperdument au plaisir, devaient perdre, à la guerre prochaine, un ami dont elles étaient éprises. Mais la gaieté, c'est la vie de ce peuple, suivant le dicton des étrangers. Le soir, les Tuileries, les monuments publics, quelques hôtels particuliers, furent décorés de lampions et sur la place de la Concorde, s'élancèrent, dans la nuit, les gerbes éblouissantes d'un immense feu d'artifice, représentant le brick qui avait ramené Napoléon de l'île d'Elbe. En face du balcon central du palais, sous une tente, il y eut grand concert pour achever d'embellir ce jour de réjouissances. Napoléon se montra à la foule joyeuse qui l'acclama, ses frères à côté de lui, ainsi que la reine Hortense et ses deux fils. Ce fut la dernière solennité, les dernières échappées d'une joie que les événements allaient changer bientôt en un deuil immense.

Le 2 juin, avait paru au *Moniteur* la liste des pairs nommés par l'Empereur, au nombre de cent dix-sept. Et cette liste, quoique composée, avec soin, des hommes les plus marquants de l'Empire, dans l'armée, la magistrature, les sciences et l'administration, provoqua des sourires railleurs. Il parut, à beaucoup de gens frondeurs que rien ne satisfait, qu'elle n'avait pas le prestige de celle de la monarchie où étaient réunis tant d'émigrés obscurs, tant de grands noms de la noblesse, dont l'illustration était oubliée de la société nouvelle. Outre les princes, frères de l'Empereur, le cardinal Fesch, son oncle, les princes Cambacérès et Lebrun, les maréchaux restés fidèles, Brune, Davoust, Grouchy, Jourdan, Lefebvre, Masséna, Moncey, Mortier, Ney, Soult, Suchet, il y avait encore quatre amiraux, trente-huit généraux, tous les ministres à portefeuille, quatre prélats, des conseillers d'Etat, un certain nombre de célébrités de l'Empire, Canclaux, Chaptal, Lacépède, Gassendi, Lavalette, Montalivet, Molé, Monge, Ségur, Boissy d'Anglas, Rœderer, Quinette, Lameth, Roger-Ducos, Sieyès, c'est-à-dire les grands hommes du Consulat, plutôt que ceux de l'Empire, et enfin quelques hommes de l'ancienne noblesse qui n'avaient pas refusé de servir encore le monarque dont ils

avaient reçu des bienfaits et des places honorifiques dans l'ancienne Cour impériale. Il avait excepté de cette liste les maréchaux qui avaient signé l'acte de déchéance, l'année précédente : Kellermann et Serrurier; Augereau qui avait livré Lyon aux Autrichiens, Oudinot et Gouvion-Saint-Cyr, qui avaient résisté à l'entraînement de leurs frères d'armes, après le 20 mars; Grégoire et Lambrecht que les souvenirs de la Convention lui rendaient antipathiques, malgré la protestation de Carnot. En revanche, il y avait inscrit ses fidèles de l'île d'Elbe, le grand maréchal Bertrand, Cambronne, Drouot et les généraux qui, les premiers, étaient venus à lui, à son retour, Brayer, Lefebvre-Desnouettes, Drouet d'Erlon, Lallemand, Exelmans et le colonel La Bédoyère, élevé au grade de général. Les caustiques de la presse donnaient à ceux-là le nom de *Pairs fides* (1).

Le 3 juin, les Chambres furent convoquées : les députés, au nombre de six cent vingt-neuf, au Palais-Bourbon; les pairs au Luxembourg. La séance impériale d'ouverture ne devait avoir lieu qu'après la constitution des bureaux et quelques discussions préliminaires. Sous la restauration bourbonienne, les députés siégeaient en costume brodé de lis, indiquant une livrée de vasselage. Les nouveaux députés ne voulurent point de costume et vinrent siéger en habit de soie, très simple. Dans leurs actes et leurs paroles, on discernait déjà la préoccupation incessante de ne subir aucun frein du pouvoir exécutif, de démontrer ostensiblement leur indépendance. C'était une réaction violente contre la sujétion si décriée des anciennes assemblées impériales. Et comme un levain excitant d'opposition, les députés voyaient, au milieu d'eux, quelques hommes animés de l'esprit le plus acerbe contre le régime impérial, royalistes constitutionnels, combattant les Bourbons la veille, et qui, à l'heure présente, par rancune, par haine irréductible contre la personne de Napoléon, affichaient ouvertement leur répulsion pour le gouvernement établi.

Le plus célèbre de ceux-là était La Fayette (2), impatient de

(1) Dans cette assemblée, le parti de la Révolution était représenté par Carnot, Fouché, Quinette, Siéyès et Thibaudeau. Parmi les noms d'ancienne noblesse, on remarquait le duc de Praslin, Ségur, Molé. Mgr d'Aligre refusa, et Molé s'en fut à Plombières, pour ne pas siéger.

(2) De Vaulabelle, en son *Histoire de la Restauration* (t. II, p. 291), écrit sur La Fayette : « M. de La Fayette était un royaliste constitutionnel sincère. Les mêmes

ressaisir une influence perdue à la chute de Louis XVI; caractère orgueilleux, de jugement étroit, fort égoïste, croyant à une supériorité, à un prestige personnel qu'il ne possédait pas. Son élection à la nouvelle Chambre le combla d'aise. En vain, lors de la coalition de l'Europe contre Napoléon, en 1814, il avait tenté de reprendre le commandement d'une légion de la garde nationale, espérant qu'il soulèverait ensuite cette milice par sa seule présence, et que, la dominant comme jadis, il pourrait offrir la couronne au prince de son choix; ses efforts avaient échoué (1). Dans les conciliabules politiques, avant la fuite du roi Louis XVIII, vou-

passions politiques, qui avaient fait qualifier le roi Louis XVI de révolutionnaire, et qui voyaient un jacobin dans le roi Louis XVIII, donnaient à M. de La Fayette, en 1815, le nom de républicain. Ce nom ne lui appartenait pas. Le sentiment monarchique, même aux premiers jours de la lutte de la France contre l'Europe, dominait à ce point chez ce général, que vers le milieu du mois d'août 1792, lorsque les hostilités étaient commencées depuis cinq mois, quand les Prussiens se trouvaient déjà au cœur de la Lorraine, il se préoccupa moins des progrès de l'invasion que du coup dont la journée du 10 août venait de frapper la monarchie. Commandant en chef de l'armée du Nord et chargé de protéger l'une de nos frontières les plus menacées, M. de La Fayette fit arrêter les commissaires chargés par la Convention de recevoir son serment et celui de ses troupes, les enferma dans la citadelle de Sedan et voulut aller relever le trône que la Gironde républicaine venait d'abattre. Ses soldats refusèrent de le suivre. Ils ne voulaient marcher, disaient-ils, que contre l'ennemi. Obligé de fuir, il quitta son armée dans la nuit du 19 au 20 août, essaya de passer en Hollande et fut capturé en chemin par un parti d'Autrichiens. Le cabinet de Vienne ne faisait aucune distinction entre les républicains et les monarchistes constitutionnels; à ses yeux, tous étaient des révolutionnaires, également ennemis du trône. Les seconds lui semblaient même les plus coupables et les plus dangereux. M. de La Fayette avait occupé parmi ceux-ci un rang considérable. L'Autriche eut pour lui des rigueurs exceptionnelles. Elle l'enferma dans la forteresse d'Olmütz. Il y languissait depuis cinq ans, lorsque Bonaparte, vainqueur de l'Autriche, fit de la mise en liberté de l'auteur de la *Déclaration des Droits* une des conditions du traité de Campo-Formio. » On peut ajouter cet extrait des *Mémoires* de Benjamin Constant sur les Cent-Jours : « Il (Bonaparte) imposa cette condition à l'ennemi sans y avoir été autorisé par le Directoire, qui n'osa pas le désavouer. Il y avait de la grandeur à sentir que la qualité de Français donnait un titre à la protection de la France, indépendamment de toutes les opinions, et que le pouvoir même qui sévissait ne devait pas permettre aux étrangers de servir son injustice. Lorsque Mme de Staël, si cruellement et si obstinément exilée par lui, voyageait en Italie, quelqu'un demanda à Napoléon ce qu'il ferait si quelque prince de cette contrée faisait arrêter cette illustre proscrite à cause des opinions qui lui attiraient la défaveur du gouvernement français. « Si on arrêtait Mme de Staël hors « de France, répondit-il, j'enverrais vingt mille hommes pour la délivrer. »

(1) Je m'offris à des chefs de la garde nationale. Nous convînmes, M. Ternaux (chef de la 3e légion) et moi, que s'il s'assurait d'un bataillon, je marcherais à sa tête. J'essayai aussi du côté de l'armée, pour arracher l'*abdication*, qui eût alors été si salutaire... Mes tentatives civiles ne réussirent pas mieux. Partout, on me trouva téméraire, et, jusqu'à la fin, précipité. » (*Mémoires de La Fayette*, t. V, p. 308.)

lant, à toute force, se mettre en évidence, il avait insisté pour que les royalistes conjurés rappelassent à Paris les membres de toutes les assemblées nationales depuis 1789, afin d'opposer, disait-il, une grande force morale à la force brutale appartenant à Napoléon, qui arrivait. Etant un de ceux-là, il eût fait partie d'une assemblée délibérante et son ambition eût trouvé une issue, et par suite un appui, pour reconquérir l'ancienne prépondérance dont il avait joui autrefois dans l'Etat. Aucune de ses propositions n'avait été agréée. Le roi avait quitté Paris, Napoléon s'était installé aux Tuileries, et le vieux marquis, déçu, presque courroucé de son inaction et de ses déconvenues successives, était rentré au château de Lagrange, sa résidence depuis sa sortie de la forteresse d'Olmutz.

Ce fut donc une renaissance inespérée, cette élection, qui le menait à Paris au milieu des députés nouveaux, dont il s'efforcerait de diriger la pensée et d'inspirer les convictions. Il allait se trouver maintenant, face à face, avec celui qu'il avait d'autant plus abhoré qu'il avait dû le subir pendant plus de vingt ans ; qu'il lui devait la liberté, la reconnaissance étant la plus lourde charge du cœur humain, et qu'il l'avait vu grandir, dépasser les têtes les plus hautes, de toute la puissance d'un génie superbe, tandis que lui s'enfonçait dans l'oubli ; et l'oubli, pour cette nature vaniteuse, était une désolation. Napoléon, pourtant, s'était montré généreux à son égard. Il lui avait offert une place au Sénat, puis un des grands cordons de l'ordre de la Légion d'honneur. La Fayette avait considéré ces offres comme un affront. Eh ! quoi, lui, La Fayette, qui comptait dans son passé ses campagnes d'Amérique et sa participation à la *Déclaration des Droits*, et sa lutte avec la Convention, en emprisonnant les commissaires envoyés pour recevoir son serment ; lui, qui avait supporté, en expiation de sa foi monarchique, cinq ans de détention dans les geôles autrichiennes, il ne serait plus qu'un satellite du petit général corse parvenu au rang suprême de Consul et ensuite d'Empereur, grâce à quelques victoires où ses généraux avaient eu la plus grande part ! C'était ne pas connaître la haute estime que le général marquis de La Fayette avait de lui-même (1). Il s'était élevé trop

(1) M. DE BROGLIE écrit sur lui, en ses *Souvenirs*, p. 280 : « Il fallait aimer M. de La Fayette pour lui-même, ce qui du reste était facile, car on ne gagnait rien

haut, pour retomber au rang de subalterne; et il avait préféré sa retraite patricienne dans une bourgade des environs de Paris. Mais, en même temps que cet isolement dans la société nouvelle, était née dans son âme une haine invincible contre l'homme qui le rendait inutile dans l'Etat et laissait s'user dans l'inaction les facultés brillantes qu'il s'attribuait. Lamartine parlant de lui (*Histoire de la Restauration*) semble admettre que l'amour de la liberté le poussait, plus qu'une ambition malsaine, à rentrer dans la vie parlementaire. C'est mal juger le personnage qui se donnait au duc d'Orléans, parce que les Bourbons n'avaient pas voulu de lui (1), qui s'accrochait à toutes les branches, qui s'immisçait dans tous les partis d'opposition, qui s'alliait à tous les groupes, afin de surgir de son néant. Il était si peu clairvoyant, d'ailleurs, et si facile à abuser que Fouché, après quelques séances, lui avait imposé ses desseins et le faisait agir suivant ses propres intérêts (2).

Ce qui aggravait, en outre, l'opposition que la nouvelle Chambre des députés manifestait envers l'Empereur, c'était l'élection de quelques autres membres, aussi récalcitrants que le vieux marquis; tel Lanjuinais, sénateur d'opposition durant tout l'Empire (3), et Flaugergues, royaliste constitutionnel, lié d'amitié avec Voyer d'Argenson et de Broglie, publicistes ardents pour la liberté, et de jeunes avocats inconnus, Dupin (de la Nièvre) et Roy, qui se révélèrent tout de suite épilogueurs, chicaneurs, malveillants dans leurs propositions aux premières séances; enfin Barrère, un des conventionnels les plus fougueux du Comité de Salut public. On le vit bien à la constitution du bureau. Les amis de l'Empereur qui pouvaient prétendre à l'honneur de la présidence,

à être de ses vrais amis. Il ne faisait guère de différence entre un honnête homme et un vaurien, entre un homme d'esprit et un sot; il ne faisait de différence qu'entre celui qui lui disait et celui qui ne lui disait pas ce qu'il disait lui-même. C'était un prince entouré de gens qui le flattaient et le pillaient. »

(1) Le duc d'Orléans eut également sa visite, écrit de Vaulabelle. « Il me témoigna, dit M. DE LA FAYETTE en ses *Mémoires* (Z. V., p. 308), sa sensibilité à cette démarche; il parla de nos temps de proscriptions, de la communauté de nos opinions, de sa considération pour moi, pour mes principes, pour mon caractère et tout cela, en termes trop supérieurs aux préjugés de sa famille pour ne pas reconnaître en lui *le seul* Bourbon compatible avec une constitution libre. »

(2) La Fayette était né en Auvergne, au château de Chavagnac, en 1757. Il avait épousé la fille du duc d'Ayen, de la famille des Noailles. En 1815, il approchait donc de soixante ans.

(3) Né à Rennes en 1753, fils d'un avocat au Parlement de Bretagne, docteur en droit à dix-huit ans.

comme Boulay de la Meurthe ou Merlin de Douai, furent écartés; les députés choisirent, comme président, Lanjuinais et pour vice-présidents Flaugergues et La Fayette. On le vit surtout à la motion du jeune avocat Dupin, qui s'érigea contre le serment imposé par décret aux députés, prétendant qu'une loi seule y pouvait obliger. Boulay de la Meurthe, indigné, se leva, et, ne ménageant ni les mots ni les personnes, il fit entendre cette apostrophe vigoureuse :

« Il faut parler avec franchise et dire la vérité. Il existe en France deux partis, l'un qui est le *parti national*, car il comprend la grande masse du peuple et ne stipule que pour l'honneur et l'indépendance de la France; l'autre qu'on peut appeler la *faction de l'étranger*. Oui, messieurs, il existe des Français assez vils, assez corrompus pour appeler les Anglais, les Russes et les Prussiens. Ce sont les Bourbons qui sont les chefs de cette faction; ce sont eux qui, à l'aide des baïonnettes étrangères, veulent nous imposer de nouveau un joug humiliant. Il faut donc nous prononcer fortement; il faut le faire avec unanimité. Pour moi, je le déclare, demain, en présence de l'Empereur et des deux Chambres, c'est-à-dire en présence de la nation, je ferai le serment d'obéissance aux constitutions de l'Empire et de fidélité à l'Empereur. »

Napoléon fut très affecté de ces discussions violentes, de ces suspicions dont il était l'objet et qu'aucun de ses actes n'aurait dû soulever. La trace de ces impressions pénibles se trouve dans un épanchement auquel il se laissa aller près de Caulaincourt.

« Je vois, disait-il, que les députés, au lieu de s'unir à moi, pour sauver la patrie en danger, veulent se séparer de ma cause, et faire de la popularité à mes dépens (1). Croient-ils donc faire de moi un soliveau, ou un Louis XVI? Je ne suis pas homme à me laisser régenter... encore moins à me laisser faire la loi par des marchands de paroles, ni à tendre la gorge aux factieux. Mon sang coulera pour la France sur le champ de bataille, mais il ne rougira pas l'échafaud; qu'ils le sachent bien! Qui peut motiver, ajouta-t-il avec plus de modération, une telle levée de boucliers de la part d'un homme inconnu, appelé hier à l'honneur de représenter une partie de ses concitoyens? (Il parlait de Dupin.) Il

(1) De Caulaincourt, *Souvenirs*, t. II, p. 18.

débute par une provocation à l'anarchie! Croit-il remplir le mandat que lui ont donné ses commettants, en ameutant les passions? Ne comprend-il pas que pour rendre une guerre nationale, il faut que tous les citoyens soient unis de cœur et de volonté avec leur chef? En définitive, que veut-il; que cherche-t-il; de quoi a-t-il à se plaindre; qu'ai-je fait personnellement à l'avocat Dupin? Pourquoi m'attaque-t-il; pourquoi me cherche-t-il querelle; qu'espère-t-il de cette fusée incendiaire, lancée sans rime ni raison, contre l'homme qui, pendant vingt ans, a conduit les Français à la victoire, en partageant leurs bons et leurs mauvais jours? L'acte de l'avocat Dupin est l'acte d'un mauvais citoyen... »

Caulaincourt ajoute que l'Empereur et lui rentrèrent ensuite dans son cabinet pour travailler. Mais bientôt, ces pensées l'agitant, il repoussa les papiers qu'il étudiait et, s'accoudant sur son fauteuil : « Caulaincourt, laissons tout cela; je perds mon temps. La fatalité pousse la France à sa perte. Les meilleures combinaisons échoueront. Ces gens-là assassinent eux-mêmes la patrie. Ils ne comprennent pas que leurs bavardages ont un retentissement funeste. En désaffectionnant le peuple de ma personne, on en démoralise l'esprit, et, par suite, l'action. Au moment d'entrer en campagne, je suis effrayé de laisser le gouvernement *de fait* (il ne faut pas s'y tromper) aux mains d'une Chambre fougueuse, avide de pouvoir et si peu pénétrée de la gravité des affaires du pays. C'est chose pitoyable que son attitude... Quand la guerre est engagée, la présence d'un corps délibérant est nuisible et souvent sinistre. Les hommes turbulents, les ambitieux, insatiables de bruit, de popularité, de domination, s'érigent, de leur propre autorité, en avocats du peuple, en défenseurs de ce qui n'est pas attaqué, en conseillers du prince; ils veulent tout savoir, tout régler, tout diriger. Si on n'écoute pas leurs conseils donnés à tort et à travers, de conseillers, ils deviennent censeurs; de censeurs, factieux; de factieux, rebelles. Eh! parbleu, les rois, aujourd'hui, ont plus besoin de garanties que les peuples. Voilà l'histoire de toutes les assemblées délibérantes, composées, et elles le sont toutes, d'intrigants, ou de gens plus ou moins droits et éclairés. Ces derniers, presque toujours dupes des autres, deviennent, sans s'en douter, leurs instruments et leurs complices. Les audacieux s'emparent des timides. La crainte du péril, l'envie de s'y sous-

traire, désorganisent les faibles têtes, chez lesquelles les sensations physiques sont tout. Et, en exploitant habilement la terreur qu'ils éprouvent, on en obtient ce qu'on n'obtiendrait pas de leur probité. Niais d'abord, victimes ensuite, ils n'ont fait que prêter leur dos aux ambitieux pour atteindre le premier degré de l'échelle. »

Napoléon avait-il voulu intervenir dans l'élection du président de la Chambre des députés? La question a été débattue, mais non résolue péremptoirement. Peu importe, après tout. Lanjuinais était nommé, et, conformément à l'*Acte additionnel*, cette élection devait être approuvée par l'Empereur. Avant de donner son *satisfecit*, il manda aux Tuileries le nouvel élu. Il espérait calmer, contenter, ramener à lui le caractère indépendant du Breton, hostile par patriotisme; car c'était un esprit large et droit. « Il ne s'agit plus de tergiverser, lui dit-il; il faut répondre à mes questions. Etes-vous à moi? — Je n'ai jamais appartenu qu'à mon devoir, répondit l'interrogé à l'interrogateur. — Vous éludez. Me servirez-vous? — Oui, Sire, dans la ligne du devoir. — Mais, enfin, me haïssez-vous? — J'ai le bonheur de ne jamais haïr, même ceux qui m'ont fait, pendant dix-huit mois, *tuable à vue.* » Réponses de casuiste, que l'Empereur feignit de ne pas comprendre, en ajoutant : « Quelques-uns affirment, monsieur Lanjuinais, que vous êtes bourboniste; d'autres que vous êtes mon ennemi personnel, et d'autres que vous aimez véritablement la patrie. Vous jugerez quels sont ceux que je crois, lorsque je vous félicite, ainsi que la Chambre, du choix qui vous a fait son président. » Il lui ouvrit ensuite les bras pour l'embrasser, tâchant d'émouvoir cette nature trop froide qui se repliait et se retirait à mesure que les avances étaient plus affectueuses. L'audience finit là. Le lendemain, Napoléon fit savoir à la Chambre des députés qu'il acceptait cette élection à la présidence (1).

## XIII

La séance d'ouverture eut lieu le 7 juin, et chacun des députés et des pairs, en présence de l'Empereur, jura obéissance à la Cons-

(1) Lanjuinais avait été nommé président par 277 voix. Les quatre vice-présidents étaient Flaugergues, Dupont de l'Eure, La Fayette et Grenier

titution et fidélité au souverain. En arrivant au Palais législatif, Napoléon avait été reçu, suivant ce qu'avait décidé un décret, par une députation, à la tête de laquelle marchait le bureau de la Chambre. M. de La Fayette, vice-président, aurait dû s'y trouver. Ne le voyant pas, le président l'envoya chercher à la place où il était assis parmi les députés. Au salon, où la députation attendait, l'Empereur et le marquis se revirent pour la première fois, l'un en face de l'autre, depuis que le vieux royaliste avait cessé ses visites solliciteuses près du jeune Consul, en faveur de plusieurs membres de sa famille. L'Empereur se fit aimable et se dit heureux de cette rencontre. L'autre, toujours rogue et hargneux, répondit fort sèchement. Il se piquait, par vanité, de cette raideur bourrue.

Le discours impérial fut, comme toutes les harangues de Napoléon, mâle et très énergique :

« Depuis trois mois, dit-il, les circonstances et la confiance du peuple m'ont revêtu d'un pouvoir illimité. Aujourd'hui s'accomplit le devoir le plus pressant de mon cœur : je viens commencer la monarchie constitutionnelle. Les hommes sont trop impuissants pour assurer l'avenir; les institutions seules fixent les destinées des nations... Nos constitutions sont éparses; une de nos importantes mesures sera de les réunir dans un seul cadre et de les coordonner dans une seule pensée. Ce travail recommandera l'époque actuelle aux générations futures. Une coalition formidable de rois en veut à notre indépendance; ses armées arrivent sur nos frontières. La frégate *la Melpomène* a été attaquée et prise dans la Méditerranée, après un combat sanglant contre un vaisseau anglais de 74. Le sang a coulé en pleine paix. Il est possible que le premier devoir du prince m'appelle bientôt à la tête des enfants de la nation, pour combattre pour la patrie. *L'armée et moi, nous ferons notre devoir.* Vous, pairs et représentants, donnez à la nation l'exemple de la confiance, de l'énergie et du patriotisme, et, comme le Sénat du grand peuple de l'antiquité, soyez décidés à mourir plutôt que de survivre au déshonneur et à la dégradation de la France. La cause sainte de la patrie triomphera (1). »

(1) Voici les impressions de Hobhouse sur cette séance d'ouverture : « Plusieurs noms devaient réveiller certains souvenirs; mais la curiosité du public ne fut excitée que quand on appela M. de La Fayette. Tous les yeux se levèrent, et Napoléon lui-même fixa le général. Pendant tout le temps, Napoléon prit des pastilles d'une petite boîte qu'il avait en mains. Il paraissait souffrir considérable-

Quoique satisfait de ce discours, La Fayette écrivait quelques jours après, à l'un de ses amis, qu'il n'avait pas été content de la figure de Napoléon; « qu'elle lui avait paru, disait-il, celle d'un vieux despote, irrité du rôle que sa position le forçait à jouer » (le rôle de souverain constitutionnel); et il ajoutait : « Nous sommes restés longtemps, Flaugergues et moi, près de lui, pendant qu'il montait en voiture, à la sortie. « Je vous trouve rajeuni, « m'a-t-il dit. L'air de la campagne vous a fait du bien. — Il m'a « fait beaucoup de bien, ai-je répondu. » Je ne pouvais lui rendre son compliment; car je le trouvais bien changé. »

Certes, il devait être autre qu'au 20 mars, lorsque les acclamations du peuple, l'enthousiasme de ses officiers, le suivaient jusque dans son cabinet des Tuileries. Il avait travaillé, durant les trois mois écoulés, quinze heures par jour (1); il avait éprouvé toutes

ment de la poitrine. Il était réellement malade. A l'exception de quelques paroles, qu'il adressa, deux fois, au prince Joseph, il ne dit pas un mot à ceux qui l'entouraient... Lorsqu'il prononça la dernière phrase de son discours : *la cause sainte de la patrie triomphera*, il éleva la voix et fit un geste de la main droite, qui parut involontaire. Il se leva ensuite, salua l'assemblée et sortit, au bruit retentissant des acclamations. »

(1) MONTHOLON (*Mémoires*, t. II, p. 278) : « Jamais, à aucune époque de l'histoire, on ne fit plus de choses en trois mois. Il réarma et approvisionna une centaine de places fortes, réprima la guerre civile dans Marseille, Bordeaux et la Vendée, recruta l'armée, fit fabriquer des armes, confectionner des habillements, lever des chevaux. Dans les six mois de 1814, l'armée française avait reçu une nouvelle organisation. En mars 1815, elle se composait de 105 régiments d'infanterie, 57 régiments de cavalerie de la ligne, 4 régiments de cavalerie de l'ancienne Garde. L'effectif de chaque régiment d'infanterie était de 900 hommes, dont 600 disponibles pour la guerre; l'effectif de la cavalerie était de 25 000 hommes et 16 000 chevaux. La France pouvait mettre en ligne, avec peine, 80 000 hommes, force à peine suffisante pour garder les places fortes et les principaux établissements maritimes. Toutes les flottes étaient désarmées et les équipages congédiés. Les seules troupes qu'eût sur pied la marine étaient 8 bataillons de canonniers. Le matériel de l'artillerie pouvait fournir au besoin des plus grandes armées, et réparer les pertes qu'elle pourrait faire, pendant plusieurs campagnes; mais ses arsenaux ne contenaient que 100 000 fusils et 300 000 à réparer. Cela était très insuffisant. Toutes les places fortes étaient désarmées; les palissades et les approvisionnements de siège avaient été vendus. 800 000 hommes étaient jugés nécessaires pour combattre l'Europe. Napoléon créa les cadres des 3e, 4e et 5e bataillons des régiments d'infanterie; des 4e et 5e escadrons des régiments de cavalerie; ceux de 30 bataillons de trains d'artillerie et 20 régiments de jeune Garde; de 10 bataillons d'équipage militaire et de 20 régiments de marins. On requit 200 bataillons de garde nationale d'élite, chacun fort de 160 hommes; on rappela, sous les drapeaux, tous les anciens militaires. Tous quittèrent leurs occupations pour endosser leur vieil uniforme. Cet appel devait produire 200 000 hommes. La conscription de 1815 fut rappelée. Elle devait donner 140 000 hommes. Un appel de 250 000 hommes devait être proposé aux Chambres, dans le courant de juillet. La levée eût été terminée en septembre. Le nombre des officiers, sous-officiers et soldats, en retraite ou en réforme, s'éle-

les tortures morales de l'époux et du père, veuf et pourtant marié; il avait, jour par jour, vu s'ébranler la confiance de la France en son génie, et l'Europe ameutée contre sa puissance souveraine; il avait senti rejaillir sur lui la haine des classes éclairées de la capitale et les salons de la bonne compagnie se réjouir, à la vue des caricatures blessantes pour sa personne et sa famille, pour ses projets et pour ses actes; il avait entendu les discussions irritantes de la presse dénaturer ses pensées les plus droites. Et toutes ces attaques, toutes ces vilenies, il les avait héroïquement supportées, tandis qu'elles écrasent l'homme le plus fort : il devait donc être changé. Et La Fayette attribuait cette dépression aux regrets d'avoir échangé son autorité absolue contre une autorité surveillée et contenue. Le vieux marquis ne voyait alors rien de plus grave que la liberté politique à conquérir; l'Empereur, discernant les dangers de la patrie, portait, en son âme, tous les soucis du pré-

vait à plus de 100 000; 30 000 étaient en état de servir, on les rappela sous les drapeaux. Mais l'objet le plus important était les armes à feu. L'artillerie prit les mesures nécessaires. Elle parvint à fabriquer, en un mois, ce qu'en temps ordinaire, elle n'eût pas fait confectionner en six mois. Il y eut, dans la capitale, plus d'activité qu'en 1793, mais avec cette différence, que tout était alors gaspillage, anarchie et désordre, et qu'en 1815, tout fut construit avec la plus grande économie, par les principes d'une bonne administration. Les manufactures de drap propre à l'habillement des troupes étaient nombreuses en 1812 et 1813. Elles pouvaient fournir à tous les besoins des armées; mais, en 1815, elles n'existaient plus. Dès le mois d'avril, le Trésor avança plusieurs millions aux fabriques de drap, pour les relever. Les fournisseurs avaient livré 20 000 chevaux de cavalerie, avant le 1er juin; 10 000 tout dressés avaient été fournis par la gendarmerie, qui avait été démontée. Le prix en fut payé comptant aux gendarmes, qui, dans huit jours, se remontèrent, en achetant des chevaux de leur choix. On avait le projet de prendre, de nouveau, la moitié de ces chevaux dans le courant de juillet. Des marchés avaient été passés pour 14 000 autres. Enfin, on avait au 1er juin 46 000 chevaux de cavalerie et 18 000 d'artillerie. Tous les services ne pouvaient se faire qu'argent comptant. La plupart des fournisseurs et entrepreneurs voulurent même des avances. Cependant la dette publique et les pensions étaient servies avec la plus grande exactitude. Toutes les dépenses de l'intérieur, loin d'être diminuées, étaient augmentées. Le grand système des travaux publics avait repris dans toute la France. Le Trésor négocia quatre millions de rente de la caisse d'amortissement, à 5 pour 100, qu'il remplaça en crédit de bois nationaux. Cela lui produisit, nets de tout escompte, quarante millions argent comptant, qui rentrèrent avec une incroyable rapidité. Au 1er octobre, la France aurait eu un état militaire de 8 à 900 000 hommes, complètement organisés, armés et habillés. Le problème de son indépendance consistait désormais à pouvoir éloigner les hostilités jusqu'au 1er octobre. Les mois de juin, juillet, août et septembre étaient nécessaires, mais ils suffisaient à cette époque. Les frontières de l'Empire eussent été des frontières d'airain, qu'aucune puissance humaine n'eût pu franchir impunément. La Garde impériale fut portée à 24 régiments de jeune garde; 4 de moyenne garde; 4 de vieille garde; 4 de cavalerie; et elle eut 96 bouches à feu... »

sent. Le royaliste était un ambitieux rajeuni par ses espérances; Napoléon, un patriote absorbé par ses craintes.

Dans la discussion de l'Adresse, ceux qui soutinrent les idées de l'Empereur et voulurent que la Chambre lui témoignât sa confiance, furent ceux qui avaient été mêlés aux luttes émouvantes de 1792, d'anciens conventionnels, Garnier (de Saintes) et Félix Lepelletier (1). « Il faut, disaient-ils, qu'en partant pour diriger la défense du territoire, l'Empereur ait la certitude que tous les efforts de la nation se joindront à l'action de sa pensée. » Mais les patriotes et les conventionnels ne composaient que la minorité de cette Chambre; la majorité, avocats et propriétaires terriens, bourgeois et petits nobles, protestaient contre ces démonstrations de dévouement, qu'ils appelaient de l'*adulation*. Loin de faire allusion aux menaces des ennemis, cette majorité ne songeait qu'à ses droits, aux privilèges de la tribune, qu'elle regardait comme trop restreints. Les pairs, dans leur adresse, furent moins égoïstes, de pensée plus haute; et parlant des victoires espérées, ils demandaient que l'Empereur ne se laissât pas entraîner par leurs *séductions*.

« L'entraînement de la prospérité n'est pas ce qui nous menace aujourd'hui, leur répondit l'Empereur; c'est sous les *fourches caudines* que les étrangers veulent nous faire passer. Je partirai cette nuit, dit-il ensuite aux députés, pour me rendre à l'armée. Les mouvements des différents corps ennemis y rendent ma présence indispensable... La Constitution est notre point de ralliement; elle doit être notre étoile polaire dans ces moments d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à diminuer, directement ou indirectement, la confiance qu'on doit avoir dans ses dispositions,

(1) M. DE VAULABELLE (t. II, p. 413) donne sur ce député une note personnelle : « Félix Lepelletier de Saint-Fargeau, frère du conventionnel Michel Lepelletier de Saint-Fargeau, assassiné par Pâris, avait été compris parmi les cent trente républicains que Bonaparte, premier consul, fit si injustement déporter, à l'occasion du complot royaliste du 3 nivôse. Il est mort, en 1836, des suites d'une affection qui mettait chaque hiver sa vie en danger et qu'il avait contractée dans les prisons de l'île de Ré, lieu de sa déportation. C'était une noble nature. Peu d'hommes ont porté plus loin l'amour du pays, le désintéressement politique et la fidélité à ses convictions. Il n'y avait pas contradiction entre ses principes de 1792 et de 1800, et son langage à la Chambre des représentants. Il disait à l'auteur de ce livre (Vaulabelle), en 1832 : « Au 13 vendémiaire, j'étais à côté « de Bonaparte, en volontaire, le fusil à la main, parce que, derrière les sections « soulevées, je voyais l'étranger; en 1815, je l'ai encore soutenu, parce que, devant lui et devant nous, étaient les Anglais, les Prussiens et les Russes. »

serait un malheur pour l'Etat... N'imitons pas, ajoutait-il encore, l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de tous les côtés par les Barbares, se rendit la risée de la postérité, en s'occupant de discussions abstraites au moment où le bélier brisait les portes de la ville... Aidez-moi à sauver la patrie ! »

Paroles mélancoliques, pensées chagrines, échappées d'un esprit qui prévoyait d'affreux malheurs en constatant la disposition des Chambres.

On était au 11 juin. Il devait partir dans la nuit. Il constitua immédiatement le Conseil chargé du gouvernement. Sous la présidence de Joseph, son frère aîné, il y appela Lucien, les huit ministres à portefeuille : Cambacérès, Carnot, Caulaincourt, Davout, Decrès, Fouché, Gaudin et Mollien ; les quatre ministres d'Etat : Boulay (de la Meurthe), Defermon, Merlin (de Douai) et Regnault (de Saint-Jean-d'Angély). Ce ne fut qu'un Conseil, les décisions lui étaient réservées. Il se rappelait les lâchetés de l'année précédente. Chaque jour, un courrier fidèle lui porterait au quartier général les pièces essentielles à signer. Caulaincourt insistait pour suivre l'Empereur à l'armée. « Si je ne vous laissais pas à Paris, sur qui pourrais-je compter ? » lui répondit Napoléon, qui venait de recevoir la preuve d'une nouvelle trahison de Fouché (1).

Quelques instants avant son départ, il réunit encore les membres composant le Conseil de gouvernement. Et toujours mélan-

(1) Voici les notes données par ceux qui furent le plus au courant des intrigues de cet homme. « Quelques jours auparavant, le préfet de police avait appris à l'Empereur qu'un des affidés de Fouché, ancien employé supérieur de la police, venait de partir pour la Suisse, avec un passeport signé du ministre. Le télégraphe transmit immédiatement aux autorités d'Huningue l'ordre d'arrêter cet émissaire ; mais il venait de franchir la frontière lorsque la dépêche arriva. L'Empereur, cette fois, résolut de punir. La formation d'un conseil de guerre fut arrêtée. Le général Darrican en fut nommé président. Puis, au moment de donner les derniers ordres pour l'arrestation et la mise en jugement de son ministre, Napoléon hésita. Les Chambres venaient de s'assembler. Leur hostilité perçait déjà ; il dit aux personnes qui attendaient ses ordres : « Je vais partir pour l'armée. Si je perds la partie, à quoi bon le sang de cet homme ? Son exécution devient sans but. Si je la gagne, le courrier qui en donnera la nouvelle apportera en même temps l'ordre de son arrestation et de sa mise en jugement ; et les crieurs, en annonçant le lendemain, dans les rues, le triomphe de mes armées, apprendront en même temps, au public, la condamnation et l'exécution de Fouché, *comme traître à la France*. La nouvelle se perdra au milieu des cris de victoire ; personne ne réclamera. » Le conseil de guerre resta formé, mais la mise en jugement fut suspendue. »

colique, il leur parla, ému : « Je vais quitter les Tuileries; faites votre devoir; l'armée et moi, nous allons faire le nôtre. Je vous recommande de l'union, du zèle et de l'énergie. »

Il était arrivé au faîte du Capitole. Ce soir-là, le dimanche 11 juin, il dîna avec sa mère, ses frères, les princesses qui étaient à Paris, Au dessert, on introduisit dans la salle les deux fils de la reine Hortense. Il les embrassa et les caressa. Ses équipages étaient partis depuis deux jours. A trois heures et demie du matin, accompagné de Maret, duc de Bassano, et du grand maréchal Bertrand, il monta en voiture. Les chevaux qui l'emportaient le conduisaient au champ de Waterloo!

# CHAPITRE VIII

## LA ROCHE TARPÉIENNE

I. — La nouvelle Chambre *déraisonnable.* — Dès les premières séances, les hostilités commencent contre l'Empereur. — Lecture qui y est faite des rapports à l'Empereur : de Carnot, sur l'intérieur; de Caulaincourt, sur l'extérieur; de Fouché sur l'état de la France. — Critiques sur ces rapports, de la part des députés : Dupin (de la Nièvre) et Roy, avocat à Paris. — Après le départ de l'Empereur pour l'armée, Paris reste accablé. — Effet produit par la nouvelle des premières victoires remportées par Napoléon. — Exaltation du patriotisme. — Puis, tout à coup, affaissement et troubles dans l'opinion, aux bruits sinistres qui circulent.

II. — Paris apprend que Napoléon a perdu une grande bataille le 18 juin. — Défection de Bourmont. — A Waterloo, l'Empereur a voulu se faire tuer. — Désorganisation de l'armée; débandade des régiments. — La retraite. — La nuit qui suit Waterloo. — Lettre de Napoléon à son frère Joseph. — Conseil tenu entre Napoléon et ses généraux. — Opinions divergentes. — Indécision persistante dans l'esprit de l'Empereur. — Néanmoins, il se dirige toujours vers Paris. — Il prend, enfin, la résolution de rentrer dans sa capitale. — Il en avertit son frère Joseph, et lui mande de convoquer les ministres, pour le moment de son arrivée.

III. — L'opinion de Marmont sur ce que Napoléon aurait dû faire en arrivant de l'île d'Elbe. — Criailleries et insolences des journaux anglais. — Leurs revendications.

IV. — Consternation des partisans de l'Empereur et de ses familiers. — Joie que manifestent les royalistes. — Fouché et ses paroles hypocrites. — Une soirée chez Carnot. — Siéyès chez le prince Joseph.

V. — Les ministres avertis se rendent à l'Elysée, après l'arrivée de l'Empereur. — Caulaincourt l'y attend et l'y reçoit. — Napoléon, suffoqué de douleur, se met au bain. — Ses confidences à Caulaincourt. — La visite de Lanjuinais; la visite de Fouché. — Paroles de l'Empereur à Fouché.

VI. — Conseil tenu avec les ministres. — L'opinion de Carnot, préconisant la dictature. — Caulaincourt explique son opposition à la dictature. — Davout opine pour la prorogation constitutionnelle des Chambres, afin de laisser libre l'Empereur, dans les mesures à prendre pour la défense de la patrie. — Fouché estime que l'on peut se fier aux Chambres, dont il garantit le patriotisme. Mais constatant l'hostilité de l'Empereur contre lui, il s'empresse d'avertir, par de petits billets, les députés, ses affidés, que la dictature se prépare. Il les engage donc à aviser. — Decrès est brutal; Regnault de Saint-Jean-d'Angély finit son discours par déclarer que les Chambres exigeront une nouvelle abdication. — Lucien et Carnot s'élèvent avec véhémence contre l'abdication. — Napoléon, réconforté par leurs paroles, expose, alors, à ses conseillers tous les moyens de défense qui lui restent. — Une forte armée peut encore, avant quelques jours, entrer en campagne. — Il est décidé qu'il se rendra au milieu des députés, pour leur faire connaître ses projets.

VII. — A cette nouvelle, les députés s'insurgent. — La Fayette, à la tribune,

réclame la permanence de la Chambre des députés. — Elle est votée. — Désormais, la lutte est déclarée entre les députés et l'Empereur. — Les pairs, à leur tour, imitant les députés, se déclarent en permanence. — Les députés réclament la venue de certains ministres au milieu d'eux. — L'Empereur, tout d'abord, s'y oppose. — Il cède à la fin. — Les ministres désignés partent pour la Chambre des députés, mais accompagnés de Lucien.

VIII. — Les fédérés et le peuple, assemblés sous les murs des jardins de l'Elysée, demandent des armes à grands cris, pour marcher contre les ennemis de la France.

IX. — Entrevue de Napoléon et de Benjamin Constant.

X. — Premiers sentiments de crainte, chez les députés, en apercevant Lucien précédant les ministres qu'ils attendaient. — Les premières paroles de Lucien dissipent ces craintes. — Discours du député Jay. — Riposte de Lucien. — Apostrophe du marquis de La Fayette. — A la suite de cette apostrophe, il est décidé qu'il sera nommé, parmi les députés, cinq membres, qui seront adjoints à cinq membres, nommés par les pairs : et avec les ministres, ils aviseront aux mesures à prendre pour le salut de la patrie. — Pendant la nuit, sous la présidence de Cambacérès, tous délibèrent sur ce qui doit être fait. — A la fin, on accepte l'envoi de plénipotentiaires, agréés par l'Empereur, près des monarques coalisés, pour traiter avec eux sur le sort de la France.

XI. — Accablement de Napoléon, à la suite de ces événements si précipités. — D'un autre côté, les députés ne sont point satisfaits de la résolution, prise pendant la nuit, par leurs mandataires. — Dans la salle des séances ils paraissent ameutés, presque en révolte. — Davout venant leur faire connaître les bonnes nouvelles arrivées de l'armée, ne produit sur eux aucune détente à leur colère. — Si Napoléon ne se décide pas à abdiquer sur l'heure, il sera mis *hors la loi*. — L'Empereur alors se décide à une nouvelle abdication.

XII. — Vociférations des fédérés en faveur de l'Empereur. — Conseil privé tenu par Napoléon, d'après Montholon. — Lucien y révèle son ambition. — Le texte de l'abdication. — Lecture en est faite aux députés. — Fouché demande aussitôt qu'une commission soit nommée, pour remplacer le pouvoir exécutif, en deshérence. — Elle serait composée de cinq membres : trois députés et deux pairs. — Sont nommés : Carnot, Fouché et le général Grenier.

XIII. — Séance tumultueuse à la Chambre des pairs. — Carnot fait l'exposé des ressources dont peut disposer l'Empereur pour la défense du territoire. — Ney dément les assertions de Carnot, avec un emportement fougueux. — Drouot prononce de sages paroles. — Les pairs sont avertis que les députés ont nommé trois d'entre eux, pour composer, avec deux membres de la Chambre des pairs, une commission exécutive devant remplacer le pouvoir de l'Empereur ayant abdiqué. — Labédoyère, en présence de ces faits, insiste pour que la Chambre des pairs proclame Napoléon II. — Séance de nuit. — Opposition formée contre la demande de Labédoyère. — Discours de Lucien, de Pontécoulant. — Paroles de Boissy-d'Anglas. — Allocution véhémente de Labédoyère. — Réprobation qu'elle soulève parmi les pairs. — Ils acceptent la décision de la Chambre des députés et nomment deux membres qui feront partie de la commission de cinq membres composant le gouvernement provisoire. — Ces deux membres sont : Caulaincourt et le baron Quinette.

XIV. — Les bureaux des deux Chambres viennent remercier l'Empereur de sa magnanimité et de son abdication. — Réponse triste de Napoléon aux députés ; glaciale aux pairs.

XV. — Surexcitation du peuple des faubourgs, à l'annonce de ces événements. — Emu par les acclamations persévérantes en sa faveur autour de l'Elysée, Napoléon est repris par ses hésitations sur la dictature. — Il revient ensuite sur ces velléités, se disant à quoi bon ? ce serait déchaîner la guerre civile. — Dernière entrevue de Napoléon et de Benjamin Constant. — Les adieux de Carnot.

## I

Les monarques coalisés contre l'Empereur n'étaient pas ses seuls ennemis redoutables. Il laissait, à Paris, une Chambre *déraisonnable*, écrivait Sismondi, qui avait assisté aux premières séances ; des députés d'opposition pleins de jactance, de suffisance, de haine, prêts à le renverser, dès que l'occasion se présenterait ; obéissant aux inspirations perfides du duc d'Otrante, qui, lié aux Bourbons par ses intrigues avec les ministres de la coalition, et menacé, depuis la découverte de ses vilenies, d'être arrêté et passé par les armes, si Napoléon était victorieux, rêvait d'ameuter contre son maître les membres influents de la grande Assemblée. Il avait réussi à gagner la confiance du marquis de La Fayette, devenu le coryphée des royalistes ; il tenait sous sa dépendance, par le prestige de son habileté, par son intelligence des affaires et la connaissance des hommes, de jeunes orateurs comme Dupin, Manuel, Roy, comme Jay, surtout, l'ancien précepteur de ses enfants, qui représentait à la Chambre le collège électoral de Bordeaux. Si la Chambre des députés lui était interdite, ainsi qu'à ses collègues, ministres à portefeuille, délégués seulement à la Chambre des pairs, il y était présent par ses affidés et ses amis. Sa volonté y régnait dans le groupe des opposants, et il y manœuvrait, depuis l'ouverture de la Chambre, contre le gouvernement dont il faisait partie, n'attendant qu'une défaite, une bataille perdue, pour forcer l'Empereur à une nouvelle abdication.

Dès les premières séances, les hostilités commencèrent. L'Empereur avait jugé nécessaire de communiquer aux députés les rapports de Carnot sur la situation intérieure, de Caulaincourt sur la situation extérieure, de Fouché sur l'esprit de la nation et les soulèvements des royalistes. Regnault de Saint-Jean-d'Angély, comme ministre d'Etat, fit la lecture du rapport de Carnot. Document explicite, très clairement écrit, animé du patriotisme le plus sincère et le plus généreux (1). La Chambre en parut satisfaite.

(1) « Les actes insensés du Congrès de Vienne, écrivait Carnot, les déclarations des ministres anglais au Parlement, les subsides votés, les hostilités déjà commises

A la séance du 15 juin, elle reçut communication d'un projet de loi sur la liberté de la presse, si largement conçu qu'il fut accueilli avec faveur des membres les plus difficiles de l'opposition. Le lendemain, 16 juin, Boulay de la Meurthe annonça que l'Empereur avait passé la frontière, se portant à la rencontre de l'ennemi. Ensuite, prenant le rapport du ministre des Relations extérieures, il en détailla le contenu, l'appuyant des pièces de chancellerie qui y étaient jointes (1). Ces lectures et ces discours n'étaient-ils point une preuve de la loyauté de l'Empereur? Cependant Jay, le porte-parole de Fouché, intervint et blâma le gouvernement impérial d'avoir reçu, le premier, ces rapports. C'était, d'après lui, à la Chambre des députés qu'ils auraient dû être adressés. Enfin, où était le ministre responsable qui devait supporter et combattre les critiques? Dans un gouvernement constitutionnel, était-ce de cette façon que les choses se passaient? La discussion se terminait sur les répliques très sensées de Boulay de la Meurthe, lorsque Roy, l'avocat du barreau de Paris, qui s'était naguère joint au jeune Dupin, sur le refus du serment à l'Empereur, releva, d'une véhémence implacable, la faute commise, disait-il, par le gouvernement. Il objectait l'article 50 de la constitution de l'an VIII, qui imposait la nécessité d'une loi pour toute déclaration de guerre. La guerre étant ouverte, il poussait les conséquences de cette infraction avec une logique rigoureuse; il deman-

sur terre et sur mer sans aucune provocation, les descentes inopinées sur nos côtes de l'Ouest, les manœuvres ourdies, dans l'intérieur, pour ranimer le feu de la guerre civile, prouvent que les projets de l'ennemi sont encore les mêmes que ceux consignés en 1792, dans le fameux manifeste de Brunswick. Mais il ne faut à la France que de la volonté et de l'union pour triompher de tous les obstacles, pour sortir de cette nouvelle crise, avec une gloire d'autant plus éclatante, d'autant plus pure, que ses efforts n'ont pour objet que la défense la plus légitime, la plus sacrée, contre l'agression la plus injuste et la plus odieuse qui fût jamais. »

(1) Caulaincourt concluait ainsi : « Les quatre grandes puissances entraînent avec elles (contre la France) tous les Etats qui touchent leur territoire ou qui se trouvent sur leur passage... La guerre nous entoure de toutes parts, Sire, et ce n'est plus que sur le champ de bataille que la France peut reconquérir la paix. Lorsque l'étranger n'a suspendu ses coups que pour nous frapper plus sûrement, l'intérêt national ordonne de les prévenir, au lieu de les attendre. Les Anglais, les Prussiens, les Autrichiens sont en ligne. Les Russes sont en pleine marche; les souverains sont maintenant à la tête de leurs armées.. Sire, toute hésitation peut désormais compromettre les intérêts de la patrie... La France veut être indépendante, la France restera indépendante, et l'union sincère du peuple avec le monarque formera autour de la patrie un mur d'airain contre lequel viendront se briser tous les efforts des ennemis de son bonheur et de sa liberté, de son honneur et de son indépendance. »

dait la mise en accusation du ministère. Les députés ne cédèrent point à cette injonction.

On en était déjà là, néanmoins, dans cette Chambre qui n'avait que quelques jours d'existence.

Roy, bourgeois de Paris (1), jadis intendant de grands seigneurs, représentait, en cette assemblée, la société enrichie, durant la Révolution, par des spéculations heureuses sur les biens nationaux, ne demandant qu'à jouir en repos du fruit de ses coups de Bourse et de marchés fructueux. Jacobins, ces gens-là, au début des dissensions civiles, énergumènes contre les privilégiés, ils étaient devenus, lorsqu'ils furent nantis, les défenseurs les plus arrogants de la paix, ne considérant les intérêts de la patrie qu'après les leurs et les étrangers comme des *amis,* s'ils leur garantissaient la jouissance paisible de leurs richesses. La guerre suscitée par le retour de Napoléon leur était donc odieuse. Ils lui imputaient leur crainte, leur dérangement, leur trouble, la perte que leurs rentes allaient subir à la Bourse. La guerre, si elle n'avait dépendu que de leur volonté, ils ne l'auraient jamais entreprise; ils auraient accepté toutes les humiliations pour conserver leur quiétude, leur vie heureuse et charmante. Ce n'étaient ni les Prussiens, ni les Russes, ni les Anglais qu'ils redoutaient, mais les patriotes qui voulaient, au prix de la vie, conserver l'intégrité du territoire; les gens du peuple, ivres de combat, qui réclamaient des armes pour défendre l'indépendance de la nation, les fédérés qui criaient : *A bas les riches!* parce que les riches préféraient la servitude à l'honneur. Roy incarnait en lui l'esprit égoïste de tous les satisfaits repus; il attaquait le gouvernement impérial, parce qu'il savait bien que l'Empereur ne supporterait jamais une atteinte à la dignité de la patrie, et qu'avec lui la paix serait toujours éphémère. Toutes ces attaques acrimonieuses n'étaient qu'un commencement.

Quant au rapport de Fouché, lu par Regnault de Saint-Jean d'Angély, il n'eut point, sur les députés, les répercussions que l'auteur en attendait. Les événements se précipitaient. Les esprits étaient fixés ailleurs, et il aurait fallu que Fouché, à la tribune, pût le commenter, pour en tirer les avantages que ses exagéra-

(1) Il fut anobli par la Restauration, fait comte, pair de France, et devint ministre des finances.

tions voulues lui avaient fait espérer. Pour cette raison, Jay, son compère, avait demandé que les ministres signataires des rapports, et par conséquent responsables, assistassent aux discussions de la Chambre. A l'heure où la patrie était en danger, où l'opinion était attentive aux bruits qui arrivaient des frontières du nord, ce rapport ne fut relevé par aucun membre de l'opposition.

Le départ de l'Empereur laissa tomber sur Paris une lourdeur que l'on sentait, sans pouvoir s'en affranchir. Les réjouissances du Champ de Mai à peine éteintes, l'anxiété tout à coup survenue aux nouvelles des champs de bataille, rendit graves, mais différemment, tous les esprits. La ville apparut morne. Que serait demain; que serait même l'heure prochaine? Quelque confiance qu'eussent les patriotes dans le génie du grand capitaine, la haine des Alliés, la colère inassouvie des royalistes, faisaient tout craindre, même des trahisons, qui engendreraient de nouvelles défaites. Et des aristocrates, mauvais Français, vidaient, le soir, dans les cabinets réservés de Tortoni, des coupes de champagne, buvant à l'écrasement de nos armées. Ailleurs, on s'agitait, on se démenait, on vociférait à la Bourse, où la rente avait des soubresauts inquiétants que lui imprimait la rage des agioteurs. Mais ceux-là ont-ils une patrie? Ils n'aiment que l'argent. En quelques mots cinglants, La Bruyère, depuis longtemps, les a notés d'infamie. Et jamais journées aussi belles, pour leur passion du jeu, ne leur avaient offert de pareilles chances de gain. Il y eut, comme au temps du Directoire, des fortunes éclatantes, édifiées en une seule journée. Suivant les quartiers, c'était l'espérance, ou la stupeur, ou la fièvre. Paris ne jouissait plus de sa vie normale. Il attendait.

Les premières nouvelles arrivèrent de Laon, où Napoléon avait passé le 12 juin; d'Avesnes, le lendemain, où le quartier général fut établi. L'enthousiasme, dans chaque ville, à l'arrivée de l'Empereur, était extrême, rapportent les gazettes. Les cloches sonnaient à toute volée, au milieu de vivats sans fin. Les fonctionnaires, en groupes, venaient présenter leurs hommages au souverain Mais lui, peu soucieux de ces vaines paroles, dont il connaissait l'hypocrisie, était déjà loin sur les remparts, examinant la force

de résistance et l'armement. Les routes qu'il avait suivies étaient pleines de bataillons marchant d'un pas accéléré, de trains d'équipage et d'une artillerie formidable. Coulée immense d'armes, de chevaux, de soldats, qui couraient allégrement au-devant de l'ennemi. Ils allaient, nos soldats, se venger enfin des étrangers qui avaient ravagé les provinces envahies, se venger des traîtres qui avaient causé la perte de l'Empereur. De Paris, à la suite de tous les corps d'armée, les munitions de guerre, les bouches à feu, étaient expédiées, sans relâche, sur le nord, du fort de Vincennes à La Fère. Au rebours, on apprenait que la Russie craintive exilait, en Sibérie, les Polonais rebelles à sa loi, les plus turbulents, les plus impatients de rejeter le joug qui les opprimait. Dans les faubourgs, ces nouvelles étaient reçues avec respect et doublaient la confiance du peuple en Napoléon. S'il était anxieux, le peuple, ce n'était pas sur la prolongation, ou la cessation de la guerre. Il avait l'amour de la France, de sa gloire, de sa suprématie, jusque-là incontestée en Europe. Il ne tremblait que pour une atteinte possible à cette grandeur nationale dont il avait l'orgueil. Les ouvriers, travaillant à la cour du Louvre, se passaient de leur café habituel et se réunissaient autour du tonneau de la marchande de journaux, près d'eux installée, pour commenter les dernières nouvelles envoyées du théâtre de la guerre. On sut, le 15 juin, que l'Empereur avait franchi la Sambre, s'était emparé de Charleroi ; que deux batailles avaient été gagnées à Fleurus et à Ligny par l'armée impériale, et, qu'à Fleurus, le général Letort avait été tué, en commandant une charge de cavalerie. Puis, ces ouvriers lisaient la proclamation que Napoléon avait adressée à son armée, avant de quitter Avesnes, et, à ce langage ardent, ils se redressaient avec un frémissement de bravoure, qui remuait toutes leurs fibres.

« *Avesnes*, 14 *juin.* — Soldats, c'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo et de Friedland, qui décida deux fois du destin de l'Europe. Alors, comme après Austerlitz, comme après Wagram, nous fûmes trop généreux. Nous crûmes aux protestations et aux serments des princes que nous laissions sur le trône. Aujourd'hui, cependant, coalisés entre eux, ils en veulent à l'indépendance et aux droits les plus sacrés de la France. Ils ont commencé la plus injuste des agressions. Marchons donc à leur rencontre.

Eux et nous, ne sommes-nous plus les mêmes hommes? Soldats, à Iéna, contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogants, vous étiez un contre trois, et à Montmirail un contre six. Que ceux d'entre vous qui ont été prisonniers des Anglais vous fassent le récit de leurs pontons et des maux affreux qu'ils y ont soufferts. Les Saxons, les Belges, les Hanovriens, les soldats de la Confédération du Rhin, gémissent d'être forcés de prêter leurs bras à la cause des princes, ennemis de la justice et des droits de tous les peuples. Ils savent que cette coalition est insatiable. Après avoir dévoré douze millions de Polonais, douze millions d'Italiens, un million de Saxons, six millions de Belges, elle devra dévorer les Etats du deuxième ordre de l'Allemagne. Les insensés! Un moment de prospérité les aveugle. L'oppression et l'humiliation du peuple français sont hors de leur pouvoir. S'ils entrent en France, ils y trouveront leur tombeau. Soldats, nous avons des marches forcées à faire, des batailles à livrer, des périls à courir. Mais avec de la constance, la victoire sera à nous; les droits, l'honneur et le bonheur de la patrie seront reconquis. Pour tout Français qui a du cœur, le moment est arrivé de vaincre ou de périr. — NAPOLÉON. »

Jointe aux bonnes nouvelles, partout répandues sur des feuilles volantes, cette lecture de la proclamation d'Avesnes enfiévrait le cœur des patriotes. Tout de suite, ils allèrent aux extrêmes. C'était l'entrée à Bruxelles pour le lendemain; la conquête des Pays-Bas, la disjonction de l'Autriche de la coalition; c'était la paix demandée par les Alliés, la tranquillité du pays déjà retrouvée. Jusque dans la Chambre des députés, il y eut un revirement de sympathie pour le monarque qui ramenait si vite la victoire au milieu de nos armées. Lanjuinais écrivait une lettre flatteuse à l'Empereur, lui exprimant la joie de ses collègues.

Heures sereines, heures lumineuses, heures bienfaisantes, qui n'eurent point de lendemain. Dès le 20 juin, ici et là, dans quelques salons, dans les antichambres des ministères, on remarquait des chuchotements de fâcheux augure. On parlait, à voix basse, de lettres remises au prince Joseph, lui annonçant une défaite cruelle, un désastre, et le retour prochain de l'Empereur. Puis, à mesure que les heures s'écoulaient, ces bruits devenaient plus précis.

Dans les groupes des royalistes, les visages se montraient souriants.

Ques'était-il passé? Que disait-on?

## II

Le 18 juin, la bataille, après deux jours de combat, la bataille qui porte le nom de Waterloo, avait recommencé, et Napoléon l'avait perdue. Il l'avait perdue, au moment où il la croyait gagnée. Elle avait continué avec un acharnement inouï, le soir, à sept heures, et avait duré jusqu'à neuf heures, jusqu'à la nuit, après l'arrivée des troupes fraîches de Blücher. Cette intervention inopinée et l'absence de Grouchy, que l'Empereur attendait, rendirent le courage aux troupes anglaises sur le point de lâcher pied et décidèrent la victoire de nos ennemis.

Ce n'était cependant que rumeurs vagues... une grande bataille perdue... toute l'armée en déroute... un matériel considérable aux mains de l'ennemi... et la défection du général Bourmont (1), le

(1) Voici ce qu'écrit Henry Houssaye sur la défection, sur la trahison plutôt de Bourmont : « Un peu après cinq heures du matin, Bourmont était monté à cheval à Florenne, avec tout son état-major, le colonel Clouet, le chef d'escadron de Villoutreys, les capitaines d'Andigné, de Trélan et Sourda et une escorte de cinq chasseurs. Les avant-postes français passés, il avait remis au brigadier des chasseurs une lettre pour Gérard, écrite à Florenne, l'avait congédié ainsi que l'escorte et s'était lancé au galop avec ses officiers dans la direction de la frontière. Il disait dans sa lettre à Gérard : « Je ne veux pas contribuer à établir « en France un despotisme sanglant qui perdrait mon pays... J'aurais donné « ma démission et serais allé chez moi, si j'avais pu croire qu'on m'en laissât le « maître. Cela ne m'a pas paru vraisemblable, et j'ai dû assurer ma liberté par « d'autres voies. On ne me verra pas dans les rangs étrangers, ils n'auront de « moi aucun renseignement capable de nuire à l'armée française, composée « d'hommes que j'aimais et auxquels je ne cesserai de porter un vif attachement. » Deux heures après avoir écrit cette protestation qu'il n'était qu'un déserteur et non un traître, Bourmont révélait au colonel de Schutter, commandant les avant-postes prussiens de la Sambre, que les Français attaqueraient Charleroi dans l'après-midi. Un peu plus tard, il dit au colonel de Reiche, aide de camp de Zietan, que l'armée française s'élevait à cent vingt mille hommes. Enfin, quand vers trois heures, il rencontra Blücher, près de Sombreffe, il se serait, sans doute, empressé de répondre à toutes les questions que celui-ci lui eût posées. Mais le vieux soldat, révolté de voir un homme portant l'uniforme de général de division déserter le matin d'une bataille, daigna à peine lui parler. Un officier de l'état-major prussien ayant fait remarquer au feld-maréchal qu'il devrait se montrer

15 juin, le matin des premiers combats, fuyant, la cocarde blanche à son chapeau, accompagné de quelques-uns de ses officiers. On s'était réjoui, les jours précédents, des succès de l'Empereur; et maintenant, le contraste était si grand que, dans la masse du public, on hésitait à prendre au sérieux ces bruits alarmants. La défection de Bourmont, toutefois, confirmait, dans l'esprit du peuple, ses suspicions de trahison que, depuis l'année dernière, il reprochait aux généraux, et il en résultait une exaspération indéfinie. Qu'importe! Il n'abandonnait pas l'Empereur, lui; et, dans les faubourgs, le fanatisme n'en fut que plus exalté. Et l'on ressassait la même nouvelle... L'armée en déroute!...

Qui est-ce qui ralliait les soldats dispersés? Où était l'Empereur; vivait-il encore? Tant qu'il serait sur le théâtre de la guerre, on ne perdait pas toute espérance. Dans la matinée du 21 juin, c'était tout ce que la ville savait, tout ce qui se disait dans les carrefours. Il fallait attendre des nouvelles de l'Empereur.

Lui, il avait assisté à l'effondrement de ses héroïques bataillons, au massacre de sa vieille Garde, sans pouvoir y porter remède. Il aurait voulu mourir dans le dernier carré que commandait Cambronne. Ses aides de camp l'avaient entraîné sur la route de Charleroi. L'un d'eux lui avait dit : « Non, Sire, l'ennemi est déjà trop heureux! — Allez-vous-en, lui criaient ses grognards qui allaient mourir. Vous voyez bien que la mort ne veut pas de vous! » Devenu blême de stupeur et de douleur, les lèvres tremblantes comme s'il eût voulu parler, de grosses larmes tombaient sur ses joues. Il avait suivi machinalement ses aides de camp, au milieu des fuyards qui se hâtaient vers le pont jeté sur la Dyle, pour gagner Charleroi. Aucune voix, aucun commandement ne pouvaient se faire entendre dans cette débandade, affolée par la peur, que poursuivaient à outrance les Prussiens. Il suivit le courant. Il y eut bientôt un encombrement tel, que ce ne fut alors qu'un piétinement tumultueux, en certains endroits de la route. Les chariots, les caissons d'artillerie, les pièces de canon, les voitures d'équipage, celles de l'Empereur, celles de Maret, le fourgon du trésor particulier de Napoléon, se trouvèrent confondus dans

moins brusque avec Bourmont, puisque celui-ci avait une cocarde blanche, Blücher, sans se soucier d'être compris par le transfuge qui pouvait savoir l'allemand, dit tout haut : « Qu'importe la cocarde, J... F... sera toujours J... F... »

cette mêlée inextricable et les Prussiens s'en emparèrent. Maret avait fait déchirer et jeter, dans la boue du chemin, les papiers les plus importants contenus dans son portefeuille. Le trésor fut divisé entre tous les soldats qui conduisaient le fourgon et l'escortaient. Mais l'Empereur perdit, avec sa berline, un vêtement de rechange où se trouvaient cousus des diamants de la valeur d'un million, cédés par le prince Joseph à son frère. Désespérant d'arrêter les fuyards, de rallier les bataillons qui avaient quitté le champ de bataille, il laissa cette coulée humaine fuir devant elle et, montant à cheval, il se dirigea sur Genappe, puis, sur Charleroi, où il arriva aux premières heures du matin (1). Il ne s'arrêta

(1) Gourgaud, t. II, p. 551. *Le 19 juin 1815.* L'Empereur arriva à sept heures du matin à Charleroi, traversa la ville et passa la Sambre ; il s'arrêta quelque temps dans la prairie qui est au débouché du pont, à droite. Là, il chercha à rallier quelques cavaliers, des carabiniers, etc.... Vains efforts ! Les hommes que l'on fait entrer d'un côté s'échappent de l'autre. Sa Majesté mangea un morceau. Mes domestiques me rejoignirent avec ceux de Lariboisière. Mon cheval n'en pouvant plus, je pris un de ceux de ce dernier. L'Empereur me dit de donner ordre aux quatre compagnies de pontonniers qui se trouvaient près de là avec l'équipage de pont, d'abandonner les haquets et les bateaux et de se retirer avec les chevaux et les soldats du train sur Avesnes. Je presse également le départ d'un parc de chariots de paysans, chargés de vins, de pain, etc... Il y avait là une quantité considérable de vivres et, à l'armée, nous mourions de faim. Sa Majesté, toujours très fatiguée, demande une calèche. On lui fait observer que la route est si encombrée de voitures, qu'il lui serait impossible d'échapper ainsi à la cavalerie légère ennemie qu'on s'attendait à voir apparaître d'un moment à l'autre. Alors Elle remonte à cheval. Nous suivons un instant la route d'Avesnes ; mais d'après quelques avis que les partisans ennemis étaient à Beaumont, l'Empereur se décide à marcher sur Philippeville. Au bout de quelque temps, nous rencontrons de nos fuyards qui reviennent sur nous en coupant la route. Sa Majesté hésite un instant, s'arrête, et, comme on ne voyait pas d'ennemis, que, d'ailleurs, il fallait bien passer, nous nous remettons en marche. Je formai avec Saint-Yon, Regnault, Amilhet et Montesquiou, un petit peloton que je précédai. Je rencontrai plus loin une vingtaine de lanciers rouges qui revenaient au galop. Je leur dis que leur terreur n'était pas fondée, et je les remis en route avec nous. Enfin, harassée de fatigue, Sa Majesté arriva presque seule à Philippeville, n'ayant avec Elle que Soult, Bertrand, Drouot, Flahaut, Gourgaud, Labédoyère, Amilhet et deux ou trois autres officiers d'ordonnance. L'Empereur descendit à une auberge sur la place, et il fit venir le commandant. Nous mangeâmes un peu, et j'appris que Sa Majesté allait partir en poste pour Paris ; on emprunta la voiture du général Dupuy, commandant de la place, et deux autres carrioles furent préparées. Le duc de Bassano nous rejoignit à ce moment-là. Je demandai à Bertrand si je partais en carriole ; il me répondit de suivre à cheval. Je lui répondis que ma monture était fourbue, et offris de monter sur le siège d'une carriole. Il m'assura que c'était impossible... nous nous disputâmes à ce sujet. Cependant Sa Majesté ayant dressé la liste de ceux qui devaient l'accompagner, je fus désigné par Elle. Nous partîmes avec des chevaux de poste en passant par Rocroy... un peu plus loin, au village de... nous rattrapâmes la voiture de l'Empereur. Nous y soupâmes et on nous fit payer le souper trois cents francs. Nous tînmes conseil sur la route à suivre, et il fut décidé que dans la crainte de manquer

pas, traversa la ville et vint se reposer dans une prairie, sur la rive droite de la Sambre, loin du tumulte, loin de la cohue épouvantable des régiments en déroute. Il cherchait à reprendre conscience de soi-même, de la catastrophe qui l'accablait. On le vit, alors, la tête baissée, les bras croisés sur la poitrine, se promener à petits pas, autour d'un feu allumé, cherchant une inspiration réconfortante, pour pallier à tant de maux, à ce foudroyant échec qu'il ne s'expliquait pas ; car, plus tard, parlant de Waterloo, il disait :

« Journée incompréhensible, concours de fatalités inouïes ! Y a-t-il eu trahison ; n'y a-t-il eu que du malheur ? Et pourtant tout ce qui tenait à l'habileté avait été accompli. Singulière campagne où j'ai vu trois fois s'échapper de mes mains le triomphe assuré de la France ! Sans la désertion d'un traître, j'anéantissais mes ennemis, en ouvrant la campagne ; je les écrasais à Ligny, si la gauche eût fait son devoir ; je les écrasais à Waterloo, si ma droite ne m'eût pas manqué. Singulière défaite, où, malgré la plus horrible catastrophe, la gloire du vaincu n'a point souffert, ni celle du vainqueur augmenté. La mémoire de l'un survivra à sa destruction ; la mémoire de l'autre s'ensevelira peut-être dans son triomphe (1). »

de chevaux, nous reprendrions la grande route de Mézières où nous passâmes *incognito*, ainsi qu'à Reims, le 20 juin. — De là, à Berry-au-Bac, où nous déjeunâmes. Nous y tînmes conseil. Drouot, Flahaut, Labédoyère, Dejean, etc. (Soult était resté à Philippeville.) Nous étions tous d'accord que Sa Majesté devait, aussitôt arrivée à Paris, courir tout botté et crotté à la Chambre des députés, rendre compte du désastre, demander des secours et retourner se mettre à la tête de l'armée de Grouchy et des débris qu'on aurait pu réunir : enfin de proposer de déposer la couronne, si c'était un moyen d'obtenir la paix. Nous nous arrêtâmes ensuite à Laon, où nous fûmes reçus aux cris de *Vive l'Empereur*. Tous les paysans des environs s'offraient pour défendre cette position. Sa Majesté changea de voiture, et envoya Flahaut à Avesnes et Dejean à Guise ; Bussi resta à Laon, et nous partîmes enfin pour Paris où Sa Majesté arriva vers 10 heures *incognito*, n'ayant pas voulu se servir des voitures de la cour, que Caulaincourt, instruit par un courrier de son arrivée, avait envoyées à sa rencontre, au delà des barrières. L'Empereur, aussitôt arrivé, manda ses ministres et se mit au bain. »

(1) De Vaulabelle (*Histoire de la Restauration*) : « Si le premier jour de la campagne, un lieutenant général et plusieurs officiers supérieurs avaient passé à l'ennemi, par un contraste qui caractérise le moment et les hommes, pas un seul des cent quinze mille hommes, sous-officiers et soldats qui franchirent la frontière ne déserta. Un rapport constate que dans le 4e corps (15 000 hommes) il n'y avait pas une seule faute de désobéissance à réprimer, durant toute la campagne. Ce rapport ajoute que le 14, à Ligny, tous les officiers montés de l'ancienne division Bourmont eurent leurs chevaux tués sous eux, et qu'il serait impossible de désigner aucun des officiers supérieurs ou autres, comme s'étant

Une heure s'écoula durant cette nuit horrible, en proie au plus cuisant désespoir. Près de lui, en un silence douloureux, se tenaient ses aides de camp, accablés aussi par l'épouvante du malheur éprouvé. C'étaient Bertrand, Drouot, Dejean, de Flahaut, Bussi, quelques autres. Sa méditation ne l'ayant point calmé, il remonta à cheval, et partit pour Philippeville où il arriva le matin du 19 juin, à neuf heures. Il y fut rejoint par le duc de Bassano, et Fleury de Chaboulon, auquel il dicta deux lettres destinées à son frère Joseph. La première ne contenait qu'un aveu discret de son désastre. Elle devait être lue aux ministres. La seconde, tout intime et très explicite, pour le prince Joseph seul, ne dissimulait rien du péril qui menaçait la France et annonçait qu'il se dirigeait sur Laon, en passant par Rocroi. Des courriers furent expédiés ensuite dans toutes les directions, afin de faire converger les troupes dispersées, soit vers Laon, soit vers La Fère, soit vers Soissons. Les commandants des places fortes voisines furent avertis d'une attaque prochaine et le maréchal Grouchy, sommé de battre en retraite, vers Philippeville ou Givet.

De Vaulabelle cite la fin de la lettre au prince Joseph relatant, sans réticence, la catastrophe de Waterloo :

« Cependant tout n'est pas perdu, écrivait Napoléon : je suppose qu'il me restera, en réunissant mes forces, cent cinquante mille

particulièrement distingué, parce qu'il faudrait les citer tous. « Le seul reproche « à faire aux soldats, dit le rapport, serait de s'être jetés sur l'ennemi avec trop « de fureur et d'abandon. Plus de calme aurait épargné bien des braves gens. « Cette division forte de 4 000 hommes eut 1 200 hommes hors de combat. Il « en fut de même pour la plupart des autres divisions de l'armée. Bien que « formées à la hâte, ajoute Vaulabelle, et composées pour moitié de conscrits « ou de volontaires, enrégimentés depuis quelques semaines, les troupes qui li- « vrèrent ce combat suprême se montrèrent les égales des plus vaillantes légions « de la République et de l'Empire. Elles comptaient cinquante-neuf mille com- « battants à Ligny ; à Waterloo soixante-cinq mille. Les Alliés perdirent près « de 60 000 hommes. Jamais armée française, on le voit, ne porta des « coups plus terribles. » (*En note.*) « La furie qui animait les soldats de Blücher et « les nôtres, durant les quatre jours de cette campagne, survécut à la bataille « du 18. Le jour suivant et le surlendemain les blessés des deux nations, retirés « dans les villages ou dans les fermes voisines du champ de bataille, luttaient « encore sur les lits et sur la paille où ils étaient gisants ; à défaut d'armes, ils se « déchiraient avec les mains. Le 20, un habitant de Planchenoit rentra dans « sa maison qu'il avait abandonnée dans l'après-midi du 18. Son lit était occupé « par deux moribonds restés sans soin depuis deux jours. Il s'approche et leur « demanda ce dont ils avaient le plus besoin. L'un d'eux, blessé français, ras- « semblant ce qu'il avait de force, répondit : je voudrais un pistolet, pour casser « la tête de ce Prussien. »

hommes. Les fédérés et les gardes nationaux, qui ont du cœur, me fourniront, en outre, cent mille hommes; les bataillons de dépôt, cinquante mille hommes; j'aurai donc trois cent mille soldats à opposer, tout de suite, à l'ennemi. J'attellerai l'artillerie avec les chevaux de luxe; je lèverai cent mille conscrits; je les armerai avec les fusils des royalistes et des mauvais gardes nationaux. Je ferai lever en masse le Dauphiné, le Lyonnais, la Bourgogne, la Champagne, la Lorraine : j'accablerai l'ennemi. Mais il faut qu'on m'aide et qu'on ne m'étourdisse point. Je vais à Laon; j'y trouverai, sans doute, du monde. Je n'ai point entendu parler de Grouchy; s'il n'est point pris, comme je le crains, je peux avoir dans trois jours cinquante mille hommes. Avec cela, j'occuperai l'ennemi, et je donnerai à Paris et à la France le temps de faire leur devoir. Les Anglais marchent lentement. Les Prussiens craignent les paysans et n'oseront pas trop s'avancer : tout peut se réparer encore. Ecrivez-moi l'effet que cette terrible échauffourée aura produit dans la Chambre. Je crois que les députés se pénétreront que leur devoir, dans cette grande circonstance, est de se réunir à moi, pour sauver la France. Préparez-les à me seconder dignement. » Napoléon ajouta de sa main : « Du courage et de la fermeté. »

Henry Houssaye extrait une phrase seule de cette lettre et affirme que l'Empereur annonçait à son frère dans le texte complet, qu'il rentrait à Paris, afin d'organiser, de concert avec les Chambres, la défense de Paris et une nouvelle armée à opposer aux envahisseurs. Sauf l'annonce de sa rentrée à Paris, c'est bien la même pensée qui a dicté la lettre citée par de Vaulabelle (1).

Au surplus, sur cette détermination de Napoléon d'abandonner son armée aux soins de ses lieutenants, de Vaulabelle parle d'un conseil, tenu à Rocroi (2), où il s'arrêta quelques heures, dans cette journée du 19 juin, en venant de Philippeville. Parmi les généraux présents à ce conseil, Labédoyère, aveuglé par son cou-

(1) Henry Houssaye parle de cette lettre, en ces termes : « *Mémoires de Mme X.* Il m'est interdit de désigner autrement ces mémoires, un des plus précieux documents qui soient, sur les derniers jours de l'Empire. » Henry Houssaye dit encore : « Fleury de Chaboulon cite le texte de cette lettre que Charras et d'autres regardent comme authentique. Je ne suis point aussi affirmatif. Mais, si ce ne sont pas là les termes mêmes de la lettre, bien vraisemblablement, c'en est le sens. »

(2) La note de Gourgaud, citée plus haut, indique Berry-au-Bac comme le lieu où se tint ce conseil

rage et son patriotisme, supposait qu'en ce grand danger de la patrie, personne n'hésiterait à s'unir à l'Empereur pour la défense du territoire. Il le poussait donc à revenir immédiatement dans la capitale où, tout poudreux de la poussière de la bataille et noirci de la fumée des canons, il entrerait dans l'enceinte de la Chambre des députés, et, après le récit de l'écrasant échec de l'armée, demanderait la levée de nouveaux bataillons. Il ne doutait pas qu'à la voix du monarque, les représentants de la nation ne cédassent à ses instantes exigences. De Flahaut, plus rassis, plus expert dans la connaissance des hommes, combattait cette opinion et désapprouvait l'éloignement de l'Empereur de ses troupes. Il n'était en sûreté qu'au milieu de ses soldats, disait-il; il ne serait respecté de tous les marchands de paroles que s'il gardait le commandement de l'armée. Ces gens-là ne s'abaissent que devant la force, et, quel que fût leur désir de l'abandonner, de le trahir, de lui enlever son pouvoir, ils ne l'oseraient, tant qu'il commanderait à ses héroïques bataillons, toujours prêts à se sacrifier pour lui. La présence de l'Empereur à Paris, entouré de ses ministres, qui, tous, ne lui étaient pas dévoués, indiquerait qu'il ne se sentait plus assez fort pour triompher de son malheur. Demander l'aide de la Chambre des députés, c'était d'avance se soumettre à ses délibérations qui ne pourraient que lui être hostiles. Ne savait-on pas quels meneurs la dominaient? Et puis l'armée se croirait-elle certaine du succès, quand elle saurait l'Empereur loin d'elle?

Tiraillé en sens contraire, la volonté vacillante, depuis que la chance l'abandonnait, il demeura hésitant et ne sut prendre aucun parti. C'est que, au fond de lui, un désir pressant l'incitait à rentrer à Paris. Il y était attiré par la crainte des intrigues royalistes et des trahisons de Fouché. Vraisemblablement, il voulut voir de ses yeux l'effet produit sur Paris par les graves nouvelles arrivées de Belgique. Une journée, deux journées au plus, là-bas, au milieu des factions politiques, et puis il reviendrait à ses soldats. Il croyait toujours en son prestige pour en imposer aux intrigants, à tous les chefs d'opposition qu'il avait vus, courbés encore devant lui, à l'inauguration des Chambres. Néanmoins, au premier moment et plus tard, les meilleurs esprits pensèrent qu'il aurait dû ne point abandonner son armée. Ce fut

l'opinion de son frère Joseph, qui lui expédia un courrier pour l'inviter à rester loin de Pais ; ce fut l'opinion de Davout ; ce fut l'opinion du peuple des faubourgs qui ne voyait en lui que le général et non le chef de l'Etat. Défendre le pays, disait-on dans les carrefours, il n'y avait que l'Empereur qui pût le faire avec succès ; et se maintenir au milieu de ses soldats, c'était raffermir leur confiance et redoubler leur courage.

Il n'échappait pas, d'ailleurs, aux hommes judicieux que la situation n'était plus la même que celle de l'année précédente. Les armées ennemies ne l'avaient pas encore devancé vers Paris. Il pouvait barrer la route à Wellington et à Blücher. Quoi faire à Paris ? Avant de partir, n'avait-il pas prévu qu'il pouvait éprouver une défaite ; n'avait-il pas indiqué les ressources disposées pour la défense de la capitale ? Se présenter devant les Chambres, c'était une démarche qui l'amoindrissait. La grande raison, et la seule de ceux qui ont discuté cette question, c'est que les Chambres pouvaient le déclarer déchu du trône, s'il n'était pas là pour les contenir. Et alors quelle autorité lui serait-il restée sur la France ? Mais sa présence à Paris pourrait-elle empêcher cette révolte des intrigants ? Au contraire, elle devait surexciter ses ennemis, qui n'auraient plus à craindre un coup de force ordonné de loin. Est-ce qu'à la tête d'une armée, chaque jour augmentée par le ralliement des régiments disloqués, il ne maintiendrait pas en respect tous les brouillons, qui auraient voulu rappeler les Bourbons ou un autre prince ? Il était sûr de l'armée : il devait vivre près d'elle en ces jours effroyables de malheur. Ses ordres, à Paris, aux officiers qu'il pouvait y envoyer, auraient été exactement suivis, et il n'avait qu'un mot à dire pour dissoudre l'Assemblée, si elle se fût montrée rebelle.

En partant de Rocroi, la résolution de l'Empereur n'était point définitive. L'indécision planait toujours en son esprit, comme dans l'esprit de beaucoup de généraux de son escorte. Le malheur aveugle. De Rocroi, avec sa suite, l'Empereur se dirigea sur Laon, où il arriva dans la soirée du 20 juin ; il s'arrêta au faubourg de Vaux situé au pied de la ville, bâtie sur une éminence (1). Les délibérations recommencèrent. Mais plus on approchait de Paris,

(1) Henry HOUSSAYE, *1815, Waterloo*, p. 436. « L'Empereur descendit dans la cour de l'Hôtel de la Poste. Par la grande porte, restée ouverte, on le voyait

plus chacun désirait y rentrer, l'Empereur aussi bien que ses aides de camp. Il semblait que le voisinage de la grande ville les fascinât, les éblouît. On disait à l'Empereur que loin de sa capitale, tous les mensonges obtiendraient du crédit parmi le peuple ; qu'on le dirait mort ou prisonnier ; que les fédérés se soulèveraient et que la guerre des rues étendrait sur la ville ses hideuses horreurs. Ce serait la guerre civile jointe à la guerre étrangère. Ces raisons impressionnèrent Napoléon plus que toutes les autres. La guerre civile, la guerre comme il l'avait vue souiller tous les carrefours de Paris, durant la Révolution, était sa plus grande crainte.

« Eh bien, dit-il à ses généraux, puisque vous le croyez nécessaire, j'irai à Paris, mais je suis convaincu que vous me faites faire une sottise. Ma vraie place est ici. Je pourrais y diriger ce qui se passerait à Paris. Mes frères feraient le reste. »

Il fit donc prévenir le prince Joseph qu'il partait de Laon et arriverait à l'Elysée dans la matinée du 21 juin ; qu'il présiderait aussitôt le Conseil des ministres et qu'ils eussent à se tenir prêts (1).

## III

Il est peu d'historiens, peu de mémorialistes, qui n'aient disserté sur la conduite de Napoléon à son retour de l'île d'Elbe, à Paris; sur ce qu'il aurait dû faire pour éviter la sinistre issue de Waterloo. Marmont, en ses *Mémoires*, donne ses raisons qui ne sont point dénuées de justesse. Les voici. Après la déclaration

de la rue, marcher de long en large. la tête penchée, les bras croisés sur la poitrine. Il y avait beaucoup de paille répandue dans cette cour, où s'ouvraient des granges et des écuries. Un des spectateurs dit à voix basse : *C'est Job sur son fumier.* Napoléon paraissait si accablé et si triste, la scène était si impressionnable même, pour des âmes rustiques, qu'on n'osait l'acclamer. Quelques cris de : *Vive l'Empereur,* bien faibles, timides, étouffés, partirent cependant de la foule. L'Empereur s'arrêta et souleva son chapeau. On avait été averti dans la ville. Un détachement de la garde nationale descendit pour former la garde d'honneur. »

(1) Henry Houssaye discute longuement si ce fut à Philippeville, à Rocroi, ou à Laon, que Napoléon se décida à rentrer à Paris. La question, il me semble, est de mince valeur. Celle d'une autre importance est de juger s'il devait abandonner son armée, ou rester au milieu d'elle.

du 13 mars par les puissances coalisées, Napoléon devait se résoudre incontinent à la guerre, envahir la Belgique, la soulever, reprendre les frontières du Rhin et appeler toutes les forces vives de la France à le soutenir. Ces premiers succès en eussent amené d'autres. La France possédait alors une armée de quatre-vingt mille hommes, renforcée de cent canons. Recrues, vétérans, volontaires, seraient accourus, doublant le nombre de ses combattants, avec lesquels l'Empereur aurait mis en échec ses ennemis. Cette attaque immédiate, inattendue, les aurait démoralisés, et Napoléon aurait obtenu la paix. Sa conduite fut autre. Il eut le tort de se laisser endoctriner par les phrasiers de la Restauration, par les jeunes sectateurs du régime parlementaire, beaux orateurs haut cravatés, dont la fougue oratoire se serait calmée très vite, au moindre froncement des sourcils du général. Pas de politique aux premières semaines de son retour : la guerre. La politique ne lui offrait que périls... Eh! sans doute, cela est vrai. Mais Napoléon arrivait, convaincu que sa renommée d'homme de guerre lui avait enlevé l'amour de la France; qu'il devait démontrer qu'il n'était plus un conquérant, qu'il voulait la paix, la liberté, être un monarque constitutionnel, comme tous les autres monarques de l'Europe. On lui avait tant reproché ses vingt ans de combats multipliés, les mêlées sanglantes de ses campagnes militaires, qu'il se refusait à provoquer le premier ses ennemis. Il attendit qu'ils se fussent mis en marche pour aller à leur rencontre (1). Et lorsqu'il fut vaincu, on l'accabla, lui et la France que l'on ne séparait point de sa cause.

Les plus venimeux de ces assommeurs, qui déchaînent leur

(1) MENNEVAL (*Souvenirs*, t. II, p. 443) note ses impressions sur Napoléon, qu'il voyait, à son retour de l'île d'Elbe. « Je ne le retrouvai plus animé de cette certitude du succès, qui l'avait rendu si confiant autrefois. Il semblait que la foi dans sa fortune, qui l'avait porté à former l'entreprise hardie de son retour de l'île d'Elbe, et qui l'avait soutenu dans sa marche, à travers la France, l'eût abandonné, à son entrée dans Paris. Il sentait qu'il n'était plus secondé, avec ce zèle ardent et dévoué auquel il avait été accoutumé, et que son allure, gênée par les entraves qu'il s'était laissé imposer, n'avait plus la même liberté. »

De son côté Marmont : « Au moment d'entrer en campagne, il avait les plus tristes pressentiments. Il s'en expliqua, plusieurs fois, dans l'intimité, et Decrès, la veille de son départ pour l'armée, surprit sa pensée intime. Entré dans son cabinet, il le vit enfoncé dans son fauteuil, ayant l'air assoupi. Decrès resta silencieux et immobile, pour attendre le moment du réveil. Peu après, Napoléon se leva brusquement en prononçant, tout haut, des paroles qu'il pensait n'avoir point d'auditeurs : « Et puis cela ira comme ça pourra. »

colère et leur haine quand leur victime est à terre, furent les journaux anglais, dont les sentiments reflétaient l'esprit de la plèbe de Londres, de toute la classe marchande et trafiquante, que les victoires de Napoléon avaient distraite de ses occupations mercantiles. Jadis, elle n'avait pu s'enrichir, comme elle l'eût fait si elle n'avait pas craint les navires armés en course contre ses bâtiments chargés de marchandises, si elle avait pu vendre à l'Europe, fermée par le blocus continental, ses cargaisons tirées des pays d'outre-mer. Et ces journaux écrivaient au lendemain de Waterloo :

« Pour les conditions que le duc de Wellington devra imposer aux Français, comme à une nation conquise, il convient de ranger tout d'abord, celle de restituer à leurs légitimes propriétaires toutes les statues, tous les tableaux, tous les livres et autres objets d'art dont l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne ont été dépouillées. Il faut que la vanité du peuple français ne soit plus flattée par la possession d'un seul trophée de sa Révolution. Il faut qu'il retourne à l'état abject où il était sous son ancien régime, et que son esprit soit tout à fait abattu. Les alliés de Louis XVIII admettent aujourd'hui son rétablissement sur le trône, et, dès ce moment, le monarque doit acquiescer à tout ce qu'on lui demandera. Il n'a rien à refuser à ceux dont il est le protégé. »

## IV

Dans la soirée du 20 juin, dans la matinée du 21, jour de l'arrivée de Napoléon à Paris, l'immensité du malheur qui le frappait était connue de tout Paris. Les chuchotements des premières heures étaient devenus de longs colloques entre les députés et les pairs. S'ils ne savaient rien d'exact, ils étaient certains que l'Empereur avait été vaincu, que son armée était en déroute, et qu'ils allaient le tenir à merci, lui, dont ils redoutaient tant l'audace et la force. Dans le cercle des amis de l'Empereur, et parmi ses familiers, la consternation était grande. Chez les royalistes, la joie était si démonstrative qu'elle en devenait honteuse. Ils ne

doutaient plus que l'Empire napoléonien ne se fût écroulé à Waterloo et que la dynastie « usurpatrice » ne se relevât jamais de l'écrasement de sa dernière armée. Fouché, mieux renseigné que ses collègues, par ses affidés et ses correspondances avec la cour de Gand, Fouché, qui avait tout à craindre de Napoléon vainqueur, la mort, en représailles de ses trahisons connues, ne perdit pas un instant pour avertir, de ces accablantes nouvelles, ses compères de la Chambre des députés, Manuel, Jay, et tous les opposants qui se groupaient autour de ces malfaisants orateurs. Exaspérer leur animosité contre l'homme de guerre qu'ils détestaient, c'était préparer son renversement et de plus se défendre soi-même. Et ils arrivèrent tous chez le ministre pour combiner avec lui les attaques contre le monarque, dépourvu de son auréole, dont ils voulaient secouer le joug.

Avec son habileté ordinaire, Fouché tenait un langage qui n'était pas le même suivant ses interlocuteurs. Il effrayait les libéraux, les ameutait contre une dictature possible, une dictature qu'il sentait nécessaire dans la situation périlleuse de la patrie. Il encourageait les royalistes dans leur audace, dans leurs entreprises, dans leur soulèvement contre le pouvoir établi. Il affectait avec les impérialistes une attitude déprimée, un chagrin presque inconsolable, en pensant que le grand capitaine, abandonné de ses anciens et de ses nouveaux partisans, parce qu'il était vaincu, serait peut-être forcé à une nouvelle abdication. Par des moyens différents il visait au même but, la dépossession de l'Empereur de son pouvoir souverain.

Tous les ministres ne ressemblaient point à Fouché, heureusement. La plupart restaient fidèles à Napoléon dans son malheur. Le soir du 20 juin, Carnot recevait quelques-uns de ses amis. Les invités se pressaient autour de lui, espérant lui arracher le secret qui l'accablait, visiblement indiqué sur son visage bouleversé. Il se plaça à une table de jeu, afin d'échapper à ces interrogations torturantes. Mais, l'esprit troublé, il battait les cartes sans interruption, ne se décidant point à jouer. De Gérando, son partenaire, le considérant alors avec une attention provocatrice, Carnot ne se contint plus, jeta les cartes sur la table et se leva, disant : « Eh bien! oui, la bataille est perdue! » Ailleurs que chez les ministres, Thibaudeau, l'ardent conventionnel que Napo-

léon avait nommé pair de France, Thibaudeau, redoutant un retour des Bourbons, exhalait ses craintes en paroles les plus véhémentes, et démontrait tout ce que la liberté perdrait, avec ces princes, deux fois fugitifs, revenant irrités de l'interruption de leur bonheur, de l'humiliation subie et de l'abandon de ceux qui avaient juré de les défendre. Siéyès, comme Thibaudeau, apprenant le désastre de Waterloo, se présenta tout de suite chez le prince Joseph. Il y rencontra Lanjuinais, le président de la Chambre des députés ; et Menneval raconte que Siéyès voyant cet homme douteux, si froid naguère envers l'Empereur, s'exprima avec sa brusquerie coutumière, en montrant Lanjuinais au prince :

« Si vous voulez le persuader avec des discours, vous avez fort à faire. Permettez-moi de prendre la parole... Lanjuinais, dit-il, Napoléon a perdu une bataille. Il a besoin de nous ; il arrive. Allons à son aide ; qu'il chasse les barbares ; lui seul le peut avec notre concours. Après cela, s'il veut être despote, le danger passé, nous nous réunirons pour le pendre, si cela est jugé indispensable. Mais, aujourd'hui, marchons avec lui. C'est le seul moyen de nous sauver. Sauvons-le, pour qu'il nous sauve. La nation nous en saura gré, car il est l'homme nécessaire. »

## V

Les ministres invités par le prince Joseph à se réunir à l'Elysée, le matin du 21 juin, ce fut Caulaincourt que l'Empereur trouva le premier sur le perron de l'escalier du palais, l'attendant à sa descente de voiture. C'était lui, dit Villemain, lui, ce cœur fidèle, ce cœur dévoué, qui était là pour recevoir ses douloureux épanchements. Napoléon haletait, ne pouvait parler. Sa respiration bruyante dénonçait l'oppression de son âme, et ses traits altérés le vieillissaient de dix ans. Il ne sortait de ses lèvres que des phrases entrecoupées et sans suite... « J'étouffe là, disait-il, la main sur son cœur. Il me faut quelques heures de repos pour me remettre à mes affaires... Un bain, un bain !... Caulaincourt, j'étouffe. » Il se mit au bain, et Caulaincourt admis près de lui familière-

ment, il l'interrogea sur l'opinion des Chambres et l'esprit de Paris. L'ami, plein d'égards, éloignait ce sujet irritant ; ce qu'il aurait pu lui dire était si désolant, si troublant, qu'il évitait de parler. D'ailleurs, le monarque malheureux s'agitait dans son bain, et la pensée toujours implacablement attachée aux événements de Belgique, il les repassait, les commentait, tantôt avec tristesse, tantôt avec désespoir, tantôt avec colère, devant son ministre, muet de douleur.

« C'est horrible, horrible, s'écriait-il, en une intonation déchirante, mes troupes écrasées après tant et de si héroïques efforts. Jamais la plus belle victoire ne portera la gloire de l'armée française plus haut que la défaite du Mont-Saint-Jean. L'ennemi ne l'a pas vaincue, il l'a égorgée à force de masses d'hommes. Ma Garde s'est fait massacrer, sans vouloir de quartier... ma brave, mon admirable Garde, détruite, hachée ; et moi je n'ai pu mourir... »

Des gémissements étouffés entrecoupaient ce récit, qui m'arrachait le cœur, ajoute Caulaincourt. Je ne trouvais ni larmes, ni paroles ; c'en était trop. »

« J'avais combiné, reprit l'Empereur, une audacieuse manœuvre qui devait empêcher la jonction des deux armées ennemies. Je lançais ma cavalerie réunie en un seul corps de vingt mille hommes, au milieu des cantonnements prussiens. Cette attaque hardie, exécutée le 16, avec la rapidité de la foudre, pouvait décider du sort de la campagne. Les Français ne comptent pour rien le nombre des ennemis qu'ils ont à combattre ; ils prodiguent leur sang avec le succès. Ils sont invincibles dans la prospérité, et il m'a fallu changer mes plans. Au lieu d'attaquer à l'improviste, il m'a fallu entamer un combat régulier, présenter la bataille aux deux armées réunies et soutenues par d'immenses réserves... La force de l'ennemi était quadruple de celle que j'avais à lui opposer... J'avais calculé tous les désavantages d'une affaire régulière. La désertion de cet infâme Bourmont m'a forcé à changer toutes mes dispositions... Passer à l'ennemi, la veille d'une bataille !... Le misérable ! Que le sang de ses frères retombe sur lui ! Que les malédictions de la France le poursuivent !... — Sire, lui dis-je, vous repoussiez cet homme. Que n'avez-vous suivi votre propre impulsion. — Je n'en voulais pas. Cette infamie est inouïe. L'armée française n'offre pas de précédent d'un pareil crime. Jomini n'était

pas Français, lui... La conséquence de cette désertion a été désastreuse... Le découragement a gagné les esprits, préoccupés des trahisons qui paralysaient nos efforts. Mes ordres ont été mal compris; l'hésitation s'est fait sentir dans la manière de les exécuter. Tantôt c'est Grouchy qui est en retard; tantôt c'est Ney qui perd la tête, emporté par sa bravoure, par son intrépidité... Il paie de sa personne comme un soldat, sans regarder ni devant ni derrière, et les troupes, sous ses ordres, sont écharpées sans aucune nécessité. C'est déplorable; c'est affreux!... On a fait des prodiges, je vous le répète, et nous avons perdu la bataille... Les maréchaux, les généraux, tous, tous, se sont bien battus, et cependant une incertitude, une inquiétude indéfinissable planaient et démoralisaient les chefs de l'armée. Il n'y avait point d'unité, point de précision dans les mouvements, et, ajouta-t-il avec effort, des cris de *sauve qui peut* ont été, assure-t-on, proférés. Je ne puis le croire. Ce que j'ai souffert, Caulaincourt, est pire que la torture de Fontainebleau. Je suis tué. Le coup que j'ai reçu à Waterloo est mortel... »

Pendant ce quasi-monologue, Caulaincourt s'était enhardi, et Napoléon cherchant des yeux la pensée de son ministre, celui-ci, alors, objecta que l'Empereur avait eu le tort de rentrer à Paris, au lieu de rester au milieu de son armée et de rallier ses régiments disloqués... — Mais, je n'ai plus de régiments, plus d'armée, répliqua Napoléon amèrement. L'armée est comme dissoute. Des hommes... j'en trouverais encore; je n'ai plus de fusils... »

Villemain, à ce sujet, insiste sur cette tactique familière à Napoléon, fuir toujours les lieux de ses défaites et sommer ensuite la France de l'aider à réparer ses pertes, à surmonter les nouveaux périls qui le menaçaient. Villemain ajoute :

« Ce n'était plus de saison. La force manquait dans la nation pour suffire à ces sacrifices, et l'ascendant aussi dans le chef, pour les imposer. Le cri d'honneur et l'instinct de prévoyance de Caulaincourt étaient vrais. Même après l'affreux mécompte de Waterloo, Napoléon s'arrêtant à quelque distance pour rassembler lui-même ses débris, puis s'écartant pour aller rejoindre le maréchal Grouchy, qui, de Namur, occupée sans efforts, rentrait en France par Bouvines et Rocroi, Napoléon retrouvant ainsi une armée encore intacte, et qu'auraient grossie les débris arrêtés par sa pré-

sence, eût été autrement redoutable et respecté que Napoléon arrivant seul à Paris, en toute hâte, comme Varon, à Rome, après la défaite de Cannes, et pour être plus juste envers le génie de la guerre, comme Annibal, rentrant à Carthage, après Zama (1). »

Sorti du bain, l'Empereur prit un léger repos et reçut la reine Hortense, qui se précipita tout en larmes dans ses bras ; ensuite ses frères Joseph et Lucien, tous les deux affectueux, unissant leur destinée à la sienne. Lucien l'aborda par ces mots : « Mon frère, mon frère ! que pouvons-nous faire pour vous ? » Ce fut, après eux, le tour de Lanjuinais. Napoléon, sans rien dissimuler de la gravité de l'heure présente au président de la Chambre des députés, ajouta que le malheur était réparable, si les députés ne se séparaient point de sa personne. Lanjuinais répondit que les députés, pris en masse, seraient hostiles au capitaine vaincu, parce que sa défaite le dépouillant de son prestige, il serait jugé incapable de maintenir la paix à l'intérieur, aussi bien qu'à l'extérieur. La victoire à Waterloo aurait établi son pouvoir sur une

(1) « Si l'on songe, a écrit Villemain (*Souvenirs*, t. II, p. 306), si l'on songe à la résistance, qu'aux derniers moments, Marmont, presque indécis, avait faite, en 1814 et aux sept mille ennemis qu'il avait abattus, en défendant les hauteurs de Paris, peut-on calculer ce qu'eût été une bataille de l'Empereur se repliant en armes jusque-là et à la tête des forces de Grouchy, des garnisons de la Somme et des restes héroïques de Waterloo, recevant avec les feux désespérés de ses dernières batteries l'avant-garde déjà décimee de l'Europe ! L'effort ne fut pas tenté. Le drame s'arrêta de lui-même avant ce terrible cinquième acte. »

« L'Empereur ne pouvait concevoir, a écrit Gourgaud, en son journal, la perte de la bataille de Waterloo. Ce n'est pas pour moi, ajoutait-il, c'est pour la malheureuse France... Sa Majesté, ajoute Gourgaud, me dit encore qu'avec vingt mille hommes de moins, il aurait dû gagner la bataille. C'est la fatalité qui la lui avait fait perdre. » — Et un autre jour, Napoléon disait de même à Gourgaud : « Les hommes de 1815 n'étaient pas les mêmes que ceux de 1792. Les généraux craignaient tout. J'aurais peut-être mieux fait d'attendre encore un mois, pour donner plus de consistance à l'armée. J'aurais eu besoin d'un commandant de la Garde. Si j'avais eu, à sa tête, Bessières ou Lannes, je n'aurais pas été vaincu. Je croyais avoir les grenadiers à cheval en réserve. Leur charge eût rétabli les affaires, car ce n'est qu'une brigade de cavalerie qui a causé tout le désordre. Un officier avait donné, de ma part, l'ordre d'avancer à Guyot. Soult n'avait pas un bon état-major. J'avais des officiers d'ordonnance beaucoup trop jeunes, comme Regnault, ou Montesquiou. Ce n'étaient que des aides de camp. Ney m'a fait bien du mal, avec son attaque partielle, à la Haie-Sainte, et en faisant changer de position à l'artillerie, que vous aviez placée. Elle protégeait bien ses troupes. Au lieu qu'en marchant en avant, elle pouvait être chargée ; ce qui eut lieu, en effet. J'aurais dû, en partant des Quatre-Bras, laisser seulement Pajol, avec la division du sixième corps, à la poursuite de Blücher, et tout emmener avec moi. J'ai envoyé, dans la nuit du 17, trois ordres à Grouchy ; et, dans son rapport, il dit qu'il n'a reçu, le 18, qu'à huit heures du soir, l'ordre de marcher sur Saint-Lambert. C'est la fatalité, car, malgré tout, je devais gagner cette bataille.

base indestructible; la défaite lui enlevait ce pouvoir et le rendait semblable aux autres hommes. Les représentants de la nation demanderaient alors son abdication; s'il s'y refusait, ce serait la déchéance. L'auteur de la brochure d'où sont tirés ces faits (*Napoléon, sa famille, ses amis*) aurait dû indiquer l'impression que produisirent ces paroles sur l'impérial auditeur. D'après lui, l'Empereur se serait borné à répondre que « si la Chambre des députés voulait son abdication, il ne la lui ferait pas attendre ». Sans doute, au président Lanjuinais, Napoléon n'avait rien de plus à dire; mais il est douteux, qu'à part lui, il se soit résigné aussi vite et sans objection à cette soumission. Au surplus, il devait mettre en doute le rapport de Lanjuinais. Il croyait fermement que la Chambre était patriote; que, parmi ses membres, quelques fortes têtes, épaves de la Révolution, lui étaient seules opposées, La Fayette et ses jeunes thuriféraires, et que les dangers de la patrie élèveraient haut leurs âmes et leurs résolutions. Car, dans son ardent désir de surgir encore au-dessus de tous les obstacles présents, de triompher de ses ennemis, de reconquérir sur la nation son ascendant qu'il sentait détruit, il s'illusionnait volontairement, il se trompait lui-même, il éloignait, repoussait ce mot *abdication*, dont il avait subi déjà l'humiliation à Fontainebleau, l'année précédente.

Fouché, ensuite, se présenta, patelin, doucereux, affligé. Napoléon, outré de cette hypocrisie, brusqua le ton avec lui. « Ne vous gênez pas, citoyen Fouché, lui dit-il; montrez toute votre joie. Vous avez souhaité ma perte; vous voilà satisfait. Vous croyez triompher. C'est une erreur. Je laisse au roi le soin de ma vengeance. Il est environné de gens qui, malgré vos efforts, l'éclaireront sur votre compte. » Cambacérès était présent à cette algarade. Napoléon quittant Fouché pour aller à ses ministres, Fouché se rapprocha de Cambacérès, et ne pouvant pas dissimuler son mécompte, il lui dit : « Que vous semble de ce que vous venez d'entendre? Cet homme a-t-il sa raison? La manière dont il m'a traité est inconcevable. — Peut-être a-t-il raison de vous en vouloir, lui répondit le ministre de la justice. Lui avez-vous été toujours fidèle? — Ah! vous parlez comme lui, reprit Fouché. A qui diable est-on fidèle? L'avez-vous toujours été, même à votre maîtresse? Quant à votre roi, qui fut aussi le mien, il a eu de bons

gages de notre fidélité commune! » Et sur ce coup de boutoir, il laissa le méticuleux Cambacérès, tout interloqué.

## VI

Les salons d'attente se remplissaient à l'Elysée. Tous les ministres à portefeuille étaient présents, ainsi que les quatre ministres d'Etat et les généraux revenus de Belgique avec l'Empereur, abîmés encore dans leur épouvante depuis la déroute de Waterloo. De leurs paroles, il ne jaillissait qu'une sombre désespérance qui se communiquait à leur entourage. L'attente, qui se prolongeait en ces heures tragiques, rendait cette réunion d'hommes douloureuse et pleine d'anxiété, peu propre aux mesures énergiques qu'il eût fallu prendre, en ces circonstances. Enfin l'Empereur entra, et après avoir fait lire par le duc de Bassano le bulletin de la terrible bataille qui l'avait ramené à Paris, il ouvrit le Conseil par ces mots : « Nos malheurs sont grands. Je suis venu pour les réparer, pour imprimer à la nation, à l'armée, un grand et noble mouvement. Si la nation se lève, l'ennemi sera écrasé; si, au lieu de levées, de mesures extraordinaires, on dispute, tout est perdu. L'ennemi va entrer en France. J'ai besoin, pour sauver la patrie, d'être revêtu d'un grand pouvoir, d'une dictature temporaire. Dans l'intérêt de la patrie, je pourrais me saisir de ce pouvoir; mais il serait utile et plus national qu'il me fût donné par les Chambres. »

C'était la conviction de Carnot, qui parla le premier, lorsque l'Empereur, étonné du silence de ses ministres, les força de répondre. Carnot citait les années de la Révolution pendant lesquelles la France avait fait tête à l'Europe entière, avec ses armées de volontaires. Comme jadis, la patrie était menacée par les souverains absolus, acharnés contre les idées libérales et l'esprit d'égalité, issus de la Révolution; à cette coalition de barbares, il fallait opposer la dictature de Napoléon, qui avait si souvent repoussé leurs redoutables attaques. La France, appelée aux armes par ses représentants, enflammée par les périls grandissants, se

lèverait tout entière pour se défendre contre les envahisseurs. S'il fallait reculer, on se replierait derrière la Loire, où l'on rallierait l'armée qui campait en Vendée, et celle du Midi que commandait Suchet. On formerait ainsi de nouveaux bataillons de vieux soldats, qui chasseraient, à la voix de leur chef, les armées étrangères souillant notre territoire.

Caulaincourt parla ensuite. Depuis le retour de l'île d'Elbe, il ne servait Napoléon que par affection et non dans la conviction du succès ; il n'avait jamais eu confiance dans la durée de cette restauration impériale, sachant de combien d'ennemis le grand capitaine était assailli ; enfin il sentait la faiblesse de l'Empereur séparé de son armée. Se rappelant l'adage : *Malheur aux vaincus*, il objecta que la prise de Paris, envisagée par Carnot, déciderait du sort de la France, parce que la nation était épuisée. La dictature était une mesure empirique dont il sortirait, sans doute, une guerre civile. Il n'y avait que l'accord des Chambres avec l'Empereur qui pût sauver la France.

Davout, le ministre de la guerre, que Napoléon avait appelé près de lui, pendant son bain, répéta son premier avis, la prorogation des Chambres ; ce qui était parfaitement légal et conforme au droit constitutionnel. L'Empereur réunirait, alors, en ses mains, tous les pouvoirs et aviserait librement aux moyens de parer aux dangers les plus pressants. Il ne fallait qu'une seule tête, une seule volonté, uneseule main, pour diriger la défense contre les ennemis.

Fouché n'avait eu garde de manquer à cette délibération des ministres. Malgré la scène très vive et l'emportement de Napoléon contre lui, il était là. Il répliqua aussitôt à Davout, — car il redoutait une prorogation, probable maintenant, qui lui enlèverait toutes ses chances d'intrigues — et s'appesantit sur le bon esprit des députés, sur leur patriotisme. Pourquoi douter d'eux ! Si on les prorogeait, ils se disperseraient, iraient répandre la peur dans toutes les provinces. Mieux valait garder la représentation nationale près de soi et lui demander, en toute confiance, les ressources nécessaires à une résistance vigoureuse aux Alliés. Comme ministre de la police, il savait que l'opinion publique était calme et rassurée.

Et Napoléon, d'un ton narquois : « Ah ! tout est calme d'après lui ! »

A cette repartie impériale, Fouché comprit qu'il ne devait plus compter sur la longanimité du maître ; que, s'il ne pouvait le renverser, lui, Fouché, était perdu ; et du salon même où il délibérait à l'Elysée, avec les autres ministres, il s'empressa de faire passer à ses amis, ses affidés, Manuel, Jay, Dupin, Flaugergues, d'Argenson, de petits billets, suffisamment expressifs, dans lesquels il annonçait la dictature préparée de l'Empereur. C'était à eux d'aviser.

Decrès fut brutal, suivant sa coutume, et il s'éleva de toutes ses forces contre l'opinion de Fouché. « Non, disait-il, les députés n'étaient point disposés à seconder l'action de l'Empereur. Parmi eux régnait une sourde agitation, qui se traduisait en propositions d'une violence extrême. Ils n'étaient rien moins que sympathiques à la dynastie napoléonienne, qu'ils attaqueraient, sans doute, à la tribune. »

Ce fut également le sens des paroles de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, sur lequel, pourtant, comptait Napoléon. L'Empereur savait que le ministre d'Etat était un de ses partisans convaincus, et il s'attendait à un discours éloquent, dans le sens de ses propres idées, demander aux Chambres un pouvoir discrétionnaire, une dictature temporaire, qui lui permettrait de sauver en même temps la France et son trône. Mais Regnault, endoctriné par Fouché, plaidait pour une régence, qui assurait, aux grands dignitaires de l'Empire, le maintien de leurs droits, de leurs dignités, de leur fortune : et Regnault était un de ces dignitaires auquel une régence demanderait encore des services. De plus, il était persuadé que cette Chambre, composée d'avocats, de propriétaires terriens, de bourgeois affolés, ne voulait plus de la guerre, mais la paix à tout prix ; comme Lanjuinais, il pensait que le désastre de Waterloo et l'isolement de Napoléon de son armée avaient diminué l'ancien conquérant et l'allaient livrer à la merci de tous les ambitieux. Mieux valait une régence qui empêcherait la déchéance. Ses premières paroles furent donc embarrassées, retenues, sans franchise. Napoléon, déconcerté et voulant aller tout de suite à une conclusion, l'interrompit.

— Parlez nettement, lui dit-il. C'est une abdication qu'ils veulent ?

— Il faut bien que j'ose vous le dire, Sire, quelque pénible que

soit cet aveu. C'est vrai, c'est votre abdication que les députés escomptent déjà et je dois ajouter qu'ils oseront vous la demander, si vous ne la leur offrez de votre propre mouvement.

Lucien intervint brusquement sur ces mots si décourageants.

— Eh quoi! dit-il, la patrie est en danger; l'ennemi est à nos portes, et on hésiterait à prendre les mesures les plus énergiques. Le salut de la nation est la loi suprême. Il n'y en a point d'autre qui puisse lui être opposée. Si les députés refusaient de seconder l'Empereur, il faut que l'Empereur se passe d'eux, prenne la dictature, mette la France en état de siège, exige d'elle les ressources nécessaires pour la défendre, pour la sauver. Tous les Français qui ont du cœur applaudiront à ces actes d'énergie.

Carnot approuva les paroles de Lucien. Leurs deux âmes patriotes s'unissaient en ce moment dans les mêmes pensées.

L'Empereur, réconforté par ces éloquentes paroles, ajouta qu'il ne désespérait point du bon esprit des députés; que les dangers menaçants feraient surgir en eux le sentiment du devoir qui les liait à la patrie. « La nation, dit-il, ne les a point nommés pour me détrôner, mais pour me soutenir. Je ne crains rien pour moi, je crains tout pour la France. N'imitons pas les querelles du Bas-Empire; soyons unis pour être forts, afin d'écarter surtout les Bourbons qui feraient le malheur de la patrie, avec plus de haine qu'à la première restauration. »

Napoléon fit connaître ensuite les moyens de reconstituer son armée. Son exposé fut clair, détaillé, rassurant. Il avait avec lui à Waterloo soixante-cinq mille hommes. Vingt-cinq mille peut-être avaient été tués ou blessés. Le reste arrivait à chaque heure sous les murs de Laon, et les régiments, aussitôt reformés, seraient, dans quelques jours, prêts à reprendre l'offensive. A ces trente-cinq ou quarante mille soldats, si l'on ajoutait l'armée de Grouchy, de trente-cinq mille hommes, que l'on savait intacte, se dirigeant sur Givet, c'était une nouvelle armée de plus de soixante mille combattants, en état de s'opposer à la marche en avant de l'ennemi. Sans doute, le matériel perdu était important. Mais nos arsenaux étaient bien garnis. Vincennes et la Fère possédaient cinq cents bouches à feu. Enfin, dans les dépôts le plus près des frontières, les soldats mobilisés immédiatement, on pouvait trouver de nombreuses ressources et mettre en ligne avant quinze jours

une armée de cent trente mille hommes, supérieure à l'armée victorieuse qui avait éprouvé des pertes plus grandes encore que les nôtres. Quant aux Russes et aux Autrichiens, ils ne marchaient que lentement et, à l'heure présente, ils n'avaient pas franchi le Rhin. Ils ne seraient point en France avant un mois. D'ici là, Paris serait fortifié, armé de canons, protégé par ses gardes nationales unies aux fédérés, par les gardes nationales de la Bretagne et de la Normandie, appelées en toute hâte, et les trente mille soldats de la marine, composant vingt régiments de matelots, organisés depuis des semaines. Il ne fallait pas oublier, en outre, cent soixante mille hommes, complément de la conscription de 1815 et les nouveaux appels que l'on pourrait faire. Quant aux frontières des Alpes, Suchet suffirait à les défendre avec son armée très entraînée, qui allait rallier à Lyon les gardes nationales de nos provinces méridionales.

— Et la Chambre demande mon abdication! s'écria-t-il avec colère. Mais abdiquer, c'est dissoudre l'armée qui n'a de confiance qu'en moi et qui m'est encore toute dévouée! Et que lui font, à elle, tous les discours de la tribune, toutes les belles périodes oratoires! Ces vaines paroles la touchent peu. Elle ne comprend qu'une chose, c'est le péril de la France et c'est pour la patrie qu'elle est prête au sacrifice de la vie. Lorsque je débarquai à Cannes, j'aurais compris que l'on me repoussât. Aujourd'hui, je suis lié à la nation; c'est elle que je représente devant l'Europe. Me sacrifier, c'est offrir ses mains aux chaînes. « Ce n'est pas la liberté qui me dépose, ajouta-t-il, c'est la peur. »

Cette substantielle harangue, prononcée avec la lucidité de langage de l'homme qui connaissait le mieux la situation de nos forces militaires et la faiblesse de nos ennemis, produisit sur l'auditoire une impression profonde. Déjà les paroles de Carnot et de Lucien avaient bouleversé toutes les âmes, et maintenant, devenues confiantes, elles acceptaient les décisions de l'Empereur sans réserves. Il fut convenu qu'il se présenterait à la Chambre des députés, qu'il annoncerait les projets arrêtés, de concert avec ses ministres. Davout serait nommé commandant de Paris, mis en état de siège; Clausel, ministre de la guerre; tous les fédérés seraient armés et annexés aux légions de la garde nationale, enfin le siège du Parlement serait transféré à Tours. A la secrétairerie

d'Etat, on préparait les décrets nécessaires à l'exécution de ces mesures ; on transcrivait, en belle écriture, le discours que Napoléon allait prononcer à la Chambre des députés ; on délibérait en quel costume il s'y présenterait, en habits de gala, ou simplement revêtu de son uniforme souillé de la poussière et de la fumée de la bataille, lorsque les nouvelles venues du Palais Bourbon apprirent que les représentants s'étaient déclarés en permanence et avaient appelé crime de haute trahison toute tentative d'ajournement ou de dissolution. Napoléon discerna, tout de suite, l'extrême gravité du coup d'Etat parlementaire. C'était son pouvoir perdu, l'autorité des députés remplaçant la sienne ; les avocats se substituant au général d'armée ; c'était l'écroulement de ses espérances, celui de sa dynastie peut-être, et certainement la ruine de la patrie. « J'aurais dû ajourner cette Chambre avant mon départ, dit-il. Elle va perdre la France. » Toutes les résolutions arrêtées furent donc mises en suspens. Il fallait attendre d'être mieux renseigné sur les motifs qui, tout à coup, sans que rien ne le fît prévoir, avaient poussé la Chambre à ériger sa puissance contre celle de l'Empereur.

## VII

Ces événements avaient leur origine dans les excitations de Fouché. Ses confidences perfides, ses réticences calculées, ses demi-mots lancés à propos, avaient répandu, depuis la veille, parmi les députés, la crainte d'une dictature sanglante. Ajouté à cela, le tableau fait du désastre de Waterloo par les généraux qui arrivaient de Belgique, les députés ne doutaient plus que la France ne fût perdue, si elle restait plus longtemps sous la domination de l'Empereur. Fouché le disait fou, incohérent, usé par les vices autant que par le travail, sans volonté et se grisant de paroles. Il fallait lui arracher le pouvoir. Alors, dans la matinée du 21 juin, les députés étaient accourus au palais de leurs séances. Les conciliabules dans les couloirs, dans l'embrasure des fenêtres, inculquaient aux esprits une ardeur passionnée qui les portait aux plus extrêmes résolutions. On allait, on venait, on s'abordait avec

indignation, avec une sorte de rage concentrée. La peur détruisait tous les dévouements et laissait la haine s'exalter et faire irruption dans les conseils les plus sages. Napoléon ne comptait plus que des ennemis parmi ces représentants, qui, la veille, bonnes gens, prêts à tous les sacrifices si le monarque eût été vainqueur, s'acharnaient maintenant à sa perte. Par les émissaires et les billets de Fouché, les bruits qui tombaient au milieu de cette cohue d'agités et d'ambitieux les déterminaient à la révolte. Ils voulaient vivre; ils voulaient durer. Ils s'insurgeaient contre un ajournement qui les ferait disparaître de la scène politique. « On eût dit une ruche d'abeilles en anarchie », écrit le général Thiébaut. C'est bien cela, ce tumulte, ce bruit, ce bourdonnement des voix, les gestes, l'effarement, le désarroi des gens qui grouillent dans tous les coins de ce palais. Et Fouché les talonnait, les avertissait que la dictature allait être proclamée, que les voitures pour le trajet étaient prêtes. Alors, ils devancent le maître; ils vont parer le coup qu'ils redoutent; et, sans le déclarer déchu de son trône, ils lui enlèvent le moyen de les frapper; ils se déclarent intangibles.

Villemain va plus loin que Thiébault. Et lui qui a vu les hommes de cette époque, qui assista, en spectateur attentif, aux scènes violentes de cette agonie du génie, nous montre de sa plume informée, aussi brûlante que celle de Tacite, la vilenie de ceux qui entouraient la noble victime, ou la harcelaient de loin.

« Tout est connu, dit-il, tout est deviné, tout est exagéré par la crainte et la haine, si l'exagération est possible dans un tel désastre. De parti à parti entre les soutiens du 20 mars, d'homme à homme entre les conseillers qui approchent l'Empereur, on se soupçonne, on se redoute, on se hâte de se prévenir mutuellement et de frapper le premier coup... Du palais des représentants à l'Elysée dont les abords restent peu gardés, on se voit à nu, et tout est mis à jour par de fréquents transfuges. La colère et la peur sont indiscrètes, et la trahison intime avait pénétré près de la baignoire et du bureau de l'Empereur, épiant ses moindres paroles et tâtant, pour ainsi dire, le pouls intermittent de sa volonté défaillante, comme ce médecin de Tibère, qui le soir d'un jour fiévreux, au moment de quitter l'empereur malade, mais debout encore et affectant la force, lui baisait lentement la main, pour

juger, au battement de l'artère, le temps qui lui restait encore à régner et à vivre. »

Il est possible qu'entre Fouché et La Fayette il n'y ait point eu d'accord pour cet éclat prématuré qui mettait la Chambre des députés au niveau du pouvoir exécutif. Mais Fouché savait bien que ses indiscrétions et les menaces de dictature ne laisseraient point inerte l'homme qui lui avait proposé le renversement de Napoléon durant les cérémonies du Champ de Mai ; l'homme qui, le 31 mars 1814, voulait soulever la garde nationale, afin de proclamer, dans Paris, la déchéance de Napoléon ; l'homme impatient de jouer le premier rôle dans l'Etat, où, depuis quinze ans, il vivait oublié dans ses terres ; l'homme désespéré de son néant, après avoir obtenu des honneurs royaux dans le nouveau monde qu'il avait affranchi ; l'homme, enfin, qui avait tenu, en ses mains, le destin de la vieille monarchie et avait signé l'arrestation de Louis XVI.

L'occasion s'offrait trop belle à cet ambitieux, vieil aristocrate se proclamant républicain libéral, pour qu'il la laissât échapper. Napoléon avait délivré des prisons autrichiennes (1) cet ancien général qui n'avait pas voulu défendre sa patrie contre l'étranger et avait émigré en Hollande ; il lui avait offert une place au Sénat impérial, les plus hautes dignités dans la Légion d'honneur, bienfaits que l'ancien émigré ne pouvait pardonner à l'ancien lieutenant d'artillerie, les considérant comme une offense. Le pauvre homme ! Dans tout le monde aristocratique, cet envieux, cet ambitieux, ce mécontent, avait été stigmatisé d'un surnom grotesque par le duc de Choiseul, qui l'avait appelé *Gilles César*, ou *Gilles le Grand;* ce qui signifiait une sorte de bonhomme, altier et autoritaire, un peu niais et facile à moquer, tout infatué de sa personne. Ce fut lui, pourtant, tout vieux qu'il fût, qui, à près de soixante ans, attaqua ce colosse de force qu'avait été Napoléon, et le terrassa. Averti des bruits répandus dans la ville, menacé d'une dictature, il sollicita le président Lanjuinais d'ouvrir la séance de la Chambre des députés de bonne heure. Le temps pressait, la patrie était en danger. Et Lanjuinais, en effet, à midi, lorsque d'habitude les séances ne commençaient qu'à deux heures,

(1) Au traité de Campo-Formio.

tous les députés étant présents, inquiets, affolés, déclara la séance ouverte. La foule encombrait les places réservées au public. On était dans l'attente de grandes choses. Le moment semblait tragique à tout le monde. Après la lecture du procès-verbal de la précédente séance, la parole fut donnée au marquis de La Fayette. Alors, on vit monter à la tribune un homme de haute stature, un peu frémissant, grave néanmoins, sans émotion apparente ; et, d'un regard assuré, dominant cette assemblée houleuse, qui subitement se tut au moment où il allait parler, il s'exprima en ces termes :

« Messieurs, lorsque, pour la première fois, depuis bien des années, j'élève une voix que les vieux amis de la liberté reconnaîtront encore, je me sens appelé à vous parler des dangers de la patrie que vous seuls, ici présents, avez le pouvoir de sauver. Des bruits sinistres s'étaient répandus ; ils sont malheureusement confirmés. Voici l'instant de nous rallier autour du vieil étendard tricolore, celui de 89, celui de la liberté, de l'égalité et de l'ordre public ; c'est celui-là seul que nous avons à défendre contre les prétentions étrangères et contre les tentatives intérieures. Permettez, messieurs, à un vétéran de cette cause sacrée, qui fut toujours étranger à l'esprit de faction, de vous soumettre quelques résolutions préalables, dont vous apprécierez, j'espère, la nécessité.

« Article premier. — La Chambre des représentants déclare que l'indépendance de la nation est menacée.

« Art. 2. — La Chambre se déclare en permanence. Toute tentative pour la dissoudre est un crime de haute trahison ; quiconque se rendrait coupable de cette tentative sera traître à la patrie et sur-le-champ jugé comme tel.

« Art. 3. — L'armée de ligne et les gardes nationales qui ont combattu et combattent encore pour défendre la liberté, l'indépendance et le territoire de la France ont bien mérité de la patrie.

« Art. 4. — Le ministre de l'intérieur est invité à réunir l'état-major général, les commandants et majors de légions de la garde nationale parisienne, afin d'aviser aux moyens de lui donner des armes et de porter au plus grand complet cette garde citoyenne, dont le patriotisme et le zèle éprouvés depuis vingt-six ans offrent une sûre garantie à la liberté, aux propriétés, à la tranquillité de

la capitale et à l'inviolabilité des représentants de la nation.

« Art. 5. — Les ministres de la guerre, des relations extérieures, de la police et de l'intérieur sont invités à se rendre sur-le-champ dans le sein de l'Assemblée (1). »

Cette motion fut accueillie par un silence respectueux. Regnault, le ministre d'Etat, qui assistait à la séance, sortit pour se rendre à l'Elysée et avertir l'Empereur que les ministres de la guerre, de l'intérieur, des relations extérieures et de la police étaient mandés par les députés. L'Empereur leur défendit d'obéir à cette sommation, qu'il jugeait outrageante pour lui. Et, cependant, il fallait se décider à une action quelconque.

La lutte entre lui et les représentants de la nation était engagée. Seraient-ce eux ; serait-ce lui qui l'emporterait ? Afin de ménager son orgueil froissé, sa majesté atteinte, il voulut que Regnault à la Chambre des députés, et Carnot à la Chambre des pairs, portassent un message rédigé à la hâte dans lequel il exposait la situation de son armée, ajoutant qu'il était rentré à Paris pour hâter l'exécution des mesures nécessaires à la défense du territoire. Moyen puéril d'allonger le temps, d'éloigner la fin du conflit sans le terminer, qui trahissait l'hésitation et le fléchissement de la volonté impériale. Si Napoléon n'avait pas été atteint de

(1) Voici en quels termes M. de La Fayette raconte les faits qui lui sont personnels, dans la journée du 21 juin : « Le 21, au matin, on vint successivement m'avertir que l'Empereur était arrivé à l'Elysée, qu'il s'apprêtait à se faire nommer dictateur et à dissoudre les Chambres, sans doute pour remuer tous les moyens de l'anarchie... Déjà ses voitures de parade se préparaient pour aller à la Chambre. J'allai chez Fouché pour m'assurer de la vérité des faits. Ils me furent confirmés par Regnault de Saint-Jean-d'Angély, venant de l'Elysée. Je leur déclarai que j'allais gagner l'Empereur de vitesse. Je pressai Lanjuinais d'ouvrir la séance, et, ne prenant pas même le temps de m'informer, comme pour les motions ordinaires, si je serais appuyé, je prononçai mon discours. » (*Mémoires*, t. V, p. 451.)

De Vaulabelle, t. III, p. 47 : « Ce qui pourrait justifier le surnom de Gilles le Grand, donné à La Fayette, c'est la réponse très naïve qu'il fit à Dupont de l'Eure, le jour de son discours. La résolution présentée par M. de La Fayette, dit de Vaulabelle, n'avait pas obtenu l'assentiment unanime. Plusieurs de ses amis, qui en apercevaient tout le danger, lui témoignèrent leur surprise. M. Dupont de l'Eure, entre autres, lui disait : « Je comprendrais ce que vous venez de « faire si vous aviez personnellement les bras assez forts, d'une part, pour comprimer les contre-révolutionnaires de l'intérieur, et de l'autre pour arrêter « l'ennemi. Mais oubliez-vous que dans la position où nous sommes, le maintien « de Napoléon est le gage de notre indépendance, et que sa chute rend inévitable « le triomphe de l'étranger, ainsi que le retour des Bourbons ? Que voulez-vous « donc ? Qu'espérez-vous ? — Ne craignez rien, lui répondit M. de La Fayette ; « quand nous serons débarrassés de lui, tout s'arrangera. »

fatigue (1), souffrant moralement des émotions subies depuis sa dernière bataille perdue, accablé par les tristesses de sa vie de veuvage, il se fût résolu à une autre tactique envers cette Chambre, insurgée contre son autorité souveraine. La mission donnée à Regnault et à Carnot devait échouer forcément. La Chambre des

(1) Gourgaud, dans son journal de *Sainte-Hélène*, rapporte les paroles suivantes de l'Empereur (t. II, p. 330). « L'Empereur me demande ensuite ce qu'il aurait dû faire après Waterloo. — Sire, aller aux Chambres, tout en arrivant, les haranguer, leur faire sentir que tout dépendait de l'union. — Oui, mais il y avait trois jours que je ne mangeais pas. J'étais très fatigué. En arrivant, je me suis jeté au bain et j'ai mangé. Je n'en pouvais plus. J'ai demandé les ministres. Si j'avais été aux Chambres, j'aurais été écouté avec respect, peut-être avec acclamation, et ne pouvant, d'après la Constitution, assister aux délibérations, après mon départ, tout aurait repris comme auparavant. Il fallait donc que je fisse jeter un grand nombre de députés à la rivière, que j'arrivasse comme Cromwell, aux Chambres. J'aurais dû, il est vrai, faire fusiller Fouché aussitôt après mon arrivée. C'était l'âme du parti. Son jugement aurait été crié sous les fenêtres des députés auxquels j'aurais pu dire : Qui est-ce qui invoque le drapeau tricolore ? C'est La Fayette qui a fui la France pour se réfugier chez les étrangers, et qui ne doit qu'à moi son retour à Paris. Dans ce moment, il n'y a de salut que dans les hommes aimant leur patrie. J'aurais fini, en demandant à épurer la Chambre, et en faisant pendre sept ou huit de ses membres et par-dessus tout Fouché. Pour cela, il fallait se mettre tout à fait avec les Jacobins, répandre du sang et encore aurais-je réussi ? Je vous avoue que j'aurais pris ce parti, si j'avais pensé que l'on pouvait réussir, mais je ne l'ai pas cru. Et, alors, j'ai vu que j'allais me mettre dans le sang et me faire abhorrer. J'ai mieux aimé abdiquer en faveur de mon fils et les laisser se débrouiller eux-mêmes et leur faire voir que ce n'était pas à ma personne seule qu'on en voulait, mais bien à la France. — Oui, Sire, cela est vrai. Si Votre Majesté avait été aux Chambres, après leur insurrection, elle aurait eu peu à en espérer, mais en s'y rendant, en arrivant, Votre Majesté aurait empêché l'insurrection. L'atmosphère de respect pour votre personne était bien grande, et vous eussiez électrisé les députés. — Oh ! mon cher, j'étais battu ; le respect qu'on avait pour moi était grand tant que j'étais craint, mais, n'ayant plus le droit des légitimes, demandant assistance, vaincu, enfin, je n'avais rien à espérer. Mais, ce que j'ai à me reprocher, c'est de n'avoir pas fait couper la tête à Fouché. On peut dire qu'il l'a échappé belle. Daru me proposa même de former une commission militaire pour le juger. Si Fouché, au lieu de me trahir, s'était franchement rallié à moi, il m'aurait été bien utile ; il était l'âme de la coterie qui m'était opposée, et il aurait persuadé toute sa clientèle de se mettre du parti national. Oui, j'aurais dû courir aux Chambres. Mais j'étais harassé ; et puis qui pouvait croire qu'elles se déclareraient aussi vite ! Je ne savais pas que La Fayette allait les faire mettre en permanence. J'étais arrivé à huit heures, et à midi elles s'insurgeaient. » Sa Majesté fait un signe, en passant la main sous son menton... « Après tout, elles m'ont surpris ; je ne suis qu'un homme. J'aurais pu me mettre à la tête de l'armée qui était pour mon fils, et certes tout valait mieux que de venir à Sainte-Hélène. Il y avait encore bien des espérances et les Alliés auraient changé de plan. Ils auraient cependant continué à dire qu'ils n'en voulaient qu'à moi. L'armée même aurait éprouvé la même influence. L'histoire me reprochera peut-être de m'être en allé trop facilement. Il y a eu un peu de pique de ma part... Je suis parti trop tôt de l'île d'Elbe. Je croyais le Congrès dissous. Je n'aurais pas dû créer de Chambres. Il aurait fallu me déclarer dictateur. Mais on pouvait espérer que les Alliés, me voyant appeler les Chambres, prendraient confiance en moi. »

députés devint plus exigeante, plus arrogante. Elle se fit entourer d'une garde. Elle manda et plus impérieusement, une seconde fois, les ministres devant elle, après la communication du message impérial. Les heures accroissaient son audace, sa force, son intransigeance et affaiblissaient, au contraire, celles de Napoléon. La Chambre agissait ; Napoléon délibérait. Il discutait avec ceux qui se présentaient à l'Elysée ce qu'il pouvait faire et ce qu'il ne voulait pas faire. S'il eût été égal à lui-même, à ce qu'il était naguère, il aurait compris qu'il se perdait en n'osant rien, en substituant la parole à l'action. Quant à la Chambre des pairs, la lecture du message par Carnot la laissait fort embarrassée. Mais, apprenant que les députés s'étaient déclarés en permanence, ils résolurent aussitôt de l'imiter. Ni La Valette, ni Rovigo, ni Siéyès, ni Drouot ne jugèrent prudent d'intervenir ; la passion hostile des pairs se déclarait dans leur empressement à suivre la détermination des députés. Qu'eussent obtenu les amis de Napoléon ? Leurs discours n'auraient servi qu'à irriter les opposants.

Le retour à l'Elysée de Regnault et de Carnot ne changea point l'état d'esprit de Napoléon. Il hésitait toujours. Il comprenait, cependant, ne l'avouant pas à ses amis, qu'il se diminuait par cette inertie persistante. Il cherchait une solution introuvable à ces nouveaux embarras de gouvernement, parce que, celle qu'il eût voulue, les députés la repoussaient. Il voulait un accord avec eux, être soutenu par eux contre l'étranger, contre les ennemis de la patrie et eux se refusaient à cette union. « Partez », lui disaient-ils ; et c'était ce qu'il ne voulait pas. Il se soumit, à la fin, à l'injonction nouvelle des députés sommant les ministres à comparaître devant eux, mais il leur adjoignit son frère Lucien, droit que lui conférait l'acte additionnel, se fiant à l'énergie oratoire, à l'éloquence du prince, qui, déjà, au 18 brumaire, l'avait tiré du péril et aujourd'hui pouvait lui ramener la confiance des représentants de la nation... « Allez, lui dit-il ; parlez de l'intérêt de la France qui doit nous être cher à tous. A votre retour, je prendrai le parti que me dictera mon devoir. »

## VIII

Lorsqu'il parlait à son frère, en termes si nobles, ne voyant que l'intérêt de la France et non le sien, il se promenait dans les jardins de l'Elysée où il était descendu pour prendre l'air, souffrant, dans les salons du palais, entre ses ministres plus incertains que lui-même et la plupart désaffectionnés, de l'atmosphère surchauffée que ces délibérations ininterrompues lui rendaient insupportable. Sous les ombrages des allées, sa pensée se calmait et son âme se réconfortait aux acclamations « presque sauvages (1) » de la foule, qui était venue se masser près des murs, afin de l'apercevoir. « Des armes ! des armes ! » réclamait cette foule tumultueuse qui s'efforçait de ne le point perdre de vue, qui grimpait dans les branches des arbres de l'avenue de Marigny et criait : *Vive l'Empereur!* à pleine gorge, chaque fois que son idole se montrait dans la grande allée des jardins, avec son frère Lucien. Napoléon, avec lui, avait poursuivi une conversation très animée, résistant aux excitations de celui qui, avec la lucidité de son intelligence, n'ayant point subi les affreuses émotions de la lutte gigantesque de Waterloo, discernait clairement la logique des événements. « Prorogation ou dissolution de la Chambre, répétait Lucien, sinon votre dynastie est perdue. » Et prenant texte de cet empressement populaire, de ces cris incessants qui dénonçaient à l'Empereur que son prestige durait toujours sur cette cohue d'ouvriers aux mains noires et de petits bourgeois peinant misérablement pour le pain quotidien, sur ce peuple, enfin, l'âme même de la patrie, il disait au rêveur qui hésitait toujours et n'osait aller jusqu'au bout de sa pensée :

« Eh bien ! vous entendez ces cris ? On vous demande des armes : on veut que vous dirigiez toutes les forces nationales. Il en est ainsi par tout l'Empire. Abandonnerez-vous la France aux factions ? — Suis-je plus qu'un homme, lui répondit Napoléon,

(1) Benjamin Constant.

en s'arrêtant et en répondant de la main, par un salut, aux cris de cette foule, à qui un geste, un seul mot de lui auraient suffi pour emporter les deux Chambres... Suis je plus qu'un homme, pour ramener à l'union, qui, seule, peut sauver la France, cinq cents députés égarés ; ou suis-je un misérable chef de parti, pour allumer inutilement la guerre civile ? Non, jamais ! Que l'on essaye de ramener les Chambres, je ne demande pas mieux. Je puis tout avec elles ; je pourrais beaucoup sans elles pour mon intérêt ; mais je ne saurais peut-être sauver la patrie. »

Malgré sa conviction invariable et tenace, Lucien écoutait avec admiration l'énergique riposte de son frère, oubliant son malheur pour n'envisager que celui de la patrie. Quelle différence avec les Bourbons qui, pendant vingt ans, avaient épuisé leurs efforts à semer la zizanie et à provoquer la guerre civile au milieu des Français !

L'âme soulevée par de généreux sentiments, Lucien partit avec les quatre ministres, allant à la Chambre des députés ; et Napoléon ajouta en le quittant : « Surtout, ne haranguez point cette foule, je vous le défends. Je suis prêt à tout tenter pour la France ; je ne veux rien tenter pour moi. »

Depuis le matin, depuis sa sortie du bain, ses apostrophes, ses paroles, démontraient sa résistance toujours plus ferme à un acte qui aurait déchaîné la Révolution (1).

(1) Dans sa brochure, la *Vérité sur les Cent-Jours*, Lucien BONAPARTE a combattu cette opinion de son frère... « Ah ! sans doute, écrit-il, si, comme le dit ailleurs Lamarque, Napoléon, après son miraculeux retour, eût ressuscité le Consulat, si la *Marseillaise*, terreur des rois absolus, s'était élancée de sa vaste poitrine, comme le cri d'Achille après les funérailles de Patrocle ; si sa voix, en réponse à la malédiction, lancée sur sa tête par le Congrès des rois, leur eût dit ce qui était au fond de son cœur : « J'ai cru, en m'asseyant au milieu de vous, « faire ce qu'il fallait, pour réorganiser la France et l'Europe ébranlées ; j'ai « voulu concilier les trônes et les peuples ; j'ai cru avoir reçu de la Providence « la mission de médiateur entre le passé et l'avenir... Et vous, père de ma femme, « et vous, autocrate, à qui je rendis une armée captive, et vous, fils du grand « Frédéric, qui reçûtes de moi votre monarchie, tout entière envahie !... Vous « tous, rois aveugles, vous blasphémez mon nom ! Vous me rejetez du sein de « la société, la mesure est au comble, et je vous rejette à mon tour, loin de moi. « L'Empereur de France n'est plus ; le roi d'Italie n'est plus ; le Consul seul res- « suscite, et vous renvoie vos malédictions. Il ne s'agit plus d'une guerre entre « les dynasties, mais d'une guerre à mort, entre le pouvoir héréditaire du vieux « monde, et le pouvoir constitutionnel du nouveau. Le peuple, dont je redeviens « le chef électif, rompt à jamais tout pacte avec les trônes de droit divin. Vous avez proscrit le grand médiateur, malheur à vous ! » Si telle avait été la réponse de Napoléon, dans vingt-quatre heures, au lieu de tant de partis en France,

Il s'illusionnait sur le patriotisme des députés et des pairs. Il pensait que les mouvements du peuple, les vivats poussés sous les murs de l'Elysée, retentissant jusqu'au palais des séances, réveilleraient dans les âmes de cette bourgeoisie égoïste dont la majorité des députés était composée, la passion de l'indépendance, la haine de l'étranger, l'amour de la France, qu'il possédait au plus haut degré. Il s'acharnait à demander une union que les députés repoussaient parce qu'ils voulaient la paix à tout prix. Et même, lorsqu'il eut les yeux dessillés sur leurs calculs étroits, il résista encore, contenant sous sa main puissante la colère de cette multitude, qui aurait, sans doute, vaincu la coalition, mais aurait noyé dans le sang la lâcheté des mauvais Français. Il avait régné contre l'anarchie ; sa gloire la plus pure avait été de l'étouffer, de la faire rentrer dans la marche régulière des événements, et, pour son intérêt personnel, il ne pouvait faire son alliée de la violence révolutionnaire. Avant tout, il était le souverain d'un grand peuple, non un chef de faction, non un Chouan à la livrée rouge ne poursuivant que le triomphe de son parti, dût en pâtir toute la nation.

## IX

Quelques instants après le départ de Lucien, il eut une entrevue avec Benjamin Constant, qu'il avait fait mander. Le jour baissait, Les ombres s'allongeaient dans les jardins de l'Elysée. Le peuple ne bougeait pas. La foule, loin de diminuer, augmentait et persévérait dans ses acclamations. Benjamin Constant arriva, impressionné de ces manifestations enthousiastes et toutes spontanées. Il y voyait une force redoutable aux mains de Napoléon, et il s'attendait à trouver l'Empereur très ferme dans sa volonté de

il n'y en aurait plus eu que deux : l'immense parti de la Révolution, et l'imperceptible parti de l'ancien régime. Un million de citoyens, dirigé par cent mille vétérans de l'Empire, eût couvert les bords du Rhin. Les peuples de l'Europe, un moment fanatisés contre nous, dans une querelle d'empereur à empereur, eussent réfléchi l'arme au bras. La libre Angleterre, où l'opinion publique n'est pas un vain mot, eût rougi de se faire le champion des rois absolus. Bernadotte, lui-même, ce fils de la République, n'eût pas marché contre elle. »

résister aux attaques des députés contre son pouvoir souverain. La veille et le matin de ce jour, Benjamin Constant avait reçu, chez lui, des hommes de tous les partis, intrigants plutôt qu'hommes sages, ambitieux plutôt que patriotes, qui, aux bruits répandus d'un désastre de l'armée à Waterloo, étaient accourus, espérant que le conseiller d'Etat qui avait été, sous l'Empire, un chef d'opposition, et pendant la restauration bourbonienne un royaliste convaincu, se déclarerait ouvertement contre le monarque malheureux et travaillerait à son renversement. Malgré sa nature versatile, le fonctionnaire impérial avait résisté à ces encouragements perfides. Une abdication, en ces heures difficiles et si pleines de périls pour la patrie, lui avait paru impossible Il fallait résister aux ennemis et un seul homme en était capable : Napoléon, dont il ne suspectait plus, d'ailleurs, la loyauté, ni l'accession à la liberté. Il se montra donc très froid envers ces impatients « qui arrangeaient l'avenir de leur victime, de manière à tranquilliser leur délicatesse ». Toutefois, quelques heures après, au moment où l'Empereur l'appelait, percevant dans la classe riche un désir irrésistible de paix, voyant la Chambre des députés tout entière hostile à l'Empereur, l'abdication lui sembla le seul moyen de conjurer une résolution plus dangereuse pour la dynastie : le vote de la déchéance. Que faire? En cette conjoncture, devant le peuple réclamant des armes pour combattre, devant la classe riche fermant les yeux à l'évidence et suant la peur, il se trouvait décontenancé. L'Empereur, heureusement, prit la parole le premier, et, répondant aux doléances de Benjamin Constant sur l'issue désastreuse de Waterloo, il posa la question d'une façon précise : résister à l'empiétement de la Chambre des députés, ou abdiquer. Au surplus, il fut vite démontré à Benjamin Constant que Napoléon ne raisonnait plus qu'en philosophe, non en souverain, et comme un homme peu soucieux de garder le pouvoir au prix d'une violence et des malheurs de la patrie... « Que d'aveuglement chez les députés, disait-il. Comment ne comprennent-ils pas qu'en le livrant, lui, Napoléon, aux rancunes des Alliés, ils se livrent eux-mêmes à leurs exigences! Car, dès qu'il ne serait plus à la tête de l'armée, l'armée n'existerait plus et la France serait à la discrétion des barbares. Alors, devait-il fermer la Chambre des députés et renverser la tribune, n'être plus qu'un chef mili-

taire, chef tout-puissant, dictateur, l'idole de la multitude, ramenant la victoire à nos drapeaux, en écrasant et peut-être en noyant dans le sang toutes les oppositions. » En ce moment, des cris plus furieux retentirent dans l'air. Le peuple demandait de nouveaux combats et des armes. Le visage de l'Empereur en demeura épanoui, et reprenant la parole :

« Vous voyez, dit-il, ce ne sont pas ceux-là que j'ai comblés d'honneurs et de richesses ! Que me doivent-ils ? Je les ai trouvés pauvres et je les ai laissés pauvres. Mais l'instinct de la nationalité les éclaire ; la voix du pays parle par leur bouche, et si je le veux, si je le permets, dans une heure, la Chambre rebelle n'existera plus... Mais, non, ajouta-t-il, après avoir jeté les yeux sur la foule, toujours trépidante, la vie d'un homme ne vaut pas ce prix : je ne suis pas revenu de l'île d'Elbe pour que Paris soit inondé de sang. » (*Mémoires sur les Cent-Jours.*)

## X

Avant l'arrivée de Lucien à la Chambre des députés, cette Assemblée attendait les ministres mandés une deuxième fois ; et ceux-ci n'étant point annoncés, elle était devenue bourdonnante, irritée, nerveuse. Pas un membre n'était en place. Au milieu des gradins, des groupes vociféraient, et les chefs de parti parlaient de déchéance et même d'arrestation. Les colloques étaient assourdissants ; le bruit était intense. Mais le silence s'établit aussitôt, lorsque l'on sut que Lucien Bonaparte allait venir. Apercevant en tête des ministres celui dont l'énergie avait triomphé, au 18 brumaire, de l'opposition violente des Cinq-Cents, un frémissement de crainte passa sur cette cohue bruyante et chaque député reprit sa place. Que signifiait la présence du prince ? Et instinctivement leurs yeux cherchaient, derrière lui, les bonnets à poil des grenadiers et les baïonnettes pointées en avant pour les forcer à déguerpir. Moment d'hésitation, malaise passager, qui s'éteignit dès qu'ils virent Lucien, hésitant lui-même dans sa démarche, l'attitude compassée, la physionomie plus avenante que mena-

çante. Lucien devait parler à une assemblée qu'il savait hostile à son frère et son assurance habituelle, son énergie accoutumée en étaient diminuées. La salle, enfin, était impressionnante. Le jour assombri, à cette fin de journée, ne laissait pénétrer dans l'enceinte qu'une faible clarté ; et, pour l'orateur, on avait dû placer, à droite et à gauche de la tribune, deux flambeaux qui ne projetaient alentour qu'une lueur incertaine. Le buste des députés n'offrait que des contours très vagues, et, dans cette ombre, l'influence de la parole devait être fort atténuée. Cependant les premiers mots de Lucien monté à la tribune pour annoncer sa nomination comme commissaire du gouvernement et lire le message de l'Empereur, rassurèrent les plus timorés et leur rendirent leur arrogance. Ils laissèrent tomber en un silence glacial la lecture du message, dans lequel l'Empereur invitait les représentants « à s'unir avec le chef de l'Etat, afin de préserver la patrie de retourner sous le joug des Bourbons et de devenir, comme la Pologne, la proie de l'étranger. » Lucien, interloqué par cette froideur, voulut terminer en proposant la nomination respective par les deux Chambres de cinq commissaires, chargés de se concerter avec les ministres, sur les mesures de salut public et sur les moyens de traiter de la paix.

Résignation de l'Empereur : il ne prendrait point violemment la dictature. Tout de suite, ils le comprirent.

Jay, le compère de Fouché, succéda au prince, qui avait achevé de parler. Représentant le département de la Gironde, il affecta de redouter le sort des anciens Girondins, qui avaient payé de leur tête la franchise de leurs paroles. Ce péril ne l'arrêterait pas et il demanda aux ministres, en termes expressifs, et surtout agressifs, qu'ils vinssent déclarer comment la France pourrait résister aux armées de toute l'Europe et si « la présence de Napoléon n'était pas un obstacle invincible aux négociations de la paix ». Les ministres gardèrent le silence, si ce n'est Fouché qui, d'un ton grave, voulut confirmer à la tribune les termes de son rapport à l'Empereur, rendu public. A l'heure présente, il n'avait rien à y ajouter, rien à y retrancher (1). Ce rapport, on le sait, dénonçait

(1) Dans la *Vérité sur les Cent-Jours*, p. 36, le prince Lucien a écrit sur Fouché : « Ce rusé ministre de la police connaissait trop l'opinion du jour, pour penser et dire que l'Empereur était déconsidéré dans son armée. Ne voyait-il

des troubles dans toutes les provinces, une opposition grandissante, un danger menaçant de guerre. Et Jay, triomphant, reprit la parole et conclut « qu'il était désormais prouvé que sous un chef militaire la liberté publique ne s'établirait jamais, et que les coalisés n'arrêteraient la marche de leurs armées qu'après le rétablissement de l'ordre en France et la certitude qu'il ne serait plus troublé par l'ambition d'un conquérant ». Puis, se tournant vers Lucien :

« Et vous, qui avez montré un noble caractère dans l'une et dans l'autre fortune, retournez vers votre frère ; dites-lui que l'Assemblée des représentants du peuple attend une résolution qui lui fera plus d'honneur dans l'avenir que toutes ses victoires ; dites-lui qu'en abdiquant le pouvoir, il peut sauver la France ; dites-lui, enfin, que sa destinée le presse, que, dans un jour, dans une heure, peut-être, il ne sera plus temps !... Je demande, dit-il, en terminant, que l'on nomme une commission chargée de présenter à Napoléon l'urgence de son abdication, et de lui annoncer, en cas de refus, que l'Assemblée prononcera sa déchéance. »

Les applaudissements des députés les plus exaltés suivirent ces paroles. Ils cessèrent lorsque Lucien reparut à la tribune. Il ne lui fut pas difficile de démontrer l'exagération du rapport de Fouché. A l'heure où il parlait, dit-il, les dissensions intérieures étaient partout apaisées. La nation, convaincue de la toute-puissance de l'Empereur contre les ennemis de la patrie, s'était rangée sous sa oi. Les ressources étaient immenses ; les troupes aguerries, nombreuses, pleines de courage et d'enthousiasme. Ne valait-il pas mieux lutter que de subir l'affront d'une seconde invasion ? Enfin,

pas, comme nous, ces héroïques blessés de Waterloo, mutilés et sanglants, traverser sur leurs mauvaises charrettes, les rues de la capitale, en criant : *Vive l'Empereur. Notre empereur a été trahi. Des armes, des armes, il me reste un bras pour l'Empereur.* Fouché savait bien que, loin d'avoir perdu sa magique influence sur l'armée, Napoléon n'en avait jamais eu davantage. Certes, en justifiant ainsi un homme que je n'aimai jamais, je n'entends pas le représenter comme capable de sacrifier son intérêt à un principe ou à un sentiment quelconque. Mais si l'Empereur de France ne s'était pas abandonné lui-même, Fouché l'eût servi tant qu'il y aurait eu possibilité de succès. Si l'empereur d'Autriche n'avait pas abandonné son petit-fils, Fouché se serait rallié à Napoléon II. Ce ne fut qu'en voyant, en entendant l'Empereur après Waterloo se croire frappé d'impuissance, s'il n'avait pas le concours absolu des Chambres, qu'il jugea la dynastie impériale perdue et qu'il se retourna vers la dynastie royale. Il a fait ce qu'ont fait tant d'autres. Les corps collectifs seuls ont tout perdu, en se séparant follement de leur chef, au moment du péril. »

parlant de la déclaration des souverains qui ménageait la nation et attaquait l'Empereur seul, il s'exprima avec une véhémente éloquence qui subjugua le plus grand nombre des députés indécis.

« Eh quoi ! disait-il, aurions-nous la faiblesse de croire encore au langage de nos ennemis ? Lorsqu'une première fois la victoire nous fut infidèle, ne nous juraient-ils pas, en présence de Dieu et des hommes, qu'ils respecteraient nos lois et notre indépendance ? Ne donnons pas, une seconde fois, dans le piège qu'ils tendent à notre confiance, à notre crédulité ! Leur but, en cherchant à isoler la nation de l'Empereur, est de nous désunir pour mieux nous vaincre et de nous plonger plus facilement dans l'abaissement et l'esclavage. Je vous en conjure, citoyens, au nom sacré de la patrie, ralliez-vous autour du chef que la nation vient de replacer si solennellement à sa tête ! Sachez que notre salut dépend de notre union, et que vous ne pouvez vous séparer de l'Empereur et l'abandonner à ses ennemis sans perdre l'Etat, sans manquer à vos serments, sans flétrir à jamais l'honneur national. »

La Chambre était retournée ; la cause de l'Empereur semblait gagnée, lorsque, sous l'instigation de Fouché peut-être, La Fayette s'élança pour répondre au prince.

« Vous nous accusez, s'écrie le vieil aristocrate, de manquer à nos devoirs envers l'honneur, envers Napoléon ! Avez-vous oublié tout ce que nous avons fait pour lui ? Avez-vous oublié que les ossements de nos enfants, de nos frères, attestent partout notre fidélité, dans les sables de l'Afrique, sur les bords du Guadalquivir et du Tage, sur les rives de la Vistule et dans les déserts glacés de la Moscovie ? Depuis plus de dix ans, trois millions de Français ont péri pour un homme qui veut lutter encore aujourd'hui contre l'Europe. Nous avons assez fait pour lui ; maintenant notre devoir est de sauver la patrie. »

Les paroles de Lucien furent oubliées après ce tableau si énergiquement tracé, après cette apostrophe virulente sur les sacrifices de la nation pour un seul homme. C'était vrai, tout cela ! Passionnés, agités, vibrants sous le verbe coupant de La Fayette, chacun des députés sentait s'exalter sa rancune contre le despotisme naguère subi. Cette foule peureuse, et maintenant aveuglée, oubliait le vainqueur de l'Europe qui pouvait seul arrêter les coalisés aux frontières. La nomination proposée par Lucien de cinq mem-

bres élus par chacune des Chambres et adjoints aux ministres, pour délibérer sur les mesures de salut public, fut votée; et, vu l'heure tardive, les cinq membres composant le bureau de la Chambre furent désignés. Toutefois, les opposants, les irréductibles, les amis de Fouché, peu satisfaits de ce résultat, qui ne soulageait point leur haine, vinrent près du ministre déclarer que si Napoléon n'abdiquait pas, sa déchéance serait portée à la tribune le lendemain.

De la Chambre des députés, Lucien et les ministres, à huit heures du soir, étaient allés à la Chambre des pairs communiquer la proposition adoptée par l'autre Chambre. Les membres choisis furent Boissy d'Anglas, Thibaudeau, les généraux Dejean, Drouot, Andréossy; et les pairs se séparèrent jusqu'au lendemain, 22 juin. Ils seraient instruits, à cette nouvelle séance, des résolutions prises par la commission, qui devait se réunir aux Tuileries, dans la nuit.

A onze heures du soir, Cambacérès, comme président, dans la salle du Conseil d'Etat, aux Tuileries, entouré des princes Joseph et Lucien, des ministres, des cinq députés et des cinq membres de la Chambre des pairs, ouvrit les délibérations sur lesquelles comptaient les ennemis de Napoléon, pour le forcer à l'abdication. Les ministres, las de ces atermoiements interminables, les traîtres comme Fouché, les opposants irréductibles comme La Fayette et Flaugergues, les ambitieux, comme les frères de l'Empereur, comptaient sur une régence pour accroître les honneurs dont ils jouissaient déjà : tous avaient leur parti pris. Aussi bien, cette commission perdit les heures de la nuit en vaines discussions, en modifications sans cesse répétées au texte de ses conclusions; elle ne tomba d'accord qu'à trois heures du matin, sur la nomination de plénipotentiaires, agréés par l'Empereur, qui pourraient traiter, au nom des Chambres, avec les puissances ennemies.

## XI

Pendant que se tenaient ces réunions inutiles, qui indiquaient bien le désarroi des esprits, parce que chacun, pressentant la ruine de l'Empire, n'avait pas de pensée plus pressante que de se pré-

parer un autre abri sous le nouveau maître attendu : les uns, un Bourbon, ceux-ci le petit Roi de Rome et la régence, ceux-là, et les plus nombreux, sans doute, le duc d'Orléans (1), pendant toute cette effervescence, l'Empereur, seul à l'Elysée, dînait en tête à tête avec la reine Hortense. Au matin de ce jour il était arrivé de Waterloo, et les heures passées avec tant de gens divers, dont le masque du visage cachait tant d'hypocrisie, tant de lâcheté, tant d'ambition, l'avaient anéanti. Il parlait peu, renfermé dans ses obsédantes réflexions ; ou bien, quand il prenait pour confidente la jeune princesse, sa fille adoptive, c'était pour lui montrer toute l'indécision de ses pensées, toute l'amertume qui remplissait son âme. La jeune femme n'osait contredire à cette immense infortune, sentant bien que la vérité, entrevue par elle et dévoilée dans toute sa nudité, eût affligé et accablé davantage l'homme malheureux dont le destin s'aggravait d'heure en heure. Cette vérité, c'était la perte du trône, la chute même de la dynastie.

Elle ne discernait aucun secours efficace pour ce grand vaincu, descendant les pentes de l'abîme, pour le héros que la fatalité précipitait sur la roche Tarpéienne, du Capitole où son génie l'avait fait monter. Lui, se levant, faisait de grands pas dans la salle, changeant de résolution à chaque minute (2). La nuit ne fut pas plus calme. Mais il parut, à son lever, avoir pris, enfin, une détermination : ajourner les Chambres, s'emparer de la dictature et s'élancer, avec son armée toujours fidèle, contre les monarques absolus. Il disposait, à Paris, de troupes assez nombreuses pour en imposer aux deux Chambres rebelles et à la garde nationale censitaire que des mesures énergiques auraient bientôt réduite à l'obéissance. Malheureusement, ce 22 juin, au Conseil matinal qui devait se tenir à l'Elysée, Cambacérès, Regnault, Rovigo, LaValette, abasourdis, eux aussi, par les tiraillements subis au dehors, par les échos de l'opinion répercutés jusqu'à eux, vinrent lui con-

(1) Hyde de Neuville, t. II, p. 102.

(2) Henry Houssaye (*Mémoires manuscrits de Mme de X..., 1815*, p. 45) : « Tantôt, il déclarait vouloir user de ses droits constitutionnels, contre la Chambre insurgée, tantôt il parlait d'en finir tout de suite par une seconde abdication. Hortense lui ayant conseillé de prendre des sûretés en écrivant à l'empereur d'Autriche ou au czar, il dit avec force : « Jamais je n'écrirai à mon beau-père ; « je lui en veux trop de m'avoir privé de ma femme et de mon fils ; c'est trop « cruel. Alexandre n'est qu'un homme. Si j'en suis réduit là, j'aime mieux « m'adresser à un peuple, à l'Angleterre. »

seiller encore l'abdication en faveur de son fils. Ses frères et ses amis présents, ensuite les ministres, rendirent compte des résolutions prises pendant la nuit aux Tuileries. L'Empereur, déprimé par tant d'obsessions, n'y fit aucune objection et se résigna à l'envoi de plénipotentiaires issus des Chambres, qui traiteraient directement avec les puissances. Il ajouta même qu'il était prêt à se sacrifier et à renoncer au trône, si sa présence était un obstacle aux négociations.

Ainsi, ses résolutions changeaient encore. Il ne savait s'arrêter à aucune. Il hésitait, tergiversait, comme s'il eût craint un acte de vigueur, une responsabilité dont il ne pouvait supporter le poids. Il n'était plus l'homme qui prenait jadis son parti tout de suite, qui faisait fléchir sa conduite à sa forte volonté. Il s'effrayait; il fuyait devant l'audace d'un coup de main, et c'était cela seul qui aurait pu le sauver. Plus encore que ses conseillers, il était las de cette agitation ambiante qui l'annihilait; las des hommes qui le trompaient; las des événements qui le terrassaient; las de l'abandon universel. Pas un ami, si ce n'est son frère Lucien, remontait son courage, le poussait en avant, et le voulait digne de son passé et de sa gloire.

En ce moment descendit à l'Elysée un aide de camp du prince Jérôme, le capitaine de Vatry, apportant des nouvelles de l'armée de Belgique. D'après les rapports des généraux, les troupes depuis deux jours s'étaient ralliées et reformées en bataillons; soixante mille hommes étaient prêts à reprendre l'offensive. Cette bonne nouvelle ranima les espérances amorties de Napoléon et lui donna aussitôt le vertige. Il crut que les Chambres reviendraient à lui, en prévision de succès futurs. Pendant les heures fiévreuses qui s'étaient écoulées depuis son retour à Paris, il avait affirmé que l'armée pouvait être reconstituée; on ne l'avait pas cru. Elle l'était à l'heure présente. Ce n'était plus une espérance, mais un fait attesté par les rapports officiels de généraux tels que Soult, Jacquinot, Piré, Grouchy. Il pressa Davout, le ministre de la guerre, d'aller à la Chambre des députés communiquer un rapport hâtivement écrit, sur ces nouvelles rassurantes, comptant que ces détails, désormais officiels, retourneraient l'esprit de tous les beaux parleurs, qui affectaient de mépriser la puissance du canon (1).

(1) Ce que Pontécoulant disait, à cette époque, à VILLEMAIN (*Souvenirs*, t. II, p. 329) indique bien quelles étaient les idées dominantes des hommes politiques

En cette matinée du 22 juin, la Chambre des députés était plus tumultueuse, plus excitée que la veille. Les nouvelles de la séance de nuit, aux Tuileries, n'avaient satisfait personne. C'était l'abdication que tous ces gens-là croyaient apprendre, et on ne leur parlait que de l'envoi aux Alliés de plénipotentiaires agréés, par l'Empereur. Les esprits s'échauffaient. Les motions les plus ridicules se colportaient de gradins en gradins. Le temps, en sa fuite, transformait Napoléon en ennemi public, que la majorité des représentants aurait voulu proscrire. Les plus audacieux fixaient un délai pour recevoir l'abdication venue de l'Elysée, une heure d'attente, pas davantage. C'est à ce moment que Davout entra. Sa présence calma un peu cette effervescence grandissante. Le président Lanjuinais annonça une communication importante du gouvernement, des nouvelles rassurantes de l'armée, et Davout, à la tribune, lut son rapport, dont voici les parties essentielles :

« Messieurs, nous avons reçu hier des nouvelles de l'armée. Les renseignements qui nous étaient donnés, sans être officiels, nous portaient à croire que nos désastres n'étaient pas aussi considérables qu'on aurait pu le croire. Aujourd'hui, ces renseignements ont acquis le caractère officiel le plus certain, et je les garantis à la Chambre, sur mon honneur. Un officier du prince Jérôme, parti d'Avesnes, hier 21, a trouvé la route couverte de soldats. Il doit y avoir au moins vingt mille hommes ralliés. La Garde s'est ralliée à Avesnes ; le maréchal Grouchy annonce que, le 18, il a battu les Prussiens. Les communications sont libres entre lui et le maréchal Soult, à Philippeville. On n'a vu aucun ennemi entre le maréchal Grouchy et la frontière du Nord. On peut, en outre, y envoyer dix mille hommes avec de la cavalerie et deux cents pièces de canon. J'ajoute que si la Chambre prend de fortes mesures, si elle

et les raisons qui les faisaient s'acharner à l'abdication de l'Empereur. « Les Bourbons, disait Pontécoulant, par allusion à la charte et à l'*Acte additionnel*, n'aiment pas ce qu'ils nous ont donné, mais ils en avaient besoin et n'étaient pas de force à le reprendre. Napoléon nous a donné depuis trois mois ce qu'il déteste et ce qui lui est incompatible. Il nous a donné ce qui ne peut le sauver de la ruine, et ce que, vainqueur, il ne nous aurait pas laissé deux jours. Triste destinée qu'il nous a faite, à nous, amis des lois et de la liberté. Nous ne pouvions souhaiter ni ses succès, ni ses revers. Toutes les chances étaient contre nous dans la guerre qu'il ramenait à sa suite. Nous ne pouvions en attendre que le désastre de la France. Il était apparent partout, dans l'épuisement des forces, dans l'abattement des esprits, et ce courant de nécessité qui se rencontre à certains époques, et que nul effort de génie ne saurait surmonter. »

déclare traître à la patrie tout garde national ou tout militaire qui abandonnera ses drapeaux, une barrière assez forte peut être opposée à l'invasion et vous aurez une armée assez respectable pour appuyer vos négociations avec un ennemi qui a prouvé qu'il ne tenait pas toujours fidèlement ses promesses. »

Les plus impatients, les plus enragés, pourrait-on dire, ne laissèrent point achever en silence cette lecture de faits précis, attestés par les généraux. Ils les mettaient en doute, n'y croyaient point, ou plutôt n'y voulaient point croire, parce que ces assertions détruisaient leurs combinaisons et leurs intrigues et les forçaient à un effort de patriotisme. Ils ne voyaient de salut que dans une révolution, rêvant même de se constituer en « Assemblée nationale » où serait discutée une Constitution nouvelle, que l'on imposerait au prince de leur choix. C'était un recommencement d'histoire. Davout, descendu de la tribune, quitta cette salle emplie de clameurs confuses, Les députés s'excitaient à la rébellion, repoussant même la déchéance et voulant une *arrestation*, une *mise hors la loi*. Quelques-uns, leur montre sous les yeux, prétendaient que l'heure donnée à Napoléon, pour obéir aux injonctions de la Chambre, était écoulée et qu'il fallait prendre enfin une résolution.

Pendant cette agitation menaçante, Regnault était accouru à l'Elysée avertir l'Empereur de ce qui se passait, au milieu de cette Assemblée, devenue intraitable. Lucien et les ministres avaient déjà fait connaître l'impression de haine aveugle qu'ils avaient rapportée, la veille, de leur passage parmi les députés, en leur soumettant le message impérial. Aux avis de Regnault venaient s'ajouter, d'instant en instant, ceux de quelques députés plus honnêtes, plus respectueux du malheur de celui que la fortune avait abandonné, insistant pour une détermination prompte qui couperait court aux décisions les plus abominables. C'était Darbach, c'était M. Léon d'Almeida, commandant militaire du Palais législatif, envoyé par Lanjuinais, priant l'Empereur de ne mettre aucun retard à son abdication, s'il voulait éviter une *mise hors la loi*. L'émotion, la colère, l'indignation des députés étaient extrêmes, lorsqu'un billet de Fouché, porté de l'Elysée à Manuel, annonçant que l'Empereur dictait, au moment présent, son abdication, imposa une trêve d'apaisement à cette foule hurlante.

## XII

Ce n'avait pas été sans alarmes nouvelles, sans résistance que l'on était parvenu à arracher à l'Empereur cet acte irrévocable qui terminait sa vie politique et le livrait, sans défense, à ses ennemis. Durant cette matinée, entouré de ses frères, de ses amis, de ses ministres, voyant clairement l'issue de cette renonciation au trône, ne pouvant plus s'illusionner sur le règne possible de son fils, il ne s'était résigné à se dépouiller de son autorité souveraine qu'à la dernière extrémité. La foule des ouvriers, avertie que des plénipotentiaires allaient partir, comme l'année précédente, pour le quartier général des Alliés, afin de traiter de la paix, s'ameutait sous le mur des jardins de l'Elysée. Les vociférations persistaient, sans discontinuer. Des cris : *A bas les traîtres! Mort aux Anglais! Mort aux Prussiens!* s'élevèrent ardemment sous les arbres de l'avenue. Les fédérés se joignirent aux gens des faubourgs et donnaient à cette masse d'hommes, en bras de chemise, la poitrine découverte, une apparence de soulèvement révolutionnaire qui surexcitait l'indécision de Napoléon. Il leur ordonna le calme, les harangua et ils se dispersèrent.

« Mettre en action la force brutale des masses, disait-il à son entourage, ce serait, sans doute, sauver Paris et m'assurer la couronne, sans avoir recours aux horreurs de la guerre civile, mais c'est aussi risquer de verser des flots de sang français. Quelle force serait assez puissante pour dominer tant de passions, tant de haine, tant de vengeance. Non, je ne puis oublier une chose, voyez-vous, c'est que j'ai été ramené de Cannes à Paris, au milieu de ces cris de sang : *A bas les prêtres! A bas les nobles!* J'aime mieux les regrets de la France que sa couronne. » (Montholon, *Souvenirs.*)

Et cependant, Montholon avait écrit déjà :

« Je me bornerai à dire ce que bien peu de gens savent, c'est que l'Empereur, ému par l'expression du désespoir des masses populaires et par leurs vociférations contre les Chambres, soumit à la discussion d'un conseil privé, auquel assistaient les princes, ses

frères, la question de savoir si l'hésitation des Chambres à reconnaître Napoléon II, si la trahison ou la démence, qui envoyaient des ambassadeurs au quartier général des Alliés, si enfin la manifestation éclatante des sentiments du peuple pour sa personne, ne lui faisaient pas un devoir de reprendre le soin de sauver la patrie du joug de l'étranger, ou de la contre-révolution et de se remettre à la tête de l'armée, en dénonçant la trahison de quelques hommes, et en faisant appel à son concours, pour vaincre l'ennemi commun. Ce fut dans ce conseil que le prince Lucien révéla son ambition. Après avoir exposé les relations qu'il avait soigneusement entretenues, depuis quinze ans, avec les républicains, ses récentes communications avec eux, leurs espérances, et sa conviction profonde que la crise nationale serait terrible et toute-puissante, si l'Empereur déposait la couronne et consentait à ce que lui, Lucien Bonaparte, se fît donner le pouvoir dictatorial par le peuple des faubourgs, il osa pousser les illusions de cette espérance de sa vie, qui enfin se faisait jour dans ce moment de crise, jusqu'à dire à l'Empereur : « La France ne croit plus à la « magie de l'Empire ; elle veut la liberté jusque dans ses abus ; « elle aime mieux la Charte que les grandeurs de votre règne. Avec « moi, elle voudra la république, parce qu'elle y croira. Je vous « donnerai le commandement en chef des armées ; avec l'aide de « votre épée, je sauverai la révolution. » L'Empereur avait écouté ces paroles étranges, sans qu'un seul signe trahît ses impressions. C'était Lucien, qui, cinq ans auparavant, prétendait ne pas ambitionner le pouvoir, qui venait, futur dictateur, offrir à son frère le généralat des troupes de la république. L'Empereur se tourna seulement vers Carnot et l'engagea à répondre pour lui. Carnot répondit qu'il préférait la dictature du génie à celle du président des Cinq-Cents (1). »

(1) Dans l'avant-propos de ses *Mémoires*, Montholon a écrit sur lui-même : « Appelé par ma naissance au partage des plus hautes faveurs des rois de notre vieille monarchie française ; colonel au berceau, soldat de la république, général à vingt-cinq ans, ministre plénipotentiaire en Allemagne, au milieu des négociations de 1812 et 1813, ancien aide de camp de l'Empereur, pour moi surtout, cet axiome fataliste fut une vérité : *la destinée est écrite*. En effet, elle m'a rapproché du capitaine Bonaparte, pendant l'expédition de Cagliari, en 1793. Elle m'a fait remarquer et reconnaître de l'empereur Napoléon sur le champ de bataille d'Austerlitz ; elle m'a conduit à Sainte-Hélène, pour soulager par un service, qu'il daignera nommer *soin filial*, le martyre de sa captivité et pour recevoir de sa dernière volonté l'honneur insigne de lui fermer les yeux. Cependant le

Au milieu de ces bruits partis du dehors, de ces avis pressants venus de la Chambre des députés, tantôt poussé et tantôt retenu par les conseils timides et contradictoires de ses ministres, Regnault invoquant avec éloquence la paix nécessaire à la patrie, Napoléon s'était décidé. Se tournant vers son frère Lucien, il lui dit :

« Prince Lucien, asseyez-vous et écrivez. »

Mais, aux premiers mots, le prince, qui n'avait jamais conseillé l'abdication, se leva furieusement, écrasa sur le papier sa plume trempée d'encre et voulut sortir.

« Restez ! » lui dit alors Napoléon d'un ton impératif.

Le prince se soumit, et reprenant une plume, il écrivit.

Napoléon, d'une voix lente et grave, dans le silence étouffant du salon, entre tous ces hommes atteints jusqu'au fond de l'âme par la grandeur de la scène dont ils étaient témoins, Napoléon dicta les termes de son abdication. Carnot, plus ému que les autres ministres, parce qu'il s'était donné entièrement à l'Empereur, avait les yeux inondés de larmes (1).

pieux devoir d'aller chercher ses cendres à Sainte-Hélène ne m'a point été accordé, non plus que l'honneur de marcher à côté de ses dépouilles mortelles, dans le cortège national qui les a ramenées sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français qu'il a tant aimé. Enfin, lié invinciblement au malheur des Napoléons, la fatalité m'a jeté à mon insu en 1840, sur la plage de Boulogne, où l'honneur m'a commandé de ne point abandonner le neveu de l'Empereur, en présence des périls qui l'y attendaient. Rayé comme infâme des cadres de l'armée, en 1816, en expiation de mon départ pour Sainte-Hélène, condamné par la Cour des pairs, en 1840, à finir ma vie dans les fers, l'opinion publique m'a vengé de l'arrêt de 1816. J'attends d'elle mon absolution de l'arrêt de 1840. — Montholon arriva à l'Elysée peu d'heures après l'Empereur. Il y vit le duc de Vicence qui lui dit : « Tout est perdu. Vous arrivez ici comme à Fontainebleau, pour voir l'Em- « pereur déposer la couronne. Un mystère impénétrable protège les ennemis de « l'Empereur. Les meneurs des Chambres veulent son abdication. Ils l'auront, « et dans huit jours Louis XVIII sera ici. » Pendant quarante-huit heures, Montholon ne quitta point l'Elysée, et c'est à cette circonstance qu'il dut son voyage à Sainte-Hélène. »

(1) La duchesse d'Abrantès, dans ses *Mémoires* sur la Restauration, raconte, à l'occasion de l'abdication de l'Elysée, l'anecdote suivante : « Regnault de Saint-Jean-d'Angély et Merlin de Douai avaient amené avec eux de la Chambre un député dont l'attachement ne pouvait être suspect à l'Empereur. C'était le chevalier Suchet, frère du duc d'Albuféra. Les deux ministres entrèrent dans le cabinet de l'Empereur, après avoir laissé le chevalier Suchet dans la galerie où ils devaient venir le chercher, s'il était nécessaire. Le beau, le bon, le brave Labédoyère était de service ce jour-là. Le chevalier Suchet demeura avec lui pendant l'absence des deux ministres. Elle fut longue. Enfin la porte de l'appartement s'ouvrit et un homme de grosse et courte taille, à la physionomie vulgairement brutale, entra dans la galerie. C'était le ministre de la marine, duc Decrès : « Eh « bien, dit-il aux deux amis de l'Empereur qui l'interrogeaient du regard, c'est

« En commençant la guerre, dictait la noble victime, pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés et sur le concours de toutes les autorités nationales. J'étais fondé à espérer le succès. Les circonstances me paraissent changées. Je m'offre, en sacrifice, à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir voulu réellement qu'à ma personne. Unissez-vous tous pour le salut public, et pour rester une nation indépendante. »

Adressée au peuple français, cette déclaration s'arrêtait là. Ses familiers observèrent qu'il avait oublié de proclamer son successeur, le Roi de Rome, appelé à régner après lui, sous le titre de Napoléon II. Cet oubli était intentionnel de la part de l'Empereur. Il savait bien que les monarques alliés ne toléreraient sur le trône de France aucun membre de sa famille, pas plus son fils que ses frères. Il céda cependant à leurs instances, parce que la plupart de ceux qui étaient présents comptaient sur la minorité du prince pour garder leurs prérogatives, leur fortune et leurs honneurs. Et il ajouta :

« Je proclame mon fils, sous le nom de Napoléon II, empereur des Français. Les princes Joseph et Lucien et les ministres actuels formeront provisoirement le conseil de gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser, sans délai, la régence par une loi. »

Sur l'observation nouvelle du duc de Bassano que les puissances intéressées pourraient exiger encore l'exclusion, dans la régence, des deux princes, ses frères, les noms des princes Joseph et Lucien furent biffés. Il y tenait peu, d'ailleurs. Les ennemis sur le territoire, les Bourbons derrière eux, les Chambres menées par des traîtres et des ambitieux, sa dynastie était perdue ; il n'en doutait plus.

Fouché assistait impassible, le masque figé dans une expression

« une affaire faite... Ah ! ah ! il a fallu batailler, mais ce diable de Regnault a si bien parlé que son éloquence a été entendue. — L'Empereur sait-il que je « suis venu, demanda Suchet. — Oui, oui, sans doute ; mais comme, main- « tenant, la chose est résolue, on a jugé inutile de vous appeler. N'étiez-vous « pas venu pour lui mettre les *poucettes* s'il ne voulait pas en finir ? » Dans ce moment, M. Suchet n'eut que le temps de s'élancer sur la main de Labédoyère qui se levait sur cet homme. Decrès passa dans le jardin et s'y promena en sifflant. »

de contrainte douloureuse, à cette lente agonie du génie. Napoléon n'était pas dupe de cette attitude composée. Sous ces traits désolés, il lisait la joie de la trahison triomphante. Aussi bien, avec un accent ironique, s'adressant au traître, il lui dit : « Duc d'Otrante, vous porterez cette abdication aux députés, avec le duc de Vicence et le duc Decrès. » Carnot, le comte Mollien et Gaudin, duc de Gaëte, furent désignés pour la porter à la Chambre des pairs. Ils venaient de partir, lorsque M. de Laborde, adjudant général de la garde nationale se présentait à l'Elysée, dépêché par les derniers partisans de l'Empereur, redoutant la colère, mauvaise conseillère, des députés presque tous désemparés. L'Empereur reçut l'adjudant : « Allez rassurer ces gens pressés, lui dit-il. Au moment où je vous parle, mon abdication doit être lue à la Chambre. »

Lanjuinais, en possession de cet acte important, s'était levé et afin de prévenir une manifestation inconvenante et injurieuse pour la grande infortune de Napoléon, il rappela les termes du règlement, qui défendait, en de pareilles circonstances, toute marque *d'improbation* ou *d'approbation*. Ensuite, il lut cette déclaration impériale adressée au peuple français. A la fin, certains membres ne purent contenir leur haine, ou leur joie, et couvrirent cette lecture de lâches applaudissements.

Fouché, qui venait d'apporter aux députés l'abdication de Napoléon, ne voulut point laisser passer cet acte de magnanime désintéressement sans le couvrir d'éloges. Continuant son rôle de zélateur du grand homme, il demanda que la Chambre envoyât à l'Elysée une députation, afin de remercier l'Empereur de tant d'abnégation patriotique. Subterfuge au surplus, dont il masquait sa proposition de nommer, immédiatement, une commission qui remplacerait le pouvoir exécutif en déshérence, et composée de cinq membres : trois nommés par la Chambre des députés, les deux autres par la Chambre des pairs. Il n'avait, si sournoisement, si machiavéliquement travaillé à déposséder l'Empereur que dans ce but; et il arrivait à ses fins.

L'avocat Dupin n'avait point partie liée avec le duc d'Otrante; et l'esprit toujours hanté d'une restauration royaliste, avec le duc d'Orléans, il pensa rendre irrévocable cette abdication, en la

faisant consacrer par un vote des députés. Il demanda, ensuite, que la Chambre se déclarât « Assemblée nationale » ; qu'elle nommât un généralissime, puis une commission spéciale chargée d'élaborer une Constitution qui serait acceptée du monarque futur ; enfin, qu'elle procédât à la nomination des trois membres de la commission exécutive que le duc d'Otrante venait de proposer. D'autres orateurs prirent la parole, chacun soutenant une proposition différente, chacun se disputant l'accès de la tribune. Regnault de Saint-Jean-d'Angély, au lieu de défendre les intérêts de l'Empereur, comme ministre d'Etat, au lieu de repousser toutes ces propositions si contraires au règne de Napoléon II, condition essentielle de l'abdication de l'immortel vaincu, Regnault se perdit en savantes et oiseuses digressions. C'est que Regnault, habile à couvrir de mots pompeux des phrases vides de sens, rhéteur visant à ne se point compromettre afin de maintenir sa situation éminente sous un maître nouveau, Regnault fuyait une responsabilité qui l'eût gêné plus tard, et il finit par conclure à la nomination du *Conseil exécutif*, ni plus ni moins que les autres orateurs qui l'avaient précédé. Les députés nommèrent donc au scrutin Carnot, Fouché et le général Grenier. La Fayette et Flaugergues n'avaient pas obtenu la majorité des suffrages. Fouché, par de nouvelles intrigues, avait fait échouer leur candidature, craignant leur clairvoyance et leur influence dans cette commission que l'imposteur voulait dominer.

## XIII

Ce même jour, 22 juin, la Chambre des pairs tint séance dans l'après-midi, attendant un message de la Chambre des députés, à laquelle elle ne servait plus que de satellite. Il était plus de deux heures lorsque le message arriva, contenant l'abdication de l'Empereur, qui fut reçue en un silence profond et respectueux par cette assemblée. Puis, Carnot fit connaître le rapport déjà lu à la Chambre des députés, sur les ressources dont le gouvernement pouvait disposer dans la défense du territoire. A peine de sa voix

grave et triste, avait-il achevé cette lecture, qu'une protestation vibrante, un démenti énergique partit du milieu des bancs où siégeaient les pairs. Un homme, de taille moyenne, de corpulence solide, la barbe et les cheveux roux, le regard enflammé, le visage convulsé, tout le corps tendu en avant, se tenait levé, les yeux fixés sur le ministre décontenancé par cette apostrophe.

« Tout cela est faux, répéta-t-il, tout cela est chimérique. On vous trompe de tous les côtés. »

C'était le maréchal Ney qui parlait ainsi, lui, le brave des braves, revenu des champs de Belgique, après avoir supporté le plus grand coup de la bataille. Ce fut, de sa part, un accès de folie, disent les contemporains ; ce fut plutôt un accès de rage patriotique, un dépit irascible contre Napoléon qui l'avait accusé d'avoir fait massacrer sa garde. Ce fut la conséquence d'un désespoir inconsolable après une cause perdue, en prévision d'un retour des Bourbons ; ce furent cette colère, cette rancune, ce chagrin qui le poussèrent à s'inscrire en faux, contre les assertions du gouvernement. Et cette diatribe était d'autant plus malencontreuse, qu'à cette heure même, le général Mouton-Duvernet, arrivant du Midi, corroborait, par les plus rassurants détails, la confiance du gouvernement dans ses moyens de défense contre l'ennemi.

« On vous trompe, en tout et partout, continua le maréchal Ney. L'ennemi est victorieux sur tous les points. J'ai vu le mal, puisque je commandais sous l'Empereur. Cela marchait bien d'abord. Avec les cuirassiers du brave général Milhaud, avec une section de la cavalerie de la garde, nous avions emporté les premières positions du mont Saint-Jean et sabré bien des canonniers anglais sur leurs pièces. Il fallait redoubler sans retard et nourrir la charge ; car le feu des Anglais était effroyable, et il se fait bien des vides, pendant qu'on avance ainsi sur les morts et qu'on arrache pied à pied la victoire. Aussi, quand nos forces furent disséminées, comme on ne venait pas les soutenir, et que nous avions devant nous des montagnes d'infanterie anglaise, il y eut un ébranlement dans les premiers rangs lancés des grenadiers de la garde. J'y courus, à droite, à gauche, partout, en souhaitant de toute mon âme qu'un boulet me pût entrer dans le corps. Nous nous repliâmes de quelques pas, et sous la charge impétueuse de l'ennemi, quelques rangs furent un moment mêlés. Le combat reprit, et si j'avais eu

un renfort de la garde, je vous en rendrais bon compte. Mais dix mille hommes d'élite furent tenus immobiles par précaution contre la défaite, au lieu d'aider tout de suite à vaincre. Puis au moment où on venait de nous annoncer Grouchy et tout son corps, tandis qu'un jeune aide de camp courait sur toute la ligne, avec cette nouvelle, ce furent les têtes des colonnes prussiennes, qui parurent et qui nous prirent en flanc. Il fallut se concentrer et se retirer, mouvement toujours difficile aux plus braves. Nous tînmes bon, cependant, sous des charges réitérées, et si le maréchal Grouchy était arrivé, même tard, même par un autre point, et qu'il y ait eu diversion quelque part, comme on devait y compter, dans une bataille bien manœuvrée, tout mon côté tenait ferme et eût, à la longue, balayé le terrain. Mais il ne nous venait que des ennemis, toujours accrus en nombre, et renouvelés; des rangs entiers des nôtres tombaient et la confusion augmentait les pertes. Cela fut affreux, et la déroute commença avec la nuit, quand on en eut moins honte. Elle ne s'arrêta pas; vous pouvez m'en croire. J'ai vu d'autres désastres. Je faisais l'arrière-garde de la retraite de Russie. J'ai tiré le dernier coup de mousquet sur les Russes, chez eux, et je suis rentré à Wilna, seul de ma bande. Eh bien! aujourd'hui, nous ne sommes pas aussi détruits, grâce à Dieu, mais nous sommes aussi dispersés. C'est une fable de prétendre que cinquante à soixante mille hommes sont ou vont être réunis à Rocroi, ou ailleurs. C'est beaucoup si le maréchal Grouchy a pu conserver douze ou quinze mille hommes. Avec cela et quelques débris, avec des gardes nationaux, chargés, vous a-t-on dit, d'arrêter les fuyards, peut-on, après une telle dispersion, l'Empereur absent, l'artillerie prise, opposer, sur la route de Paris, une résistance sérieuse à l'ennemi? Nous sommes trop complètement défaits, pour livrer aujourd'hui la bataille. Voilà l'état des choses, au vrai. Je suis désespéré de le dire, Wellington était tout récemment à Nivelles, en avant de Bruxelles sur nous, avec quatre-vingt mille hommes, une nombreuse artillerie, des régiments intacts de cavalerie, et la confiance d'un succès, comme il n'en avait jamais connu. Les Prussiens, moins maltraités d'abord qu'on l'avait dit, et raffermis par leur dernier avantage, s'avancent avec deux grands corps d'expédition, sans attendre d'autres armées qui les suivent, ou qui débouchent par d'autres côtés. Un premier flux sera aux portes

de Paris, avant sept ou huit jours. Vous ne pouvez, dans l'état présent, songer à rien qu'à la paix. On vous a laissé prendre au dépourvu par deux armées considérables. Vous n'avez pas le temps de vous recruter, de refaire votre matériel, et de vous remettre en ligne. Ce n'est pas seulement un champ de bataille, c'est un empire perdu. Je dis les choses comme elles sont, afin qu'elles profitent, et que dans le malheur, du moins, on ne soit pas trompé. Il n'y a plus que le temps de négocier. Il faut faire la paix. Nous sommes à bout de tout le reste. »

A ces paroles saccadées, tremblantes sous l'accent ému du maréchal, la stupeur s'étendit, accablante sur les pairs. De tous les généraux et les maréchaux qui les avaient entendus, seul Drouot se leva pour contester la véracité de ce récit. Ce ne fut, dit Villemain, ni une attaque, ni une défense passionnée, ce fut un *témoignage*, et Villemain ajoute :

« Le général Drouot, avec une tristesse qui n'avait rien de découragé, dit, dans les termes les plus simples, comment la bataille avait commencé et s'était, de notre côté, longtemps soutenue; quels avaient été les ordres précis, nombreux, de l'Empereur et les espérances du maréchal Ney, lui-même. Puis il montra le redoublement de valeur française opposé à l'agression survenante d'un premier corps prussien, le péril augmenté vers le soir, par l'entrée, sur le champ de bataille, d'un autre grand corps prussien, presque toute l'armée de Blücher; le dernier effort tenté pour vaincre enfin, et pour emporter les positions anglaises; le malheureux succès de cet effort, l'attaque changée en retraite et bientôt en déroute apparente; l'irruption de l'ennemi après le ravage de ses feux de mousqueterie et de mitraille; la cavalerie anglaise lancée tout à coup, et dans le désordre qui suit et s'augmente, les douze bataillons de la garde, dont le maréchal avait accusé l'inaction, entamés à leur tour, reculant sans être rompus, mais n'offrant pas un point d'arrêt à la fuite qui bientôt dispersa l'armée et livra aux vainqueurs des masses d'artillerie attelée. »

Un douloureux silence suivit ces simples paroles, contrastant si grandement avec les paroles fougueuses et accusatrices de Ney.

Villemain reprend :

« A ces faits, à ces calculs, le noble général ajoutait, avec l'accent d'une conviction profonde : si nous déployons, dans cette grande

crise, l'énergie nécessaire, ce dernier malheur ne fera que relever notre gloire. Et quel est le sacrifice qui coûterait aux vrais amis de la patrie, dans un moment où le souverain que nous avons proclamé naguères et revêtu de toute la confiance nationale, vient de faire le plus généreux et le plus grand des sacrifices ? Après la bataille de Cannes, le Sénat romain vota des remerciements au général vaincu, parce qu'il n'avait pas désespéré du salut de la République, et il s'occupa, sans relâche, de lui donner les moyens de réparer les pertes causées par son entêtement et ses fautes. Dans une circonstance moins critique, les représentants de la nation se laisseront-ils abattre et oublieront-ils les dangers publics pour de vains débats intérieurs, au lieu de songer à ce qui serait le salut de la patrie ?

Ce discours de Drouot fut apporté, en analyse, à Napoléon à l'Elysée. Après l'avoir parcouru des yeux, il laissa tomber ces mots d'une mélancolie profonde : « Pauvre et brave Drouot ! toujours candide ! Parler du consul Varron, quand il s'agit de moi ! Quelle maladresse dans une assemblée française ! Ce que je suis, c'est Annibal, mais Annibal sans armée et sans asile, avec les Carthaginois mêmes pour implacables ennemis (1). »

Point d'autres nouvelles n'arrivant de la Chambre des députés, les pairs suspendirent leurs séances, envahis d'un émoi croissant. La séance recommença, lorsque vers quatre heures, un secrétaire fit connaître l'élection, par les députés, des trois membres qui

(1) Au sujet de Drouot, VILLEMAIN écrit : « D'après ces commencements, sa conduite à l'armée et à la Cour, la longue et austère retraite durant près de trente ans, sous la monarchie où il fut jugé et acquitté, et sous celle qui lui décerna la pairie, le général Drouot fut un homme à part, entre les plus illustres de son temps. Il n'avait l'âme accessible à aucune des séductions que prodiguait l'Empire, à aucune des convoitises de bien-être ou d'orgueil dont l'Empire abusait pour enchaîner les hommes à sa grandeur. Né d'une pauvre famille de paysans lorrains, s'étant formé lui-même par l'étude de quelques traités de mathématiques, et venu avec son habit de village à pied jusqu'à Nancy, pour y subir devant M. de Laplace un examen d'entrée à l'Ecole polytechnique, admis dès lors à l'école, et ne s'étant depuis avancé qu'à force de supériorité savante et de courage, Drouot ne comptait pour rien la richesse, les dotations, les honneurs. Son dévouement même n'avait commencé que sous l'attrait des adversités de Napoléon, dans les périls et les efforts croissants de 1813, durant les prodiges de la campagne de France. Ce dévouement s'était fortifié par la chute, l'abdication, l'exil de Napoléon, sans rêves ambitieux, sans calculs d'avenir. Drouot avait d'avance, et au jour même de l'exécution, blâmé le départ de l'île d'Elbe, et il ne suivit qu'en la désapprouvant l'entreprise dont il prévoyait l'issue fatale même après le premier succès.. C'était un héros de Plutarque dont il avait la grandeur d'âme et la simplicité. »

devaient composer la commission exécutive avec les deux autres membres à nommer par la Chambre des pairs. Ils allaient adhérer à cette communication, lorsque le comte de Labédoyère se leva :

« Je demande, dit-il, que nous déclarions si c'est Napoléon II que nous proclamons, ou bien si c'est un nouveau gouvernement que nous voulons adopter. C'est pour son fils que Napoléon a abdiqué. Quant à un gouvernement nouveau, souvenons-nous, messieurs, du gouvernement provisoire de 1814 et de ses résultats désastreux. Faudra-t-il donc que le sang français n'ait encore coulé que pour nous replacer sous le joug odieux des étrangers, ou pour nous faire courber la tête, sous un gouvernement avili ? L'Empereur s'est expliqué : son abdication est indivisible ; elle est nulle si on ne reconnaît pas son fils. »

Sur les observations de Thibaudeau, la question posée par Labédoyère à la Chambre des pairs fut remise à une séance ultérieure, qui eut lieu à neuf heures du soir.

Napoléon II serait-il proclamé successeur de Napoléon Ier ?

Lorsque, le soir, à neuf heures, sous la clarté toujours faible des flambeaux disséminés en une grande salle, les pairs furent réunis en séance, la demi-obscurité qui tombait des plafonds donnait une solennité religieuse aux discussions qui allaient commencer. Les pairs étaient plus nombreux que dans le jour. A l'Elysée, parmi les familiers de Napoléon, l'omission voulue, à la Chambre des députés, de la reconnaissance de Napoléon II, les avait avertis que la régence était bien compromise et cependant tous n'avaient insisté près de l'Empereur pour son abdication qu'avec l'espérance d'accroître, sous un nouveau régime, et leur situation et leur prépondérance. Les frères de l'Empereur auraient été de droit membres du conseil de régence ; les grands dignitaires en auraient fait partie également. C'était donc une désillusion insupportable pour eux de constater l'évidence même, la résistance des députés envers Napoléon II. Ils se rendirent avec empressement, le soir, à la Chambre des pairs, espérant par leur présence, ou leurs discours, obtenir la proclamation du jeune prince, prisonnier de l'Autriche, à Vienne.

Dès l'ouverture de la séance, Lucien Bonaparte, à la tribune, s'exprima en ces termes :

« Il s'agit d'éviter la guerre civile, de savoir si la France est une

nation indépendante, une nation libre. *L'Empereur est mort ; Vive l'Empereur ! L'Empereur a abdiqué ; Vive l'Empereur !* Il ne peut y avoir d'intervalle entre l'Empereur qui meurt ou qui abdique et son successeur. Toute interruption est une anarchie. Je demande, qu'en conformité de l'acte additionnel, la Chambre des pairs, qui a juré fidélité à l'Empereur et aux constitutions, qui, naguères, dans le Champ de mai, à la face de la France et de l'Europe entière, a de nouveau proclamé ces constitutions; que la Chambre des pairs, par un mouvement unanime et spontané, déclare, devant le peuple français et les étrangers, qu'elle reconnaît Napoléon II, comme empereur des Français! (*Quelques murmures s'élèvent.*) J'en donne, le premier, l'exemple. Je lui jure fidélité... (*Nouveaux murmures*). »

Aussitôt Pontécoulant :

« Ce que je n'aurais pas dit dans la prospérité de l'Empereur, je le dis, aujourd'hui que l'adversité l'a frappé. Napoléon est mon bienfaiteur; je lui dois tout. Je lui suis resté fidèle jusqu'au moment où il m'a délié de mes serments. Mais, on nous propose le contraire de ce qui est l'usage d'une assemblée délibérante. Si j'ai bien entendu, on veut nous faire adopter une proposition, sans délibération. Je le demande au prince : à quel titre parle-t-il dans cette Chambre? Est-il Français? Je le reconnais comme tel. Sans doute, je le trouve Français par ses sentiments, ses talents, par les services qu'il a rendus à la liberté, à l'indépendance nationale; je veux bien l'adopter pour Français; mais lui qui invoque la Constitution n'a pas de titre constitutionnel; il est prince romain, et Rome ne fait plus partie du territoire français (1)... Que veut le préopinant? qu'on proclame Napoléon II. Je suis loin de me déclarer contre ce parti, mais je déclare fermement, quels que soient mon respect et mon dévouement pour l'Empereur, que je ne reconnaîtrai jamais pour roi un enfant, pour souverain celui qui ne résiderait pas en France. On irait bientôt retrouver je ne sais quel sénatus-consulte; on nous dirait que l'Empereur doit être considéré comme étranger ou captif; que la régence est étran-

(1) Lucien, retiré dans les Etats romains après sa rupture avec Napoléon, lors de l'élévation de ce dernier à l'Empire, avait été créé par le Pape prince de Canino. Mais Pontécoulant avait tort. Depuis le retour de l'île d'Elbe, Napoléon avait reconnu son frère comme prince français et lui avait donné droit d'entrée au Sénat par sa naissance.

gère ou captive, et l'on nous donnerait une autre régence qui nous amènerait la guerre civile. Je demande la discussion ou l'ordre du jour. »

Boissy-d'Anglas soutint la même thèse que Pontécoulant. Quel effet, disait-il, produirait une régence, lorsque le prince, au nom duquel gouvernerait le conseil, ne serait pas libre? Néanmoins, malgré ces raisons très sérieuses, beaucoup de membres, influencés par leurs sentiments, n'abandonnaient point la cause de Napoléon II. C'était d'abord, pour eux, une garantie contre le retour des Bourbons; c'était, ensuite, imposer la nécessité d'une énergique résistance à l'ennemi. De ce nombre était le jeune comte de Labédoyère qui, obéissant à son admiration pour l'Empereur, à sa généreuse indignation contre ceux qui ergotaient avec leur devoir, s'élança d'un bond à la tribune. Villemain a tracé, de lui un portrait qu'il faut citer.

« Rarement, on a vu, écrit-il, les traits d'une physionomie plus régulière et plus noble, altérés, bouleversés par une passion plus véhémente que celle qui agitait, en ce moment, le jeune général de Labédoyère. A peine âgé de trente ans, sa taille élégante, ses mouvements faciles avaient toute la vivacité de la première jeunesse. Son front très découvert, presque dégarni de cheveux, était haut et pâle, mais chargé d'une sombre irritation et ses yeux bleus étincelaient de colère. On sentait une nature généreuse et douce, emportée par la douleur et troublée par la violence qu'elle se faisait à elle-même.

« Je répéterai, s'écria-t-il, ce que j'ai dit ce matin. Napoléon a abdiqué en faveur de son fils. Son abdication est nulle, de toute nullité, si on ne proclame pas à l'instant Napoléon II. Et qui s'oppose à cette résolution? Ce sont ces individus, constants adorateurs du pouvoir, qui savent se détacher d'un monarque avec autant d'habileté qu'ils en montrèrent à le flatter. Je les ai vus autour du trône, autour du souverain heureux. Ils s'en éloignent quand il est dans le malheur! Ils repoussent aussi Napoléon II, parce qu'ils sont pressés de recevoir la loi des étrangers, à qui déjà ils donnent le nom d'*alliés*, d'*amis* peut-être. (*Murmures.*) Oui, l'abdication de Napoléon est indivisible, et si l'on refuse de proclamer le prince impérial, je le déclare, Napoléon doit tirer l'épée. Il se verra à la tête d'une armée de cent mille hommes; tous les

cœurs généreux viendront à lui ; il sera entouré de ses braves guerriers couverts de blessures et prêts encore à sacrifier pour sa cause, pour la France, la dernière goutte de leur sang ! Malheur à ces généraux vils qui l'ont déjà abandonné et qui, peut-être, en ce moment, méditent de nouvelles trahisons. (*Les murmures augmentent.*) Napoléon, en abdiquant sa puissance, pour sauver la patrie, a fait ce qu'il devait au pays, à lui-même. Mais la nation serait-elle digne de lui, si, pour la seconde fois, elle l'abandonnait dans les revers ? (*Vive agitation sur tous les bancs.*) Ne l'avons-nous pas abandonné une fois ? L'abandonnerons-nous encore ? Quoi ! il y a quelques jours, à peine, à la face de l'Europe, devant la France assemblée, vous juriez de le défendre ! (*L'agitation devient plus violente.*) Où sont donc ces serments, cette ivresse, ces milliers d'électeurs, organes de la volonté du peuple ? Napoléon les retrouvera, si, comme je le demande, on déclare que tout Français qui désertera ses drapeaux, sera jugé selon la rigueur des lois ; que son nom sera déclaré infâme, sa maison rasée, sa famille proscrite. (*Violentes exclamations.*) Alors plus de traîtres, plus de ces murmures, qui ont occasionné les dernières catastrophes, et dont peut-être quelques auteurs siègent ici... »

C'était le maréchal Ney qu'il désignait, en le fixant de ses yeux pleins de flammes. Des cris : *A l'ordre !* s'élevèrent de tous les bancs de l'assemblée (1).

(1) La *Gazette de France* du 24 juin 1815 a publié cette lettre du maréchal Ney, écrite à Fouché pour protester contre les bruits répandus qu'il aurait trahi l'armée... « Cependant les Prussiens continuaient leur mouvement offensif, et notre droite pliait sensiblement. Les Anglais marchèrent à leur tour en avant. Il nous restait encore quatre carrés de la vieille Garde, placés avantageusement pour protéger la retraite. Ces braves grenadiers, l'élite de l'armée, forcés de se replier successivement, n'ont cédé le terrain que pied à pied, jusqu'à ce qu'enfin acculés par le nombre, ils ont été presque entièrement détruits. Dès lors, le mouvement rétrograde fut prononcé, et l'armée ne forma plus qu'une colonne confuse. Il n'y a cependant jamais eu de déroute, ni de cris de *sauve qui peut*, ainsi qu'on a osé calomnier l'armée dans le Bulletin. Pour moi, constamment à l'arrière-garde, que je suivis à pied, ayant eu tous mes chevaux tués, exténué de fatigue, couvert de contusions et ne me sentant plus la force de marcher, je dois la vie à un caporal de la Garde, qui me soutint dans ma marche et ne m'abandonna pas pendant cette retraite. Vers onze heures du soir, je trouvai le général Lefebvre-Desnouettes, et l'un de ses officiers, le major Schmidt, eut la générosité de me donner le seul cheval qui lui restât. C'est ainsi que j'arrivai à Marchiennes-au-Pont, à quatre heures du matin, seul, sans officiers, ignorant ce qu'était devenu l'Empereur, que, quelque temps avant la fin de la bataille, j'avais entièrement perdu de vue, et que je pouvais croire pris ou tué. Le général Pamphile Lacroix, chef de l'état-major du deuxième corps, que je trouvai dans cette ville, m'ayant dit que l'Em-

« Ecoutez-moi, répéta plusieurs fois Labédoyère. — Je n'écoute rien, répliqua le comte de Valence. Désavouez ce que vous avez dit! — Jeune homme, ajouta le vieux Masséna, vous venez de vous oublier! — Il se croit au corps de garde, dit le comte de Lameth. »

Impassible, Labédoyère reprend : « Il est donc décidé, grand Dieu, qu'on n'entendra jamais, dans cette enceinte, que des voix basses! »

Les cris : *A l'ordre !* recommencèrent. La colère de l'assemblée devenait extrême. Quittant la tribune, le jeune général prononça encore ces mots : « Oui, depuis dix ans, il ne s'est fait entendre dans cette salle que des voix basses! »

Le tumulte arriva au comble de la confusion et du bruit. Ce fut avec une peine inouïe que le président put rétablir l'ordre et le silence. Cornudet, de Ségur, de Lameth, se succédèrent ensuite à la tribune, chacun faisant valoir des questions de forme. Le prince Joseph, le duc de Bassano, soutinrent le régime avec vigueur. Le baron Quinette et, de nouveau, Cornudet, de Ségur, Pontécoulant, puis Rœderer, demandèrent, alors, que les pairs achevassent l'œuvre des députés, en nommant les deux autres membres de la commission exécutive. Le général de Flahaut, en un moment d'accalmie, s'écria : « Si l'Empereur avait été tué,

pereur était à Charleroi, je dus supposer que Sa Majesté allait se mettre à la tête du corps de M. le maréchal Grouchy, pour couvrir la Sambre et faciliter aux troupes le moyen de se rallier vers Avesnes, et, dans cette persuasion, je me rendis à Beaumont. Mais des partis de cavalerie nous suivaient de trop près, et ayant déjà intercepté les routes de Maubeuge et de Philippeville, je reconnus qu'il était de toute impossibilité d'arrêter un seul soldat sur ce point et de s'opposer aux progrès d'un ennemi victorieux. Je continuai ma marche vers Avesnes, et je ne pus obtenir aucun renseignement sur ce qu'était devenu l'Empereur. Dans cet état de choses, n'ayant de nouvelles, ni de Sa Majesté, ni du major général, le désordre croissant à chaque instant, et à l'exception des débris de quelques régiments de la Garde et de la ligne, chacun s'en allant de son côté, je pris la détermination de me rendre sur-le-champ à Paris, par Saint-Quentin, pour faire connaître le plus promptement possible, au ministre de la guerre, la véritable situation des affaires, afin qu'il pût envoyer, au-devant de l'armée, quelques troupes nouvelles, et prendre rapidement les mesures que nécessitaient les circonstances. A mon arrivée au Bourget, à trois lieues de Paris, j'y appris que l'Empereur y avait passé le matin. Voilà, M. le duc d'Otrante, le récit exact de cette funeste campagne. Maintenant, je le demande à ceux qui ont survécu à cette belle et nombreuse armée, de quelle manière pourrait-on m'accuser du désastre dont elle vient d'être victime et dont nos fastes militaires n'offrent point d'exemple? J'ai, dit-on, trahi la patrie, moi qui, pour la servir, ai toujours montré un zèle, que peut-être j'ai poussé trop loin, et qui a pu m'égarer... etc., etc. »

n'est-ce pas son fils qui lui succéderait? Il a abdiqué; il est mort politiquement. Pourquoi son fils ne lui succéderait-il pas? » Decrès intervint brutalement. « Il n'est plus temps de s'occuper des personnes, dit-il. La patrie est en danger; sauvons-la! Je demande la clôture de la discussion! » La Chambre était lasse. Les discussions cessèrent forcément. La fatigue dominait toute l'assistance. La clôture étant prononcée, les pairs élurent les deux autres membres de la commission exécutive du gouvernement provisoire: le duc de Vicence par 52 suffrages; le baron Quinette par 48, sur 70 votants. Lucien recueillit toutes les voix de ceux qui étaient venus, de l'Elysée, assister à cette séance du soir, au nombre de 18.

Lorsque la Chambre des pairs se sépara, il était trois heures du matin.

## XIV

Dans la journée, pendant les suspensions de séance, les bureaux des deux Chambres étaient venus à l'Elysée, apporter à l'Empereur la reconnaissance des députés et des pairs, pour son grand acte de patriotisme, en signant son abdication. Ce fut le bureau de la Chambre des députés qui se présenta le premier. Déjà, à l'Elysée, les salons étaient vides. Comme à Fontainebleau, les grands dignitaires, les courtisans, les généraux, tous ceux qui aiment à se tenir près de celui qui possède le pouvoir souverain, avaient disparu, cherchant à s'orienter utilement, à courir au-devant du maître attendu. Napoléon était seul dans son cabinet, profondément enfoncé en ses réflexions. Il se leva, mais ne chassa point de sa physionomie son expression glaciale et chagrine. En apercevant Lanjuinais, qui lui fit connaître les résolutions de la Chambre:

« Je vous remercie des sentiments que vous m'exprimez, répondit l'Empereur. Je désire que mon abdication puisse faire le bonheur de la France; mais je ne l'espère point. Elle laisse l'Etat sans chef, sans direction politique. Le temps perdu à me renverser aurait pu être employé à mettre la France en état d'écraser l'en-

nemi. Je recommande à la Chambre de renforcer promptement les armées. Qui veut la paix doit se préparer à la guerre. Ne mettez pas cette grande nation à la merci des étrangers. Craignez d'être déçus dans vos espérances. C'est là qu'est le danger ! Dans quelque position que je me trouve, je serai toujours bien si la France est heureuse. Je recommande mon fils à la France. J'espère qu'elle n'oubliera pas que je n'ai abdiqué que pour lui. Je lui fais aussi ce grand sacrifice pour le bien de la nation. Ce n'est qu'avec ma dynastie qu'elle peut espérer d'être libre, heureuse et indépendante. » (FLEURY DE CHABOULON, *Souvenirs.*)

Paroles tristes qui émurent le président Lanjuinais, sans toucher le cœur haineux et endurci du vieux marquis de La Fayette et de Flaugergues.

Au moment où les députés allaient se retirer, le bureau de la Chambre des pairs, conduit par Lacépède, fut introduit près de Napoléon. Celui-ci se montra plus glacial encore et plus sévère pour ces derniers venus que pour les députés. Les pairs lui devaient leurs illustrations et leur fortune. Il les avaient comblés de faveurs, les avait attachés, presque tous, à sa personne ou aux grandes fonctions de l'Empire, et, par la plus noire ingratitude, par une sorte de lâcheté, espérant, sans doute, en recevoir la récompense d'un autre monarque, ils abandonnaient celui qui les avait faits ce qu'ils étaient (1).

(1) C'était, on le verra, lit-on dans une brochure de l'époque (*Napoléon, sa famille et ses amis, par un ex-ministre de l'Empereur*), c'était la pensée de Napoléon. Labédoyère était venu lui rendre compte de ce qui s'était passé à la Chambre des pairs. Napoléon, alors, avec chaleur : « Mon noble, mon brave ami, lui répond-il, mon âme est remplie de tout ce que vous faites pour moi. Vous en aurai-je fatalement récompensé ? Vous vous étonnez de la conduite de vos collègues. Ils me surprendraient plus encore, s'ils agissaient autrement. S'ils eussent tous pensé comme vous, la France aurait été sauvée. Mais ceux que j'ai comblés de biens, et c'est la majorité immense, veulent les conserver. Ils sacrifieront moi, la France, tout enfin, à un accroissement de leurs rentes. Leur souverain, leur honneur, leur Dieu est à la Bourse. La manie du siècle est l'adoration du veau d'or. J'espère que ceux dont ils attendent augmentation de salaires et don de rubans, les puniront de leur déloyauté. »

A cet égard, Vaulabelle a écrit une page pleine de sens (t. III, p. 152). « La plupart des hauts chefs des armées républicaines et impériales, dans les jours qui précédèrent ou qui suivirent Waterloo, n'avaient aperçu ou ne devaient voir qu'un choix à faire entre deux maîtres, Napoléon ou Louis XVIII. De tous les maréchaux présents à Paris, après la journée du 18 juin, Lefebvre fut le seul chez qui devait apparaître la pensée qu'en dehors et au-dessus de ces questions de personnes souveraines, il y avait une invasion à combattre, la patrie à défendre, l'indépendance nationale à servir. Masséna, lui-même, le plus illustre, ne devait

A ce moment-là, l'Empereur connaissait l'échec de la première motion du jeune comte de Labédoyère, cette remise à la nuit d'une discussion, d'où allait sortir, vaincue ou triomphante, la dynastie des Napoléons. Aussi bien, sa réponse aux congratulations des pairs fut heurtée, saccadée, rapide, comme autant de coups de boutoir à des ennemis déclarés.

« Je n'ai abdiqué que pour mon fils, leur dit-il. Si les Chambres ne le proclament pas, mon abdication serait nulle... je rentrerais dans tous mes droits. D'après la marche que l'on prend, on ramènera les Bourbons. Vous verserez bientôt des larmes de sang... On se flatte d'obtenir d'Orléans. Mais les Anglais ne le veulent pas. D'Orléans, lui-même, ne voudrait pas monter sur le trône, sans que la branche régnante eût abdiqué. Aux yeux des rois de droit divin, ce serait aussi un « usurpateur ». (Thibaudeau, *Histoire de Napoléon.*)

Les deux présidents eurent de garde de rapporter aux Chambres le sens exact des réponses de l'Empereur. Ils convinrent d'une rédaction identique, phraséologie vulgaire ne pouvant compromettre personne (1).

donner que des conseils de faiblesse. Disons-le : les chefs de l'Empire comme les peuples ne tiennent jamais assez de compte des changements apportés par la position, par l'âge, ou par la fatigue, chez les gens de guerre, comme chez les hommes politiques. Par cela qu'un homme à une époque donnée de son existence a déployé une certaine intelligence, ou une grande énergie, on le suppose toujours énergique, ou toujours intelligent. La brièveté de la vie humaine et notre vanité sont les principes de cette éternelle illusion. Personne ne veut admettre, ni pour lui-même, ni pour autrui, qu'une simple transformation de fortune, ou un très petit nombre d'années, puissent produire, dans nos idées, ou dans nos facultés physiques et morales, un absolu changement. De là, ces déceptions et ces lourds mécomptes, sources de tant de fautes et de malheurs, pour les chefs de gouvernement, comme pour les nations. Tous les anciens lieutenants de Napoléon, à cette époque de notre histoire, devaient tromper l'attente publique. Napoléon, il est vrai, était si grand, que, même en 1815, les hommes dont on l'avait vu habituellement entouré apparaissaient encore, aux yeux de la France et de l'Europe avec des proportions colossales. On les mesurait à la taille du géant. Le géant tombé, tous ceux qui n'étaient point brisés par les ans devaient descendre à l'ordinaire niveau. »

(1) Sur cet écroulement d'Empire, Montholon (*Captivité de Napoléon*, t. I) rappelle un souvenir sur le cardinal Pacca. « Ce cardinal, dit-il, premier ministre de Pie VII, écrivait en 1809 ses mémoires, au fond de la prison d'Etat de Fénestrelle, et il disait : Je voyais que les secousses et les bouleversements politiques commençaient une grande révolution. La Providence me semblait préparer les voies pour l'établissement d'une immense monarchie, qui, par sa naissance et son étendue, égalerait ou surpasserait même l'ancien empire romain, sous lequel les souverains pontifes gouvernèrent l'Eglise pendant près de huit siècles. Je voyais un seul homme dicter des lois à toute l'Europe... L'Empire français con-

## XV

Lorsque l'événement fut irrévocable et qu'au milieu des faubourgs la nouvelle s'accrédita que l'abdication de Napoléon venait d'être acceptée par la Chambre des députés, lorsque les ouvriers comprirent qu'ils allaient perdre leur protecteur attitré, celui qui s'occupait d'eux et avait ouvert des chantiers de travail pour les faire vivre ; lorsque enfin, avertis par leur instinct de patriotes, ils eurent l'intuition que la France allait, de nouveau, être envahie et vendue par les intrigants aux étrangers, comme l'année précédente par Talleyrand, ce fut, dans toutes les humbles demeures, aux sordides étages, une révolte qui se traduisit en cris de colère et de haine contre les royalistes, contre ceux qui avaient fui hors des frontières, pour ne point se battre. Des groupes de désœuvrés,

tenait alors, non seulement la France, mais les provinces belges, conquises sur la maison d'Autriche, et une grande étendue de pays, depuis le Rhin jusqu'aux rivages de la mer d'Allemagne... Diverses provinces italiennes et le royaume d'Italie, lui-même, faisaient partie de cet Empire. On pouvait également compter au nombre de ces provinces les royaumes d'Espagne, de Naples, de Hollande et de Wesphalie, car Napoléon avait nommé les rois qui occupaient les trônes, grands dignitaires de l'Empire français et lieutenants généraux de ses armées. A cette vaste étendue de territoire, il fallait ajouter les Etats de la Confédération du Rhin dont les princes, à l'instar de Dejotarus, d'Agrippa, d'Ariobarzanne, avaient reçu leur titre royal du nouveau César, et qu'un simple décret pouvait faire descendre du trône. Tout annonçait donc l'établissement d'une grande monarchie. Déjà, elle avait fait disparaître une partie, et devait bientôt engloutir le reste de cette multitude de royaumes et de principautés, qui, au dire de Bossuet, rendaient la sujétion des papes incompatible avec le gouvernement de l'Eglise universelle. Et cette considération me faisait appréhender que Dieu, dans ses impénétrables jugements, n'eût préparé tous ces changements d'Etats et de gouvernements, pour donner une seconde fois au Pape, dépouillé de sa puissance temporelle et soumis à un seul prince, les moyens de gouverner avec moins de distractions et d'obstacles le troupeau entier des fidèles. »

Plus loin, se rapprochant de ce sujet, Montholon écrit encore : « L'Empereur, qui reproche à Lucien une mésalliance, lui assigne pour le 12 décembre 1807 un rendez-vous à Mantoue. Là, dans une conférence orageuse de six heures, la scène d'Auguste et de Cinna se renouvelle... Jetez les yeux sur cette carte du monde, soyez des nôtres, Lucien, et prenez votre part. Elle sera belle, je vous le promets, le royaume de Portugal est vacant. J'ai déclaré que le roi avait cessé de régner. Je vous le donne. Les filles de votre première femme sont mes nièces. Je me charge de les établir. Je marie l'aînée au prince des Asturies. Le roi d'Espagne me le demande comme faveur... Lucien refusa, et son refus changea les destinées de l'Espagne, peut-être les destinées du monde. »

puisque le travail était suspendu, unis aux fédérés, portant un drapeau tricolore, descendirent dans les quartiers riches, se dirigeant du côté de l'Elysée, acclamant l'Empereur et maudissant les traîtres. Des soldats, arrivés des champs de Belgique, se joignirent à ces longues files de gens résolus à mourir plutôt que d'ouvrir la porte aux ennemis. Quelques-uns de ceux-là, passant place Vendôme, s'agenouillèrent devant la colonne et jurèrent de mourir en défendant le pouvoir de l'Empereur. « *Non, point d'abdication,* criaient-ils ; *Vive l'Empereur ! l'Empereur ou la mort !* (1) » Les habitués du café Montansier et du café Lamblin se joignirent à ces bandes exaltées. Quant à la bourgeoisie et à la classe des commerçants, satisfaites secrètement de la chute de Napoléon, elles se terraient en leurs demeures, n'osant plus sortir, parce que l'on annonçait un massacre des antipatriotes, comme au 2 septembre 1793 (brochure de Durdent) et la renaissance de la Terreur.

Ces manifestations, ces cohues bruyantes et hurlantes, inquiétaient le nouveau gouvernement qui venait de se constituer sous la présidence de Fouché. Les manœuvres habiles, les équivoques, les mensonges de cet audacieux et perfide imposteur, lui avaient assuré, dans la Commission exécutive, la suprématie sur Carnot, qui n'aurait point refusé cette présidence. Fouché, plus astucieux, s'était donné sa voix à lui-même et il avait réussi. Ce nouveau gouvernement avait nommé aussitôt les plénipotentiaires chargés

(1) Mlle Cochelet (*Souvenirs*, t. III, p. 141) : « Ce jour-là, dans l'après-midi, la reine Hortense se rendit à l'Elysée. Elle se promena avec Madame Mère, tandis que l'Empereur se promenait avec son frère Lucien. Tout à coup, des cris de *Vive l'Empereur* nous firent, tous, accourir aux fenêtres. La foule du peuple, exaspérée par l'abdication, entourait le palais et les jardins, en demandant l'Empereur à grands cris ; et lorsqu'ils l'avaient aperçu, se promenant, plusieurs hommes avaient escaladé les murs, pour s'élancer vers lui. Ils s'étaient précipités à ses pieds, et avec cet accent pénétrant, qui part de l'âme, ils l'avaient supplié de ne pas les abandonner, de renoncer à son abdication, qui les désespérait, et de se mettre à leur tête, pour aller repousser l'ennemi. — Eh bien, nous dit Réal qui était présent, je ne suis occupé qu'à faire réprimer de pareils élans et à prévenir des scènes semblables. Comme préfet de police, il lui avait été spécialement recommandé, par le gouvernement provisoire, d'user de tous les moyens pour éviter les manifestations de l'opinion en faveur de l'Empereur ; et malgré tous ses soins et l'argent qu'il avait fait distribuer à cet effet, il n'avait pu prévenir les scènes qui se passaient sous ses yeux... » Et plus loin : « ... Les premiers jours de nos désastres, les bourbonistes n'agissaient que dans l'ombre. Ils n'osaient braver en face cette colère populaire que leurs projets dévoilés eussent éveillée Mais, petit à petit, l'approche des armées ennemies les enhardit, et ce ne fut qu'au moment où ils se sentirent soutenus par elles qu'ils osèrent se montrer tels qu'ils étaient. »

de traiter avec les Alliés. Au nom de qui? avait-on objecté à la Chambre des députés. La discussion sur ce point avait repris fort vive, mais absurde. Ce ne pouvait plus être au nom de Napoléon Ier qui avait abdiqué, ni au nom de Napoléon II qui n'avait pas été reconnu officiellement par la Chambre. Manuel, le compère de Fouché, obtint un ordre du jour qui laissait en suspens cette reconnaissance, quoique implicite (1). Tout le monde parut satisfait, et les plénipotentiaires partirent à la rencontre des monarques alliés, comme envoyés d'un gouvernement provisoire, jusqu'à l'installation du souverain, qui ne pouvait être que Napoléon II, *par la force des Constitutions de l'Empire.*

Les plénipotentiaires étaient La Fayette, l'inévitable marquis, d'Argenson, un de ses amis, Sébastiani, qui s'était prononcé pour l'abdication avec une véhémence extraordinaire à la Chambre des pairs, Pontécoulant, dont on connaît le discours, enfin, Laforêt, rayé du nombre des conseillers d'Etat, au retour de l'île d'Elbe, mais élu député.

Napoléon, à qui ses familiers apportèrent cette liste, observa fort justement : « S'il est vrai que les instructions données à ces plénipotentiaires sont dans le sens de ma dynastie, il fallait choisir d'autres hommes. Les ennemis du père ne seront jamais les amis du fils. »

Ce qui se passait dans Paris, ces promenades du peuple autour de l'Elysée, ces acclamations persistantes, en faveur de Napoléon, que la police de Fouché (2) était impuissante à réprimer, don-

(1) Voici cet ordre du jour... « La Chambre des représentants délibérant sur es diverses propositions faites dans sa séance et mentionnées dans son procès-verbal passe à l'ordre du jour : 1° Sur ce que Napoléon II est devenu empereur des Français, par le fait de l'abdication de Napoléon Ier, et par *la force des constitutions de l'Empire;* 2° sur ce que les deux Chambres ont voulu et entendu, par leur arrêté à la date d'hier, portant nomination d'une commission de gouvernement provisoire, assurer à la nation les garanties dont elle a besoin, dans les circonstances extraordinaires où elle se trouve, pour sa liberté et son repos, au moyen d'une administration qui ait toute la confiance du peuple, le présent acte sera transmis à la Chambre des pairs par un message. Ce 23 juin 1815. »

(2) La vie de Fouché se passait en intrigues, en combinaisons malhonnêtes, en trahisons perpétuelles. « Le jour de sa nomination comme président du gouvernement provisoire, il reçut la visite de M. de Vitrolles dont il avait signé l'élargissement. Après les premiers compliments, Fouché lui dit : Eh bien ! que comptez-vous faire ? — Je vais me rendre à Gand, ma chaise de poste est à la porte. — C'est ce que vous pouvez faire de mieux. Vous ne seriez pas en sûreté ici. — N'avez-vous rien à me donner pour le roi ? — Oh ! mon Dieu, non, rien ;

naient à réfléchir à l'Empereur enfermé dans son palais. Par lassitude, il avait cédé à ses familiers et signé son abdication ; mais il pouvait la reprendre, en appeler au peuple, à son armée, ressaisir le commandement de ses bataillons et se proclamer dictateur.

Ces velléités lui traversaient l'esprit souvent, et puis il se disait : à quoi bon ? Il ferait couler inutilement le sang d'innombrables Français, les meilleurs dans cette nation de braves. Il disait à Caulaincourt en ses moments d'expansion : « Je suis un conquérant. Je pouvais l'être encore. J'ai joué ce dé à Waterloo ; je ne veux pas me rapetisser à être un tyran. »

C'était en ses heures de lucidité qu'il s'exprimait si explicite-

dites seulement à Sa Majesté qu'elle peut compter sur mon dévouement, et qu'il ne dépendra pas de moi qu'elle ne revienne promptement aux Tuileries. — Mais il dépend de vous, ce me semble, que ce soit bientôt. — Moins que vous ne pensez. Les embarras sont grands. Cependant la Chambre a simplifié la situation. Vous savez, ajouta-t-il en souriant, qu'elle a proclamé Napoléon II. — Comment, Napoléon II ? — Mais sans doute. Il fallait d'abord passer par là. — Cela, je présume, n'a rien de sérieux. — Vous ne dites pas assez. Plus je réfléchis, et plus je suis persuadé que cela n'a pas le sens commun. Mais vous ne sauriez croire combien il existe de gens qui tiennent à ce nom-là. Plusieurs de mes collègues, Carnot surtout, sont convaincus qu'avec Napoléon II, tout est sauvé ! — Et combien durera cette plaisanterie ? — Probablement le temps nécessaire pour nous débarrasser de Napoléon I[er]. — Que ferez-vous ensuite ? — Je ne sais trop. Dans des moments comme ceux-ci, il est difficile de prévoir le lendemain. — Mais si M. Carnot, votre collègue, tient si fort à Napoléon II, il vous sera peut-être moins facile que vous le supposez d'échapper à cette combinaison ? — Bah ! vous ne connaissez pas Carnot. Il suffira, pour le faire changer d'opinion, de proclamer le *peuple français. Le peuple français!* songez donc. — Tous deux se mirent à rire. — Voilà qui est bien, reprit de Vitrolles : mais j'espère qu'après Napoléon II et le peuple français, vous songerez enfin aux Bourbons ? — Sans doute, répondit Fouché. Ce sera alors le tour du duc d'Orléans. — Comment ! le duc d'Orléans, reprit M. de Vitrolles, au comble de la surprise. Le duc d'Orléans ! Mais croyez-vous donc que le roi consente jamais à accepter une couronne aussi promenée, aussi descendue ? — Fouché l'interrompit pour lui dire que le parti du premier prince du sang était plus considérable qu'il ne paraissait le juger, et que ses chances étaient trop sérieuses pour qu'on pût compter sans lui... — Le duc d'Orléans ! répétait M. de Vitrolles, vivement préoccupé. Il y eut alors un moment de silence. M. de Vitrolles repartit. — Toute réflexion faite, je crois que ma présence sera plus utile ici, au roi, que mon voyage à Gand ; aussi, me déciderai-je à rester, si vous consentez à m'accorder trois choses. — Lesquelles ? — D'abord, vous garantirez ma tête. — Votre tête ! Comment pourrai-je la garantir, puisque je ne suis pas sûr de garder la mienne. Tout ce que je puis faire, c'est de vous assurer que ma tête et la vôtre seront aux *mêmes crochets*. Cela vous suffit-il ? — Je ne saurais exiger de plus. En second lieu, vous me donnerez vingt-cinq passeports, pour correspondre avec Gand. — Vous en aurez cinquante, cent, avec tout ce que vous voudrez. — Enfin, je veux vous voir une fois par jour. — Une fois, ce n'est pas assez, deux fois, le matin et le soir. » — M. de Vitrolles renvoya sa chaise de poste et alla s'installer rue Saint-Florentin, sous le nom qu'il avait déjà pris, l'année précédente, lors de son voyage à Châtillon et à Troyes : M. de Saint-Vincent. » (VAULABELLE, t. III, p. 129.)

ment et disait qu'il avait résisté au peuple, qu'il lui résistait encore, parce qu'il n'avait plus confiance en l'avenir, parce qu'il voyait la moitié de la nation se séparer de lui, parce qu'il n'était plus appelé par le vœu unanime de toutes les classes, comme aux premiers jours du Consulat. Il avait une vision très nette de sa destinée, et il la sentait finie. Et cependant, il espérait toujours. Il attendait un revirement causé par l'excès du mal, par les exigences clairement évidentes de l'ennemi. En sa pensée, rien n'était définitif. Il avait confiance en une résurrection prochaine du patriotisme, lorsque les illusions, qui planaient dans la bourgeoisie, se seraient dissipées. Les députés, malheureusement, avaient une foi enracinée dans cette croyance, que, sa personne écartée du trône, les Alliés déposeraient les armes et qu'ils laisseraient la nation s'organiser, suivant ses droits et suivant ses désirs. Toutefois, lorsqu'il serait bien démontré que ce n'était pas lui seulement que visaient les monarques, mais la France elle-même, ce pays magnifique où se trouvaient en abondance les plus belles récoltes et la fortune universellement répandue, ce pays où les musées étaient remplis des plus beaux chefs-d'œuvre du monde, à ce moment-là, pensait-il, les classes riches, qui le repoussaient, l'appelleraient de tous leurs vœux, et il reviendrait pour garantir la patrie d'un dépècement inévitable. Pendant ce temps, qu'allait-il faire ; où allait-il porter ses pas ? Quitter la France ? Il n'y était point préparé. On n'abandonne pas sa patrie subitement, du jour au lendemain, à moins d'y être forcé ! Il était bien à l'Elysée ; il y resterait jusqu'à nouvel ordre. C'était pour lui un spectacle peu banal d'assister au grouillement des ambitions qui se décelaient sous ses yeux. Lucien était parti, froissé de la résistance que Napoléon avait obstinément opposée à ses conseils. « La fumée du mont Saint-Jean, avait-il dit, en sortant de l'Elysée, lui a obscurci la vue. C'est un homme perdu. On n'obtient que ce que l'on ose. Et il n'est plus capable d'oser. » Joseph et Jérôme le venaient toujours visiter à l'Elysée, et il remarquait près de lui ses jeunes et généreux aides de camp, quoiqu'ils n'eussent obtenu aucune faveur, de même quelques personnages, comme Las Cases, un ancien émigré, et Montholon, que sa gloire avait fascinés.

Benjamin Constant voulut avoir une dernière entrevue avec le souverain découronné. Il a raconté, en sa brochure sur les *Cent-*

*Jours*, cette suprême visite. Il lui demanda quelles étaient ses intentions, concernant sa retraite. « Je ne suis pas encore fixé, lui répondit l'Empereur. La fuite me répugne. Pourquoi, d'ailleurs, ne resterais-je pas ici? Que voulez-vous que fassent les étrangers à un homme désarmé? J'irai à la Malmaison; j'y vivrai dans la retraite avec quelques amis, qui ne viendront certainement que pour moi. » Et alors, ajoute Benjamin Constant, il s'étendait avec complaisance sur ce nouveau genre de vie. Puis apercevant l'inanité de ses illusions, il reprenait : « Si l'on ne veut pas me laisser en France, où veut-on que j'aille? En Angleterre? Mon séjour y sera ridicule, ou inquiétant. J'y serais tranquille, qu'on ne le croirait pas. Chaque brouillard serait soupçonné de m'amener sur la côte. Au premier aspect d'un habit vert débarquant d'une chaloupe, les uns s'enfuiraient hors de France, les autres mettraient la France hors la loi. Je compromettrais tout le monde, et à force de dire : voilà qu'il arrive, on me donnerait la tentation d'arriver... L'Amérique serait plus convenable. J'y pourrais vivre avec dignité. Mais, encore une fois, qu'ai-je à craindre, en restant ? Quel souverain pourrait, sans se nuire, me persécuter? J'ai rendu à l'un la moitié de ses Etats; que de fois l'autre m'a serré la main, en m'appelant *grand homme*. Au reste, je verrai. Je ne veux point lutter par la force ouverte. J'arrivais pour combiner nos dernières ressources. On m'abandonne aussi facilement que l'on m'avait reçu... Eh bien, qu'on efface, s'il est possible, cette double tache de faiblesse et de légèreté! Qu'on la couvre au moins de quelque lutte, de quelque gloire. Qu'on fasse pour la patrie ce qu'on ne veut plus faire pour moi!... Je ne l'espère point; aujourd'hui, ceux qui livrent Bonaparte disent que c'est pour sauver la France, demain en livrant la France, ils prouveront qu'ils n'ont voulu sauver que leur tête. » (*Mémoire sur les Cent-Jours.*)

Les journées se poursuivaient dans ces incertitudes, ces songeries, ces déterminations qui se chassaient l'une l'autre. Napoléon hésitait, était toujours incertain. Et cependant, en dehors de lui, les événements se précipitaient, les troupes de Wellington et de Blücher marchaient sur Paris, les plénipotentiaires de Fouché expédiaient leurs dépêches contenant des passages fort significatifs contre l'*évasion* de l'Empereur, ce qui voulait dire, en termes moins couverts, que l'Empereur devait être gardé à vue. Fouché

tremblait ; Davout, devenu chef de l'armée comme ministre de la guerre, flottait entre sa fidélité à Napoléon et son désir de revenir aux Bourbons ; Vitrolles, libre sous le bon plaisir de Fouché, agissait, fondait, rue Saint-Florentin, un centre royaliste. Tout le parti bonapartiste se désagrégeait.

Les échos de tous ces faits arrivaient aux oreilles de Napoléon. Il comprenait enfin que sa présence à l'Elysée n'aurait plus qu'une durée très éphémère, et sans savoir où il irait se soustraire aux soucis de sa vie politique, il préparait son départ, se faisait apporter ses papiers secrets, les lettres des souverains, toutes les pièces manuscrites qui pouvaient nuire à ses partisans, à ceux du moins dont il ne suspectait pas la bonne foi, ni l'honneur (1). Carnot vint, comme Benjamin Constant, lui rendre une visite. Ces deux hommes, qui s'estimaient, qui honoraient, en eux-mêmes, la fidélité à la patrie et aux devoirs qu'elle impose, comprirent, tout de suite, que cette entrevue était la dernière. Napoléon reconduisit Carnot jusque sur le perron de l'escalier du palais, et, au moment de se séparer, Carnot cédant à son émotion et à son chagrin se précipita dans les bras de l'Empereur et, la tête sur l'épaule du monarque déchu, l'austère républicain pleura (2).

(1) A ce sujet, FLEURY DE CHABOULON écrit en ses *Mémoires :* « J'étais occupé de ce soin, lorsque Napoléon vint à traverser le cabinet. Il s'approcha de moi et me prit une lettre que je tenais à la main. Elle était du duc de...il la parcourut et me dit : « Sûrement, ne brûlez pas celle-là ; gardez-la pour vous ; ce sera, si l'on « vous tourmente, une excellente recommandation. X... ne manquera pas de « jurer *aux autres* qu'il leur a conservé une chaste fidélité, et quand il saura que « vous avez en main la preuve matérielle qu'il s'était mis à mes pieds, et que je « n'ai voulu ni de lui, ni de ses services, il se mettra en quatre pour vous servir « dans la crainte que vous ne jasiez. » Je crus que l'Empereur plaisantait. Il s'en aperçut et reprit : « Non, vous dis-je, ne brûlez pas cette lettre, ni celles de tous « les gens de la même volée ; je vous les donne pour votre sauvegarde. — Mais, « Sire, ils m'accuseront de les avoir soustraites. — Vous les menacerez, s'ils rai- « sonnent, de les faire imprimer tout vifs, et ils se tairont ; je les connais. — « Puisque Votre Majseté le veut, je les conserverai. » Je mis, en effet, de côté, un certain nombre de lettres. Après le retour du roi, j'en rendis complaisamment quelques-unes ; et ce n'est point ici une allégation gratuite. A peine leurs auteurs, que je pourrais nommer, les eurent-ils en leur possession, qu'ils élevèrent jusqu'aux nues leur prétendue fidélité, et devinrent dans leurs discours et dans leurs écrits les détracteurs les plus acharnés de tous ceux qui avaient embrassé ou servi la cause du 20 mars. »

(2) Voici un fait que rapporte MONTHOLON en ses *Souvenirs.* « Au milieu de ce tumulte de regrets et d'espérances, deux vols inexplicables eurent lieu à l'Elysée. Une caisse de tabatières enrichies de diamants, déposée par Bertrand sur la cheminée du salon, disparut, pendant le temps que Bertrand s'approcha d'une fenêtre, avec un messager qu'envoyait M. de Montesquiou. Puis, une liasse de plusieurs millions de valeurs négociables, actions de canaux et délégations de

En quatre jours, la grande destinée de l'immortel homme de guerre fut anéantie. D'heure en heure, depuis Waterloo, une pierre de l'édifice que, cinq ans auparavant, on eût pu croire éternel, se détachait et roulait dans l'abîme.

coupes de bois apportées par un ministre. L'Empereur la déposa sous un coussin d'un canapé, mais il la retrouva incomplète quand il voulut la reprendre. Il y manquait quinze cent mille francs. »

# CHAPITRE IX

## A LA MALMAISON

I. — Craintes de Fouché entendant les acclamations du peuple, en faveur de Napoléon. — Il n'a qu'un désir, faire partir de Paris l'Empereur, le séparer de son armée. — Il lui demande une audience, dans l'espérance de le convaincre qu'il doit quitter Paris. — Entrevue de Napoléon et de Fouché. — Employant tous les moyens, Fouché fait agir, en vue du départ désiré, les amis et les familiers de l'Empereur. — Celui-ci se résigne à s'aller reposer à la Malmaison. — La reine Hortense avertie l'y reçoit. — Aussitôt Fouché, comme président de la commission, force le ministre Davout à envoyer le général Becker pour surveiller à la Malmaison les actions de Napoléon. — Le général Becker se présente comme commandant du bataillon posté à la Malmaison pour la sûreté de l'Empereur. — Mais Napoléon discerne tout de suite le rôle imposé au général Becker. — Il s'en explique avec lui et l'accueille, néanmoins, cordialement. — Conversations avec le général Becker, avec Rovigo. — Ses amis, ses conseillers le poussent à se rendre aux Etats-Unis. — Le général Exelmans lui envoie son aide de camp l'invitant à venir prendre le commandement de sa division, et à s'emparer de la dictature. — L'Empereur refuse, redoutant le déchaînement de la guerre civile.

II. — Visites que Napoléon reçoit à la Malmaison. — Deux généraux, Chartron et Piré, viennent lui demander de l'argent, qu'il leur fait donner. — Conversations avec Fleury de Chaboulon, avec Maret, duc de Bassano. — Il avoue à Maret qu'il n'a point abandonné la pensée de reprendre son abdication. — Sa résolution de s'installer aux Etats-Unis d'Amérique. — Il envoie demander à Paris un sauf-conduit afin de s'embarquer à Rochefort sur des frégates mises à sa disposition. — Apprêts de son départ.

III. — Les sauf-conduits demandés ne lui étant point envoyés, Napoléon envoie un de ses aides de camp déclarer à la commission exécutive de Paris qu'il ne partirait point de la Malmaison, tant qu'il ne les aurait pas reçus. — Fouché, dans ce retard, mettait une intention méchante. — Les Prussiens avançant toujours, et pouvant s'emparer de la personne de l'Empereur, ce qui aurait provoqué à Paris une révolution implacable de la part du peuple exaspéré, Fouché fait remettre à Napoléon deux passeports, où l'Empereur est désigné comme le secrétaire du général Becker. — Chagrin de Becker pour cette avanie faite à Napoléon, qui en rit. — A ce moment, Napoléon est averti de la position très compromise devant Paris des armées alliées. — Il envoie Becker demander à la commission excutive de Paris de le laisser reprendre, comme général, le commandement de l'armée, se faisant fort d'infliger aux ennemis une défaite, qui délivrerait la France et lui rendrait la sécurité. — La commission s'y refuse. — Alors, plein d'amertume, il annonce qu'il va quitter, le soir même, la Malmaison. — Ses adieux à la reine Hortense, à sa mère, et se jetant dans la voiture de Bertrand, il part pour Rochefort.

# I

Il y avait quatre jours que Napoléon, revenu de Waterloo, vivait à l'Elysée. Il s'était laissé arracher une nouvelle abdication en faveur de son fils, avec l'espérance qu'elle serait éphémère ; que les dangers de la patrie, les menaces et les exigences des ennemis ramèneraient à lui le groupe des députés qui lui étaient hostiles. Les acclamations des fédérés, l'armée toujours fidèle, l'empêchaient de renoncer irrévocablement à l'autorité souveraine.

D'ailleurs, élevant sa pensée au-dessus de la lutte affolante des hommes qui l'avaient sacrifié à leur rancune, jetant les yeux sur l'avenir, il se sentait seul capable de sauver la France, de la soustraire à la vengeance des Alliés et à la cupidité des Bourbons. Et il attendait. Il ne pouvait prendre au sérieux cette commission provisoire de gouvernement, créée sous l'obsession de la peur, après les paroles impitoyables de La Fayette à la tribune de la Chambre. Les orages parlementaires des derniers jours, il les considérait comme une manifestation facile à dissiper avec l'aide de ses soldats, plus ardents et plus disposés au sacrifice de leur vie, après la défaite qu'avant la bataille. Il ne pensait donc point à quitter l'Elysée. Il flottait ; il écoutait les avis de ses frères, de ses familiers, de ses courtisans.

La commission de gouvernement, que présidait Fouché, n'était point dupe de cette inertie préméditée, et Fouché n'avait qu'un désir : séparer Napoléon de Paris, l'éloigner de cette ville où le patriotisme et les colères du peuple étaient un danger, sans cesse menaçant, pour le nouvel état de choses, un obstacle à la perpétration des intrigues et de la trahison qu'il méditait, afin de s'attirer la bienveillance des Bourbons. Aux clameurs enthousiastes des fédérés, Fouché tremblait. Au voisinage de Napoléon, il n'osait agir, et son autorité demeurait vacillante et faible. Cette situation ne pouvait durer. Les brochures et les journaux de cette époque parlent d'une visite que l'un des anciens chambellans de l'Empereur, envoyé par Fouché, sans doute, fit à l'Elysée, afin de hâter

le départ du grand capitaine. Pour aller où ? N'importe ? Le faire partir, lui enlever son armée, le réduire à l'impuissance. On verrait ensuite... Et la raison ?... C'est que les alliés ne voulaient entendre à rien, disait-on, tant que Napoléon serait à Paris.

A cette invitation de départ, il y eut une révolte soudaine chez l'immortel vaincu, et se laissant aller à la fougue de son indignation...

« ... Que je parte, que je parte, disait-il. Est-il bien vrai, monsieur, qu'on ait osé vous charger de me porter de pareils ordres ? Me dicter à moi des lois pareilles ! Qui le ferait en France ; qui ? Ces misérables, tant de fois tremblants à ma voix ; non, certes, cela ne sera pas. Je n'obéirai à la volonté de qui que ce soit. Vous pouvez le leur dire de ma part... Ah ! que je parte ! que je les débarrasse de ma présence au plutôt ; qu'en m'éloignant de ma garde, je laisse à des traîtres la facilité de me livrer au premier venu ! Cela ne sera pas !... Je suivrai les mouvements de l'armée, et partirai lorsqu'elle partira. Je traiterai comme elle traitera, sinon, non !... »

Devant la colère de Napoléon, l'ancien chambellan demeura sur place, comme foudroyé ; et lorsqu'il se retira, flageolant sur ses jambes, il s'en fut rapporter à Fouché la terrible scène qu'il venait de subir. Fouché avait plus d'audace que tous les comparses de l'ancienne Cour impériale. Il résolut d'aborder lui-même l'Empereur, et lui fit demander une audience. Il ne s'était jamais laissé démonter par les colères de son maître. Il allait jouer son va-tout, cette fois, et il possédait assez d'astuce et d'hypocrisie, de ressources et de moyens oratoires, pour impressionner à ce point son redoutable adversaire, qu'il le décidât à partir. L'audience accordée, le fourbe se présenta patelin, mielleux, adouci, défilant ses arguments, comme s'il n'avait d'autre ambition que de sauvegarder la vie du grand homme déchu. Et puis, il était soutenu par le pouvoir dont il était revêtu, et Napoléon était découronné.

Dans une brochure d'un ancien ministre de l'Empire, publiée en ce temps-là, se trouve le récit de cette entrevue. Et il est si vraisemblable que je ne crois pas le devoir passer sous silence. En voici la substance.

Napoléon interpella brusquement son ancien serviteur :

« Duc d'Otrante, lui dit-il en le voyant, quel nouveau piège

venez-vous me tendre? — Pourquoi vous en tendrais-je, Sire? Je n'en ai plus besoin. Vous êtes descendu et je suis à votre place. — La conserverez-vous? — Du moins, je ferai tout ce qu'il faudra pour ne point la perdre. Mais, permettez-moi de traiter un autre point. Quoique je vous sois en horreur, je n'oublie pas combien vous avez aidé à ma fortune. Je n'ai plus maintenant à vous craindre. Laissez-moi vous servir sincèrement, et de la seule façon qu'il me soit permis d'employer. Vos ennemis sont nombreux. Vous les connaissez. J'ai déjà reçu, tant du roi de France que des Alliés, l'ordre et la prière de m'assurer de votre personne. Votre règne a cessé; celui de votre fils n'a pas lieu. Louis XVIII sera seul maître. Vous êtes, de par lui, sous le poids de l'ordonnance qui prescrit de vous *courir sus*, qui vous met, l'identité reconnue, à la disposition d'un magistrat ou d'un fanatique. Il en est de ceux-ci. J'en connais plusieurs, et déjà le fer ou le poison... — Un assassinat! Les Bourbons en sont incapables! — Oui, eux-mêmes. Non, certes, ils ne vous assassineront pas. Mais que, dans la foule, il ne se trouvera pas un Poltrot, un Jacques Clément, un Ravaillac, un Ankastroem, qui le sait? Dieu seul! Il y a des hommes qui, en vous frappant, croiront servir l'Eglise, la monarchie, la liberté. Enfin, les Prussiens veulent s'emparer de votre personne. — Où aller? — Chez les Américains. Ils vous attendent. Peut-être, avant peu, ils auront, eux-mêmes, besoin de vous... »

L'auteur de ce récit place cette scène à la Malmaison. Il est plus vraisemblable que Fouché vit Napoléon à l'Elysée, où l'ancien maître de la France était, pour lui, si gênant. Fouché fit agir ensuite les amis de l'Empereur, et leur intervention activa ce qu'il avait préparé. Ils étaient, eux aussi, influencés par leur entourage. On plaignait l'Empereur, mais on était las de ses hésitations, de ses fluctuations sans issue. Les malheurs de la patrie avaient engendré, dans les âmes de la société mondaine, une résignation indéfectible. Depuis trop longtemps, on vivait dans une agitation confuse, qui avait déprimé tous les courages. Près de lui, Napoléon ne trouvait plus que des hommes dépourvus d'énergie, et ne pouvant éternellement se confiner à l'Elysée, il se décida, enfin, à quitter Paris pour la Malmaison, jusqu'à ce qu'il eût pris une détermination définitive, jusqu'à ce qu'il eût vu plus clairement la signification des événements prochains que causerait la

marche des ennemis. Qui sait si la France ne reviendrait pas à lui, si la crainte du pire ne forcerait pas la Chambre à faire appel à son génie, à son ascendant sur l'armée, à son expérience militaire. Ainsi que le fait remarquer Villemain, sa forte nature ne pouvait accepter de n'être plus rien. C'était « une fidélité à soi-même, pleine de calcul et d'imagination » que cette persistance à compter sur l'avenir. Il s'éloigna donc de Paris, sans abandonner cette espérance qui, au fond de lui, agissait toujours. Au surplus, depuis Waterloo, il avait assisté à tant de palinodies, il avait éprouvé tant d'ingratitude qu'il sentait monter en lui et s'agrandir son mépris pour les hommes, et il aspirait à des heures plus calmes qui réconforteraient son âme douloureusement atteinte. Il avertit la reine Hortense, qu'il voyait chaque jour à l'Elysée, de ses nouveaux projets. La Malmaison, depuis la mort de l'impératrice Joséphine, était devenue la propriété de la reine et celle de son frère, le prince Eugène. Il lui demanda de l'y recevoir (1).

Il revenait aux lieux, où il avait connu les enivrements de l'amour et de la puissance; aux lieux, où le bonheur lui avait souri; aux lieux que Joséphine, la femme la plus aimée, avait marqués d'une empreinte indélébile; où son image n'était pas encore effacée; où il la pouvait retrouver au détour de chaque allée, dans les parterres toujours parés des fleurs qu'elle préférait, dans les serres que Bonpland, le botaniste, avait comblées de la flore luxuriante des Antilles. Que de souvenirs agréables, que de

(1) Hélène WILLIAMS, *Récit des événements*, p. 200. Après le départ de Bonaparte pour la Malmaison, toutes les boutiques élégantes des boulevards furent fermées avec soin. De sinistres présages pouvaient, en quelque sorte, se lire sur toutes les physionomies. Des passions hostiles se peignaient sur tous les visages. Il semblait que la multitude n'attendît que le signal de la guerre civile. Les soi-disant patriotes des faubourgs se promenaient çà et là. Ils semblaient se promettre de jouer un rôle actif dans quelque scène effrayante. (*On voit que l'Anglaise doutait du patriotisme du peuple.*) On voyait figurer dans les groupes les forts de la Halle et les charbonniers. Ces hommes avaient été enrôlés, de gré ou de force (?) dans les fédérés, sous la dénomination d'éclaireurs de la garde nationale. Napoléon, à cause de leurs énormes chapeaux blancs et noirs, les avait plaisamment surnommés les mousquetaires noirs et blancs. On voyait presque autant de femmes que d'hommes dans ces groupes, car rien d'important ou de frivole ne se passe à Paris sans que les femmes s'en mêlent... Des hommes ivres rassemblés au café Montansier parlaient hautement de la nécessité de se débarrasser des conspirateurs enfermés dans les prisons. La nuit précédente, une foule de soldats et d'officiers à demi-solde s'étaient réunie dans le carré des Champs-Elysées, sous le prétexte de veiller à la sûreté de leur Empereur. On ne saurait douter que le prétexte de ces réunions ne couvrît des projets sinistres. »

visions charmantes, cette retraite lui rappellerait ! Et ses causeries avec ses familiers, avec les premiers courtisans de son génie, avec les hommes d'Etat qui avaient contribué à la splendeur de son règne et à la durée de son pouvoir !

Dans son cabinet de travail, conservé intact, où ses livres, ses meubles d'autrefois étaient à la même place, où il avait travaillé, les fenêtres ouvertes sur les jardins du château, il se pourrait croire aux premières années du Consulat et déchargé des infortunes, que le destin de ces dernières années avait accumulées sur sa tête. Là, il ne serait plus Napoléon empereur, mais Bonaparte premier consul, jouant aux barres avec ses amis, courant sur les gazons, et se promenant dans les allées sinueuses du parc, au bord des eaux jaillissantes. S'il ressentait quelques regrets pour ce passé évanoui, son esprit et son âme, affranchis du tumulte de la grande ville, apaisés dans ce calme des champs, allaient retrouver une nouvelle jeunesse. Affaissé et meurtri, il se redresserait.

La reine Hortense s'y était installée, la veille, avec Mme d'Arjuzon, sa dame d'honneur, et son écuyer, M. de Marmold, revenu de Belgique depuis le mois de mars ; et pour recevoir l'Empereur, elle montra l'empressement le plus gracieux, l'affection la plus vive, cette douceur avenante qui était le caractère dominant de sa personne.

L'Empereur partit le 25 juin, à midi et demie, de l'Elysée, dans la voiture du grand maréchal Bertrand, qui l'attendait à la petite porte des jardins, tandis que la grande voiture de gala, attelée de six chevaux, sortait par la grande porte du palais, faubourg Saint-Honoré, où la foule, avertie, stationnait pour acclamer encore une fois le monarque toujours vénéré. Il voulut éviter, ainsi, une manifestation qui n'avait plus d'objet. Dans cette voiture s'étaient placés le général Gourgaud, Las Cases, Montholon Montaran, que suivait à cheval Mesgrigny, un des écuyers. La voiture de Bertrand remonta les Champs-Elysées, passa près de l'Arc de Triomphe, dont les premières assises sortaient de terre à peine, et à la porte de Chaillot, l'Empereur en descendit, et, prenant sa voiture, continua sa route avec le grand maréchal. Ceux qui l'accompagnaient à la Malmaison, et dès lors devaient composer sa maison avec les personnes déjà nommées, étaient les généraux Savary, Lallemand, Flahaut, aides de camp ; le chef

d'escadron Résigny; le chef d'escadron Planat, attaché au cabinet topographique; plusieurs Polonais des chevau-légers, comme officiers d'ordonnance. Las Cases devait remplir les fonctions de chambellan et son fils Emmanuel celles de page. Il y avait, ensuite, le chirurgien Mengaud; Marchand, premier valet de chambre; Saint-Denis et Noverraz, valets de chambre; Cypriani, maître d'hôtel; Pierron, chef d'office, et les frères Armingaud, piqueurs.

Napoléon avait laissé à Paris une adresse à l'armée. Il y haranguait ses soldats, comme s'il eût été encore le souverain de la France. Ses familiers lui firent observer que ce langage ne s'accordait plus avec son abdication. Il refit son thème. Mais on y sent l'embarras, l'hésitation, moins de vigueur et d'éloquence, moins de flamme que dans les proclamations d'autrefois. Sa pensée, entravée par sa déchéance, ne s'élevait plus à la hauteur où elle avait l'habitude de planer. Quoique écrite à Paris, il la datait de la Malmaison, le 25 juin. Il y disait :

« Soldats,

« Quand je cède à la nécessité qui me force de m'éloigner de la brave armée française, j'emporte avec moi l'heureuse certitude qu'elle justifiera, par les services éminents que la patrie attend d'elle, les éloges que nos ennemis eux-mêmes ne peuvent lui refuser.

« Soldats, je suivrai vos pas, quoique absent. Je connais tous les corps, et aucun d'eux ne remportera un avantage signalé sur l'ennemi, que je ne rende justice au courage qu'il aura déployé.

« Vous et moi, nous avons été calomniés. Des hommes, indignes d'apprécier vos travaux, ont vu, dans les marques d'attachement que vous m'avez données, un zèle dont j'étais le seul objet. Que vos succès futurs leur apprennent que c'était la patrie, par-dessus tout, que vous serviez, en m'obéissant, et que, si j'ai quelque part à votre affection, je la dois à mon ardent amour pour la France, notre mère commune.

« Soldats, encore quelques efforts et la coalition est dissoute. Napoléon vous reconnaîtra aux coups que vous allez porter.

« Sauvez l'honneur, l'indépendance des Français ; soyez, jusqu'à la fin, tels que je vous ai connus depuis vingt ans et vous serez invincibles.

« Napoléon (1). »

Il s'informa près des premières personnes qui le vinrent visiter le lendemain, de l'effet produit sur l'armée par cette proclamation. Il apprit que Fouché n'en avait point permis l'insertion dans le *Moniteur*. L'armée l'ignorait. Elle n'en eut connaissance qu'à la dérobée par quelques exemplaires que distribuèrent ses derniers partisans. Il garda le silence, ne fit rien paraître de son désappointement. Ce fut une nouvelle douleur qu'il étouffa sous un soupir.

Mais cette proclamation avait avivé les craintes de Fouché. S'il ne redoutait plus l'Empereur à Paris, il redoutait maintenant de le voir s'échapper de sa retraite, et venir reprendre le commandement de l'armée, en se jetant dans les bras de ses soldats qui l'appelaient toujours. Quelques heures s'étaient à peine écoulées à la Malmaison, depuis l'arrivée de Napoléon, que le général Becker se présentait au château, envoyé par le ministre de la guerre, Davout, avec le titre officiel de commandant de la garde affectée au monarque déchu : 300 hommes d'infanterie et 400 dragons, mais, au vrai, pour le surveiller, l'entourer de liens invisibles, l'empêcher de partir et rassurer, sur l'avenir, les membres du gouvernement provisoire, et surtout Fouché, qui allait s'efforcer, à présent, de précipiter l'heure de son exil, et — rien n'est plus vraisemblable, — l'inévitable alternative, pour l'Empereur, de périr en mer en voulant se sauver, ou de tomber aux

(1) Et à ce sujet, Villemain écrit en ses *Souvenirs :* « Sept années auparavant, en séance solennelle du Conseil d'Etat, au milieu de toutes les activités de l'intellignence, le 27 février 1808, l'Institut de France, rendant compte à l'Empereur du travail de la pensée française, Chénier, orateur de l'Académie, disait : « Elles partiront de l'armée de l'Italie ces belles proclamations où le vainqueur de « Lodi et d'Arcole, en même temps qu'il créait un nouvel art de la guerre, créa « l'éloquence militaire, dont il restera le modèle. Suivant ses pas, comme sa for« tune, cette éloquence a retenti dans la cité d'Alexandre, dans l'Egypte où « périt Pompée, dans la Syrie qui reçut les derniers soupirs de Germanicus. « Depuis, en Allemagne, en Pologne, au milieu des capitales étonnées, à Vienne, « à Berlin, à Varsovie, elle était fidèle au héros d'Austerlitz, d'Iéna, de Fried« land, lorsqu'en cette langue de l'honneur, si bien entendue des armées fran« çaises, du sein de la victoire même, il ordonnait encore la victoire et communi« quait l'héroïsme. »

mains de l'ennemi, ce qui arriva, en abordant au *Bellerophon.*

Becker était un honnête homme, beau-frère de Desaix, dont il avait épousé la sœur.

Il avait toujours vécu loin de la Cour, loin des yeux du souverain, qui le connaissait à peine. Becker refusa d'abord le poste qui lui était dévolu. Il en discernait la signification véritable. Il ne l'accepta que sur l'injonction impérative de Davout, ministre de la guerre. Lorsqu'il se fut fait reconnaître de la petite troupe, la garde de l'Empereur, et qu'il se présenta devant lui, avec la lettre du ministre, il était troublé, sans contenance, devant l'homme qui avait été si grand, si redouté, et qui, ne possédant plus rien que le prestige impérissable de son génie, allait lui être soumis, comme un prisonnier à son geôlier. Il balbutiait, s'excusait, les yeux embués de larmes. Napoléon, touché de cette honnêteté, le rassura, l'accueillit par des paroles bienveillantes, rejetant sur les hommes qui l'avaient envoyé tout ce que cette mesure comportait d'indignité. Il quitta le duc de Rovigo, avec lequel il causait dans son cabinet, et entraîna Becker, à sa suite, dans le parc, où ses premières questions insistèrent sur l'opinion de la société de Paris, et celle de l'armée. Que disait-on à la Chambre, que pensait le peuple ? Toujours se décelait, en lui, cette indestructible espérance, que la France le rappellerait, que son destin présent n'était point irrévocable. Il n'avait pas encore atteint la lie de son breuvage.

Les réponses de Becker furent réconfortantes. Sans doute, répondait-il, les salons étaient résignés à subir l'affront d'une nouvelle occupation de Paris par les Alliés, mais l'armée et le peuple étaient prêts à combattre. Il ne manquait qu'une main puissante qui les entraînât contre l'ennemi. Napoléon insistait, se faisait répéter ces paroles, si conformes à sa pensée. Tout était donc possible encore, même la reprise de son pouvoir ; et animé, enthousiaste, il parlait de la guerre, des conséquences de la bataille perdue, expliquant les causes du désastre de Waterloo. — Ce fut comme à Marengo, disait-il. Au dernier moment, la bataille était gagnée. Le résultat en eût été aussi grand qu'après celle livrée dans les plaines de la Lombardie, si tout le monde avait fait son devoir. — Sans doute, répliquait Becker. Et le désastre aurait été atténué, si l'Empereur fût resté au milieu de son armée,

s'il eût rallié ses troupes débandées vers Laon ou Soissons. L'armée reconstituée, on pouvait s'appuyer sur Metz ou Strasbourg; attendre, négocier à la tête de régiments plus décidés que jamais à combattre. La dynastie impériale aurait été sauvée. Et Napoléon abdiquant aurait imposé son fils aux souverains coalisés. L'empereur d'Autriche aurait-il osé priver du trône le prince impérial? Mais Napoléon, qui connaissait l'intime pensée du monarque autrichien, qui n'ignorait pas que sa dynastie représentait, aux yeux des coalisés, le triomphe de la Révolution, Napoléon sourit à l'objection de Becker, et lui caressant familièrement la joue de la main, il lui dit : « *Vous ne connaissez pas ces gens-là.* »

La nuit était venue. La conversation avait duré deux heures. Napoléon dîna seul. Le général fut invité à s'asseoir à la table de la reine avec toute la suite de l'Empereur. Ce repas, comme les jours suivants, se passa silencieux. Le chagrin, l'inquiétude accablaient tous les cœurs. Qu'aurait-on pu dire qui n'eût augmenté la tristesse commune? Ne vivait-on pas dans un imprévu menaçant même pour le lendemain? L'Empereur, à la vérité, se disait résolu à partir pour les Etats-Unis d'Amérique. Mais comment? Quels moyens avait-il d'exécuter ce projet? Quels préparatifs avait-il faits? Sa pensée, manifestement, était plus près de Paris, plus occupée de l'événement qui lui rendrait son trône que de l'imminence de son exil.

Le lendemain matin, 26 juin, il reprit, dans le parc, sa conversation avec Becker, discourant encore avec lui sur les conséquences d'un arrêt vers Metz ou Strasbourg. S'il avait quitté son armée, disait-il, ce n'était que pour quelques heures, le temps d'obtenir de la Chambre les ressources nécessares à une résistance acharnée. Mais la défaite avait anéanti toutes les énergies. Il s'était heurté à une démoralisation générale!... Cependant, à l'heure présente, dans cette conversation reprise, sentant plus vivement l'abandon de la nation, il annonça au général qu'il était décidé à s'en aller en Amérique, et qu'il avait envoyé à Paris le duc de Rovigo, afin d'insister près de Fouché pour qu'on lui délivrât des passeports, sans lesquels un maire de village pouvait l'arrêter, en l'accusant d'emporter des trésors, ensuite, pour qu'on mît à sa disposition deux frégates : moyen d'effectuer son voyage. Sa conversation avec Rovigo, lorsque Becker, la veille, s'était présenté à son

cabinet, l'avait rendu songeur. Peu à peu, la réalité lui apparaissait sans voile. Ses illusions se dissipaient avec la fuite des heures. Malgré la déférence du général Becker envers lui, il comprenait bien qu'il en était le prisonnier; que ses mouvements n'étaient plus libres; que sa personne dépendait d'un coup de main hardi; que les Alliés, sans obstacles devant eux, avançaient toujours; que bientôt toutes les routes lui seraient barrées, et qu'alors les Alliés s'empareraient de lui, c'est-à-dire qu'il leur serait livré par l'infâme Fouché. Il se rappelait que Sieyès lui avait prédit ce dénouement.

Rovigo, en effet, raconte en ses *Mémoires* (1), que ce premier jour, à la Malmaison, dans le cabinet de l'Empereur, il lui avait fait pressentir, lui aussi, cette trahison de Fouché, dont les atermoiements et les réponses ambiguës à ses demandes de passeports et de frégates étaient une indication patente; que, d'ailleurs, il n'était peut-être plus possible de partir, puisque, dès à présent, c'était le général Becker qui veillait sur ses démarches... « Je ne me dissimulais pas, ajoute Rovigo, que, dès le lendemain, les choses prendraient une couleur plus rembrunie, et qu'alors l'Empereur perdrait tout à fait sa liberté, car il n'était pas permis de douter des intentions, d'après lesquelles on différait, d'une part, à lui donner des frégates et des passeports, pendant qu'on lui envoyait le général Becker, de l'autre... L'on doit d'autant plus prendre cela au sérieux, fait remarquer Rovigo, que le refus des frégates et des passeports ne peut s'expliquer que par de fort mauvais projets, parce qu'on n'aperçoit pas un motif raisonnable, pour n'avoir pas satisfait à toutes les demandes de l'Empereur, dès le soir même de son abdication... »

Et malgré ses espérances toujours vivaces en un autre destin, malgré l'essor de son imagination, qui le reportait sans cesse vers le dévouement de l'armée, prête à lui rendre sa puissance perdue, il se sentait poussé à chaque heure, vers un exil inévitable, afin de se soustraire à l'humiliation d'une captivité. Seulement, il ne voulait pas quitter la France comme un aventurier, comme un potentat déshonoré et maudit, en cachette, diminué de toute sa majesté et de tout son prestige. Il avait régenté l'Europe, il s'était

(1) Rovigo ,*Mémoires*, t. VIII, p. 172.

élevé par son génie, au-dessus de tous les monarques qui s'étaient courbés, en courtisans, devant lui; il avait conscience de sa valeur, de la situation qu'il occupait naguère; et ce n'était point vanité, mais respect pour son titre d'Empereur, respect pour son armée et pour la France elle-même, s'il exigeait que son départ fût entouré d'honneurs. Quelques jours auparavant, à l'Elysée, lorsqu'avec Maret et La Valette, il conversait sur la résolution à prendre, et que ses amis l'incitaient à s'embarquer tout de suite pour l'Amérique, il avait fait demander à Decrès, le ministre de la marine, quels étaient les bâtiments américains qui stationnaient dans les ports de France. Le ministre les lui avait désignés en attirant son attention sur un vaisseau marchand, dont le capitaine, à cette heure même, se trouvait dans son cabinet, s'offrant à recevoir l'Empereur à son bord, et à le conduire hors de l'atteinte des Alliés. « Je réponds de lui », ajoutait Decrès. Napoléon avait refusé, comme il refusa ensuite à Rochefort, lorsqu'il pouvait se soustraire à l'observation inquiète et jalouse de l'escadre anglaise, en se cachant dans le placard d'un navire danois. Dans les deux cas, c'était une fuite indigne de lui-même.

Cependant la situation s'aggravait d'heure en heure. Les démarches de Rovigo, plusieurs fois répétées à Paris, près de la commission du gouvernement, restaient vaines. Des sauf-conduits, des frégates ! Fouché objectait toujours quelque raison pour en retarder la délivrance. Fouché négociait avec les chefs des armées alliées, avec Wellington, avec Blücher. Il avait promis aux Bourbons de rétablir la monarchie légitime, et de ramener Louis XVIII; il lui fallait, pour ce résultat, livrer Paris aux ennemis; et n'osant ouvertement livrer Napoléon, il voulait le forcer à quitter la Malmaison sous la menace d'une surprise, et le pousser, pas à pas, vers ceux qui surveillaient son départ en mer, vers les Anglais, qui ne le lâcheraient plus.

Les ruses de Fouché n'avaient pas échappé à Napoléon. Il n'abandonnerait sa retraite, disait-il, qu'avec un sauf-conduit, qui lui ouvrirait un libre passage à travers l'escadre anglaise. Ce qui étonne, c'est qu'il n'ait point envisagé un refus. Un sauf-conduit des Alliés !... lorsqu'ils avaient répété à satiété qu'ils ne faisaient la guerre qu'à Napoléon, l'ennemi du genre humain et sa terreur; annoncé qu'ils étaient résolus à lui enlever tous les

moyens de récupérer le pouvoir, à le priver de toute puissance militaire, à le reléguer si loin de l'Europe, qu'il ne pût jamais y revenir !.... Aux Etats-Unis d'Amérique, Napoléon serait encore un épouvantail, au moins pour l'Angleterre. Non, le sauf-conduit ne lui serait jamais accordé. Blücher, le Prussien, n'avait qu'un désir, avoué très haut, s'emparer de Napoléon et le faire pendre par-devant ses colonnes. Castlereagh, le ministre anglais, voulait, pour s'en débarrasser, qu'après l'avoir pris, on le livrât à Louis XVIII, qui le ferait fusiller comme sujet rebelle. Les puissances alliées avaient averti Fouché qu'elles exigeaient une surveillance étroite sur l'Empereur. Elles seules se réservaient plus tard la garde de sa personne. et Fouché et Davout, le ministre de la guerre, et les autres membres de la commission, que Fouché dominait, étaient hantés de la peur d'apprendre, un matin, que Napoléon, parti de la Malmaison, se trouvait au milieu de ses troupes. Rien n'était moins improbable. Exelmans, commandant l'armée du Nord, avait envoyé à l'Empereur, son premier aide de camp, le colonel Sencier, pour l'exhorter à briser ses entraves et à rejoindre ses soldats, lui affirmant que l'armée, toujours irrésistiblement dévouée, marcherait avec lui, d'un seul cœur, d'un seul élan, contre l'étranger. Napoléon fut tenté de céder à cette invitation. Mais seul, même avec l'armée, contre les représentants de la nation; seul, contre toute l'Europe, il n'osa s'y résoudre. C'était la guerre civile déclarée, dont la France aurait péri. « Il faudrait que la France me soutînt, répondit-il à Sencier. Or, *tout est détraqué ; personne n'en veut plus.* » Mais c'était sans conviction qu'il parlait ainsi. Il attendait toujours un revirement de la France.

## II

Les espions, les émissaires de la police, étaient fort nombreux autour de la Malmaison. Des sicaires, prêts à un assassinat, rôdaient même dans les environs. Le gouvernement ne détachait plus ses yeux de ce côté-là. Il voulut être averti de la présence de tous les visiteurs et de leur qualité. Des officiers avaient été vus au

château; Davout s'empressa de les rappeler dans les rangs. Les bourbonnistes, les royalistes usaient de tous les moyens pour connaître ce qui se passait dans l'entourage de l'Empereur. Ils allaient chez Pasquier, l'ancien préfet de police, dont les relations avec ses subalternes d'autrefois avaient continué, et qui était au courant par eux des échos échappés de la Malmaison. Tous les bruits étaient ainsi amplifiés ; et obsédés d'une crainte permanente contre un retour possible de Napoléon, les royalistes ne cessaient de répéter dans les salons qu'il fallait se débarrasser, coûte que coûte, de ce tyran sinistre. C'est pourquoi Davout avait ordonné à Becker de surveiller avec la gendarmerie toutes les issues du château, tous les chemins par lesquels on en pouvait sortir... et si Fouché, cédant aux instances réitérées de Rovigo, avait réclamé enfin au gouvernement anglais le sauf-conduit exigé par Napoléon, il n'avait pas manqué d'indiquer le port d'embarquement, par où son ancien maître voulait quitter la France, certain que l'escadre anglaise, ainsi avertie, on resserrerait davantage l'investissement.

Certes, l'affluence était grande près de l'Empereur, le premier jour surtout : créanciers des Tuileries voulant être payés, généraux tels que Piré et Chartron (1) exigeant des subsides pour prendre le chemin de l'exil, artistes, hommes de lettres, savants, familiers de la Cour, qui croyaient encore aux chances de Napoléon et à une reprise de fortune. Le lendemain, la vérité connue, les exigences des ennemis révélées, l'annonce du retour de Louis XVIII répandue dans les lieux publics et les intrigues de Fouché très visibles, menaçant la liberté du vaincu, les visites se firent rares. On ne vit, à la Malmaison, que les plus dévoués partisans de l'Empereur, ceux qui l'aimaient encore. Il les accueillait, avec une affabilité pressante, les questionnant sur sa situation et revenant toujours à cette pensée qui ne le quittait pas : pourquoi la France l'avait-elle abandonné (2)? Il envoyait de

(1) « Le général Chartron se borna à exposer ses besoins et la probabilité pour lui d'un long et coûteux exil : l'Empereur lui fit donner cinq mille francs ; le général Piré déclara ne pouvoir se contenter à ce prix. Il ne demandait pas, d'ailleurs, il exigeait. Ses réclamations adressées au général Bertrand prirent même un tel caractère de vivacité qu'il y eut un moment de tumulte dans le château et que les officiers de service durent accourir. M. Piré emporta douze mille francs. »

(2) Hélène Williams (*Récit des événements*) : « Débarrassé du fardeau du gouvernement, Napoléon charmait l'ennui de sa retraite par des conversations, non seulement avec des militaires, mais avec des artistes ou hommes de lettres qui

tous les côtés ses aides de camp, ses officiers, les interrogeant à leur rentrée, s'imaginant qu'enfin l'un ou l'autre lui ferait entrevoir l'éclaircie d'une espérance. Son jeune secrétaire, Fleury de Chaboulon, qu'il avait attaché à sa personne durant les Cent-Jours, revint d'une longue chevauchée, faite sur son ordre, autour du château, et lui annonça que l'ennemi avançait toujours, et menacerait bientôt sa résidence. Il en prit texte, pour discourir, avec lui, sur le parti qu'il devait prendre. Lui, tenait aux Etats-Unis. Le jeune secrétaire combattait ce projet. Napoléon répondait, alors, que si les Anglais ne le voulaient pas tolérer dans leur ancienne colonie, il irait au Mexique, il irait devant lui, jusqu'à ce qu'on le laissât libre de dresser sa tente en un lieu, pour s'y reposer. Il vivrait là, comme les anciens pasteurs, du produit de ses terres et de ses troupeaux... Parlait-il sérieusement ? Fleury de Chaboulon lui conseillait de se livrer à l'empereur Alexandre. — Non, non, répondait-il avec force. Vous ne connaissez pas les Russes. Cette conduite nous coûterait la vie à tous les deux. Je me livrerai de nouveau « au vent et à la fortune (1) ».

Avec Maret, il était plus franc et dévoilait ouvertement sa pensée ; avouant qu'il avait tenté de reprendre son abdication, et de faire appel à l'armée... « J'ai abdiqué pour sauver la France et mon fils, lui disait-il. Si le trône doit être perdu, mieux vaut

venaient le visiter à la Malmaison. Il parlait, sans se faire prier, des abus et des erreurs de son premier gouvernement ; mais, était-il question des derniers événements, il ne parlait de lui qu'à la troisième personne, et comme s'il n'eût été pour rien dans les opérations. « L'Empereur, disait-il, paraît avoir agi, en cette cir- « constance, pour tels ou tels motifs. Il se promettait tel résultat, mais s'est « trompé dans ses calculs. « « L'Empereur, disait-il, dans d'autres circonstances, « a cru a des renseignements qui se sont trouvés mal fondés. Il a mis trop de « précipitation ou trop de lenteur. Il a fait des bévues qu'il lui eût été facile « d'éviter, ou il a supposé que ses adversaires feraient une faute qu'ils n'ont « point faite. »

(1) De Vaulabelle, en son *Histoire* (t. III, p. 191), donne cette note : « Il serait difficile de dire ce qui serait advenu de Napoléon, s'il eût suivi le conseil de Fleury de Chaboulon. Dans tous les cas, son sort n'aurait pu se trouver pire. On lit, à ce sujet, dans un ouvrage attribué au baron de Stein : « Alexandre, lors « du Congrès d'Aix-la-Chapelle, étant allé visiter la filature de M. Ludwig, vit « une estampe représentant son entrevue avec Napoléon sur le Niémen et s'ex- « prima ainsi : — Pourquoi n'en a-t-il pas fait autant en 1815, au lieu d'aller se « livrer aux Anglais ? Il le pouvait, et s'il l'avait fait, peut-être serait-il encore « empereur des Français ? — Mais la maison de Bourbon ? dit aussitôt M. Lud- « wig. — La maison de Bourbon, répliqua vivement le czar, oui, vous avez « raison, c'était alors un obstacle, mais il l'aurait pu, en 1814, quand les Bour- « bons n'étaient pour rien dans la guerre. »

sur un champ de bataille qu'ici. Que je me jette dans les bras de mes soldats, ma présence entraînera l'armée, elle foudroiera les étrangers. » Et Maret de répliquer : « Que ce beau désespoir était possible, sans doute, mais que les Chambres pouvaient aussi se déclarer contre lui, et même le mettre hors la loi. » Et alors, d'après Villemain, l'Empereur se reportant à l'hypothèse d'une déviation dynastique, et de prince constitutionnel, choisi et accepté à la façon anglaise de 1688 : « ... Quel rêve, disait-il, quelle chimère de dupes ! d'imaginer, qu'on vous donnera un prince à votre goût, taillé sur le patron de la constituante, recevant une charte imposée, au lieu de la donner à sa guise, ou peut-être de la reprendre. Votre avenir est clair à tous ; et vous aurez les Bourbons. Alexandre fera ce que veulent les Anglais ; et l'Empereur d'Autriche, comme en 1814, ce que voudront Alexandre et les autres. »

Dans la soirée du 26 juin, plusieurs dames se firent annoncer. La comtesse Waleska vint déverser ses abondantes larmes, dans les bras de son impérial amant ; la comtesse Regnault, de Saint-Jean-d'Angély, et la duchesse de Vicence, révéler à l'Empereur les preuves flagrantes de la trahison de Fouché. D'autres dames vinrent aussi, Mme Caffarelli, Mme Duchatel, si assidue naguère aux soirées des Tuileries, dont elle était l'ornement. Il y eut encore quelques amis de la reine Hortense, et point d'autres. Chaque jour, la solitude se fit plus grande. Napoléon ne s'en étonnait nullement, vu la bassesse de ses anciens courtisans. Les uns et les autres, comme à Fontainebleau, en 1814, s'appuyaient sur des raisons de famille, pour excuser leur absence. Il s'y attendait, et dissimula les impressions douloureuses qu'il en ressentit (1).

(1) Il est bon de rapporter ici ce passage des *Mémoires de Rovigo :* « La Garde impériale était à Metz sous les ordres d'Oudinot. Elle sut ce qui s'était passé à Lyon et à Lons-le-Saulnier (lors du retour de l'île d'Elbe) et n'hésita pas sur ce qu'elle avait à faire. Le maréchal, de son côté, eut bientôt pris son parti. Il se ménagea entre la fidélité qu'il devait au roi et les reproches qu'il craignait de la part de l'Empereur. Une sorte d'insurrection éclata à point nommé parmi les troupes ; il y avait eu violence. On ne pouvait lui imputer la défection du corps. Il resta cependant de sa personne à Metz ; mais un aide de camp discret alla prendre les ordres de l'Empereur. En même temps, il expédia son fils à Gand, et le chargea de protester au roi de sa fidélité. Après avoir pris ces mesures, il se rendit à Paris où le ministre l'avait mandé. La cause des Bourbons semblait perdue. Les espérances dont on l'avait flatté ne lui paraissaient plus que des

Il occupa les deux journées suivantes aux apprêts de son départ, mandant près de lui le banquier Laffitte et le notaire Noël, successeur du fameux Raguideau, le conseiller de Joséphine au moment de son mariage. Peyrusse, le trésorier de l'île d'Elbe, reçut l'ordre de faire transporter secrètement, des caves des Tuileries à la banque Laffitte, trois millions en or dont l'Empereur se réservait l'emploi en son exil. Mais la reine Hortense pensant que l'exilé pourrait être un jour privé de ces ressources, le força d'accepter les bijoux et les diamants que contenait son écrin. Ce qui le troublait aussi était la vie qu'il mènerait aux Etats-Unis. Il lui fallait une passion absorbante, un but élevé et impérieux, qui alimenteraient l'activité bien connue de son esprit. La science lui semblait seule capable de lui faire oublier le grand rôle qu'il avait joué en Europe. Il aurait voulu un guide, un compagnon de ses travaux et il demandait à Monge quel homme consentirait à se dévouer à cette tâche. Monge s'offrit généreusement. Il était trop âgé pour que Napoléon se résolût à l'emmener à sa suite. Monge lui parla d'un jeune savant qu'il connaissait, très propre à seconder les travaux de l'Empereur. C'était François Arago. Arago refusa. Au surplus, ce que rêvait Napoléon, ce jour-là, s'évanouit dans la presse des événements qui survinrent.

Fouché, le brave homme!... ne voulut point laisser partir l'Empereur sans un trousseau de voyage. Montholon raconte, en ses *Souvenirs*, que, dans la nuit du 27 juin, le duc d'Otrante fit donner verbalement, au général Bertrand, l'avis que les chefs de service étaient autorisés, en vertu d'une décision du gouvernement, de lui délivrer, contre ses reçus motivés : un service d'argenterie de douze couverts; le service de porcelaine, dit des quartiers généraux; six services de douze couverts en linge damassé;

chimères; il livra tous les détails qu'il avait sur Gand (*Mémoires de Rovigo*, t. VII). « C'est au maréchal Oudinot que nous avons entendu attribuer cette réponse, « dit à son tour de Vaulabelle, à l'un de ses camarades revenus de Gand, et qui « lui disait à l'occasion de la cérémonie du Champ de Mai : — Est-il vrai que tu « te trouvais là? — Oui, mais j'y étais en petite tenue. »

Fleury de Chaboulon donne ces détails sur le maréchal Moncey : « Il montra peu d'empressement à conserver le commandement de la gendarmerie. Il écrivit à cette occasion à l'Empereur une lettre pleine de nobles sentiments, et dans laquelle il le priait de reverser sur son fils les bontés qu'il avait eues autrefois pour lui. Il était difficile de concilier mieux la reconnaissance due à Napoléon avec la fidélité promise au roi. Il eut le bonheur d'y réussir. » (*Mémoires de Chaboulon*, t. Ier.)

six services, en linge d'office; douze paires de drap de premier choix; douze paires de drap de service; six douzaines de serviettes d'appartement; deux voitures de voyage; trois selles et brides d'officier général; trois selles et brides de piqueur; quatre cents volumes à prendre dans la bibliothèque de Rambouillet, et diverses cartes géographiques. Enfin, cent mille francs pour les frais généraux du voyage. « Voilà, ajoute Montholon, le trousseau d'exil qu'accordait à l'empereur Napoléon, celui que l'Empereur avait fait duc et qu'il avait enrichi de vingt mille francs de rente. »

## III

Ce même jour, 27 juin, apprenant la marche toujours plus accélérée des Prussiens, et redoutant que l'Empereur ne tombât entre leurs mains, ce qui aurait causé à Paris une révolution implacable, soulevée par les fédérés, de plus en plus menaçants contre tous les membres du gouvernement, Fouché fit remettre à Becker l'ordre impératif de faire partir Napoléon avec deux passeports, l'un pour lui, Becker, l'autre pour l'immortel vaincu, désigné comme le secrétaire du général. Celui-ci était honteux de révéler à l'Empereur cette outrageante décision. Napoléon ne fit qu'en rire. Mais le lendemain, 28 juin, il envoya l'un de ses aides de camp, le général Flahaut, signifier aux *cinq Empereurs* de la Commission, comme il les appelait par ironie, qu'il resterait à la Malmaison, tant qu'on ne lui aurait pas délivré un sauf-conduit et que l'on n'aurait pas prescrit à deux frégates de mettre à la voile, dès son arrivée à Rochefort. Autrement, il ne doutait pas que, prisonnier du gouvernement à Rochefort, il n'échapperait point aux Anglais. Flahaut trouva Davout aux Tuileries, dans la salle des séances de la Commission, et il lui fit connaître la détermination de l'Empereur, de rester en sa demeure jusqu'à ce qu'on eût satisfait à sa demande. Davout qui, maintenant, n'avait point d'autre volonté que celle de Fouché, Davout qui, lui aussi, s'était compromis jusqu'à écouter les propositions des Alliés et recevait, en secret, de Vitrolles, l'agent des Bourbons, s'emporta furieu-

sement contre Napoléon, disant que, s'il ne voulait pas partir, il irait l'arrêter lui-même. Flahaut lui répliqua sur le même ton. Davout lui rappela aussitôt, qu'il était ministre de la guerre, chef de l'armée, et lui prescrivit de se rendre à Fontainebleau où il recevrait ses ordres. — Non, monsieur, je n'irai point, lui répondit fièrement le jeune aide de camp, car à l'instant même je donne ma démission. Vous obéir, serait déshonorer mes épaulettes! — et il sortit, retournant vers l'Empereur. Il confessa brièvement son échec à Napoléon. Avec sa pénétration aiguë, l'Empereur discerna facilement que son émissaire revenait l'âme blessée, et il lui fit avouer l'emportement de Davout et ses paroles cruelles. — Qu'il y vienne! répondit froidement le grand capitaine.

Dans la nuit du 28 au 29 juin, ou plutôt à l'aube de ce jour, on vit arriver au château le ministre de la marine, Decrès, accompagné de Boulay de la Meurthe. Ils venaient dénoncer à l'Empereur un péril imminent. Les colonnes volantes des Prussiens approchaient de la Malmaison, et ils le suppliaient de partir. Davout avait ordonné d'incendier le pont de Chatou auquel les habitants du village avaient mis le feu. Il était de bois et il brûlait (1). Un peu alarmé par ces nouvelles, l'Empereur promit qu'il partirait

(1) Dulaure (*Histoire de la Restauration*, t. II, p. 346) : « Napoléon fut averti de la position des troupes prussiennes qui menaçaient la Malmaison. Un officier d'ordonnance fut chargé de s'assurer si les ponts de Bézons et du Pecq avaient été coupés conformément aux ordres de Napoléon. Il rapporte que celui du Pecq était resté intact et avait livré passage aux détachements de Blücher. Cet état de choses décida l'Empereur à prescrire quelques mesures pour mettre sa demeure à l'abri d'une surprise. Les soldats, les officiers, les généraux que les besoins de la défense générale de Paris avaient fait placer dans la direction de la Malmaison firent dire à leur ancien chef de ne rien craindre et qu'on n'arriverait jusqu'à lui qu'en passant sur leurs cadavres. Le jeune Brack, chef d'escadrons aux lanciers rouges, mérita d'être remarqué par le zèle infatigable qu'il déploya dans cette circonstance difficile. (*En note.*) Le pont du Pecq fut conservé aux ennemis par le maire de la commune du Pecq. Ce maire s'appelait Martainville. Il a été ignoblement fameux et par le cynisme de ses poésies et par la trahison dont il est ici question, et par la rédaction en chef d'un journal intitulé : *le Drapeau blanc*, dans lequel, pendant plusieurs années, tout ce que la France patriote entourait de son estime fut insulté avec une impudeur dont rougissaient en secret ceux-là mêmes des partisans de la légitimité qui applaudissaient publiquement aux excès de cette feuille. Martainville avait eu des amis parmi les patriotes. Un d'eux lui reprochait un jour son passage dans un camp qui n'était pas le sien. « Tu n'es « pas plus légitimiste que moi, lui disait cet ami. Comment donc as-tu pu te « décider à écrire contre tes convictions? — Tu es bon, là, reprit l'homme au « drapeau blanc. Eh! parbleu, quand j'ai vu que presque tous les gens de lettres « les plus connus écrivaient dans les journaux de l'opposition, j'ai compris qu'à « faire comme eux il n'y aurait pour moi que de l'eau à boire et je me suis fait « *ultra*. Ce métier me vaut quinze mille francs par an. Si j'étais resté dans le

le jour même. A l'heure présente, les craintes de Fouché, l'embarras que ses intrigues lui causaient, entre ses promesses aux Alliés de leur livrer Napoléon, au moins de l'acculer à l'impossibilité de fuir en Amérique, et l'apparence qu'il devait garder, aux yeux du peuple, de protéger le héros de tant de batailles, ces craintes, cet embarras, se décelaient par toutes ces démarches précipitées. Se tirerait-il indemne de cette louche conduite? Il ne tint qu'à une défaillance nouvelle de l'Empereur, que ce négociateur de toutes les trahisons ne fût irrémédiablement perdu, et ne disparût pour toujours. Car voici ce qui arriva.

Ce jour-là, 29 juin, des troupes passèrent devant la Malmaison, poussant des cris retentissants de : *Vive l'Empereur!* Que ce fût, comme quelques historiens le prétendent, le cri des soldats que le général Brayer ramenait de la Touraine à Paris, que ce fût un détachement, envoyé par Davout à Saint-Germain, pour défendre la Malmaison contre les Prussiens, l'intérêt est médiocre. Ce qui est émouvant, c'est le drame qui se déroulait en secret dans l'âme du monarque déchu. Il avait promis de partir, sans doute; mais les soldats l'appelaient de leurs vivats; mais il connaissait la position compromise des troupes ennemies, la facilité de les écraser, de les couper de leur base d'opérations, de rendre à la France sa liberté, de rompre la trame, que tendait, autour de lui, le traître qui dominait à Paris... Et il resterait impassible spectateur de cette prise de possession de la France par quelques régiments de Blücher!... O honte! ô infamie! sa personne, aux cris des soldats, s'était presque aussitôt transfigurée; ses yeux, allumés d'un feu ardent. On le vit tel qu'à ses jours d'énergie irrésistible, parlant vite, fort, exalté à l'idée de reprendre un commandement, et de venger sur les troupes prussiennes la défaite récente.

Il fit mander Becker, et il exigea qu'il se rendît près de la Commission du gouvernement; qu'on lui donnât un commandement à titre provisoire, général et non Empereur, s'engageant, après avoir anéanti les Prussiens, à partir pour les Etats-Unis. Becker, étonné et point convaincu, hésitait à accepter cette mission. Mais les paroles de Napoléon, impérieuses et comminatoires, son verbe

« camp opposé, j'y vivoterais à peine. Voilà pourquoi je suis passé dans l'autre. » Martainville avait été secrétaire de Legendre, membre de la Convention nationale. »

éclatant et vibrant auquel aucun de ses généraux n'avait résisté, le firent céder. Il partit, et lui-même, l'Empereur, repris tout à coup par son génie d'homme de guerre, certain de vaincre, comptant sur Carnot et sur Caulaincourt, pour triompher de la résistance de Fouché, il ordonna de seller ses chevaux, revêtit ses habits de combat, groupa autour de lui ses aides de camp et ses officiers, et il attendit, dans la fièvre de l'impatience, le retour de Becker.

Becker a écrit, dans sa *Relation*, le récit de ce dernier voyage à Paris. Introduit devant la Commission, il parla ainsi : « L'Empereur m'envoie vous dire que la situation de la France et les vœux des patriotes et des soldats réclament sa présence pour sauver la patrie. Ce n'est pas comme Empereur qu'il demande le commandement de l'armée, mais comme général dont le nom peut encore exercer une grande influence sur le sort de l'Empire. Après avoir repoussé l'ennemi, il s'engage à se rendre aux Etats-Unis pour accomplir sa destinée. »

Fleury de Chaboulon, rapportant la même scène, attribue à Fouché cette réponse. « Est-ce qu'il se moque de nous ? Le replacer à la tête de l'armée ! Il a probablement épargné ce soin à la Commission ; il aura filé aussitôt après votre départ, et dans ce moment peut-être, il est occupé à haranguer ses soldats et à les passer en revue. » En la suite de son récit, le général avoue que Fouché lui reprocha de s'être chargé d'une pareille mission, lorsqu'il devait, au contraire, presser l'Empereur de hâter son départ, dans l'intérêt de sa sûreté personnelle qu'on ne pouvait plus garantir... « Tenez, ajouta-t-il en jetant des lettres de généraux devant lui ; lisez-les, vous verrez, si un plus long retard n'expose pas l'Empereur à tomber dans les mains de l'ennemi. » Becker continue... tandis que le président (Fouché) parlait, agissait, écrivait, au nom du conseil, sans consulter ses collègues, le général Carnot se promenait dans les angles de la salle ; le duc de Vicence, le général Grenier et le baron Quinette, assis autour de la table, gardaient un profond silence. Le duc d'Otrante seul traitait péremptoirement toutes les questions politiques, et comme un dictateur paraissait régler le sort de la France... Pendant cette conversation, les collègues du duc d'Otrante ne rompirent pas une seule fois le silence. Sombres et taciturnes, ils semblaient

n'être que simples témoins dans cet entretien. Le général prit congé des membres du gouvernement, et le cœur navré de douleur, il sortit de la salle. »

Becker ajoute encore : « En traversant les salons d'attente, il (car en sa *Relation*, il ne parle de lui qu'à la troisième personne) heurta une foule empressée de généraux, de hauts fonctionnaires, impatients dans cette tourmente de pénétrer l'avenir. On l'entourait, on le pressait, on était inquiet de savoir encore l'Empereur à si peu de distance de la capitale. « *Mais, hâtez-vous*, disaient-ils. « *Tâchez donc de décider son départ.* Tant qu'il sera là, nous ne « pourrons rien entreprendre, ni pour son avantage personnel, « ni pour l'intérêt du pays. » Le général Becker discerna, sans peine, les dispositions secrètes que couvrait cette sollicitude. Il promena autour de lui des regards étonnés et sans manifester, autrement que par ce langage muet, les sensations douloureuses que l'expression de ces sentiments éveillait dans son cœur, il poursuivit son chemin. Il retourna à la Malmaison dans une voiture de la Cour, mise à ses ordres par le duc de Vicence. »

Becker, de retour au château, fut surpris du mouvement qu'il aperçut dans les cours, les chevaux sellés et piaffant ; les officiers tout autour bottés et éperonnés. Que se passait-il ? Montaran, le premier écuyer, le mit au courant des résolutions de l'Empereur. Becker monta vers lui, dans son cabinet où il le trouva prêt à rejoindre l'armée. Aux premières paroles du général, Napoléon comprit que son rêve, tout à l'heure si beau, était anéanti. Carnot, Caulaincourt, ses meilleurs amis, lui échappaient...

Pourquoi leur silence et peut-être leur indifférence ?

L'étoile, qui guidait son destin naguère, avait disparu du ciel. Son prestige s'était évanoui. Personne ne croyait plus à son génie, à son ascendant sur l'armée. Le crime, la trahison de Fouché allaient triompher, sans obstacles. Comment résister à cet homme, devenu tout-puissant ?... Et à mesure que se succédaient, en son esprit, toutes ces pensées cruelles, le découragement l'envahissait et déprimait sa volonté : que faire seul, plus que jamais seul, contre ceux qui avaient le droit de commander ? Résister, attendre encore, n'était-ce pas compromettre sa liberté même ? Il allait céder, comme il l'avait dit à Fleury de Chaboulon, « au vent et à la fortune ». Il se résigna. Il partirait, dès que seraient achevées

toutes les dispositions du voyage. Froidement, il quitta l'uniforme qu'il avait revêtu, ses épaulettes, son épée, ses bottes dont il s'était servi au cours de ses batailles. Il reprit ses anciens habits, et reçut les personnes qui lui voulaient faire leurs adieux.

Ainsi fut sauvé Fouché par cette nouvelle défaillance de Napoléon. Avec plus de témérité, plus de confiance en sa fortune, s'il eût obéi aux obsessions de ses espérances, l'avenir et le sort de la France auraient été changés.

La reine Hortense avait envoyé M. de Marmold chercher ses enfants, à Paris. Depuis le matin, ils étaient au château où ils avaient fait leurs adieux à leur oncle. De même, le prince Joseph, qui s'était montré fort affectueux durant ce dernier séjour près de son frère. Tous ceux qui devaient suivre l'Empereur à Rochefort, étaient là, — ses derniers amis. Seul manquait Labédoyère pour lequel cependant avait été libellé un passeport. Il devait payer bientôt de sa vie, cette sorte d'ingratitude. Talma, en habit de garde national, avait obtenu l'honneur d'une présentation, même après l'ordre formel de ne plus recevoir personne. Tout le monde pleurait, valets et vieux grognards, qui comprenaient bien que la séparation, cette fois, serait éternelle.

Madame Mère fut la dernière personne que reçut l'Empereur. Entre elle et lui, l'entrevue prit un caractère de grandeur épique. Deux grosses larmes descendaient le long des joues de cette femme, dont la vie, comme celle de son fils, avait traversé tant d'heures heureuses, tant de journées malheureuses. Elle lui tendit la main et de sa voix étouffée par le chagrin, elle lui dit fermement : *Adieu, mon fils!* Et lui, aussi ému, aussi écrasé qu'elle par la douleur, répondit : *Ma mère, adieu!* Ils s'étreignirent avec effusion, dans les bras l'un de l'autre, et se séparèrent. Les adieux de la reine Hortense avaient été plus bruyants, plus désespérés. L'infortunée avait fait des efforts surhumains pour ne point défaillir. Napoléon, ensuite, voulut entrer, seul, dans la chambre où Joséphine était morte. Après quelques instants, on l'en vit sortir, très pâle.

Becker, à cinq heures et demie, vint annoncer que les voitures attelées attendaient. Celle qui devait emmener l'Empereur était une calèche jaune à quatre places, avec quatre chevaux de poste,

précédée d'un piqueur (1). Elle stationnait au bout du parc, devant la petite porte de sortie, afin de le soustraire à la tristesse des derniers adieux de ses serviteurs, massés dans la cour d'honneur. A la suite du général, Napoléon avait pris son chapeau rond sur son secrétaire, avait traversé, à la hâte, les couloirs, les salons, le vestibule, descendu les allées du parc et s'était jeté dans la calèche à côté de Bertrand, en face de Becker. Rovigo tenait l'autre place. Le signal du départ fut donné, et au galop des chevaux, l'illustre exilé quitta ces lieux où il laissait l'image d'un bonheur de sa vie, qui n'avait point eu d'égal (2).

(1) BECKER (*Relation*, f° 63): « Depuis plusieurs jours les préparatifs du voyage étaient disposés; le mode de transport assuré. D'après les termes du rapport délivré par Berlier (secrétaire du gouvernement provisoire), Napoléon devait partir seul avec le général Becker dont il serait censé être le secrétaire; il ne leur serait adjoint qu'un domestique. Ce mystère, cet arrangement singulier semblaient l'avoir contrarié. Il était d'autant plus sensible à cette mesure qu'il n'avait pas été consulté à cet égard. Le général, un peu pressé d'adoucir cette haute infortune, voulant épargner à Napoléon la tristesse d'un si long tête-à-tête, lui avait proposé au lieu d'une chaise de poste, une calèche qui lui permettrait d'emmener deux personnes de sa suite. Ce changement agréé, il fit atteler une calèche à quatre places, simple, sans armoiries, traînée par quatre chevaux, deux postillons, un courrier en avant. »

(2) VIEL-CASTEL (t. III, p. 132) : « Peu d'instants après celui où Napoléon avait quitté la Malmaison, un détachement de cavalerie prussienne, envoyé pour se saisir de lui, avait surpris le pont du Pecq et, passant sur la rive gauche de la Seine, s'était porté rapidement vers cette résidence. Il s'était retiré en apprenant que celui qu'il cherchait n'y était plus. »

# CHAPITRE X

## LES DERNIÈRES ÉTAPES

I. — Le train des voitures qui emmenèrent Napoléon et sa suite jusqu'à Rambouillet. — L'Empereur s'y arrête pour y coucher, et toujours obsédé de la pensée que la France ne le peut abandonner, il envoie Gourgaud, sur la route, arrêter les courriers et leur demander ce qui se passe à Paris. — Toujours rien. — Départ, le lendemain, après déjeuner. — A Châteaudun, il est reconnu par la maîtresse de poste, qui fond en larmes. — A Vendôme, quelques cris malveillants à son passage. — En traversant le pays, Napoléon fait remarquer à ses compagnons de route les travaux d'amélioration des terres, exécutés sur ses prescriptions. — Les champs ont changé d'aspect. — Incidents à Saint-Maixent. — Arrivée de l'Empereur à Niort. — Le préfet Busche. — Insistance des officiers de la garnison pour que Napoléon reprenne le commandement des troupes disséminées dans l'Ouest. — L'Empereur fait écrire par le général Becker à la commission exécutive de Paris, par quelles sympathies il est accueilli le long de la route. — Il fait demander, ensuite, que le capitaine de la frégate qu'il montera soit autorisé à communiquer avec le commandant de l'escadre anglaise. — Il persiste à demander d'être employé comme général. — Durant la route, silence émouvant gardé par l'Empereur.

II. — La nouvelle de son arrivée à Rochefort provoque l'enthousiasme de la population. — Conseil tenu par les officiers de marine, afin de trouver le moyen de soustraire l'Empereur à la vigilance hostile des navires anglais, devant les passes de Rochefort. — Deux jeunes aspirants se déclarent prêts à faire sortir l'Empereur du port, sur de petites chaloupes pontées. — Le 8 juillet, cinq jours après son installation à la préfecture maritime de Rochefort, Napoléon, en butte à la crainte qu'il inspire à la commission de Paris, est sommé de s'embarquer, coûte que coûte. — Becker est sommé également d'obéir à cet ordre. — Pour épargner au général Becker de graves soucis, Napoléon prescrit d'équiper les embarcations pour l'île d'Aix.

III. — L'Empereur et sa suite se rendent à l'île d'Aix. — Ce que Napoléon ignorait, c'est qu'à Rochefort il était étroitement surveillé par les affidés de Fouché. — Son excursion à l'île d'Aix est pleine d'attraits pour lui. — Intrigues de Fouché habilement agencées pour le livrer aux Anglais.

IV. — Revenant à sa première idée de se faire conduire en Angleterre, il envoie deux de ses officiers au capitaine Maitland, commandant le *Bellérophon*, stationnant en vue des passes de Rochefort, demander quel accueil lui était réservé, s'il se présentait, à bord de ce navire. — Réponse ambiguë du capitaine Maitland, mais très explicite, concernant le projet de Napoléon de se rendre en Amérique. — Le gouvernement anglais n'y consentira jamais. — Proposition du commandant de la *Méduse*, Ponée, de se dévouer et même se sacrifier, afin de permettre à l'Empereur d'échapper aux Anglais. — Il s'y refuse, comme il refuse également de partir sur un navire de commerce danois, commandé par un capitaine français. — Son frère Joseph, venu pour voir l'Empereur une dernière fois, lui propose de prendre sa place et de le sauver ainsi.

V. — A la fin, Napoléon consent à se réfugier avec sa suite sur deux chasse-marée

et de se soustraire ainsi aux Anglais. — Mais il fallait diviser son escorte. — Douleur et grands cris des femmes de ses officiers, qui ne veulent point abandonner leur mari. — Dès lors, l'Empereur renonce à ce projet. — Il revient à sa résolution d'en appeler à l'hospitalité anglaise.

VI. — Il envoie, de nouveau, ses officiers au capitaine du *Bellérophon*. — Dissimulation persistante de cet officier. — Résolution définitive de l'Empereur de confier son destin au capitaine Maitland. — Il fait partir Gourgaud avec une lettre destinée au prince régent d'Angleterre.

VII. — Napoléon se rend à bord du *Bellérophon*. — Comment il y est reçu. — Le navire fait voile pour les côtes anglaises. — Il arrive à Torbay; Gourgaud y est encore, retenu prisonnier sur le navire qui l'y a amené. — Il n'a pu remplir la mission de l'Empereur. — Napoléon pense que c'est un malentendu qui sera vite expliqué; rien ne s'explique. — De Torbay, *le Bellérophon* navigue vers Plymouth et y demeure en stationnement.

VIII. — Tristes pressentiments qui naissent parmi les officiers qui accompagnent l'Empereur. — Lui et sa suite finissent par comprendre le piège dans lequel ils se sont laissés tomber. — Le 31 juillet, l'amiral Keith vient, à bord du *Bellérophon*, communiquer à l'Empereur les décisions du gouvernement britannique. — Il sera déporté à Sainte-Hélène. — Protestation de Napoléon.

IX. — L'Empereur demeure impassible devant les maux qui l'accablent. — Ses paroles à ses officiers. — Tout à coup, le *Bellérophon* lève l'ancre, pour aller à la rencontre du *Northumberland*, navire désigné pour la traversée jusqu'à Sainte-Hélène. — Causes de cette hâte. — Instructions envoyées de Londres et communiquées à l'Empereur. — On demande aux officiers de remettre leur épée; à Napoléon on laisse la sienne. — Inventaire des effets emportés par l'Empereur. — Embarquement sur le *Northumberland*, le 7 août. — Officiers qui doivent accompagner l'Empereur. — Protestation de Napoléon. — Le *Northumberland* met à la voile le 8 août.

## I

Napoléon quittait la Malmaison pour aller s'embarquer à Rochefort, à destination des Etats-Unis. A Rochefort, le gouvernement de Fouché avait mis à sa disposition — ce qui était peu compromettant, en face de la croisière anglaise, — deux frégates, avec ordre de le recevoir à bord et de le conduire aux rivages qu'il désignerait. Afin d'échapper à la malveillance des populations, qui, durant son voyage jusqu'à la mer, pourraient lui être hostiles, il partit suivi de deux voitures seulement, se dirigeant par Rambouillet, Chartres, Châteaudun, Vendôme, Tours, Poitiers, Niort, jusqu'au port d'embarquement. Dans sa voiture, il avait avec lui, on le sait, les généraux Bertrand, Becker, Rovigo; dans les deux autres, les personnes nécessaires à son service et le général Gourgaud, en grand uniforme, afin de déjouer

la curiosité des populations. Le reste de son escorte, la comtesse Bertrand et ses enfants, le comte et la comtesse de Montholon, M. de Las Cases et son fils, Emmanuel, enfin les autres personnes de la suite, assez nombreuses, puisqu'à Rochefort on en comptait près de soixante, devaient prendre la route de la mer par Orléans, Châteauroux et Saintes.

Le train des voitures fut accéléré jusqu'à Rambouillet où elles arrivèrent à dix heures du soir. Pendant le trajet Napoléon, affaissé sur lui-même, tout entier à sa rêverie, à ses regrets, peut-être même à son désespoir, garda le silence. Ses compagnons de voyage se taisaient. On n'entendait à l'intérieur de la voiture, écrivent ceux qui ont parlé de ce voyage, que le bruit des respirations. Personne ne cherchait à troubler ce repli sur soi-même de l'infortuné que la haine des monarques coalisés chassait de France. A Rambouillet, au lieu de s'arrêter à la maison de poste, Napoléon voulut que les voitures entrassent au château. Accablé de fatigues physiques, courbé sous une prostration morale, il désirait se reposer. Il soupa légèrement et se retira dans sa chambre, avec le grand maréchal Bertrand, tandis que les généraux attendaient au salon les derniers ordres de l'Empereur.

La même pensée assiégeait toujours son esprit. Il était persuadé que la population de Paris, soulevée contre le gouvernement provisoire en apprenant son départ, et les Chambres elles-mêmes, affolées par le voisinage des ennemis qu'elles avaient cru désarmer en le détrônant, le rappelleraient pour sauver la patrie. Trois fois de suite, il envoya Gourgaud, durant la nuit, surveiller le passage des courriers sur la route, guettant une bonne nouvelle pour lui. Il ne pouvait croire à son malheur irrémédiable, à sa chute définitive. Depuis Waterloo, il s'attachait éperdument à la France, qui l'abandonnait. « Il se cramponnait au rivage, écrit Lamartine, et le rivage lui manqua. » Et ainsi, chaque jour, son âme se trouvait plus profondément ulcérée. Les voitures ne partirent de Rambouillet, le lendemain matin, 30 juin, qu'après le déjeuner, à onze heures. Elles traversèrent Chartres, sans s'y arrêter, et arrivèrent à Châteaudun, sans aucun incident. L'Empereur n'avait pas été reconnu. A Chateaudun, aux relais, la maîtresse de poste, Mme Imbault, s'approcha des voitures, s'informant de la santé de Napoléon, tâchant d'obtenir quelques ren-

seignements sur Paris, par ces voyageurs de marque. On lui avait dit que Napoléon serait exilé à Valençay. Jetant les yeux sur l'intérieur de la première voiture, elle reconnut l'Empereur, et se troublant, levant les bras au ciel, elle rentra chez elle, étouffant ses sanglots. Le voyage se continua sur Vendôme. Quelques cris de *Vive le Roi* s'y firent entendre, au passage des voitures. De là, sur Tours, où elles entrèrent en ville de très bon matin, le 1er juillet. Pendant que l'on attelait les chevaux, l'Empereur envoya le duc de Rovigo chercher le préfet, M. de Miramon, un ancien chambellan de la Cour impériale. Il s'entretint avec lui, quelques instants, et il commanda ensuite le départ pour Poitiers.

En traversant la plaine de Vendôme, Napoléon avait fait remarquer à ses compagnons de route les vastes prairies luxuriantes, emplies de hautes meules de foin. Naguère ce n'était, disait-il, que des terrains incultes, couverts de joncs et d'eaux croupissantes. Il avait ordonné des travaux de drainage qui avaient transformé totalement ce pays marécageux. Partout où il avait été reconnu, le peuple assemblé autour de sa voiture l'avait acclamé, manifestant ses regrets de le voir quitter la France, de perdre, en lui, le souverain le plus aimé, dont les actes n'avaient toujours eu pour but que le bonheur de la nation et sa gloire. « Vous voyez, ajoutait-il, que les populations me savent gré du bien-être que j'ai créé dans leur pays, et partout où je passe, je reçois les bénédictions du peuple reconnaissant. »

De Tours, Napoléon suivit son chemin sur Poitiers, où il fit une halte assez longue, mais en dehors de la ville, à la maison de poste. La chaleur était accablante. Il ne remonta en voiture qu'à deux heures, se dirigeant sur Saint-Maixent, où il n'arriva qu'à la nuit tombante. De Poitiers, il avait fait écrire par le général Becker, au préfet maritime de Rochefort, M. de Bonnefoux, l'invitant à venir au-devant de lui. Le préfet étant malade, ce fut le chef des mouvements du port, M. de Kérangal, qui partit à la rencontre de l'Empereur et le joignit à Niort. Mais à Saint-Maixent, petite ville de passions étroites et intransigeantes, les désœuvrés devant la maison de poste s'assemblèrent autour des voitures, s'interrogeant d'un regard soupçonneux sur la qualité de ces voyageurs qui n'avaient point été annoncés. Il suffit d'un mot jeté en l'air, pour répandre aussitôt, dans les groupes, les bruits

les plus alarmants. Les gardes nationaux prirent les armes; un sous-officier demanda les passeports, libellés, on le sait, au nom du général Becker, d'un secrétaire et d'un domestique pour trois personnes, et il y avait trois voitures, pleines de voyageurs. Où allaient-ils? Le sous-officier refusa le libre passage, avant d'avoir soumis le cas à l'autorité municipale. Pendant ce temps, l'attroupement augmentait, et la foule surexcitée devenait houleuse. Le général Gourgaud, ardent et colère, se fâcha, remonta en voiture, disant que si on voulait l'arrêter, il se défendrait, « comme s'il était attaqué par des voleurs ». Becker heureusement reconnut, parmi les curieux, un officier de gendarmerie avec lequel il avait eu jadis des rapports courtois; et s'étant nommé, il pria l'officier de faire viser, lui-même, les passeports à la mairie, afin que les voitures pussent reprendre leur route sur Niort.

La nuit était arrivée tout à fait, lorsque les voitures de l'Empereur entrèrent dans le chef-lieu des Deux-Sèvres, et allèrent se remiser à la *Boule d'Or*, modeste hôtel du faubourg Saint-Maixent où l'illustre voyageur voulut passer la nuit. Mais, le soir même, il envoya le duc de Rovigo prévenir, de son arrivée, le préfet, M. Busche, et lui dire qu'il le recevrait le lendemain, 2 juillet, à quatre heures du matin. Attendant cette visite, il s'était levé de bonne heure, avait ouvert sa fenêtre, et il aspirait la fraîcheur de l'aube, afin de calmer l'agitation de son âme. Ses yeux furent attirés par les soins que donnaient à leurs chevaux les hussards de la garnison. Il les considérait avec attention, avec plaisir même. L'un des cavaliers le reconnut et poussa le cri de *Vive l'Empereur!* Tous ses camarades joignirent leurs voix à cette exclamation; les habitants, voisins de l'hôtel, accoururent, et la nouvelle de la présence de l'Empereur à Niort s'étant répandue dans la ville, le rassemblement fut bientôt considérable devant les fenêtres où l'Empereur était apparu.

Cependant, le préfet arriva et sur ses instances pressantes, Napoléon consentit à s'installer à la préfecture pendant sa journée de repos. La population enthousiaste le suivit, l'appelant de ses vivats prolongés. L'Empereur refusa de se montrer, dans la crainte de provoquer quelque échauffourée, alors intempestive. Il accueillit, néanmoins, avec bienveillance, les notabilités de la ville, quelques fonctionnaires et surtout les officiers des régiments en

garnison. Ceux-ci se jetèrent presque à ses genoux, le priant, le suppliant de rester en France, de revenir sur ses pas à leur tête, de rallier toutes les troupes cantonnées dans l'Ouest, de former une armée derrière la Loire, afin de répondre aux menaces des ennemis. Certes, Napoléon se serait laissé faire violence, s'il avait pensé que cette audacieuse résolution n'engendrerait point la guerre civile. Ce que lui demandaient les officiers était conforme à cette indéracinable conviction, toujours persistante en lui, que les ennemis pourraient encore être chassés du territoire, et qu'une défense désespérée était le seul moyen d'obtenir une paix honorable. Seulement il se répétait aussitôt qu'il n'était plus soutenu par l'opinion publique, qu'il avait contre lui les Chambres et cette partie importante de la bourgeoisie ne voulant plus qu'un long repos et la conservation de ses biens, acquis sous la Révolution. N'importe! il ne voulut point laisser tomber ces démonstrations si ardentes de patriotisme, sans les faire connaître au gouvernement provisoire. Il se raccrochait à toutes les circonstances, pour faire parler de lui encore à ceux qui lui avaient été sympathiques, jusqu'à la dernière heure, à Paris : à Carnot, à Caulaincourt, sur lesquels il comptait toujours. Il pressa le général Becker d'expédier un courrier, porteur d'une dépêche où serait consigné l'empressement des populations à s'intéresser à sa fortune, et à sa destinée. Becker écrivit donc la dépêche suivante :

« Niort, le 2 juillet 1815.

« J'ai l'honneur d'informer le gouvernement provisoire que l'Empereur est arrivé la nuit dernière à Niort, bien fatigué et très inquiet du sort de la France.

« Sans être reconnu, Napoléon a été très sensible à la curieuse inquiétude, avec laquelle on demandait de ses nouvelles sur son passage. Ces démonstrations d'intérêt lui ont fait dire, à plusieurs reprises : « Le gouvernement connaît mal l'esprit de la « France; il s'est trop pressé de m'éloigner de Paris, et s'il avait « accepté ma dernière proposition, les affaires auraient changé « de face. Je pouvais encore exercer, au nom de la nation, une « grande influence dans les affaires politiques, en appuyant « les négociations du gouvernement par une armée à laquelle

« mon nom aurait servi de point de ralliement, etc., etc. »

« Arrivée à Niort, Sa Majesté a été informée par le préfet maritime de Rochefort que, depuis le 29 juin, l'escadre anglaise, en doublant sa croisière et sa vigilance, rendait la sortie des bâtiments impossible. Dans cet état de choses, l'Empereur désire que le ministre de la marine *autorise* le capitaine de la frégate qu'il montera, *à communiquer avec le commandant de l'escadre anglaise,* si des circonstances extraordinaires rendent cette démarche indispensable, tant pour la sûreté personnelle de Sa Majesté, que pour épargner à la France la douleur et la honte de voir Sa Majesté enlevée de son dernier asile, pour être livrée à ses ennemis. »

Il y eut une suite à cette dépêche. Elle fut dictée par Napoléon après la connaissance des nouvelles du 30 juin annonçant un fort engagement d'artillerie au nord de la capitale.

« Nous attendons, avec anxiété, des nouvelles de Paris. Nous avons l'espoir que la capitale se défendra et que l'ennemi vous donnera le temps de voir l'effet des négociations, entamées par vos ambassadeurs, et de renforcer l'armée pour couvrir Paris. (*Cette phrase et la suivante m'ont été dictées par l'Empereur.*) Si, dans cette situation, la croisière anglaise empêche les frégates de sortir, vous pouvez disposer de l'Empereur, comme général, uniquement occupé du désir d'être utile à la patrie.

« *Le lieutenant général,* Comte BECKER.

A Niort, Napoléon reçut son frère Joseph arrivé *incognito.* Ce prince ne se faisant aucune illusion sur l'horrible destin que les intrigues de Fouché préparaient au monarque déchu, venait lui témoigner encore une fois toute son affection. Quand le reverrait-il? Après leur séparation, Joseph partit pour Saintes où un garde du corps, l'ayant reconnu, provoqua une émeute que la garde nationale dut réprimer.

Ce fut M. de Kérangal, à Niort, envoyé de Rochefort par le préfet maritime, qui apprit à l'Empereur que, depuis le 29 juin, les pertuis Breton et d'Antioche, — les seules passes de la rade accessibles aux navires de guerre, — étaient serrés de près par la croisière anglaise; ce qui rendrait fort difficile, sinon impossible,

le départ des frégates, ainsi que Napoléon l'avait fait écrire à Paris, par le général Becker. Aussi bien, à cette nouvelle inquiétante, le lendemain, 3 juillet, Napoléon se mit en route aux premières heures du jour. Après avoir remercié de sa réception le préfet, M. Busche, il monta en voiture près de laquelle se tenait à cheval un colonel de gendarmerie, en grand uniforme; et quatre heures après, la matinée étant à peine commencée, il entrait à Rochefort. Il s'installa à la préfecture maritime, où il trouva le général Gourgaud, qui l'avait précédé. Il avait échappé, durant ce long voyage, aux embûches que redoutaient ses amis, lorsqu'il avait quitté la Malmaison : une attaque à main armée ou un assassinat. Le duc de Rovigo, en ses *Mémoires*, prétend avoir eu la preuve d'un guet-apens, qui échoua parce que les assassins se trompèrent sur la voiture de l'Empereur (1). D'étapes en étapes, l'infortuné voyageur s'était laissé emmener, courbé toujours sous le poids de son malheur, rompant fort rarement le silence, tout entier au déchirement cruel de son âme, après ce brusque évanouissement de ses espérances si miraculeusement ressuscitées à son retour de l'île d'Elbe. Becker, en sa *Relation*, insiste sur ce silence émouvant, durant le voyage. Ce qui se passait en lui, on le devinait seulement à ses observations. Pas une seule fois, il ne fit connaître ouvertement l'intime pensée qui l'obsédait; pas une seule fois, il ne parla de l'impératrice Marie-Louise, ni de son fils. Il se considérait mort pour eux. Pourtant Becker lui ayant offert sa tabatière où se trouvait gravé, sur un couvercle d'ivoire, le portrait de l'Impératrice, il en contempla l'image quelques instants, et la rendit ensuite au général sans ajouter un mot. Cette immense infortune offrait un spectacle d'une grandeur tragique aux officiers qui l'accompagnaient, et, tous, par le recueil-

(1) Dans les *Mémoires du duc de Rovigo*, on lit : « Je me servis du reste de la déférence que les officiers de gendarmerie avaient conservée pour moi qu'ils connaissaient tous depuis longtemps (Savary avait été colonel général de cette arme) pour leur faire quelques questions à Rochefort. Ce qu'ils m'apprirent me confirma dans l'opinion où j'étais déjà, que quelqu'un — j'ai su depuis qui c'était, — avait suivi les traces de l'Empereur depuis la Malmaison, dans le dessein de lui faire un mauvais parti; et certes il n'était pas le seul. Heureusement l'assassin se trompa aux voitures. Il prit les plus belles pour celles où était l'Empereur. Il s'était attaché à elles. Mais un autre misérable de cette espèce ne se méprit pas à notre modeste équipage. Il nous suivit avec quelques hommes de main et ne cessa d'épier une occasion favorable pour nous égorger. Il est, aujourd'hui, chargé de titres. Grand bien lui fasse! »

lement le plus respectueux, tâchaient d'en amortir la tristesse et l'horreur.

## II

Comme ailleurs, comme partout, la population de Rochefort, apprenant la présence de Napoléon à la préfecture, vint démontrer, par ses acclamations, qu'elle lui était toujours fidèle. Elle l'appelait; elle le voulait voir; et malgré sa répugnance pour ces exhibitions, il dut se montrer sur la terrasse de la préfecture, à côté de M. de Bonnefoux, le préfet, et saluer la foule. Elle ignorait, hélas! cette foule, que ce même jour, pendant qu'elle était soulevée de transports enthousiastes pour l'Empereur, — signifiant ainsi qu'elle eût accepté la continuation de la guerre, — la commission du gouvernement signait une capitulation honteuse, qui livrait Paris aux Prussiens et aux Anglais.

Les deux frégates stationnant dans la rade et mises à la disposition de l'Empereur, étaient la *Saale*, commandée par le capitaine de vaisseau Philibert, et la *Méduse*, commandée par le capitaine de frégate Ponée. Depuis quatre jours, elles étaient surveillées avec une rigueur inlassable par la croisière anglaise, au débouché des deux pertuis; et les vents contraires, régnant alors en ces parages, augmentaient les difficultés de la sortie des navires. Des officiers généraux de marine furent aussitôt réunis à la préfecture, afin de discuter les moyens d'échapper à cette vigilance hostile. Parmi ces officiers se trouvait le vieil amiral Martin, intrépide marin, qui n'était point homme à reculer devant le péril, si ce péril eût pu être affronté. Mais les vents s'opposaient absolument au déplacement des frégates. Quelques-uns des officiers conseillaient à Napoléon de s'embarquer sur un navire de commerce. Il y en avait beaucoup, en ce moment, le long des côtes de France : l'un d'eux, bâtiment danois, commandé par un Français, M. Besson, allié à une famille du Nord. Les plus ardents, des jeunes aspirants, se targuaient de soustraire l'Empereur aux navires ennemis, sur de petites chaloupes pontées. L'amiral Martin donnait un autre avis. Il signalait la corvette, la *Bayadère*, ancrée dans les

eaux de la Gironde, et commandée par l'officier le plus expérimenté, le plus énergique, le plus audacieux, le capitaine Baudin, capable de conduire sa corvette au bout du monde, si l'Empereur remettait son sort entre ses mains. L'avis était fort acceptable; les autres auraient pu être acceptés aussi; seulement, en ces jours d'affaissement moral, d'inquiétude et même de souffrance physique, Napoléon ne savait se résoudre à rien (1). On devinait, en l'observant, que sa pensée revenait toujours aux mêmes errements, aux ressources qui lui restaient encore, aux nombreuses troupes disséminées autour de Rochefort, dont il pourrait composer une armée, avec l'aide du général Clauzel, commandant à Bordeaux. Ainsi les jours passaient en délibérations sans issue, et remises au lendemain. Il se refusait à abandonner la France. Chacun de ses pas, il le comprenait, était un pas vers l'exil. La terre de France, c'était plus que jamais la patrie qu'il adorait, facile à reconquérir par un coup d'audace.

Mais le 8 juillet, cinq jours après son installation à Rochefort, le général Becker reçut de Paris une dépêche lui intimant l'ordre de faire embarquer Napoléon, coûte que coûte, dût-on employer tous les *moyens de force* (2). Elle lui recommandait, en outre, cette dépêche, de ne plus entretenir le gouvernement des désirs de Napoléon de reprendre le commandement de l'armée. La présence de l'Empereur sur le territoire français arrêtait toutes les négociations avec les Alliés. Or, c'était le 4 juillet, que ces jolies choses

(1) Napoléon souffrait d'une dysurie qui lui rendit la journée de Waterloo très douloureuse.

(2) Voici les termes de cette dépêche au général Becker : Paris, 4 juillet 1815. « Monsieur le général Becker, le gouvernement a reçu la lettre que vous lui avez écrite, de Niort, le 2 juillet. Napoléon doit s'embarquer, sans délai. Le succès des négociations tient principalement à la certitude que les puissances alliées veulent avoir de son embarquement, et vous ne savez pas jusqu'à quel point la sûreté et la tranquillité de l'Etat sont compromises par tous ces retards. Si Napoléon eût pris son parti de suite, nous avons, sous les yeux, un rapport du préfet maritime de Rochefort, où il est dit que le départ n'eût pas été impossible le 29 juin. La commission met donc la personne de Napoléon sous votre responsabilité. Vous devez employer tous les *moyens de force*, qui seraient nécessaires, en conservant le respect qu'on lui doit. Faites qu'il arrive, sans délais, à Rochefort, et faites-le embarquer aussitôt. Quant aux services qu'il offre, nos devoirs envers la France et nos engagements avec les puissances étrangères ne nous permettent pas de les accepter; et vous ne devez plus nous en entretenir. Enfin, la commission voit des inconvénients à ce que Napoléon communique avec l'escadre anglaise. Elle ne peut accorder la permission qui lui est demandée, à cet égard. Agréez... Signé : duc d'Otrante, comte Carnot, comte Grenier, baron Quinette, duc de Vicence. »

étaient écrites, et la veille, le 3 juillet, la capitulation avait été signée. Comment Carnot et Caulaincourt, les deux amis de l'Empereur, avaient-ils pu corroborer de leur signature le mensonge de Fouché? Eux aussi, sans doute, étaient las du pouvoir, las des incertitudes pesant sur la patrie, las des infamies que leur situation commandait. Et comme si cette sommation n'était pas suffisante, Davout, le ministre de la guerre, envoyait un ordre formel aux commandants des troupes de Rochefort et de La Rochelle de donner *main-forte* au général Becker pour l'accomplissement de son devoir.

Becker était soldat et devait obéir. Depuis qu'il était à Rochefort, témoin des indécisions de Napoléon, il se tenait sur la réserve et ne disait mot. Mais, navré du rôle nouveau qui lui incombait, ne pouvant résister aux ordres reçus et voulant concilier son devoir avec son respect pour l'illustre victime qu'il surveillait, il lui communiqua franchement sa dépêche. Napoléon la lut, et s'adressant à Becker : « Que pensez-vous de cela, général? Tout le monde, ici, donne son avis, excepté vous. — Je ne suis pas en position de donner des conseils à Votre Majesté, répondit le général. Les chances qu'elle peut courir sont trop incertaines; je ne voudrais pas qu'on pût me reprocher la moindre influence sur ses décisions; le seul avis que je me permettrai de lui donner, c'est de prendre une détermination prompte et d'exécuter ensuite, le plus rapidement possible, le projet auquel elle aura donné la préférence. Le sort de la France peut malheureusement se trouver consommé. Le nouveau gouvernement peut envoyer des agents à la poursuite de Votre Majesté. Dès lors, mes pouvoirs, que je ne tiens que d'une commission provisoire, cessent, et Votre Majesté court des dangers dont il est impossible de prévoir le résultat. » L'Empereur, frappé de ces observations, garda un moment le silence, puis il dit, en souriant, au comte Becker : « Mais, général, quoi qu'il arrivât, vous seriez incapable de me livrer. — Votre Majesté sait que je suis prêt à donner ma vie, pour protéger son départ, répliqua le général, mais, en me sacrifiant, je ne la sauverais pas, car les commandants des frégates, si la scène venait à changer, recevraient des ordres des ministres de Louis XVIII et méconnaîtraient les miens. — Eh bien, dit l'Empereur, donnez l'ordre d'équiper les embarcations pour l'île d'Aix. »

## III

Aussi bien, ce même jour, à cinq heures du soir, Napoléon quitta la préfecture maritime de Rochefort, entouré d'un piquet de chasseurs à cheval. Il descendit sur la rive droite de la Charente, près d'un fort appelé le château de Fourras, où l'attendait le principal canot de la frégate la *Saale*, pour le conduire à l'île d'Aix.

Le général de Montholon, les officiers d'ordonnance Planat, Resigny, Autric, les officiers polonais Schultz et Piontowski, les dames accompagnant leurs maris et leurs enfants, le jeune page Sainte-Catherine la Pagerie, âgé de quinze ans, de la famille de l'impératrice Joséphine, le chirurgien, le maître d'hôtel, les piqueurs, les valets, toute la suite de l'Empereur, enfin, était alors près de lui. Et c'est dans ce milieu, sans doute, que se trouvaient ceux dont a parlé Dulaure, cité plus bas.

A Rochefort, en effet, ce que Napoléon n'aperçut pas, mais ce que Dulaure rapporte dans son *Histoire de la Restauration* (t. II, p. 429), ce fut la qualité des gens qui l'entouraient, observateurs diligents, aux aguets de toutes les actions de l'immortel vaincu. Courtisans obséquieux, empressés à plaire, conseillers officieux, ils semblaient plaindre l'Empereur, mais le trahissaient, retardant les résolutions qui auraient contrarié le plan dressé d'avance, pour forcer Napoléon à remettre son destin à l'Angleterre. Il était, en quelque sorte, gardé à vue, et près de lui ne pouvaient arriver ceux qui étaient résolus à brusquer son départ. La préfecture maritime était devenue un séjour plus observé, plus cérémonieux que la cour des Tuileries. Dulaure cite l'entreprise qu'avait conçue un républicain de Rochefort, M. Mercereau, gendre du colonel, chef des fonderies de l'artillerie maritime. Quoique républicain, ou plutôt, parce qu'il était républicain, hostile aux Bourbons dont il prévoyait la deuxième restauration et l'affreuse réaction qui allait suivre, Mercereau voulait délivrer Napoléon, leur victime, de l'invisible intrigue qui le menait droit aux Anglais. Il s'était assuré la connivence du capitaine d'un bâtiment américain,

embusqué pour la contrebande à huit heures de Rochefort. Le navire et sa cargaison avaient été payés au capitaine. Tout était prêt, y compris les relais des chevaux qui devaient conduire, à un petit port d'embarquement, l'Empereur enfin libre de ses actes. Pendant trois jours, les relais furent maintenus. Mais il fallait soumettre ce projet à l'Empereur, et ce fut en vain que Mercereau sollicita une audience ; il ne put l'obtenir. Les courtisans veillaient. Le cérémonial des grandes et des petites entrées isolait l'Empereur. Un intermédiaire pour arriver jusqu'à lui ? C'eût été faire échouer plus sûrement cette combinaison de délivrance. Napoléon quitta Rochefort, ignorant le dévouement de cet ami inconnu.

A son départ, aux abords de la préfecture maritime, une foule considérable de ses partisans, de gens du peuple émus, silencieux, laissant couler leurs larmes, s'était massée pour lui faire honneur. Les cris de : *Vive l'Empereur !* se succédaient sans interruption, se prolongeant en échos sur les rives du fleuve, et Napoléon s'éloigna, suivi longtemps du regard de ceux qui étaient venus lui présenter leurs derniers hommages. Les vents contraires, toujours dominants, retardèrent et même empêchèrent la marche du canot, où Napoléon était monté avec ses officiers. Les efforts des rameurs ne purent vaincre la résistance du flot et, la nuit étant proche, l'illustre visiteur se fit conduire à bord de la *Saale* où il passa la nuit, remettant au lendemain, 9 juillet, sa descente à l'île d'Aix. En arrivant sur la frégate, il fut reçu avec les plus grands honneurs, comme aux jours où son pouvoir souverain était encore intact : les officiers, l'épée nue, les matelots sur les vergues manifestant leur enthousiasme (1).

Le 8 juillet, jour où l'Empereur quitta la France pour toujours, n'ayant plus d'autre gîte qu'une cabine de navire, Louis XVIII rentrait aux Tuileries.

Cette excursion du lendemain à l'île d'Aix fut pleine d'attraits pour lui. Les habitants avertis se pressaient sur le rivage et l'ac-

(1) « L'installation sur la *Saale* s'exécuta à la hâte, dit Becker, avec toute la confusion d'une surprise. La salle du Conseil fut convertie, pour l'Empereur, en chambre à coucher, dont le général Becker occupa lui-même, faute d'espace, un compartiment, qui n'était séparé que par une simple toile. Les ombres de la nuit s'abaissèrent bientôt sur la frégate, et redoublèrent, après les premiers moments d'agitation, l'angoisse et l'anxiété que faisait naître, dans tous les cœurs, l'imminence du dénouement, encore inconnu, qui allait décider du sort d'une si grande infortune. »

cueillirent par des cris répétés de : *Vive l'Empereur !* Les régiments qui tenaient garnison dans l'île s'unirent à la population et criaient : *A la Loire ; ne nous quittez pas !* Ainsi, partout où il se montrait, quoique déchu de ses grandeurs, il retrouvait chez le peuple, chez les humbles, les pauvres gens et dans l'armée, la même admiration, le même respect, le même élan, la même confiance en lui (1). Ces démonstrations, toutes spontanées, lui donnait quelques instants de douce joie et de bonheur. Il était donc encore aimé, pouvait-il se dire, et, malgré tout, le prestige de sa gloire persistait chez les cœurs simples que l'odieuse politique n'avait pas souillés. Il aurait pu s'abandonner encore à ses illusions, rêver peut-être de revenir en France et y attendre quelque événement d'où serait issue sa restauration, si, en remettant le pied sur la *Saale*, il n'eût trouvé le préfet de Bonnefoux porteur d'un arrêt de la commission de gouvernement, déclarant traître à la patrie l'officier qui tenterait maintenant de débarquer l'Empereur sur le territoire français. Il ne pouvait plus en douter ; il était proscrit (2). Seulement

(1) En sa visite à l'île d'Aix, il s'arrêta devant les immenses travaux qu'il avait fait exécuter vers la fin de son règne, tant pour protéger les bâtiments de guerre au mouillage, que pour favoriser le cabotage entre La Rochelle, Rochefort et Bordeaux. Accompagné de la garnison, il semblait encore dans toute la plénitude de sa puissance.

(2) Voici l'arrêté : « Vu l'urgence des circonstances et le haut intérêt attaché à ce que Napoléon Bonaparte quitte sur-le-champ le territoire français, tant sous les rapports de sa sûreté personnelle que sous ceux de la raison d'Etat, arrête : *Article premier :* Le ministre de la marine réitérera les ordres qu'il a donnés pour l'embarquement immédiat de Napoléon sur les deux frégates destinées à cette mission. *Art. 2 :* Si, par la contrariété des vents, la présence de l'ennemi ou par toute autre cause, le départ immédiat était empêché et qu'il fût probable qu'on réussirait à effectuer le transport de Napoléon par un *aviso*, le ministre de la marine donnera des ordres pour qu'il en soit mis un, sans délai, à sa disposition, sous condition que ledit *aviso* partirait dans les vingt-quatre heures au plus tard. *Art. 3 :* Mais si, par les contrariétés que le temps peut faire éprouver sur un *aviso*, Napoléon préférait être conduit immédiatement, soit à bord d'une croisière anglaise, soit en Angleterre, le préfet maritime du 5e arrondissement lui en donnera les moyens sur sa demande écrite, et, dans ce cas, il sera mis sur-le-champ à sa disposition un parlementaire. *Art. 4 :* Dans tous les cas, le commandant du bâtiment destiné à porter Napoléon ne pourra, sous peine de trahison, le débarquer sur aucun point du territoire français. *Art. 5 :* Si le commandant de ce bâtiment était forcé de relâcher sur les côtes de France, il prendrait toutes les mesures nécessaires pour que Napoléon ne pût débarquer ; au besoin, il requerrait les autorités civiles et militaires pour lui prêter *main-forte*. *Art. 6 :* Le général Becker, sous la responsabilité duquel ont été mises la garde et la personne de Napoléon, ne pourra le quitter qu'en dehors des pertuis, et si Napoléon demandait à être transporté à bord de la croisière anglaise ou en Angleterre, il ne devra le quitter qu'après qu'il l'aura mis à bord de ladite croisière, ou débarqué en Angleterre. Paris, 6 juillet 1815. » Suivent les signatures.

l'autorisation lui était accordée de se mettre en communication avec les navires anglais, s'il le jugeait opportun. Oh ! que de magnanimité de la part de Fouché, signant, le 6 juillet, cet arrêté, la veille du jour où ses pouvoirs devraient expirer, puisque les Prussiens entreraient à Paris, le lendemain, 7 juillet ; quelle rouerie, quelle perfidie ! internant l'Empereur sur un navire où il le pouvait garder en otage et le livrer aux ennemis, si les ennemis le lui demandaient, sur un navire où les ennemis, eux-mêmes, devenus maîtres de la France, pouvaient le faire appréhender ; ensuite lui offrant la liberté de communiquer avec les Anglais, de monter sur leurs navires et de passer d'une prison dans une autre ! N'était-ce pas bien agencé par Fouché qui était en relation avec Gand, avec Wellington, tenant à la disposition du roi et des Anglais, sans qu'il y parût, l'homme qui les faisait trembler tous encore, quoique isolé et sans soldats ? Napoléon comprit. Il ne lui restait d'autre alternative que de forcer le blocus de la croisière anglaise, ou se remettre aux mains de ses plus terribles ennemis. Perfidie chez Fouché, mais que d'aveuglement ou de faiblesse chez Carnot et Caulaincourt, qui avaient signé l'arrêté !...

## IV

On était au 9 juillet, le soir. Becker, dont les pouvoirs n'étaient pas expirés, présidait toujours aux pérégrinations de Napoléon. Il expédia vers l'île de Ré une péniche dans le but d'inspecter les navires anglais stationnés en face de la rade, de s'assurer du nombre des vaisseaux et de leur emplacement. La péniche rapporta que deux navires composaient toute la croisière anglaise : le *Bellérophon*, vaisseau à trois ponts et le brick le *Myrmidon*, l'un et l'autre mouillés à la pointe du Chassiron, l'un des angles de l'île d'Oléron. Napoléon revint alors au projet qu'il n'avait jamais abandonné tout à fait, parce qu'il y trouvait quelque grandeur conforme à ses propres idées. Il voulut savoir l'accueil qui lui serait fait s'il venait librement demander à l'Angleterre l'hospitalité qu'elle accordait à tous les proscrits. Il ordonna donc au duc

de Rovigo et au comte de Las-Cases, qui connaissait parfaitement la langue anglaise, apprise durant son émigration, d'aller trouver le capitaine du *Bellérophon*, afin d'obtenir de lui quelque renseignement, un avis, une ouverture, qui le guideraient en ses résolutions. Les deux envoyés partirent aux premières heures du jour, et ils abordèrent au *Bellérophon* à sept heures du matin. C'était le 10 juillet.

Ils ne portaient point d'uniforme, mais leurs habits de ville, et ils étaient munis d'une lettre du grand maréchal Bertrand au capitaine du navire, prétexte de leur visite pour s'informer si les passeports réclamés par l'Empereur, avant de se rendre aux Etats-Unis, lui seraient remis bientôt. Le capitaine Maitland, commandant du *Bellérophon*, parut fort surpris de la question. Jouait-il l'étonnement ? La suite des événements semble le démontrer (1). Le capitaine ne pouvait ignorer après vingt jours, depuis la bataille de Waterloo, les événements survenus en France, et de même ignorer que le gouvernement de Londres désirait s'emparer de la personne de Napoléon, afin de le tenir à merci, pour que l'Europe ne fût plus troublée par un nouveau retour de l'île d'Elbe. Que Napoléon fût si près de lui, il pouvait ne pas le savoir ; quant au reste, il devait en être instruit. Ce fut donc une nouvelle qui le réjouit, lorsqu'il apprit le voisinage de l'Empereur, et sa volonté de passer aux Etats-Unis : ce qu'il se chargeait bien d'empêcher. Les deux ambassadeurs de Napoléon et lui cherchaient à surprendre mutuellement leurs pensées secrètes. Aucun ne s'avançant dans la conversation, il invita les deux Français à déjeuner, espérant en apprendre davantage, et parce que, leur dit-il, une corvette, la *Falmouth*, arrivait et faisait signe qu'elle apportait un message pour lui, venant de l'amiral stationné dans la baie de Quiberon, et commandant de toute la croisière anglaise, répandue le long des côtes de France. Le message ne lui annonçait rien de nouveau, leur dit le capitaine Maitland, après en avoir pris connaissance. L'amiral ne connaît pas assurément les événements dont vous m'avez parlé tout à l'heure, sans quoi il en serait question dans sa dépêche. » L'ignorance de l'amiral était encore moins

(1) Henry Houssaye (*1815*, t. III, p. 377) n'hésite point à affirmer, s'appuyant sur des lettres de l'amiral Hotham, que Maitland était au courant de tout ce qui s'était passé en France.

vraisemblable que celle du capitaine (1). Il fallut pourtant se contenter de cette affirmation. A un certain moment, et croyant toujours que ni l'un ni l'autre de ses hôtes français ne comprenaient la langue anglaise, il interrogea en cette langue le capitaine de la *Falmouth* sur ce que l'on savait de Napoléon, à bord du vaisseau amiral. « Lorsque j'ai quitté la baie de Quiberon, répondit le capitaine de la *Falmouth*, le bruit courait que Napoléon venait d'arriver à Nantes, et qu'il y *faisait le diable.* »

Maitland n'était point satisfait. Il retint quelques instants encore, après le déjeuner, le duc de Rovigo et le comte de Las Cases, et se fit répéter par eux ce que précédemment ils lui avaient dit. Eux, de leur côté, l'interrogèrent sur ce qu'ils devraient répondre à l'Empereur. « Je voudrais pouvoir vous satisfaire, répondit Maitland, mais vous voyez que cela n'est pas possible. Je vais rendre compte de notre entrevue à l'amiral Hotham et lui envoyer la lettre du général Bertrand. Je vous ferai connaître sa réponse aussitôt qu'elle arrivera. Mais je crois qu'il jugera la chose assez importante pour venir la donner lui-même (2). »

C'était beaucoup de temps perdu, de temps à attendre ; et afin de rapporter à Napoléon un fait précis, une parole qui détermineraient ses résolutions, ils posèrent au capitaine Maitland les trois questions suivantes :

« Que ferez-vous si l'Empereur sort à bord des frégates ; s'il sort sur un bâtiment de commerce français ou bien à bord d'un neutre, d'un navire américain, par exemple ? »

« A bord des frégates, répliqua Maitland, je les attaquerai et les prendrai, si je le peux. Dans ce cas, Napoléon sera mon prisonnier. — Sur un bâtiment de commerce français, comme nous sommes en guerre, je prendrai le bâtiment, et dès lors Napoléon sera encore mon prisonnier. — Sur un bâtiment neutre et que je le visite, je ne prendrai pas sur moi de le laisser aller. Je retiendrai le bâtiment, et j'en référerai à mon amiral qui décidera. »

« Dans ce dernier cas, dirent le duc de Rovigo et le comte de

(1) Henry Houssaye affirme, comme pour Maitland, que l'amiral Hotham était instruit exactement de la politique suivie par le cabinet anglais et de ses désirs de s'emparer de la personne de Napoléon. Et il cite ses sources.

(2) DE VAULABELLE, t. III.

Las Cases, retiendrez-vous Napoléon comme prisonnier? — Non, répliqua encore le capitaine du *Bellérophon.* Je ne me permettrai pas de décider. Ce serait un cas extraordinaire, dont je laisserais toute la responsabilité à mon amiral. »

Quant à l'autorisation de laisser Napoléon se rendre aux Etats-Unis, Maitland ne doutait point que son gouvernement ne la refusât. Les Etats-Unis n'offraient pas un éloignement suffisant, pour rassurer l'Europe. L'audace, le génie militaire de Napoléon étaient l'épouvantail des vieilles monarchies. « Où voulez-vous que l'Empereur s'établisse, reprirent aussitôt le duc de Rovigo et le comte de Las Cases? — Maitland réfléchit quelques instants. Pourquoi, leur dit-il, ne demanderait-il pas un asile en Angleterre. » Asile!... le mot était large, avait une apparence de sûreté, de liberté et d'honneur dont furent flattés les deux interlocuteurs... « Cependant, répondirent-ils, Napoléon a été un ennemi acharné de votre pays. Durant vingt ans, les coups, portés par lui à votre patrie, ont été terribles. Votre peuple, sinon votre gouvernement, doit nourrir un ressentiment très vif et irréductible contre l'homme qui lui a imposé des sacrifices cruels. Enfin, le climat est froid, et Napoléon désire habiter sous un ciel plus clément. Maitland répliqua « qu'il y avait dans le Royaume-Uni des contrées où le climat était doux : ainsi le comté de Kent. Quant aux ressentiments objectés, ils tomberont d'eux-mêmes, si Napoléon vient librement réclamer chez nous l'hospitalité ».

Le capitaine du *Bellérophon* avait su ébranler ses deux antagonistes. Et, néanmoins, ni l'un ni l'autre ne furent convaincus. La conversation s'était maintenue dans le vague qu'ils auraient voulu dissiper. D'ailleurs, la parole du marin n'était pas la parole des ministres, pas même celle de l'amiral derrière lequel il s'abritait toujours. Mais ils emportaient l'assurance, que si Napoléon désirait aller en Angleterre avec sa suite, le capitaine le recevrait à bord de son vaisseau.

L'Empereur, comme eux, ne trouva aucune garantie, dans les explications du capitaine Maitland, et, sur le moment, il rejeta la pensée de se confier à la loyauté du gouvernement anglais. Avec ses officiers et ceux de la *Saale*, il tint donc un nouveau conseil, sur les moyens d'échapper à la croisière anglaise. Pendant ce temps, Maitland, qui savait l'Empereur devant lui, manœuvrait

pour se rapprocher des frégates françaises (1). Ces mouvements n'échappèrent point aux officiers de marine, et Ponée, qui avait, à bord de la *Méduse*, le général Montholon, Ponée lui dévoilant toute la perfidie de ces implacables ennemis de la France, suppliait le général d'éloigner l'Empereur du projet de se confier à eux. Il offrait de se dévouer avec son équipage, afin de permettre à la *Saale* de forcer les passes et de gagner la haute mer. « J'attaquerai le *Bellérophon*, disait l'énergique officier; je m'attacherai à ses flancs. Quoique inférieur à ce grand vaisseau, je paralyserai ses mouvements assez longtemps pour laisser à la *Saale* le temps de fuir avec l'Empereur. » L'Empereur ne voulut point accepter ce généreux sacrifice, qui lui touchait le cœur. Pour sa personne, il refusa ce qu'il eût accepté pour la patrie. Au surplus, le capitaine Philibert, sous l'autorité de qui se trouvaient les deux frégates, la *Saale* et la *Méduse*, ne consentit point à cette agression qui aurait causé la perte du navire. On se rappela que l'amiral Martin avait signalé la *Bayadère*, corvette mouillée près de Bordeaux. Le général Lallemand, à défaut de Gourgaud, retenu dans son lit par la fièvre, fut envoyé en mission près du capitaine Baudin, qui la commandait. Baudin fit répondre qu'il était toujours aux ordres de l'Empereur. Mais le trajet pour l'aller rejoindre était long. Il fallait doubler le cap Maumusson, traverser des contrées déjà soumises au roi et pavoisées de drapeaux blancs. Napoléon et sa suite n'auraient pu, sans encombre, arriver jusqu'à la *Baya-*

(1) La fuite eût été possible, d'après Henry HOUSSAYE (*1815*, t. IV, p. 359). Il dépeint de Bonnefoux comme affolé par sa responsabilité, et c'était lui qui faisait partager à ceux que Napoléon appelait en conseil ses craintes exagérées. « Si j'avance que Bonnefoux fit partager au conseil ses vues troublées, c'est en me fondant sur ce fait que : ce qui détermina l'opinion du conseil fut l'avis que, depuis le 29 juin, la croisière avait doublé le nombre de ses bâtiments. Ce renseignement était faux. Le 29 juin, il y avait devant les pertuis : le *Bellérophon*, la corvette *Myrmidon* et le brick *Cephalus*. Le 3 juillet, il n'y avait devant ces mêmes pertuis que le *Bellérophon* seul... Bonnefoux, en qualité de préfet maritime, centralisait toutes les dépêches des sémaphores et des guetteurs de la Coubre, de Chassiron, de Saint-Pierre, de la Chaume, de la Tour des Baleines. Ces rapports, il semble, lui troublaient l'esprit. Pour peu qu'un bâtiment passât au large, se dirigeant vers les îles d'Ouessant, vers l'embouchure de la Gironde, chaque vigie le signalait, et Bonnefoux, épouvanté, voyait quatre ou cinq navires, quand en réalité il n'y en avait qu'un seul. A lire les rapports des sémaphores de l'arrondissement de Rochefort, du 28 juin au 15 juillet, on croirait que toutes les escadres de l'Angleterre croisaient en vue de Rochefort. Un jour, on signale la présence de six vaisseaux et de cinq frégates, un autre jour de cinq vaisseaux et de huit frégates... Or la *relation* du capitaine Maitland et les lettres de l'amiral Hotham citées dans cette relation témoignent que ce dénombrement est de la fantasmagorie. »

*dère.* Ensuite Becker et Bonnefoux n'étaient pas certains que l'Empereur, sur la *Bayadère,* soutenu par le capitaine Baudin, ne se fît débarquer sur un point du territoire et ne se jetât dans les bras de ses soldats. D'après l'arrêté, que l'on connaît, ce débarquement était, pour les officiers, un cas de haute trahison ; et quelque intérêt que Becker et Bonnefoux portassent à Napoléon, ils ne pouvaient autoriser ce voyage. Enfin, le général Lallemand avait été, avant le retour de l'île d'Elbe, l'un des fauteurs du complot orléaniste. Napoléon doutait de la parole de ce général. Il écarta donc de ses combinaisons son évasion sur la *Bayadère,* et même il n'admit point un refuge sur le navire danois, commandé cependant par un Français, le capitaine Besson, parce qu'il aurait dû se dissimuler dans un placard ou dans une barrique, si les Anglais en eussent fait la visite. S'il eût été découvert, quelle honte que cette fuite qui eût terni sa gloire en le couvrant de ridicule !

Ces retards toujours accrus, ces incertitudes inquiétaient beaucoup le général Becker. Les journaux, arrivés le 12 juillet, annonçaient l'entrée du roi à Paris, l'avènement du nouveau gouvernement, et la formation d'un nouveau ministère. Il fallait donc s'attendre à tout, peut-être à l'ordre envoyé aux deux capitaines de frégate de retenir Napoléon prisonnier et de le livrer aux Bourbons. Pour sa sûreté personnelle, l'Empereur dut quitter le bord de la *Saale* et il fit charger ses plus gros bagages sur le brick l'*Epervier* et sur la goélette la *Sophie,* deux autres navires français qui le devaient débarquer à l'île d'Aix où il résolut d'attendre, lui et sa suite, jusqu'à nouvel ordre, au milieu d'une population qui l'avait si chaudement fêté, et de soldats qui l'avaient si énergiquement acclamé. Il s'y installa le 13 juillet, dans la maison occupée par la direction du génie maritime.

Pendant ce deuxième séjour à l'île d'Aix, Napoléon revit son frère, le prince Joseph, qui venait de Saintes où il avait échappé à un commencement de sédition suscitée par les royalistes. Une partie de la suite de l'Empereur, qui se rendait à Rochefort, y était arrêtée pour le visa des passeports et gardée à vue dans une auberge, lorsque Joseph venant de Niort y fut arrêté également et soumis aux mêmes vexations que les autres (1). Ils ne furent

(1) Las Cases (*Mémorial*) donne quelques détails sur cette aventure de Saintes... « On poussait des cris de mort, on les appelait scélérats, disant qu'ils em-

délivrés, tous, que par l'intervention des fédérés de la région. Joseph allait à Bordeaux s'embarquer pour les Etats-Unis. Son affection pour l'Empereur l'avait conduit vers lui, une deuxième fois, et il voulait prendre sa place et rendre facile ainsi la fuite de Napoléon, devant la croisière anglaise, grâce à ce subterfuge. L'Empereur repoussa ce noble dévouement. Il se jeta dans les bras du prince Joseph pour le remercier de cette proposition; et, après des adieux touchants, ils se séparèrent. Ils ne devaient plus se revoir.

## V

Les moyens de sauver l'Empereur agitaient tous les esprits à l'île d'Aix. De jeunes officiers de marine, en garnison dans l'île, le lieutenant de vaisseau Genty, les enseignes Doret, Salis, Lepelletier et les aspirants de première classe Chateauneuf et Moncousu (1), complotèrent d'équiper et de monter deux chasse-marée, sorte de chaloupes pontées, mouillées dans la rade, d'attendre la nuit et, protégés par l'obscurité, d'échapper à la croisière anglaise, de gagner la haute mer, d'arrêter le premier navire marchand qui

portaient des trésors de l'Etat. Ceux qui se prétendaient la classe distinguée de la ville, les femmes surtout, se montraient les plus ardentes pour notre supplice. Elles venaient défiler successivement à des croisées voisines, pour insulter de plus près à notre malheur. Elles portaient la rage, le croira-t-on, jusqu'à grincer des dents à l'aspect de notre calme, et c'était pourtant là la première société, les femmes comme il faut de la ville. Réal avait-il donc raison, quand il disait si plaisamment dans les Cent-Jours à l'Empereur, qu'en fait de Jacobins, il avait bien le droit de s'y connaître, et qu'il protestait que toute la différence qu'il y avait entre les *noirs* et les *blancs*, était que les uns avaient porté des sabots et que les autres allaient en bas de soie. Vers le soir, on nous laissa partir. Mais alors tout avait bien changé. Nous quittâmes notre auberge au milieu des plus vives acclamations. Des femmes du peuple en pleurs pressaient nos mains et les baisaient. De tous côtés, chacun s'offrait à nous suivre, pour éviter, nous disaient-ils, un guet-apens que les ennemis de l'Empereur nous avaient dressé à quelque distance de la ville. Ce singulier changement des esprits venait de ce que beaucoup de gens des campagnes et un grand nombre de fédérés étaient entrés dans la ville et gouvernaient désormais l'opinion. »

(1) Ces six officiers furent rayés des contrôles de la marine, six semaines plus tard, par le comte de Jaucourt, ministre de ce département. Cette mesure, dit Vaulabelle, rendue publique par un ordre du jour du 4 septembre 1815, signé comte de Gourdon, contre-amiral, était motivée, « sur la part prise par eux aux projets d'évasion de l'*usurpateur* ».

serait rencontré, de s'en emparer en payant sa cargaison et d'arriver ainsi jusqu'aux Etats-Unis. Ce projet, soumis à Napoléon, lui agréa. Ses bagages chargés sur l'*Epervier* et sur la *Sophie* passèrent dans la cale des chasse-marée. On emprunta, aux deux frégates françaises, tout le gréement nécessaire. En outre, le brick danois fut appelé à concourir à cette évasion.

Les passagers devaient être répartis sur les trois navires d'après leur qualité ; les officiers de Napoléon avec lui, sur le navire danois : Bertrand, Gourgaud, Savary, Lallemand et le premier valet de chambre, Marchand ; car, avec la cargaison encombrante, il ne restait que peu de place. Les autres passagers, sur les chasse-marée. Les trois navires étaient sous voile. Becker, prévenu par Genty, se rendit près de Napoléon : « Sire, lui dit-il, tout est prêt ; le capitaine attend. » Mais Napoléon, ému par les lamentations de Mme Bertrand qui ne voulait point être séparée de son mari, ébranlé ensuite par une longue conversation avec le général Gourgaud, avait changé d'avis. Il pria Becker de l'excuser près du capitaine Besson. Il passerait la nuit à l'île d'Aix. Toutefois, il fit prévenir Las Cases et Lallemand qu'ils iraient le lendemain reprendre les négociations interrompues avec le capitaine du *Bellérophon.*

Gourgaud, en son *Journal de Sainte-Hélène*, a narré un long entretien à la suite duquel Napoléon parut se décider à négocier avec le commandant de la croisière anglaise. Ce revirement de l'Empereur ne peut être mieux expliqué que par Gourgaud lui-même... « Je monte chez Sa Majesté qui me dit avec chagrin qu'elle ne peut emmener sur le bâtiment danois que Bertrand, Rovigo, Lallemand et un valet ; qu'il préférerait bien m'avoir plutôt que Lallemand, mais que celui-ci connaît le pays et est l'ami du capitaine du danois. Il trouve raisonnable que je ne veuille pas partir sans être avec lui ; il me dit qu'il m'est fort attaché, qu'il est habitué à moi, mais que son rôle est fini ; qu'une fois en Amérique, il y vivra en simple particulier ; qu'il ne pourra jamais revenir en France ; qu'il faut un mois ou deux pour faire le trajet, que tout retour, comme celui de l'île d'Elbe, est donc désormais impossible. Je lui réponds que je ne crains rien des Bourbons, n'ayant rien à me reprocher ; que je ne suis pas Sa Majesté par intérêt ou par ambition, mais parce qu'elle était tout à fait dans le malheur, et

qu'on ne pouvait me supposer d'autres vues que celles d'un dévouement sans bornes à un grand homme vaincu et abandonné. Je lui répète qu'il aurait mieux fait de se rendre en Angleterre; que ce noble parti était celui qui lui convenait le mieux; qu'il ne pouvait pas jouer le rôle d'un aventurier; que l'histoire lui reprocherait, un jour, d'avoir abdiqué par peur, puisqu'il ne faisait pas le sacrifice en entier. Il me répondit que mes raisons étaient justes; que c'était le parti le plus sage; qu'il était sûr d'être bien traité en Angleterre; que c'était aussi l'opinion de La Valette, mais que ces bons traitements auraient quelque chose d'humiliant pour lui; qu'il était homme et ne supportait pas l'idée de vivre au milieu de ses ennemis les plus acharnés; qu'il ne pouvait vaincre cette répugnance et que d'ailleurs l'histoire ne saurait lui en faire un reproche d'avoir cherché à conserver sa liberté en se rendant aux Etats-Unis. Je lui objectai que, s'il était pris, il serait maltraité. Il m'assura qu'il serait alors le maître de sa destinée, qu'il se tuerait. « Non, lui dis-je, Sa Majesté ne le pourra pas. A Mont-Saint-Jean, c'était bien, mais aujourd'hui cela ne se peut plus. Un joueur se tue; un grand homme brave l'adversité. » L'Empereur m'interrompit, en disant que, la veille, il avait eu l'idée de se rendre à la croisière anglaise, et de s'écrier en y parvenant : « *Comme Thémistocle, ne voulant pas prendre part au déchirement de ma patrie, je viens vous demander asile* », mais qu'il n'avait pas pu s'y résoudre. Au même moment, un petit oiseau entra par la fenêtre, et je m'écriai : « C'est un signe de bonheur. » Je pris l'oiseau dans ma main et Napoléon me dit : *Il y a assez de malheureux; rendez-lui la liberté !* J'obéis et l'Empereur continua : *Voyons les augures.* L'oiseau vola à droite et je m'écriai : « Sire, il se dirige vers la croisière anglaise. » L'Empereur reprit sa conversation et m'assura qu'aux Etats-Unis, quand il s'ennuierait, il se jetterait dans une voiture et parcourrait mille lieues de route, et qu'il ne croyait pas que personne pût penser qu'il reviendrait jamais en Europe. Puis, il me parla du bateau danois : *Bah ! nous pourrons bien y tenir cinq. Ainsi, vous viendrez avec moi.* Je répliquai que Mme Bertrand tourmentait son mari, en l'assurant qu'elle mourrait (1) s'il partait sans elle. Sa Majesté objecta qu'à Rochefort

(1) D'après MONTHOLON, t. Ier, p. 162 : « Mme Bertrand, créole exigeante,

et à l'île d'Aix, il avait proposé à Bertrand de ne pas l'accompagner, mais que celui-ci voulait absolument venir. Puis, il me dit de le faire entrer. Le dîner fut des plus tristes. Après le repas, Bertrand me remit deux paires de pistolets, pour les donner, de la part de Sa Majesté, aux capitaines Ponée et Philibert. Ils me remercièrent en s'écriant : « Ah ! vous ne savez pas où vous allez. Vous ne connaissez pas les Anglais. Dissuadez l'Empereur d'un tel projet (1). » Je reviens. On emporte tous nos effets à bord du danois, à la nuit bien close. Je vais jusqu'au coin de l'île où il est mouillé. On envoie Las Cases et Lallemand à la frégate, pour de là se rendre en parlementaires aux navires anglais. Vers minuit, nos préparatifs de départ sont suspendus. »

Pourquoi l'étaient-ils ?

C'est que, le 13 juillet, après son dîner, resté seul, Napoléon, dans une suprême méditation, avait renoncé à se servir du bâtiment danois pour aller aux Etats-Unis. Il avait entendu les observations de ses amis, les avis de Gourgaud, les pleurs des femmes qui s'accrochaient désespérément à leurs maris ; il avait discuté avec lui-même les seules résolutions qu'il pouvait adopter. Fuir la croisière anglaise, même sous la protection des ténèbres, lui semblait impossible ; rester plus longtemps à l'île d'Aix, il serait, dans quelques jours, le prisonnier des Bourbons (2) ; aborder sur

faisait de son mari un esclave. Elle était gracieuse, charmante, capricieuse. Mme de MONTHOLON, dans ses *Souvenirs*, dit qu'elle était la fille d'un Anglais, Dillon, nièce de lord Dillon, et qu'elle avait été élevée en Angleterre. Parente, par sa mère, de Joséphine ; ce fut l'Empereur qui la maria à Bertrand et la dota. D'après Sturmer, Mme Bertrand était la belle-sœur du duc de Fitz-James, nièce de lady Jenningham, qui l'avait élevée. De là viennent, sans doute, ses prétentions à la noblesse. Le capitaine anglais Dillon, proche parent de Mme Bertrand, fut reçu à Sainte-Hélène par Napoléon, le 22 octobre 1816. »

(1) Bien que Gourgaud ne le dise pas, il résulte de cette phrase qu'on laissait croire dans l'entourage de l'Empereur que celui-ci allait se rendre en Angleterre. L'envoi de Las Cases et de Lallemand, en parlementaires aux navires anglais, était une supercherie, destinée, à ce moment-là, à entretenir le public et les Anglais dans l'idée que Napoléon était sur le point de gagner l'escadre ennemie. (GOURGAUD, *note*.)

(2) Et ce n'était pas une vaine supposition, un aléa illusoire. Voici la lettre que Henry Houssaye a extraite des archives de la marine. De Jaucourt, le ministre de Louis XVIII, à Philibert, capitaine de la *Saale*, en date du 13 juillet : « Napoléon Bonaparte, qui est sur la frégate que vous commandez personnellement, n'y est plus aujourd'hui qu'un prisonnier, que tous les souverains de l'Europe ont le droit de réclamer. Le roi ne le réclame pas seul. Il ne lui serait même plus possible, aujourd'hui, de faire prévaloir la générosité naturelle à son cœur. Le roi de France n'agit donc pas isolément, et pour sa cause privée, quand il poursuit Napoléon Bonaparte. Sa cause est celle de l'Europe, comme celle de

un point du territoire français, rallier les troupes qui lui étaient fidèles, en composer une armée passionnée, redoutable et marcher sur Paris, c'était réalisable et peut-être décisif pour sa fortune. Le succès couronnerait son audace. Mais, il fallait combattre contre des Français, allumer la guerre civile, se rendre odieux à une partie de la France, et s'il triomphait, établir la Terreur qui eût comprimé les factions ennemies. Cette vision l'épouvanta, comme elle l'avait toujours épouvanté, et il rejeta délibérément la pensée de cette guerre fratricide. Il ne lui restait plus que la chance d'obtenir de l'Angleterre des passeports pour l'Amérique, et si les passeports étaient refusés, le pis serait un séjour perpétuel en cette île, qu'il avait vue constamment hospitalière aux exilés et aux proscrits.

Ce à quoi il ne songeait pas, c'est que ces exilés et ces proscrits n'étaient pas lui, Napoléon.

Telle fut sa dernière résolution, et lorsque le général Becker vint l'avertir que tout était prêt, que le capitaine du danois l'attendait, on connaît sa réponse : qu'il passerait encore la nuit à l'île d'Aix.

## VI

Le lendemain 14 juillet, qu'allait-il apprendre au retour de Las Cases et de Lallemand, ses plénipotentiaires envoyés au

l'Europe, armée contre Napoléon, est la sienne. Toutes forces qui attaqueront Napoléon Bonaparte agiront au nom du roi. Conséquemment, les Français qui ne veulent pas se constituer en état de rébellion contre leur roi et leur patrie doivent traiter en alliés, en amis, les commandants des forces de terre et de mer qui, si les circonstances l'exigeaient, combattraient pour s'emparer de Napoléon Je vous préviens, en conséquence, que le commandant de la station anglaise qui bloque les rades de Rochefort, est autorisé à demander au commandant de la frégate, sur laquelle se trouve Napoléon, qu'il lui soit remis immédiatement Cette sommation ne sera pas faite au nom seul de Sa Majesté britannique, elle le sera au nom du roi votre légitime souverain. Vous ne devez donc pas voir un officier anglais dans le commandant des forces navales anglaises qui vous fera parvenir le présent ordre. Il est celui de tous les souverains, alliés de Sa Majesté ; il est celui du roi de France. Je vous ordonne, en conséquence, de remettre au commandant anglais, qui vous fera parvenir le présent ordre, Napoléon Bonaparte, aussitôt qu'il le réclamera de vous. Si vous étiez assez coupable, ou assez aveugle, pour résister à ce que je vous prescris, vous vous établiriez en rébellion ouverte ; vous seriez responsable du sang qui aurait coulé, et de la destruction de votre bâtiment. »

*Bellérophon ?* Rien de décisif. Ils revenaient, pas plus avancés que la première fois. Maitland avait reçu, par la corvette *le Slaney*, capitaine Sartorius, des ordres l'autorisant à accueillir, à son bord, Napoléon et sa suite, si la demande lui en était faite, et à le traiter avec tout le respect, tous les égards dus au rang qu'il avait occupé ; mais il ne garantissait pas à Sa Majesté l'obtention de sauf-conduits pour son passage de l'Angleterre aux Etats-Unis. Et rien de plus. (Becker, *Relation.*)

Maitland avait été engageant, empressé, insinuant, désirant, en effet, comme la meilleure fortune de sa carrière, faire les honneurs de son vaisseau à Napoléon et ne plus le lâcher, ainsi que le lui avait recommandé son supérieur, l'amiral Hotham, dont les dernières instructions lui étaient arrivées par le capitaine Sartorius, du *Slaney.* Dans son entretien avec les envoyés de Napoléon, le commandant du *Bellérophon* n'avait été formel que sur un point, le refus probable des passeports pour les Etats-Unis d'Amérique. Quant à l'accueil de son gouvernement réservé à l'illustre proscrit : serait-ce la liberté sur le sol anglais ; serait-ce l'exil dans une colonie anglaise ? Il n'en avait soufflé mot. Napoléon fut donc un peu déçu. S'il faisait, à l'heure présente, bon marché de son sort, après tant de déceptions; s'il négligeait de penser à lui-même, il ne pouvait oublier ses compagnons d'exil. Que deviendraient-ils, s'ils enchaînaient leur destinée à la sienne ? Il les réunit en conseil, leur répéta la réponse de Maitland et leur fit comprendre qu'ils s'engageaient peut-être à perdre leur liberté, en ne rompant pas avec lui. Tous opinèrent quand même pour l'Angleterre. Ils n'abandonneraient pas l'Empereur. Ils avaient confiance dans la loyauté anglaise. Ils repoussaient l'idée d'un piège tendu par le gouvernement de Londres à un ennemi qui se livrait librement. Mais Besson, le capitaine du danois, averti de l'issue de cette deuxième visite à Maitland, essaya plus vivement que jamais de détourner l'Empereur de son projet. Comment ne voyait-il pas que les Anglais cherchaient à l'attirer sur un de leurs navires, et qu'heureux de le tenir, ils lui enlèveraient sa liberté ? La terreur qu'il leur avait inspirée serait cause qu'ils fouleraient aux pieds le droit des gens, se montreraient intraitables. Et le capitaine Besson lui offrait encore de le cacher, lui et son domestique, sur le petit navire, chargé de barriques d'eau-de-vie. Il était certain

de le soustraire ainsi à une captivité inévitable. Lallemand, seul de l'entourage de l'Empereur, appuya les paroles de Besson. « Non, Sire, lui dit-il, ne vous livrez point aux Anglais. Ne consultez que les intérêts de votre salut personnel. Choisissez celui de nous qui vous inspirera le plus de confiance. Si Votre Majesté m'honore de son choix, je lui servirai de valet de chambre. » La véhémente sortie de Lallemand n'eut pas d'écho. Tous les assistants appelaient l'Angleterre comme une terre bénie. Le sort en était jeté. Napoléon ordonna les apprêts du départ, pour le lendemain, 15 juillet. Il irait au *Bellérophon*.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet, il avait rédigé l'admirable lettre adressée au prince régent d'Angleterre :

« Altesse Royale,

« En butte aux factions qui divisent mon pays, et à l'inimitié des grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens comme Thémistocle m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale, comme du plus puissant, du plus constant, et du plus généreux de mes ennemis.

« NAPOLÉON. »

Le général Gourgaud fut chargé de porter cette lettre à Londres et de la remettre aux mains du prince régent, dont il solliciterait une audience. A cet effet, l'Empereur ajoutait à sa lettre les instructions suivantes :

« Ile d'Aix, 14 juillet 1815.

« Mon aide de camp, Gourgaud, se rendra à bord de l'escadre anglaise avec le comte de Las Cases. Il partira sur l'avis que le commandant de cette escadre expédiera soit à l'amiral, soit à Londres. Il tâchera d'obtenir une audience du prince régent, et lui remettra ma lettre. Si l'on ne voit pas d'inconvénients pour me délivrer des passeports pour les Etats-Unis d'Amérique, *c'est ce que je désire;* mais je n'en veux pour aller dans aucune colonie. Au défaut de l'Amérique, je préfère l'Angleterre à tout autre pays. Je prendrai le titre de colonel Muiron, ou Duroc. Si je dois aller en Angleterre, je désirerais être logé dans une maison de campagne

à dix ou douze lieues de Londres, où je souhaiterais d'arriver le plus incognito possible. Il faudrait une habitation assez grande pour y loger tout mon monde. Je suis désireux, et cela doit entrer dans les vues du gouvernement, d'éviter Londres. Si le ministère avait envie de mettre un commissaire près de moi, Gourgaud veillera à ce que cela n'ait aucun air de servitude, et que ce soit un homme qui, par son caractère et par son rang, ne puisse donner lieu à aucune mauvaise pensée. Si Gourgaud doit être envoyé à l'amiral, il serait plus convenable que le capitaine le gardât à son bord, pour le faire partir sur une corvette, afin d'être sûr qu'il arrivera à Londres avant nous. — Napoléon. »

Outre ces instructions, Gourgaud emportait une lettre du grand maréchal, comte Bertrand, au commandant du *Bellérophon*, précisant les désirs de l'Empereur. Le grand maréchal envoyait également copie de la lettre, adressée au prince régent, et réclamait le départ immédiat de Gourgaud pour Londres. Effectivement, Maitland mit, à la disposition du général, la corvette *le Slaney*, qui cingla aussitôt vers les côtes anglaises. Las Cases avait accompagné Gourgaud (1), afin de faire préparer, sur le vaisseau anglais, l'installation de l'Empereur et de sa suite, pour le lendemain, 15 juillet.

(1) « Nous sommes bien reçus à bord du *Bellérophon*, écrit Gourgaud. Le capitaine Maitland nous fait entrer, Las Cases et moi, dans sa cabine où se trouvaient MM. Gambier et Sartorius, capitaines de corvette (Gambier commandait le *Myrmidon* et Sartorius le *Slaney*). Las Cases fait toujours semblant de ne pas entendre l'anglais. Le capitaine Maitland et ses deux officiers n'ont point l'air de mettre en doute que je ne sois envoyé tout de suite à Londres. Las-Cases est dans l'enchantement. Il entend ce que les officiers anglais disent. La lettre au prince régent a fait une grande impression sur eux. Ils me conseillent d'écrire à l'Empereur qu'il sera bien accueilli. »

En donnant au général Becker copie de sa lettre au prince régent, Napoléon ajoutait sur un feuillet détaché : « Puisque je suis un obstacle à la paix de l'Europe, je ne puis lui donner une plus grande preuve de ma condescendance à ses désirs, qu'en me livrant à la puissance qui dirige la politique du continent. C'est à la postérité qu'appartient désormais le jugement de la conduite des souverains envers la France. En continuant la spoliation de notre patrie, ils seront condamnés par leurs propres manifestes ; et les monuments historiques que ces grandes catastrophes transmettent aux générations à venir fixeront l'opinion des siècles futurs sur la grandeur de nos entreprises. Que la paix de l'Europe devienne donc le gage de ma renonciation au trône de France ; que l'empereur Alexandre soutienne ce caractère de grandeur et de magnanimité qui le distingua, dans les circonstances mémorables de son règne ; qu'il n'oublie pas que dans la position où se trouve l'Europe, le repos de la Russie dépend de la conservation de l'ancienne France. Enfin, que les souverains qui règlent maintenant le sort des nations remplissent leurs engagements et mes vœux seront accomplis. »

Gourgaud était parti. Las Cases, resté seul sur le navire, s'était retiré, le soir, dans sa cabine, lorsqu'il vit entrer, tout à coup, le capitaine Maitland, outré de colère, l'accusant d'être le complice d'une intrigue qui le privait du *Slaney*, pendant que Napoléon s'échappait sur un navire danois. Il venait d'en être averti par une lettre. Et il se répandait en invectives, bouillant d'indignation, ne se contenant plus. Las Cases froidement lui demanda quelle heure avait choisie Napoléon pour échapper à sa vigilance? — Midi, lui répondit Maitland. — En ce cas, répliqua Las Cases, vous avez été trompé par vos espions. J'ai quitté l'Empereur à quatre heures, venant ici avec le général Gourgaud. Ce fut une détente immédiate sur le visage du marin anglais. Mais Las Cases en garda une impression fâcheuse. Il lui devint évident que les manœuvres des Anglais avaient pour but de tromper l'Empereur (1), de capter sa confiance, afin de s'emparer de sa personne. Malheureusement, il était trop tard pour donner un autre cours aux événements!

## VII

Le 15 juillet, le jour naissant à peine, Napoléon s'habillait dans sa petite chambre de l'île d'Aix, prêt à se rendre au *Bellérophon*. Les habits qu'il revêtait étaient ceux de sa grande tenue, l'uniforme vert de colonel des chasseurs à cheval et le petit chapeau décoré d'une cocarde, son immortel couvre-chef devenu légendaire. Becker vint lui communiquer une dépêche, reçue du préfet maritime de Rochefort, Bonnefoux, lui annonçant que le nouveau gouvernement envoyait, de Paris, un officier de marine, chargé

(1) Las Cases (*Mémorial*, t. I[er]) : « La croisière anglaise avait de nombreuses intelligences sur nos côtes. J'ai pu vérifier, depuis, qu'elle était instruite à point nommé de toutes nos démarches... A bord du *Northumberland*, dans notre traversée pour Sainte-Hélène, l'amiral Cockburn avait mis sa bibliothèque à notre disposition. Il arriva à l'un de nous, feuilletant un volume de l'*Encyclopédie britannique*, d'y trouver une lettre de La Rochelle, adressée au chef de la croisière anglaise. Elle contenait, mot pour mot, toute notre affaire du bâtiment danois, le moment de son appareillage projeté, son intention, etc... Nous nous passâmes cette lettre de main en main, et la replaçâmes soigneusement. Elle nous apprit peu de choses. Nous savions combien il existait d'intelligences du dedans au dehors; mais nous trouvions curieux d'en lire la preuve écrite. »

d'une mission importante. Pas n'était besoin d'être plus explicite. On le voulait faire prisonnier des Bourbons. Cet officier de marine était le capitaine de frégate de Rigny, revenu de Gand avec le roi, qu'il y avait suivi, en compagnie de son oncle, l'abbé Louis, ou plutôt le baron Louis, ministre des finances. Peu importait à l'heure présente! Lorsque ce geôlier arriverait à Rochefort, Napoléon serait l'hôte des Anglais.

Habillé, il descendit de sa chambre, entra dans le canot qui l'attendait, escorté de ses officiers, et monta sur le brick *l'Epervier* qui le devait conduire au *Bellérophon*. Le général Becker lui demanda la permission de le suivre jusqu'à bord du vaisseau anglais, afin d'obéir aux prescriptions du gouvernement provisoire. « N'en faites rien, général, répliqua l'Empereur. Pensons à la France. C'est de mon propre mouvement que je me rends à bord de la croisière. Si vous y venez avec moi, on ne manquera pas de dire que vous m'avez livré aux Anglais. Je ne veux pas laisser peser sur la France le soupçon même d'une pareille injure. » Emu, avant de se séparer pour toujours de l'Empereur, le général Becker ne put comprimer un flot de larmes qui l'envahissait. L'Empereur lui dit : « Embrassez-moi, général. Je vous remercie de tous les soins que vous avez pris de moi. Je regrette de ne vous avoir pas connu plus tôt d'une manière aussi particulière. Embrassez-moi; adieu! » Le général Becker ne put que répondre : « Adieu, Sire; soyez plus heureux que nous (1)! »

L'*Epervier* aborda au *Bellérophon*. Las Cases attendait Napoléon au haut de l'escalier du navire, et il lui présenta le capitaine Maitland qui le salua respectueusement et prit le devant jusqu'à

(1) Becker raconte en sa *Relation* que, revenu de sa mission, il dînait chez le duc d'Otrante, alors ministre de la police pour les Bourbons. Fouché prêtait une vive attention au récit que le général lui faisait de son voyage avec l'Empereur, lorsque ce même Fouché, dans un moment d'expansion, arrêta la conversation sur les négociations secrètes qu'il avait liées avec le prince de Metternich, au sujet de l'abdication de Napoléon, et de la reconnaissance du Roi de Rome. En présence d'un autre membre de la Chambre des représentants, il assura que Metternich n'avait exigé que l'abdication de l'Empereur, formulée en peu de mots : *Tout, excepté l'Empereur!* Frappé de cette disposition de la cour de Vienne, le général dit à Fouché : « Pourquoi n'avez-vous pas signalé ces mémorables paroles aux deux Chambres? Vous savez, pourtant, que si la France, après une année d'expérience, pouvait n'être pas disposée à sacrifier son avenir à la conservation d'un homme, elle pouvait, du moins, montrer encore des sympathies pour son fils. » Le ministre s'aperçut qu'il s'était trop avancé dans ses révélations, et il détourna la conversation.

la cabine préparée à son intention. L'équipage de l'*Epervier* l'avait salué une dernière fois par les cris de *Vive l'Empereur!* et jamais, peut-être, ce cri, que les soldats et le peuple, pendant dix ans, avaient poussé sur son passage après ses grandes victoires, n'avait été plus nourri, ni plus fort qu'en ce moment où Napoléon n'était plus qu'un monarque sans pouvoir. Dans le jour, l'amiral Hotham arriva sur son navire *le Superbe*. C'était un marin de manières courtoises, de parfaite éducation, « véritable type d'aristocratie navale de l'Angleterre, par la figure et par le sentiment », écrit Lamartine. Respectueux et digne envers l'Empereur, il produisit sur lui une impression bienfaisante et même consolante, et Napoléon voulut bien accepter l'invitation, faite par l'amiral, de visiter le lendemain le *Superbe* et de déjeuner, lui et sa suite, à bord de ce vaisseau. Mais il refusa de quitter le *Bellérophon* et de s'installer sur le vaisseau-amiral, plus spacieux et plus commode. Napoléon, toujours bienveillant, eût craint de froisser le capitaine Maitland, dont il n'avait point à se plaindre. « En sortant, pour aller à bord de l'amiral Hotham, écrit Las Cases, l'Empereur s'était arrêté court, sur le pont du *Bellérophon*, devant les soldats rangés pour lui faire honneur. Il leur commanda plusieurs temps d'exercice, leur fit croiser la baïonnette, et comme ce dernier mouvement ne s'exécutait pas tout à fait à la française, il s'avança vivement au milieu des soldats, écartant les baïonnettes de ses deux mains, et alla saisir un des fusils du dernier rang, avec lequel il figura lui-même à notre façon. Alors il se fit un mouvement subit et extrême sur le visage des soldats, des officiers, de tous les spectateurs; il peignait l'étonnement de voir l'Empereur se mettre ainsi au milieu des baïonnettes anglaises dont certaines lui touchaient la poitrine. Cette circonstance frappa vivement. A notre retour du *Superbe*, on nous questionnait indirectement à cet égard; on nous demandait s'il en agissait ainsi avec ses soldats, et l'on n'hésita pas à frémir de sa confiance. Aucun d'eux n'était fait à l'idée de souverains qui ordonnassent de la sorte, expliquassent et exécutassent eux-mêmes. Il nous fut aisé de reconnaître alors, qu'aucun d'eux n'avait une idée juste sur celui qu'ils voyaient en ce moment, bien que, depuis vingt années, il eût été l'objet constant de toute leur attention, de tous leurs efforts, de toutes leurs paroles. »

Le lendemain, 17 juillet, le *Bellérophon* et le brick *le Myrmidon*, qui avaient composé toute la croisière anglaise devant les passes de Rochefort, firent voile vers l'Angleterre. Le *Bellérophon* manœuvrait lentement, contrarié par les vents, n'étant plus qu'un vieux navire, fatigué, usé, obéissant difficilement à son équipage. Parti le 17, ce vaisseau n'arriva dans la baie de Torbay que le 24 (1); huit jours de traversée pendant lesquels Napoléon fut traité avec le plus grand respect, par les officiers et par les matelots du bord. Aucun d'eux, devant lui, ne restait couvert, et on ne l'abordait qu'en l'appelant *Sire* ou *Votre Majesté.* On ne pouvait entrer chez lui, qu'après en avoir reçu l'autorisation et avoir traversé les rangs de ses officiers, qui se trouvaient réunis en un salon d'attente, précédant sa cabine. Même chez ses ennemis, il était toujours l'empereur Napoléon, leur grand adversaire, dont ils admiraient le génie.

A Torbay, il trouva Gourgaud qui n'avait pu remplir la mission dont il l'avait chargé. Durant la traversée, le capitaine du *Slaney*, Sartorius, avait laissé croire à Gourgaud qu'il le conduisait à Londres; mais à Plymouth, le 22 juillet, Sartorius avait quitté son navire avec sa malle et ses effets, recommandant expressément au premier lieutenant, qui allait commander le navire, de garder à vue son passager et de ne le laisser communiquer avec personne venant de terre. Le lendemain, 23 juillet, le *Slaney* était dirigé sur Torbay où Gourgaud put faire à l'Empereur le

(1) Le *Bellérophon* était un des plus vieux vaisseaux de la marine anglaise, et faisait partie de la flotte commandée par l'amiral Nelson à la bataille d'Aboukir, où il avait été fort maltraité. Il se trouvait en armement depuis vingt-deux ans. Le duc DE ROVIGO raconte en ses *Mémoires* que, frappé de la mauvaise marche de ce navire, pendant la traversée de l'île d'Aix à Torbay, il fit observer au capitaine Maitland, combien il aurait été facile aux deux frégates de lui échapper. Ce dernier répondit qu'il s'était fait si peu d'illusion sur les chances de l'Empereur pour gagner la haute mer, qu'il avait pris à l'avance ses dispositions, pour le cas où les frégates sortiraient, pendant qu'on négocierait avec lui. Il déclarait, à l'égard de ces négociations, qu'il avait d'abord pensé qu'on les avait ouvertes dans l'unique but d'endormir sa vigilance. Quant au parti qu'il avait adopté, il consistait à accabler celle des deux frégates, qu'il aurait pu joindre la première, à faire taire son feu, à l'aborder, de long en large, et y jeter cent de ses marins les plus braves, qu'il avait dressés à cette manœuvre, et à se porter ensuite sur la seconde frégate. « Mais, ajoutait-il, les vents pouvaient déjouer mon calcul; les calmes mêmes vous sauvaient de mes mains. » Remarquons que les deux frégates étaient toutes neuves, qu'elles étaient, en outre, renommées par leur marche supérieure, et que l'Empereur avait encore à sa disposition le brick l'*Epervier*, ainsi que la corvette la *Bayadère*, qu'il pouvait faire concourir à une tentative sérieuse de sortie. » (VAULABELLE, t. III, p. 242.)

récit de sa mésaventure, qui lui avait laissé un triste pressentiment (1). Napoléon, cependant, gagné par les manières insinuantes et admiratives des officiers du *Bellérophon*, persévérait dans ses illusions, pensant que l'amiral, à son arrivée, lèverait toutes les difficultés, et la journée du 25 juillet s'écoula sans incidents.

Le 26, on mit à la voile pour rallier l'amiral Keith à Plymouth. L'amiral, écrit Las Cases, après s'être fait annoncer maintes fois, ne fit qu'apparaître. Il affecta envers l'Empereur le même respect qu'avait eu pour lui l'amiral Hotham. S'il ne savait rien des intentions de son gouvernement, s'il ne pouvait rien changer à la consigne qui retenait Gourgaud à bord, il ne doutait pas que cette incertitude et ces restrictions ne fussent de courte durée et que les ordres attendus ne donnassent toute satisfaction à l'hôte illustre qui venait demander un asile au peuple anglais. « Il nous était visible, continue Las Cases, qu'on redoutait notre situation, qu'on évitait nos paroles. Les papiers contenaient les mesures qu'on allait prendre, mais comme il n'y avait rien d'officiel encore, et qu'ils se contredisaient dans quelques petits détails, nous aimions à nous flatter et demeurions encore dans ce vague, cette incertitude, pire néanmoins que tous les résultats. »

Le capitaine Maitland, obéissant à ses supérieurs, ne laissait aucun des officiers, à la suite de Napoléon, descendre à terre, ni les étrangers venus de terre en curieux visiter son navire. Il y avait une sorte d'interdit contre le *Bellérophon*. Les petites embarcations qui s'étaient multipliées autour du vaisseau, avec l'espérance d'apercevoir Napoléon, furent tenues à distance par les

(1) Gourgaud, en son *Journal*, fait le récit suivant : « Le 22. A six heures du matin, on distingue l'Angleterre. Nous arrivons à Plymouth le soir. A neuf heures, le capitaine Sartorius, qui jusque-là m'avait fait croire qu'il me conduisait à Londres, fait mettre son canot à la mer, mais refuse de m'emmener parler à l'amiral Keith. Je lui rappelle que ce n'est pas cela que m'avait dit M. Maitland. Je proteste contre cette supercherie. Je demande la permission d'aller à Londres, porter au prince régent la lettre de l'Empereur. Refus. Refus. J'ai été dupé. Je croyais M. Maitland un autre homme. Me serais-je trompé sur la générosité anglaise ? M. Sartorius s'attend si bien à ne plus revenir à son bord et à se rendre à Londres, qu'il a emporté avec lui sa malle et son porte-manteau. — Le 23, le canot revient à minuit. Il porte un billet de M. Sartorius pour le premier lieutenant, renfermant l'ordre de jeter l'ancre, et de se rendre sur-le-champ à Torbay. Je proteste de nouveau. On part à midi. Nous mouillons à Torbay. Je demande, de nouveau, à aller à terre. Refus. Je demande ce refus par écrit, ce qui ne m'est pas accordé. On hisse le signal *quarantaine*, pour défendre de communiquer avec nous. On place quatre factionnaires pour empêcher les canots d'approcher. On en reçoit cependant un, qui apporte une gazette. »

chaloupes armées du navire, qui tirèrent même des coups de fusil contre celles qui transgressaient la ligne d'arrêt. Elles étaient accourues en nombre immense sur la rade, et de loin produisaient l'effet d'une foule grouillante sur une place publique. « L'arrivée de l'Empereur à Plymouth y avait engendré une curiosité qui tenait de la fureur. Toute l'Angleterre, écrit Las Cases, se précipitait vers Plymouth. Une personne, partie de Londres, fut contrainte de s'arrêter bientôt par le manque absolu de chevaux et de logement, dans la route... On s'était contenté de regarder d'abord, on avait salué ensuite, quelques-uns demeuraient découverts, et l'on fut parfois jusqu'à pousser des acclamations. Nos symboles même commençaient à se montrer... Des femmes, des jeunes gens arrivaient parés d'œillets rouges. Mais toutes ces circonstances tournaient à notre détriment, aux yeux des ministres et de leurs partisans, et ne faisaient que rendre plus poignante notre perpétuelle agonie. »

## VIII

Les jours passaient et le *Bellérophon*, toujours en rade de Plymouth, ne bougeait pas et gardait son mouillage. Quelles seraient les décisions des ministres britanniques? Ce silence prolongé était inquiétant, d'autant plus troublant que les journaux ministériels se répandaient en injures atroces, en diffamations implacables contre l'Empereur, réclamant les mesures les plus arbitraires et les plus violentes. La plupart annonçaient la déportation de Napoléon à l'île Sainte-Hélène, rocher perdu au milieu des mers africaines (1). Ce nom de Sainte-Hélène revenait souvent

(1) Ce fut l'Angleterre qui prit l'initiative de la déportation de l'Empereur à l'île Sainte-Hélène. Voulant toutefois diminuer sa part de responsabilité morale, dans cet acte, et voulant faire considérer Napoléon comme le captif de l'Europe, et non comme son propre prisonnier, elle sollicita, et obtint, des trois autres puissances coalisées, l'espèce de blanc-seing suivant, qui lui fut donné à Paris le 2 août 1815. *Article premier.* « Napoléon Bonaparte est regardé par les puissances qui ont signé le traité du 25 mars dernier, comme leur prisonnier. — *Art.* 2. Sa garde est confiée spécialement au gouvernement britannique. — *Art.* 3. Les cours impériales d'Autriche et de Russie, et la cour royale de Prusse nommeront des commissaires,

dans les gazettes anglaises, mais chacun dans l'entourage de l'Empereur repoussait, comme outrageantes pour le gouvernement britannique, ces indications qui ne reposaient encore que sur des bruits très vagues et peut-être sur les désirs seuls des ennemis de Napoléon. Néanmoins l'Empereur s'en montrait affecté. Cette persistance à désigner cette île comme son futur séjour ne lui indiquait rien de bon. Et pourquoi, au surplus, le laissait-on dans une attente si longue, à bord d'un navire, lorsqu'il se considérait comme l'hôte inviolable de l'Angleterre?

On laissait ignorer à Napoléon le sort qui lui serait réservé, parce que la nouvelle de son embarquement sur le *Bellérophon* avait causé au ministère anglais la surprise la plus agréable, la joie la plus grande, et qu'il lui fallait le temps de déterminer les conséquences de ce fait imprévu. C'était cette nouvelle que Sartorius, de connivence avec le capitaine Maitland, et obéissant aux ordres de lord Hotham, s'était empressé, en débarquant du *Slaney*, de communiquer au gouvernement. C'était pour cette raison que Gourgaud l'attendait vainement sur la corvette où il s'était embarqué; pour cette raison également qu'il était gardé à vue, afin de ne pouvoir aller jusqu'au prince régent avant que les ministres fussent avertis. Le prince aurait pu se laisser toucher par la lettre si magnanime de l'Empereur, et les ministres n'auraient pu lui imposer leur politique et l'imposer aussi aux monarques qui avaient combattu contre Napoléon (1).

qui se rendront et demeureront au lieu que le gouvernement de Sa Majesté britannique aura assigné, pour le séjour de Napoléon Bonaparte, et qui, sans être chargés de la responsabilité de sa garde, s'assureront de sa présence. — *Art.* 4. Sa Majesté très chrétienne sera invitée, au nom des quatre cours ci-dessus mentionnées, à envoyer également un commissaire français, au lieu de *détention* de Napoléon Bonaparte. — *Art.* 5. S. M. le roi du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande s'engage à remplir toutes les obligations qui résulteront, pour elle, de la présente convention. »

(1) La surprise ne fut pas moins grande à Paris qu'à Londres, écrit Vaulabelle., lorsqu'on apprit dans la capitale française, par le général Becker, le passage de l'Empereur à bord d'un bâtiment de guerre anglais. Les généraux alliés, eux-mêmes, ne pouvaient comprendre comment Napoléon avait pu se confier à la foi britannique. Le général Becker, dans sa *Relation*, raconte qu'arrêté aux portes d'Orléans, à son retour de Rochefort, par un poste prussien, il ne put poursuivre sa route, que sous la garde d'un officier, qui avait ordre de le conduire, directement, chez le général Muffling, gouverneur de Paris. « Ce dernier, ajoute « le comte Becker, était dans un étonnement extrême. Il ne pouvait croire que « l'Empereur se fût livré lui-même aux Anglais. Il accablait le général de ques- « tions, et voulait même le faire conduire chez le duc de Wellington, pour in- « former celui-ci de cette nouvelle extraordinaire. »

Le 31 juillet, l'incertitude de l'Empereur cessa. L'amiral Keith, grand vieillard très digne, rapportent les mémoires du temps, paraissant n'obéir qu'avec regret aux ordres de son gouvernement, fit annoncer qu'il viendrait à bord du *Bellérophon*, accompagné d'un sous-secrétaire d'Etat, le chevalier Bunbury, en vue d'une communication importante à l'Empereur. Les deux Anglais arrivèrent dans le milieu du jour, et comme ils parlaient la langue française, ils furent introduits dans le salon où les reçut Napoléon. Ils restèrent avec lui un temps fort long et lui remirent une pièce que l'amiral avait reçue des ministres anglais.

En voici la teneur :

« Comme il peut être convenable au *général Bonaparte* d'apprendre, sans un plus long délai, les intentions du gouvernement britannique à son égard, Votre Seigneurie lui communiquera l'information suivante. — Il serait peu consistant, avec nos devoirs envers notre pays et les alliés de Sa Majesté, si le général Bonaparte conservait le moyen ou l'occasion de troubler, de nouveau, la paix de l'Europe ; c'est pourquoi il devient absolument nécessaire qu'il soit restreint dans sa liberté personnelle, autant que peut l'exiger ce premier et important objet. — L'île Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence. Son climat est sain et sa situation locale permettra qu'on l'y traite avec plus d'indulgence qu'on ne le pourrait faire ailleurs, vu les précautions indispensables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne. — On permet au général Bonaparte de choisir, parmi les personnes qui l'ont accompagné en Angleterre, à l'exception des généraux Savary et Lallemand, trois officiers, lesquels, avec son chirurgien, auront la permission de l'accompagner à Sainte-Hélène et ne pourront point quitter l'île sans la sanction du gouvernement britannique. — Le contre-amiral sir Georges Cockburn, qui est nommé commandant en chef du cap de Bonne-Espérance, conduira le général Bonaparte et sa suite (1) à Sainte-Hélène,

(1) « Cette exclusion des généraux Savary et Lallemand, écrit Las Cases vint compliquer les tourments de ceux qui accompagnaient l'Empereur. Les deux généraux en étaient frappés de terreur. Ils ne voyaient plus que l'échafaud ; ils étaient persuadés que l'Angleterre, ne distinguant point les actes politiques dans une révolution, des crimes civils dans un Etat tranquille, les livrerait à leurs ennemis, pour subir leur supplice. C'eût été un tel outrage à toutes les lois, un tel opprobe pour l'Angleterre elle-même, qu'on eût été tenté de l'en défier. Mais on ne pouvait parler ainsi, qu'en se trouvant proscrit avec eux. »

et recevra les instructions détaillées, touchant l'exécution de ce service. — Sir Georges Cockburn sera probablement prêt à partir dans peu de jours; c'est pourquoi il est désirable que le général Bonaparte fasse, sans délai, le choix des personnes qui doivent l'accompagner. »

Certes, pour Napoléon, ce dut être une révélation cruelle. Il protesta, en termes les plus véhéments, contre l'outrage qui lui était fait, contre cette violation, en sa personne, des droits de l'humanité, contre ce mépris des lois anglaises, qu'il avait invoquées, en venant librement sur le navire que commandait le capitaine Maitland. Rien ne l'y forçait. Il aurait pu, à Rochefort, échapper à la vigilance de la croisière anglaise. S'il ne l'avait pas fait, c'est qu'il avait eu foi dans la générosité du peuple qu'il avait combattu durant vingt ans; c'est qu'en acceptant l'accès sur le *Bellérophon* il pensait y trouver l'engagement de respecter sa liberté. Mieux valait l'avertir qu'il y serait prisonnier. Etait-ce un piège qu'on lui avait tendu? — Hélas! que peuvent les paroles contre la force, les paroles les plus éloquentes, les plus empreintes de justice et de vérité? L'amiral Keith ne put que s'engager à recevoir les protestations de Napoléon formulées par écrit; il les transmettrait aux ministres du régent (1).

## IX

Lorsque, ce même jour, Napoléon reparut sur le pont du navire à ses heures accoutumées, rien ne fut remarqué, sur sa physionomie, des émotions violentes qui avaient dû l'assaillir durant la visite des deux fonctionnaires anglais. Quelque troublé qu'il pût être, quelque atteint dans le sentiment de son droit, il n'en fit rien paraître. Il ne changea rien à sa manière d'être. Chacun

(1) Le soir, Mme Bertrand entra chez l'Empereur comme une folle sans avoir été annoncée, fit grand tapage, dit à l'Empereur qu'il ne pouvait pas, qu'il ne devait pas aller à Sainte-Hélène ni emmener son mari. Elle sortit, après cette algarade, monta sur le pont et tenta de se jeter à la mer. Elle s'y serait jetée, si elle n'avait été retenue... « Q'on juge, écrit Las Cases, par cette dame et par cette scène, de tout ce qui se passait en nous... »

de ses familiers, au contraire, sentit croître en soi l'immense tristesse qui déjà l'accablait. L'unique souci des exilés n'était plus que de connaître les privilégiés qui accompagneraient Napoléon et ce qu'était l'île où ils seraient relégués. La lecture des journaux anglais occupait ensuite les heures oisives passées sur le navire, toujours au même mouillage, sans que l'on pût en discerner la cause. Ces journaux n'avaient point adouci le ton agressif, ni calmé l'emportement de leurs outrages envers celui qu'ils savaient ne pouvoir plus leur répondre. Deux cependant, — on s'en étonna, — prirent la défense de l'Empereur et se rangèrent du côté de la noble victime, ce qui fit espérer que, dans l'avenir, il y aurait un jour réaction contre cet abus de la force dont on usait avec tant d'insolence. A l'heure présente, d'aucun coté ne pouvait arriver un secours. En qui espérer? La résignation était d'absolue nécessité. Et que faire autrement? Vendre chèrement sa vie, se défendre jusqu'à la mort, incendier le navire, mettre le feu aux poudres et s'ensevelir avec l'ennemi dans une catastrophe finale? Etait-ce la fin digne d'une grande âme, d'un homme qui avait gouverné des royaumes, tout un continent et imposé sa loi au vieux monde?

Se tuer, périr par le poison, ou se jeter à la mer?

Las Cases, en son *Mémorial*, raconte que ce fut un moment la pensée de Napoléon. Il le lui avoua, comme il l'avait avoué à Gourgaud. Les observations affectueuses de cet officier changèrent bientôt les idées de l'Empereur. « Je me récriai sur de pareilles pensées, dit Gourgaud... le poète, le philosophe avait dit que c'était un spectacle, digne des dieux, que de voir l'homme aux prises avec l'infortune; les revers et la constance avaient aussi leur gloire; un aussi noble, un aussi grand caractère ne pouvait pas s'abaisser au niveau des âmes les plus vulgaires; celui qui nous avait gouvernés avec tant de gloire, qui avait fait et l'admiration et les destinées du monde, ne pouvait finir comme un joueur au désespoir, ou un amant trompé. Que deviendraient donc tous ceux qui croyaient, qui espéraient en lui? Abandonnerait-il, sans retour, un champ libre à ses ennemis? L'extrême désir que ceux-ci en font éclater ne suffisait-il pas pour le décider à la résistance? D'ailleurs, qui connaissait les secrets du temps? Qui oserait affirmer l'avenir? Que ne pourrait pas amener le

simple changement d'un ministère, la mort d'un prince? Celle d'un de ses confidents, la plus légère passion, la plus petite querelle? etc., etc... — Quelques-unes de ces paroles ont leur intérêt, disait l'Empereur. Mais que pourrons-nous faire dans ce lieu perdu?... — Sire, nous vivrons du passé. Il y a de quoi nous satisfaire. Ne jouissons-nous pas de la vie de César? De celle d'Alexandre? Nous posséderons encore mieux. Vous vous relirez, Sire. — Eh bien, dit-il, nous écrirons nos mémoires. Oui, il faudra travailler. Le travail aussi est la faulx du temps. Après tout, on doit remplir sa destinée. C'est aussi une grande doctrine... Que les miennes s'accomplissent! » Et reprenant dès cet instant un air aisé et gai, il passa à des objets tout à fait étrangers à notre situation.

Depuis son départ de la Malmaison, il ne s'était pas départi de son maintien digne et bienveillant pour tout le monde. Ce qu'il avait été en ses jours de prospérité et de bonheur, il l'était encore dans la plus grande infortune. Les événements les plus cruels l'accablaient. Chaque heure devenait plus lourde. Il demeurait impassible. Il supportait, sans fléchir, tout son malheur. Une seule fois on le vit s'abandonner à un mouvement d'indignation et de colère à Rochefort, lorsqu'on lui remit le journal qui annonçait la capitulation de Paris, signée par l'infâme Fouché. Il froissa le journal avec une sorte de rage, le jeta sur un guéridon et passa dans sa chambre où il s'enferma. On fit silence, et quelques minutes après on entendit, à travers les portes closes, des sons étouffés de sanglots. Il pleurait sur la honte infligée à la patrie.

Ainsi se suivirent les jours à Plymouth, du 31 juillet au 4 août, lorsque tout à coup l'ordre fut transmis d'appareiller afin d'aller à la rencontre du *Northumberland* qui devait conduire l'Empereur à Sainte-Hélène. Cette hâte était causée par l'assurance faite aux ministres anglais, qu'un officier public était parti de Londres avec un ordre d'*Habeas corpus*, pour réclamer la personne de l'Empereur, au nom de la loi ou d'un tribunal. L'amiral Keith avait quitté précipitamment son navire, s'était éloigné de Plymouth, afin de n'y être point *touché* par cet acte de procédure. Le *Bellérophon* leva l'ancre et pendant les journées du 4 août et du 5 août, louvoya le long des côtes anglaises, attendant la fin

de l'armement du *Northumberland*, aux ordres du contre-amiral Cockburn. De Plymouth, au lieu d'entrer en rade de Torbay, le *Bellérophon* mouilla à Star-Point, jusqu'à l'arrivée de l'autre navire parti de Portsmouth. Le 6 août, enfin, les deux vaisseaux se rapprochèrent l'un de l'autre. Le *Northumberland* naviguait entre deux frégates, chargées de troupes, la garnison future de l'île. Le 7 août, l'amiral Keith et le contre-amiral Cockburn montèrent sur le *Bellérophon* et remirent à l'Empereur un extrait des instructions, envoyées de Londres, concernant la déportation et le séjour du noble prisonnier à Sainte-Hélène. Tous les officiers devaient être désarmés ; tous les effets à l'usage personnel du grand capitaine examinés et inventoriés, toutes les valeurs, argent, diamant, billets négociables, mis sous séquestre, afin de l'empêcher d'en faire un instrument d'évasion. L'examen en serait fait en présence de quelques personnes nommées par l'exilé et un inventaire en serait signé par ces personnes, aussi bien que par le contre-amiral.

L'Empereur impassible entendit la lecture de ces conditions odieuses. Les officiers furent obligés de livrer leur épée. On n'osa réclamer celle de l'Empereur. L'amiral Keith s'y opposa et empêcha Cockburn de commettre une aussi infâme action. Personne ne voulut assister à l'examen des effets de l'Empereur. Personne donc ne put signer l'inventaire qui en fut fait. Tout le monde se récusa, afin de bien marquer aux Anglais l'indignation que provoquait cette investigation humiliante (1). Les trois officiers, compagnons de son exil, furent le grand maréchal Bertrand, le général Montholon, leurs femmes et leurs enfants et le général Gourgaud. Las Cases ne figura qu'à titre civil, comme secrétaire avec le chirurgien Maingaud (2). Las Cases emmenait avec lui

(1) « Un officier des douanes et l'amiral Cockburn firent la visite des effets de l'Empereur. Ils saisirent quatre mille napoléons et en laissèrent quinze cents pour payer les gens. C'était là tout le trésor de l'Empereur. L'amiral parut singulièrement mortifié du refus des officiers de l'assister contradictoirement dans son opération, bien que nous en fussions requis. Ce qui lui démontrait suffisamment combien cette mesure nous paraissait outrageante pour l'Empereur et peu honorable pour celui qui l'exécutait. » (Las Cases, *Mémorial.*)

(2) L'Empereur à bord du *Bellérophon* avait auprès de lui les personnes suivantes : le général Bertrand, la comtesse sa femme et trois enfants : le duc de Rovigo, le général Gourgaud, le général Lallemand, le comte de Montholon-Sémonville, la comtesse sa femme et un enfant, M. de Las Cases et son fils, MM. de Résigny, Planat et Schultz, chefs d'escadron, MM. Piontowski et Mercier, capi-

son jeune fils Emmanuel. A partir de ce moment, l'Empereur devint le général Bonaparte, les ministres anglais ayant blâmé le respect et les honneurs dont il avait été entouré sur le *Bellérophon*. « Eh bien! qu'ils m'appellent comme ils voudront, s'écria l'Empereur, ils ne m'empêcheront pas d'être *moi!* »

Ce fut le 7 août qu'eut lieu l'embarquement sur le *Northumberland*. Lorsque l'ordre fut donné de quitter le *Bellérophon*, l'Empereur s'était enfermé dans sa cabine avec le grand maréchal. La porte fut ouverte et Rovigo, fondant en larmes, se jeta aux genoux de celui qui avait été si longtemps son maître, et lui baisa les mains. Napoléon le releva et, l'ayant embrassé, continua son chemin, pour descendre dans le canot qui l'allait emmener vers son nouveau navire. Il saluait gracieusement les personnes sur son passage, émues en le voyant si calme. Celles qui restaient fondaient en larmes. « Vous observerez, ne put s'empêcher de dire Las Cases à l'amiral Keith qui était venu assister au dernier acte de ce grand drame historique, vous observerez que ceux qui pleurent sont ceux qui restent. » L'infortuné monarque demeura sur le pont du *Northumberland* où vinrent causer avec lui quelques membres du Parlement anglais qui étaient présents.

Avant de quitter le *Bellérophon*, Napoléon avait remis à l'amiral Keith une protestation écrite, qui restera contre les Anglais la réprobation la plus déshonorante, la plus terrible de leur déloyauté et de leur haine contre un grand homme vaincu.

« Je proteste, écrivait l'Empereur, solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon;* je ne suis pas le prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capi-

taines, M. Autri, lieutenant et M. Maingaud, chirurgien. « Louis Planat de La Fage, dit une note du journal de Gourgaud, avait été aide de camp du général Lariboisière, puis du général Drouot. Depuis le 3 avril 1815, il était officier d'ordonnance de l'Empereur. Il le suivit de la Malmaison à Plymouth et aurait été à Sainte-Helène, si au moment du départ de Napoléon, il avait été sur le *Bellérophon*, au lieu d'être à bord d'un autre petit bâtiment. Napoléon l'avait désigné. Mais Gourgaud, passé sur le *Bellérophon* après une scène faite au grand maréchal Bertrand, obtint que son nom serait substitué à celui de Planat. Noble émulation de dévouement. Après le départ du *Northumberland* pour Sainte-Hélène, Planat, Résigny, Rovigo et le général Lallemand furent tous quatre, au mépris des lois, transportés à Malte où il furent longtemps internés. »

taine, qui a dit avoir des ordres du gouvernement de me recevoir et de me conduire en Angleterre, avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour venir me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement, en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon*, de me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon. — Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs lois et de leur liberté ; la foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*. — J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi qui fit, vingt ans, la guerre au peuple anglais, vint librement dans son infortune, chercher un asile sous ses lois ; quelle plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance ? Mais, comment répondit-on, en Angleterre, à une telle magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola. — Napoléon. — *A bord du Bellérophon; à la mer.* »

Le 8 août, le *Northumberland* mit à la voile et navigua pour sortir de la Manche. A la hauteur du cap de la Hague, l'Empereur aperçut les côtes de la France. Devant cette terre qu'il avait quittée pour toujours, s'éloignant par force de cette nation qui lui avait procuré tant de gloire, et à laquelle il en avait donné, à lui seul, autant que tous les autres souverains qui l'avaient précédé, il s'écria, dit-on, d'une voix profondément émue : « Adieu, terre de braves ! adieu, chère France ! quelques traîtres de moins, et tu serais encore la grande nation, la maîtresse du monde ! »

# CHAPITRE XI

## DE PLYMOUTH A SAINTE-HÉLÈNE

I. — Qui était Cockburn, amiral commandant l'escadre se rendant à Sainte-Hélène, ayant mis son pavillon sur le *Northumberland.* — Désarroi à bord de ce navire. — L'installation de l'Empereur. — Le 9 août, départ du navire pour Sainte-Hélène. — Attitude de l'Empereur, durant les premiers jours. — Ses conversations sur le pont du navire, après dîner, avec ses officiers. — La navigation jusqu'à Madère, où il se repose. — En septembre, tous les navires sont devant les îles du Cap-Vert. — Passage sous les tropiques. — Au passage de la ligne, on évite à l'Empereur les cérémonies usuelles, adoptées par les marins.

II. — Ennuis de la traversée. — Napoléon commence la dictée de ses *Mémoires* à Las Cases et à Gourgaud. — Différence du caractère de Las Cases et de celui de Gourgaud. — Le 15 octobre, le *Northumberland* jette l'ancre devant James-Town, la capitale de l'île Sainte-Hélène. — Descente à terre de l'amiral. — Le lendemain, Napoléon accompagne l'amiral. — Celui-ci recherche, pour l'Empereur, un lieu et une maison habitables. — Ce sera Longwood. — Réparations nécessaires. — En attendant l'Empereur loge aux *Briars*, chez la famille Balcombe. — Quelle était cette famille. — Installation de Napoléon à Longwood, le 10 décembre 1815.

### I

Cockburn, qui commandait le *Northumberland*, était un vieux marin, de haute stature, sec, autoritaire, rigide, enivré de son pouvoir, mais, sous cet aspect peu engageant, animé de bienveillance et de pitié pour le malheur de l'homme à qui les événements avaient fait une si humiliante situation ; incapable de transgresser les instructions des ministres, mais incapable aussi d'aggraver par son indifférence, ou son inconvenance, l'affreuse destinée de l'homme vaincu, que l'Europe tenait à merci.

Napoléon, affaissé sous le poids de sa douleur et de ses regrets, se montrait impassible, commandant le respect par son attitude un peu hautaine et par le prestige de son génie, que sa déchéance

du trône ne lui avait point enlevés. En ces jours d'accablement, sa dignité resta intangible ; et personne n'eût osé lui faire sentir qu'il n'était plus le même qu'autrefois, le supérieur de tous ceux qui l'approchaient. Le gouvernement anglais avait blâmé les actes de déférence envers lui des officiers du *Bellérophon*, qui l'avaient traité comme un monarque toujours souverain. Les ministres de Londres, lord Bathurst, en particulier, décidèrent qu'il ne serait plus désormais que le général Bonaparte. Cockburn, bien inspiré, trouva moyen de ne point enfreindre cette consigne, et de faire comprendre à Napoléon, qu'il était autre pour lui qu'un simple général, ne l'appelant qu' « Excellence ». A bord du *Bellérophon*, tout l'équipage restait découvert, dès qu'il apparaissait. Sur le nouveau navire, chacun restait couvert, par ordre. Napoléon s'aperçut bien de cette différence de maintien. Il affecta de n'être point sensible à cette grossièreté exigée par les ministres qui le poursuivaient de leur haine. Il avait été grand, jadis, dans l'exercice de son pouvoir, dans la démonstration de son autorité ; il l'était davantage dans la souffrance de ces mesquines avanies dont son humeur n'était point altérée. D'ailleurs, son âme était trop pleine de chagrin, sa chute et ses déceptions trop profondes, pour qu'il pût s'indigner de ces piqûres absurdes.

L'affaissement moral, le désespoir étaient bien plus grands parmi les personnes de sa suite, chez les femmes surtout qui avaient espéré vivre en Angleterre, comme y avaient vécu jadis les émigrés, et qui, du jour au lendemain, se voyaient embarquées pour un exil indéterminé sur un rocher des mers africaines, où elles ne jouiraient d'aucun plaisir. Ce qui contribuait, d'ailleurs, à attrister ces premières heures de départ, c'était le désarroi remarqué dans toutes les parties du vaisseau où le désordre était extrême. La peinture même ne fut achevée qu'en cours de route. Aucun objet n'était en place. Le pêle-mêle était inextricable, tant la hâte avait été grande de lever l'ancre dans la crainte de la venue de l'homme de loi, que l'on disait vouloir exercer, en faveur de Napoléon, le droit d'*habeas corpus*. Les approvisionnements étant insuffisants, il fallut, avant de sortir de la Manche, les aller compléter dans les petits ports des côtes anglaises. Pendant le stationnement du grand vaisseau pour ces soins divers, quelques Anglais, admirateurs quand même du grand capi-

taine, lui envoyèrent, avec empressement, des corbeilles de fruits.

L'empereur fut établi dans l'avant du navire. La salle à manger fut commune pour lui, ses officiers et les principaux officiers de l'équipage (1); le salon également, par recommandation expresse du gouvernement anglais. Il n'eut de réservé que sa chambre, en face de celle de l'amiral, où il fit dresser son lit de campagne. Ce premier jour, après sa conversation avec quelques membres du Parlement anglais sur le pont du *Northumberland*, Napoléon se retira jusqu'au dîner, dans sa chambre, avec le grand maréchal Bertrand. Ses officiers occupèrent chacun une cabine, espace fort restreint, tracé en toile et diminué encore par la présence d'un canon. Telle fut celle de Las Cases. Gourgaud, ce soir-là, campa dans le salon.

La table, dans la salle à manger, en suivait les contours. Napoléon, à la place du commandant en chef, était adossé au salon, ayant à sa droite l'amiral, et à sa gauche Mme Bertrand. A droite de l'amiral était assise Mme de Montholon, puis sur le côté en retour, le capitaine du navire, sir Ross, beau-frère de l'amiral. En face du capitaine, de l'autre côté, M. de Montholon. Enfin, à la partie de la table qui faisait face à l'Empereur, les officiers français et les officiers anglais, à qui l'amiral Cockburn envoyait, chaque jour, et à tour de rôle, une invitation.

La cuisine anglaise ne convenait point à l'Empereur. Il se donna garde de se plaindre. Toujours immuable, il souffrait en silence les privations et les froissements qui atteignaient ses goûts et ses habitudes. Cependant, il ne put supporter la longueur des repas anglais, lui qui ne demeurait à table que quelques instants; et, le premier jour, après le service du café, il se leva pour aller, sur le pont, se promener avec le grand maréchal et Las Cases, imitant son exemple. Cette sortie blessa l'amiral, oubliant la distance entre lui et l'homme qui avait dominé et gouverné l'Europe. Mme Bertrand, une Anglaise, le lui rappela, en termes courtois. — Cela est vrai, répondit Cockburn. — L'amiral crut pouvoir également offrir à l'Empereur les mets apportés sur la table, comme s'il eût été l'amphitryon; mais le regard de Napoléon, en réponse à cette politesse

(1) « La salle à manger, écrit Las Cases, était de dix pieds de large, ayant de long toute la largeur du vaisseau, éclairée par un sabord aux deux extrémités et par un vitrage supérieur. »

déplacée, lui enleva l'envie d'y revenir. Alors, l'Anglais se borna à désigner muettement des yeux, les mets qu'il voulait lui offrir, aux deux valets de l'Empereur affectés à son service et postés derrière son fauteuil. A la fin, Cockburn se fit accueillant et gracieux pour son illustre commensal. Il avait compris qu'il y avait plus de magnanimité à se courber devant le génie qu'à le méconnaître par des exigences intempestives. Il fit hâter les services, apporter le café de l'Empereur et de ses officiers avant la fin du repas anglais ; et lorsque, par le mauvais temps, le tangage du vaisseau était trop fort, il allait offrir la main à l'Empereur pour le conduire jusque sur le pont où l'exilé avait pris l'habitude de se promener le soir avec ses officiers. Quant aux Anglais, ils restaient à table, suivant leur coutume, pour boire et prolonger leur causerie, pendant une heure.

Le 9 août, tous les vaisseaux qui composaient la flottille accompagnant le *Northumberland* à Sainte-Hélène, avaient rallié le navire amiral, et tous manœuvrèrent pour quitter la Manche et se diriger vers le golfe de Gascogne (1). La chaleur était devenue accablante, les orages menaçants. La mer soulevait d'immenses vagues. Napoléon était fort incommodé de cet état de l'atmosphère et des eaux, qui dura plus d'un jour. Il prit alors l'habitude de ne pas sortir de sa chambre le matin, d'y déjeuner, demeurant vêtu légèrement, cherchant l'oubli de son malheur dans la lecture où il s'absorbait jusqu'au milieu du jour. A son lever, il admettait près de lui ses officiers qui venaient lui rendre compte du journal du bord, du chemin parcouru, des rencontres, des navires aperçus en mer ; mais il parlait peu, dans la crainte d'éveiller des souvenirs douloureux. Une heure avant le dîner, qui avait lieu à cinq heures, il entrait au salon et jouait au piquet, ou aux échecs, avec ses officiers (2), jusqu'au moment où Cockburn venait l'avertir que le

(1) Voici quelle était la composition de cette flottille : *Northumberland*, vaisseau de 80, pavillon amiral, commandant : capitaine Ross, le beau-frère de Cockburn. *Havannah*, frégate de 44, capitaine Hamilton. Le *Furet*, frégate de 36. L'*Ecureuil*, le *Péruvien*, le *Griffon*, capitaine Wright.

(2) Note des éditeurs des *Mémoires du général Gourgaud*, t. Ier, p. 51 : « Cockburn fut le geôlier de Napoléon jusqu'à l'arrivée d'Hudson Lowe. Il avait un secrétaire, Glover, qui a écrit des souvenirs sur Napoléon. Cockburn ne pouvait comprendre la fidélité et le dévouement à l'Empereur des Bertrand, Gourgaud et Montholon. (V. une lettre de lui du 14 avril 1816 dans le *Temps* du 15 juillet

dîner était servi. Chacun prenait aussitôt sa place accoutumée. La conversation avait lieu en français, sur un ton très bas, comme si un grand malheur eût plané sur la pensée de tous les commensaux. Lorsque Napoléon consentait à parler, il s'adressait aux officiers anglais, invités par l'amiral, et leur posait des questions touchant l'art nautique ou les manœuvres du vaisseau. Las Cases, parlant la langue anglaise, traduisait les questions de l'Empereur et répétait à son maître, en français, les réponses des officiers anglais. Au moment où l'Empereur se levait et quittait la table, quelques-uns de ses officiers l'imitaient et le suivaient sur le pont, et, plus souvent que les autres, le grand maréchal et Las Cases.

Alors, sans proférer aucune parole, il arpentait le plancher du navire, tout à soi-même, enfoncé dans ses réflexions que ses compagnons d'infortune discernaient profondément tristes et découragées. S'il s'abandonnait à la causerie, c'était presque toujours sur les débuts de sa carrière, ou bien sur les derniers événements qui l'avaient précipité là où il était. Et il étonnait ses auditeurs par son langage éloquent, vibrant, imagé, par les aperçus qu'il leur développait. Jamais il n'avait été si bien inspiré, jamais sa mémoire n'avait été si précise dans l'examen de ses premières campagnes, dans le récit de ses immortelles victoires. Et Bertrand, et Las Cases, émerveillés, le sollicitaient d'écrire, ou du moins de leur dicter ce qu'ils venaient d'entendre, la narration de ses beaux gestes qui avaient édifié sa gloire. Il s'y refusait, tant il paraissait détaché de la vie, ne plus rien désirer, ne plus rien vouloir. Son histoire était écrite dans les archives de la France, dans les documents déposés dans toutes les chancelleries de l'Europe. Qu'y pourrait-il ajouter de plus ? leur répondait-il.

Dans ces premiers jours de traversée, il aimait à s'isoler, après quelques pas faits avec ses compagnons, assis sur un canon où il s'accoudait, les regards fixés sur le vaste horizon qui l'entourait, sur l'immensité des eaux, où il poursuivait, semblait-il, quelque chimère obsédante. Puis, tout à coup, il se levait et venait rejoindre

1897.) « Ces personnes continuent, écrit-il, à rester attachées à lui d'une manière qu'aucun Anglais ne pourrait comprendre, ni même voir, sans un profond sentiment de dégoût et de mépris. » De son côté, le commandant russe Balmain (8 septembre 1816) s'étonnait du prestige conservé par Napoléon sur les siens. Ces dévouements frappaient et scandalisaient les étrangers ; en France, on les trouve tout naturels. »

les promeneurs, auxquels il révélait, par ses interjections, les idées crucifiantes qui agitaient son âme. « Ah ! si c'était à recommencer ! » disait-il quelquefois, en parlant de Waterloo, celle de ses batailles dont il ne se lassait jamais de déduire les résultats. Oui, s'il devait recommencer son règne de cent jours, il n'agirait plus de la même manière. Et quoiqu'il ne se fût pas étendu en paroles plus explicites devant ses familiers, il voulait dire assurément, qu'à recommencer, il ne s'embarrasserait plus d'un parlement, députés et pairs, qui avaient contrarié sa politique. Il aurait pris la dictature ; et tenant en mains tous les pouvoirs, il aurait triomphé des résistances des factions par son énergie, celle dont il avait usé, en ses premières années de consulat. En sauvant son trône, il aurait sauvé la France. Tout valait mieux pour lui que cette captivité commençante, et, sans doute, sans fin, que cette séparation d'avec sa famille, ses amis, que cette vie solitaire, abandonnée, oubliée, qu'il allait mener sur un rocher de l'Afrique. L'amour des paysans, l'affection du peuple, qui n'avaient pas cessé un seul instant de se manifester, même après sa défaite, lui auraient rendu facile la lutte contre l'Europe coalisée. A la fin, il en eût triomphé.

Ce canon, toujours le même, où, durant la traversée, il venait s'asseoir chaque jour, après son dîner, l'équipage l'avait appelé *le canon de l'Empereur*, et les matelots avaient soin de le maintenir en propreté. Ils avaient fini par s'attacher au monarque déchu, ayant changé de sentiment à son égard, reconnaissant qu'ils avaient été trompés sur le caractère du grand homme, jusqu'à ce jour, à leurs yeux, un monstre de cruauté. Les jeunes aspirants aussi (*les midshipmen*), tous à peine âgés de plus de quinze ans, revenus de leur erreur sur la réputation qu'on lui avait faite, cherchaient, par tous les moyens, à lui plaire et à lui épargner le moindre chagrin. Un soir qu'un matelot, un mulâtre de la Guadeloupe, après s'être enivré, s'était laissé tomber à la mer par maladresse, il y eut grand bouleversement sur le vaisseau, afin de descendre les canots à la recherche du naufragé ; et les jeunes aspirants, rencontrant Las Cases, le prièrent de ne rien dire à l'Empereur, qui pourrait en être affecté. « Ce n'est rien, répétaient-ils ; dites-le-lui ; ce n'est qu'un matelot qui se noie ! »

Le jeu était pour les Français, sur le vaisseau, une sorte de besoin.

L'Empereur, tous les soirs, après sa promenade sur le pont, revenait au salon où il se livrait à cette distraction favorite. Même le premier soir de son installation sur le *Northumberland*, il joua jusqu'au moment de son coucher, à onze heures. Le jeu pratiqué était le *vingt-et-un* qu'il affectionnait, celui que, dans sa jeunesse, à la Malmaison, comme à Saint-Cloud, il avait laissé installer dans son salon. Sur le vaisseau, il aventurait, à chaque coup, un napoléon, et le gardait devant lui, accumulant ses gains et les doublant jusqu'à épuisement de la chance. A cette façon d'agir, il lui arrivait chaque jour, de perdre dix ou douze napoléons. Néanmoins, quelques jours après son embarquement, la chance le favorisant, il eut devant lui une masse de quatre-vingts napoléons gagnés à l'amiral. Il s'arrêta, discernant que Cockburn ne tenait point à continuer. Par la suite des coups, il fut démontré qu'il eût pu, en doublant, accumuler un gain de soixante mille napoléons, c'est-à-dire douze cent mille francs. On se récriait sur cette chance extraordinaire. Un officier anglais fit observer que ce jour-là était le jour de la fête de l'heureux gagnant, le 15 août, la Saint-Napoléon. Le matin, ses compagnons d'exil s'étaient réunis dans sa chambre pour lui présenter leurs hommages. Il en avait été surpris, avait oublié cette date, célébrée jadis avec un si grand enthousiasme, même à l'île d'Elbe, l'année précédente. C'étaient, sans doute, ces chances heureuses et malheureuses du jeu qui forçaient Glover, le secrétaire de l'amiral, Bertrand, et même Mme Bertrand à emprunter quelques napoléons à Gourgaud qui le consigne en son journal.

Depuis le 10 août, le *Northumberland* avait perdu de vue la terre, et, douze jours après, il arrivait dans les eaux de Madère. Durant ces jours de traversée, qui furent monotones, Montholon avait fait mettre aux fers son domestique Bernard, pour le punir d'un grand tapage, produit sans doute en un moment d'ivresse; enfin, plusieurs matelots avaient été passés par les verges : mention toute sèche du journal de Gourgaud, bien faite pour étonner, à l'heure présente. Un brick avait accosté le *Northumberland* avec des papiers pour l'amiral, et il avait rencontré en mer, disait-on, quatre vaisseaux français, envoyés peut-être à la délivrance de l'empereur. Les exilés se forgeaient cette espérance. Que n'espère-t-on pas, lorsqu'on est malheureux ? L'esprit est disposé à accepter

les fables les plus incroyables; si bien que Gourgaud relate en son journal et paraît y ajouter foi, que l'amiral a émis devant lui cette hypothèse, qu'un jour viendrait où les ministres anglais étant changés, d'autres ministres plus généreux enverraient une escadre chercher à Sainte-Hélène le grand capitaine, qu'en ce moment, il conduisait en exil.

Jusqu'à Madère, les vents avaient été faibles, et le vaisseau avait marché lentement. Devant Madère, un vent très violent s'éleva, soufflant des côtes de l'Afrique, poussant devant lui des nuages de sable aveuglants, et un air embrasé dont tous les passagers furent péniblement oppressés. Le vaisseau ne pouvant tenir sur ses ancres, il dut courir des bordées devant la ville, et les communications avec la terre furent des plus difficiles. Cependant le consul anglais put arriver jusqu'au *Northumberland*, afin de saluer l'amiral. Il annonça que les vitres de toutes les maisons étaient brisées, et que les vignes, la seule culture du pays, étaient fort endommagées. Il y avait dix ans qu'un vent pareil n'avait pas soufflé sur Madère. Les Portugais, superstitieux, apprenant que le navire anglais portait l'empereur Napoléon, ne s'étonnèrent plus de ce dérangement de l'atmosphère, alléguant que, partout où passait ce génie terrible de la guerre, il amenait avec lui la tempête. Le vaisseau, en quelques heures d'accalmie, embarqua des bœufs, des provisions de légumes et de fruits, pêches, figues, raisins. La ville de Funchal, devant laquelle stationnait le *Northumberland*, paraissait jolie, vue du navire, écrit Gourgaud, mais il s'étonna du nombre considérable de couvents qu'il distinguait. Sa population était alors de vingt mille âmes, d'après le consul anglais; celle de l'île de cent mille. Enfin, l'équipage du vaisseau-amiral, ayant achevé la réparation de sa grande voile de hune, déchirée par la violence du vent, tous les navires, le 25 août, continuèrent leur route sur Sainte-Hélène.

Le 27 août, la flottille traversa le groupe des îles Canaries, où Las Cases, en son *Mémorial*, prétend que personne ne put découvrir le pic de Ténériffe que l'on aperçoit pourtant de quarante lieues, en mer. Le *Northumberland*, bon voilier, ralentit sa marche attendant les autres bâtiments, moins bons marcheurs. Des poissons volants se montraient en grand nombre, poursuivis par une bande de marsouins, qui y voyaient une proie alléchante; et les

matelots contre les marsouins tendirent leurs lignes, capturèrent l'un d'eux qu'ils hissèrent sur le pont et qu'ils mangèrent le soir. Quelques jours après, ce fut un requin dont ils réussirent à s'emparer. Le monstre se débattait en bonds menaçants : ils l'assommèrent et Napoléon qui assistait à cette chasse et à ce sacrifice, du haut de la dunette, reçut quelques éclaboussures de sang dont ses bas furent tachés.

Avec septembre, les pluies commencèrent, et les navires se trouvèrent bientôt près des îles du Cap-Vert. L'amiral désirant abréger les jours de sa traversée, résolut d'aller chercher les vents alizés, en descendant vers le Cap, pour être porté ensuite, vent arrière, sur Sainte-Hélène. Ce n'était pas la route que suivait généralement les marins. Les calculs de l'amiral se trouvèrent en défaut, et son navire fut poussé vers les rives du Congo, très en avant dans le golfe de Guinée. Peu importait à Napoléon; peu importait aussi à ses compagnons d'infortune! Que gagneraient-ils à descendre à terre plus vite? Ne serait-ce pas toujours, pour eux, un lieu retranché; ne serait-ce pas toujours une prison? Ils n'avaient point hâte de quitter le navire. Ils n'avaient qu'un souci : avoir agréables les heures du voyage, et Napoléon s'y employait avec ses familiers. Ses promenades n'étaient plus consacrées seulement, comme aux premiers jours, aux souvenirs de ses débuts dans sa carrière militaire. Il variait ses confidences, parlait de sa famille, de sa jeunesse, de son éducation, de l'école de Brienne, de ses camarades, de ses succès d'école, des villes de ses garnisons, de Valence où il connut les premières caresses de l'amour. Puis, d'un bond sa pensée le reportait vers l'Orient, et il aimait à se remémorer ses grandes actions en Syrie. Les Arabes, disait-il, attendent un homme. J'aurais été celui-là. Ses rêves de grandeur, de domination absolue, surgissaient tout à coup, démontrant qu'en lui demeurait permanente la volonté d'être le maître partout où il se trouvait. Il regrettait de n'être pas resté en Egypte où il aurait pu se tailler un empire égal à celui d'Alexandre, du Nil jusqu'à l'Indus.

On franchit les tropiques et, le 23 septembre, à onze heures du matin, le *Northumberland* passa la ligne. Ce passage est une occasion de grande réjouissance pour les matelots, qui soumettent les passagers à des épreuves désagréables, en les aspergeant d'eau du moins ceux qui n'ont pas, une fois, traversé l'équateur. Chacun

à son tour, ils sont conduits devant le dieu Neptune, un matelot travesti en divinité païenne, qui les reçoit assis sur une barrique et leur fait payer un écot. Gourgaud et les autres Français s'en tirèrent indemnes, moyennant un napoléon. Quant à l'Empereur, l'amiral ordonna aux matelots de respecter la personne de l'illustre général, qui avait satisfait déjà à toutes les cérémonies d'usage, lors d'une navigation antérieure. Les matelots se le tinrent pour dit, et Napoléon leur fit distribuer par le grand maréchal quelques pièces d'or, en échange de leur respect. Peu de jours avant, on avait nettoyé les armes enlevées aux officiers français, par ordre des ministres de Londres.

Celles de Napoléon, si ce n'est l'épée qu'il ceignait journellement, subirent ainsi que les autres ces soins de propreté. Il y avait deux sabres : celui d'Aboukir et celui du Champ-de-Mai ; un fusil à deux coups et trois fusils simples, plus huit ou dix paires de pistolets.

Durant les jours pluvieux ou maussades de septembre, les exilés lisaient ou causaient avec les officiers anglais. Mais les livres de la bibliothèque du bord étaient surtout des libelles hostiles à l'Empereur, ou hostiles à la France. Las Cases, en son *Mémorial*, parle de *l'Antigallican* où se trouvaient réunies les plus odieuses calomnies sur Napoléon. Le gouvernement anglais avait intérêt à répandre contre son redoutable ennemi les assertions les plus déshonorantes. Il y employait des plumitifs à gages qui n'étaient occupés que de cette besogne infâme (1). L'histoire de France, les causes des der-

(1) « Il y eut constamment chez elle (en Angleterre) écrit Las Cases, deux grandes fabriques en toute activité, celle des émigrés à qui tout était bon et celle des ministres anglais, qui avaient établi cette diffamation en système. Ils en avaient organisé régulièrement l'action et les effets ; ils entretenaient à leur solde des folliculaires et des libellistes dans toutes les cours de l'Europe, en leur prescrivant leur tâche ; on liait, on combinait leurs attaques. Mais c'était en Angleterre surtout que le ministère anglais multipliait l'emploi de ces armes puissantes. Les Anglais, plus libres, plus éclairés, avaient d'autant plus besoin d'être remués. Les ministres trouvaient, dans ce système, ce double avantage, de monter l'opinion contre l'ennemi commun et de la détourner de leur propre conduite, en dirigeant les clameurs, l'indignation publique sur le caractère et les actes d'autrui. Par là, ils sauvaient à leur propre caractère, à leurs propres actes un examen et des récriminations qui auraient pu les embarrasser. Ainsi l'assassinat de Paul à Pétersbourg, celui de nos envoyés en Perse, l'enlèvement de Napper-Tandy, dans la ville libre de Hambourg, la prise, en pleine paix, de deux riches frégates espagnoles, l'acquisition de toute l'Inde, Malte, le Cap de Bonne-Espérance, gardés contre la foi des traités, la machiavélique rupture du traité d'Amiens, l'injuste saisie de nos bâtiments sans déclaration de guerre, la flotte danoise enlevée avec une si froide et si ironique perfidie, sont autant d'attentats qui ont

nières guerres de l'Empire y étaient faussées et dénaturées, et Las Cases, en ces jours d'orage et de pluie, causant avec les officiers de l'équipage, eut les plus grandes peines à rétablir l'exactitude des faits et à montrer, sous leur véritable jour, les événements déroulés en Europe.

## II

Cependant ces heures moroses eurent un résultat excellent. L'Empereur, soumis comme tout le monde à un ennui persévérant, consentit à commencer la dictée de ses campagnes d'Italie à Las Cases et celle de Waterloo à Gourgaud. Dès la première quinzaine de septembre, ces dictées ne cessèrent point un seul jour. Elles avaient lieu le matin, dans sa chambre, après la correction de celles de la veille. Il fallut que les secrétaires se composassent une écriture abrégée, qui leur permît de suivre la parole de l'Empereur, car il ne s'arrêtait jamais et ne voulait pas être interrompu. Dès les premiers mots, sa pensée prenait le vol, et la passion se mêlant à ses souvenirs, c'était une dictée pressante, chargée d'images, qu'il fallait reproduire exactement pour la lui soumettre au net, le lendemain. Bientôt, Napoléon prit goût à ce travail matinal, et, à mesure qu'il l'allongeait, il s'y intéressait davantage et voyait revenir, avec joie, l'heure de la reprise de son récit. Ainsi, pour tout le monde, l'ennui fut chassé et le chagrin atténué par cet exercice de l'esprit, forcé de s'attacher à des sujets différents de ceux du moment présent. Chaque matin, écrit Las Cases, l'Empereur l'accueillait par ces mots : « Ah ! vous voici, *le sage Las Cases* (allusion au nom sous lequel l'ancien émigré avait publié un atlas en Angleterre). Vous voici, *l'illustre mémorialiste, le Sully de Sainte-Hélène !* » et d'autres mots de la sorte. Et l'Empereur ajoutait maintes fois : « Après tout, mon cher, ces mémoires seront aussi connus que tous ceux qui les ont devancés ; vous vivrez autant que tous leurs auteurs ; on ne pourra jamais s'arrêter sur nos grands événements, écrire sur une personne sans avoir recours à vous. »

été se perdre dans l'agitation universelle, qu'on avait eu l'art d'exciter contre un autre. »

Et, reprenant la plaisanterie, Napoléon continuait avec gaieté : « On dira : il devait bien le savoir, c'était son conseiller d'Etat, son chambellan, son compagnon fidèle ; on dira, il faut bien le croire, il ne ment pas ; c'était un honnête homme. »

Ce qui manquait pour ces narrations, où les faits, en grand nombre, devaient être classés méthodiquement, était un précis chronologique. La bibliothèque du bord ne possédait ni le *Moniteur français*, ni les bulletins militaires de l'Empereur. La mémoire du grand homme devait suppléer à tout. Enfin, pendant les heures de repos, lorsqu'il voulait varier ses lectures, il n'avait d'autre ressource que sa petite bibliothèque de campagne, que Marchand, son premier valet de chambre, avait jointe aux bagages. Ce n'était pas suffisant. Le *Northumberland*, que les vents faibles ou contraires maintenaient dans le golfe de Guinée, y pouvait être retenu de longs jours encore. Un bâtiment de commerce, frappé de la même calamité, naviguait non loin du vaisseau-amiral. Las Cases se souvint qu'avant son départ il avait composé une caisse de livres expédiée pour lui à Sainte-Hélène, et, qui sait ? ce bâtiment, en panne comme le leur, contenait peut-être cette caisse, qui, en ce moment, aurait été pour lui et pour l'Empereur une surprise des plus agréables. Le hasard est grand quelquefois. Ce bâtiment de commerce était précisément celui qui lui apportait sa caisse, et le vieux marin qui le commandait fut aussi surpris que l'avait été Las Cases de cette rencontre fortuite, en apprenant la présence de l'Empereur sur le vaisseau anglais : « Vous nous privez de notre trésor, disait-il à l'officier envoyé à la recherche de la caisse ; vous nous enlevez le prince qui, seul, pouvait nous gouverner suivant nos mœurs et suivant nos goûts. »

Las Cases, bienveillant, instruit, insinuant et doux, plaisait à Napoléon qui en avait fait son auditeur préféré. Cette marque de distinction devait déplaire à Gourgaud, de caractère exclusif, aimant son maître comme il eût aimé sa maîtresse et le voulant pour lui seul. Napoléon souffrait de cette violence de dévouement. Ses autres familiers en souffraient aussi. Gourgaud révèle forcément cette tournure inquiète de son esprit, dans toutes les pages de son journal. Il ne manque pas d'y noter tout ce qui peut diminuer la valeur, ou la réputation des personnes qui avaient approché

l'Empereur. Si Mme de Montholon a conversé sur l'histoire avec ses voisins de table, il note : Tel jour, à dîner, Mme de Montholon a fait la *savante !* Si l'Empereur lui a parlé de Bernadotte, il s'empresse de rapporter des remarques désobligeantes : « ... Bernadotte n'a pas de tête ; c'est un Gascon ; il ne restera pas là où il est... son tour de s'en aller viendra aussi... » Un autre jour, au commencement d'octobre, il a une altercation avec Las Cases, qui finit par lui dire que ses façons d'agir blessent l'Empereur, qui donnerait trois cent mille francs pour lui faire un sort, à condition qu'il rentrât en France. Et Gourgaud s'indigne contre Las Cases, et il reproduit ce qu'il lui a répliqué : « ... Si je suis venu, disait Gourgaud, c'est parce que j'étais auprès de Sa Majesté, que j'ai suivie partout depuis quatre ans, excepté à l'île d'Elbe. Je lui ai sauvé la vie et l'on aime ceux que l'on a obligés. Si j'avais cru qu'Elle revienne en France pour en faire le malheur, je n'aurais pas repris ma place auprès d'Elle. Mais, vous, monsieur, vous ne connaissiez pas l'Empereur ; vous n'étiez pas connu de lui, même de vue... Alors, pourquoi ce grand dévouement ? » — Et il ajoute : « Je vois autour de moi bien des intrigues et des faussetés. Pauvre Gourgaud, qu'allais-tu faire dans cette galère ? » Napoléon parle-t-il de Junot et de sa femme, la duchesse d'Abrantès, tout de suite Gourgaud mentionne les confidences qu'il reçoit de l'Empereur. « ... Elle faisait partie de la police de M. de Blacas, en 1814, et en recevait quinze cents francs par mois. Junot l'a épousée par gloriole. Il avait la manie d'aimer les nobles... »

Cette vie coude à coude aurait fini par brouiller tous ces malheureux que l'éloignement de leur patrie et leur destin prévu accablaient. Mais on touchait au but du voyage. Le 14 octobre, les Anglais annoncèrent que le lendemain on apercevrait la terre. En effet, le 15 octobre, un dimanche, à midi, le *Northumberland* jeta l'ancre dans la rade de James-Town, hameau plutôt que petite ville de Sainte-Hélène.

Cette terre est un îlot formé par l'éruption d'un volcan au milieu des eaux, de dix lieues de circonférence, hérissé de roches tombant à pic dans la mer. Du côté du Nord où s'est produite l'éruption, la végétation, dans les vallées entre les collines, y est luxuriante ; les herbes et les arbres y poussent avec vigueur ; mais au Sud, tourné vers le Cap, les vents desséchants, qui règnent de ce côté-là,

empêchent le développement des arbres et rendent stérile le peu de terre qui recouvre les roches (1).

Le matin de l'arrivée, Napoléon s'habilla de bonne heure et monta sur le pont du vaisseau, afin de considérer la terre avec sa lunette. L'aspect était attristant. L'œil n'y distinguait que des falaises noirâtres dont toutes les crêtes étaient garnies de canons. Las Cases, qui l'accompagnait, cherchait à discerner l'effet produit sur l'illustre exilé par cette première inspection. Il ne vit qu'un visage impénétrable. Napoléon regardait et contenait en lui-même l'impression qu'il devait ressentir à cette vue. Il redescendit dans sa chambre et reprit avec Las Cases la dictée de ses mémoires. Plus rien ne pouvait agir sur cette âme qui avait perdu toute espérance et qui n'avait d'autre joie que les souvenirs du passé.

L'amiral s'était empressé de descendre à terre afin de chercher dans la petite cité, bâtie au bout de la rade, une maison, un lieu, où Napoléon pourrait résider, jusqu'à ce qu'on eût préparé, pour lui et sa suite, une habitation convenable. Il rentra le soir, fatigué, disait-il, de ses courses à peu près inutiles. Il n'avait trouvé, en ville qu'une maison fort étroite, où Napoléon cependant pourrait loger en attendant son installation définitive, autre part. Pour être définitive, cette installation exigeait de nombreuses réparations, des constructions nouvelles qui dureraient plusieurs semaines, avant d'être achevées. C'était à trois lieues de James-Bown, à Longwood (*Longbois*), la maison du lieutenant-gouverneur qui avait servi de ferme, jadis. Aussi bien, disait l'amiral, tout le monde pourrait quitter le navire, dès le lendemain, quoiqu'il n'eût pas, des ministres, l'autorisation d'y consentir. Mais il prenait sur lui de transgresser leurs ordres, de faire goûter à ses passagers l'agrément d'être à terre, après une si longue traversée.

(1) D'une lettre de Gourgaud à Mme Caffarelli : « Nous sommes et nous resterons quelques jours encore dans la petite ville de James-Town, la seule qui soit dans l'île. Elle est située entre deux montagnes arides, d'un horrible aspect, mais elle est assez bien bâtie. La plupart des maisons sont au milieu d'arbres et d'arbustes des quatre parties du monde. Leur intérieur est très propre et très soigné. Tous les habitants font le commerce d'aubergistes. Ils logent, nourrissent les personnes qui vont de l'Inde en Europe et qui se rafraîchissent quelque temps dans cette île renommée pour sa bonne eau, la salubrité de l'air et la douceur de sa température. Les femmes blanches sont assez jolies. Elles ont les mœurs, le langage et l'habillement anglais. Mais il y a tant de rocs et de roches dans cette île, que je crains qu'il n'y en ait jusque dans le cœur de ces belles. »

Le 16 octobre, ayant dîné, Napoléon et l'amiral descendirent dans le canot qui les devait conduire à James-Town. Les autres Français suivirent quelque temps après, avant la fin du jour. Là, comme ailleurs, la curiosité avait attiré sur le port presque toute la population de la bourgade, agglomération de trois mille habitants dont les deux tiers se composaient d'esclaves : nègres, mulâtres, ou indiens. Napoléon fut très gêné par cet empressement indiscret, gêné surtout par les sentinelles que l'amiral avait placées autour de la maison, sorte d'hôtel garni où la foule stationnait imperturbablement sous les fenêtres. Sur le *Bellérophon*, sur le *Northumberland*, il n'avait jamais eu près de lui aucune garde qui veillait à ses actes. Il y vivait comme tout le monde, puisque, pour tout le monde, le navire était une prison flottante, garantissant l'amiral contre l'évasion de la victime qui lui avait été confiée. Mais, à terre, une évasion, quoique très invraisemblable en ces premiers jours, était possible. Lord Cockburn avait la responsabilité de la garde de cet homme extraordinaire, que l'Europe redoutait encore, même à cette distance, et il fallait qu'il fût certain pour lui, qu'à toutes les heures du jour, Napoléon était présent dans le lieu où il aurait fixé sa demeure. Ces sentinelles offusquaient l'infortuné proscrit. Il n'avait pas songé, en mettant le pied à terre, à ces preuves flagrantes de captivité ; et le soldat qui, de loin, l'observerait, les yeux tournés, sans cesse, sur sa fenêtre, sur sa porte, sur sa personne, quand il sortirait, l'avertirait que l'amiral, quelque bienveillant qu'il voulût être, était néanmoins son geôlier ; ce serait, après toutes les autres douleurs, la plus amère peut-être, celle qui, depuis le jour où commença une surveillance incessante, jusqu'à la fin de sa vie sur ce roc entouré d'eau, devait être un tourment ininterrompu qui se changea en torture.

Aussi bien, quitter cette maison, cette mauvaise auberge de passage, ce fut son désir le plus ardent et il accepta, très empressé, de visiter, le lendemain, le lieu que l'amiral avait choisi pour y construire une demeure habitable. Le matin, l'amiral était à cheval à sa porte avec plusieurs chevaux. Napoléon se fit attendre. Cockburn démontrait son impatience. Napoléon, averti, s'écria : « Monsieur l'amiral est un grossier personnage. » Enfin, on partit. On allait à Longwood, placé sur un plateau dominant la vallée que terminait la rade de James-Town. Si ce lieu eût été exposé au Nord,

on y aurait trouvé des sources fraîches, de la verdure, une végétation de beaux arbres, qui auraient procuré de l'ombre à ceux qui allaient l'habiter. Mais il était tourné au midi, du côté des vents qui courbaient, par leur persistance, les petits gommiers, massés en bois, autour de l'ancienne ferme.

A cette première visite, Napoléon ne fit aucune objection sur le lieu choisi par l'amiral, et il consentit à ce que les travaux fussent commencés tout de suite. En revenant à la ville, il remarqua sur la colline un cottage qui lui plut ; et si grand était son désir de ne pas rentrer à son hôtellerie, qu'il exprima l'intention de s'y arrêter, et d'y passer la nuit, de s'y installer même, si le propriétaire le voulait bien. Près du cottage, au surplus, était élevé un pavillon dont il se contenterait jusqu'à nouvel ordre.

La maison et le pavillon appartenaient à M. Balcombe, modeste négociant, qui y logeait avec sa famille (1). Il consentit à toutes les demandes de Napoléon et lui abandonna le pavillon où il venait prendre le thé et causer avec ses amis. Napoléon, charmé, voulut s'y fixer sur l'heure. Ses valets vinrent lui dresser un lit, et Las Cases mandé à la ville put coucher dans un réduit au-dessus de la salle du rez-de-chaussée. Quant aux valets, ils couchèrent, la première nuit, roulés dans leurs manteaux, en travers des portes de la pièce où dormait Napoléon. Ce lieu portait le nom de *Briars* (les *Ronces*).

Un jardin, en longueur, faisait communiquer la maison principale avec le pavillon. Le lendemain, Napoléon y trouva les deux petites filles de son hôte, charmantes enfants, âgées de quatorze et de quinze ans, l'une étourdie et rieuse, presque gamine, l'autre plus calme, naïve et très douce, toutes les deux animant de leurs rires et de leur folle jeunesse ces lieux où venait échouer l'ancien maître du monde. Sans doute, elles savaient qui était Napoléon.

(1) Note des *Mémoires de Gourgaud* : « Agent du Trésor, chargé de pourvoir à l'entretien de Napoléon et de sa suite. « C'était, dit Montholon, un digne homme « qui nous rendit toute espèce de services, mais sans jamais manquer à ses de- « voirs envers son souverain. On prétendait dans l'île qu'il était fils naturel du « prince de Galles. Comme il s'était acquitté de ses fonctions convenablement, « et même avec amabilité, Lowe le prit en horreur et lui fit quitter l'île en mars « 1818. Napoléon lui donna soixante-douze mille francs et un brevet de douze « mille livres de pension. Peu après son retour en Angleterre, il fut nommé pour- « voyeur général de la Nouvelle-Hollande. Balcombe avait deux filles : Elisa- « Jane et Betzy, qui savaient le français. Celle-ci, âgée de quatorze ans en 1815, « devint mistresse Arbell et ne mourut qu'en juillet 1871. »

Mais à leur âge et dans cet éloignement de l'Europe, elles n'avaient pas le sentiment de la distance qui les séparait de l'Empereur. Elles l'appelaient *Monsieur* et lui posaient mille questions inconsidérées qui témoignaient de leur ignorance et de leur naïveté. En les quittant, Napoléon disait à Las Cases : « J'ai cru que j'étais au bal masqué. »

Il n'y avait nul espace, en ce pavillon, pour recevoir ses compagnons de misère. Ils restèrent à la ville dans leur hôtellerie. Pour les valets on dressa une tente à côté du pavillon, et Las Cases, à qui, à ce moment-là, Napoléon dictait ses campagnes d'Italie, Las Cases plus conciliant, plus respectueux que Gourgaud, et assurément mieux élevé, se contenta de l'affreux réduit où il couchait à côté de son fils, que Napoléon lui avait ordonné d'appeler aux Briars. Ceux qui complétaient la suite de l'exilé devaient faire un trajet assez long, lorsqu'ils voulaient rendre visite à l'Empereur. En attendant, Napoléon couchait, mangeait, travail lait dans la même pièce, la seule qui existât au rez-de-chaussée. Jamais il n'avait été si mal logé, si isolé, durant ses plus terribles guerres.

Petit à petit, cependant, quelques-uns de ses familiers purent s'installer près de lui. Mais le ravitaillement était difficile. Les provisions de bouche devaient être apportées de la ville, ce qui était un progrès sur les premiers jours, pendant lesquels les valets, sans fourneau, allaient chercher à James-Bown le dîner qui arrivait froid et servait au déjeuner du lendemain.

Il se trouvait bien, en cette île, dans un site charmant, un château de construction élégante, entouré d'un parc très ombragé, que l'on appelait *Plantation house*. C'était la résidence du gouverneur. Si les Anglais triomphants eussent eu la moindre magnanimité pour l'ennemi qui s'était rendu à eux librement, ils lui auraient attribué cette jolie habitation. Pourtant, le malheureux proscrit s'était habitué aux Briars. Le voisinage de la famille Balcombe, dévouée à l'Empereur, tout empressée à rendre plus heureuse sa vie, avait adouci la cruauté de cette transportation ; et les rires des jeunes filles le charmaient comme des chants d'oiseaux, au séduisant ramage. Toutefois, il y était si à l'étroit et ceux de ses familiers, séparés de lui, soumis à tant de vexations, qu'il avait le pressant désir d'habiter Longwood. L'amiral poussait les ouvriers et en

doublait le nombre. Il y occupait ceux de la flotte, joints à ceux de la ville, et tous travaillaient, sans relâche, à l'édification de la grande maison qui devait abriter, non plus une cour somptueuse, hélas ! mais des vaincus, des proscrits maudits par les monarques de l'Europe, toujours tremblants devant leur victime.

La maison était de construction légère, en matériaux peu solides et recouverte de toile goudronnée, assez vaste néanmoins pour y loger l'exilé et sa suite. C'était tout ce que voulait Napoléon (1).

Alors, le 10 décembre 1815, deux mois après son arrivée en rade de James-Town, Napoléon quitta les Briars pour Longwood où il devait mourir le 5 mai 1821, des suites des tortures que lui imposèrent les persécutions d'Hudson-Lowe, le dernier gouverneur de l'île.

(1) Cependant la famille Bertrand, moins sociable que les autres, exigea une habitation séparée. On leur en avait préparé une à l'entrée du plateau de Longwood, de manière qu'ils étaient non pas commensaux, mais voisins de l'Empereur. Cette maison s'appelait *Hutt's Gate.*

# TABLE DES MATIÈRES

## CHAPITRE PREMIER

### LE DRAME DE FONTAINEBLEAU

## CHAPITRE II

### MARIE-LOUISE RÉGENTE



## CHAPITRE III

### LE VOYAGE A L'ILE D'ELBE

## CHAPITRE IV

### L'EXIL

## CHAPITRE V

### LE RETOUR A PARIS

## CHAPITRE VI

### LA MONTÉE DU CAPITOLE

## CHAPITRE VII

### LES CENT-JOURS

## CHAPITRE VIII

### LA ROCHE TARPÉIENNE

## CHAPITRE IX

### A LA MALMAISON



## CHAPITRE X

### LES DERNIÈRES ÉTAPES

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

8, RUE GARANCIÈRE

